



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Objectifs 2015: Une question de détermination politique



(de gauche à droite) M. Paul Helminger, M. Mark Malloch Brown, M. Jean Spautz, Mme Lydie Err et M. Claude Wiseler

«La Présidence luxembourgeoise de l'UE interviendra à un moment crucial pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement!» C'est ce qu'a affirmé M. Mark Malloch Brown, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Dévelop-

pement (PNUD) au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés.

Les huit objectifs adoptés par les dirigeants de tous les pays au Sommet du Millénaire des Nations Unies en septembre 2000

visent avant tout à réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici à 2015. Le monde atteindra-t-il les objectifs qu'il s'est donnés? «C'est clairement une question de volonté politique, au Nord comme au Sud de notre planète» a dit M. Brown. Selon lui l'année 2005 sera la dernière occasion d'afficher la détermination et d'engager les moyens nécessaires pour pouvoir espérer récolter les fruits des efforts en 2015. L'Administrateur du PNUD a lancé l'appel aux autorités luxembourgeoises – gouvernementales et parlementaires – d'œuvrer pendant leur Présidence de l'UE avec énergie en faveur du respect des engagements du millénaire. M. Mark Malloch Brown a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz. La réunion de travail, présidée par M. Paul Helminger, s'est déroulée en présence des député(e)s Nico Loes, Lydie Err, Claude Wiseler et Jean-Pierre Koepp.

4^e Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens

La 4^e Conférence des présidents/speakers des parlements euro-méditerranéens s'est tenue les 20 et 21 février à Malte. La Chambre des Députés était représentée par M. le Vice-Président Nico Loes, accompagné de M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint. Y étaient présents les présidents ou speakers des parlements de l'Union européenne, du bassin méditerranéen et du parlement européen. Les présidents des parlements des futurs États membres de l'Union européenne furent invités avec le statut d'observateur.

La conférence a effectué un bilan des conférences ministérielles euro-méditerranéennes, notamment celle de Naples (2 et 3 décembre 2003). Les présidents des parlements se sont surtout penchés sur les façons de raffermir le dialogue des parlements européens et méditerranéens. Dans ce contexte, ils ont salué la création de l'assemblée parlementaire euro-méditerranéenne qui aura lieu à Athènes les 22 et 23 mars prochains. La délégation luxembourgeoise, ensemble avec les représentants français et belges, a sou-

tenu un amendement tendant à inviter comme observateurs à cette première réunion de l'assemblée parlementaire euro-méditerranéenne des délégations notamment de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'assemblée parlementaire de l'OSCE.

Dans leur déclaration finale, les présidents des parlements euro-méditerranéens ont insisté sur l'importance d'une relance du processus de paix au Proche

Orient qui ne peut que passer par la coexistence pacifique de deux États, à savoir Israël et la Palestine.

Les présidents ont également appelé à un transfert du pouvoir en Irak suivant un calendrier défini et à une organisation d'élections libres après la finalisation d'arrangements constitutionnels. Dans ce cadre, la conférence a clairement rejeté tout acte de terrorisme.



(de gauche à droite) M. Nico Loes et M. Anton Tabone, Président de la Chambre des Représentants de Malte

A l'aube de l'élargissement (I) - Hongrie



Lors du vote du projet de loi relatif à l'adhésion des nouveaux États membres à l'Union européenne: Accueil des ambassadeurs des nouveaux pays membres à la Chambre des Députés

Au cours des deux mois qui nous séparent du 1^{er} mai 2004 - date de l'adhésion de dix nouveaux pays à l'Union européenne -, le Compte rendu de la Chambre des Députés vous proposera une série d'interviews avec les ambassadeurs des dix nouveaux pays membres accrédités au Luxembourg. M. Ferenc Szöcs, Ambassadeur de la République de Hongrie à Luxembourg, était le premier à répondre à nos questions.

Monsieur l'Ambassadeur, est-ce que l'opinion publique en Hongrie a pris note du vote unanime de la Chambre des Députés en faveur de l'adhésion de dix nouveaux pays membres à l'Union européenne? Comment y a-t-elle réagi?

L'opinion publique en Hongrie a suivi avec intérêt les débats sur l'élargissement dans tous les États membres de l'Union européenne. Le vote au Grand-Duché de Luxembourg n'y faisait pas exception. Nous étions toujours conscients de l'appui politique et moral des Luxembourgeois. Votre pays a constamment soutenu les efforts de la Hongrie au cours des négociations et de la préparation à l'adhésion. C'est pourquoi je tiens à remercier votre pays de cette aide sans conditions pour laquelle nous avons beaucoup d'estime et dans laquelle nous voyons le témoignage de l'amitié du Grand-Duché à l'égard de mon pays. Le vote unanime de la Chambre des Députés en faveur de l'adhésion honore la

Hongrie et nos relations millénaires.

Quel est le sentiment prédominant de vos concitoyens à l'aube de l'adhésion de leur pays à l'UE? La joie? La crainte? Ou un mélange des deux?

En 1999 notre sécurité nationale a été remise sur de nouvelles bases: la Hongrie a été un des premiers pays de l'Est à adhérer à l'OTAN. L'adhésion du pays à l'Union européenne est sans doute l'autre événement historique qui influencera à long terme et d'une façon primordiale la vie des Hongrois.

Nous avons des attentes concrètes et émotionnelles: appartenir à une grande famille, en tant que membre à part entière, augmente la confiance en soi et libère de nouvelles énergies créatrices. En ce qui me concerne personnellement, je n'aime pas trop l'expression «nous ferons partie de la famille européenne». Je dirais plutôt «nous retournons au sein de la famille européenne». (Suite page 2)



Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE



Car nous faisons partie de cette famille depuis la formation de l'État hongrois par le roi Saint Etienne en l'an 1000, et nous nous sommes toujours considérés comme des occidentaux - d'un point de vue géographique et culturel. Pour la majeure partie il n'est pas de notre faute qu'à plusieurs époques de l'histoire certains empires étrangers nous aient détachés de la famille européenne et aient relié notre destin à un autre monde. Mais aujourd'hui, c'est à nous de nous réintégrer, de réussir notre retour à l'Europe et de le faire accepter par nos partenaires.

Qu'est-ce que les Hongrois attendent de l'adhésion? Plus de prospérité?

Mes concitoyens ont de grandes exigences par rapport à l'adhésion: prospérité économique, bien-être et sécurité au niveau social. Nous voudrions devenir membre du groupe «Schengen» le plus rapidement possible; nous considérons naturelle et légitime la libre circulation des personnes et l'ouverture du marché de travail, nous voudrions introduire la monnaie unique en 2008 ou 2009; nous comptons sur la solidarité financière de l'Union à l'égard des nouveaux États membres, comme cela a été le cas lors des élargissements précédents; nous voudrions que la protection des minorités nationales soit acceptée comme l'une des valeurs fondamentales de l'Union européenne, pour ne citer que quelques exemples importants.

Et de quoi ont-ils peur? De perdre une partie de la souveraineté et de l'indépendance dont ils ne jouissent que depuis une quinzaine d'années?

Le résultat du référendum en Hongrie sur l'adhésion à l'UE était sans équivoque: 84% des suffrages étaient positifs. Par leur oui massif les Hongrois ont manifesté leur fort désir d'appartenir à l'Europe! Je ne constate pas de sentiment de peur, je n'entends pas parler de perte d'une partie de notre souveraineté et de notre indépendance. Je crois que les Hongrois savent très bien ce qu'ils attendent en Europe et ce qu'ils peuvent attendre d'une appartenance à l'UE.

Vous représentez la Hongrie

dans le plus petit pays de l'UE: de quelle manière le parcours européen du Luxembourg peut-il servir d'exemple à la Hongrie?

Je suis très honoré de pouvoir représenter la Hongrie dans votre pays et fêter l'élargissement ensemble avec vous. Nous considérons le Grand-Duché de Luxembourg non seulement comme un partenaire essentiel, mais aussi comme un ami.

Les Hongrois savent très bien que le Luxembourg est l'un des pays fondateurs de l'OTAN et de l'UE. Nous savons très bien que les expériences de votre pays sont extrêmement riches, puisque nous avons reçu beaucoup d'aide de votre part au cours de notre préparation. Et le Luxembourg nous montre comment réussir à représenter de manière efficace les intérêts nationaux dans le cadre européen.

Le 1^{er} mai prochain nous écrivons une nouvelle page dans l'histoire de notre pays et de notre continent. Mon pays est fier d'appartenir à la famille européenne. Je souhaite que la Hongrie soit un membre utile à l'Union européenne et que nous, les Hongrois, puissions avoir confiance dans la perspective d'un avenir plus heureux. Je souhaite que le Grand-Duché de Luxembourg bénéficie lui aussi de retombées positives suite à l'élargissement et que les relations entre nos deux pays s'enrichissent même davantage et se retrouvent à un niveau encore plus élevé.



M. Ferenc Szöcs, Ambassadeur de la République de Hongrie à Luxembourg

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE) a eu lieu à Vienne les 19 et 20 février 2004. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des députés, ainsi que par MM. les Députés Alexandre Krieps, Fred Sunnen et Georges Wohlfart, membres de la délégation.

En sa qualité de président de la délégation, M. Jean Spautz a participé à la réunion du Comité permanent qui, en premier lieu, a entendu un discours de M. Bruce George, président de l'AP-OSCE. M. Bruce George a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'AP-OSCE et les structures gouvernementales de l'OSCE. Le président a encore souligné le droit de l'AP-OSCE d'exprimer ses propres vues et de faire valoir ses idées auprès des instances gouvernementales de l'OSCE, ceci dans un esprit de légitimité démocratique de l'OSCE.

Après avoir procédé à une discussion des résultats de la réunion du Conseil ministériel de l'OSCE tenue en décembre 2003 à Maastricht, le Comité permanent a évoqué différents points administratifs, dont notamment le rapport financier et le rapport du secrétaire général ainsi que diverses modifications du Règlement.

Le Comité permanent a également discuté différents rapports concernant l'observation d'élections, dont notamment celui relatif aux élections parlementaires du 7 décembre 2003 en Russie. Ensuite le Comité permanent a entendu divers rapports de missions ad hoc, parmi lesquels il y a lieu de mentionner ceux critiquant l'absence de progrès de la situation politique en Moldavie et en Biélorussie.

Au cours d'une réunion conjointe des trois commissions générales, les parlementaires ont d'abord entendu une allocution de bienvenue du président du Nationalrat d'Autriche Dr Andreas Khol qui a relevé que la session d'hiver constitue un instrument favorisant le dialogue et la coopération entre les structures gouvernementales et parlementaires de l'OSCE.

Le président en exercice de l'OSCE, le ministre bulgare des Affaires étrangères M. Solomon Passy, a exposé dans son intervention les points forts du programme de la présidence bulgare. Le président en exercice a en particulier exprimé l'avis qu'à long



(de gauche à droite)

1^{ère} rangée: MM. Jean Spautz et Georges Wohlfart

2^e rangée: MM. Martin Bisenius, secrétaire de la délégation, Fred Sunnen et Alexandre Krieps

terme l'efficacité, voire la survie de l'OSCE, ne pourra être garantie qu'au prix de l'abandon, selon des modalités à déterminer, de la règle du consensus qui aujourd'hui trop souvent entrave les processus décisionnels au sein de l'OSCE.

Au cours de cette session conjointe, le neuvième prix de l'OSCE pour le Journalisme et la Démocratie a été remis au Comité pour la protection des journalistes, représenté par sa directrice Ann Cooper.

Dans le cadre de réunions séparées des trois commissions générales, les rapporteurs ont présenté leurs avant-projets de rapport en vue de la session annuelle début juillet à Edimbourg qui sera placée sous le thème «Coopération et Partenariat: Faire face aux nouvelles menaces de sécurité.»

MM. Jean Spautz et Alexandre Krieps ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Au cours de cette réunion, les parlementaires ont notamment entendu un exposé du directeur de l'OSCE-ODIHR M. Christian Strohal. L'orateur a souligné que les missions d'observation d'élections ne doivent pas se limiter aux opérations électorales proprement dites, mais qu'il est primordial d'assurer également le suivi

et la mise en pratique des recommandations formulées par ces missions.

A l'ordre du jour de la réunion de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté M. Fred Sunnen, figuraient les interventions de plusieurs hauts responsables de l'OSCE dans les domaines économique et environnemental.

La Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme, à la réunion de laquelle a participé M. Georges Wohlfart, a eu un large échange de vues sur un exposé du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales M. Rolf Ekeus qui a analysé les activités de l'OSCE en vue de la protection des droits des minorités dans les pays de l'Asie centrale. Dans ce même exposé l'intervenant a encore décrit la situation des minorités russophones dans les pays baltes, en soulignant le rôle de l'éducation comme facteur d'intégration.

A noter finalement qu'en marge de la session d'hiver, le président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz a eu un entretien sur des questions politiques et parlementaires d'actualité avec le président du Nationalrat d'Autriche M. Andreas Khol.

Échange de vues

En date du 9 février 2004, M. Marc Fischbach, premier Médiateur luxembourgeois, a procédé à un échange de vues avec les membres du Bureau du Parlement Benelux.

(de droite à gauche) MM. John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux, M. Marc Fischbach, Médiateur, M. Jean-Marie Happart, Président du Parlement Benelux et M. Ludy Michiels, Secrétaire général du Parlement Benelux



La Hongrie en bref

Population:	10,2 millions d'habitants
Surface:	93.036 km ²
Capitale:	Budapest
Système politique:	République
Parlement:	Országgyűlés (uni-caméral)



Réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC

En date du 19 février 2004 s'est déroulée à Dublin une réunion des Présidents des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, des pays adhérents, des pays candidats et du Parlement européen. La Chambre des Députés a été représentée par M. Ben Fayot, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la

Chambre des Députés et membre de la délégation luxembourgeoise de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires communautaires).

Les parlementaires ont procédé à un échange de vues avec M. Dick Roche, Ministre d'État irlandais des Affaires européennes sur la manière de rapprocher les citoyens de l'Europe. Suite à une initiative luxembourgeoise, les parlementaires ont lancé un ap-

pel à la Conférence intergouvernementale à finaliser la future Constitution européenne avant les élections européennes au mois de juin. Les représentants parlementaires ont par ailleurs évoqué le rôle de la Cour des Comptes européenne. La réunion était suivie d'une réunion du groupe de travail chargé d'analyser entre autres le rôle des assemblées régionales législatives dans le cadre de la COSAC.



NOUVELLES LOIS

4998 - Projet de loi

portant création d'une Administration de la gestion de l'eau

La création d'une administration centrale de gestion intégrée de l'eau fait l'objet de débats politiques depuis la fin des années '80. Ce n'est finalement donc qu'en 1999 que le Gouvernement, issu des élections législatives du 13 juin 1999, inscrivait dans le chapitre de son accord de coalition consacré au Ministère de l'Intérieur que:

«les différentes administrations et divisions de services qui, à l'heure actuelle, ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau, instrument qui relèvera de la compétence du Ministre de l'Intérieur».

Le projet de loi sous examen constitue la mise en œuvre de ce point important de l'accord de coalition.

La structure et les missions de la nouvelle Administration de la gestion de l'eau

Le projet de loi poursuit essentiellement les 6 buts suivants:

il crée une Administration de la gestion de l'eau (art. 1);

il fixe les attributions de la nouvelle administration (art. 2);

il crée à l'intérieur de l'administration différentes divisions (art. 3) qui gèrent chacune une portion des attributions confiées au nouveau service de sorte à englober toutes les facettes d'une gestion «globale» de l'eau (art. 4);

il crée le cadre du personnel de la nouvelle administration (art. 5);

il règle la situation de carrière des agents en place en évitant qu'ils ne subissent une détérioration de leur expectative de carrière (art. 24);

il entérine les nouvelles compétences de l'Administration de la gestion de l'eau en adaptant les textes de loi concernés aux prescriptions résultant de l'arrêté grand-ducal du 11 août 1999 portant constitution des ministères (art. 10 à 22).

L'avis du Conseil d'État

Dans son avis du 25 novembre 2003, la Haute Corporation soulève un certain nombre de questions fondamentales dépassant dans certains cas le cadre du projet de loi.

Le Conseil d'État s'attarde longuement sur la question du rattachement du nouveau service au Ministère de l'Intérieur. D'après la Haute

Corporation, un certain nombre d'arguments plaident clairement en faveur d'un placement de l'administration sous la tutelle du Ministère de l'Environnement.

Deuxième critique du Conseil d'État à l'encontre du texte gouvernemental: au lieu de se limiter à créer une loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau et d'en fixer le cadre du personnel, le Gouvernement aurait dû profiter de l'occasion pour transposer la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (dite «Directive-cadre»).

Le Conseil d'État énumère ensuite un certain nombre de dispositions de la loi du 29 juillet 1993 que le projet de loi ne fait, à son avis, que modifier de façon incomplète. Il signale également différentes imperfections du projet.

En guise de conclusion, le Conseil d'État déclare ne pas pouvoir marquer son accord avec le projet de loi lui soumis.

Il recommande sous peine d'opposition formelle, de reprendre le projet sur le métier en tenant compte de la «Directive-cadre» 2000/60/CE qui doit de toute façon être transposée au plus tard au cours du premier semestre de l'année 2004.

La question de la compétence ministérielle

En ce qui concerne la compétence ministérielle, plusieurs membres de la Commission des Affaires intérieures ont soutenu la remarque du Conseil d'État que la tutelle sur la nouvelle Administration de la gestion de l'eau devrait revenir au Ministre de l'Environnement et non pas au Ministre de l'Intérieur. Le Ministre de l'Intérieur a souligné à ce sujet que par gestion intégrée de l'eau il ne faut pas seulement comprendre la protection des ressources hydriques contre la pollution ou contre la dégradation de leur état écologique, mais aussi la gestion de l'eau en tant que ressource indispensable à un développement socio-économique durable.

Ceci étant, et en dépit de tous les arguments avancés par les différents intervenants en faveur, soit du Ministère de l'Intérieur, soit du Ministère de l'Environnement, la Commission des Affaires intérieures estime que le débat sur la compétence ministérielle dans le domaine de la gestion de l'eau n'est pas à mener dans le contexte du projet de loi sous examen. Il convient de rappeler que le projet de loi prend bien soin de placer le

nouveau service sous l'autorité du Ministre «qui a dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau».

La transposition de la «Directive-cadre»

Plusieurs membres de la Commission des Affaires Intérieures se sont ralliés à l'avis du Conseil d'État qui préconise que la «Directive-cadre» soit transposée en droit national conjointement avec la création de l'Administration de la gestion de l'eau. Le Ministre de l'Intérieur a expliqué que la mise en œuvre de la «directive-cadre» ne sera pas très aisée vu que de nombreuses dispositions du très volumineux texte manquent de clarté et de précision, à tel point qu'elles pourraient donner lieu à des interprétations différentes d'un pays de l'Union Européenne à l'autre. C'est pour cette raison que les pays membres ont décidé, ensemble avec la Commission Européenne, d'élaborer des guides permettant une application commune bien comprise de la «Directive-cadre». Or, le dernier des quelque neuf documents-guides n'a été approuvé que tout récemment, sous la présidence italienne, et ce n'est donc maintenant seulement que l'on dispose de tous les éléments pour permettre une transposition sans équivoque de la «Directive-cadre» en sa forme de 2000.

La Commission Européenne a présenté en 2003 un papier stratégique sur la maîtrise des crues et inondations, aspect qui n'est pas (et ne sera probablement pas) repris dans la «Directive-cadre» pour des raisons de subsidiarité, mais dont les principes n'en auront pas moins avantage à être intégrés dans la législation nationale sur l'eau pour en consolider le caractère de l'approche globale.

Le Gouvernement aura donc eu raison en ne transposant pas la «Directive-cadre» en sa version originelle (bien que formelle) de 2000, mais d'attendre qu'il dispose de tous les éléments nécessaires à l'élaboration d'un projet de loi clair et cohérent.

La non-transposition, à l'heure actuelle, en droit national de la «Directive-cadre» ne signifie cependant pas qu'il soit impossible de poursuivre déjà maintenant une gestion intégrée de l'eau et qu'une administration centrale des problèmes de l'eau soit encore injustifiée.

Au niveau politique la coordination est bien établie du fait que toutes les responsabilités sont réunies sous la seule tutelle du Ministre de l'Intérieur. Au niveau technique 95 agents des «services d'eau» des

différentes administrations étatiques sont certes réunis, par détachement de leurs administrations d'origine, en une unité centrale, les «Services de la gestion de l'eau», qui ne dispose toutefois pas encore d'une base légale adéquate et ne peut donc pas encore travailler avec la sérénité voulue.

Conclusion

La Commission des Affaires intérieures, à la suite d'un examen approfondi du dossier qui lui est soumis, décide majoritairement de proposer à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la version introduite par le Gouvernement. Elle considère en effet que le projet dont elle est saisie, met fin à un débat politique qui a débuté il y a presque vingt ans et se concrétise par la création unanimement revendiquée d'une entité administrative unique responsable de la gestion intégrée de l'eau au Grand-Duché de Luxembourg. Malgré les quelques rares imperfections du texte, celui-ci mérite, au vu des avantages considérables qu'il introduit dans la législation relative à la gestion de l'eau dans notre pays, d'entrer en vigueur dans les meilleurs délais.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 25.07.2002

Rapporteur:
M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

10.12.2002 Présentation du projet de loi

15.01.2004 Examen de l'avis du Conseil d'État

22.01.2004 idem

29.01.2004 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
11.02.2004

Le présent projet de loi a pour objet de modifier et d'adapter l'alinéa 1^{er} de la loi du 24 février 1999 autorisant l'État à participer à raison de cinquante pour cent à la dépense du SEBES résultant des travaux de construction de la conduite d'eau potable DN 700 de Grosbous (Schankengriecht) via Mersch à Junglinster. La participation est limitée à 13.279.265 euros ce qui correspond à 50 pour cent du devis final. Cette adaptation financière s'est avérée nécessaire pour plusieurs raisons:

- Le contexte dans lequel se situe le projet d'envergure ne revêt plus une importance intercommunale, mais a pris une envergure nationale. Il s'agit en effet d'assurer l'infrastructure du pays en matière d'approvisionnement en eau potable dans le contexte d'une population qui ne va que s'accroître dans les années à venir.

- Une conséquence concrète en a été l'augmentation du diamètre de la conduite pour répondre non seulement aux besoins des régions du Centre et de l'Est, mais encore de la Ville de Luxembourg et du Sud du pays.

- Le tracé initial a dû être réétudié ensemble avec les autres administrations et services de l'État aux fins de réduire les nuisances sur l'environnement. Ce faisant, le tracé s'est vu porté de 30 à 31,5 kilomètres.

- La réalisation de grands ouvrages tels que le chemin de fer à Mersch et la Route du Nord ont eu un effet non négligeable sur le coût final du projet.

Impact financier du projet

En tenant compte de toutes les modifications résultant des facteurs exposés ci-avant, le coût s'est vu augmenter à 26.558.529 euros. Le subside demandé de 13.279.265 euros équivaut à 50% de la dépense du projet définitif et détaillé. Il est à rappeler que le subside déjà engagé par la loi à modifier est plafonné à 6.197.338 euros. L'impact financier de la nouvelle loi se chiffrera donc à 7.081.927 euros.

Avis du Conseil d'État

Le Conseil d'État estime que la hausse sensible de l'intervention financière de l'État qui se trouve portée à plus du double de l'aide initiale est inacceptable et à éviter à tout prix à l'avenir par des études, des recherches et des devis estimatifs sérieux et réalistes. Le Conseil d'État, vu l'importance de l'approvisionnement en eau potable du pays, marque néanmoins son accord avec le projet de loi sous avis dont l'article unique ne donne pas lieu à observation.

5014 - Projet de loi

portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'État à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster

Dépôt par M. Michel Wolter,
Ministre de l'Intérieur, le
20.08.2002
Rapporteur: M. Nico Loes

Travaux de la Commission
des Affaires intérieures (Pré-
sident:
M. Marco Schank):
16.09.2003 Désignation
d'un rapporteur
29.01.2004 Examen et
adoption d'un
projet de
rapport

Vote en séance publique:
11.02.2004

5154 - Projet de loi

portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et transposant la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité

Le but primaire du présent projet de loi consiste en la transposition, en droit national, de la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité.

En second lieu, quelques retouches techniques ont été apportées à la loi modifiée du 24 juillet 2000, soit pour éviter des problèmes d'interprétation, soit pour simplifier la gestion administrative, notamment du fonds de compensation et du recouvrement de la taxe «électricité».

Etant donné que les dispositions essentielles régissant la production d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables figurent dans la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, la transposition de la directive 2001/77/CE a nécessité une modification de cette loi.

Dépôt par M. Henri Grethen,
Ministre de l'Economie, le
20.05.2003
Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission de
l'Economie, de l'Energie, des
Postes et des Transports
(Président:
M. John Schummer):
12.11.2003 Désignation
d'un rapporteur
Examen du
projet de loi et
de l'avis du
Conseil d'Etat
21.01.2004 Présentation et
adoption d'un
projet de
rapport

Vote en séance publique:
28.01.2004

5190 - Projet de loi

portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, l'Irlande, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union

européenne) et la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République Slovaque relatif à l'adhésion de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à l'Union européenne, signé à Athènes, le 16 avril 2003

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le traité d'adhésion de dix nouveaux États à l'Union européenne à partir du 1^{er} mai 2004, à savoir Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque.

Ce cinquième élargissement de l'Union constitue un événement historique en raison de son envergure et consacre la réunification du continent européen après la chute du rideau de fer.

Le traité est un ensemble complexe de près de 5.000 pages et se compose du traité proprement dit, de l'acte d'adhésion comportant 72 articles et auquel sont annexés 18 annexes définissant les adaptations à l'acquis communautaire et le détail des mesures transitoires, ainsi que dix protocoles et un acte final comportant 44 déclarations unilatérales d'ordre politique ainsi qu'un échange de lettres sur la procédure transitoire à appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur du traité d'adhésion.

Tous les nouveaux membres sont obligés de remplir les «critères de Copenhague» fixés par le Conseil européen de Copenhague de juin 1993: institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection, l'existence d'une économie de marché viable, la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union ainsi que la reprise de l'acquis communautaire.

L'adhésion implique l'acceptation intégrale par les pays candidats des droits et obligations, réels et potentiels, du système communautaire et de son cadre institutionnel. Ainsi, les nouveaux membres doivent se conformer aux traités, à l'ensemble du droit dérivé, aux déclarations et résolutions adoptées dans le cadre de l'Union, aux accords conclus entre les États membres et aux accords conclus avec les États tiers. La transposition de l'acquis communautaire représente à lui seul 80.000 pages de directives, règlements, décisions ou actions communes publiées au Journal Officiel.

Or, comme pour les précédents élargissements, le principe de la reprise de l'acquis au jour de l'adhésion admet des exceptions sous forme de périodes transitoires. Les pays adhérents ont ainsi obtenu

près de 250 périodes transitoires pour faire face à des difficultés de transposition ou de mise en œuvre, liées souvent à la faiblesse de leurs capacités administratives, à la lourdeur des investissements à effectuer ou aux conséquences politiques, économiques et sociales qu'un alignement brutal sur l'acquis aurait pu entraîner.

Les périodes transitoires en faveur des nouveaux membres visent notamment les domaines suivants: libre circulation des marchandises (renouvellement des autorisations de mise sur le marché de listes de produits pharmaceutiques à usage humain et vétérinaire), libre prestation des services (application du niveau minimum de couverture du système d'indemnisation des investissements), libre circulation des capitaux (maintien des restrictions aux acquisitions de résidences secondaires, de terres agricoles et de forêts par les ressortissants communautaires non-résidents), agriculture (investissements et modernisations nécessaires à la mise aux normes vétérinaires et sanitaires de la PAC de nombreux établissements de transformation de produits animaux), fiscalité (augmentation des droits d'accises sur les cigarettes).

De surcroît, à partir du 1^{er} mai 2004, les ressortissants des nouveaux membres bénéficieront de la libre circulation, à l'exception des travailleurs salariés pour lesquels l'Union a préservé une période transitoire de sept ans. A noter toutefois que les Maltais et les Chypriotes bénéficieront immédiatement de la libre circulation des travailleurs salariés. La période transitoire prévue par le traité d'adhésion se décompose en trois périodes de deux, trois et de nouveau deux ans:

- deux ans après l'adhésion, le 1^{er} mai 2006, les États membres actuels pourront décider soit d'ouvrir leur marché du travail aux salariés des nouveaux États membres, soit de prolonger la période transitoire (en le notifiant à la Commission) pour trois années supplémentaires;
- cinq ans après l'adhésion, le 1^{er} mai 2009, la libre circulation des travailleurs salariés des nouveaux États membres s'appliquera de droit dans toute l'Union, sauf dans les États membres actuels qui feraient état de «perturbations graves» de leur marché du travail et qui pourront, à titre de clause de sauvegarde, prolonger encore pour deux ans la durée de cette période transitoire.

Par contre, à partir du 1^{er} mai 2004, la liberté d'établissement s'appliquera dans toute l'Union aux travailleurs non salariés des dix nouveaux États membres (professions commerciales, industrielles, artisanales ou libérales) dans les mêmes conditions que celles applicables aux ressortissants nationaux. Par ailleurs, les entreprises des nouveaux membres bénéficieront, dès l'adhésion, de la liberté d'effectuer des prestations de service au sein du marché unique, avec leurs salariés. Seules l'Allemagne et l'Autriche ont demandé et obtenu des restrictions à la libre prestation de services pour certains secteurs d'activités, notamment transfrontalières.

À noter enfin que les négociations ayant abouti au Traité de Nice avaient pour objectif de permettre aux institutions européennes de fonctionner à 27 États membres. Comme la Conférence intergouvernementale (CIG) commencée en octobre 2003 et destinée à finaliser un Traité constitutionnel n'a pas encore abouti, les dispositions retenues dans le Traité de Nice viennent d'entrer en vigueur.

Dépôt par Mme Lydie Polfer,
Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 31.07.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission
des Affaires étrangères et européennes et de la

Défense (Président:
M. Paul Helminger):
09.01.2004 Désignation
d'un rapporteur
30.01.2004 Examen du
projet de loi et
de l'avis du
Conseil d'Etat
04.02.2004 Présentation et
adoption du
projet de
rapport

Vote en séance publique:
10.02.2004

5214 - Projet de loi

ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale du 18 février 2003

Le projet de loi sous rubrique permet de redresser certains éléments de la loi électorale du 18 février 2003, qui, d'après les auteurs du projet, «ont échappé aux différentes instances» intervenant dans la procédure législative. Lesdits redressements entraînent entre autres l'adaptation de certaines dispositions aux réalités pratiques, notamment dans les domaines de l'organisation et la composition des bureaux électoraux, ainsi que du vote par correspondance.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 19 décembre 2003. Il estime que quant au fond le projet de loi ne comporte aucune innovation de substance par rapport au texte de la loi du 18 février 2003 et que les modifications apportées, prises isolément, ne revêtent qu'une importance très limitée.

L'article 1^{er} vise à constituer les trois listes électorales suivantes: liste des électeurs luxembourgeois (pour les élections législatives, européennes et communales), liste des électeurs ressortissants de l'Union européenne (pour les élections européennes), liste des électeurs non luxembourgeois (pour les élections communales).

L'article 2 vise à maintenir la charge de travail par bureau de vote à un niveau se situant entre 200 et 400 électeurs.

L'article 4 modifie l'article 58 de la loi électorale en précisant que le président et les assesseurs sont les membres effectifs du bureau électoral et que ces membres sont assistés par un secrétaire qui n'a pas de voix délibérative.

Les articles 5, 6, 8 et 9 permettent, d'une part, d'adapter certains articles de la loi électorale au fait que le secrétaire et le secrétaire adjoint ne sont pas membres du bureau et ne doivent pas nécessairement être électeurs de la commune, et d'autre part, de faciliter le recrutement d'assesseurs suppléants.

L'article 10 se propose de modifier l'article 79 de la loi électorale relatif au vote effectué par un électeur aveugle ou infirme pouvant être accompagné d'un guide ou d'un soutien. La modification proposée annule le fait que le guide ou soutien doive lui-même être électeur.

Les articles 11, 13, 20 et 24 concernent le remplacement du juge de paix par le procureur d'Etat dans divers articles de la loi électorale.

Les articles 14, 21 et 25 ont pour finalité de préciser dans la loi électorale qu'en cas de parité entre candidats non élus, le tirage au sort détermine leur ordre d'inscription sur la liste des remplaçants.

Les articles 15, 16, 17, 22, 23, 26, 27 et 28 ont pour objet d'organiser dorénavant dans chaque commune les opérations liées au vote par correspondance des électeurs domiciliés dans la commune pour les trois catégories d'élections.

L'article 19 permet de tenir compte du cas de report d'élections communales suite au décès d'un candidat dans une commune où le vote se fait d'après le système de la majorité relative.

Dépôt par M. Michel Wolter,
Ministre de l'Intérieur, le
25.09.2003

Rapporteur:
M. Marco Schank

Travaux de la Commission
des Affaires intérieures (Pré-
sident:
M. Marco Schank):

13.01.2004 Désignation du
rapporteur
Présentation du
projet de loi
Examen de
l'avis du Conseil
d'Etat
22.01.2004 Suite de
l'examen de
l'avis du Conseil
d'Etat
28.01.2004 Examen et
adoption du
projet de
rapport

Vote en séance publique:
29.01.2004

Loi du 10.02.2004
Mémorial A, 2004, N° 13, page 184

5276 - Projet de loi

concernant la participation aux élections européennes du 13 juin 2004 des ressortissants des États qui deviendront membres de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004

En date du 15 janvier 2004, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 27 janvier 2004.

Le projet de loi prévoit que les ressortissants d'un État qui adhèrera à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 pourront participer aux élections européennes du 13 juin prochain.

Les conditions à remplir pour le «futur ressortissant européen» se résument comme suit: être âgé de 18 ans accomplis au jour des élections, jouir des droits civiques et ne pas être déchu du droit de vote au Luxembourg ou dans son pays d'origine, être domicilié au Grand-Duché et y avoir résidé avant le 1^{er} avril 2003 pendant cinq ans au moins. Le futur ressortissant doit également se faire inscrire sur une liste électorale spéciale auprès de sa commune de résidence avant le 13 mars. Les recours contre les décisions du collège échevinal étant possibles, la liste spéciale sera définitivement clôturée le 3 mai. L'entrée en vigueur de la loi est programmée pour le 10 février 2004.

Sous réserve des observations qu'il fait à l'endroit de l'examen des articles, le Conseil d'Etat approuve la démarche adoptée.

Dépôt par M. Michel Wolter,
Ministre de l'Intérieur, le
15.01.2004

Rapporteur:
M. Marco Schank

Travaux de la Commission
des Affaires intérieures (Pré-
sident: M. Marco Schank)

28.01.2004 Désignation du
rapporteur
Examen du
projet de loi et
de l'avis du
Conseil d'Etat
Examen et
adoption du
projet de
rapport

Vote en séance publique:
29.01.2004

Corrigendum:

Il est bien entendu que selon l'article 114 de la Constitution, statuant que «La révision constitutionnelle doit être adoptée dans les mêmes termes en deux votes successifs, séparés par un intervalle d'au moins trois mois.», le projet de révision 3924 de l'article 24 de la Constitution paru sous la rubrique «Nouvelles lois» au Compte rendu N°8/2003-2004 doit être soumis à un deuxième vote constitutionnel.

Ordre du jour

- Débat d'orientation sur la 5^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC - Cancún, du 10 au 14 septembre 2003**
(Discussion générale - Motion - Vote)
- 5131 - Débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles**
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Motion - Vote)
- 5276 - Projet de loi concernant la participation aux élections européennes du 13 juin 2004 des ressortissants des États qui deviendront membres de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004**
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5214 - Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale du 18 février 2003**
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; MM. Michel Wolter, Henri Grethen et Carlo Wagner, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Als éischte Punkt hu mir um Ordre du jour d'Orientéierungsdebatt iwwert déi 5. Ministerkonferenz vun der OMC, déi vum 10. bis de 14. September 2003 zu Cancún ofgehale ginn ass. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Mosar, Fayot, Mehlen, Huss an Urbany. D'Wuert huet de President vun der Commission des Affaires étrangères, den honorabelen Här Paul Helminger.

1. Débat d'orientation sur la 5^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC - Cancún, du 10 au 14 septembre 2003

M. Paul Helminger (DP).- Merci, Här President. Mir hu fir dësen Débat d'orientation e bëssen eng speziell Prozedur gewielt an deem Sënn, datt net e schréfleche Rapport där Debatt zugrond läit, mä vill méi e Résumé vun deenen Diskussiounen, déi mer an der aussempolitescher Kommission um Enn vum leschte Joer haten, Diskussiounen, déi mer gefouert hunn zum groussen Deel zesumme mat der Madame Ausseministesche Lydie Polfer a mam Agrarminister Fernand Boden, an och opgrond vun deene Rapporen, déi eis zwee Kolleegen, de Laurent Mosar an de Jean Huss, déi mat op Cancún an der Lëtzebuerger Delegatioun waren, eis iwwert déi Négociatiounen gemaach hunn.

Wéi mer alleguete wëssen, war den Ausgang vun der leschter Ministerkonferenz vun der Welthandelsorganisatioun am September d'lescht Joer alles anescht wéi positiv, mä grad dofir ass et vläicht wichteg aus deem Echec ze léieren an dann awer och resolut no vir ze kucken. Esouwuel d'Europäesch Unioun wéi eis Regierung muss sech der Erausforderung stellen, fir déi multilateral Handelsnegociatiounen erëm an de Gang ze kriegen a Weiche fir d'Zukunft ze stellen.

Mir sinn eis alleguete bewosst, datt et an deem schwéieren Dossier vill Animositéiten an och grondverschiede Meenungen gëtt. Den Debakel vu Cancún ass jo och an der Öffentlechkeet, an der Press jiddfalls, villsäiteg kommentéiert an analyséiert ginn, an et kumt een net derlaanscht aus verschiddene Kreesser, sief et vu méi radikale Globalisierungsgeigner oder vu

Protektionisten op där anerer Säit, eng gewësse Satisfaktioun esouguer ze spieren iwwert den Ausgang vu Cancún.

Trotzdeem mengen ech, datt zu Cancún all Interessegruppen zu de Verléierer zielen. Eng Chance gouf ganz kloer verpasst, souwuel fir déi räich, déi etabléiert an entwéckelt Länner, zu deene mir jo och zielen, mä awer och fir déi Länner, déi dertëscht leien, dat heescht tëschtent aarm a räich, déi sech an deene leschte Jore besonnesch duerch hir Exporter ganz schnell, rasant kann een esouguer soen, entwéckelt hunn, awer virun allem fir déi äermste Länner, déi Schwieregkeeten hu fir hir Plaz am Welt- handel ze fannen.

D'Ministerkonferenz vun der OMC war bis Cancún nämlech ee vun deene wichtigste Foren, wou all d'Länner konnte gemeinsam Lösungen sichen zu deenen Défiten, déi sech duerch d'Mondialisatioun stellen.

Ech wëll dräi Volete vun deeser Problematik ervirsträchen:

Eischtens drop hiweisen, datt nëmmen duerch den Dialog vun allen Handelspartner an engem Kader wéi der Welthandelsorganisatioun d'Objektiver vun enger equilibréierter, fairer, sozial- an ëmweltgerechter Entwécklung vun der Weltwirtschaft kënnen erreicht ginn.

Zweetens wëll ech probéieren ze ënnersiche firwat et zu Cancún schief gelaft ass.

Drëttens wëll ech d'Positioun vun der EU an deemem Dossier nach eng Käier ervirsträchen.

Här President, d'Ministerschkonferenz vu Cancún war also en Echec. D'Parteien hunn de Verhandlungsdesch verlooss ouni Kompromës-ser ze schléissen. Et ass awer a mengen Aen immens wichteg, datt Cancún net zum Symbol gëtt vun enger Faillite, nämlech där vun der Welthandelsorganisatioun. Ech bleiwen dervun iwwerzeugt, datt d'Welthandelsorganisatioun eis alleguete méi Wuelstand bruecht huet. Si huet d'Échangen tëschtent de verschiddene Länner enorm vereinfacht. Si huet verschiddene Natiounen iwwerhaupt mol un de Verhandlungsdesch bruecht, déi sech virun hannert Tariffer an anere protektionistesche Mesurë verstoppt hunn. Si huet derzou bägedroen, datt déi verschiddene Länner sech méi a méi spezialiséieren an deene Beräicher, wou se och wierklech kompetitiv sinn. Dës Spezialiséierung huet eis alleguete besser Produkter a Servicer zu méi accessible Präisser bruecht.

Den Echec vu Cancún setzt dës Grondiddien, déi hannert der OMC stinn, net a Fro. Am Géigendeel, e weist drop hin, datt et nach ëmmer Déséquilibren am Welthandel gëtt, déi bei den Natiounen en äusserst sensiblen Nerv treffen. D'Agrarpolitik ass do e Beispill. Déi aarm Länner fille sech äusserst benodeelegt, wa si mat hiren Agrarprodukter, déi ganz oft bei hinne vill méi natierlech wuesse wéi an anere Géigenden, musse géint massiv subventionéiert Produkter aus de räiche Länner konkurréieren. Wann déi Diskrepanzen ze vill grouss ginn an d'Kompromësbereetschaft tëschtent den Handelspartner ze vill niddereg ass, da kënt et zum Éclat. Et ass awer wichteg fir den Dialog erëm opzehoelen an net de protektionistesche Reflex spillen ze loosse fir kuerzfristeg national Interessen ze verdeedegen. Nëmment esou kënnen mer laangfristeg eise Wuelstand sécheren.

An eiser Orientéierungsdebatt vun haut maache mir also net den Inventaire vun enger Faillite, sondern mir kucken e Beitrag derzou ze leeschten, datt de Welthandel sech weiterentwéckelt, ouni datt Déséquilibren an Ongerechtheeten, sou wéi se bestinn tëschtent den Handelspartner, sech verdéieren.

Ech hu schonn drop higewisen, datt mer eis vum Echec vu Cancún net solle beaflosse loosse an am Géigendeel probéieren sollen den Dialog erëm unzeregen. Nach ass et menger Meenung no awer interessant ze kucken, wat dann eigentlech d'Grënn sinn, datt et zu Cancún net zu engem Ofschluss komm ass. Et ass an deem Kontext jo ëmmer gesot ginn, datt d'Agrarpolitik den Haaptgrond wär. Dat ass awer esou net richtig, well d'Agrarpolitik eigentlech guer net zur Diskussioun koum.

Als éischte Grond géif ech prozedural Grënn nennen. Et ass ëmmer méi schwéier, stellt et sech erëm, datt 148 Länner, déi zu Cancún vun net manner wéi 4.700 Delegéierte representéiert goufen, zesumme mat 900 anere Représentanté vun ONGen en Accord kënnen fannen. Des Weidere ginn d'Décioune vun der OMC dann och nach unanime geholl, sou datt de facto all 148 Länner e Vetorecht hunn. Et ass also net erstaunlech, datt de Pascal Lamy, deen d'Europäesch Unioun an den Négociatiounen vertritt, d'OMC als mëttelalterlech Organisatioun bezeecht huet. Ech sinn awer der Meenung, datt grad just prozedural Problemer mat der néideger Kompromësbereetschaft kënnen geléist ginn.

En zweete Grond vum Echec ass méi déif gräifend a strukturell. Duerch d'Globaliséierung huet sech d'Konstellatioun vum Welthandel grondleeënd verännert. Esou hu sech verschiddene Länner wirtschaftlech enorm entwéckelt an trieden elo als Block gemeinsam fir hir spezifesch Interessen an. Esou schwätze mir haut vum G-20 an deem e groussen Deel vun de Länner aus Latäinamerika, mä och Länner wéi Indien a China representéiert sinn. D'Fronten am internationalen Handel hu sech verschärft, d'Enjeuë sinn héich, wat sech natierlech och an den Diskussiounen am Kader vun der OMC nidderschléit. Esou exportéiert China haut scho méi wéi Japan.

Déi Länner mat extrem héijer Aarmutt a wéineg Wuesstum, déi sou genannte G90, fille sech an där neier Konstellatioun ausgegrenzt an iwwergaangen. Hir spezifesch Problematik fält wéineg an d'Gewicht géintiwwer vun den traditionellen an eruwessende Wirtschaftsrissen. Fir déi développéiert Länner sinn esou zum Beispill déi afrikanesch Länner als Ofsazmaart fir hir Produkter oft ganz wéineg interessant.

En drëtte Grond fir den Echec vu Cancún sinn déi sou genannte Singapore Issues, déi d'Problematik vun den Investitiounen, vun der Konkurrenz, vun der Transparenz vun den Öffentleche Mäert an der Vereinfachung vun den Échangen ëmfaassen. Duerch e Mangel u Flexibilitéit vun de verschiddene Partië sinn des Négociatiounen schonn zënter längerem blockéiert. Des Weidere hunn esouwuel d'Banque mondiale wéi och den FMI net onbedéngt déi adaptéiert Strukturen a Prozeduren, a si imposéiere ganz oft ouni déi néideg Sensibilitéit aarme Länner heiansdo konterproduktiv Konditiounen. Dës Remarque gëllt iwwerens och fir den Organe de règlement des différends. Et ass natierlech net esou, datt mir des Organismen net méi wëllen, mä et muss ee kucken fir si au cas par cas ze reforméieren a se den heitege Gegebenheeten unzepassen.

Här President, et kënn aus mengen Ausféierungen ervir, datt d'Agrarpolitik e Prétexte, awer eigentlech net de wierkleche Grond vum Scheitern vu Cancún wär. Dat ass natierlech bedauerlech, well nämlech virun allem d'Europäesch Unioun eng ganz Rei vu Kompromësser a Lösungsvorschläi schonn am Virfeld vum Sommet vu Cancún grad just um Gebitt vun der Landwirtschaftspolitik gemaach hat. Esou goufe verschiddene Konzessiounen proposéiert, notament wat d'Exportsubventiounen vu verschiddene Produkter am Agrarbereich ueegt. Hei sinn déi zwee Deputéierten, déi zu Cancún mat derbäi waren, sécher besser placéiert fir déi néideg Précisioun zum Thema Subventiounen ze ginn. Ech wëll dofir net weider dorobber agoen.

Och war d'Europäesch Unioun bereet fir Konzessiounen am Secteur vum Coton ze maachen. Des Weidere huet d'EU Flexibilitéit a Kompromësbereetschaft am Dossier vun de Singapore Issues gewisen. Fir d'Europäesch Unioun stellt sech déi fundamental Fro, wéi mir Europäer elo solle weiterfuere an ob mir sollen den amerikanesche Modell vun de bilateralen Négociatiounen nomaachen. D'Europäesch Unioun ass éischer fir déi multilateral Approche, déi et nämlech och den äermste Länner erméglecht fir e fixe Kader ze hunn, wou hir Stëmm gehéiert gëtt. An enger bilateraler Négociatioun tëschtent enger Wirtschaftsmuecht an engem aarme Land risquéiert nämlech dat aarmt Land automatesch de Kierzeren ze zéien.

D'Europäesch Unioun ass awer hei pragmatesch a schléisst net aus, datt falls d'Verhandlung vum der OMC weiderhi blockéiert bleiwen, och déi Europäesch Unioun sech parallel op de Wee vun de bilaterale Verhandlung misst beginn.

Natierlech trëtt d'Europäesch Unioun weiderhi fir de fräien Handel an. Gläichzäiteg hale mir Europäer awer och un der Iddi fest, datt d'Welthandelsorganisatioun Regelen, e Kader festleë muss an deem de fairen Handel stattfënt. Ouni déi Regele ginn d'Diskrepanzen vum Welthandel einfach ze vill grouss. An esou schéngt et wichteg, datt déi äermste Länner net forcéiert ginn, fir onräf Ekonomie ganz dem Welthandel opzemaachen.

Fir d'Europäesch Unioun bleift d'Entwécklung vun den äermste Länner en zentral a wichteg Thema fir d'Welthandelsorganisatioun a fir den Agenda vun Doha. Gläichzäiteg ass et och wichteg, datt all d'Entwécklungslänner ënnerstëtzt ginn, fir datt och si Produktiounsmechanismen op d'Bee setzen, déi souwuel ëmweltfrëndlech si wéi och sozial gerecht.

Zulescht wollt ech op déi prozedural Problemer vun der OMC nach eng Käier hiweisen. Et wär fir d'Europäesch Unioun wichteg, de Fonctionnement vun der OMC mol

genau ënnert d'Lupp ze huelen an ze kucken, wat ee ka maachen, fir datt d'Organer méi effikass schaffe kënnen.

Um europäeschen Niveau gëtt jiddfalls alles gemaach fir d'Négociatiounen erëm ze lancéieren, a mir géingen och d'Regierung dozou opfuere, fir dat Hiert do derzou bäisedroen, datt dat ka geschéien. D'Kommissioun hat an deem Sënn en Dokument ausgeschafft an deem Kader sinn déi folgend Punkte wichteg:

- De Multilateralismus muss gefördert ginn an déi bilaterale Négociatiounen kënnen dann als Mesures de renfort gellen.

- D'Deklaratioun vun Doha bleift fir d'Europäesch Unioun wichteg.

- All Konklusione vum Conseil, déi säit 1999 geholl gi sinn, bleiwe valabel.

- D'Europäesch Unioun plädéiert fir eng schnell Reprise vun den Négociatiounen an appelléiert an deem Fall och un d'Flexibilitéit vun deenen anere Memberlänner vun der OMC.

- D'Propositionen vun der Unioun am Kader vun der Landwirtschaft bleiwe valabel. Wat d'Singapore Issues ubetrëfft ass d'EU och bereet eng gewësse Flexibilitéit ze weisen, wat d'Investissemeter an d'Regele vun der Konkurrenz ueegt.

Och wann also de Sommet vu Cancún net mat engem Succès ofgeschloss huet, ass et awer wichteg fir aus deem Echec ze léieren an deemno ze probéieren fir esou eppes déi nächste Käier ze verënnern. Fir de fairen Handel ze promouvieren, brauche mir eng zolidd Basis, an et ass dofir wichteg fir d'Négociatiounen vun der Welthandelsorganisatioun erëm ze lancéieren an d'Liberalisatioun vun den Échangen weider ze fördern.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi geet et viru mat der Welthandelsorganisatioun nom Echec vu Cancún? Op des Fro, déi haut am Mëttelpunkt vun eiser Orientéierungsdebatt steet, gëtt et sécherlech keng einfach Äntwert. Vill politesch Commentateuren hunn dann och no Cancún wëllen d'OMC begreuen an eng nei Institutioun mat méi transparente Strukturen wëlle schafen.

Ech wëll a menger Analys net esou wäit goen, fir d'OMC als definitiv iwwerhol ze gesinn, nach sinn ech mir awer bewosst, datt déi aktuell Welthandelsorganisatioun mat hire schwéierfälligen an ontransparente Strukturen enger fundamentaler Reform muss ënnerworft ginn.

Ech wëll dann och a mengen Ausféierungen fir d'éischt e perséinleche Bilan vu Cancún maachen, an deem ech versichen op déi déiwer Ursache vum Echec vun deeser Konferenz anzegoen, derno awer versichen och en Ausbleck ze maachen an déi verschiddene Pisten opzezeechen, déi d'Iwwerlieue vun der Welthandelsorganisatioun kënnent ofsécheren. An deem Kontext gëtt d'Évolutioun vun de leschten Deeg a verschiddene wesentlechen Dossier vum der OMC engem eigentlech Ursach zu méi Optimismus.

Här President, erlaabt mer virop e grouse Merci un d'Madame Ausseministesche Lydie Polfer, den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden an all hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter auszedreke fir déi wäertvoll materiell a logistesche Ënnerstëtzung, déi se dem Kolleeg Muck Huss a mir selwer vi-

run, während an no der Konferenz zoukomme geloosch hunn. Ouni dës wäertvoll Hëllef wär et eis schwéier, fir net ze soen onméiglech gewiescht deen Abléck ze kréien, dee mer schlussendlech kritt hunn.

Här President, den Échec vu Cancún huet eng ganz Rei vu kontradiktoresche Reaktiounen suscitiiert. Grouss Deeler vun der Zivilgesellschaft hunn triumphéiert. Déi sou genannte räich Länner hunn zimlech beläffelt dragekuckt, a vill vun den Entwécklungsänner wousten net, ob se sollte laachen oder kräuschen.

Mäi Kolleg Muck Huss an ech selwer, mir hätten eigentlech d'Tendenz fir ze soen, datt keen e Grond hätt, fir sech iwwert dës Échec ze freeën, well et den Échec vun alle Concernéierten ass, fir d'éischt natierlech deene sou genannte räiche Länner, dann awer och den Entwécklungsänner, a last but not least och der Zivilgesellschaft, déi keen Interesse kann drun hunn, datt mer erëm zréck vum System vu Multilateralismus an de Bilateralismus falen.

Wann ee sech elo mat den Ursaache vun dem Échec vu Cancún beschäftegt, sou kënnst een net derlaanscht hei virun allem de Fonctionnementsmodus a Fro ze stellen. Net déi mannst Commentateuren, an de Paul Helminger huet et virdrun och schon ziteiert, hu vum déifste Mëtteleger geschwat. Wann ee weess, datt d'Welthandelsorganisatioun elo 148 Länner regruppéiert, déi zu engem Deel total verschidden Interessen an dës Organisatioun erabrénge a jiddfer Einzelnen e Vetorecht huet, kann ee sech virstellen, datt esou eng Organisatioun einfach net ka funktionnéieren. Mir gesinn haut schon um Niveau vun deene 15, respektiv deene muer 25 Memberländer vun der Unioun, wéi schwéier et ass, do zu engem Konsens ze kommen. Et ass natierlech evident, datt d'OMC eng wesentlech méi grouss Hétérogénéitéit vun de Situatiounen muss géierere wéi d'EU.

Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt all déi politesch Décisiounen, déi am Kontext vun der Welthandelsorganisatioun getraff ginn, haut de Bierger a sengem alldeegleche Liewe beréieren. Wann een da gläichzäiteg weess, datt et just den Exécutif vun der OMC ass, deen déi wesentlech Décisiounen hält, déi dann awer jiddfer Bierger betreffen, sou ass dat einfach e Fonctionnementsmodus, deen den Erwaardunge vu méi Transparenz, méi Demokratie am Ufank vum 21. Jorhonnert sécherlech net méi entsprécht.

Mir mengen dofir, datt virun allem d'Parlamentarier méi an d'Diskussioun iwwert d'Objektiver an d'Strategie vun der OMC missten agebaut ginn. Meng Fraktioun an ech selwer begréissen dofir, datt virun an no all Konferenz vun der OMC eng Debatt an der Chamber dozou stattfénnt, an dat parallel doniewent och déi aussepolitessche Kommissioun vun den zoustännege Ministeren, besonnesch iwwert d'Verhandlungsmandat, wat d'EU deenen zoustännege Kommissäre gétt, au courant gehale gétt. Ech géif allerdingens de Wonsch äusseren - et ass d'Schold net vun der Regierung -, datt déi Debatt, déi mer haut féieren, an Zukunft net eréischt véier Méint nom Ofschluss vun der Konferenz am Plenum géif stattfannen.

Här President, wat kënnen dann elo déi Reformë sinn, déi zu méi enger grousser Transparenz vun der OMC kënnst féieren? Fir d'alleréischt menge mir, datt d'OMC misst méi eng zolidd Organisatioun mat enger globaler Visioun ginn, déi op dräi Haaptobjektiver baséiert: Équitéit, Justiz a Solidaritéit. An deem Kontext misst d'Attributioun vum Organe de règlement des différends - ORD - redefinéiert ginn, fir se a Kohärenz ze brénge mam Fonctionnementsmodus vun anere wichtegen Insti-

tutiounen vun der UNO, wéi de BIT, d'OMS, awer och par rapport zu allen internationalen Accorden iwwert den Environnement an dem Programm vun der UNO grad iwwert dës Environnement.

Eng reforméiert Welthandelsorganisatioun misst och d'Transparenz vun hire Prozedure promouvéieren, den Dialog zwëschent de Regierungs-négociateuren, de Parlamentarier an der sou genannte Zivilgesellschaft verdeen, mä, an ech hunn och scho virdru gesot, ganz besonnesch d'Kompetenze vun de Parlamentarier op all Froe vum Welthandel verstärken. Doniewent muss natierlech d'Unanimitéit a Fro gestallt ginn, déi einfach am Moment zu enger totaler Paralyse am Fonctionnement féiert.

Déi eenzeg räsonnabel Alternativ dozou schéngt mer ze sinn op e Vote à la majorité qualifiée iwwerzegoen. Nach geet eleng dës Moosnam net duer, fir de Fonctionnement ze verbessern, wann net gläichzäiteg eng Rei vun anere Konditiounen erfüllt ginn. Hei ass et wesentlech, datt een den Entwécklungsänner dee sou genannten asymmetresche Benefiss vun den Négociatiounen zougesteet. Haut si mer nämlech an där deelweis perverser Situatioun, datt déi 3 Milliarden ärmste Mänschen op dëser Welt am Welthandel manner zielen, wéi zum Beispill e Land wéi Holland.

Et muss ee sech dofir d'Fro stellen, ob een an de Verhandlungen dës Entwécklungsänner onbedéngt wéllt zwéngen hir Mäert fir Produkter aus den industrialisierte Länner opzemaachen, wann ee weess, datt déi leschtgenannte Länner dës Access als en deelweis onwesentlechen Enjeu considéieren. Et misst also méiglech sinn, déi ganz Verhandlungen ze vereinfachen, andeem een deenen ärmste Länner mol einfach de Benefiss vun alle Fortschréttler, déi vun der OMC duergesat ginn, accordéiert, ouni dass ee se gläichzäiteg dozou zwéngt hir Mäert fir Produkter aus der sou genannte Drëtter Welt opzemaachen. D'Unerkennung vun där enormer Asymmetrie vun Erausforderungen zwëschen aarmen a räiche Länner ass eng Conditio sine qua non fir all effizient Reorganisatioun vun der Welthandelsorganisatioun.

Schlussendlech geet et awer net duer nëmmen iwwer eng Reform vun der OMC sech de Kapp ze zerbréchen, wann net gläichzäiteg och d'Reform vun enger Rei vun aneren, besonnesch Finanzinstitutiounen wéi der Weltbank an dem FMI an d'A gefaast ginn. Sou laang dës Institutiounen nämlech den Entwécklungsänner eng Rei vun Oplage maachen, déi oft genau de Contraire erreche vun deenen Objektiver, wéi se vun der OMC festgehale sinn, komme mer einfach an der Entwécklung vun dese Länner net weider.

Den Objektiv muss ganz einfach sinn, fir den Entwécklungsänner déi Infrastrukturen an Equipementer ze ginn, déi hinnen erlaben déi primär a wesentlech Besoinë vun hirer Bevölkerung ofzedeecken. Op där anerer Säit schéngt mer awer grad esou fundamental wéicht ze sinn, datt dës Entwécklungsänner selwer e Modell développieren, dee virun allem op hiren eegene Maart ausgeriicht ass an deen och fir d'alleréischt déi prioritär Besoinë vun der eegener Bevölkerung ofdeckt.

An dësem Geescht schéngt et mer dann och wesentlech ze sinn, iwwert d'Aféiere vu sozialen an Umweltklauselen nozedenken. Ech weess, datt dës Améschung net ëmmer gutt gesi gétt bei de Regierunge vun Entwécklungsänner, well si eigentlech d'Tendenz hunn, deene sou genannte räiche Länner ze soen, si sollte sech aus hirer Gestioune eraushalen. Dach mengen ech awer, dass mer mëttel- a laangfristeg net derlaanscht kommen, dem Festschreiwe vun esou sozialen an Umweltklauselen eng absolut Prioritéit ze ginn.

Am Kontext vun enger Reorganisatioun vun dem Fonctionnementsmodus vun der OMC muss d'Europäesch Unioun och hir eege Strategie nach eng Kéier iwwerdenken, ganz besonnesch, wat de Rapprochement vis-à-vis vun deene Länner ugeet, déi kuerz- a mëttelfristeg net an d'EU wärten opgeholl ginn. Hei denken ech ganz besonnesch un all d'Länner aus der Ex-Sowjetunioun. Hei muss ee sech d'Fro stellen, ob an Zukunft d'Strategie vun der Europäischer Unioun am Kontext vun der Welthandelsorganisatioun net méi intensiv misst mat dese Länner ofgeschwat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gehéieren net zu deenen, déi d'OMC scho begruewen hunn, well ech einfach mengen, datt d'Alternativ heizou nëmmen de Bilateralismus ka sinn, deen awer absolut keng Alternativ zum Multilateralismus kann duerstellen. Duerfir si meng Fraktioun an ech selwer der Meinung, dass, och wann d'OMC sécherlech an hirem aktuellen Fonctionnementsmodus iwwerlieft ass, een net d'Kand mat der Buedbidde soll ausschëdden, mä een d'Strukture vun dëser Welthandelsorganisatioun soll esou reforméieren, datt se zu méi Transparenz an Demokratie féiert.

Här President, ech wéll dann elo nach eng Kéier op déi Hauptsträitpunkten agoen, déi d'Konferenz vu Cancún beweegt hunn an déi och elo musse virrangeg eng Léisung fannen. En éischte Sträitpunkt ass dee vun de Subventiounen am Landwirtschaftssektor, och wann en net direkt zum Échec vu Cancún gefouert huet. Nach bleift dee Punkt ëmmer opstoen, a mat deem Punkt ass natierlech och verbonnen den Accès vun den Entwécklungsänner op besonnesch d'amerikanesch an d'europäesch Mäert. Dëst ass sécherlech eng vun deene kriddelechste Froen, well et schlussendlech hei och em déi zukünfteg europäesch Landwirtschaftspolitik geet.

Ech mengen allerdingens, datt mer mëttel- a laangfristeg net derlaanscht kommen, déi europäesch Mäert och fir Landwirtschaftsprodukter aus deenen Entwécklungsänner opzemaachen, prezisieren allerdingens direkt, datt dës Produkter dann awer och deene Qualitätéskriterien mussen entsprechen, déi mir selwer un eis eege Produkter stellen. Ech denken hei och un déi sozial an Umweltkriterien, vun deenen ech virdru scho geschwat hunn.

Op där anerer Säit komme mer och als Europäesch Unioun net derlaanscht eis Subventionspolitik ze iwwerdenken an och do op ee Wee ze goen, dee manner Produkter subventionéiert wéi den Erhalt vun enger nohalteger Landwirtschaft, déi op Landschaftsfléeg an den Erhalt vum Duerfcharakter baséiert. Mir mengen och, datt d'Fro vun de Scholden vun den Drëttweltlänner nach eng Kéier misst op den Ordre du jour vun der Weltbank an dem FMI kommen. Hei muss mer och nach eng Kéier iwwerleeën, wéi een dese Länner méi effizient kann ënnert d'Äerm gräifen andeem een hinnen zum Beispill ganz oder zumindest deelweis hir Scholden erléisst, dëst awer domat verbënnt, hinnen eng Rei vun Oplagen ze maachen um Niveau notament vun der bonne gouvernance.

En anere Punkt, op deen ech nach ganz kuerz wéllt agoen, ass dee vun de sou genannte generesche Medikamenten, wou zumindest eng Deelléisung konnt fonnt ginn zu Cancún, déi awer sécherlech nach laang net duergéet fir den Accès vun deene sou genannten arme Länner zu dese Medikamenten ze garantéieren. Hei muss een haaptsächlech humanitär Préoccu-

patiounen iwwert de Lobbying vun deene grouse pharmazeutesche Konzernern setzen an hei muss ee wëssen, dass dës alles versiche fir deenen Entrepreneuren aus der Drëtter Welt - an ech denken do ganz besonnesch un déi indesche Firmen - et méiglechst schwéier ze maachen op engem industriellen Niveau Medikamenten ze produzieren, well dat jo zu enger substantzieller Baisse vum Präis vun dese Medikamenten féiert.

Och wann hei en éischte wichtege Schrëtt gemaach ginn ass, si mer nach net um Enn vun eise Méien. Den zoustännege EU-Handelskommissär, Pascal Lamy, huet jo och ganz kloer gesot, datt duerch déi Regelung, déi elo getraff ginn ass, ganz eleng 10% vum Problem vum Accès vun deenen ärmste Länner zu deene wesentleche Medikamenten eng Léisung fonnt hunn.

Här President, et wier sécherlech och nach vill ze soe gewiescht iwwert d'Liberalisatioun um Niveau vun de Servicer an och vun den Investissementer. Ech wéllt awer haut op dës Punkte weider net agoen, fir trotzdem nach kuerz en Ausbléck ze maachen op d'Situatioun vun der Welthandelsorganisatioun no Cancún an do ganz besonnesch op déi Développeur vum de leschten Deeg a Wochen agoen.

An de leschten Deeg ass effektiv Bewegung an den Dossier komm duergéit d'Initiativ vum amerikaneschen Stattssekretär Robert Zoellick, deen annoncéiert huet an engem Bréif un déi 148 Handelsministeren, datt d'amerikanesch Regierung géif dofir plädéieren fir d'Subventiounen am Landwirtschaftssektor definitiv ofzeschaffen. Allgemeng gétt dës Initiativ begréisst als e staarken Impuls fir d'Verhandlunge vun Doha, déi säit Cancún an der Sakgaass waren, erëm unzekuerbelen. Dese méi wéi iwwerraschende Virstouss vun der amerikanescher Regierung, dëst mëtten am Virwahlkampf, ass allgemeng positiv ukomm an och d'Europäesch Kommissioun huet dese Revirement an der amerikanescher Positioun begréisst.

Wat gétt elo ganz genau vum Här Zoellick virgeschloen? Fir d'éischt proposéiert hien, datt ausser dem Démantèlement vun de Landwirtschaftssubventiounen een onbedéngt ee Kader fir d'Verhandlunge misst festleë virun der nächster Réunion, déi um Enn vun dësem Joer zu Hongkong soll stattfannen. Den Här Zoellick proposéiert och zwou aner Pistë bei zwee vun deene sou genannte Singapore Issues, déi och zu Cancún fir Welle gesuergt haten, nämlech d'Net-méi-Festhalten um dem Punkt vun de Marchés publics, wat bis elo fir d'amerikanesch Regierung eng helleg Kou war, an op där anerer Säit och eng Ouverture par rapport zum Investissementer an der Konkurrenz.

Dese leschte Punkt schéngt dann och deen eenzegen ze sinn, wou d'EU-Kommissioun an d'amerikanesch Regierung un engem Strang zéien. Et ass natierlech evident, datt elo d'Europäesch Unioun no deem Strategiewissel vun der amerikanescher Regierung an d'Defensiv gesat ginn ass, ganz besonnesch um Niveau vum Dossier vun den Agrikultursubventiounen. Ech wier dofir frou vun der Madame Ausseminister gewuer ze ginn, wéi d'Europäesch Unioun op dee Virstouss vun der amerikanescher Regierung reagéiert a wat dat och fir Répercussioune op déi bishereg Positioun um Agrikulturdossier mat sech bréngt.

Hei schéngt et mer nämlech fundamental wéicht ze sinn - an ech kommen op dat zréck, wat ech scho virdrun hei ausgefouert hunn -, fir nach eng Kéier ganz genau ze definieren, wat an Zukunft als Subvention agricole soll ugesi ginn a wat net.

Här President, nach schéngt et esou ze sinn, dass sech eng Rei

vun neien Allianzen amgaange sinn ze bilden an hei dierft et kloer sinn, datt déi Entwécklungsänner a ganz speziell de G-20+ eng wesentlech Roll wärten spillen. An hei muss ee wëssen, datt déi nei Schwéiergewichtler wéi Indien, Brasilien a China sécherlech um Landwirtschaftsdossier net wärten noginn. Nach mengen ech muss ee feststellen, dass duerch déi amerikanesch Initiativ déi festgefrue Verhandlungen débloquentéiert gi sinn, wat jo nëmme kann am Interesse vun engem gutt funktionnéierende Welthandel sinn. Fir mech ass op jidde Fall dee wichtigste Message, datt d'amerikanesch Regierung net wéi gefaart erëm wéllt an de Bilateralismus verfallen, mä nach wie vor an der Welthandelsorganisatioun dat effizientest Instrument gesäit fir deenen internationalen Handelsbeziéungen ee legale Kader ze ginn.

Dat gesot, Här President, kéim ech dann och domadder schonn zu menger Konkusioun. Nëmme wann déi international Handelsbeziéungen erëm relancéiert ginn, kann et och zu engem allgemenge Opschwung vun der Weltwirtschaft kommen. Hei huet eng reforméiert Welthandelsorganisatioun méi wéi jee eng fundamental Roll ze spillen, déi awer nëmme kann erfollegräich sinn, wann een d'Globalisierung net nëmme mam Bréll vun der Wirtschaft kuckt, mä eng méi global Visioun kritt, déi eng mëi oppen, multipolär a generéis Welt weist.

Am Zentrum vun alle mënschlechen Aktivitéite stoung, a wäert och nach an Zukunft, ëmmer den Handel stoen. Et mécht also wéineng Sënn, dës Handel a Fro ze stellen, well wa gehandelt gétt, gétt kee Krich gefouert. An ech wéllt dann och mat folgendem Zitat meng Ausféierunge schlëssen: «Renforcer l'échange des marchandises, des capitaux et des hommes, c'est aussi rechercher la paix.»

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agetruen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, dëst ass fir déi drëtte Kéier, dass ons Chamber an dëser Legislaturperiod eng Debatt iwwert d'Welthandelsorganisatioun offhätt. Dat ass och de Beweis, dass d'Welthandelsorganisatioun aus dem Schiet vun den Diplomaten an den Technokraten eraustréit an haut eng politesch Fro fir ons allequert ass.

Ech mengen et muss een hei unerkennen, dass de Mérite dofir virun allem dee vun der Zivilgesellschaft ass an och vun deenen Net-Regierungsorganisationen, déi säit Seattle massiv bei all Ministeschkonferenz vun der Welthandelsorganisatioun opgetraut sinn an dann och grouss an de Medien erauskomm sinn.

Fir d'Politik - bei eis, wéi an den Nationalparlamentarier - ass do en neit Aufgabefeld opgaangen. D'Lëtzebuerger Chamber war fir d'éischt zu Doha, dann zu Cancún vertrat - zu Doha war et den Här Huss an dann zu Cancún déi Häre Mosar an Huss. Et si Rappore gemaach ginn, de Sujet gouf an der Kommissioun an dann och an der Plénière vun der Chamber diskutéiert.

A fir déi Aarbecht, déi an deem Zesummenhang gemaach gouf, wéllt ech deenen Häre Mosar an Huss fir deen interessante Rapport merci soen, och dem President vun der Kommissioun, deen deen Débat hei als Rapporteur agefouert huet, an déi Texter si jo d'Basis vun onsem Débat haut.

Här President, et geet hei natierlech net ëm eng akademesch Diskussioun. D'Fro ass: Wéi politesch relevant kann esou en Débat sinn? Dat heescht: Wat wëlle mer a wat kënnen mer politesch ereeche? Sécher kënnen mer net mat engem Débat hei an der Chamber oder

mat e puer Motiounen eng Ännerung vun der Welthandelsorganisation erbäuféieren oder d'Welthandelspolitik ëmbeien, sou wéi mir et vläicht gärn hätten.

Mir maachen eis och keng Illusion iwwert den Impakt - dat wëll ech och hei soen - vun onsem Débat bei de breede Volleksmassen oder an de Medien. Mä trotzdem muss mer wëssen, dass et och zu Lëtzebuerg engagéiert Biergerinnen a Bierger gëtt, déi sech dofir interesséieren an déi um Débat deelhuefen an hinne geet ëm eng méi gerecht an eng méi solidaresch Welt. An ech mengen ons Aufgab ass et, fir och deene Leit nozelauschteren a mat deenen a Kontakt ze kommen.

Ons Aufgab ass et och, Här President, d'Aktioun vun der Regierung ze kontrolléieren an ze evaluéieren. A mir wëllen och doniewent als Parlamentarier mat Parlamentarier aus Europa an der Welt op den zoustännege Konferenzen ons Iddien iwwer e gerechte Welthandel virbréngen an diskutéieren.

Säit dem Fiasko vu Cancún am September 2003 ass d'Welthandelsorganisation an eng déiwéi Kris a fir den Abléck weess keen, wéi et weidergeet. Obschonn et - wéi et jo hei gesot ginn ass - Initiativen, esouwuel vum Här Zoellick, wéi och vum Här Lamy, gi sinn, fir nei Pistë virzugesinn. Cancún 2003 war e Fiasko, well d'Entwécklungslänner der Meinung waren a sinn, dass déi héich entwéckelt Länner aus der nördlecher Hemisphäre se géife wëlle benodeegen.

Et ass en Zoufall vun der Geschichte, wann Dir wëllt, dass vu Cancún 1981 bis Cancún 2003, d'Welt eng riseg Entwécklung matgemaach huert. Ech erënneren drun, dass an deemselwechte Cancún 1981 en Nord/Süd-Gipfel stattfonnt huert, dee sech op de Bericht vum Willy Brandt vun 1979 baséiert huert. Dëse Bericht war dee vun enger onofhängeger Kommission iwwert déi international Entwécklung mam Titel: «Nord-Süd: e Programm fir ze iwwerliewen».

Deemools hu Schlëselfiguren, wéi de President Reagan an d'Madame Thatcher - wuel bekannt -, de Wäert vum Brandt-Bericht a Fro gestallt. An och 1988 war déi Uertschaft Cancún gläichbedeutend mat engem Échec. Et war e Broch am Nord/Süd-Dialog an et war d'Enn vun enger hoffnungsvoller Entwécklung an de siwwenzeger Jore fir méi Gerechtegkeet a méi Emverdeelung tëschent aarmen a räiche Länner. Cancún 1981 war och den Ufank vun enger ëmmer méi grousser Influenz vum wirtschaftlechen Neoliberalismus an enger Globalisierung, déi d'Regelen vun dem Liberalismus iwwerall wöllt duerchsetzen.

A vun 1981 un ass dee Multilateralismus geschwächt ginn, well d'UNO geschwächt ginn ass an dat besonnesch um wirtschaftleche Plang. Während bis dohinne Handel an Entwécklung geschwat ginn ass, huert den Handel sech duerno als Hauptfinalitéit duerchgesat. Et gëtt allgemeng ugehoull, dass d'Welthandelsorganisation, den internationale Währungsfoong an och d'Weltbank zu den Instrumenter vum Norde gi sinn, fir seng Disziplin a seng Regeln iwwerall op der Welt duerchzusetzen. An et ass net vun ongeféier, dass och déi Institutionen an deene leschten zwee, drai Joer ganz staark an d'Diskussion komm sinn; ech erënneren an déi Bicher an un déi Articlele vun deem neie Guru vun der altermondialistischer Bewegung, dem Här Stiglitz.

■ Une voix. - E ganz interessante Mann.

■ M. Ben Fayot (LSAP). - Selbstverständlech e ganz interessante Mann an och ganz interessant Bicher, déi jiddferes soll liesen, fir ze gesi wat hannert de

Kulisse vun deenen Institutionen geschitt.

No der Uruguay Round sinn dann och duerch d'Welthandelsorganisation ëmmer méi Frustrationen an den Entwécklungslänner entstanden. D'Ursaach dofir war, dass d'Welthandelsorganisation d'Besoine vum Süden a puncto Entwécklung net unerkannt huert. Sécher ass elo do - dat muss een och soen - net onbedéngt eng Schwarz-Wäiss-Molelei ubrecht; och d'Entwécklungslänner hu Fehler gemaach. Korrupt Eliten, Diktaturen, déi d'Besoine vun de Leit net interesséiert hunn, de Wonsch, schnell räich ze ginn ouni Rücksicht op d'Natur an d'Mënschen, dat alles erkläert och de Retard vu manchen Entwécklungslänner.

D'Enn vun der Entwécklung war dann och Cancún 2003. Et war méi eng politesch Reaktioun, wéi eng op alle Punkte sachlech fundéiert Reaktioun. Besonnesch och war et d'Reaktioun vun enger ganz verschiddearteger Koalition; vun de Länner vum G-20, mat China, Brasilien, Indien asw. Eng Koalition, déi hir eegen Ziler och géint déi ärmst Entwécklungslänner verfollegt - dat muss een och gesinn. Besonnesch Brasilien zum Beispill wiert sech, seng Zollrechter ofzebauen, och vis-à-vis vun deenen am mannste favoriséierte Länner. Déi sinn natierlech besonnesch schlecht drun, well se och an hirer Capacité de négociation an hiren diplomatesche Mëttele benodeelegt sinn.

Op där anerer Säit - dat muss een och gesinn, wann een den Dossier do ganz genee wëllt kucken - wieren och d'Länner aus dem Norden - ons Länner - sech géint d'Delokalisation vun hiren Industrien a vun hire Servicere an d'Bëlleglänner vum Süden, wou sozial Normen oft déi lescht Suerg ass; an dofir och de Wonsch, dass déi Normen, vun der internationaler Aarbechtsorganisation, och weltwäit vill méi seriö sullen duerchgesat ginn.

Den Échec vu Cancún war sécher och keng Victoire fir d'Entwécklungslänner andeem e se weiderbruecht hätt. Et war vill méi eng politesch Kris, déi se ervirgeruff hunn a vill Entwécklungslänner leiden och énnert dës Kris - dat hu se herno agesinn.

An dann nach dës allgemeng Bemierkung, Här President. Et gëtt radikal Altermondialisten, déi d'Welthandelsorganisationen wëllen zerstéieren. Wann een eng global Regulatioun wëllt - an ech mengen dat war déi beschte Léisung -, kann ee mat enger Tabula rasa net d'accord sinn, besonnesch dann net, wann net gesot gëtt, wat amplaz komme soll.

Et gëtt och natierlech op där anerer Säit eng Tendenz fir de fräien Handel ze ersetzen duerch e gewësse Protektionismus a verschidde Länner. Erënnere mer ons drun, dass Europa nom Zweete Weltkriech an der Landwirtschaft dese Protektionismus praktizéiert huert, fir seng eegen Nahrungsautonomie ze erreichen. An et gëtt dofir gesot, d'Entwécklungslänner misste sech fir d'eischt opbaue kënnen, éier hinne de Wand vun der Konkurrenz ëm d'Quere blöse soll. Dëst ass net vun der Hand ze weisen, mä hir Entwécklung kann net éiweg am Vase clos stattfannen. E konsequente Protektionismus ass verschiedlech fir eng dynamesch Wirtschaft, an dofir muss zwar de Schutz méiglech sinn, et muss awer lues a lues an den offene Maart münden.

Här President, wat geschitt no der Kris vu Cancún? Bekanntlech huert d'Europäesch Kommission Mëtt November Orientatiounen fir d'Relance vun de Verhandlungen op Grond vun dem Agenda vun Andorra ausgeschafft, an déi Orientatiounen goufe vun de Ministere vun der Europäescher Union den 15. Dezember 2003 ugehoull. Déi Orientatiounen waren an der Haaptsaach drai:

1. D'Europäesch Union betount de Multilateralismus am internationalen Handel. Direkt no Cancún huert et jo een Abléck duerno ausgesinn, wéi wann d'USA, d'Europäesch Union an aner grouss Handelsnationen op de Wee vum Bilateralismus kënnt goen. Haut gesät een, no deenen Initiativen, déi geholl gi sinn, dass de Fiasko vu Cancún de Multilateralismus net fundamental a Fro stellt, an dat ass, mengen ech, absolut ze begréissen.

2. D'Europäesch Union soll méi flexibel am Plang vun de Singapursujete ginn, an ech huelen un, dass d'Entwécklungslänner net solle forcéiert gi sech um Gebitt vum Investissement vun der Konkurrenz, vun der Transparenz vun de Marchés publics opzemaachen.

3. D'Kommission seet och, si wëllt seriö am Plang vun der Landwirtschaft verhandelen. Et kënnt zum Beispill eng Lëscht vu Produkter opgestallt ginn, déi vu besonneschem Interesse fir d'Entwécklungslänner sinn a fir déi Produkter fräien Zougank zu den europäesche Maert garantéiert géif ginn.

Insgesamt muss ee soen, dass wéineg Konkretes eigentlech virläit. Dat ass och vläicht natierlech wann et sech ëm eng Verhandlung handelt, mä et kann ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob dat duergeet, wat elo um Dësch läit, wann een eng nei Verhandlungsdynamik ka schafen. Do ass dann, wéi den Här Mosar et jo he scho gesot huert, esou e Virpresche wéi dat vum Här Zoellick vläicht e bësse méi effikass wéi dat wat elo vun der Europäescher Union virgeluecht gouf.

Här President, de 15. Dezember 2003 huert de Ministerrat vun der Europäescher Union dem Här Lamy säi Mandat bestätegt. Hie soll d'Verhandlung relancéieren. 2004 sollen Aarbechtsgruppen ufänken ze schaffen. D'Europäesch Union sicht Allianzen a sicht den Dialog mat den Entwécklungslänner a mat dem G-20. D'Europäesch Union mengt och si hätt sech schlecht bei alleguer deene verkaf, deenen hir Konzessiounen scho viru Cancún net genuch considéiert gi wären.

Also huert den Här Boden, onse Landwirtschaftsminister, ons ze verstoe ginn, dass d'Europäesch Union an der Landwirtschaft den Entwécklungslänner scho wäitgehend entgéintkomm war, an dass do net méi vill vu Konzessiounen dra war. Effektiv muss ee soe baut d'Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik déi Subventionen of, déi zu Konkurrenzverzerrungen um Weltmarkt féieren. Natierlech net ganz, mä op jidde Fall zu engem groussen Deel. D'Produktioun soll nëmme subventionéiert ginn, a wat bleift sinn d'Subventionen vun der sou genannter „green box“, dat heescht, déi Déngschter un der Landwirtschaft heiheim bezuelt sollen, also op déi international Handelsrelatiounen keen Afloss hunn. Dëst därerf net touchéiert ginn, wa mer an Zukunft och zu Lëtzebuerg héich Emweltnormen, héich Norme wat d'Sécurité alimentaire a wat d'Qualitéit vun de landwirtschaftleche Produkter ugeet, behale wëllen. Dat ass och net kontestéiert an der Welthandelsorganisation, an dat soll och esou bleiwen.

Den Här Boden huert eis och gesot, d'Europäesch Union war bereet gewiescht seng Maert den am mannste favoriséierte Länner, „pays les moins favorisés“ bal ganz opzemaachen. Vläch hätt bei der Landwirtschaft en Accord kënne fonnt ginn, mä déi sou genannt Fro vu Singapur si jo schonn e puermol hei ugeschat ginn, waren de Stein des Anstößes. An hei handelt et sech ëm d'Opmaache vun de Länner fir d'Invest

menter, an ëm d'Opmaache vun de Marchés publics. Do si riseg Interesse vun de multinationale Firmen am Spill, gradewéi am Déngschleeschtungssektor. Haut gesät och nach keen, wéi et do weidergoe soll, esouguer wa jidder sech flexibel gëtt, mä wat genee do ze erwaarden ass, ass schwéier virauszegesinn.

Schliesslech, Här President, gëtt och de Fonctionnement vun der Welthandelsorganisation kritiséiert. Ons Rapportéieren hunn dozou hir Analys virgeluecht. Si behaapte mat villen aneren d'Eestëmmegkeet an enger Organisation mat 148 Memberlänner war déidlech. Et war e mëttelalterleche Modell. Mä en neie Modell ass net ze erkennen, an eng Reform muss wuel eestëmmeg ugehoull ginn. Mir sinn hei an enger reng intergouvernementaler Organisation, a mir gesi schonn um Plang vun enger Organisation wéi der Europäescher Union, wéi schwéier dass et ass, fir Eestëmmegkeeten ze ersetzen duerch qualifizéiert Majoritéiten, an a fortiori och an enger esou grousser Organisation wéi der Welthandelsorganisation.

Et ass sécher kloer, dass d'Prozedure méi transparent solle ginn, dass de Krees vun deenen, déi un Diskussionen deelhuefen, och soll méi grouss ginn, mä dat alles mécht d'Prozedur net méi einfach. Au contraire, et mécht se nach méi komplizéiert, wa se méi opginn.

Virun allem muss een och bedenken, dass an der Welthandelsorganisation bei deenen 148 Länner jo déi verschidde Regimere sinn. Et gëtt do neoliberal Diktaturen, et gëtt autoritär neoliberal Demokratien, et gëtt protektionistesche Diktaturen an et gëtt parlamentaresche Demokratien. Et gëtt also Regimere, déi riseg wäit uneneene ewech sinn, och iwwerhaapt am politesche Verständnis an dofir muss ech lech éierlech soen, gesinn ech net wéi déi Welthandelsorganisation ka reforméiert ginn. Ech loosse mech awer gäre beléieren, wann d'Madame Minister ons do ka vläch Pistë weisen.

Här President, fir ofzeschleissen, just déi fënnf Konklusiounen:

1. Weider no dem Échec vu Cancún jo zu enger weltwäit multilateraler Regelung vum Handel.
2. Jo zu engem Welthandel, deen d'Entwécklung berücksichtegt, grad wéi sozial an ekologesch Regeln.
3. Jo zu enger Welthandelsorganisation, déi effikass a gerecht an transparent funktionéiert.
4. Jo zu enger verantwortungsvoller Haltung vun der Europäescher Union deenen aarmen ärmste Länner vis-à-vis.
5. Jo zu enger offener transparenter Handelspolitik, am Dialog mat der Zivilgesellschaft, Net-Regierungsorganisationen an den nationale Parlamenten.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huert d'Wuert.

■ M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll mech dem Merci uschleissen un eis zwee Kollegen, déi eis dee Rapport gemaach hunn, a gläich anschließend och d'Fro opwerfen iwwert d'Utilitéit vun deem Débat, véier Méint nodeem dass den Échec vu Cancún stattfonnt huert.

Et kann een effektiv der Meinung sinn, dass et Moutarde après diner war, wann net hei sech eng Orientéierung um Niveau vum Parlament gläichzäitig erausschiellet fir déi Schinn op där et an Zukunft soll weidergoen.

Ech hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass meng Virriedner alleguer der Meinung sinn, dass am Sënn vu méi Transparenz a méi Demokratie och d'Parlamenter méi

sollen an dee Prozess mat abezuginn. Et muss ee sech awer och driwwer am Klare sinn, dat dat ganz sécher d'Konsensfindung, déi jo noutwendeg ass, net méi einfach mécht. Et muss een op där anerer Säit awer och soen, an ech denken d'Regierung ass jo och op dofir, dat op allermannst eng Konsultationsprozedur - dat ass jo dann och bei eis virgesinn - soll stattfannen iwwert d'Haltungen, déi d'Regierung bei deem groussen Geschacher, wann ech mech esou därerf ausdrécken, wat do stattfënt, do sollen anhuelen.

Ob a wichtege Froen de Prinzip vun engem Vote vun enger Majoritéit qualifizéiert duerchsetzbar ass, do wëll ech awer e grousst Fragezeichen dohinnersetzen. Mir gesi schonn eleng um Niveau vun der Europäescher Union wéi schwéier dat ass, soubal wéi et ëm kriddelech Froen geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, desen Débat fënnt statt virun enger beängschtegender Weltpopulation just do am séierste wüsst, wou d'Aarmutt am gréissten ass. Mir stellen all Joer fest, dat den Ennerscheid tëscht deenen extrem Aarmen an deenen extrem Räichen ëmmer méi grouss gëtt. Ech wëll hei drop hiweisen, dat zwou Milliarde Mënschen op der Welt all Dag mat manner wéi zwee Dollar mussen auskommen, an dat eng Milliard esouguer manner wéi een Dollar pro Dag zur Verfügung huert.

Mir stellen des Weidere fest, dat déi natierlech Ressourcen ëmmer méi knapp ginn. Ech schwätze vum Sësswaasser, vu fruchtbarem Agrarland, vu Bëscher an esouguer, wéi mer wëssen, vun de Fëschbestänn an de Mier. Do derbäi kënnt e Klimawandel, deen een net méi kann ignoréieren, deem seng Auswierkunge wahrscheinlech vill méi dramatesch sech auswierke wäerte just op déi, déi am schlechtesten drun sinn, déi elo schonn op der Schiertsäit vun der Welt sinn, an deenen hir Situation duoderch nach vill méi prekär gëtt.

D'Fro, déi am Raum steet, ass: Kann eng méi oder wéineger gerecht Handelsuednung déi gewalttege Problemer, mat deenen d'Weltpopulation haut konfrontéiert ass, léisen? Ech géif soen: Ganz sécher net, mä si kann awer eng Basis leeë fir zu méi Gerechtegkeet ze kommen. Wichtig sinn eiser Meinung no an alleréischer Linn eng wierklech wierksam Entscheldungspolitik, déi deene Länner iwwerhaapt deen Oxygène verschafft, dee se brauchen, fir kënnen op d'Been ze kommen.

Wichtig sinn dauerhaft Transferen, an zwar vu sämtlechen industrialiséierte Länner. De Professor Radermacher, deen d'europäesche Mission beréit an hirer Entwécklungspolitik, seet, dat iwwer eng Rei vu relativ laange Joren déi industrialiséiert Länner 2% vun hirem PIB missten an d'Entwécklung vun deene Länner stiechen, wann ee wierklech dauerhaft aus deem Konflikt wëllt erauskommen. Mir wësse wéi schwéier et schonn ass, dat iwwerhaapt e puer Länner iwwert déi 0,7% ewechkomm sinn, déi mir eis als Zil gesat hunn.

An deem Zesammenhang, Här President, muss ech eng kéier weider drop hiweisen, wat fir en Unfug dra läit, dat just déi räich Länner enorm vill Geld fir hiert Militär a fir hir Rüstung ausginn, a wéll dat mol en rapport setzen zu deem, wat als Entwécklungshëllef geleescht gëtt. Dat hei sinn Zuele vun 2002 a si stame vum internationale Währungsfonds.

D'Entwécklungshëllef vun den Industrielänner huert sech am Joer 2002 op 49 Milliarden Euro belaf. D'Verdeedegungsstatéit vun deeneselwechten Industrielänner op 600 Milliarden Euro. Dat heescht zwielefmol méi. Här President, ech froe mech, wann een dat mol eng kéier kënnt ëmderien an et géing ee sech d'Fro stellen, wat géinge mer

bewege mat 600 Milliarden Euro all Joer un Investissementen a Schoulen, an den Enseignement, a Spideeler, an eng nohalteg Energiegewinnung, Solaranlagen, Handwerksmaschinen, an esou weider, fir och déi Länner dauerhaft ze développéieren?

D'USA sinn natierlech un einsamer Spëtzt wat d'Rüstungsausgaben ubelaangt, an trotzdeem wesse mer alleguer, dass déi Politik do kontraproduktiv ass, dass d'Sécherheet an der Welt net méi grous ma a contraire méi kleng gëtt, well d'Welt haut, trotz där massiver Oprüstung, méi onsécher ass wéi virun, an dat do e Konzept ass wat laangfristeg ganz sécher net opgeet.

Méi wichteg, Här President, wéi den Ofbau vun den Handelsbarrieren ass eiser Meenung no awer, dass ee sech eng gemeinsam Basis gëtt, international gemeinsam Regeln an Normen, déi ee kënnt am Begrëff ökosozial Maartwirtschaft zesummeffaassen, an déi opgebaut muss sinn op de Prinzip vum der Nohaltegkeet, zum Beispill an der Agrarproduktioun, der Nutzung vum de Bëscher, am Energieverbrauch an och der Energieproduktioun, datselwecht am Waasserverbrauch.

Ech wëll als Beispill uféieren, dass et ganz sécher kee Sënn ergëtt, wa mer eis Mäert opmaachen an op där enger Säit Reebëscher zerstéiert gi fir Soja unzubauen a fir deen dann heihinner ze exportéieren. Dat ass mat Sécherheet, och wann dat vläicht am Sënn vu méi Handel ass a vun Ouverture vun eise Mäert, net am Intérêt weder vun deene Länner nach vun eise Länner hei an Europa. Et ass de Contraire vun Nohaltegkeet, an domadder wär ech bei där awer staark emstriddener Fro vun den Agrarsubventionen ukomm.

Ech mengen, et ass kaum e Volet, wann ech d'Commentairen esou liesen, déi kuerz nom Échec vu Cancún komm sinn, op deem méi Desinformation an Demagogie gemaach gëtt wéi just op dem Volet vun den Agrarsubventionen. Ech mengen, et ass richtig wa gesot gëtt, dass dat net d'eigentliche Ursaach vum Échec war, mä dass et méi als Virwand geholl ginn ass fir den Échec iergendwéi ze erklären.

Wat ass de Problem, Här President, vun der europäescher Landwirtschaft? Ech kucken dat emol gâr aus eiser Sicht. Mir hunn, dass wesse mer alleguer, Iwwerschëss souwuel bei de Kären, der Mëlch wéi beim Fleesch. Déi Iwwerschëss bedéngen, dass d'Offer méi grous ass wéi d'Demande. Fréier war et emgekéiert, do hate mer déi Problemer net. Mä haut ass d'Offer effektiv méi grous wéi d'Demande. Dat bréngt mat sech, dass d'Präisser ze niddere sinn, dass se net méi käschtedeckend sinn a mer mat Bähëllef probéieren d'Akomes vum de Baueren ze stäipen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg scho bal esou wäit, dass d'landwirtschaftlecht Akomes zu 100% aus Bähëllef kënnt an d'Produktioun am Fong geholl dernieft leeft.

Et dierf een natierlech d'Fro stellen: Wou kommen dës Iwwerschëss hier? Engersäits sinn eis Landwirtschaften méi performant ginn - mir wëssen dat - duerch d'Düngung, duerch d'Sprétmittel, duerch besser Variétéiten, déi méi ertragräich sinn, awer op där anerer Säit och, an dat dierf een net aus dem Ae verléieren, duerch d'Veredelung an der Fleesch- an an der Mëlchproduktioun duerch Importer vu Fuddermëttelen haaptsächlech. Wa mer déi net hätten, da wärem mer ganz sécher an der Balance, wann net esouguer déficitaire par rapport zu eisem Konsum. Dofir muss een d'Fro stellen, wann emmer gesot gëtt, mir müssen eis Agrarmäert opmaache vis-à-vis vun den Entwécklungslänner an nach méi - et ass vläicht e bëssen iwwerspëtzt formuliert - Fuddermëttel importéieren, fir dann am Endeffekt nach

méi Fleesch a Mëlch subventionéiert op de Weltmarkt ze geheien. Méi aberrant kënnt et net sinn. De gesonde Mënscheverstand muss engem soen, dass déi Rechnung do net opgeet. D'Fachleit soen och, dass d'EU eigentlech just amstand wär hir Populatioun ze ernähren, wann op eng nohalteg ökologescht Aart a Weis produzéiert géif.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Nohaltegkeet an der Landwirtschaft, an dat muss d'Guideline sinn an där ganzer Diskussioun hei, funktionnéiert aneschtens. Mir kënnen eis net erlaben d'Naturgesetzter ausser Kraaft ze setzen. An et ass eng Binsenwahrheit: Agrarproduktioun bedeit Kreeslafwirtschaft. Et kann net sinn, eesäitig emmer nëmme exportéieren an op där anerer Säit importéieren. D'Fruchtbarkeit vum de Biedem, an déi muss eis um Häerz leien, och wann dat emmer erofgespillt gëtt, ass wierklech dat Essentiell fir d'Iwwerliewe vun der Mënscheheit. D'Fruchtbarkeit vum eise Biedem, Biedem, déi emmer méi knapps ginn, muss erhale bleiwen, an dat geet net, wann een op där enger Säit Raubbau un de Biedem bedreift, produzéiert, exportéiert fir Devisen ze kréien, fir op där anerer Säit kënnen Industriegidder ze kafen. Dat funktionnéiert vläicht eng kuerz Zäit, mëttelfristeg geet et och nach vläicht, mä laangfristeg kann et net funktionnéieren, well d'Biedem futti gemaach ginn.

Här President, ech kéim domat zu mengem Fazit. D'Gläichung Austausch vun Agrarprodukter aus deene manner entwéckelte Länner géint héichwäerteg Industriegidder, déi aus den Industriestaten kommen, déi geet net op. Si bedeit den Énnergank vun eiser bäuerlech ausgeriichter Landwirtschaft an der Europäescher Communautéit.

Mir sinn der Meenung, dass déi Problemer do op engem aneren Niveau muss geléist ginn. Ech widderhuelen et nach eng Kéier: D'Entschëldung ass den alleréischte Schlëssel fir deene Länner kënnen op d'Been ze hëllefen, dass se sech och selwer kënnen développéieren an aner Produktéieren kënnen ubidde wéi just Nahrungsmittel. D'Entwécklungshëllef muss onbedéngt gesteigert ginn. Et muss investéiert ginn an d'Bildung an d'Gesondheet, an ëmweltfrëndlech Energien, an d'Infrastrukturen. Den Développement vun Handwerk an Industrie muss an deene Länner virugedriwwen ginn. Awer dat Ganzt muss sech op kloer Regeln ofspillen, wou d'Ökologie a sozial Mindestkonditiounen fir d'Populatioun an deene Länner muss garantéiert sinn. Dat Regelwierk muss funktionnéieren eier een un den Ofbau vun den Handelsbarrieren erugeet.

Här President, mir wëssen alleguer, dass dat mat der aktueller Féierung an de Vereenegte State ganz schwéier duerchzesetzen ass. Ech erlabe mer an deem Zesammenhang e klengt Zitat vum Professor Radermacher aus sengem Buch „Balance oder Zerstörung“.

Hie seet: „Die vermeintliche Überlegenheit des USA-Modells beruht dabei nicht primär auf inhärenten Vorteilen ihres gesellschaftlichen Designs, sondern darauf, dass dieses weniger auf Nachhaltigkeit, dafür stärker auf Plünderung und Vorteilmahme sowie darauf ausgerichtet ist, dass das heutige freihandelsdominierte weltökonomische System ein derartiges Verhalten honoriert statt es zu bestrafen.“ An do läit d'Kromm an der Heck. Mir sinn der Meenung, dass d'Europäescher Communautéit mat hirem ganze Gewicht, ouni elo wëllen déi traditionell Frëndschaft mat den USA a Fro ze stellen, mä mat hirem ganze Gewicht muss drop drécken, dass och an den USA, als gréisste Wirtschaftsmuecht, an Emdenke muss kommen. Well ouni dat gi mer schwierigen Zäiten entgéint.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dossier OMC oder WTO, den Dossier Welthandel, deen an den Ae vun de Gréngen en nohaltegen an e gerechte Welthandel misst sinn, diesen Dossier Welthandelskonferenzen a Welthandelsnegociatiounen läit eis Gréng bekantlech zënter laangem schon um Häerz, an ech sinn an de vergaangene Joren hei an der Chamber méi wéi eng Kéier dozou intervenéiert. Esou hat ech zum Beispill no der Welthandelskonferenz zu Doha, viru ronn zwee Joer, hei en ausféierleche Rapport gemaach, deen dunn hei am Haus diskutéiert gouf. An am Fréijoer d'lescht Joer nach hat ech hei am Haus eng Debatte ugefouert iwwert déi sou genannte GATS-Verhandlungen, dat heescht iwwert d'Risiken an d'Gefore vun der Privatisierung vun öffentleche Service-an Déngschtleeschungen.

Wat dës Diskussioun vun haut iwwert d'Konferenz zu Cancún am vergaangenen Hierscht ubetrëft, esou wëll ech hei och nach eng Kéier rappeléieren, dass ech zesumme mam Här Mosar dës Konferenz zu Cancún suivéiert hat an och zesumme mat him e gemeinsame Rapport fir dës Chamber redigéiert hat. Ech muss hei allerdéngs soen, dass ech schon e wéineg erstaunt doriwuer war, dass haut hei op dës Plaz net eise Rapport als Ausgangspunkt fir dës Diskussioun festgehal ginn ass.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, hu mer an eiem schrëftleche Rapport den Déroulement vun der Konferenz zu Cancún beschriwwen an erkläert. Ech hunn doranner den Historique vun der Entstehung an d'Entwécklung vun der Welthandelskonferenz duergehalt an op déi méi déif gehend Ursaachen a Grënn higewisen, déi de Sträit zu Cancún an d'Scheitern vun der Konferenz kënnen erklären.

D'OMC, d'Welthandelskonferenz, soll bekantlech e fräie Welthandel fördern, awer dës Welthandel och e wéineg regele wann et Verstéiss dogéint gëtt. Dofir gëtt et dee bekannten, mä zu Recht emstriddenen Organe de règlement de différends, e Sträitschlichtungsorgan, eng Fro, op déi ech herno nach wäert zrëckkommen.

Fir d'éischt e puer méi prinzipiell Remarken zum Prinzip vum fräie Welthandel selwer. Vum Prinzip hier kéint am Fong kee Politiker an och kee Land eppes géint e fräie Welthandel hunn, wann dee Welthandel op enger fairer a gerechter Basis géif funktionnéieren a wann et sech dobäi em eenegermoosse gläich staark a gläichwäerteg Handelspartner géif dréinen, déi ongeféier deeselwechten Ausgangspunkt hätten. Dat ass awer net de Fall. E Grondproblem, an dat ass och erëm zu Cancún ganz krass verdäitlecht ginn, ass awer, dass d'Handelsrelationen zum gréissten Deel tëschent absolut ongläiche Länner, tëschent enger Partie räichen Industriestaten an Handelsbléck op där enger Säit, a ganz villen absolut armen an nème wéineg entwéckelte Länner aus dem sou genannten Tiers-Monde oflafen, an dass dës Relationen an der Vergaangenheit bis haut haaptsächlech de räichen Industriestate genotzt hunn an, vun e puer Ausnahmen ofgesinn, den Tiers-Monde-Länner vill manner genotzt hunn oder, wéi an Afrika, guer näischt genotzt hunn.

Méi prezis hunn zum Beispill zu Cancún vill aarm Länner drop higewisen, dass si sech zënter Joren am

Kader nach vum GATT un d'Spillegele vum fräien Handel gehalen hätten an hir Grenze fir d'Produkte aus den Industriestaten opgemaach hätten, mä dass d'Europäesch Union an d'USA virun allem emgekéiert dat zwar versprach, mä awer kaum oder nëmme deelweis emgesat hätten. Méi schlëmm nach, duerch d'Opmaache vun hire Grenze fir héich subventionéiert an zu Dumpingpräisser ugebueden Agrarprodukter aus den USA an aus der Europäescher Union wäeren an hire Länner innerhalb vun e puer Joer Milliounen vun aarme Baueren em hir Existenzgrundlag bruecht ginn a wäeren an de Slums ronderem d'Grousstied gelant. A Länner wéi Peru, Bolivien an esou virun ass dat evident.

Zwee konkret Beispiller stoungen zu Cancún virun allem am Mëttelepunkt. Éischtens, zéngtausende vu mexikanische Baueren hunn zu Cancún géint de Sommet vu Cancún a géint d'Fräihandelsverkommen tëschent den USA a Mexiko protestéiert, éischtens well duerch den Import a Mexiko vun amerikaneschem Mais zu Dumpingpräisser innerhalb vun zwee bis dräi Joer zéngtausende vu mexikanische Bauerefamilien an de Ruin gedriwwen gi wäeren, an zum Zweete well dese Mais aus den USA gréisstendeels och nach Genteschmais war, deen och d'Kulture vun de mexikanische Bauere kontaminiert huet mat allen negativen Konsequenzen, déi dat fir déi Betraffe mat sech bréngt.

An en zweet negatiiv Beispill aus dem Agrarberäich, wat zu Cancún vun den Tiers-Monde-Länner als entscheidend ugesi gi war, war de Problem vum Handel mam Kotteng. Eng Partie westafrikanesch aarm Länner liewen zum gréissten Deel oder praktesch ausschliesslech vum Kottengsubau a vum Kottenghandel a si hunn der Europäescher Union - där zwar manner, mä emmerhin och -, mä virun allem den USA virgeworf, mat totalen Dumpingpräisser net nëmme déi westafrikanesch Kottengbaueren ze ruinéieren, mä insgesamt och d'Weltmarktpreisser fir Kotteng ënnert d'Produktionskäschten ze drécken. An deem Kontext hu sech zu Cancún déi meeschten Dréttweltlänner solidarisiert an, ënnert der Führung vu Schwellelänner wéi Indien, Brasilien a China an dem Grupp vun den 20, onméissverständlech an ultimativ Fuerderungen op den Dësch geluecht.

Wat wäeren déi Fuerderungen? Ouni e schnellen Ofbau vun den Agrarsubventionen an der Europäescher Union an an den USA, an éischer Linn vun den Exportsubventionen op Weltmarchéen, wär fir si definitiv d'Doha-Entwécklungsround gestuerwen a gescheitert a géif et och keng weider Öffnung vum Welthandel méi ginn. Doriwuer eraus missten d'Europäescher Union, d'USA an aner Industriestaten, wéi zum Beispill Japan, endlech och hir Marché fir Produkte aus de Länner vum Süde wierklech opmaachen, fir dass d'Länner aus dem Süden iwwert dese Wee vum Export och kéinten Devisen erwirtschaften.

Esou eng Haltung entsprécht natierlech enger gewässer makroökonomescher a maartwirtschaftlecher Logik, wann ee weess, dass d'Länner vum Tiers-Monde héich verschëlt sinn an eleng och schon dofir Devisen aus dem Export brauchen, a wann ee jo och weess, dass dese Länner vum Fonds monétaire international a vun der Weltbank jorelang bis haut eng Exportorientéierung virgeschriwwen gi war, fir iwwerhaapt nach Iwwerbrückungskreditter fir d'Bezuele vun den Zënsen ze kréien.

Als Gréng hu mir awer mat dëser eesäitiger Exportorientéierung vun Tiers-Monde-Länner op den europäeschen an den amerikaneschen Maart eng Rei vu Problemer, well mir als Gréng d'Schuldeproblematik vum Tiers-Monde

aneschtens gesinn an aneschtens wëllen ugoen, nämlech éischtens iwwer verhandelt Reduktiounen vun de Scholden an zäitlech Streckunge vun de Scholdzënsen iwwer e längeren Zäitraum, an zweetens och iwwer vill méi staark international Entwécklungshëllef fir des aarm Länner. Wann ee bedenkt, dass 300 Milliarden Dollar all Joer ausgi gi fir Agrarsubventionen vun den USA a vun Europa a 600 Milliarden Dollar fir d'Rüstung hei an eiser Welt, dann ass et schanterlech wat um Niveau vun der internationaler Entwécklungshëllef zu Gonschte vun dem Tiers-Monde do ofleeft.

Munnech Ekonomisten hautdägs, fortschrëtlech Ekonomisten, schwätzen haut souguer net nème méi vun Entwécklungshëllef, déi misst gesteigert ginn, déi schwätze carrément vun der Noutwendegkeet vun enger Aart globalem Marshall-Plang zu Gonschte vum Tiers-Monde. Géifen esou positiv Aktiounen endlech entaméiert ginn, da géif an de Länner vum Tiers-Monde déi eesäitig Weltmaartorientéierung gréisstendeels entfalen an des Länner kënnten hir Wirtschaftspolitik vill méi staark op hir Binnemarchéen an op déi wierklech infrastrukturell a sozial Besoine vun hiren eegene Populatiounen hin orientéieren, well vun der eesäitiger Exportorientéierung profitéieren virun allem eng Partie inländesch Groussgrundbesëtzer do, oder Filialen vun auslännesche multinationale Konzerne.

Mä et gëtt och nach aner gewichteg Grënn, déi géint eng total Exportorientéierung schwätzen, nämlech sozial, ökologescht, verbraucher- a gesondheetsschutz-orientéiert Grënn. Als Gréng triede mir a fir d'Anhale vu sozialen, vun ëmwelt- a gesondheetspolitesche Mindeststandarden, an dat och bei de Produktionsbedingungen an de Fabriken oder Agrarbetrieber vum Tiers-Monde, well dës Produktionsbedingungen an dese Länner oft ganz katastrophal sinn, an dat zu Laaschte vun den Aarbechter an de Landarbechter an deene Betriber. A mir besti weiderhin drop, dass d'Produkte aus deene Betriber, déi hei op eis Marché kommen, grad och dese sozialen, ökologeschen a verbraucher-schutzspolitesche Mindestkritäre müssen entsprechen.

D'Europäescher Union soll a muss weiderhin an dese Froe konsequent bleiwen, mä si soll, an eisen Aen, awer anerersäits iwwert déi Mesuren, déi ech virun opgezielt hunn, sech dufferir setzen an dufferir suergen, fir dese Länner ze hëllef fir esou schnell wéi méiglech un esou Produktions- a Produktstandarde kënnen erunzokommen. Dobäi müssen si souguer gehollef kréien, soss packen se dat natierlech net.

Sou wäit wat den Agrardossier ubetrëft, wou mir also kloer fir d'Ofschaffung vun den Exportsubventionen op Weltmarchéen an déi domadder verbonnen Dumpingpräisser antrieden, wou mer awer gläichzäitig am Kader vum europäesche Binnemarché fir d'Forderung vun enger nohalteger a gesonder bäuerlecher Landwirtschaft am Intérêt vun de Baueren a vun den europäesche Consommateuren antrieden. Dat sinn zwou verschidde Saache vun deenen ech hei schwätzen: D'Exportsubventionen op Weltmarchéen an dat, wat hei intern soll gemaach ginn, fir dass hei enger bäuerlecher Landwirtschaft an eng gesond Landwirtschaft ka virufunktionnéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, en zweete bedeitende Konflikt a Sträitpunkt zu Cancún oder am Virfeld vu Cancún war niewent dem Agrardossier ënner anerem a virun allem d'Fro vun de sou genannte „Singapore issues“, déi virun allem d'Europäescher Kommissioun mat un hirer Spëtzt den Här Pascal Lamy, mä och d'USA wollten an d'Verhandlungen zu Cancún forcéieren am Intérêt vun de grouse Firmen.

Aner Virriedner hunn dat scho méi am Detail erkläert, sou datt ech dat elo just hei kuerz wëllt sträifen. Et geet dobäi virun allem ëm Investitionsregelen, ëm Transparenz a Konkurrenz an ëm e gläichen Zougank vun de Marchés publics an alle Länner.

Dat klängt à première vue gutt. Fakt ass awer, datt just westlech gréisser transnational Entreprisen doranner compétitif sinn an datt dofir vill Dréttwellänner doranner eng Gefor gesi fir hir eegen Entreprisen a fir den Opbau vun enger eegestänneger Ekonomie an hire Länner. A virun allem aus deem Grund hunn dës Länner och kloer Nee gesot fir iwwert dës Singapur-Themen Verhandlungen opzehuelen, zumindest zu diesem Moment.

Als Gréng hu mir op jidde Fall dofir e gewësset Verständnis gehat a mir haten dofir schon am Virfeld vun der Konferenz vu Cancún dovir gewarnt, datt d'Konferenz géif scheitern, wann den Här Lamy an d'Europäesch Kommissioun géifen drop bestoen niewent dem Agrarsträit och nach wellen déi Singapur issues ze imposéieren. Mir hate mat all dese Warnunge jo och Recht behalen, well d'Konferenz haaptsächlech un diesen zwee Sujeten an un der Arroganz vun deenen zwee Haaptbléck gescheitert ass.

Dir Dammen an Dir Hären, sou kloer wéi dat Scheitern virauszegegi war, scho vu virdrun, laang virdrun, sou kloer ass ëmgekëiert awer och - an dat haten den Här Mosar an ech gläich duerno an eise Rapport betount -, datt d'Alternativ zum multilaterale Prozess vun der OMC net dierft e Réckfall a bilaterale Handlungsbézierunge mat sech bréngen, well, fir nëmmen ee Beispill unzuféieren, bei bilaterale Verhandlungen tëscht den USA an zum Beispill dem batteraarme Bolivien, et vu viranner kloer wier, wie bei esou ongläiche Verhandlungen ëmmer de Gewënner ass.

E multilaterale Verhandlungskader gëtt am Prinzip grad méi schwache Länner besser Chancen, sous condition datt déi Grouss, déi mächtig Playere, hei virun allem d'USA an d'Europäesch Unioun, bereet sinn och d'Belanger vun de méi aarmen a schwache Länner ze berücksichtegen.

D'Scheitern oder de Schock vu Cancún schéngen e puer Méint duerno jiddefalls e gewësset Nodenken an en deelweist Alenke vun den USA a vun der Europäesch Unioun bewierkt ze hunn, och wann zu deem Emdenkungsprozess sécher och d'Auslafe vun der sou genannter Clause de paix a Saachen Agrarsubventioune bäigedroe wäert hunn, wat den Dréttwellänner vun elo un erlaabt virun der OMC géint europäesch an amerikanesch Agrarsubventioune ze kloer.

De Fait ass, datt elo op eng Kéier vum Dezember d'lescht Joer oder vum Januar un, souwuel den Här Lamy fir d'Europäesch Kommissioun wéi den Här Zoellick fir d'USA scheinbar e strategiescht Émdenken ugekënnegt an ageleet hunn, fir d'Verhandlung vun Doha alt erëm kënnen opzehuelen. Et schéngt, wéi wann si elo op eng Kéier bereet wieren gréisstendeels op d'Abesetzung vun de Singapur issues ze verzichten an och bereet wieren am Agrarsektor op d'Exportsubventioune ze verzichten, zumindest op déi, wéi et vu Säite vun der Kommissioun heescht, ech zitieren: „notamment l'élimination totale des subventions à l'exportation de produits présentant un intérêt pour les pays en développement“. – Wat dës Aschränkung „Produits présentant un intérêt“ konkret wäert heessen, dat muss se mer nach gesinn. Et schéngt op jidde Fall, wéi wann et duerch dës verbal Zougständnisser méiglech gi wier fir d'Verhandlung erëm op en Neits opzehuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwen awer trotzdeem niewent deenen dote Sujeten nach genuch

aner Konfliktstoffsujeten um Verhandlungsdéisch vun der OMC. Een Haaptpunkt si sécherlech déi sou genannte GATS- oder AGCS-Verhandlungen, wou déi transnational Firmen an de Startlächer stinn, fir weltwäit eng Partie vun essenziellen öffentlechen Déngschtleeschunge kënnen ze privatiséieren oder ze iwwerhuelen. Et ass eng Debatt, déi mer hei scho gefouert hunn, dofir wëll ech dat elo hei net méi am Detail maachen. Mä grad och den Här Lamy am Numm vun der Europäesch Kommissioun mécht weiderhin awer Drock an déi dote Richtungen.

D'Déngschtleeschunge wéi zum Beispill d'Waasserversuergung an Tiers-Monde, den Transport, d'Energiewirtschaft an esou virun, jo esouguer d'Éducatioun an d'Santé sollen nom Wonsch vun de grouse Multiën, net onbedingt vun der Europäesch Kommissioun, mä nom Wonsch vun de grouse Multiën, dem Privatsektor opgemaach ginn. An enger éischer Phas virun allem an de Länner vum Tiers-Monde, mä mir hunn et jo zënter e puer Joer awer och hei schon an Europa gesinn, zounehmend och an den Industriestaten.

Dat Mindest, wat een do unhand vun net wéinege Beispiller ka soen, ass, dass d'Erfahrung mat esou Privatiséierung fir déi betrafte Bevökerung alles aneschters wéi positiv war. Ganz am Géigendeel. Ech erënneren nëmmen un déi absolut negativ, qualitativ a sozial Beispiller vun der Energieversuergung a Kalifornien zum Beispill, vun der Waasserversuergung an England, a Bolivien oder a Südostasien, vum Transport an England oder an Holland an esou virun. An dofir bleiwe mir Gréng op jidde Fall bei eiser negativer Haltung par rapport zu der GATS-Problematik an den ultraliberale Privatiséierungswünsch vun der Europäesch Kommissioun.

An e leschte Punkt, deen ech hei onbedéngt och nach wollt ubréngen, dat ass déi noutwendeg Reform vun der OMC selwer, vun där mäi Kollege Mosar hei och scho munch richtig Saache gesot huet. Munnech ONGen dobausse plädéieren carrément fir d'Ofschaffung vun der OMC, well si an deser Institutioun de Grund vun allem lwwel an deser Welt gesinn. Dat klängt natierlech schéi radikal, esou eng Ofschaffung, bitt awer ëmgekëiert keng realistesch Perspektiv, well keng konkret Alternativ zu deser multilateraler Institutioun ugebuede gëtt.

Déi heiteg OMC, déi haut zimlech ondemokratesch an ontransparent funktionnéiert, - dat ass hei scho gesot ginn -, an dat net nëmmen, well d'Parlamentar vill ze vill wéineg implizéiert sinn oder well d'ONGe vill ze vill wéineg implizéiert sinn, dës OMC misst an eisen Aen net ogeschaf ginn, mä op ganz ville Punkte staark reforméiert ginn, fir datt se méi demokratesch, méi gerecht a méi equilibriéiert géing funktionnéieren. Eng gréisser Abesetzung vu Parlamentar an ONGen ass eng Saach. Méi wichteg oder gradesou wichteg wéinstens schéngt mer awer d'Fro vum Stillewäert vun der OMC par rapport zu aneren internationalen Institutiounen oder Konventiounen, wou misst kloer festgehale ginn, datt OMC-Accorden net iwwer aneren internationalen Accorde stinn, mä datt ëmgekëiert Handelsaccorde sech den internationalen Accorden a Saachen Aarbecht- a Sozialrecht, Ëmweltschutz, Gesondheets- a Verbraucherschutz musse upassen.

Dës Kloststellung ass an eisen Aen onverzichtbar an dat muss dofir virun allem ganz daitlech ginn um Niveau vum sou genannte Streit-schlichtungsausschuss, dem sou genannten Organe de règlement de différends, wou festzeleeë wier, datt an deem Expertégremium niewent Handelsexperten awer gläichgewichtig zumindest och Experten a Saachen Ëmwelt-, Verbraucher- a Gesondheetsschutz an

Experte vum Bureau international du travail misste virgesi ginn, fir datt net eesäitig jugéiert gëtt, just am Intérêt vum kommerziellen Interesse vu groussen Firmen, sou wéi dat am Handelskonflikt tëscht den USA an der Europäesch Unioun iwwregens a Saache Gentechnik bis elo de Fall war.

Esou Reformvirschléi sollte realiséiert ginn. Mir mengen, datt d'Regierung an datt d'Europäesch Unioun sech misste fir esou Reformvirschléi asetzen. Geschitt dat net a gëtt weiderhi gestréckt un der Vormachtstellung vu reng kommerzielle Fräihandelsconsideratiounen, dann allerdéngs wäert de Widerstand géint déi aktuell OMC weltwäit nach vill méi staark zouhuelen, mat allen negative Konsequenzen an dorunner kënnen am Fong weder d'Europäesch Unioun nach d'USA oder aner Staten interesséiert sinn.

Et kéint een, Dir Dammen an Dir Hären, sécher nach eng ganz Rétsch vu méi detailléierte Reformvirschléi zum Fonctionnéiere vun der OMC hei erabrénge. Mä meng Riedezäit gesinn ech hei, déi geet elo lues a lues op en Enn. Ech wollt zum Schluss dofir just a Form vun enger Motioun nach am Resumé déi wichtegst Revendicatiounen virbréngen, déi mir par rapport zu diesem Moment, deser Nozäit no Cancún hunn, fir d'OMC ze reforméieren.

Et geet dobäi virun allem an deser Motioun bei de Revendicatiounen ëm d'Fro vum GATS, vun den Déngschtleeschunge, wou mir gären e Moratoire hätten, fir mindestens eng Evaluatioun kënnen ze maachen, wat bis elo déi Liberaliséierung do vun de Servicer bruecht huet. Am zweeten Deel vun der Motioun gëtt gefrot en Engagement fir beim Organe de règlement des différends och déi aner Consideratiounen eranzubréngen, vun deenen och schon den Här Mosar virdu jo geschwat huet, fir datt et net en totalen Déséquilibre ass zwëschen reng kommerzielle Revendicatiounen, an datt alles, wat Ëmwelt-, Verbraucherschutz a Gesondheet an esou virun ugeet, géif ënnert den Dësch falen.

Dat ass déi Motioun, déi ech hei wollt proposéieren. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún;

- considérant que la question des subventions agricoles, ainsi que les „Singapore issues“ (investissement, politique de concurrence, marchés publics et facilitation des échanges) étaient essentiellement à l'origine de cet échec;

- considérant que les pourparlers semblent pouvoir démarrer suite aux déclarations des États-Unis et de la Commission européenne, qu'ils seraient prêts à reconsidérer leurs positions initiales respectives au sujet des subventions agricoles et des „Singapore issues“;

- déclarant qu'un cadre multilatéral de négociation du commerce reste préférable à des négociations et accords bilatéraux;

- déplorant le manque de transparence et de démocratie des mécanismes de l'OMC;

- désapprouvant l'orientation unilatérale de l'organe de règlement des différends de l'OMC qui se base exclusivement sur des principes économiques et la philosophie du libre échange;

- considérant que cet organe de règlement des différends ignore ainsi les autres accords internationaux, notamment dans les do-

maines de l'environnement, de la santé, de la protection du consommateur et du travail;

- considérant enfin l'AGCS et les multiples expériences négatives de privatisation des services publics (eaux, transports et énergie), tant au niveau social, que de la qualité du service fourni;

demande au Gouvernement

- d'œuvrer en faveur d'un fonctionnement plus transparent et démocratique de l'OMC;

- de s'engager au sein de l'UE pour un moratoire au niveau des négociations de l'AGCS;

- de s'engager également pour une réforme de l'organe de règlement des différends de l'OMC, dans le sens d'une intégration des principes de l'environnement, de la santé et des conditions de travail par le biais d'une représentation des organismes internationaux BIT, OMS et PNUE au sein de cet organe.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Camille Gira, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech muss soen, ech hunn de Bericht vun den Häre Mosar an Huss mat geméichte Gefiller gelies. Engersäits gi jo doranner eng Partie Kriticken un der Welthandelsorganisatioun an och un der Europäesch Unioun am Kader vun deene Verhandlungen an der Welthandelsorganisatioun fir d'éischte Kéier mol eng Kéier an engem parlamentaresche Rapport festgehale. Endlech gouf och festgestallt, datt déi...

(Interruption)

Jo, mä deen, mengen ech, war nach manner offiziell wéi deen hei, wou awer ëmmerhin e Verrieder vun der Majoritéitsfraktioun mat ënnerschriwwen huet. Ech kennen Are Mérite an dat Fro, Här Huss. Ech wëll deen elo a kengem Fall hei ofstreiden.

(Interruption)

■ **M. le Président.**- Här Urbany, fuert weider, loosst lech net oflenken!

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech weess net, ob e wäit matgaangen ass; ech kommen nach herno op dee Volet zrëck.

Am Rapport ass och festgehale ginn, datt déi industrialiséiert Welt, haaptsächlech d'USA an d'Europäesch Unioun, eegen Interessen huet, déi se virun Entwécklungsinteresse vun anere Länner an der Drëtter Welt stellt. De Bericht schwätzt zimlech eng daitlech Sprooch do - e schwätzt vun der „Hégémonie des blocs dominants“. Dee Rapport bënnt awer nëmme seng Auteuren, souwäit ech informéiert sinn. E bënnt net d'Regierung an e bënnt och net déi parlamentaresch Majoritéit heibannen.

Och dës Kéier gouf et keen offiziellen Rapport virun deser Debatt an et ass jo scho gesot ginn, déi Debatt hei fënnt statt no der Konferenz vu Cancún. Dat ass e Fait, deen ass regelméissig kritiséiert ginn - iwweregens zënter 2001. Et ass awer ni eppes dorunner geännert ginn an elo wou Wahle sinn, fënnt virun de Wahle mat Sécherheet keng Debatt méi zu deem heiten Thema statt.

Iwwer aner Passagen an deem Bericht hei, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech awer éischer skeptesch. Ech kann zum Beispill net vill mat der Behauptung ufänken, den Échec vu Cancún, dee wier zu Laaschte vu jidderengem vun deene Bedeelegte gaangen. Do stellen ech mer nämlech d'Fro: Zu weem seng Gonschten dann e Succès vun där Weltronn gaange wier?

Wann ee weess, dass déi intern Logik vun der OMC - an den Här Huss huet dat jo och hei nach eng Kéier ganz daitlech duergestallt - déi ass, all Beräicher vun der Wirtschaft dem sou genanntenne fraie Maart opzemaachen, woubäi een natierlech muss wëssen, dass dee Maart a Wierklechkeet guer net fräi ass, mä dass dat de Maart wäert si vun e puer groussen oligarchesche Wirtschaftsgruppen, déi sech weltwäit amgaange sinn ze organiséieren an ze restrukturéieren. E Succès vun deene Verhandlungen hätt also, eiser Meenung no, där Logik do nach méi Noschub ginn. Dat heescht, de Prozess vun der weltwäiter Liberaliséierung a Privatiséierung hätt en nach weider beschleunegt.

Ech mengen och net, dass een Opmaache vun dem westleche Maart fir Landwirtschaftsproduiten aus dem Süden enger wierklech nohalteger Produktioun an deene Länner gehollef hätt an also am Interesse vun deene klenge Produzente gewiescht wier. Verschidde vu meng Virriedner hunn dat iwweregens och hei gesot; ech hu leider net esou vill Zäit fir dozou ze schwätzen.

(Interruption)

Den Échec vu Cancún war also a mengem Ae positiv, engersäits, well en de Mérite hat, e ganz geféierleche Prozess, deen amgaang war, an d'Stocken ze bréngen an anersäits de soziale Bewegungen en Deelerfolleg verschafft huet, dee bestëmmt zu hirer weiderer Dynamiséierung a Verstärkung wäert bäidroen an dee se och wäert an Zukunft dozou befäege positiv Alternativen auszeschaffen am Sënn vun engem alternative Mondialismus. An et muss ee sech bewosst sinn - an ech si mer och bewosst -, dass et do keng fäerdege Léisunge gëtt, mä vill Froen, déi sech do stellen. Eng Devis vun de mexikanesche Zapatisten heescht iwwregens „Preguntando caminamos!“ - dat heescht, mir gi virun andeem mer eis Froen stellen.

Ech wëll nach eppes zu deem sou genannten europäesche Block soen, deen en deem Bericht hei ugeschwat gëtt. Verschidde Leit mengen jo, mir Europäer hätten eng aner Ethik wéi zum Beispill d'Amerikaner, an eng besonnesch Émgangsart mat den Entwécklungslänner. Dat trëfft selbstverständlech net zou a mir hunn och hei héieren - ënner anerem an den Ausféierung vum Här Huss -, wéi d'Europäesch Kommissioun an den zoustännege Kommissär, den Här Lamy, mat den Entwécklungslänner ëmspréngt, wann et zum Beispill drëm geet, fir deenen hire Maart opzemaache fir europäesch Multiën. A mir wëssen och, dass et op een Hoer gelonge war, och d'Waasserproduktioun an Europa darselwechter Privatiséierung a Liberaliséierung opzemaachen, wéi déi, déi elo geplangt ass an de Länner vun der Drëtter Welt.

Ech mengen et wier dofir souguer kontraproduktiv, wann ee géif fuerderen, mir Europäer missten elo verstärkt an déi Verhandlungen do goen, wann net gläichzäiteg domadder d'Fuerderung verbonnen ass, dass déi Verhandlung musse komplett mat där Logik brieche, wéi mer se bis elo kann hunn. An ech fäerten, dass dee Bericht, sou wéi en eis virläit, do net déi richteg Pisten opzelecht, dass en héchstens dovu schwätzt, et misst een den Entwécklungslänner méi Zäit loosse, fir sech un déi Entwécklung unzepassen, mä dass en awer net eng komplett aner Entwécklung fuerdert.

Ech sinn äusserst skeptesch, och wann e Code de conduite vu Multinationalen hei gefuereert gëtt oder gesot gëtt, d'asiatesch Tigerstate misste verantwortleche ginn. Do kann ee sech froen: Firwat nëmme si? Firwat net och Lëtzebuerg? Lëtzebuerg ass och gewässermoosen en Tigerstat, wat d'Roll vu senger Bankeplaz ugeet.

(Interruption)

Den éischten Investmentfond-Zen-ter ëmmerhin op der ganzer Welt.

An nach gëschter bei der Debatt iwwert d'Liberaliséierung vum Stroummaart an iwwer alternativ Energien hu mer aus dem Mond vum Wirtschaftsminister héieren, wéi wéineg eng konsequent ökologesch Politik ze vereinbaren ass mat de Profitter vun der Industrie, zum Beispill. An ech mengen dat ass déi Realitéit, déi méi typesch ass fir d'Lëtzebuurger Politik a méi mat der Lëtzebuurger Politik ze dinn huet, wéi de Bericht vun eisen zwee Cancúnreesenden, deen - dat muss ech awer soen - trotzdeem de Mérite hat, hei weider fir eng Sensibiliséierung an dëse Froe bäizedroen.

Schlussendlech wëll ech nach ervirhiewen, dass den Här Mosar gesot huet: Wa gehandelt gëtt, da gëtt et keng Kricher. De Goethe, dee war do méi realistesch, wéi e sai Mephisto am Faust soe geloosst huet: „Krieg, Handel und Piraterie / dreieinig sind sie, nicht zu trennen!“

An duerfir mengen ech och, Dir Dammen an Dir Hären, bleift et onverzichtbar, dass de Widerstand an der Gesellschaft sech nach weiderhi géint déi Entwécklungen do mécht, fir dass et wierklech zu enger Wend an der Entwécklungspolitik an an der Weltpolitik am Allgemenge kënn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mosar huet ënner anerem hei gesot, dass d'OMC net mam Échec vu Cancún gestuerwen ass an och net duerf do gestuerwe sinn, mä dass onbedéngt misst dofir gesuergt ginn, dass se méi transparent an demokratesch misst gestalt ginn. Ech mengen dat soll och den Objektiv si fir déi nächst Konferenz zu Hongkong.

Mä ech perséinlech ginn de Verdacht net lass, dass déi Konferenz vu Cancún absichtlech platze geloosst ginn ass, fir eben nei Décisionsstrukturen ze provozéieren; Strukturen, déi awer net esou transparent an demokratesch wäerte ginn, wéi dat vläicht vun eis hei erwünscht ass. An ech gesinn et och als en Échec. Do ass weder en Erfolleg vun deem engem nach vun deem anerem a sou wéi den Här Urbany dat och hei virstellt, ass et och keen Erfolleg vun de Liberaliséierungsgéigner. Ech mengen et ass éischter just en Échec an deem Sënn, well et eben einfach elo an déi Richtung wäert goen, wéi dat vun de groussen Mächten erwünscht ass.

An dofir schéngt et wichtig, elo scho virzubauen an nozefuerschen, wat fir eng Décisionsstrukturen dann elo vun de Supermächten envisagéiert ginn. An et wäert sécherlech net an d'Richtung goe vun enger Erweiderung vu méi demokratescher Participatioun - ech mengen dat schéngt mer schon emol kloer ze sinn.

Et schéngt éischter méi eng hierarchesch Décisionsstruktur envisagéiert ze ginn an där déi kleng a schwach Länner ausgegliddert sinn. An dofir wollt ech d'Madame Minister froen, ob se eis haut scho ka matdeelen a wat fir eng Richtung, dass et dann elo geet a wat d'Regierung gedenkt ze ënnerhuelen, dass d'Décisionsstrukturen esou demokratesch wéi méiglech an der OMC kënnen gestalt ginn an dass do net just eng Rei Groussmächten eleng decidéieren kënnen; wat dee Moment da wierklech ee risegen Échec wier.

An ech wëll mer hei erlaben, un den AMI-Traitéit ze erënneren, dee jo och deemools op emol op der Tapéit war, deen e bëssen ofgeblockt konnt ginn, mä deen nach

ëmmer am Raum schwieft a wou och leider deemools d'Lëtzebuurger Regierung scho praktesch hiren Accord dozou ginn hat. A wann do net e risegen Drock komm wier, fir dat ze verhënnern, da wier deen AMI-Traitéit haut och schon emgesat.

An dofir schéngt et mer hei wichtig ze sinn, Madame Minister, dass Der eis elo hei kloer sot, a wat fir eng Richtung dass et geet a wat dann dës Regierung elo effektiv gedenkt ze maachen, fir wierklech matzeschaffen, dass déi Décisionsstrukturen awer an déi Richtung ginn, wéi dat hei vum Parlament erwünscht ass.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt merci ze soen deenen zwee Membere vun der Chamber, déi de Bericht gemaach hunn. Mä awer och all deenen, déi hei an där Debatt intervenéiert sinn an déi eis fir d'x-te Kéier elo d'Geleeënheet gëtt nees iwwert déi fënneft Conférence ministérielle vun der Handelsorganisatioun ze schwätzen, zréckzekommen an natierlech awer och virun allem den Ausbléck ze maachen, wéi et dann elo soll weidergoen.

Et war sech gefrot ginn, ob esou Debatten am Fond eng Utilitéit hätten, vu datt et jo net elo d'Chamber ass an och emol net d'Regierung, déi eleng déi do Verhandlung féiert. Déi ginn am Numm vun dem Lëtzebuurger Stat, vun eben der Kommissioun gefouert, dem Här Lamy, an dach kann ech dem Här Mehlen nëmme bäiflichte wann e seet, esou Debatte wéi déi hei hunn eng ganz grouss Utilitéit. Si hunn eng ganz grouss Utilitéit um Niveau vun der Konsultatioun, datt d'Regierung, déi eben hiren Accord zu dem Mandat, dat de Kommissär kritt, muss bréngen, an déi Diskussiounen hei droen dozou bii, datt mir ebe vun lech déi Idien an déi Vuë mat op de Wee kréien, déi eis Prise de position net nëmme méi kloer, mä och op eng méi demokratesch Basis kënnen gestalten.

Et ass also wichtig um Niveau vun der Konsultatioun, quitte datt herno natierlech um Niveau vun der Négociatioun mer an eng aner Phas kommen. Mä um Niveau vun der Konsultatioun ass se ganz wichtig an dann duerno och um Niveau vun der Informatioun, fir lech ebe permanent um Lafenden ze halen, wéi dann elo, wa mer nees an d'Négociatiounen kommen, déi Négociatiounen vir sech ginn a wou déi verschidde Punkte vu Friktiounen kënnen leien.

Wa mir net am Laf vun deene leschte puer Joer déi intensiv Zesummenaarbecht gehat hätten, da mengen ech wier och dee Bericht net esou positiv ausgefallt wéi en ausgefallt ass, positiv am Sënn, datt déi Analysen, déi dora sinn an déi an där Ried waren, déi ech zu Cancún gehalen hunn am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung, datt mer eis do ganz eens driwwer sinn, datt mer eis eens si wat d'Positioun vun der Europäescher Unioun soll sinn an awer och wat an dem Kader vun der OMC ze verbessere wier.

Ech erënneren nëmme kuerz nach eng Kéier drun, datt ech zu Cancún konnt soen, datt besonnesch mir als Lëtzebuurger Wäert drop leeën, datt de Besoin vun den Entwécklungslänner Rechnung gedroe gëtt. Ech mengen, dat ass effektiv fir onst Land eng Evidenz, wëssend datt mir zu deene fënnef Länner op dëser Welt gehéieren, déi méi wéi 0,7% vun hirem PIB an d'Entwécklungshëllef stiechen. An och do sinn ech mat deenen Intervenanten d'accord, déi soen, Welthandel ass gewëss e wichtige Deel vun der Entwécklung, mä et ass weess Gott net

alles. Op villen anere Pläng sinn eben Antworten ze sichen, ob dat um Niveau vun der Éducatioun, der Entschëldung ass, an ebe just der Entwécklungshëllef. Mä do mengen ech, kënnen mir op alle Fall als Lëtzebuurger soen, mir hunn e groussen a mir wäerten och weiderhin e groussen Effort maachen, fir eisen Deel vu Verantwortung ze iwwerhuelen. Datt ech dat do konnt ënnersträichen, dat weist dee groussen Konsens, dee mer do hunn.

An dass och an der Agriculture fir de Lëtzebuurger Bierger déi net kommerziell Aspekter ganz wichtig sinn, wéi eben d'Liewensmittelsécherheet an och den Déierschutz eis um Häerz leien, dat weist de Konsens hei am Parlament.

Weiderhin hunn ech drop insistéiert, a wéi gesot, déi Här Mosar an Huss ware jo och derbii, datt eben Émwelt a sozial Considérations mat an d'Aarbechte vun der OMC missten erafleissen, quitte datt dat awer just Punkte si wou mer oft eleng do stinn.

Ech hunn awer och virun allem drop insistéiert a betount, datt mir vill Wäert op Transparenz an den Aarbechte vun der OMC géinge leeën an datt mer all Efforté besonnesch misste maachen, fir d'national Parlamenter an d'Aarbechte vun der OMC kënnen ze associéieren. Och datt ass mer méi licht gefallt wéi anerem, well mir dat schon zu Lëtzebuerg praktizéieren an ech hunn dee Moment an där Ried gesot, et misst een och nodenken ob Méiglechkeete besti verschidde Séancen vun den Décisionsorganer vun der OMC publik ze maachen.

Den Här Jaerling huet elo just gefrot, wat mir dann elo géinge maachen, fir dat emol endlech ze reforméieren a fir ze verhënnern, datt e puer grouss Länner kënnen do eleng decidéieren. Här Jaerling, de Problem stellt sech ëmgekéiert. Et kënnen net zwee, dräi, véier oder fënnef Länner eleng decidéieren. De Problem läit just am Émgekéierten. De Problem besteet dran, datt mer nëmme eng Décisioun kréien, wann déi 148 Länner d'accord sinn. Ob dat elo e Groussen oder e Klengen ass, mir brauchen den Accord vun deenen 148, fir zu enger Décisioun ze kommen.

Ech wëll elo direkt hei am Ufank ee Wuert doriwier verléieren, well dat mécht natierlech - an den Här Fayot huet dat och ënnerstrach - dat Ganz ganz schwéierfällg a virun allem gëtt et jidderengem d'Méiglechkeet ze verhënnern zu enger Décisioun ze kommen. Do huet zum Beispill den Här Mosar ee Moment proposéiert, et misst ee sech dach, fir aus där Taktik vum Verhënnern eraszekommen, iwwerleeën, ob een net op de Wee vu Votes à majorité qualifiée géing goen.

Ech kann och do nëmme mat dem Här Fayot d'accord si fir ze soen, datt dat vläicht als Iddi a priori sympathesch kléngt. Mir wëssen, wéi schwéier et ass an der Europäescher Unioun zu 25 ons eens ze ginn, fir ze soen, wéi gëtt déi Majorité qualifiée dann do elo festgestallt? Wou läit se? Läit se an der Populatioun oder läit se am PIB? Da kann ech lech nëmme soen, da wäert et an der OMC awer wierklech nach extraordinairement méi schwéier ginn, fir do zu engem Konsens ze kommen. Well dat ass e Fakt an dat ass natierlech e Fakt, deen d'Aarbechte vill méi schwéier mécht. Mir sinn hei effektiv zu 148 Partner, déi ganz ongläich sinn, déi enorm ongläich sinn, an ech ginn lech nëmme e puer Zuelen, fir lech déi Ongläicheit virzeféieren.

Wann een déi sechs industrialiséiert Länner vun der Welt hëlt, an do gëtt an dem Eurostat d'Eu-

ropäesch Unioun zu 15 als ee Land considéiert. Dat sinn d'Europäesch Unioun, Amerika, Japan, Südkorea, Kanada an Australien. Déi sechs Communautéiten eleng produzéieren 78% vum weltwäite PIB. Déi sechs Länner representéieren awer nëmme 14,4% vun der Bevölkerung vun dëser Welt.

Wann ech dann de Grupp 21 huelen, well herno fanne mer dee jo nach oft erëm, deen zu Cancún dozou bäigedroen huet, fir datt et net zu enger Konkursioun komm ass, wann ech déi 21 Länner huele wou esou Länner wéi China an Indien derbii sinn, déi representéieren zesummen 11,8% vum weltwäite PIB. Si representéieren awer 51,7% vun der Weltbevölkerung. An dann all déi aner zesumme representéieren 0,4% vum PIB an 8,3% vun der Populatioun, a jiddereen huet eng Stëmm. Dat heescht, jiddereen kann do jo oder nee soen. A wann ee jo oder nee seet, dann ass et keng Décisioun.

Dat gëtt lech d'Ausmooss vun der Schwieregkeet, déi een hätt, wann ee géing versichen eng Majorité qualifiée erauszuschéieren. Mä als Iddi, als Objektiv géing et effektiv d'Aarbechten awer vläicht méi einfach maachen. Dofir hat ech och dat do net a menger Ried zu Cancún ugeschwat a virun allem op d'Transparenz higewisen, well all Land ka jo bei sech doheem eben um Niveau vun der Décisionsfähigkeit déi Prozeduren aleeden, wéi zum Beispill mir hei. An den Här Fayot huet zu Recht op déi verschidde Regimer higewisen, déi awer och an där Weltorganisatioun sinn.

Hätte mer schon Transparenz a wier an all Land Transparenz esou gewährleescht wéi hei, dann hätt déi ganz Organisatioun och eng aner demokratesch Basis.

VLäicht nach ee Wuert zu de Prozeduren. Ech mengen, mir wieren de Moment schlecht beroden, fir just elo drop ze drängen, datt d'Prozedure misste geännert ginn. Firwat? Mä datt natierlech kënn zum Virwand geholl ginn, fir elo net um Fond ze verhandelen a fir ze soen, da gëtt emol ofgewart bis mer nei Prozeduren hunn an dat géing eis am Ofschloss vun dem Doha-Round wäit hennendra werfen. Dofir ass de Moment vläicht net onbedéngt dee beschtgewieltesten, ob schon, wa Propositionen do wieren a wa mir géinge spieren, datt se kënnen duerchgezu ginn, mir an éischter Rei wieren, fir se matzedoen. Mä en attendant ass de Konsens awer ëmmer nach, esou schwéierfällg en och ass, d'Garantie, datt se alleguer hiert Wuert kënnen matschwätzen an eben och hir Intéreté kënnen zu Wuert melen. Wann een iwwert d'OMC schwätzt, da kënn onweigerlech och ëmmer...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Wann een iwwert d'OMC schwätzt, da kënn een net ëmhin de Fakt Globalisatioun unzschwätzen. Ech si frou, dass, vläicht mat enger Ausnahm, dee Fakt eben als e Fakt, als eng Realitéit beschriwwen gëtt, déi et natierlech gëllt ze encadréieren an zum Beschte fir d'Bierger ze wenden. Ech zitéiere just aus der leschter Émfro, déi vun der Kommissioun gemaach ginn ass an déi mech ganz optimisteschem stëmmt. D'Europäesch Kommissioun huet eng Émfro gemaach, wou se d'Leit no hiren Meinung gefrot huet, wat se géinge vun der Globalisatioun halen, ob dat als positiv oder negativ ze kucke wär, an ob se géinge mengen, dass national Regierunge kënnen e positiven oder en negativen Afloss droen hunn.

Den Duerchschnitt vun der Europäescher Unioun läit bei 63% vun de Leit, déi eng positiv Meinung iwwert d'Globalisatioun hunn. Hei zu Lëtzebuerg loung déi Zuel esouguer bei 66%. An et kënn fir déi, déi Vertrauen an d'Regierung hunn nach besser. 69% vun de Lëtzebuurger vertrauen der nationaler

Regierung fir sécherstellen, dass d'Mondialisatioun an déi richteg Richtung geet. Dat heescht, dass de Belaange vun de Bierger Rechnung gedroe gëtt. An och 66% vun de Lëtzebuurger fannen, dass et eng gutt Saach ass, dass d'Europäesch Kommissioun am Numm vun der Unioun verhandelt.

Ech wollt déi Zuelen hei nëmme an de Raum stellen, fir ze beweisen, dass déi Diskussioun - an da maachen ech déi Diskussioun zou - eng wichtig ass, well d'Leit sech vill méi interesséieren wéi ee vläicht heiansdo kënn mengen. Et ass eng ganz technesch, eng ganz schwéierg Matière, an dach wëssen d'Leit ganz gutt, dass et fir si a fir hiert aldeeglecht Liewen eng ganz wichtig ass.

Nach eng Kloerstellung. Et war zwar haut Gott sei Dank vill méi nuancéiert, an ech hat bal gemengt mir missten net méi driwwer schwätzen, Här Huss, iwwert d'Liberalisatioun vun den Dénkschtleeschungen an de Secteure vun der Éducatioun, der Santé an der Waasserdistributioun.

(Interruption)

Ech sot jo, et war ganz nuancéiert. Ech muss et awer als Ophänker huelen, fir nach eng Kéier ganz kloer ze soen, dass fir d'Lëtzebuurger Regierung viru Cancún, während Cancún an och no Cancún et net a Fro kënn d'Secteure vun der Éducatioun, der Santé, dem audiovisuelle Beräich an och nach der Waasserdistributioun opzemaachen, sou wéi dat vläicht vu Verschiddene gewünscht ass. Eis Positioun doriwier ass kloer.

Déi Klamer zou an déi Präzisioun nach eng Kéier gemaach, mengen ech, brauch ech net méi an ze vill Detailer op d'Ursaache vun dem Échec vun der Konferenz vu Cancún zréckzekommen. Dat ass vun de verschiddenen Intervenanten hei ganz gutt gemaach ginn. Ech wëllt awer just op ee Liichtbléck hiweisen, deen net ernimmt ginn ass, deen awer der Méi wäert ass ernimmt ze ginn.

Deen Dag ier mir op Cancún waren ass en Accord fonnt ginn, wat den Accès un d'Medikamente géint d'Pendémieën, wéi den Aids zum Beispill, ugeet. D'Membere vun der OMC, déi keng Medikamente produzéieren, därfeen déi Medikamente, déi zu engem vill méi bëllege Präis ënner obligatorescher Lizenz produzéiert ginn, kafen. Dat ass fir ons eng fundamental Fro, well et dréms geet Milliounen in fizéierte Leit an den Entwécklungslänner, sief et vum Aids, der Tuberkulose oder och der Malaria, d'Méiglechkeet ze ginn zu niedrige Präisser Traitementen ze kréien. Dat war eng vun deene positiven Décisiounen, déi geholl gi waren, fir awer och dat ze ënnersträichen.

Mir waren am Fond op Cancún gefuer an der Hoffnung weiderzekommen an dem Doha-Round a fir Enn Dezember 2004 ofzeschleissen. Et war allerdéngs am Virus schon ze gesinn, dass et keng einfach Verhandlung géinge ginn. D'Aarbechten, déi am Virfeld zu Genève stattfonnt haten, hate schonns gewisen, dass déi üblech Theme wéi d'Agriculture an och déi sou genannte Singapur-Sujetten, déi jo elo jidderengem hei bekannt sinn, an och d'Accèsen op d'Marché vum industrielle Produkter keng einfache Diskussiounen géingen erméiglechen. D'Memberstate vun der Europäescher Unioun sou wéi och d'Kommissioun waren awer voll engagéiert an hu wierklech hiert Bescht gemaach fir déi Verhandlung weiderzedriewen.

Ech erënnere kuerz drun, dass d'Europäesch Unioun wichtig Konzessiounen bereet war ze maachen an och gemaach huet, a proposéiert huet zu Cancún deenen anere Membere vun der OMC entgéintzekommen. Zum Beispill d'Ennerstëtzung vun der Cotonsinitiativ, déi fir ganz vill Länner, besonnesch déi véier afrikanesch Länner, de Benin, de Burkina Faso,

de Mali an den Tschad, wierklech extrem wichteg sinn, well se 80% vun de Revenuë vun hiren Exporter duerstellt. Mir wollten hinnen och entgéintkomme beim Accès op d'Marchéé vun den industrielle Produkter, wou déi entwéckelt Länner méi Konzessiounen hu wéi manner entwéckelt Länner.

An der Agriculture huet d'Europäesch Unioun, an et ass drop higewise ginn, selwer hir Hausaufgab gemaach, andeems d'Agrarministeren d'Politique agricole commune reforméiert hunn. All déi verschidden Themen, déi uengeschat gi sinn, sinn ëmmer ënner dem Thema „traitement spécial et différencié“ fir d'Entwécklungsänner ugaange ginn, wat hire Besoine Rechnung gedroen huet. Méi wäit wéi déi Propositione ware konnt een net goen.

Et gëtt ëmmer vun der Net-Transparenz geschwat. Villes ass och ze reforméieren, wéi ech virdu gesot hunn, mä op där anerer Säit, an ech si frou, dass den Här Huss an den Här Mosar dat awer och gesot hunn, zu Cancún op alle Fall wat d'Verhandlungsronnen ubelaangt huet, do konnt jiddfereen erakommen an et ass mat jiddferengem diskutéiert ginn. Et ass och versicht ginn ze négociéieren. Just et war kee Konsens do. Dat heescht, och wann der vill ronderëm den Dësch setzen, dat ass nach net eng Garantie, dass een zu enger Décision kënn, zu engem Konsens oder engem Accord. Dat war leider zu Cancún de Fall.

D'Ursachen, do wëll ech der dräi just ervirsträchen. Dat war d'Entstoe vun deem neie Grupp, de Grupp vun deene méi avancéierten Entwécklungsänner, déi ech lech virdu genannt hunn, de Grupp vun den 20, 21, deemno wéi een se zielt. Deen huet sech exklusiv op d'Fro vun den Exportsubventionen an der Agriculture focaliséiert. Dat war ee vun deene Punkten, firwat dass sonndes moies keng Eenegung festgestallt konnt ginn, well si wollten iwwerhaupt net iwwer Singapur och nëmmen ufänken ze schwätzen, woubäi mir awer net wollten ofschléissen, ouni op d'mannst deen een oder anere Punkt undiskutéiert ze hunn. Dee Grupp huet verhënnert, dass iwwer iergendepes anescht soll geschwat ginn. Do sinn awer Länner derbäi, déi wichteg Industrien hanneru sech hunn.

Dass d'Ängschte vun den AKP-Länner e grouse Volet waren, dat ass ze verstehen. Wéi gesot, d'Manéier fir déi Aarbechten ze féieren, déi war zum Deel dozou ugedoen, dass et emol iwwerhaupt net zu Verhandlung komme ass. Den Här Mehlen hat dat gefrot. Mir haten Ouverture gemaach. Mir hu se ganz kloer gemaach am Kader vun deene Reformen, déi ugeschwat gi sinn, mä et ass net zu Verhandlung komme, well ebe keng Disponibilitéit do war vun deenen zwee gréisste Gruppen.

D'Konsequenze ware virauszeseen. Den internationalen Handelssystem ass deelweis geschwächt ginn a verschidde Membere vun der OMC waren a sinn tentéiert verstäerkt op déi bilateral Schinn elo zrëckzegräifen. D'Entwécklungsänner si mat Sécherheet net déi gréisste Gewënner. Dat ass hei schonn ënnerstrach ginn. Dat ass einfach eng Realitéit. Duerno ass versicht gi fir sech nach eng Keier ze gesinn am Dezember. Dat konnt awer net zustane kommen.

Wat ass no Cancún geschitt um Niveau vun der Europäescher Unioun? Mir hunn de 16. a 17. Oktober um Conseil européen eis nach eng Keier fir d'Poursuite vun Doha-Round ausgeschwat. De 26. November huet d'Kommissioun eng Kommunikatioun publizéiert, an op der Basis vun dëser Kommunikatioun gouf dunn de Mandat vun der Kommissioun iwwerschafft fir méi Flexibilitéit an déi Singapore Issues eranzubringen. Dësen neie Mandat gouf elo vum CE vum 9. Dezember offiziell uegeholl.

Der Unioun hir Positioun iwwert déi international Handelsnégociatiounen ass kloer: Eischens Prioritéit fir de Multilateralismus, grouss Flexibilitéit an de Singapurfroen, Bereetschaft fir iwwer all Froe seriö Négociatiounen ze féieren, besonnesch iwwer Saachen, déi d'Entwécklungsänner interesséieren, wéi eben de Coton, a mir wëllen och ambitiéis Resultater bei den Industrieprodukter a bei den Dëngschtleeschungen.

Ech kéint elo nach e puer Wieder iwwert d'Singapore issues soen, firwat sinn déi fir eis esou wichteg? Ma well do awer esou Prinzipier wéi d',good governments“ dra sinn, déi een awer net kann einfach vun der Hand weisen. Well mir si jo net esou naiv fir ze wëssen, dass awer och ee vill Hëllef kann a verschidde Länner erapompelen, wa se net op de Grund vun engem „good government“-System verwalt ginn, dann ass dat oft eben einfach nëmmen eng Dréps Waasser o e ganz waarme Stehen. Dofir hu mir drop gehalen, dass dat op alle Fall net einfach vum Dësch sollt sinn.

Wéi gesot, wat d'Landwirtschaft ubelaangt, huet d'Europäesch Unioun hir Hausaufgab gemaach, an d'Unioun setzt sech virun allem dofir an, dass ee muss kloermaachen, dass een net all d'Länner an en nämlecht Dëppe ka werfen, wéi zum Beispill Brasilien, déi kann een net an datselwecht Dëppe wéi de Mali geheien, a vun deene kann een och aner Saache froe wéi vun deene wierklech am mannst entwéckelten.

Nun, wou si mer elo drun? Wou sti mer? Wat kënnen mer errechen? An ech kommen zu der Konkusioun. Net méi spéit wéi dee leschte Sonndeg huet den Här Lamy d'Memberstaten elo iwwert de Stand vu senge leschte Konsultatiounen mat alle Partner, dem G-20, dem G-90, Amerika, Japan, ASEAN an och iwwer ons Erwaardungen informéiert. D'Freed, déi sech a verschidde Länner no Cancún breet gemaach huet, déi ass komplett verflunn, wéi zum Beispill an Indien, wou dat jo op eng ganz kloer Aart a Weis erauskomm ass. Haut seet jiddfereen vun deenen 148 Membere vun der OMC, dass se gären hätten, dass d'Verhandlungen nees solle weidergoen. Mä et just ze soen, dat geet eben och net duer. Elo mussen se allegueren eben och mat konkrete Propositione kommen a bereet sinn ze verhandelen.

Wéi hei schonn zevir gesot ginn ass, den Här Zoellick huet och e Bréif un all d'Aussenhandelsministere geschriwwen, fir se ze rassurieren, dass d'Amerikaner och um Round festhalen an dass 2004 kee verluerent Joer wéinst den amerikanesche Wahlen soll sinn. De politesche Message - an hei wëll ech op eng Fro agoen, déi och ganz kloer gestallt ginn ass, - de politesche Message vun deem Bréif ass ganz wichteg, a mir waren och frou doriwwer, mä am Fong maache mer eis awer iwwer verschidde Saachen aus deem Bréif, besonnesch iwwert d'Landwirtschaft, Suergen, well den Här Zoellick verléiert kee Wuert doriwwer, ob si dann elo bereet sinn, et der Unioun nozemaachen an hire „farm bill“ ze reforméieren. Dee Bréif schéngt dann och op déi gemeinsam Positioun iwwert d'Agrikultur, op déi sech Amerika an d'Europäesch Unioun viru Cancún verstännegt haten, op d'mannst dass dat nees op ass. Vläch ass et nëmmen eng Imprécisioun, mä et geet op alle Fall net kloer dorauer ervir, dass se bei där Positioun, déi mir viru Cancún haten, bleiwen.

Dann nach ee Wuert zum Calendrier. D'Kommissioun mengt, dass et kéint méiglech sinn, dass d'Verhandlungen zu Genève souguer schonn am Februar erëm géingen ugoen, nodeems d'Présidenten an deene verschidde Komiteen nei besat ginn.

Also wann elo de politesche Wëlle fir erëm ze handeln do ass an et

komme konkret Propositionen, da misst et laut dem Här Lamy méiglech sinn, bis Mäerz oder Abrëll souguer, dëst Joer sech iwwert d'Modalitéiten ze verstänegen, dat heescht doriwwer wou mir zu Cancún gescheitert waren, a wann deem esou wär, da misst et, oder da kéint et méiglech sinn, de Round ofzeschléissen, mä net wéi gesot, oder wéi virgesinn um Enn vum Joer, well dat ass, net elo onbedéngt fir d'Amerikaner, mä dat ass och fir d'Europäesch Unioun eng schlecht Zäit, well dee Moment eng nei Kommissioun do ass. Oktober ass fir d'Amerikaner eng schlecht Zäit, well effektiv d'Wahle sinn. Wann also sollt 2004 ofgeschloss ginn, da wär et am August a spéitstens nach am September. Déi dote Méiglechkeeten si vum Här Lamy op alle Fall net ausgeschloss ginn, mä ech muss soen, ech fannen dat och ganz optimistesche Prognosen.

Et soll net un eis scheitern, wann en echte Wëlle géing do bestoen, fir ofzeschléissen, well - an domat halen ech da wierklech op - wann dat doten net géing geléngen, da si mer am Joer 2005. A wat zu Lëtzebuerg 2005 usteet, dat wësst Dir allegueren, dat ass d'Lëtzeburger Présidence. Dann hätte mer also d'Weiderféieren an den Ofschloss vun deenen Négociatiounen voll an eiser Présidence, a wat dat da géing fir Aarbecht, Verantwortung, allerdéngs och Erausforderung bedeiten, dat kënn Der lech allegueren ausmoossen, an dass dann d'Regierung déi Aufgab nimm kéint a beschter Zesummenaarbecht hei mat der Chamber maachen, dat ass mir an lech sécher och ganz bewusst. An op déi gutt Zesummenaarbecht géing ech mech am Fong elo scho ganz vill freeën.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert d'Motioun 1, déi vum Här Huss ageeicht ginn ass, déi ausgedeeelt ginn ass, déi explizéiert ginn ass an déi eis schréftlech virläit.

Motion 1

Ech menge mir kéinten direkt zum Vote iwwergoen. Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Also, mir stëmmen elo of iwwert d'Motioun 1, déi den Här Huss abruucht huet.

Vote

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 33 Nee-, 23 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Jos Scheuer), MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Marc Zanussi), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean

Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Théo Stendebach) et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel (par M. Alexandre Krieps), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

S'est abstenu: M. Laurent Mosar.

Domadder wär dee Punkt ofgeschloss. Den nächste Punkt op eise Ordre du jour ass eng Orientéierungsdebat iwwert déi alternativ Medezin. Et sinn agedroe bis elo déi Hären Halsdorf, Di Bartolomeo, Schroell, Colombero an Huss. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Niki Bettendorf.

2. 5131 - Débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Gesondheetskommis-sioun maachen ech lech de mëndleche Rapport iwwer ons Aarbechten an der Kommissioun betreffend dat passionnant Thema vun der komplementärer oder net konventioneller Medezin, komplementar zur Schoulmedezin.

Fir unzefänke muss ech e puer Merci lassginn, fir d'éischt un all d'Membere aus der Kommissioun. Mir hu gutt diskutéiert, kontrovers diskutéiert, am Respekt vu munchmol géigendelege Mee-nungen. En zweete Merci geet un all d'Experten an un d'Invitéen, déi mir an eiser Kommissioun gehéiert hunn an déi eis hir Standpunkter duergeluecht hunn oder eis se och schréftlech matgedeelt hunn. An en drëtte ganz décke Merci geet un eise Kommissiounssekretär, den Här Martin Bisenius. D'Chamber ka sech glécklech schätzen, esou gutt Mataarbechter ze hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt net eng komplementar oder parallell Medezin zur Schoulmedezin, neen, et gëtt e puer honnert verschidde Praktiken, déi mir natierlech net all an der Kommissioun ënnersicht hunn. Dës Chamber huet eng Resolutioun gestëmmt an d'Santéskommissioun beoptragt, fir den heutegen Débat d'orientati-on virzabereeden an ze ënnersichen, ob et opportun wär, fir verschidde Forme vun net konventioneller Medezin ze reglementéieren. Esou eng Resolutioun gouf am Europaparlament och schonns 1997 uegeholl. Den Débat dréit och der Regierungserklärung Rechnung, wou Folgendes proposéiert gëtt: „de procéder, tout en évitant des abus possibles, à la reconnaissance de certaines formes de médecine alternative, et envisage une éventuelle intégration des traitements et médicaments dans la liste des actes et médicaments remboursés par la Sécurité sociale“.

D'Kommissioun huet virun zwee Joer mat hirer Aarbecht ugefaangen an zrëckbehalen Äntwerten op zwou Froen ginn: a) verschidde komplementär Praktiken ze reglementéieren a virun allem festzhalen, wien esou Praktiken dierf exercéieren, a b), wat missten d'Konditiounen an d'Modalitéite vun der Prise en charge vun de Prestatiounen sinn? Mir hunn ons Aarbechten ugefaangen a ganz vill Leit gehéiert. Op internem Plang hu mer d'Santédirektioun gehéiert, d'AMMD, de President vun der

UCM, den Direkter vum Contrôle médical an de Collège médical. Mir hunn och op lëtzebuergesch an auslännesch Invitéen zrëckgegraff, zum Beispill op Spezialisten, déi och aner Parlamentarier beroden hunn, déi wollten am Domän vun der Komplementarmedezin lé-giféieren.

Mir sinn zu Lëtzebuerg net déi éischt, déi wëlle reglementéieren. An eise schréftleche Rapport maache mer Referenz op d'Europaparlament, op de Conseil de l'Europe, op d'Weltgesundheitsorganisationsion an och op all déi Länner wéi Frankräich, Italien, Spuenien, Portugal, Groussbritannien, Irland, Holland, Däitschland - Däitschland, wou zum Beispill den Heilpraktiker schonn zënter 1939 unerkannt ass. Mir wëssen och, dass deemools an Däitschland vill Dokteren an der Wehrmacht waren.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Aner Länner, wou nach lé-giféiert gëtt an doriwwer diskutéiert gëtt, sinn Dänemark, Schweden, Schwäiz an och d'Belsch. An nach anere Länner gëtt et verschidde-artereg, ganz verschiddeartereg Gesetzgebungen. Wa mer schematiséieren, kënn ee soen, datt et zwou Tendenz gëtt. Méi an Nord-europa gëtt et eng net reglementéiert Approche. Déi ass do predominant. Jiddfereen ka Gesondheet ubidden, awer verschidde Akte sinn nëmmen strikt den Doktere reservéiert.

Bei der zweeter Tendenz ass et am Géigendeel vun där éischter nëmmen de Corps médical, deen dierf praktizéieren. Ausgenomme si verschidde Professionen, wéi Infirmier, Kiné, Hiwam an aner nach, an dat ënner eegener Responsabilitéit oder ënner der Responsabilitéit vun engem Dokter. All Infractioun zu dëser Regelung gëtt als illegalen Akt vun der Medezin insidéréiert. Dës Tendenz ass predominant a Südeuropa mat Frankräich, Belgien, an och zu Lëtzebuerg.

Mir hunn, wa mer doriwwer schwätzen, e Problem mat der Definitioun. Komplementar oder alternativ Praktiken, obscho verschidde-ner schonn e puer dausend Joer al sinn, ginn net zur wëssenschaftlecher Medezin gezielt. Et gëtt keng uniform Definitioun, net an der Öffentlecheit an och net bei de Wëssenschaftler. Haut gëtt et schonn iwwer zweehonnert Zorte bekannte Praktiken an d'Lëscht gëtt nach ëmmer méi laang. Als Sammelbegrëff gëlle folgend Nimm: komplementar, net konventionell, populär, parallell, alternativ, naturell, traditionell - och Médecines douces genannt.

Eis Kommissioun huet sech op den Numm Médecine complémentaire géeneeg, fir e bëssen eng Linn an eisen Discours eranzekréien. Mir hunn eis Aarbechten op déi fënnf Gebidder bezunn, déi och am Aus-land elo diskutéiert ginn oder scho gesetzlech geregelt oder unerkannt sinn. Et sinn dat: d'Homöopathie, d'Chiropraktik, d'Osteopathie, d'Akupunktur an och d'Psychotherapie.

Ech wëll elo kuerz resüméieren, wat déi eenzel Intervenante gesot hunn, déi mer agelueden haten. Fir d'éischt d'Direktioun vun der Santé. Den éischten Impératif vun der Direktioun vun der Santé ass d'Protektioun vum Patient. All Praktiken, Techniken an Therapien, déi ugebuede ginn, dierfen dem Patient nëischt schueden. Si mussen him notzen. Et muss den Dokter bliwen, deen den Diagnostik stellt, an déi Dokteren, déi komplementär Methoden uwenden, dierfe sech net exklusiv op esou Praktiken beschränken, si mussen sech am Géigendeel an der klassischer Medezin weiderbilden a capabel bleiwen déi beschtméiglech Therapien un-zewenden an déi beschte Medikamen-ter fir d'Patienten ze verschrei-ven.

De Collège médical huet eis erkläert, datt vill komplementar Praktike scho ganz laang bestinn, datt se awer an de seltenste Fall wëssenschaftlech fondéiert Beweiser vun hirer Effikassitéit bréngen. D'Schoulmedezin awer stellt sech kontinuéierlech a Fro am Kader vun der „evidence based medicine“, enger rigouréis wëssenschaftlecher Approche. A Länner, déi hire Bierger eng Medezin à la pointe du progrès kënnen ubidden, stellt ee fest, datt d'Liewensdauererwaardung rapid zouhélt. Déi klassesch Medezin ass dem Corps médical virbehalen a baséiert op laangen Universitätsstudien. Par contre, laut dem Collège médical, hale parallel alternativ Techniken de wëssenschaftleche Kontrollen net stand. Esou Techniken kënnen esouguer carrément gefeierlech ginn, wa se vu Persounen ausgeübt ginn, déi keng oder eng ongenügend Formatioun kritt hunn.

De Collège médical huet och leider misse feststellen, datt mer bei eis hei am Land eng Rei Medeziner hunn, déi sech méi a méi vun der klassischer Medezin ofwenden, déi exklusiv op Methoden zréckgräifen, déi wëssenschaftlech net begrënnt sinn. Medeziner, déi u kenger Formatioun continue méi deeluelen an déi vu sech selwer soen, si kënnen net méi um Service de garde participéieren. De Collège médical ass dofir ganz préoccupéiert a féint et ganz bedauerlech, datt d'Doktere hei e lukrative Créneau entdeckt hunn, datt d'Patienten, déi sech en désespoir de cause u si wenden, an dass dann oft Praktiken ugewant ginn, déi zudéifst bedauerlech sinn.

Dann hu mer den Här Professor Marcel-Francis Kahn gehéiert. Mir haten hien als Invité. De Professor Marcel-Francis Kahn, ass e Professeur émérite en rhumatologie vum Spidol Bichat vu Paräis. Hien ass e renomméierten internationalen Expert, deen zënter 30 Joer en haarde Kampf féiert géint d'Prétentioune vu Verrieder vun net konventionelle Medezinen, géint d'Ausbredung vun dese Praktiken a géint de Remboursement vun dese Prestatiounen duerch d'Sécurité sociale.

Hien ass en deklaréierte Géigner vun allen net konventionelle Medezinen, well se de Bewäis vun der Effikassitéit net bréngen. Hie raumt awer an, datt ee ka verschidde Praktiken a Medikamenter Kredit aramen, wéi zum Beispill der Phytotherapie. Och an der Chiropraktik gesäit hien e gewëssen Domän, wou Manipulatione kënnen effikass sinn.

Bei der Akupunktur mengt de Professor Kahn, et wär räsonnabel ze denken, et géife verschidde konkret Resultater. Hie raumt also desen Disziplinen, wéi hie sot, en „Début de fondement rationnel“ an. Anescht ass et awer bei der Homöopathie, der sou genannter Médecine douce, do ass hie formell, datt ass fir hien Fumisterie a Scharlatanismus. Ganz oft wär d'Uwendung vun der Homöopathie eng Enthaltung vu positiver Therapie. Hien huet och op potenziell Geforen higewise bei net konventionelle Medezinen an op d'Gefore vun der Gëftegkeet vun engem Medikament zum Beispill och an der Phytotherapie. D'Homöopathie wär awer a ville Fäll net gefeierlech. Déi kleng gezéckert Pellen, huet hie gesot, kënnen jo kee Schued urlichten.

Also, ech muss vläicht eng Klamer opmaachen. Wann ech dat hei relevéieren, da sinn net ech deen, deen dat ëmmer seet. Dir aner, Dir wësst jo, dass dat déi Invitée sinn, déi mer bei eis geruff hunn. Net dass herno dobaussen op eemol gemengt gëtt, ech hätt dat hei alles erfondt, wat ech hei zum Beschte ginn.

(Interruptions)

Une voix.- Maacht lech keng Suergen!

M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.- Et ass gutt. Ech zielen op Aert Wëssen.

Déi indirekt Schied, déi kënnen entstoën, wäeren en fait méi grave, wann d'Patiente sech vun der Schoulmedezin fortwenden, fiert de Professor Kahn weider, da géife se hir Chance verléiere fir effikass gesond gefleegt ze ginn. Hie seet, wat am schwéiersten ze bekämpfen ass, wär, datt an eiser moderner Zäit vill Leit sech dem Irrationellen zouwenden an datt een des Leit ganz oft a Sekten erëmfënnt. De Grosse Guru vun der Sekt vum Temple solaire, wär en Homöopath gewiescht.

(Interruption)

Hien huet gesot: war. Ech hu vläicht elo wär gesot, mä hien huet gesot: war.

De Professor Kahn mengt och, datt eng vun den Ursaache vum Succès vun der net konventioneller Medezin déi ass, datt d'Feeler bei der Schoulmedezin leien. Dat sinn oft d'Angscht vun de schwéieren Apparater, eng ze intensiv Uwendung vu Medikamenter mat graven Nieweneffekter, zum Beispill an der Chimio. Ganz oft huet de Patient d'Gefill, datt him net nogelauschtert gëtt, an all dat féiert dozou, datt de Patient sech an d'Hänn vun net konventionelle Praktiker gëtt, mat alle Geforen, déi dat bedeit.

Här President, a villen Interventiounen an onser Kommissioun ass ëmmer erëm d'Noutwendegkeet vun enger wëssenschaftlecher Approche bei den net konventionelle Praktiken duerchgedrongen. Et goufen awer och Awänn zu der wëssenschaftlecher Approche.

Mir hunn diskutéiert iwwert den Effekt placebo. Sou hu mer eis, wat e Placebo an den Effekt placebo ubelaangt, informéiert an och e bësse méi gescheit gemaach. De Placebo ass eng inert Substanz, verschriwwen an engem therapeutische Kontext. Et ass am Fong eng Substanz, déi verkaaft gëtt, ouni datt d'Wirkung wëssenschaftlech bewisen ass. Den Effekt placebo ass de positiven Écart, dee feststellen ass tëschent dem therapeutische Resultat an dem Resultat, wat een hätt kënnen erwaarden opgrond vun de strikten Donnéeën vun der Pharmacologie.

Et ass am Fong d'Victoire vun Geescht iwwert de Kierper. Ech kommen nach eng Kéier am Kader vun engem anere Professor sengen Aussoen heirobber zréck, an zwar am Kader vun der wëssenschaftlecher Approche.

Hei hate mer de Professor Michel Kopp invitéiert, Professor an der Médecine générale vun der medezinnescher Fakultéit vu Stroosbuerg. Hien huet säin Exposé an de Kader vun der «evidence based medicine» (EBM) gestallt. Schematesch gesinn, seet de Professor Kopp, artikuléiert sech déi medezinnesch Décisioun ronderëm dräi Polen:

1. d'Experienz an d'Gewunnechte vum Dokter;
2. d'Préferenze vum Patient;
3. déi rezent Donnéeën vun der Wëssenschaft.

De Konzept vun der EBM situéiert sech tëschent desen dräi Polen. D'EBM féiert den Dokter dozou seng Praxis ze evaluéieren. Säin Haaptsoeci muss sinn, fir säi Patient de beschte Choix ze treffen. Esou gëtt et awer an der Praxis extrem Variatiounen. Dozou zwee Beispiller. An Norwegen kritt bal all Kand - 96% vun de Kanner - d'Mandelen erausgeholl, an Holland sinn et nëmmen 42%. A verschidde Länner komme ganz vill Kanner mat Kaiserschnitt op d'Welt, an anere Länner vill manner.

Här President, et gëtt also an der Evaluatioun vun den Dokteren an och an de Länner wou se praktizéiere grouss Ënnerscheeder. Dat féiert mech dozou nach eng Kéier

iwwert de Placebo-Effekt ze schwätzen; awer och iwwert den Effekt nocebo. De Professor huet eis explizéiert, datt de Placebo-Effekt subjektiv ass, mä datt e reell ass. Hien huet eis dräi Beispiller ginn:

- Zum Beispill hunn normal Leit a Frankräich an hei zu Lëtzebuerg genuch Vitamin C. Mir huelen awer Vitamin C, a wa mer Vitamin C geholl hunn, da fille mer eis manner midd, obschonn den Effekt reng subjektiv ass.

- Mir huelen eng Aspirin fir de Kappwéi a fillen eis no e puer Minutte besser. Et ass awer bewisen, datt de pharmakologeschen Effekt eréischt no 25 Minutte wierkt; och hei hu mer et mam Placebo-Effekt ze dinn.

- E Këndchen huet sech wéi geedo an kräischt. En décke Kussi vun der Mamm op d'Stir an de Wéi ass ewech.

(Interruptions)

Ech weess, dass och vun lech deen een oder deen anere mol gär e Kuss op d'Stir hätt, mä...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Also, Här Bettendorf, dat hëlleft och bei eis.

M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.- Eng wëssenschaftlech Etüd a Frankräich huet och den Effekt nocebo bewisen:

- E Grupp Leit krut Zockerwaasser als Medikament, wou drop stoung: Nauséabul. Prompt hunn d'Leit lwwelkeet gespuert.

- En zweet Experiment war, d'Leit kruten e Medikament wou drop stoung: Obésogène. Et war soss näischt wéi kompriméiert Broutpellen. Wat ass geschitt? Prompt haten d'Patiente Kiloë bäigeholl.

Am Kader vun der EBM musse Basisregelen opgestallt ginn, wou d'Objektiv vun der Etüd am Virfeld musse kloer definéiert sinn. Zwou Gruppe vu Patiente mussen, déi éischt Grupp en testéiert Medikament an déi zweet Grupp e Placebo kréien. Weder de Patient nach den Dokter gi gewuer wie wat ageholl huet. Dat ass de Prinzip vum «double aveugle», wou duerno d'Resultater concluant musse sinn an hir therapeutesch Konsequenzen a méi Etüde musse confirméiert ginn.

Här President, de Professor Kopp huet och op d'Evolution vum Wëssen higewise. Hie seet, en Dokter, deen haut esou traitéiert, wéi virun zéng a fofzeng Joer, deen ass carrément inkompetent. Dofir ass a Frankräich d'Iddi opkomm vun enger neier Zertifikatioun fir den Dokter all fënnf Joer.

E frappant Beispill vun dem Wëssenstand ass zum Beispill dat - dat ass just nëmmen ee Beispill - vun de Kanner, déi méi gestuerwe sinn (mort subite) well se am Bett op de Bauch geluecht goufen. Haut ginn d'Kanner erëm, wéi och fréier, op de Réck geluecht.

Mir krute weider Qualitéitsetüde virgestallt, wéi den Dépistage du cancer colorectal, vum Aspirine dans le traitement ou la prévention dans le traitement de maladies cardio-vasculaires. Si sinn alleguer am schréffleche Rapport festgehalten an ech ginn elo net méi dorobber an.

Mir haten an der Kommissioun och eng kritesch Appréciatioun zur wëssenschaftlecher Approche. Eng Minoritéit an der Kommissioun mengt awer et misst een d'Approche, op déi d'Schoulmedezin ëmmer Referenz mécht, nuancéieren. Et gëtt Medikamenter wou gemengt gouf, si hätten no wëssenschaftleche Kritären hir Effikassitéit bewisen, duerno awer gouf de Géigendeel bewisen a si hu misse vum Maart erofgeholl ginn. Aner Medikamenter hunn hir medizi-

nesh Effikassitéit nach net bewisen a bleiwen de Bewäis och nach schëlleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zu de fënnf Praktiken, déi ech virdu genannt hunn, an déi mer an der Kommissioun méi speziell belicht hunn.

Zur Homöopathie hu mer eng ganz fouilléiert Prestatioun gemaach kritt vun engem Médecin généraliste homéopathe, dem Dokter Pascal Neveu, President vum Collège homéopathique aus der Lorraine. Hien ass Generalist mat «orientation homéopathique», hien huet eng ganz klassesch Formatioun, déi e compléiert huet duerch homöopathesch Studien an en huet och zéng Joer laang am Frankräich Homöopathie enseignéiert a schafft ganz gutt mat klassischen Dokteren am Verband zesummen.

Hie mengt, et wär absolut noutwendeg, datt egal wat dem Dokter seng Therapie sinn déi en uwent, sief dat Akupunktur, Homöopathie, Phytotherapie, hien de Kontakt mat der klassischer Medezin iwwert de Wee vun der Formatioun continue muss halen. Gleewen oder net gleewen an alternativ Medezinen, wëllt absolut näischt soen. Et kéim een net an dese medezinnesch Orientatiounen eran, wéi wann een enger Relioun géif bäitrieden. No dem Pascal Neveu sinn d'Haauptpunkten, fir d'Homöopathie ze verstoen, déi folgend:

1. de Prinzip vun der Similitude;
2. de Prinzip vun der Infinitésimalitéit;
3. de Prinzip vun der Globalitéit.

De Professor huet op e Rapport vum Ordre national des médecins vun 1997 higewise, mat enger ganzer Rei vu Konklusiounen, déi haut och nach ëmmer valabel wäeren. Ech wëll doraus en Deelpunkt zitieren, well en identesch ass mat de Vuë vun eiser AMMD: «Chaque médecin est tenu d'entretenir et de perfectionner ses connaissances non seulement en Homéopathie mais aussi dans le cadre de sa qualification de participer au service de garde...» an esou weider. Dat steet och am franséische Code de déontologie médicale.

A Frankräich kann een Homöopath ginn, wann ee säi medezinneschen Diplom huet mat dann nach enger Formatioun vun dräi Joer, déi op aacht verschidde Fakultéiten a Frankräich ugebuede gëtt.

Wat d'Beweise vun der Valeur vun homöopathesche Medikamenter ubelaangt, esou ass den Dokter Neveu net géint de Prinzip vun der Noutwendegkeet vu randomiséierten Etüden an och en double aveugle fir Resultater ze kréien, déi wëssenschaftlech beluecht sinn. Awer, seet hien, et wier net méiglech déiselwecht Schemaen ze huelen, wéi dat bei der klassischer Medezin de Fall ass.

Wat den ekonomeschen Aspekt vun der Homöopathie ubelaangt, esou deklaréiert hien, datt hien a senger Praxis 40% méi bëlleg wier wéi seng Kolleegen Dokteren an der Schoulmedezin. A Frankräich wäeren déi homöopathesch Mëttele ronn véiermol méi bëlleg wéi déi aner Medikamenter.

Eis Kommissioun relevéiert, datt wa verschidde Etüden eng gewëssen Effikassitéit bewisen, bei Krankheete wéi Gripp, Migrän, Inflammatione vun de Schleimhant vum Mo, sou kënnen net all Krankheete mat homöopathesche Mëttele geheelt ginn. Psychosomatesch Perturbatiounen, jo, Lésiounen un Organer awer net. D'Kommissioun ënnersträicht, dass Homöopathie bei verschidde funktionelle Krankheete ka gutt sinn, datt et awer net d'Haapttherapie ka si bei akute Krankheeten, wéi Kriibs an Diabetes.

Här President, mir wollten och d'Apdikter héieren, fir hir Meenung

iwwert d'homöopathesch Mëttele ze héieren. De Syndikat vun den Apdikter huet eis d'Madame Edmée Max delegéiert, déi eis hir Ausféierungen an hirem eegenen Numm gemaach huet. Si huet eis d'Basisprinzipie vun der Homöopathie explizéiert an eis verschidde Referenzouvrages presentéiert. Ech referéieren hei och op de Bäitrag vum Dokter Neveu, wou Rieds geet iwwert de Prinzip vun der Similitude.

En homöopathesch Mëttel kann een definéieren als e Medikament wat hiergestallt gëtt aus Produkter, Substanzen oder Zesummesetzungen, genannt «souches homéopathiques». Dës Souché kënnen reng chemesch Produkté sinn. Si kënnen aus Planzen hiergestallt ginn, awer och d'origine animale sinn.

D'Madame Max huet och relevéiert, datt et kann zu Niewewirkungen kommen, wéi chronesch Vergëftungen duerch toxisch Metaller, wéi Merkur, Plomb, Cadmium an Arsenik, an och duerch planzlech Produkter kann et zu Vergëftungen an Allergien kommen. Et muss een awer ënnersträichen, datt et och an der klassischer Medezin Medikamenter gëtt, déi oft schwéier Niewewirkungen hunn.

D'Madame Max huet och nach ënnerstrach, datt d'Homöopathie total konterindiquéiert ass bei de meeschte schwéiere Krankheete wéi bei deenen, déi ech elo grad scho genannt hunn, wéi Kriibs an Diabetes.

Dann huet sech d'Madame Max och ausgeschwat fir de Remboursement vun den homöopathesche Mëttele duerch d'UCM. Wat d'Formatioun vun den Homöopathen ubelaangt, seet d'Madame Max, datt den Dokter muss déi klassesch Formatioun vum Medeziner gemaach hunn, ier en eng Spezialisatioun an der Homöopathie kann drunhänken.

Här President, mir hu vum Professeur Michel Kopp e ganz kriteschen Exposé gemaach kritt wat déi medezinnesch Valeur vun der Homöopathie wär. Hien huet eis verschidde Etüde virgestallt, zum Beispill «Homéopathie et syndromes grippaux, Homéopathie et prévention de la douleur, Homéopathie et traitement des céphalées, Homéopathie et traitement des ver-rues».

Ech kann hei net op all dese Etüden agoen. Ech wëll awer nach relevéieren, datt de Professor och op déi ganz schwéier Situatioun hieweist an där de Patient sech befënn, wann e vun der klassischer Medezin keng Hoffnung méi kann erwaarden. Et ass dann oft esou, datt e sech dem Esotereschen oder Mageschen zou géif wenden. Mir hunn dorops den Dokter Pascal Neveu gefrot, wat hien dann zu de ganz kriteschen Ausféierung vum Professor Kopp géif soen. Hien huet gemengt, déi Schlussfolgerungen, déi vum Professeur Kopp op Grund vun de genannten Etüde gezu ginn, wäeren net richtig, well déi gewielte Kritären, wéi évaluéiert gouf, net de spezifische Charakteristike vun der Homöopathie géife Rechnung droen. Ech soen dat hei ënnert der Kontroll vum Här Colombero.

Här President, ech kommen net méi op déi ganz kritesch Bemierkung vum Professor Kahn zréck. Vläch nach just, datt hie relevéiert huet, datt verschidde Medikamenter net hu brauchen de Bewäis vun hirer Effikassitéit ze bréngen. Zum Beispill de Penicillin, de Cortison a Streptomycine, wou bei hirer Entdeckung Patient geheelt goufen, déi virun zum Doud veruerteelt woren.

Ech kommen elo zur Osteopathie. Do wëll ech bemerken, datt mir zwou schréfflech Stellungnahme kritt hunn. Eng éischt vum Osteopath Pascal Breitenberger, an dunn eng zweet vun der ALDO, der Association luxembourgeoise de l'ostéopathie. Ech muss hei agestoen, datt mir initialement net woussten,

datt et d'ALDO géif zu Lëtzebuerg ginn. D'Osteopathie ass eng Form vu Soin médical, gegrennt op d'Idien, déi bis op den Hypokrates zrëckginn, dem Grënner vun der Medezin. D'Philosophie vun der Osteopathie konzentriert sech op d'Unitéit vun alle Systemer vum mënschleche Kierper. Ech muss hei op eise Rapport verweisen, wou mer op d'Definition hiweisen, déi 1987 op der Convention européenne d'ostéopathie ausgeschafft gouf.

Ech ginn och net op d'Situatioun an den europäesche Länner an, déi ganz verschidden ass. Fakt ass awer a muss bleiwen, dass net jidder sech kann Osteo nennen, wann en net déi noutwendeg Studië gemaach huet, a ganz oft begräift dese Studium fir DO ze ginn, diplomé en ostéopathie, véier bis fénnef Joer Universitätsstudien, plus 1.500 praktesch Stonnen.

Bei eis zu Lëtzebuerg hu mer Kinéen, déi Osteo ubidden, awer och keng Spezialisten. Mir hunn an dem Zesummenhank d'Direktioun vun der Santé an de Médecin-directeur vum Contrôle médical gehéiert. Kuerz resuméiert kann ee soen, dass mer no diesen Aussoe keng nei Profession de santé, also den Osteopath, bei ons géife brauchen. Och hei ginn d'Aussoe wäit auserneen, wéi zum Beispill wa praktizéiert gëtt, dann nëmme vum Dokter. Oder esouguer eng aner Aussoe wat déi amerikanesch Approche zur Osteo ubelaangt, wou vun engem mysteschen an irrationale Kader geschwat gëtt.

D'ALDO huet zu diesen Appréciatione Stellung bezunn a betount, dass et sech bei der Osteo net nëmme ëm manipulativ Techniken a Traitement dréint. Si hunn och verschidden Aussoe bedauert, wou a Charlatanismus Rieds geet. Och a villen anere Beruffer géif et Leit ginn, déi aus dem Kader sprangen. Dofir dierft een awer net eng ganz Profession un de Pranger stellen.

Eis Kommissioun huet relevéiert, dass mer den europäesche Kontext net dierfen aus den Ae verléieren, wou a ville Länner mindestens zum Deel schonns d'Profession vum Osteo unerkannt a reglementéiert ass. Wou et drop ukënn, dass fir de Beruff auszeüben, et op d'Schoule muss ukommen, déi zum Diplom féieren.

Ech wëll mer hei nach eng perséinlech Remarque erlaben. Et gëtt och Dokteren, déi Osteo a Chiropraxie uwenden. Och fir si muss gëllen, dass déi noutwendeg Ausbildung besteet. Dat kënne keng Cours par correspondance sinn.

Här President, den nächste Punkt, dee mer an der Kommissioun behandelt hunn, ass d'Chiropraxie. D'Chiropraxie ass eng chinesesch Medezin, déi säit méi wéi 5.000 Joer an den östleche Länner an och soss uechtert d'Welt ugewant gëtt. Haut gëtt Akupunktur och an Nordamerika, an Ozeanien an och an Europa säit méi wéi 40 Joer praktizéiert. Am Verglach zur traditioneller Medezin gëtt de Kierper als e Ganzt ugesinn. Net nëmme d'Symptomer vun der Krankheet gi studéiert, mä och de ganze Kierper. Esou kënn déi initial Ursaach, d'Source vun der Krankheet terminéiert ginn a vermidde ginn, dass d'Krankheet erëm géif oprieden.

Mir hunn de Professor Michel Kopp ëm seng Meenung gefrot zur Akupunktur. Hien huet eng Etüd zitéiert aus där kënn ervirgoen, dass des Form vu Medezin besser wier wéi den Effet placebo. D'Etüd huet véier Gruppe vu Patiente sulvéiert, déi Rheumaproblemer haten. En éischte Grupp krut homöopathesch Mëttelen. Den zweete Grupp e klasseschen Anti-inflammatoire an de véierte Grupp gouf mat Akupunktur behandelt. D'Etüd huet praktesch déiselwecht Resultater gi wat de Placebo an d'Homöopathie ubelaangt, niddreg Resultater. D'Resultater mam Anti-inflammatoire an der Akupunktur ware par contre besser.

D'Madame Direkter vun der Direktioun vun der Santé huet ons erkläert, dass bis haut all Etüden op grousser Basis net duergaange wäeren, fir d'Effikasitéit vun der Akupunktur du point de vue scientifique ze bewiesen. An Däitschland leeft momentan eng nei grouss Etüd, déi dräi Joer dauert, an déi op strengste wëssenschaftleche Kritäre baséiert. No diesen dräi Joer soll dann decidéiert ginn, ob d'Sécurité sociale rembourséiert oder net. Mir kruten och erkläert, dass haut an Däitschland verschidde Keesen Akupunktur rembourséieren. D'Madame Direkter féiert dat op d'Konkurrenz zrëck, déi an Däitschland tëschent de verschiddene Keese besteet. An Däitschland sinn am Joer 2001 ronn 600 Milliounen DM fir Akupunktur rembourséiert ginn.

Zur Chiropraxie, Här President, hu mer de 5. März 2003 den Här Louis Stephany gehéiert, Dokter fir Chiropraxie. Den Här Stephany huet explizéiert, dass d'Chiropraxie eng Profession ass mam But de Patient erëm gesond ze maachen, a fir dass en dann och gesond bleift. E Chiropraktiker konzentriert seng Interventiounen op d'Relatioun vum Nervensystem mat allen anere Kierperdeeler. Et gëtt net op Medikamenter a Chirurgie zrëckgegraff.

Et wär illusoresch ze gleewen, dass ee kënn Chiropraktiker gi mat Stagen, iwwer Séminairen oder par correspondance. Den Här Stephany ass ganz strikt géint all Form vu Scharlatanismus. Hien huet och beschriwwen, wat fir eng Schoulen ee muss besicht hunn, fir den Diplom Dr. a Chiropraxie ze kréien, den DC. Den Diplom gëtt ausgestellt u Schüler, déi nom Bac nach eng Formation universitaire vu sechs Joer gemaach hunn. An den USA sinn et 7 bis 8 Joer. Déi meescht Schoule sinn effektiv an den USA an an England.

Den Här Stephany huet eis eng Dokumentatioun zoukomme gelooss wat déi akademesch Formatioun ubelaangt. Hien ënnersträicht, dass d'Chiropraxie eng Formation de haut niveau verlaangt. Well deem esou ass, géif et ower eng Proliféeratioun vu Manipulateuren, déi emol méi, emol manner forméiert ginn. Légifériere wier noutwendeg, fir de Patient ze schützen. Datselwecht gëllt fir den Titel vum Chiropraktiker ze schützen. D'Qualitéit vun der Formatioun muss de Kritär vun der Selektioun sinn.

D'Membere vun der Kommissioun kruten och eng Rei vun Témoignagen, déi mat Succès mat Chiropraxie behandelt gi sinn. Accidenter bei Manipulatione wiere ganz rar, wat awer net verhënnert, dass de Chiropraktiker vun enger Assurance professionnelle muss couvréiert sinn. Den Invité huet eis signaléiert, dass d'Chiropraxie an der Belsch als Gesondheitsberuff unerkannt ass, an dass de Patient pro Behandlung 10 Euro vun der Sécurité sociale rembourséiert kritt, mat enger begrenzter Zuel vu Behandlungen.

Am Laf vun onsen Aarbechte krut d'Kommissioun eng kategoresch Oppositioun zur Chiropraxie vum Collège médical matgedeelt. Hei gëtt gemengt, et géif sech ëm eng Technik handelen, déi net eng Preuve vun Effikasitéit bruecht hätt, an déi als illegal, geféierlech a schiedlech anzestufe wär. Si soen, déi klassesch Medezin dierft de Gesondheetsterrain net deenen iwerloossen, déi an enger gewësser groer Zon operéieren, an dat ouni Kontroll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wollten an der Kommissioun och net de psychologieschen Aspekt négligéieren. Mir haten als Invité den Här Lucien Nicolay, President vun der Société luxembourgeoise de psychologie adlérienne. Dësen Numm kënn vum Psycholog Alfred Adler, deen e Schüler vum Sigmund Freud war. D'Psychotherapie ass als eng akademesch Disziplin unzegesinn, déi op eng empiresch Approche ba-

séiert. Hei ginn all psychologiesch Traitementmethode gebraucht, fir psychesch oder psychosomatesch Troublen ze heelen.

Wichtig ass d'Relatioun tëschent dem Therapeut an dem Kranken. Opgrond vun Interventiounen versicht den Therapeut de Comportement, d'Laun an d'Aart a Weis wéi de Patient reagiert, ze veränneren. D'Psychotherapie gräift net op biochemesch Mëttelen oder biologesch Moyenen zrëck.

Den Expert huet insistéiert, dass et misst zu enger Prise de conscience komme vun de responsables Acteuren am Gesondheitswesen, besonnesch wat d'Unerkennung ubelaangt vu psychotherapeutischen Interventiounen à caractère préventif, curatif a réhabilitatif. Des Prestatiounen misste vun der Sécurité sociale en charge geholl ginn. Esou Interventiounen kënnen dem Patient laang Joren un Traitementen spueren, déi ganz deier sinn. De Rapport Käschten-Effikasitéit wär ganz favorabel.

Den Här Nicolay huet nach gesot, dass am Kader vun der UCM verschidde Sozialpartner de Wonsch geäussert hätten, dass Akte vun de Psychotherapeute vun der Keess sollten iwwerholl ginn, an dass de Patient sech kéint direkt un de Psychotherapeut wenden ouni domadder d'Kollaboratioun zwëschen Psychiater a Psychotherapeut a Fro ze stellen.

Här President, d'Kommissioun huet zrëckbehalen, dass laut der jëtzege Législatioun de Psycholog net als e Professionnel de santé assimiléiert ass. Et gouf och gemengt, dass eng Prise en charge am richtige Moment sécher e wichtige Facteur am Heelungsprozess kann duerstellen. En Deel vun der Kommissioun ass der Meenung, dass d'Prise en charge laangwiereg an deier Traitementen kéint erspueren. D'Kommissioun ass awer der Meenung, dass den Diagnostik vun enger psychescher Krankheet vum Dokter, am Prinzip vum Psychiater misst erstallt ginn, deen dann un de Psychotherapeut iwwerweist.

Et gëtt och regrettéiert, dass d'Psychotherapie oft vernoléisst gëtt. Am Kader vun Entrevuë kënn de Patient iwwerzeegt ginn, dass hien net richtig krank wär, dass awer seng Problemer op funktionell Stéierungen zrëckzeféiere wäeren.

Här President, aus Zäitgrënn kann ech net op all d'Kapitelen aus eise Rapport agoen a kommen elo kuerz zu de Konklusiounen.

Mir ass opgefall, dass all net konventionell Praktike mä och déi klassesch Schoulmedezin behaupten, de Patient misst als e Ganzt gekuckt ginn, an et géif net duergoen, d'Krankheet ze heelen, mä och d'Ursaach vun der Krankheet misst eliminéiert ginn. D'Kommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale ass der Meenung, dass mir eis konstant musse selwer a Fro stellen, och wat d'Evolution vun de wëssenschaftlechen Erkenntnisser an der Medezin ubelaangt. Mir ënnersträichen och d'Noutwendegkeet vun enger riguréiser wëssenschaftlecher Approche. Mir mussen also déi komplementar Praktike mat der wëssenschaftlecher Medezin konfrontéieren.

Mir wëssen och, dass déi finanziell Méiglechkeete vun der UCM beschränkt sinn, an dofir musse mer eis op Produiten an Techniken beschränken, déi d'Preuve vun der Effikasitéit bestanen hunn. Mir sinn der Meenung, dass de Patient muss am Mëttelpunkt vun der Medezin stoen a plädéieren derfir, dass nëmme héich qualifizéiert Persounen medezinnesch Beruffer dierfen ausüben. Eis Bierger musse virun alle Forme vu Scharlatanismus a Sektarismus beschützt bleiwen. Et ass och richtig, dass an der konventioneller Medezin et

Imperfeciounen gëtt, déi musse re-dresséiert ginn. D'Kommissioun betount, dass d'Schoulmedezin alles muss ënnerhuelen, fir dass d'Patiente beschtens soignéiert ginn. Et ass och wichtig, dass d'Patiente richtig informéiert ginn a sech kengen Illusiounen higinn, wat verschidde komplementar Praktiken ubelaangt. Wéi gesot, et sinn der iwwer 200.

Och homöopathesch Mëttelen kënnen géfteg sinn. Manipulationen un der Wirbelsail kënnen geféierlech sinn. En général hale mer fest, dass schwéier Krankheete wéi Kriibs oder Diabetes net mat komplementäre Medezinne kënnen geheelt ginn.

D'Recommandatiounen vun der Kommissioun hu mer an enger Motion zesummegefaasst, déi vu Verrieder aus der DP, der CSV, der LSAP an dem ADR ënnerschriwwen ginn ass. Des Motioun baséiert och op deem wat an Europa en marche ass a wat mir an der Kommissioun kontradiktöresch erlieft an diskutéiert hunn. Här President, ech wollt lech domadden des Motioun iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- *la résolution adoptée le 29 mai 1997 par le Parlement européen sur le statut des médecines non conventionnelles demandant à l'Union de s'engager dans un processus de reconnaissance des médecines non conventionnelles après élaboration d'études nécessaires;*

- *la résolution 1206 du 4 novembre 1999 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe invitant les États membres à promouvoir la reconnaissance officielle des médecines non conventionnelles dans les facultés de médecine et à encourager leur pratique dans les hôpitaux, arguant qu'il est préférable de donner un cadre légal aux médecines non conventionnelles, plutôt que de mener une pratique trop libérale en la matière;*

- *la résolution WHA56.31 du 28 mai 2003 de l'Assemblée Mondiale de la Santé priant les États membres de mettre en oeuvre des politiques et réglementations nationales pour favoriser l'utilisation adéquate de la médecine complémentaire;*

- *le fait que de nombreux États membres de l'Union européenne réglementent certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles;*

- *le fait qu'un nombre non négligeable de personnes ont recours à des pratiques médicales non conventionnelles et ce en dehors de toute réglementation;*

- *que la médecine conventionnelle est et restera la base de notre système de santé;*

- *que seul le corps médical est habilité à poser des actes diagnostiques et faire des prescriptions thérapeutiques en vue d'une prise en charge par l'UCM;*

invite le Gouvernement

- *à réglementer en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, notamment en ce qui concerne les formations et les qualifications des prestataires;*

- *à compléter la liste des professions de santé prévue dans la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé par les professions de chiropraticien et d'ostéopathe;*

- *à préciser plus particulièrement les formations requises et les qualifications nécessaires aux médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie;*

- *à entamer les démarches nécessaires en vue du remboursement de ces actes sur base d'une prescription médicale.*

(s.) *Niki Bettendorf, Simone Beisel, Jean Colombero, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf.*

Dir Dammen an Dir Hären, mir, als President vun der Kommissioun als Net-Medezinner, war et eng Eier mat der Kommissioun diesen Débat ze preparéieren. Dräi Dokteren, een Apdikter, e ganz beliesene Gesondheitsfan, plus all déi aner Kollegen, Experten an Invitéen hunn all gutt matgeschafft, an dofir e grouse Merci.

Vun deser Plaz aus wëll ech menger Hoffnung Ausdrock ginn, dass mir mat eiser Aarbecht eist Gesondheitswesen e Stéckelche weiderbruecht hunn. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Merci dem honorabelen Här Niki Bettendorf. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf ageschriwwen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, firwat haut diesen Débat d'orientation? Firwat iwwerhaapt ass e Positionnement am Beräich vun den Alternativmedezinnen hei zu Lëtzebuerg blutnoutwendeg?

Do gëtt et emol op där enger Säit d'Niewewirkung vun der sou genannter Mondialisation, déi net nëmme wirtschaftlech Effekter huet. Lëtzebuerg ass keng Insel, an de Flux informationnel an der Welt, dee sech duerch esou Prozesser ergëtt, dee geet net laanscht Lëtzebuerg, mä mécht sech och hei bemierkbar.

Derniewent gëtt et an eise Land méi wéi 150 Natiounen vu Matmënschen, déi zesummeliwwen, zesammen d'selwecht krank ginn, zesammen d'selwecht gesond bleiwen. Eng multikulturell Plate-forme, déi Potenzialitéiten enthält, déi eise Gesondheetssystem zousetze kënten, wa se eng Eegendynamik entwéckele géifen, wou et also rotass ass eng kloer Sprooch ze schwätzen a sech elo ze positionéieren duerch kloer Aussoen an alle Beräicher vun eise Gesondheetssystem, well Alternativmedezinne si Partie intégrante vun esou engem System.

Dernieft ass de Politiker och responsabel fir d'Gesondheitspolitik, déi a sengem Land gemaach gëtt. Froe wéi, wéi gesond ass eis Bevölkerung, wéi gesond spiere mir eis, si wichtig Froen. A gesond sinn heescht net nëmme, dass ee keng Krankheet huet, mä wéi wuel fille mer eis wierklech am Alldag. A grad diesen Aspekt ass e wichteg Stéck Liewensqualität, ass eng Problematik, déi kee Politiker kal loosse kann.

Vill Medikamenter am Alldag, vill Selbstmorde schwätzen eng kloer Sprooch hei zu Lëtzebuerg. Vill Matmënsche fille sech also net wuel, vill Mënsche sichen no Alternativen op der Sich no Gesondheet am Sënn vun der Frostellung vu virdrun.

Preventiv Gesondheitspolitik, Här Minister, kann hei munches bewierken, mä wann et esou ass, dass de Mënsch sech net méi wuel fillt, net méi gesond fillt, da gräift en oft an ëmmer méi oft op alternativ Medezinnen zrëck. Hei spillen also déi alternativ Medezinnen, och komplementar Medezinne genannt, eng grouss, eng ëmmer méi wichtige Roll. Och aus diesem Bléckwénkel eraus besteet Handlungsbedarf.

D'Politik muss hir Responsabilitéit iwwerhuelen duerch informativ Moossnamen. Dës sollen eise Matmënschen e gewëssenen Duerchbléck erlaben duerch eng kloer novollzéibar Haltung, fir dass de mëndege Bierger sech eng Meenung bilde kann. D'Behandlungsan d'Berodungsmethode sollten dofir iwwerducht ginn, fir dass klassesch an Alternativmedezin sech bei Bedarf als komplementar kënnen verstoen.

Alternativmedezin gëtt jo effektiv oft als komplementar Medezin verstanen. Et geet hei net drëm fir verschidde sou genannten Therapie-salonfäeg ze maachen, mä et geet drëm, e gewëssenen Duerchbléck ze kréien an den Therapieméiglechkeeten, déi et haut an hei an eisem Land gëtt, fir, wéi de Fransous seet: „pour faire la part des choses“. Den Informatiounsfloss an eiser Gesellschaft war nach ni esou grouss, mä d'Desinformatioun war och nach ni esou einfach. Wéi eng medezinesch Leeschtungen a wéi engem Kader kënnen hei zu Lëtzebuerg prestéiert ginn? Dëst sinn d'Schlësselfroen zu deem Rapport iwwer Alternativmedezinen.

Mä dës Froe verstet sech och an engem regionale Saar-Lor-Lux-Kontext, jo esouguer an engem EU-Kontext. Medezinesch Leeschtungen kënnen op all Niveau hei zu Lëtzebuerg an iwwert d'Grenzen eraus prestéiert ginn. Mir mussen Kloertext schwätzen a kucken, awéifern mir eise Bierger hei am Land verschidde Leeschtungen ubidde wëllen oder och net. Dëst heescht, dass reglementéiert muss ginn. Dëst heescht awer net, dass onbedéngt rembourséiert muss ginn. Hei sollt awer de Gedanken, eng komplett medezinesch Versuergung hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, mat an d'Iwwerleeungen afléissen.

Dës Iwwerleeunge si jo och agefloss deemools wéi mer hei an der Chamber doriwwer diskutéiert hunn, ob mer hei zu Lëtzebuerg sollten eng Häerzchirurgie aféieren, ob mer hei zu Lëtzebuerg sollten d'Radiotherapie exercéieren.

Virop eng interessant Feststellung: Wéi ech dëse Rapport ugefaangen hunn ze schreiwen, hunn ech geduecht: Géi emol op den Internet an da kucks de, wann s de dat Wuert „Alternativmedezin“ agëss, wéi vill Äntwerten do entstinn. Wann een do op de Google Däitschland nëmme geet an et tippt een „Alternativmedezin“ an, da kritt een eng Äntwert no 0,2 Sekonde vun 62.300 Resultater. Dat beweist also, dass dat eng Problematik ass, déi d'Leit beweegt. Esou en einfache Geste weist kloer d'Dimensioun vun dëser Problematik. Wéi verhält sech elo d'Politik am grouse Ganzen zu der Alternativmedezin?

■ **M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.** - Här Halsdorf!

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Ja, wie wollt do eppes soen? Den Här Bettendorf.

■ **M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.** - Just eng kleng Rektifikatioun. Dir hutt gesot, „wou ech dëse Rapport geschriwwen hunn“. Dir hutt vun Ärer Ried geschwat, net vum Rapport.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Entschëllegt, dat war e kleng Lapsus. Dat ass ganz richtig, Här Bettendorf, ech wollt lech dee Mérite, deen Der hutt, an ech kommen nach dozou dat och feststellen, dass Der eng gutt Aarbecht gemaach hutt mat Ärer ganzer Équipe, dee wollt et lech sécherlech net huelen. Dat do war e Lapsus. Mä wéi ech dës Ried oder dës Interventioun geschriwwen hunn, hunn ech déi Iddi kritt, an do kënt Der jo feststellen, dass dat effektiv wierklech immens vill ass, 62.300 Resultater an 0,2 Sekonden, et ass wierklech also eppes, wat een net kal losse kann.

Wéi verhält sech elo d'Politik am grouse Ganzen zu der Alternativmedezin? Dës huet global gekuckt eng Vergaangeneheet, déi an den eenzelne Länner verschidde gelieft gouf, an huet sech och variabel an déi eenzel Gesellschaftsbiller vun eisem Europa an och vun der ganzer Welt agebaut. Fir dës Evolutioun gëtt et keng Nullaachfofzengléisung, keng einfach, universal, allgemeng Approche. Dëst beweisen och déi legislativ Äntwerten, déi an den eenzelne Länner vun

der EU fonnt gi sinn, d'Appréciatiounen an den eenzelne Länner. De Rapporteur, den Här Niki Bettendorf, ass jo och dorop agaangen.

Ech wëll hei e puer Beispiller nach eng kéier ginn. Dat belscht Gesetz vum 29. Abrëll 1999, wou Akupunktur, Chiropraxis, Homöopathie an Osteopathie e legale Kader kréien, eng offiziell Unerkennung. Ech wëll zum Beispill d'Schweden eraushuele wou alternativ Therapien net automatesch erëmbezuelt ginn duerch d'Sécurité sociale, mä si ginn awer och net ausgeschloss. Ech kann Däitschland huelen, wou d'Heilpraktiker jo säit 1939 am däitsche System fonctionnéieren, oder och England, wou dee System seng Spezifitéiten huet. Hei gëtt et zum Beispill generell keng Formatiounskritäre fir Alternativmedezin auszeuben, et gëtt also keng speziell Oplagen.

Wann ech d'Bilanz hei zu Lëtzebuerg maachen, muss ech feststellen, dass mer scho säit Ufank vun den 90er Joren hei an der Chamber iwwer gesetzlech Démarchen an deem Beräich schwätzen, zu alternativen Therapien, mä konkret ass am Fong geholl bis elo nach näischt derbäi erauskomm. Dofir, wéi verhält sech hei zu Lëtzebuerg d'Politik par rapport zu der Alternativmedezin? Tatsächlech ass et bei eis net besser an och net anescht wéi am Ausland. Et ass och hei zu Lëtzebuerg schwierig fiabel Donnéeën ze kréien iwwert d'Alternativmedezin. Et ass eng Demande do, dat gesäit jiddferen, dat weess jiddferen. Gewosst ass och, dass vill Leit iwwert d'Grenze ginn, op eegen Initiativ, fir alternativ Behandlungen ze kréien. Dëst sinn alles individuell Démarché vun Einzelnen op eegene Risiko. Dofir sollt och hei zu Lëtzebuerg léigiféiert ginn, dann hëlt de Politiker seng Responsabilitéit a gëtt dem Bierger eng Méiglechkeet, dës Servicer oder offiziell hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Mä wou läit hei d'Wourecht am Fong geholl? Wat sinn d'Parametere, déi fiabel genuch sinn, dass se déi oder déi Behandlung justifiéieren, an zwar esou, dass keen onnéidege Risiko fir de Patient entsteet, esou dass aus deem Ganzen e positiven Output - dat wär, mengen ech, déi Terminologie, déi een haut kënt huelen, - erauskennt? Ech mengen, dëst wär eng richtig Émschreiwung fir ze weise wou de Risiko läit a wou d'Problematik läit. Mä dësse Risiko muss een och géréieren, dat heescht, et muss een och reglementéieren, dass Leit ouni Qualifikatioun esou Aktivitéiten an der alternativer Medezin net esou einfach kënnen virhuelen.

Dofir mussen mer kloer Spillregelen opsetze fir dëst auszeschleissen. Dëst heescht och dem Okkulten, et ass och virdu schonn ugeklongen, dat ni ganz aus eiser Gesellschaft verschwënnt an och net aus anere Gesellschaften, fir deem nëmme keng Chance ze ginn. An dësem Aspekt vun där ganzer Problematik sollt een och ëmmer am Hannerkapp behalen.

Wann ech elo politesch Tatsaachen hei wëll opféieren, géif ech mech op zwee Stéck beschränke fir och d'Diskussioun unzefänken an zwar déi, op där enger Säit, vum CSV-Wahlprogramm vun 1999, wou drastoung: „Die CSV befürwortet die Therapiefreiheit. Bewährte Heilmethode wie die Akupunktur und Homöopathie sollten sich entfalten können. Die Patienten dürfen jedoch nicht durch fragwürdige Heilmittel, Leistungs- und Therapieangebote gefährdet werden.“ Hei gëtt Kloertext geschwat, hei gëtt gewise wou et higeet, an op där Schinn fuere mer jo och de Moment.

Eng aner Tatsaach steet am Koalitionsofkomme vum August 1999, an déi geet eis och eppes un, do steet dran: „Le Gouvernement entend procéder, tout en évitant des abus possibles, à la reconnaissance de certaines formes de mé-

decine alternative, et envisage une éventuelle intégration des traitements et médicaments dans la liste des actes et médicaments remboursés par la Sécurité sociale.“ Fazit: Hei gëtt kloer de Wellen ausgedréckt fir Neel mat Käpp ze maachen.

Eis medezinesch Wuerzelen, déi an engem klassesche Kontext leien, déi jo op der „evidence based medicine“ baséieren, also op Fakten, déi wëssenschaftlech bewiese kënnen ginn, dat heescht Fakten, déi programmabel a widderhuelbar sinn, déi däréi een net a Fro stellen. Dëse Prinzip, op deen eis Medezin hei am Okzident, also an eise Breitegraden, opsetzt, ass unantastbar, géing ech soen. Mä doriwwer eraus bleift awer Spillraum fir aner Iwwerleeungen. Wéi ass et zum Beispill mam Risikopotenzial fir de Patient bei alternativen Therapien? Hei e puer Iwwerleeungen. Huele mer zum Beispill d'Akupunktur. Et gëtt gesot, si wär effikass bei Iwwelzegkeet an Iwwerschëdde vu Chemotherapien. Si gëtt och benotzt fir opzehale mat fëmmen. Si gëtt benotzt fir ofzuehelen. Fazit vun dëse puer Applikatiounen: Et ass kee Risiko fir de Patient derbäi, wat eng positiv Approche aus deem Bléckwénkel eraus ass.

Generell gekuckt ass et och esou, dass den diploméierte Medeziner beim Ausübe vu sengem Beruff verschidde Behandlungen an Diagnosen duerchféiere kann, an dat ëmmer am Interesse vum Patient an esou, wéi dat dem Patient säi Gesondheetszoustand verlaangt. Dëst muss ee sech ëmmer virun Aen halen an et muss een och wëssen, dass den Dokter oder de Medeziner bis zum Schluss responsabel fir säin Handele bleibt. Hie kann also, wann en an deem Kader praktizéiert, doriwwer eraus an exceptionellé Fall - an do beriff e sech op den Artikel 14 vum Code de Déontologie - och onkonventionell, net wëssenschaftlech erprouften Therapien duerchféieren an dat esouwäit d'psychesch Elementer beim Patient dat verlaangen. Et ass wichteg, mengen ech, dësen Aspekt ervirzesträichen, well hei läit d'Kromm an der Heck, géif ech soen, oder hei gëtt d'Saach ganz komplex, well eng Krankheet net nëmme an kollektive Kontext organesch Originen huet, hei kënnen och psychesch Grënn an d'Krankheitsbild mat erafléissen, an déi maachen d'Problematik sécherlech net méi einfach. Hei kann also ganz kloer eng alternativ Behandlung an d'A gefaasst ginn.

De Medeziner huet jo u sech eng Obligation de moyens a keng Obligation de résultats. Dofir kënnen klassesch an Alternativmedezin an d'A gefaasst ginn. Den Dokter versicht jo, oder de Medeziner versicht jo mat sengem Wëssen de Maximum an engem Krankheitsbild ze maachen an dat nom klassesche Modell, mä e kann och Alternativmedezin benotzen, wa keng seriö Risiko do sinn, fir e Resultat ze optimiséieren.

Wéi sollen elo, an dat soll jo haut hei och diskutéiert ginn, dës Behandlungsmethoden unerkannt ginn? Ech géif soen, dës Methode sollen nëmme duerch Professioneller aus de Gesondheetsberuffer ausgeübt kënnen ginn. Dat kënnen Doktere sinn oder och aner unerkannte Gesondheetsberuffer. Dës komplementar Alternativmedeziner verstet sech nëmme am Kader vun der konventioneller a wëssenschaftlecher Medezin. Déi eenzel Akte mussen kloer definéiert ginn, an de Rembursement vun dëse Methode kann also schonn deelweis am Kader vu klassesche Konsultatiounen geschéien, awer net exklusiv. Hei mussen och kloer Regelen opgestallt ginn.

Ech wollt elo speziell op e puer eenzel Elementer agoe vum schrëfleche Rapport. Mir hunn eis jo do nom Prinzip: „Qui trop embrasse mal étreint“ beweegt an eis op e puer Beräicher focaliséiert. Ech wollt kuerz déi eenzel Beräicher analyséieren an déi néideg Konklusiounen zéien.

Fir d'alleréischte an der Homöopathie. Ech wëll hei net méi - ech mengen, dat huet de Rapporteur, den Niki Bettendorf, exhaustiv gemaach - op de Basismechanismus vun der Homöopathie zrëckgoen, deen am Fong geholl op enger Analogie oder enger Ähnlechkeet baséiert, a wou een am Fong geholl am Sens large kënt prinzipiell Parallellismen zéien zur Impfung oder zur Desensibiliséierung.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wann een awer an engem strikt wëssenschaftleche Kontext sech beweegt, ass et schwéier der Homöopathie de Feu vert ze ginn, well se ass nach net genuch wëssenschaftlech évaluéiert, ob-schonn se zum Beispill awer eng europäesch Pharmacopée huet. Kuckt een awer d'Realitéit, den Alldag, da muss ee feststellen, dass se ganz beléift ass, dës Homöopathie. Déi Medezinner hei zu Lëtzebuerg, déi Homöopathie praktizéieren, sinn ausgelascht an et ass net einfach Rendez-vousen ze kréien. An den Apdikte gëtt och fläisseg ëmgesat.

Mir hunn also hei eng Réalitéit, déi een net ignoréiere kann, déi een net méi ignoréieren däréi. A freet een och emol den eenzelne Patient, deen homöopathesch Produkter gebraucht, muss ee feststellen, dass et beim Einzelnen Erfolgsergebnisse gëtt, esou zum Beispill bei funktionellen a psychosomatesche Krankheeten. Des Weidere kann een och net ignoréieren, dat ausgebildete Medezinner dës Spezialisatioun als Zousaz zu hirem klassesche Wëssen - et si jo dräi Joer Zousazstudium a Frankräich - asetzen, a vernünfteg a justifiéiert am Interesse vum Patient handelen. De Code de Déontologie setzt dat jo och voraus, an dës Package weist eng gewësse Garantie, dass hei keng Abüe gedriwwen ginn.

Et muss een dovun ausgoen, dass dës Fachleit hiren therapeutischen Arsenal duerch d'Homöopathie compléiert hunn an dëst nom klassesche Prinzip, dem Verhältnis, dee ganz wichteg ass an der Medezin, Benefiss-Risiko, mam absoluten Zil natierlech fir de Patient ze heelen. Bei akute Krankheitsbiller, wéi Kriibs, infektiös Krankheeten an esou weider ass d'Homöopathie sécherlech keng Médication de choix. Mä téschent Allopathie, klassescher Medezin, an Homöopathie kënnen synergesch Effekter Entstoen, och well an der leschter Therapierichtung - ech mengen domadder d'Homöopathie - de Mënsch als Ganzen an als Individuum considéiert gëtt, wat oft an der Allopathie ee vun de Mängel ass beim Therapieren.

Duerch dës individuell ugepassten Therapie ass et natierlech och net einfach randomiséiert wëssenschaftlech Doppelblindstudien no klasseschem Modell mat uniformem Protokoll ze maachen, well jo d'Behandlung individualiséiert an net en série ass an dofir generell Regele relativéiert mussen ginn. A condition dat d'Homöopathie vun engem klassesche Medezinner therapiéiert gëtt, bréngt se e Plus fir de Patient. Den Dokter therapiéiert eben aus méi engem groussen Arsenal eraus. An aus esou enger Logik eraus, wann den Traitement vum Dokter um Patient e Ganzt ass, misst och iwwerleucht ginn, ob dat allopathesch an homöopathesch Therapieren als Ganzt mam selwechte Status net och d'selwecht misst am Rembursement considéiert ginn.

Sollt een net, well d'Resultat vun der Behandlung jo am Fong geholl zielt, eng gewëssen Ouverture

maachen? Tatsächlech weess ee jo, dass déi sou genannte Placeboen, déi, wa se vum Apdikter gemaach ginn, och rembourséiert ginn, a sech e Resultat kënnen bréngen. An och homöopathesch Produkter oder homöopathesch Medikamenter kënnen am schlechteste Fall en Effet placebo hunn. Hei hätt een also e Parallelismus an op d'mannst e Resultat. Bleiwe mer awer an der Logik, déi mer säit Mee 2002 hunn, wou et drëm geet, dass ee muss strikt wëssenschaftlech Kritären hunn, an déi als eenzeg an exklusiv Faktore fir de Rembursement gëllen, da bleift natierlech de Status quo, da kënnen mer hei keng Ouverture maachen.

Et muss een awer och wëssen, wann een doriwwer schwätzt an diskutéiert, dat laut alem Artikel 23 an neiem Artikel 22 vum Code des Assurances sociales nach aner Kritäre mat a Betruecht gezu gi fir op d'Positivlésch ze kommen, also fir e Rembursement ze erméiglechen. Déi aner Kritäre sinn: d'Noutwendegkeet, d'Nützlechkeet, déi wirtschaftlech Compatibilitéit, Conformitéit zur Deontologie an d'Effikassitéit vun der Behandlung, respektiv vum Medikament. An all dës lescht Kritären, mengen ech, si praktesch assuréiert, a condition, dass e Medezinner den Traitement mécht, esou dat just am Fong geholl d'Conformitéit zu de wëssenschaftlechen Donnéeën e Fragezeichen opwërft, well laut Interpretatioun d'Preuve vun der therapeutischer Effikassitéit muss nach gi sinn.

Nu gëtt et awer Medikamenter, bei deene positiv Resultater an der Behandlung opzeweise sinn, ouni dat strikt wëssenschaftlech Elementer dat beleéien. Et sollt een also kucken, ob een dësen Artikel net kann esou ëmschreiwen, dass de Geesch vum Législateur, wéi en elo do ass, bestoe bleibt, an trotzdeem e gewëssene Pragmatismus, wat de Rembursement ugeet, bestoe bleibt an do dann eng kleng Ouverture gemaach ka ginn. Sécherlech, an dat wësse mer allegeren, esou eng Approche kascht net d'Aen aus dem Kapp, an iwwert dee Wee kënnen da gewëssen homöopathesch Medikamenter enner bestëmmte Konditiounen rembourséiert ginn, an dat misst sécherlech net zu 100% sinn.

Status quo muss et awer och ginn - an dat schéngt mer ganz wichteg och hei ze rappéléieren, wat de Verlaf vun homöopathesch Medikamenter ugeet -, et sollt een net dat Spillche maachen an dës Medikamenter a Supermarchéen an net an Apdikte verkaufen, well op där enger Säit sinn et Medikamenter, si hunn eng Pharmacopée, an op där anerer Säit, an dat stoung och am schrëfleche Rapport, kënnen dës Medikamenter, wa se falsch agesat ginn, toxesch Niewewirkungen hunn, bei verschiddeenen Dilutiounen. Eng kloer Réglementatioun also vum Therapieren a vum medikamentöse Gebrauch am Beräich Homöopathie drängt sech also op fir Abüen ze vermeiden. A schliesslech sollt een an der ganzer Problematik och net vergiessen, dass, wat de Rembursement ugeet vun homöopathesch Medikamenter, d'UCM eng Tarifautonomie huet, an déi sollt een och respektéieren.

Ech kommen zum zweete Beräich, deen een och in extenso am Rapport ermëfent, dee vun der Osteopathie. D'Osteopathie gouf jo 1874 vum Dokter Andrew Taylor Still an den USA développéiert. Déi heiteg Praktiker baséiere sech op eng Definitioun aus dem Joer 1987 vun der Convention européenne d'osteopathie, eng Basis also, déi 17 Joer al ass. Et gëtt also och hei scho rezent Erfahrungswäerter. A wann ee weess, dat d'Wëssen an der Medezin op 20 Joer, aner Leit soen op 10 oder 15 Joer iwwerholl ass, kann een de Wäert och vun dëser Evolutioun ganz gutt a sa juste valeur evaluéieren. Dëst ass haut an hei wichteg bei der moderner Osteopathie, grad well eben

dat wëssenschaftlech evolutiivt Wëssen am Mëttelpunkt vun dëser Spezialitéit stee.

Déi Diploméiert an der Osteopathie verstinn hire Beruff als eng nei individuell spezifesch medezinesch Approche, als en neie medezinesche Beruff. Aus dem auswärtigen Dossier, deen déi diploméiert Osteopathen eis leider eréischt kierzlech zoukomme gelooss hunn, kann ee verstoen, datt et wëssenschaftlech a politesch Argumenter gëtt, dës Beruffstand schnellstens an eiser Lëtzebuurger medezinescher Landschaft anzeplanzen. D'wëssenschaftlech Argumenter, déi se virbréngen, sinn nämlech net ze verwerfen, an der Form, well hire Studium esou laang ass wéi dee vun de Medezinner - déi diploméiert Osteopathe weisen siwe Joer Studium op - an och um Fong, well hire Beruff baséiert op héich wëssenschaftleche Prinzipien.

A kuckt een déi politesch Argumenter, sou huet a ville Länner vun der EU dës Profession hiren eegene Status a sou verstärkt dat Ganz de Stellwäert vun der Osteopathie an der moderner Medizin. A well dat medezinesch Wëssen net immuabel ass, a well am medezinesche Beräich permanent ugepasst muss ginn, ass och hei d'Politik gefuerdert. Ob dës Beruffstand an eiser Lëtzebuurger medezinescher Landschaft autonom funktionéiere soll, dat muss spëtstens bei de Koalitionsverhandlungen vun der neier Regierung gekläert ginn.

Tatsächlech huet am Lëtzebuurger medezinesche Modell de Medezinner de Monopol vun Therapie a Verschreien, wann een dovun ofgesäit, datt punktuell Zänndokteren am Mondberäich therapéieren ouni onbedéngt Medezinner ze sinn am klassesche Sënn vum Wuert. Wann awer d'Osteopathie horizontal duerch de ganze Kierper behandelt, géif hei am Fall, wou d'Therapie an d'Veschreiwung vum Osteopath ausgefouert géifen, wat an aneren EU-Länner jo schon de Fall ass, hei zu Lëtzebuerg Neiland, eng nei Situatioun entston, wou de Medezinner net méi eleng de Monopol vum Behandelen a vum Verschreien hätt.

Hei sollten also schnellstens Konsequenze vun esou Iwwerleeungen evaluéiert ginn, fir definitiv dem Osteopath seng Plaz an der Lëtzebuurger medezinescher Landschaft ze ginn, als Profession de santé, wëssend och, dass hei d'Tarifautonomie bei der UCM läit, d'Chamber also un éischer Stell net kompetent ass fir dat eent oder dat aner virzeschreien.

Ech kommen dann zur Chiropraxie. An der Chiropraxie gëtt et verschidde Parallelismen zur Osteopathie. Chiropraktiker gëtt et besonnesch am engleschsproochigen Raum. Si hunn ähnlech Formationsdauerer wéi d'Medezinner am Generellen an d'Osteopathen am Speziellen. An dësem Beräich gëtt et vill Manipulateuren, déi therapéieren awer net déi néideg Qualifikatiounen hunn. Eleng aus dëse gewossten Tatsaachen eraus, fir d'Gesondheet vun Patient ze schützen, mécht et Sënn fir hei zu Lëtzebuerg och dësse Gesundheitsberuff prezis ze reglementéieren, an dat iwwert d'Gesetz vum 26. März 1992 vun de Gesundheitsberuffer, d'selwecht also wéi bei den Osteopathen. Dëst misst iwwer e Règlement grand-ducal geschéien an dëst wär näischt Neies, well och aner Länner vun der EU wéi zum Beispill Groussbritannien oder och d'Belgien kennen dës Beruff un - wéi och d'Osteopathen - a rembourséieren, an dat iwwert d'Sécurité sociale.

Schliesslech nach d'akupunktur, dat jo eng chinesisches Medezin ass, déi et scho säit méi wéi 5.000 Joer gëtt. Hei gëtt de Kierper och als Ganzt gesinn an empiresch Elementer fléissen an an dës Spezialisatioun. Si eegent sech besonnesch bei chronischen Erkrankun-

gen, net esou onbedéngt bei akute Symptomen. Wëssenschaftlech ass hei och net alles kloer, ob schon et Etüde gëtt, déi iwwer Rheumaschmerzemaach gi sinn an déi signifikant Resultater schéngen ze weisen. Eis däitsch Nopere si jo amgaangen eng streng wëssenschaftlech Etüd iwwer dräi Joer ze maachen, fir sech iwwert den eventuelle Remboursement duerch d'Sécurité definitiv ze fixéieren. Soll d'Sécurité sociale bezuelen oder net? Ech mengen, et géif Sënn maachen op d'mannst, wat de Volet Remboursement ugeet, sech um däitsche Schlussresultat ze inspiréieren.

Wat awer d'Formation an d'Qualifikatioun vum Therapeut ugeet, esou misst preziséiert ginn, wat fir eng Kriterien zu Lëtzebuerg erfuerdert sinn, fir dësse Aktivitäten offiziell nozuegoen. Et versteet sech och hei, dass d'Basisqualifikatioun vun engem deen Akupunktur praktizéiert, déi vun engem klassesche Medezinner muss sinn.

E leschten Aspekt am schrëftleche Rapport ass jo dann nach dee vun der Prise en charge psychologique an do ass et meng Kolleegin, d'Madame Josée Frank, déi herno als fënneften oder sechste Riedner dozou Stellung hält.

Ofschléissend nach e puer Wieder. Um Schluss vum Rapport do steet: «La Commission invite le Gouvernement à étudier l'opportunité des mesures à prendre.» Ech fannen dës Passus e bëssen defensiv formuliert. De Schwéierpunkt muss kloer op d'Handele gleecht ginn, am Wëssen, datt och Elementer studéiert muss ginn, notament den Impakt vu verschidde néideg gräifenden Ännerungen, wéi zum Beispill déi - déi ech elo grad ugeschwat hunn - vun den Osteopathen, datt déi selwer verschreien an och behandle sollten. Hei sollte fir d'éischt all Konsequenzen, déi sech aus dëser Optik erginn, evaluéiert ginn. Tatsächlech si jo an dësem Dossier déi meeschten Erkenntnisser relativ rezent an esou kuerzfristeg ass et schwéier, dës nei Approche am Lëtzebuurger Gesundheitsmodell ze evaluéieren.

Bis dato hunn hei zu Lëtzebuerg d'Medezinner d'Exklusivitéit vun der Beschreibung an der Behandlung. Ech schléissen hei - wéi ech et virduo scho gesot hunn - verschidde Zänndokteren, déi keng klassesch Schinn an hirem Studium gefuer sinn an och net den Titel vum Dokter hunn, aus. Well et Tatsaach ass, datt an aneren EU-Länner eng separat Schinn gefuer gëtt, an dëst net problematesch schéngt ze sinn, sollt och zu Lëtzebuerg schnellstens evaluéiert ginn, ob eng nei Profession de santé autonom funktionéiere kann.

An och wat d'Remboursementsfroen an d'Remboursementsdiskussioun ugin, sollten déi global gefouert sinn. An all dës Diskussiounen sollten am Kader vun den Iwwerleeungen iwwert d'Gestioun vum Käschepunkt vun eise Krankekeese gefouert a considéiert ginn. Dës Problematik muss deemnächst ustoen; do ass e gewëssenen Handlungsbedarf.

Här President, ier ech zur Conclusion générale kommen, wollt ech nach e grouse Merci un de Rapporteur Niki Bettendorf aussprechen. Hien huet haut net nëmmen en excellente ausféierleche méndleche Rapport gemaach, och sai schrëftleche Rapport, duerch sai consensuelen Toun, huet déi richteg Wieder an déi richteg Zesummesetzung, sou dass en e grouse Konsensus an eiser Kommissioun fonnt huet.

An ech mengen, och dee konstruktive Grondtoun, deen do dran ass, weist eis de Wee, dee mer sollten an dëser Problematik hunn. An déi Motioun, déi den Här Bettendorf a praktesch alleguerten déi aner Fraktiounen am Fong geholl ënnerschriwwen hunn, fënnst och eng grouse konstruktiv Zesummenaarbecht hei an der Chamber. Am leschte Punkt vun de Considérante

steet jo dran: «Que seul le corps médical est habilité à poser des actes diagnostiques et de faire des prescriptions thérapeutiques en vue d'une prise en charge par l'UCM.» Dëst ass richteg an och gutt esou.

Ech mengen et kënnt een esouguer soen, fir do nach eng kleng Ouverture ze maachen, déi ech och elo grad hei explizéiert hunn: «Que en règle générale seul le corps médical est habilité à poser des actes diagnostiques.» Wann ee géif «en règle générale» derbäi maachen, da kënnt een och do, mengen ech, vun anere Politiker heibannen nach méi e grouse Konsensus fannen, déi sech och dëser Motioun kenne ralliéieren an et géif och deem Geescht, deen ech a menger Interventioun hei benotzt hunn, Rechnung droen, fir verschidde Beruffer schnellstens an eis Gesundheitslandschaft hei zu Lëtzebuerg ze integréieren.

Tatsaach ass, mir hunn an dëser Legislatur bal fënnf Joer gebraucht, fir e Bilan ze maachen. Déi lescht Méint vun dëser Legislatur sollten also genotzt ginn, fir och hei zu Lëtzebuerg nuancéiert Akzenter an der Medizin ze setzen.

D'Reglementéierung vun den Alternativmedezinnen ass also kloer d'Saach vun der Chamber a vun der Regierung. Wat elo d'Unerkennung ugeet vun den Akten, de Service an de Fournituren, do ass et d'Commission de la nomenclature, déi do gefuerdert ass, wou d'AMMD, d'UCM, de Contrôle médical an och de Ministre de la Santé vertruete sinn. Wann ech d'Remboursementer vun de Leeschtungen a vun homöopathesche Mëttele kucken, do spille jo d'Artikelen - wéi ech elo grad sot - 22 respektiv 23 - fréier war et den Artikel 23 - vum Code des assurances sociales eng Roll an hei muss jo dann d'Assemblée générale vun der UCM statuéieren.

A wann ech all dës Acteuren zesumme kucken, da gesi mer wéi komplex am Fong geholl d'Prise de responsabilité hei ass. A well dat esou ass, well et e Ganzt ass a well mer eis mussen par rapport zu eisen direkten Nopere positionéieren - well déi moosse sech un eis a mir müssen eis un hinne moossen -, géif ech soen: All Acteuren an dësem Beräich sollten deen néideg Pragmatismus un den Dag leeën, fir dass och hei zu Lëtzebuerg, am Verglach zu eisen Nopere, eng noutwendeg global a kohärent Verbesserung vun eisem medezineschen Ugebuet virgeholl ka ginn, sou wéi mer dat och an anere medezinesche Beräicher hei an eisem Land - zum Beispill an Infrastrukture vun de Spideeler - kontinuierlech gemaach hunn. Wa mer dat verstanen hunn, da kenne mer och op dësse Bilan, dee mer hei maachen, houfreg sinn. Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, viru bal genee zwee Joer hu mer an der Santékommissioun mat de Virbereedungsarbeiten fir eisen Orientéierungsdebät iwwer en Element an eiser Gesundheitspolitik ugefaangen, fir dat et esou vill Nimm gëtt wéi et Meenungen dozou gëtt. Déi eng schwätze vu Parallellmedezin, anerer vun Alternativmedezin, populär Medezin, Naturmedezin, Médecine douce, onkonventionell Medezin oder esouguer traditionell Medezin. Mir hunn eis op d'Bezeichnung Komplementarmedezin geeenegt an hunn domat direkt och Faarf bekannt, well et kann

net Rieds sinn, datt dës Beräich kéint déi klassesch Medezin ersetzen, mä héchstfalls ergänzen.

Et geet hei em en Thema dat polariséiert a mir hunn eng ganz Rei vu spannende Momenter an där Kommissioun erlieft, wann d'Bewäertunge vun där enger Thees iwwert déi aner Verrieder komm ass an do ass heiansdo net mat Ausdréck geschont ginn; et ass vu Scharlatanismus, vun Onseriositéit an esouguer vu Geféierlechkeet geschwat ginn. Ech muss allerdéngs soen, dass déi Verrieder vun der Komplementarmedezin sech och duerch eng ganz grouse Fairness ausgewisen hu vis-à-vis vun der klassischer Medezin an et ware kaum Stëmme do, déi gemengt hunn, dass se kënnten déi klassesch Medezin ersetzen. An ech mengen dat war och ganz vernünftig, well fir esou Theesen, mengen ech, d'Kommissioun do déi falsch Adress gewiescht wär.

Matsen an eisen Aarbechten ass awer méi e widdersprécheleche Moment komm an zwar wéi mer matsen an eiser Diskussioun iwwer eng zukünfteg Unerkennung vun der Komplementarmedezin d'Décioune kruten, dass en Element vun der Komplementarmedezin, nämlich d'homöopathesch Medikamenter, ersatzlos beim Remboursement duerch d'Krankekeese gestrach waren. Et ass e bësse befremmend, wann ee just amgaangen ass seriö iwwert de Rôle vun der Komplementarmedezin ze diskutéieren, wann esou e Fait accompli enger Kommissioun servéiert gëtt. Wann een iwwer Ouverture schwätzt, ass et net ganz génschteg, wann een dee Moment d'Dier zougeklakt kritt - och nëmme provisoersch zougeklakt kritt.

Mir hunn dee Moment d'Diskussioun iwwert d'Reglementéierung, d'Unerkennung oder d'deelweis Unerkennung vun Homöopathie, Akupunktur, Chiropraxie, Osteopathie a Psychotherapie gefouert, wéi déi doten Diskussioun iwwert d'homöopathesch Medikamenter an eis Kommissioun erakomm ass.

Dobäi huet et sech do em ee Beräich gehandelt deen, anescht wéi déi Theme wou mer doriwwer diskutéiert haten, scho geregelt war. Bis den 1. Januar 2003 sinn eng Rei vun homöopathesche Medikamenter rembourséiert ginn; et sinn déi Medikamenter gewiescht, déi aus enger Substanz bestanen hunn - d'Unitairen. A mir kennen den Zusammenhang, firwat dass dat nom 1. Januar 2003 net méi méiglech war.

Et ass en neit Gesetz iwwert d'Liste positive des médicaments komm an déi Bezechnungen, déi festgehale gi sinn an den Artikelen 22 an 23, oder d'Applikatioun vun den Artikelen 22 an 23 vum Code des assurances sociales hu laut Ausleeung vun der UCM net méi erlaabt, fir déi homöopathesch Medikamenter ze rembourséieren, well an deenen Artikelen expressis verbis op d'wëssenschaftlech Beweiser fir d'Wierkung vun deenen eenzelne Medikamenter higewise gëtt a bei den homöopathesche Medikamenter esou wëssenschaftlech Noweiser net evident sinn.

Mir konnten an der Kommissioun soen, dass dat dote relativ domm gaang war, mä déi doten Diskussioun, déi dat ausgeléist huet, huet ganz gutt illustriert, dass an där Thematik, mat där mer eis befasst hunn, zwou Philosophie kloer openeen treffen.

Vill Leit, och e klengen Deel vun den Dokteren, sinn iwwerzeegt vun de Qualitéite vun der Homöopathie, och vun den homöopathesche Medikamenter. Eng Majoritéit vun Doktere mécht keen Heel doraus, dass si den homöopathesche Praxissen opposéiert sinn a si oder de Collège médical hunn an der Kommissioun och net mat zum Deel ganz hefteger Kritik gespuert. Si sinn esou wäit gaangen, dass eng 30 Dokteren, déi Homöopathie praktizéieren, der klassischer Medezin géifen de Réck dréinen. Si

hu bedauert, kritiséiert, dass déi Dokteren net méi géifen den Urgeancen oder der Permanence iwwert d'Weekender zur Verfügung stoen a si hunn och bedauert oder si hu jiddefalls behaupt, dass déi Dokteren net méi an der permanenter Weiterbildung géife matmaachen.

Ech iwwerloossen d'Responsabilitéit vun deenen Aussoen dem Collège médical, mengen allerdéngs, dass, wa se zoutreffen, e Conseil médical oder e Collège médical sech net därerf domat begnüge fir esou Feststellungen ze maachen, mä misst och d'Konsequenzen doraus zéien. A wann et net wouer ass, da mengen ech, dass déi Betroffene sech müssen zu Wuert mellen, fir ze weisen, dass dat net esou ass, well hei geet et och em d'Glaafwierdegkeet vun den Acteuren um Terrain.

D'Ofschaffung vum Remboursement vun den homöopathesche Mëttele huet ganz vill Reaktiounen bruecht. 8.500 Ennerschrëfte goufe gesammelt, fir eng Erëmaféierung, a mir bedauern e bëssen, dass vläicht d'Geleeenheet verpasst ginn ass, fir d'Diskussiounen iwwert de Projet oder d'Proposition de loi, well mir sinn a Presenz vun engem Regierungsprojet, deen de Minister abruecht huet fir d'Erëmaféierung ze sécheren a mir sinn a Presenz vun enger Proposition de loi, déi eis Fraktioun abruecht hat, well eis d'Zäit e bësse laang gi war. Et huet ëmmerhin 1 1/2 Joer gedauert zënter dem Gesetz vum Mee 2002 bis de Projet komm ass.

Ech muss lech soen, dass d'Zilsetzung vun deenen zwee Projeten déiselwecht sinn, vun der Proposition de loi an dem Projet de loi, mä dass Nuancen dra sinn an datt ee ka soen, datt an eenzelnen Dispositionen de Regierungsprojet méi wäit an d'Präzisiounen geet, wat och net erstaunlech ass, well d'Regierung sech kann op d'Erfahrung vun der Responsable vun der UCM verlossen, wat bei engem Deputéierten net onbedéngt de Fall ass.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, ech hunn eng kleng Erklärung ze ginn. Dat ass selbstverständlech, et sinn zwou Propositionen de loi do, mä ech mengen effectivement, dass déi vun der Regierung méi op stabile Féiss baséiert wéi déi, déi vum Här Di Bartolomeo komm ass.

Mir wollte ganz sécher sinn op alle Fall, dass déi Kéier déi Produits homéopathiques kënnten am Remboursement nees rétabléiert ginn, wat bei Ärer Formulatioun, Dir hat ganz genau déiselwecht Formulatioun geholl, wéi et virdrun de Fall war, a justement mat där Formulatioun sinn déi Produkter vun dem Dispositif erofgeholl ginn. Dofir hu mir kleng Nuancen drabruucht, esou dass déi Kéier op alle Fall näischt sech méi géif opposéieren, fir dass et och déi Kéier kënnt rembourséiert ginn. Just vläicht déi kleng Erklärung.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här Minister. Ech si frou, dass ech duerch deen Text, deen ech erabruucht hunn, d'Regierung encouragéiert hunn et vläicht esouguer nach e bësse besser ze maachen. Ob et wierlech besser ass, dat gesi mer wa mer de Règlement grand-ducal do leien hunn. Deen hu mer bis elo leider nach net ze gese kritt. De Règlement grand-ducal hält nämlech nach eng Rei vun Dispositionen fest, déi net am Text virgesi sinn. Mir hunn en net kritt. Et ass awer méiglech, dass en an der Chamber läit. D'Deputéierten hunn e jiddefalls nach net zougestallt kritt.

Ech wëll drop hiweisen, datt mer an absehbarer Zäit et hätte mat der Diskussioun iwwert d'Orientéierungsdebatt kenne verbannen, wa mer e bësse méi fréi mat dem Dépôt vum Projet do gewiescht wäeren. Mä ech wënsche mer, dass mer et jiddefalls fäerdeg wäerte bréngen an deenen nächste Wo-

chen deen dote Projet sprochräif ze maachen. Et ass jo kee komplizéierten. Et geet ëm een Artikel a mir missten do och den Avis vum Conseil d'État kënnen kréien.

De Coût vun där doter Mesure ass ganz limitéiert, dat wësse mer an der Zwëschenzäit. Et geet ëm 60.000 Euro, déi d'Krankekeesen iwwert deen dote Wee gespuert hunn. Dat ass net d'Welt a mir hunn och an den Diskussiounen an der Kommissioun gesot kritt, dass duerch d'Ofschafe vum Remboursement de Konsum vun den homöopathesche Medikamenter net zrëckgaangen ass. Doraus ass eng flott Diskussioun an der Kommissioun entstanden.

Déi eng hu gemengt, wann et net méi deier ass wéi dat do, a wann eng ganz Rei vu Leit spieren, dass déi dote Medikamenter hinnen hëllef, da gëtt et och kee Grond fir hinnen de Remboursement ze refuséieren. Aner Kolleegen, ech mengen de Marco Schroell huet zu deene gehéiert, hu gesot, majo de Konsum ass net zrëckgaangen, da bräichte mer jo eigentlech net ze rembourséieren. De Coût vun deene Medikamenter ass jo net esou héich, dass elo en Drama entsteet.

Abee, déi dote Logik, Här Schroell, kënn een natierlech dann och bei de klassesche Medikamenter uwenden an et kënn ee soen, déi, déi net vill kaschten, géife mer net rembourséieren, mä da géife mer an eng Spiral erakommen, wou mir net wëllen dragoen, well de Käschtepunkt ass eppes Relatives. Et gëtt an deem Land och Leit mat ganz bescheidenen Akommissen, fir déi e Medikament, wat fir eis net onbedéngt ganz deier ass, awer kann eng Belaaschtung sinn, wann et net rembourséiert gëtt.

M. Marco Schroell (DP). - Ech kommen nach dorobber zrëck, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Ganz gär. Bei deem Hickhack, deen et ginn ass ëm d'homöopathesche Medikamenter, hu mer ganz kloer gespuert, dass e Klärungsprozess iwwert d'Komplementarmedezin insgesamt noutwendeg war an dass mer géifen dru wannen, wa mer kloer Positione géifen definéieren.

Mir brauche kloer Positionen zu engem Phenomeen, dee besteet an deen och besteet wa mer de Kapp einfach an de Sand stiechen a wa mer esou maache wéi wann en net do wär. Dofir war et wichteg, dass mer eis an der Kommissioun eng Rei vu Prämissen an eisen Diskussiounen ginn hunn an déi resüméiert vläicht esou ausgesinn. D'komplementar Disziplinen zu der Medezin bestinn, déi meescht dovun hei zu Lëtzebuerg an déi, déi et net hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi bestinn direkt iwwert der Grenz an duerch d'libre circulation, net déi juristesche, mä déi de facto an all Lëtzeburger kënnen, déi dat wellen, déi dote Leeschtunge bësprochen.

Zweet Prämiss. Et gëtt relativ vill Leit déi komplementar Medezinnen oder Disziplinen bësprochen an et gëtt och net weineg Leit, déi dorop schwieren. Doniewent ass déi dréit Feststellung, et gëtt zwou Dosen oder esouguer e puer méi Dokter, déi eng klassesch Ausbildung kritt hunn, déi Komplementarmedezin praktikéieren.

Véiertens, ass et ganz kloer, dass vill Patienten eppes bei Komplementarmedezin oder Disziplinen siche ginn, wat se mengen oder wouvu se iwwerzeegt sinn, dass se dat bei der klassescher Medezin net géife fannen.

Fënnefstens, an dat mengen ech, war och eng vun de Prämissen, hunn déi dräi grouss Parteien, selbstverständlech och aner Parteien, fir déi elo net auszeschléissen, sech bei deene leschte Wahlen an hire Programmer ganz kloer fir eng Reglementéierung vun de komplementar Medezinnen ausgeschwat. Eis Partei war zum Beispill dofir, dass et esou eng Régle-

mentatioun sollt ginn. Allerdéngs sollt se d'Primat vun der klassescher Medezin bleiwen awer et sollten och ënnert der Direktiv vun der klassescher Medezin, respektiv ënnert der Diagnos oder der Verschreibung vun der klassescher Medezin, déi Disziplin kënnen praktikéiert ginn.

Bei de Kolleegen vun der Demokratescher Partei war et engersäits de Wonsch fir eng Unerkennung oder Regelung, op där anerer Säit awer gouf et eng Rei vu Mandatairen, déi ganz kloer gesot hunn, dass si net op deen dote Wee wëllte goen.

Bei der CSV ass ugestriift ginn eng Therapiefräiheet an eng Entfaltung vun enger Rei vu komplementären Disziplinen. Déi dote Iwwerleeungen hu sech am Regierungsprogramm dann och erëmgespigelt, wou eng Unerkennung fir verschidde Formen vu Komplementarmedezin an och e Remboursement vu verschiddeenen Akten an Aussicht gestallt ginn ass.

Dir wësst, dass d'Regierungserklärung bei den Dokteren net op ganz vill Géigeléift sengerzäit getraff ass, a vun der Dokteschvereengung, respektiv vum Collège médical vun engem Affront geschwat ginn ass, deen d'Regierungserklärung op deem dote Punkt ausgeléist hätt.

Sechstens, eng wichteg Prämiss, wann een en Débat iwwer Komplementarmedezin féiert, iwwert dat wat se kann, wat se net kann, wat bewisen ass, wat Bildung ass oder Placebo ass, da muss ee sech automatesch och d'Fro iwwert dat stellen, wat klassesch Medezin kann, oder besser wat klassesch Medezin vläicht besser kéint, wann de Wellen a wann d'Moyenen dofir do wäeren.

An do komme mer dann direkt op dee Punkt, deen och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, dee vläicht bis elo net an deem Ausmooss erauskomm ass, dee Reproche, deen ee bei ganz ville Patienten héiert, déi da bei komplementären Disziplinen sech erëmfinden, dass heiansdo se vun enger Fléissbandmedezin schwätzen, heiansdo vun dem Fait, dass den Dokter sech net déi Zäit kann huelen, wéi de Patient et erwaart, oder wéi et vläicht noutwendeg wär bei méi komplizéierte Pathologien.

Dat ass een Element, wann een iwwert d'Zesummewierke vu klassescher Medezin a Komplementarmedezin schwätzt, wou ee sech dermat muss ausenaner setzen, wou ganz oft gesot gëtt, wa mir bei Dokteren oder bei Acteuren ginn, déi Disciplines complémentaires ubidden, dann ass méi Zäit fir eis do. Wat allerdéngs vergiess gëtt ze soen, dat ass, dass de Patient, deen déi dote Leeschtunge bësprocht, och eppes mécht, wat en net bereet ass ze maache bei der klassescher Medezin, nämlech dass e méi déif an d'Täsch gräift, e Punkt, deen een eng Kéier muss mat de Patient féieren. Wat d'Leit bereet si fir hir Gesondheet ze investéieren, ass eng Fro, déi een zumindest soll mat de Leit diskutéieren an net iwwer hir Käpp ewech an zouenen Enceinten, wou Patronsintéierten an och Gewerkschaftsintéierten openeen prallen, a wou vläicht de Patient net an deem Mooss gehéiert gëtt wéi et noutwendeg wär.

Dann zu de Resultater vun eiselem Débat, wou ech dem Niki Bettendorf...

(Interruption)

Dir riicht him et dann aus.

...wëll merci soe fir dee kompletten Iwwerbléck iwwert d'Methodik, déi d'Kommissioun ugewant huet an och e gudder Film bruecht huet iwwer dat, wat mer zesummen u Wee an der Kommissioun zrëckgeleucht hunn.

Ech begrëssen et, dass mer eis an der Kommissioun eens goufen, datt no där viller Aarbecht mer eis net géifen dermat begnügen d'Regierung opzefuerderen, fir erëm

eng Kéier ze étudiéieren, wat se an deem Fall soll, kéint oder misst maachen, well mir sinn zur Konklusioun komm, dass no deene villen Aarbechtsgruppen, déi bestanen hunn, no deene verschiddeenen interministerielle Gruppen, no deene verschiddeenen Etüden, déi gemaach goufen, no deenen zwee Joer wou d'Chamber mat allméiglechen an onméigleche Leit geschwat huet fir zu enger Meenung ze kommen, mer prett si fir eng Décisioun ze huelen an net erëm eng Kéier musse bei null ufänken, well soss wär jo eigentlech eis Orientéierungsdebat fir d'Kaz.

Mir sinn eis och eens ginn, dass mer net géife bestoend Realitéiten ignoréieren, doudschweigen oder se bewosst géifen an eng Grauzon erandrücken, wou vläicht déi eng oder aner Lobby méi frou mat eis gewiescht wär, mä wou mer un der Saach awer näischt verbessert hätten. Ech si frou, dass mer eis doriwwer eens waren, an ech mengen, dat ass queesch duerch sämtlech Parteie gaangen, och wann der heiansdo Nuancen erabruucht hunn, dass komplementar Disziplinen oder komplementar Medezinnen, jee nodeem wéi een et ausdréckt, net dierfen als Allheilmittel ugesi ginn.

E kloert Jo zur Reglementéierung vun deenen Disziplinen, déi vun de Virriedner zur Genüge opgezielt gi sinn: Homöopathie, Akupunktur, Chiropractie, Osteopathie. Dat wat mer bedauern, dat ass, datt net méi eng kloer Sprooch zu der Psychotherapie geschwat ginn ass. Mir hunn do ganz gutt Diskussioun gehat. Mir haten och e Konsens iwwert de Wäert vun der Psychotherapie an eiser Kommissioun. Mir si stoe bliwwen bei engem Problem, deen een awer ka léisen, wou een dann am Endeffekt d'Psychotherapeute soll hiklasséieren, an eng Discipline médicale oder eng Profession de santé oder, oder?

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir sinn der Meenung, dass bei deene schoulesche Viraussetzungen an der Iwwerzeegung, dass eng Krankheit net eleng motoresch oder reng kierperlech ass, mä d'geeschtegt Wuelsinn och e ganz wichtegt Element ass, mer hei e Schrait ze mann gemaach hunn a bleiwen der Meenung, dass och hei Handlungsbedarf ass.

Reglementéieren heescht an eisen Aen e Kader schafe fir déi Disziplinen ze akzeptéieren als Professions de santé, respektiv do wou et noutwendeg ass als Disciplines médicales. Reglementéieren heescht virun allem Formationen definéieren, Akten definéieren, déi vun der Krankekeess rembourséiert ginn. Reglementéieren heescht awer och an net zulescht kontrolléieren oder Kontrollmechanisme schafen, fir déi an de Griff ze kréien, déi ënnert engem falsche Fändel segelen, an déi sech mam Mäntelchen vun enger Komplementarmedezin aschlängen a villes zu Onwee maachen. Ech scheie mech net virdrun, fir ze soen, dass sécher och, a mir hunn dat erlieft, Sekte mat deem dote Mäntelchen opgetaucht sinn, wat net wëllt heeschen, dass een automatesch komplementar Medezin soll mat Sekten a Verbindung bréngen, mä och do ass et extrem wichteg, dass een oppasst.

Et ass vill vum libre choix vum Patient geschwat ginn. Libre choix ass ze respektéieren, mä et muss een oppassen, dass mer eis net eppes virmaachen, wat näischt mat libre choix ze dinn huet, mä wat mat geféierlechen Attituden ze dinn huet. Et gëtt sécher Pathologien, déi esou invasiv sinn, dass ee se mat Bëmmelcher net an de Griff kriit. Et gëtt awer gradsou sécher op där anerer Säit Pathologien, liicht Boboen, wou et besser

ass, wann ee sech dozou déci-deiert, fir mat liichte Mëttelen u se erunzegoen, wéi mat der chemescher Keul.

Ech wëll net esou wäit goe wéi eenzel Experten an eiser Kommissioun, déi gesot hunn, de gréisste Verdéngscht vun eenzelnen Disziplinen - haaptsächlech ass d'Homöopathie ugeschwat ginn - ass, dass se an deene meeschte Fäll net schueden. Dat wär eng simplistesche Approche an déi wëlle mer net huelen, mä wann een de Vergläich mécht tëschent de Mëttelen, déi heiansdo agesat gi vun der klassescher Medezin, muss een awer der Homöopathie gutthalen, dass se heiansdo mat vill méi Fangerspëtzegefill u Saachen erugeet, déi eigentlech - kommt mer sinn éierlech mateneen - wuel vläicht e bësse méi lues awer och géifen an d'Rei goen, wann een net déi ganz grouss Mëttel géif huelen.

Et sief erlaabt an deem Zesammenhang, wa mer vun homöopathesche Mëttelen a Medikamenter schlechti schwätzen, op de Problem vum Medikamentemessbrauch anzegoen als Problem fir d'Gesondheet vun de Leit an och als Problem an eiser Gesondheitspolitik. Wann een iwwer homöopathesch Medikamenter schwätzt, dann dierf et erlaabt sinn op de Phenomeen vun engem Medikamentemessbrauch a säin Onwiese fir d'Gesondheet vun de Leit, awer och fir d'Gesondheet vun de Kee-sen hinzeweisen. Wa mer eis déci-deieren op de Wee vun enger Reglementéierung vun de komplementar Medezinen ze goen, dann ass et och fir de Patient ze schützen. Ech hunn dat virdrun kuerz ugedeit: Et kann net sinn, dass Leit sech géifen en Titel op eBay ersteeën, fir da kënnen als parallel oder komplementar Medezinner opzetauchen. Dat heescht, d'Spillage musse ganz kloer sinn.

An da kann een net genuch drop insistéieren op d'Wichtigkeet, egal wou ee sech dann elo betreie léisst, vun enger korrekter Diagnos. A wann een techesch Hëllefsmittelen zur Verfügung huet, haut an der moderner Medezin, da warnen ech virdrun fir ze soen, hei, mir brauchen dat net fir eng korrekt Diagnos ze maachen, mä et soll ee versichen, net déi eng Disziplin géint déi aner Disziplin auszespillen, an esouguer wann een op komplementar Medezin schwiert, da soll een awer net versäume fir déi net contestéiert Beräicher vun der klassescher Medezin ze notzen. Ganz besonnesch dann net, wann et ëm méi grave Pathologien geet wou heiansdo d'Zäit en immens wichtige Facteur ass a wou ee soll verhéieren, doduerch dass ee keng anstänneg Diagnos huet, dass déi wichtig Zäit verluer geet an een doduerch a ganz grouss Problemer erageet.

Ech warnen och virdrun, dass een eng simplistesche Rechnung mécht a seet: Well an der Communautéit 20 bis 50% vun de Patienten op komplementar Medezin zrëckgräifen, musse mer se reglementéieren. Vläch ass dat ee Facteur dee matspillt, mä méi wichtig Facteur sinn déi vun de Froe no Qualitéit an der Kontroll. Dofir eis virsiichteg Approche, wou deen een e bësse méi couragéiert un d'Saach erugaangen ass, deen anereren e bësse méi nom klassesche Stréckmuster.

Et ass Wuert nach zu deem wat ech virdrun kuerz ugeschwat hunn. Bei de Prämissen, mat deene mer konfrontéiert sinn, ass, dass an der Kommissioun vu verschiddeenen Säiten de Wonsch geäussert ginn ass, eiser klassescher Medezin och déi Mëttelen ze ginn, déi d'Patienten heiansdo zu Recht vun hir erwaarden, an ech bedauern, dass mer bei deenen Diskussiounen iwwert d'Tarifadaptatiounen, déi mer an deene leschte Méint hei haten, d'Geleeënheet verpasst hu fir e bësse méi staark op de Facteur Zäit anzegoen. Mir hunn zwar déi Visite majorée à tarif majoré eng

Kéier bei méi grave Pathologien, mä ganz oft ass d'Pathologie zwar net esou grave, mä dem Patient ass awer ganz vill gehollef wann den Dokter ka méi staark op en agoen.

Ech fannen et net richtig, dass en Dokter, dee sech mat engem Patient ofgëtt, deen eng hallef Stonn, Dräiviertelstonn oder eng Stonn brauch, ganz oft d'selwecht behandelt gëtt wéi en Dokter, dee mat engem Patient ze dinn huet, deen a fënnf Minutte gutt zerwéiert ass. Dat liicht mir net an. An déi Nuancen mussen an eise System erakommen.

Nëmmen um Rand vun eisen Diskussiounen ass iwwert déi eminent Wichtigkeet vun der Preventivmedezin oder, ech mengen déi Terminologie ass besser, vun der Preventioun vu Krankheete geschwat ginn. Déi bescht Alternativ zu der klassescher Medezin an zu der komplementar Medezin, dat ass d'Preventioun vun de Krankheeten. Déi bescht Alternativ ass, wann een et iwwerhaupt net zu Krankheete komme léisst, mä duerch eng global Approche zu der Preventivmedezin konsequent handelt an och déi Mëttelen zur Verfügung stellt. Et kann een net soen, dass mir haut keng Preventivmedezin hei zu Lëtzebuerg hunn, mä wat ech bedauern, dat ass, dass déi Preventivmedezin éischer a méi punktuelle Campagné besteet wéi an enger kohärenter, net nëmme gesondheitspolitescher Approche, mä an enger Approche Liewensqualitéit vun de Leit.

Dat e puer Bemierkungen, déi complémentaire zu deem ze gesi si wat eise Rapporteur gemaach huet. Ech wollt net nach eng Kéier Redité maachen. Dat wat an deem Rapport steet, gëtt vu ganz groussen Deeler vun der Kommissioun gedroen, mat deenen Nuancen, déi mer erabruucht hunn. Déi Diskussioun an der Kommissioun ass net parteipolitesch gefouert ginn, si ass nuancéiert gefouert ginn, queesch duerch d'Parteie mat verschiddeenen Nuancen. Mä dat wat mer, mengen ech, ënnert dem Stréch fäerdeg bruecht hunn, ass eng gutt Diskussionsbasis, ass de Constat, dass mer Etüden net méi brauchen, well mer u sech, wat déi grouss Richtlinnen ugeet, wësse wat mer wëllen, an dat fanne mer dann an enger Motioun erëm, déi bis elo vu bal alle Fraktiounen gedroe gëtt a wou ech iwwerzeegt sinn, dass mer de Konsens kréie vun alle Fraktiounen, wa mer ee Considérant an der Motioun liicht modifizéieren, an zwar de Paragraph ersetzen: „que seul le corps médical est habilité“ duerch: „qu'en règle générale le corps médical est habilité“ an esou weider an esou fort, wat, mengen ech, eng kleng Nuance ass, mä déi Nuance, déi wichtig ass, fir eis Handlungsspillraum ze looseren an deenen Diskussiounen, déi nach kommen.

An deem Sënn soen ech lech merci, dass Der mer nogelasschert hutt.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci villmools. Den nächste Riedner ass den Här Marco Schroell. Här Schroell, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schroell (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hate schon zweemol Geleeënheet an deser Legislaturperiod iwwert d'Thema vun den net konventionelle Praktiken an der Medezin ze schwätzen. Dat war déi éischte Kéier de 16. November 2000, wou den honorablen Här Jean Colombara seng Proposition de loi presentéiert huet, mat där hien e puer sou genannte komplementar medezinnesch Praktiken reglementéiert wollt hunn. An déi zweete Kéier de 27. Juni 2001, wou jo deesen Débat d'orientation déci-deiert gouf.

D'Santéskommissioun huet sech et net einfach gemaach an huet zwee

Joer laang geschafft fir dësen Débat ze preparéieren, esou wéi dat aus dem remarquable Rapport vum President Niki Bettendorf, fir deen ech hien hei wéll félicitéieren, ervirgeet. Sâi Rapport weist wéi kontradiktöresch déi verschidden Experten argumentéiert hunn, woubäi ech awer och muss betounen, datt den Niveau vun den Experté ganz ënnerschiddlech war. Dat wäert och jiddferengem, deen de Kommissionsrapport gelies huet, direkt opgefäll sinn.

Ech hat mer erlaabt, an deene viregten Debatten déi net konventionell medezinnesch Praktiken a Fro ze stellen. Meng Schlussfolgerung war deemools, datt et net zwou Medezinne gëtt, eng klassesch an eng komplementär, mä vill méi nëmmen eng, an zwar déi, déi op eng verifizéiert oder verifizierbar Wourecht baséiert, an datt all Praktiken, déi haut als komplementär gëllen, zur klassescher Medezin gehéiere vun deem Moment un, wou mat enger wëssenschaftlecher Methodologie hir Effikassitéit nogewise ka ginn.

D'Debatten an der Chamberskommission hunn meng Meenung an där Hisiicht confirméiert. Mä ech si mer awer och bewusst gi wéi wichteg a wéi dréngend et ass, déi net konventionell Praktiken ze reglementéieren angesichts der Tatsaach, datt e gewëssen Deel vun der Bevölkerung an och vu menge politesche Kollegee vun dese Praktike regelrecht ugezu sinn. Et ass tatsächlech néideg dës Aktivitéite respektiv déi Beruffer, déi se ausüben, ze reglementéieren, net fir hir Valeur oder Effikassitéit unzerkennen, do si mer ënnerschiddlecher Meenung, mä fir d'Bevölkerung ze protegéieren esou wéi dat jo och an deene klassesche Gesondheitsberuffer duerch eng eendeitig Gesetzgebung de Fall ass.

De Kommissionsbericht bréngt ervir, datt et also net ëm eng Unerkennung vu gewësse paramedezinnesche Praktike geet, mä einfach ëm hir Réglementatioun. Wat heescht Réglementatioun? Mä dat heescht ganz einfach: Wien därf wat maachen, ënnert wéi Bedingungen, a wie bezilt? Ausbildung, Fortbildung, Nomenclature sinn hei d'Stéchwierder. D'Chamberskommission huet elo fir d'éischt versicht ze definéieren wat den Ennerscheid ass tëschent der klassescher Schoulmedezin an den alternativ medezinnesche Praktiken. Duerno hu mer eis gefrot: Firwat gëtt et déi zwou Approchen, souwuel bei de Bénéficiaire wéi bei de Prestataires de soins? Da si mer op e puer Praktike méi déféi agang, fir net brauchen déi ronn 200 aner Methoden ze ënnersichen, a mir hunn zum Schluss och net vergiess de Volet financier - dat heescht: Wie soll dat bezuelen? - ze debattéieren.

Här President, ech widerhuelen nach eng Kéier, datt d'Chamberskommission praktesch unanime war fir ze behaupten, datt eise jëtze Gesondheitssystem, deen op der klassescher, konventioneller Medezin berout, dee richtegen an dass mer dorun net sollte réckele goen. Mir sinn an der Chamberskommission duerch d'Experten deen Ennerscheid gewuer ginn tëschent enger wëssenschaftlecher Approche vun der Medezin an deene komplementäre Praktiken, déi op der Empirie, dat heescht subjektiven oder net moossbaren Erfahrungswäerter baséieren.

D'Experten hunn eis ganz kloer erkläert, firwat datt d'„evidence based medicine“, dat heescht la médecine basée sur des preuves - d'Schoulmedezin also - den Alpha an den Omega vun der wëssenschaftlecher Medezin duerstellt. Si hunn eis erkläert, wat ee Placeboeffekt ass, wat randomiséiert Doppelblindstudien sinn, wat et bedeit, datt d'Resultater musse widerhuelbar sinn. Et sinn dat déi Basisbegreffer fir eng wëssenschaftlech fundéiert Medezin ze praktizéieren, dat heescht sech ëmmer erëm a

Fro ze stellen an och bereet ze sinn all Zöpf ofzeschneiden an nei Weeër ze goen.

E puer Beispiller. Haut ginn nei Medikamenter gewéinlech eréischt no enger jorelaanger Testphas op de Maart zougelooos. Et gëtt awer och Ausnahmen. De Penicillin zum Beispill ass viru 60 Joer agefouert ginn op Basis vun den Erfahrungen, déi gewisen hunn, datt dës Antibiotique de Patienten d'Liewe rette kann. Sou ass et och méi rezent mat der Trithérapie vum SIDA, déi zu laangjährege Remissioune ka féieren. Mä och bei dësen Therapien ass de wëssenschaftlechen Noweis ëmmer erëm ex post geliewert ginn.

Op där anerer Säit gëtt et méi al Medikamenter, déi jorelaang vun de Krankekeesen zrëckbezuelt si ginn, haut awer vun der UCM dérembourséiert ginn, well si sech no neien Erkenntnisser als onwierksam entpuppen. Ech denken do zum Beispill u gewësse Venemëtelen respektiv u gewësse Stimulants cérébraux.

Do haken ech un dat un, wat den Här Di Bartolomeo éinescht gesot huet. Ech mengen, et geet net drëm, datt d'Schoulmedezin bëlleg oder deier Medikamenter oder Therapié proposéiert, déi da sollte rembourséiert ginn. Mä mir geet et ëm d'Effikassitéit an hei ass de Beweis do, datt och schoulmedezinnesch Präparaten laang rembourséiert gi sinn, déi elo zrëckgezu si ginn, wéi de Beweis bruecht ginn ass, datt se ineffikass sinn.

D'Approche scientifique ass d'Ursaach an d'Erklärung vum medezinnesche Fortschrëtt an deene leschte Jorzéngten an awer och de Garant fir d'Zukunft. De Succès an der Behandlung vum Kriibs, vum Häerzinfarkt, vum Hireschlag, ass nëmme méiglech duerch eng wëssenschaftlech Approche, wou ëmmer erëm hannerfrot gëtt, ob dat Neit besser ass wéi dat Aalt. Dat geschitt duerch breet ugeluechten international Etüden, déi ëmmer erëm kritesch analyséiert ginn.

Här President, op där anerer Säit, déi alternativ medezinnesch Praktiken par contre baséieren op der Empirie, dat heescht op der Erfahrung oder der Feststellung, datt ee Medikament oder eng Method effikass wier, ouni awer de wëssenschaftleche Beweis dofir ze bréngen. Wann ech also ee Mëttel géint de Kappwéi zum Beispill huelen, an de Kappwéi geet ewech, da kann ech soen, dat Mëttel huet gehollef. Dee Succès kann awer och dorunner leien, datt de Kappwéi och ouni Behandlung ewechgaange wier - dat ass jo déi natierlech Evolutioun vu ville Krankheeten a Symptomen - oder awer datt de Placeboeffekt vum Mëttel gespilt huet.

D'Unhänger vun den alternative Praktike sinn allerdéngs dovunner iwwerzeegt, datt eng exklusiv wëssenschaftlech Approche vun der Medezin der Individualitéit vum Patient an der Spezifitéit vun der Behandlungsmethoden net Rechnung dréit. Sou gëtt no hinnen net een Organ behandelt, mä de ganze Patient. Et ass dat, wat een eng holistesche Approche nennt, déi dann opposéiert gëtt zur Schoulmedezin, déi anscheinend de Patient an Tranché géif schneiden a sech nëmme fir esou ee Stéck géif interesséieren. Wouer ass, datt déi alternativ Praktike sech wéineger ëm d'Krankheeten als ëm d'Symptomen këmmen, datt se keng akut organesch Krankheete behandeln, mä psychosomatesch oder funktionell Stéierungen. Dat si Krankheitsbiller, wou keng organesch Lésioune festzestelle sinn.

Här President, ech hunn et scho gesot, déi net konventionell Praktike baséieren am beschte Fall um Empirismus, dat heescht op der Erfahrung vum Therapeut an op senger Écoute, an am schlëmmste Fall op esotereschen, wann net magesch-mysteschen Theorien, wou een da roueg ka vu Scharlatanismus schwätzen. Et gëtt eng on-

glaublich Vielzahl: Ronn 200 gouden der an der Chamberskommission opgezielt, vun net konventionellen, pseudo-medezinnesche Praktiken, woubäi an eise Breitegraden nieft der Akupunktur, der Homöopathie, der Chiropraxie, der Osteopathie an der Phytothérapie, och nach déi anthroposophesch, déi ayurvedesch, déi naturopathesch Medezin, nieft der Akkupressur, der Reflexologie, der Iridologie, der Kinésiologie, der Magnetotherapie an d'Kaptomie ze erwähne sinn.

(Interruptions)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir hutt der nach e puer vergiess. Et sinn der an der Zäit, déi hunn zum Camembert gebiet.

(Interruptions)

■ M. Marco Schroell (DP).- Et kommen der nach e puer bäi.

(Interruptions)

An eisem noen Ausland, Här President, ginn dës Praktike gewéinlech vun Heilpraktiker oder selbst ernannten Therapeuten dispenséiert. Mir mussen eis bewusst sinn, datt all Réglementatioun, déi mer elo am Beräich vun den net konventionellen Praktiken huelen oder vu gewësse Praktiken huelen, e Prezendenzfall schafft an an Zukunft zu Revendicatioune vun den Unhänger vun och anere Praktike ka féieren. Wat hënnert zum Beispill d'Sophrologen oder d'Aromatherapeuten drun sech an enger Gesellschaft ze organiséieren an hir offiziell Unerkennung respektiv Prise en charge vun de Krankekeesen ze fuerderen?

Här President, an der Santéskommission ass vill diskutéiert ginn iwwert den Enseignement vun dese Praktiken an dem Diplom, deen eventuell néideg wier fir sech den Zousaztitel Homöopath oder Osteopath zouzeleeën. Privatschoulen am Ausland a vereenzelt Universitëite bidden esou ee Programm och un, ouni datt awer do op europäischem Niveau ee Konsens besteet. A Frankräich gëtt op acht Unien eng Formatioun an der Homöopathie ugebueden, ouni datt et awer den Diplôme interuniversitaire, de sou genannten DIU, an der Homöopathie gëtt.

De Chiropraktiker gëtt an den nordeschen an an den angelsächscheschen Staten no enger mehrjähreger Formatioun als selbstständige Beruff unerkannt. Harmlos sinn dës Praktiken och net ëmmer. D'Experten hunn op d'Geforen higewisen, notament bei de manuelle Praktike wéi Chiropraxie an Osteopathie, wou am Beräich vun der Wirbelsail, den Nervesträng an de Blutgefässer schwéier Komplikatiounen opriede kënnen, wa se net fachgerecht gemaach ginn. Datselwecht iwwerens bei enger onsachgemässer Behandlung duerch Planzen.

Wéi steet et ëm d'Forschung an der net konventioneller Medezin? Wat ass Fortschrëtt an der Medezin ouni Forschung? Et gëtt keng Schoulmedezin ouni Forschung, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Dat ass awer net de Fall bei Praktiken, déi sech op jorhonnert, wann net joudausendal Traditione beruffen, anstatt sech ëmmer erëm a Fro ze stellen. All rationell denkende Mënsch, ob Dokter, Patient oder Politiker, misst fuerderen, datt een Agrëff, eng Prozedur, ee Medikament eréischt zum medezinnesche Répertoire duerf gehéiere vun deem Moment un, wou seng Wirkung och nogewisen ass.

Här President, um Angebot vun dese Praktike feelt et och hei zu Lëtzebuerg an am noen Ausland net. München Dokter, Kinésithérapeute, Heilpraktiker oder schlëmmer bidden déi eng oder déi aner Prozedur un. Hei am Land wieren et laut

Collège médical eng 30 Medeziner, déi déi klassesch Medezin un den Nol gehaangen hunn a sech ausschliesslech der Alternativmedezin consacréieren, mam bedauerlechen Effekt, datt si net méi à même wieren hiren Taux de garde zesumme mat hire Kollegee ze iwwerhuelen, wat een déontologeschen, wann net ee médico-légale Problem duerstellt. Ech weisen do op d'Konsequenzen hin, déi den Här Mars Di Bartolomeo éinescht an deem Kontext ervirbruecht huet, an déi ech deelen.

Här President, nach e puer Wuert zum finanziellen Aspekt. De President vun der UCM huet eis an der Kommission erkläert, datt zu Lëtzebuerg den Inhalt vun enger Konsultatioun beim Dokter net definéiert ass, datt d'Spreechstonn och zäitlech net, weder no uewen, nach no ëne limitéiert wier an datt also all parallel medezinnesch Praktiken am Kader vun esou enger Konsultatioun geleescht kënnen ginn an och domat, dat heescht iwwert den Honoraire vun der Konsultatioun, rembourséiert wieren. Zousätzlech Verrechnungen ausserhalb vun de Regelen vun der Convenance personelle wieren deementsprechend illegal. Hei wier eng Diskussioun iwwer eng Réglementatioun vun Inhalt vun enger Konsultatioun vun Notzen, notament wat den Zäitfaktor an der Tarifikatioun ugeet, esou wéi d'Schwäizer dat elo agefouert hunn. D'Befürworter vun der alternativer Medezin fuerderen en plus natierlech eng spezifesch Nomenclature fir hir Akten an d'Prise en charge duerch d'Krankekeesen.

Wat d'Käschten ubelaangt, déi am Kader vun der Parallellmedezin verursaacht ginn, konnt keen eis heiriwwer eng genee Evaluatioun maachen. Wann zum Beispill homöopathesch Mëttel bëlleg sinn, esou ass et awer bekannt, datt se oft a grouse Mengen an iwwer eng laang Zäit verschriwwen ginn. Ass eng Konsultatioun beim Chiropraktiker oder beim Osteopath méi bëlleg wéi beim Dokter? Ech wëll dat bezweifelen. Indirekt méi héich Käschte kënnen do duerch entsto, datt de richtegen Diagnostik eréischt mat Verspéidung gestallt gëtt, nodeem déi alternativ Praktiken net gräifen an zum Schluss awer déi klassesch Medezin beméit muss ginn. Ech ginn awer och zou, datt de Contraire méiglech ass, wann d'Patienten alternativ Praktiker opsichen, nodeems se vun hirem Dokter enttäuscht si ginn.

Här President, firwat ass dat esou? Firwat ginn et esou vill Unhänger vun irrationalen, pseudo-medezinneschen Aktivitéiten, sief et bei den Dokter, sief et bei de Patienten? Hei e puer Erklärungen.

Net all Medeziner bréngt eng grouss Begabung fir d'Rigueur scientifique vun der Uni mat heem. Aner Dokter gi vun der klassescher Medezin enttäuscht, nodeem se virun eenzelne Patienteschicksaler hir Machtlosegkeet hu misse feststellen, well an engem präzise Fall de wëssenschaftleche Protokoll net gewierkt huet. An da léisst sech mat alternative Praktiken oft heiansdo méi Geld verdéngen.

D'Patienten hirersäits sinn oft mëstratesch vis-à-vis vun der Schoulmedezin, mat hirer Tendenz bei der Behandlung vum kranken Organ de kranken Patient a senger Gesamtheit ze vergiessen, ofgesi vun der Angscht virun den invasiven Apparaturen an de staarke Medikamenter mat hiren Niewewirkungen. Si hunn oft net déi bescht Bezéiung zu hirem Dokter, deem se virwerfen net genuch Zäit ze hunn, fir hinnen nozelauschteren a si sehne sech no engem, deen den Androck vermittelt, hiert ganz Wiesen ze verstoen a versicht hinne mat einfache Mëttelen ze hëllefen.

Am Rapport vun der Kommission gëtt ee vun den Experten zitéiert. „On peut dire que la médecine est une synthèse entre rigueur scienti-

fique et qualités relationnelles (savoir écouter, expliquer, rassurer). En quelque sorte, le médicament le plus prescrit en médecine, et de loin, c'est le médecin lui-même!“ Do wou déi relationell Bezéiung tëschent Dokter a Patient gestéiert ass, do ass et logesch, datt de Patient no Alternative sicht.

Här President, mir hunn an der Chamberskommission méi ausféierlech eis mat e puer net konventionelle medezinnesche Praktiken ausernee gesat. Wat d'Akupunktur ubelaangt, do huet d'Directrice vun der Santé eis matgedeelt, datt an Däitschland de Moment eng breet gefächert a seriö Etüd op Demande vun de Krankekeesen amgaangen ass. Vum Resultat vun där Etüd wäert et dann ofhänken, ob d'Akupunktur an Däitschland nach weider rembourséiert wäert ginn oder net.

Zu Lëtzebuerg ass et am Moment esou, datt d'Akupunktur am Kader vun der Spreechstonn beim Dokter praktizéiert an och rembourséiert gëtt, et sief dann, datt e Supplément pour convenance personnelle gefrot gëtt.

Laang hu mer diskutéiert iwwert d'Chiropraxie, d'Osteopathie an d'Manualtherapie. Déi Begrëffer, déi all sech ëm d'Manipulatioun vun der Wirbelsail dréien, sinn net kloer definéiert an och net allgemeng unerkannt. Et gi vill klassesch Dokter, déi eng Zousatzausbildung a Manualtherapie gemaach hunn an dës Aktivitéit am Kader vun hirer normaler Konsultatioun exercéieren.

D'Osteopathie ass eng Praxis, déi hei zu Lëtzebuerg vill vu Kinésithérapeuten duerchgezu gëtt, gewéinlech parallel zu hirer normaler Aktivitéit. Doniewent gëtt et awer och eng Associatioun, déi de Beruff vum Osteopath méi restriktiv verteidegt.

D'Chiropraxie kënn aus angelsächscheschen an nordesche Länner a steet a Konkurrenz mat der Osteopathie. Dem Laien ass et schwéier sech eng Opinioun iwwert d'Valeur vun dese Praktiken ze maachen. D'Experte weisen ëmmer erëm op d'Gefore vun der Wirbelsailemanipulatioun hin. An d'Doktere ginn ze bedenken, datt Manualtherapie och zum Répertoire vun der Schoulmedezin gehéiert. Dese Beräich glänzt also net grad duerch eng kloer Begrëffsstëmmung, an eng Réglementatioun iwwert d'Formatioun an d'Diplomer ass sécher am Intérêt vun de Patienten ubruecht.

Kee gutt Hoer hunn déi zwee Experte vun der Schoulmedezin an der Kommission un der Homöopathie geloos. Fir si baséiert d'Homöopathie op eng Theorie, déi net am geréngste bewisen ass an déi jiddfer rationaler Iwwerleung widderstreecht. Fir si ass d'Homöopathie gläich, ech zitieren, «fumisterie et charlatanisme». Si zitieren e puer wëssenschaftlech Etüden, déi drop hiweisen, datt den Effekt dee vun engem Placebo ass. An anere Wierder, d'Behandlung mat Homöopathie kënn enger Abstention thérapeutique positive gläich.

Här President, ech kommen zur Konklusioun. Et gëtt an deem Débat iwwert d'Médecine conventionnelle e puer Meenungen. Et gëtt eng Opinion scientifique. Et gëtt eng Opinion administrative, eng Opinion publique an eng Opinion politique.

D'Opinion scientifique verteidegt eng wëssenschaftlech Approche zur Medezin, déi hire Fortschrëtt garantéiert a virun Dérivé prevenéiert. Si stellt sech dauernd a Fro, ass bereet Feeler anzegesinn an ze korrigéieren, nei diagnostesch an therapeutesch Methoden anzeféieren, awer och zrëckzezéien, wann net bekannten Niewewierkunge bekannt ginn, an ze dérembourséieren, wa si sech als outagelech erausgestallt hunn, wéi dat jo och regelméisseg geschitt. Datt de Placeboeffekt och an der Schoul-

medezin gäre gesicht gëtt, ass normal, gëtt awer net mat irrationalen Theorië vermëscht.

D'Opinion administrative ass déi vun de Verwaltungen an notament vun de Krankekeesen. Si baséiert sech op Texter, déi applizéiert musse ginn. Bis elo gesäit de Code des assurances sociales vir enger wéi engen Emstänn wéi eng Akten a wéi eng Medikamenter vu wem duerfe verschriwwen a vun de Krankekeese rembourséiert ginn. Do steet notament dran, datt e Medikament nëmme rembourséiert ka ginn, wann et wëssenschaftlech als wirksam gepréift ginn ass. Ech plädéiere fir d'Baibehale vun deem Prinzip, de beschte Garant fir de Patient.

Mir kenne regelméisseg Enkpass am Finanzeement vun eiser Sécurité sociale. Deen nächsten Enkpass ass virprogramméiert, eleng schon nëmme duerch de Fortschritt vun der Medezin an dem méi al gi vun der Bevölkerung. Loosse mer déi néideg Spuermoossnamen anticipéieren an eis Krankekeese sech op dat Wesentlech konzentréieren.

D'Opinion publique, Här President, bezitt sech op den Engouement vu ville Leit fir déi alternativ Medezin. All Mënsch huet d'Recht sech behandelen ze loossen, wéi en et fir gutt fënn. E muss derbäi awer och eng eegent Verantwortung droen an net systematesch déi national Solidaritéit beansprochen. Dat heescht, alles wat iwwert den Utile an den Nécessaire erausgeet, soll aus der eegener Täsche bezuelt ginn, esou wéi dat am Artikel 23 vum Code des assurances sociales virgesinn ass.

An da komme mer zur Opinion politique, wou ech der Meinung sinn, datt effektiv de Gesetzgeber d'Bevölkerung muss protegéieren virun all Abüen. Dat heescht, d'medezinesch Praktiken, déi klassesch an déi aner, sollen um Maart bleiwen, awer nëmme an den Hänn vun diploméierte Medezinnen, déi sech weiderbilden mussen. Zousätzlech Gesondheetsberuffer musse gesetzlech reglementéiert ginn.

D'Politik ass och net verantwortlech fir de finanziellen Équilibrium vun eise Krankekeesen. Deenen hir Ressourcë si limitéiert op där enger Säit - ech hunn et scho gesot - duerch Cotisationsen, déi mer net wëllen an d'Luucht setzen, an op där anerer Säit duerch den Alter vun der Bevölkerung, deen an d'Luucht geet, an de Fortschritt vun der Medezin. Mir sollten des Ressourcen eenzeg an eleng op eng wëssenschaftlech ennermauert Medezin applizéieren.

D'Beruffer wéi Osteopath a Chiropraktiker, awer och Psycholog a Psychotherapeut, solle sech nëmme an engem gesetzleche Kader entwéckelen kënnen. D'Prise en charge vun hire Prestatiounen duerch d'Krankekeesen duerf nëmme am Fall vun enger Prescriptioun vum Dokter geschéien. Den Dokter ass jo duerch seng weltwäit unerkannt universitaire Ausbildung deen habilitéierte Fachmann, deen esouwuel fir den Diagnostik wéi fir d'Indikatioun zur Therapie zoustänneg ass.

Eis Nopeschlänner, Här President, sinn amgaang de Remboursement vun de Prestatiounen energiesch zréckzeschrauwen, an do steet den Dérembursement fir déi Parallellmedezin an eischer Plaz. Firwat solle mir als Gesetzgeber eise Matbierger falsch Hoffnungen maachen?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Den nächste Riedner ass den Här Jean Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir d'éischte Kéier wou ech hei op d'Chambertribün komme mat engem gewëssene

Laachen am Gesiicht. A wann en Oppositionspolitiker e Laachen am Gesiicht huet, dann huet en och e Grond dozou.

Säit 20 Joer féieren ech e Kampf, fir datt déi alternativ Praktike vun der Medezin unerkannt ginn. 20 Joer, wou ech staark enner Drock war, Ennerstellungen a vill Frecheete gemaach krut. Haut, mengen ech, kann ech soen, datt déi 20 Joer, een Dréttel praktesch vu mengem Liewen, awer net ëmsooss waren, an ech gesi mat enger gewësser Satisfaktioun, datt verschidde Forme vu komplementar Medezinnen haut reglementéiert ginn.

Här President, 1431 gouf zu Rouen d'Johanna vun Orléans, méi bekannt ënnert dem Numm Jeanne d'Arc wéinst Zauberei a Ketzerei ugeklot a verbrannt. 21 Joer no hirem Doud gouf se rehabilitéiert.

Vum 14. Jorhonnert u bis zum 17. Jorhonnert gouf eng regelrecht Hexejuerg, haaptsächlech géint sou genannt sozial onangepasste Frae praktizéiert. An der Zäit vun der Inquisitioun gouf jiddfereen, deen net esou mam Kapp gewénkt huet wéi verschidde Machthaber et gewollt hunn, eliminéiert. Gott sei Dank, datt mer haut e bësse méi fortschrittlech denken, soss wieren déi allermeescht Alternativmedezinnen schonns laang vun der Bildfläch verschwonne.

Ech hunn elo gesot an dat bewosst, mir denken e bësse méi fortschrittlech, well am Domän vun der Medezin ass d'Tendenz grouss, datt jiddfereen, deen eng aner Form vu Medezin praktizéiert, also dee sech ausserhalb vun de sou genannte wëssenschaftleche schoulmedezinesche Kritären ophält, als Scharlatan bezeechent gëtt an zwar, an dat deet wéi, vu sengen eegene Kolleegen, déi der etabléierter Medezin ugehéieren.

Virun 20 Joer, wéi ech perséinlech ugefaangen hunn an normal Medezin praktizéiert hunn, du war ech e brave Jong. Duerno hunn ech mech fir d'Homöopathie an d'Chiropractie interesséiert, an du war ech e ganz kleng Scharlatan. Herno, wéi d'Clientèle méi grouss ginn ass, du war ech op eemol e grouse Scharlatan. An ech hoffen haut, den 29. Januar 2004, no dëser Debat an der Chamber, datt ech am Numm vu mengem 30 Kolleegen, déi eng aner Form vu Medezin bedreiwen, behaapte kann, datt mir Ex-Scharlatane sinn. Mir wäerten dofir suergen, datt mir rehabilitéiert ginn an dat net eréischt no eisem Doud, mä virdrun, wäit virdrun. Vun haut un acceptéiere mir net méi dat Wuert Scharlatan. Mir acceptéieren net méi, datt Dokteren, déi hir Patienten en toute âme et conscience mat enger anerer Form vu Medezin hëllef wëllen, duerch den Dreck gezu ginn, an dat weder vum Collège médical nach vum Contrôle médical. Et ass elo definitiv Schluss.

Et geet net méi op déi berühmte Kouhaut alles dat, wat des Alternativdokteren an de leschte Jorzéngte matgemaach hunn. Ech wäert lech och e puer Beispiller zitieren, wat déi verschidde Vertrieeder vun der Schoulmedezin an der Santéskommissioun bei der Preparatioun vun deem heiten Débat zum Beschte ginn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Arbechten an der Santéskommissioun ugeet, wëll ech am Numm vu menger Fraktioun dem Här Niki Bettendorf merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Den Här Bettendorf huet et verstanen, fir de perfekte Médiateur ze sinn tëschent engersäits de Fanatiker vun der Schoulmedezin, déi ënnert dem Motto: „Keine fremden Götter neben uns“ opgetruede sinn, an anerersäits den Dokteren a Praktiker, déi eng alternativ Form vu Medezin vertrauden hunn, an déi bái wäitem manner fanatesch waren a plädéiert hu fir déi zwou Forme vu Medezin ze integréieren.

Émsou méi muss ech den Här Bettendorf luewen, datt e Konsens fonnt gouf, well jo a senger Partei bekanntlech seng zwéi Parteikolleegen, den honorabelen Här Schroell an den honorabelen Här Krieps, net vun der alternativer Medezin iwwerzeegt sinn. Schlussendlech ass dat ze bedauern, an ech wetten a leeë meng Hand an d'Feier, wann des zwéi Hären enges Dags krank sinn, mä dat wëll ech hinnen net wënschen, a se missten op alternativ Methoden zréckgräifen, well déi schoulmedezinesch wëssenschaftlech Medezin net wierkt a se géife geheelt ginn, da géifen déi zwéi Häre soen, et wär Zoufall.

Wann ech elo dem Här Bettendorf e Luef ausgesprach hunn, dann ass dat, well ech der Meinung sinn, datt hie fir dese Kompromëss antrëtt an och dovun iwwerzeegt ass, datt dese Modell vun der Co-habitatioun deen eenzeg richtege Wee ass, deen een aschloe soll.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Wéi wär et dann, wann et ëmgedréint wär an Dir misst bei si goen?

M. Jean Colombera (ADR). - Dat géing ech maachen.

(Hilarité)

Dat kann een awer leider net vun alle Membere vun der DP behaapten. D'Demokratesch Partei huet hir zwéi Dokteren einfach léns leie gelooss, an dat aus politesche Grënn. Hire Misär ass ugaangen de 15. Januar 2002, wéi dat omneíst Gesetz iwwert déi positiv Lëscht vun de Medikamenter d'homöopathesch Medikamenter vum Remboursement ausgeschloss huet. Deemools ass eng Protestwell duerch déi ganz Lëtzebuerger Gesellschaft gaangen, an dat blot Schëff ass un d'Wackele komm, esou datt verschidde Membere vun der Demokratescher Partei sech geschuddert hunn.

Ech erënneren un déi Petitioun, déi ech an der Chamber ofginn hunn. 8.537 Leit haten déi Petitioun ënnerschriwwen. Jiddfereen, deen ënnerschriwwen huet, war skandaliséiert, an ech muss soen, datt nach méi Leit ënnerschriwwen hätten, wa mer méi Zäit gehat hätten, well et war ee Stéck Aarbecht, vum Dier zu Dier ze goen, fir eng Ennerschrëft ze kréien. Ech soen deene Leit merci, déi mech bei där Petitioun ënnerstëtzt hunn a si frou, datt de Minister seng Décisioun réckgängig gemaach huet.

Wéi d'Tageblatt den ILReS-Sondage publizéiert huet, deen der DP eng säfteg Nidderlag prognostizéiert, do war et kloer, datt d'DP hiert Wahlversprechen ëmsetze misst. Op Décisioun vun der Regierung goufen déi homöopathesch Medikamenter erëm an de Remboursement réintégréiert.

An ech sinn aus dem Staunen, Här Rippinger, net méi erauskomm wéi den Här Bettendorf den 23. Oktober 2003 an der Kommissioun deklaréiert huet, datt d'Chiropractie, d'Osteopathie, d'akupunktur an d'Homöopathie reglementéiert sollte ginn, an dëst trotz de kontradiktöreschen Aussoen an Diskussiounen, déi mer virdrun haten. Hei gesäit ee wéi eis Politiker duerchnee geréselt ginn, wann d'Vollek dobausse reagiert.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Chronologie vun dëser Debat ugeet, muss ee Folgendes festhalen. An der viregter Regierung ënnert der Tutelle vun de Ministere Lahure a Wohlfart ass iwwert d'Alternativmedezin diskutéiert ginn, allerdings ouni substanzuell Resultater.

Bei de leschte Wahlen ass op Basis vum Koalitionsaccord fest-

gehale ginn, datt d'Regierung verschidde Forme vun alternativer Medezin géif uerkenne mat enger eventueller Integratioun an de Remboursement vun de Krankekeesen.

De 4. Juli 2000, e puer Deeg nodeems déi Gréng de Pabeier iwwert d'Alternativmedezin ausgeschafft haten, hunn ech eng Proposition de loi iwwer Alternativmedezin an der Chamber deponéiert mat der Recommendation fir d'Homöopathie, d'Chiropractie, d'akupunktur an d'Phytothérapie unzeerkennen.

De 27. Juni 2001, praktesch ee Joer nodeems an dësem Dossier näischt Wesentlech passéiert ass, hunn ech meng Interpellatioun iwwert d'Alternativmedezin hei an der Chamber ofgehalen, parallel zur Interpellatioun iwwert d'Preventivmedezin. Doropshin ass den 28. Juni an der Chamber eng Resolution eestëmmegeg ugeholl gi fir der Santéskommissioun den Optrag ze ginn, sech mat der Réglementatioun vu verschidde Forme vun alternativer Medezin ze befaassen.

Et huet duerno bal siwe Méint gedauert bis déi éischt Sëtzung, de 15. Januar 2002, stattfonnt huet, bedéngt doduerch datt d'Kommissioun mat der Problematik vum Rentendesch beschäftegt war. De 27. März 2002 huet den Departement vun der Santé op Basis vun engem Questionnaire, deen un d'EU-Länner am Januar 2000 adresséiert gouf, festgehalen, datt am Prinzip nëmme zwou Forme vun alternativer Medezin zréckbehale kéinte ginn, nämlech d'akupunktur an d'Osteopathie.

Déi éischt Experté waren intern Experté vum lëtzebuergesche Gesondheetswiesen, an hei stoungen d'Zeechen op Stuerm. Wann een nach mat der Haltung vun der Santédirektioun konnt averstane sinn, déi eng éischer virsiichteg Approche zur Problematik hat, mat am Vierdergrond de Schutz vum Patient, esou kumt et knéppeldeck wéi déi éischt fanatesch Géigner vun der alternativer Medezin, nämlech de Collège médical opgetrueden ass, ee Collège médical deen, an dat muss ech hei betounen, nach Iddie vum Mëttelalter vertritt.

Schonns am Juli 2000, wéi ech meng Gesetzespropos iwwert d'Alternativmedezin eraginn hunn, huet de Collège médical a sengem Avis gesot, elo lauschtert no: „De Phytothérapeute ass e Bretzaarsch, dee sech enner anerem domadder profiléiert, datt hien de Leit seet, datt op engem Glatzkapp erëm Hoer wuesse wann ee Sëtzbieter mat Kamillebléie mécht.“ Wann Der wëllt, ech kann dat widerhuelen.

(Brouhaha général)

Et ass einfach. Ech widerhuelen: „De Phytothérapeute ass e Bretzaarsch, dee sech enner anerem domadder profiléiert, datt hien de Leit seet, datt op engem Glatzkapp erëm Hoer wuesse wann ee Sëtzbieter mat Kamillebléie mécht.“

(Hilarité)

Une voix. - Här Colombera, wien huet dat gesot?

M. Jean Colombera (ADR). - De Collège médical. Des Weideren hat ech proposéiert fir eng Iwwerwaachungskommissioun ze grënnen, mat enger Halschent Schoulmedezinner an enger Halschent Alternativmedezinner. Doropshin huet de Collège médical gesot: „Dat ass datselwecht wéi wann een eng Kommissioun géif schaffe fir Stroossenakzidenter ze verhënnere, mat enger Halschent Experté vun der Sécurité routière, an op där anerer Säit récksiichtslose Verkéierssender, déi eng grouss Zuel vu Leit um Gewëssen hätten.“ Domat sinn d'Alternativmedezinner mat Verkéierssender gläichgestallt ginn.

Des Weidere seet de Collège médical: „D'Alternativmedezin ass eng pseudowëssenschaftlech Praktik, déi guer keen“ - an ech be-

tounen d'Wuert keen „Wësse verlaangt. All Scharlatan kann dat praktizéieren. Dës Doktere méssbrauchen d'Onwëssenheet an d'Dommheet vun de Leit an et si Geldschlaangen.“ De Collège médical bedauert, datt wann d'Alternativmedezin géif reglementéiert ginn, dann d'Zauberei an de Mystizismus déi intellektuell Eierlechkeet vun der Medezin géifen ennergruewen.

Dir Dammen an Dir Hären, esou Aussoe komme vu Leit, déi d'Universitéit matgemaach hunn, vu Leit, wou ee géif mengen déi wieren an engem gewësse Grad manner vulgär wéi verschidden aner Leit, vu Leit, déi d'Gesondheetswiesen hei am Land beaflossen. Abee, Här President, ech perséinlech a meng 30 Kolleegen, déi Alternativmedezin bedreiwen - do sinn enner anerem Gynäkologen, Padiateren, Orthopäden -, mir si frou, datt mer net am Mëttelalter liewen, well als Dissidenten hätte mir mat esou Ausserunge wéi déi vum Collège médical net vill ze bestelle gehat.

A wat mech nach méi skandaliséiert ass de Fait, datt ee vun de Vertrieeder vum Collège médical an der Kommissioun gesot huet, hie selwer géif Mésothérapie a manuell Medezin, dat heescht Chiropraxis, maachen, mä hie géif dat net un déi gross Klack hängen. Dës Leit hu mir gären, déi géint d'Homöopathie klappen, a wa se da krank sinn, graife se an hir Täsche, si huelen homöopathesch Medikamenter eraus fir da geheelt ze ginn. Dës Doppelzünggeheet vum Collège médical sprécht fir sech an et kéint ee Banner doriwwer schreiwen. Et sinn dës Leit vum Collège médical, déi ouni Schimmt behaapten, datt duerch d'Alternativdoktere ganz vill Leit hei am Land stierwen oder fir hiert ganz Liewen am Rollstull condemnéiert sinn. Fir mech ass des Haltung vum Collège médical an dësem Dossier en Hohn. D'Alternativmedezin mécht hire Wee och ouni de Collège médical.

Här President, den zweeten Acteur, deen negativ opgefall ass, ass den Direkter vum Contrôle médical. Hien ass Dokter vu Beruff an hien huet a sengem perséinlechen Numm geschwat, well hien, ech zitieren, „nach net offiziell mam Dossier vun der Komplementarmedezin saiséiert gouf“ - dat war den 22. November 2002. Hie seet Folgendes: „D'Osteopathie, esou wéi déi amerikanesch Adepten et behaapten, huet ee mysteschen an en irrationalen Charakter, well gesot gëtt, datt déi organesch Krankheeten duerch Manipulatione kënnen geheelt ginn. Et ass äusserst geféierlech an onzoumuttbar fir dem Patient eng Illusioun ze ginn, datt een Tumor duerch Manipulatione ka geheelt ginn.“

Här President, ech weess net vu welchem Revolverblat den Direkter vum Contrôle médical des Informatiounen hier huet. Ech weess awer, an dat misst hien och als Dokter wëssen, datt hien als Direkter awer misst wëssen, datt en Osteopath fënn bis sechs Joer Universitéit muss matmaachen, fir iwwerhaupt den Diplom vum Osteopath ze kréien. Dofir schéngt mir seng Opreegung a seng Ängschte guer net fundéiert. Et gëtt keen Osteopath dee behaapt, datt hie mat Manipulatione Kriibs heelt. Den Direkter vum Contrôle médical soll säi Kapp a Rou leeën an owes friddlech aschlofen. D'Osteopathe wësse scho wat déontologesch richtege ass a wat déontologesch falsch ass.

An, Här President, mir hunn déi lescht Deeg hei en Dossier kritt vun Osteopathen, an ech si bereet fir dem Direkter vum Contrôle médical dësen Dossier ze iwwerreechen. Hei sinn d'Prouwen, alles wat d'Osteopathe vu Schoule matmaachen, esou wéi et an England ass, wéi et an Holland ass, an Italien, a Portugal an esou weider. Wann ech gelift, kënn Der him deen Dossier iwwerreechen. Ech soen lech merci.

Här President, ier ech elo zu...

M. le Président. - Här Colombera, all Member vun der Kommissioun huet een Dossier kritt.

M. Jean Colombera (ADR). - Ech weess. Den Dokter vum Contrôle médical gleewen ech awer net. Här President, ier ech elo zu den auslänneschen Experté kommen, déi e méi negatiivt Bild vun der Alternativmedezin ginn hunn, well ech awer nach een Dokter vun der Santé zitieren, dee gesot huet, de 17. Abrëll 2002: D'Fransouse waarden drop, datt mir als Lëtzeburger léigiféieren, well mir ee frankophont Land sinn, well da kënne si och léigiféieren. Här President, normalerweis ass et esou, datt mir als klengt Land d'Fransouse kopéieren, mä wéi et schéngt ass et hei an dësem Dossier aneschtens. Hei kopéieren d'Fransousen eis. Dat als Randbemerkung.

Ech kommen elo op déi auslännesch Kritiker. Den 22. Januar 2003 gouf de Professor Kopp vun der Stroossbuenger Universitéit agelueden, dee menger Meenung no eng méi neutral Haltung an eng gesond kritesch Approche vun der Problematik vertraueden huet. Hien huet behaupt, datt all 20 Joer d'medezinnesch Wëssen ännert, an domadder sinn ech d'accord. Hien huet behaupt, datt den Dokter selwer dat beschte Medikament ass, an domat sinn ech och d'accord. Hien huet behaupt, datt déi homöopathesch Medikamenter haaptsächlech vu Leit aus der räiche Schicht vun der Gesellschaft geholl ginn. Man siehe und staune: Leit, déi eng gewisse Bildung hunn, huelen homöopathesch Medikamenter.

Véiertens huet e behaupt, datt all Medikament ee gewisse Placeboeffekt huet. Hien huet d'Aspirin zitiiert, déi normalerweis no 25 Minutte wierke soll. Bei verschidde Leit soll se awer schonns no fénnef bis zéng Minutte wierken, an dat wier dann de Placeboeffekt. Domat kann ech awer net d'accord sinn, well all Mensch ass aneschtens, all Mensch huet eng aner Nues.

Dat huet eis jo och de Professor Nicolay an der Kommissioun erkläert, wéi en eis iwwert d'Individualpsychologie beroden huet.

Une voix. - Dat ass dach kee Professor!

M. Jean Colombera (ADR). - Vu datt all Mensch aneschtens ass, muss ech unhuelen, datt och dee ganze Stoffwiessel aneschtens ass. Bei deem enge reagiert e méi schnell, bei deem anere reagiert e méi spéit.

Une voix. - Dat ass richtig.

M. Jean Colombera (ADR). - An dat fir ze erklären, firwat datt d'Medikamenter, den Aspirin, bei deem engen no fénnef Minutten a bei deem aneren eréischt no 25 Minutte wierkt. An dat géif och erklären, firwat datt d'Homöopathie bei deem enge wierkt a bei deem aneren net wierkt.

De Professor Kopp huet och véier Studien zitiiert, déi bewiese sollten, datt d'Homöopathie net funktionnéiert. Bei enger genauer Analyse huet sech awer erausgestallt, datt déi véier Studië falsch Premissen haten.

An do wéll ech gären eng Studie hei zitieren, net alleguer wéinst Zäitmangel, mä ech wéll lech gären bewisen, wéi schlecht datt e louch. Hien huet gesot, an enger Studie hu se Medikamenter geholl a si wollt wëssen, ob déi homöopathesch Medikamenter eng Gripp könnte verhënneren. En ass zur Schlussfolgerung komm, datt dat net de Fall wier. Or, vun Natur aus vun der Saach, entweder heelen homöopathesch Medikamenter oder heelen net. En homöopathesch Medikament kann ni eppes verhënneren. Also war vu vieren déi Studie do falsch. Et gétt keen

homöopathesch Medikament wat eng Krankheit verhënneren, mä nëmmen ee Medikament wat entweder heelt oder net heelt, nom Prinzip „similia similibus curantur“, Gleiches mit Gleichem behandelen oder heilen.

De Professor Kopp huet sech och déi sou genannten „evidence based medicine“ op de Leescht geholl an en huet gesot, alles misst no deem Prinzip do funktionnéieren. Hien huet awer missen zouginn, datt déi „evidence based medicine“ eréischt säit 20 Joer existéiert an datt alles virdrun, wat an der Medezin existéiert huet, net wëssenschaftlech bewise war, a wann haut alles genau ënnert d'Lupp geholl géif ginn, da wieren esouguer verschidde Piliere vun der Schoulmedezin a Fro gestallt.

Den 22. Abrëll 2003 huet d'Kommissioun de Professor émérite Marcel-Francois Kahn vun der Rheuma-Abteilung vum Hôpital Bichat zu Paräis a sengen Ausféierungen héieren.

Här President, wann ech mech net ieren, ass den honorabelen Här Schroell perséinlech op Paräis gipilgert, fir de Professor hei op Lëtzebuerg ze invitieren, mam Resultat dat mer kennen.

M. Marco Schroell (DP). - Et ass alles telefonesch iwwert d'Bühn gaangen.

M. Jean Colombera (ADR). - De Professor, dee sech als „ennemi public numéro un, reconnu et déclaré“ vun der Homöopathie vu jeeglecher Form vun net klassischer Medezin bezeechent huet, ass esouguer op der éischter Säit vum Chamberblietchen Nummer 13 vum leschte Joer publizéiert ginn an ass an d'Vitrin gestallt ginn. Menges Wëssens sinn déi aner Experten net esou offensichtlech virgestallt ginn, an dat Här President, ass net grad e Kompliment fir eis Chamber. Wann een en Expert op Photo bréngt, Här President, fir déi nächste Kéier, wéllt ech awer och gären, datt alleguerten d'Experte publizéiert a virgestallt ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Däerf ech weiderfueren? Eng vu sengen éischten Aussoe war déi hei: „Wann een eng nei Nier transplantéiert kritt, dann däerf ee kee Pamplemousse-Jus drénken“. Also Dir Dammen an Dir Hären, wat huet en domat gemengt? Ech weess et net. War dat positiv? War dat negativ? Ech ka mer net virstelle wat domat gemengt ass?

Déi sou genannten douce Medezin, sot en, ass pur Angeberei a Charlatanismus. Dat si Patamedezinnen. Här President, ech hu laang iwwerluecht wat heescht dat Patamedezin? Ech hu kee Wuert fonnt wou Pata dra wier, ausser d'Wuert Patate. Ech sinn also zur Konklusioun komm, Här President, datt hie gemengt huet, datt all Alternativmedezin eng Grompermedezin wier.

(Hilarité)

Den Här Kahn huet och behaupt, datt d'Heilpraktiker 1939 ënnert dem Hitler-Regime agefouert goufen. Dat ass wouer. Et ass ee Sonderstatus agefouert ginn, well maner Dokteren do waren an datt déi richteg Doktere fir d'Wehrmacht zoustänneg wieren an d'Heilpraktiker fir dat einfach Foussvolle. Ausserdeem géif hie bedauern, datt op aacht franséischen Universitéiten homöopathesch Studien uegebuede géife ginn. An hie stellt fest, datt 45% vun den Dokteren, déi ganz schlecht Noten an hirem Medezinstudium haten, sech fir Alternativmedezin géifen interesséieren. Hie warnt d'Leit virun der Homöopathie, well d'Homöopathie hire Geldbeidel staark strapazéiert. Hie behaupt, datt well de Glawen an déi verschidde Reliounen ofgeholl huet, d'Leit sech dobausse mat esoteschen a mysteschen irrationalen Aspekter géife beschäftegen, wéi zum Beispill mat der Homöopathie.

Här President, de Professor Kahn huet d'Impressioun ginn, hie wier ee vun deene gréisste Wëssenschaftsverfechter, awer trotz sengem grouse wëssenschaftleche Background, deen en huet, ass hien awer iwwer seng eege Féiss gefall. En huet nämlech gesot: „Ech gleewen un d'Psychoanalys.“ Här President, grad d'Psychoanalys ass déi Spezialitéit, déi am mannste wëssenschaftlech Kritären opweist an déi net an de Kader vun der „evidence based medicine“ erapasst. Dat war dee gréisste Selbstgol, deen de Professor Kahn jeemools geschoss huet. Mä wéi seet d'Spréchwuert, „mancher geht nach Wolle aus, und kommt geschoren selbst nach Haus!“

(Hilarité)

Här President, et ass een einfach net méi glawierdeg, wann een op där enger Säit krampfhaft verlaangt, datt alles no wëssenschaftleche Kritären oflaffe muss an op där anerer Säit Konzessiounen mécht a Saache gutt fénnt, déi guer keng sou genannte wëssenschaftlech Basis hunn.

E staarkt Stéck ass awer och de Fait, fir als grouse Géigner vun der Homöopathie opzotrieden an dann op där anerer Säit ze behaupten, datt déi homöopathesch Medikamenter guer keng Gefor duerstellen. Dat hu mer haut och hei héieren. Also een, dee behaupt, datt d'homöopathesch Medikamenter keng Gefor duerstellen, dee ka beim beschte Wëllen net iwwer Homöopathie schwätzen, well dee kennt näischt dovunner. An ech betounen esouguer, datt all homöopathesch Medikamenter eng gewisse Gefor hunn. Ech soen dat hei an ech huele meng Wieder net zréck. Wann eng Person ofgeschwächt ass, an déi kritt homöopathesch Medikamenter, déi schlecht ausgewielt sinn, da kann déi Person esouguer stierwen. Dat hunn ech hei behaupt, dat zéien ech net zréck. D'Homöopathie huet eng gewisse Gefor.

Ech bedauern, datt Leit, déi kee Studium an der Homöopathie hunn - Studien an der Homöopathie si ganz, ganz schweier, dat muss ech hei betounen - als grouss Riichter optrieden an einfach drop klappen.

Här President, ausser dësen negativen Aspekter an der Kommissioun muss ech awer ervirsträichen, datt alleguer déi aner Experten, déi mer invitéiert haten, hire Point de vue op eng sachlech Manéier duergestallt hunn, obschonns si eng méi favorabel Tendenz no Alternativmedezin gewisen hunn. Et ass keen an d'Versuchung gefall, fir d'Alternativmedezin als en Allheilmittel unzegesinn. Jiddereen huet ënnertrach, datt d'Alternativmedezin komplementar zur Schoulmedezin misst ugewant ginn. Esouwuel den Dokter Pascal Neveu, de President vum Collège homéopathique lorrain a Vizepresident vum Syndicat homéopathique français, wéi den Här Louis Stephany, Dokter a Chiropaxis an de Professor Lucien Nicolay a sengem Referat iwwert d'Individualpsychologie, hunn alleguer kloer an däitlech gemaach wou d'Virdeeler vun enger individueller Behandlung sinn an datt nëmmen de Mensch als e Ganzt ugesi ka ginn an net als en Ensemble vun Organer, wou nëmme Symptomer kënne behandelt ginn.

Alleguer dës Experten hunn e substanzuellen, gutt dokumentéierten Dossier presentéiert an eleng dës Approche huet bewisen, datt déijéineg, déi sech fir alternativ Methoden asetzen, extrem gutt preparéiert sinn, ganz vill Kenntnisser hunn, sech permanent ausbilden a ganz gutt wësse wéini een d'Alternativmedezin uwendet kann a wéini net.

Och d'Vertrieder vun den Apdiktere ware positiv agestallt. Ech hat si gefrot, ass eng homöopathesch Substanz ee Medikament? Si hu gesot: Jo. Et ass en homöopathesch Medikament a si wieren dofir, datt déi Medikamenter net fräi wieren, dat heescht, si missten ënner der Kontroll vum Dokter stoen.

De Collège médical huet gesot, si misste fräi verkaaft ginn an esou géifen d'Leit net méi bei den Dokter goen an da géif dësen Humbug ophalen. Mä d'Vertrieder vun den Apdikteren hu gesot, et wier eng Gefor, well och an Internet verschidde Preparatiounen géifen optauchen, déi fräi verkaaft kënnte ginn an do géifen zum Beispill Cortison, Anabolika an aner Substanzen uegebuede ginn ënner homöopathescher Dosis, déi geféierlech wieren. Also missten normalerweis all homöopathesch Medikamenter ënnert der Kontroll vum Dokter sinn an dann och plus au moins zréckbezuelt ginn.

Et huet laang gedauert bis d'Kommissioun agesinn huet, datt d'Alternativmedezin reglementéiert misst ginn. Si ass do. Et däerf een net esou maache wéi wa se net géif existéieren. Se reglementéieren heescht méi eng grouss Méiglechkeet ze hunn, fir se ze kontrolléieren. Kee Patient brauch elo ze fäerte fir sengem Dokter ze soen, datt hie vun alternative Methode Gebrauch mécht. All Dokter muss sech elo dofir interesséieren, eleng aus der Feststellung eraus, datt hien ofschätze muss, ob verschidde Methoden oder Medikamenter matenee kënne gebraucht ginn. Déi Grozon, déi bis elo existéiert huet, ass eriwuer. D'Parlamentskommissioun vun der Santé huet esou decidéiert. De positiven Afloss op eist Gesondheetsweise wäert sech an Zukunft erausstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt de Friedrich Schiller zitieren: „Tag wird es auf die dickste Nacht, und kommt die Zeit, so reifen auch die spätesten Früchte.“

Haut ass e schéinen Dag, e schéinen Dag fir alleguerten déi Leit, déi Alternativmedezin praktizéiert hunn, fir alleguerten déi Leit, déi mat alternativer Medezin behandelt goufen a gutt Resultater erziilt hunn. Elo geet et dréms, fir se weiderzeentwéckelen a fir ze iwwerzeegen. Leit, déi géint Alternativmedezin sinn, wäerten et ëmmer ginn, awer hoffentlech ëmmer mander.

Ech wéilt mat engem chinesischesch Spréchwuert ofschléissen: „Es ist hundertmal besser eine Kerze anzuzünden, als über die Dunkelheit zu schelten.“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuenger Parlament huet et erlaabt, datt d'Alternativmedezin sech a Rou ka profilieren. Vun eiser Säit aus e grouse Merci un alleguerten déi, déi dozou bäigedroen hunn, datt dësen Audit zur Erfolgsstory ginn ass. Et ass elo un der Alternativmedezin ze bewisen, wat an hir stécht.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut zu spéider Stonn eng Debatt féieren iwwert d'Médecine non conventionnelle, wéi et offiziell heescht, d'Alternativmedezin oder d'Médecine douce, wéi et am Volleksmond heescht, dann hu grad déi Gréng dorun e gewisse Mérite.

Mir hate schon ënnert der viregter Regierung versicht den Dossier viruzedriewen. Eis gréng Fraktioun am Europaparlament hat an deene Jore virdrun och scho grouss Efforté gemaach a Richtung vun engem Pluralisme thérapeutique, an och déi adoptéiert Entschléissung vun 1997 vum Europa-

parlament am Sënn vun enger Reconnaissance a Réglementation vun enger Partie vu Médecines non conventionnelles huet a wäiten Zich d'Handschréft gedroe vum Paul Lannoy, engem belsche gréngen Europadeputéierten.

Mir waren also schon ënnert der viregter CSV-LSAP-Regierung an och am Fréijoer vum Joer 2000 an engem Theesepabeier op d'Noutwendegkeet vun enger offizieller Unerkennung vun de virleienden Therapierichtungen agaangen an haten als Corollaire dovun e seriöse Remboursement am sozialen Intérêt vun de Patienten agefuerdert. Dozou sti mer selbstverständlech och haut, a fir eis ass dësen Débat och net den Ofschluss vun dëser Diskussioun, well mir der Meenung sinn, datt och an de kommende Joren et eng weider Diskussioun doriwwer misst ginn, well et sécher och nach déi eng oder aner Alternativmedezin gétt, déi derwäert wär fir seriö evaluéiert ze ginn.

Ech drécke mech an dësem Kontext bewosst ganz virsichtig aus, well sech natierlech an dem Bereich vun der Alternativmedezin och eng ganz Partie vu méi onseriöse Praktiken ageschlach hunn, an et dréint sech dobäi net nëmmen em Scharlatanerie vu reliésen oder pseudoreliésen Sekten, déi mer komplett oflehen.

Mir waren an dëser éischter Approche d'accord, fir eis an der Diskussioun op déi véier schonn erwähnte Praktiken ze beschränken. Mir hunn elo e Bericht vun der Kommissioun dozou virleien an och eng Motioun vun de Regierungsparteien, déi och ënnerschriwwen ass vun aneren, eng Motioun, op déi ech herno nach wäert agoen.

Wat de Kommissionsbericht ubetrëft, esou hat ech mech beim Vote doriwwer aus enger Rei vu Grénn enthalen. Et géif ze wäit féieren, fir déi elo nach eng Kéier hei ze widerhuelen. Op d'Motioun wäert ech, wéi gesot, zum Schluss zréckkommen.

Zum Bericht selwer - dee sécher net einfach ze verfaasse war a wou mer alleguer sécher dem Auteur, dem Här Bettendorf, mä awer och dem Här Bisenius, deen dat schréftlech gemaach huet, musse merci soen - just e puer noutwendeg Remarken.

1. Et wär eng absolut positiv Approche, fir zu all deenen therapeutischen Approchen ëmmer en Expert an e Géigenexpert ze héieren, fir eis esou kënnen eng équilibréiert Meenung ze bilden.

2. Opfalend mä net iwwerraschend war d'Haltung vun der sou genannter offizieller Schoulmedezin, déi all dës Médecines complémentaires vis-à-vis méi oder wéineger negativ agestallt war an och bleift. Drobber wäert ech och nach zréckkommen.

3. Et goufe schliesslech an der Kommissioun eng ganz Partie vun Accordes queesch duerch déi verschidde Fraktiounen op enger ganzer Rei vu Punkten, déi vum Rapporteur, dem Här Bettendorf, hei schonn opgezielt goufen, an op déi ech bei der Konklusioun a beim Vote iwwert d'Motioun nach eng Kéier wäert zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun iwwert d'Ausenanersetzung em d'Schoulmedezin op där enger an der sou genannter Alternativmedezin op där anerer Säit gétt et am Fong schon zënter laange Joren, a si gétt zum Deel leider mat ganz harde Bandage bedauert, wat mir Gréng jiddefalls bedauern, well mir do éischter e konstruktivt Mateneen, statt e konterproduktivt Géintenee géife ginn.

Fir dës onséileg international Ausenanersetzung, déi grad de kranke Patient wéineg nézt, ze charakteriséieren, wéillt ech un dëser Plaz en Auszuch zitieren aus engem ganz zentelem Artikel iwwert d'Alternativmedezin aus enger bekannter däitscher Wochenzeitung

schréft: „Durch die Welt der Heil-
kunde geht ein Riss. Auf der einen
Seite - behaupten Kritiker gern -
habe sich das medizinische Estab-
lishment verbunkert, die ihre Privi-
legien verteidigende Elite eines
seelenlosen Rationalismus, der
nicht in der Lage sei, den „ganzen
Menschen“ zu sehen, nur „Sympto-
me“ kuriere. Ärzten dieser Schule
mangele es an „sanften Thera-
pien“, und sie neigten dazu, stets
zur „chemischen Keule“, zum
„nicht naturgemäßen“ Stahl und
Strahl zu greifen.

Diesseits des Grabens, immer an
der Seite der Kranken, sehen sie
sich selbst, die Praktiker der „alter-
nativen“, der „ganzeinheitlichen“,
der „sanften“ Medizin.

Für den nach Ideologie und Glau-
bensgewissheit hungernden Zeit-
genossen mögen derlei weltan-
schauliche Debatten unterhaltend
und bestärkend sein - für den kriti-
schen Verbraucher sind sie es
längst nicht mehr. Dem Patienten,
der heute gesund werden möchte,
kann es gleich sein, ob die Be-
handlung, die ihn kuriert, im Schlaf
erträumt oder im Reagenzglas ent-
deckt wurde. Es muss ihn nicht
scheren, ob das Idol seines Arztes
Paracelsus oder Barnard heißt.
Wichtig ist nur, dass am Ende sein
Wohlbefinden wiederhergestellt ist,
seine Leiden gelindert werden.“

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, déi
he zitéiert Kriticken an der offizi-
eller Schoulmedezin si ganz sécher
staark iwwerspézt, mä et sinn
awer Kriticken, déi een an dës
oder ähnlecher Form ëmmer erëm
héiert, an déi op jidde Fall e
gewësse Malaise ronderëm d'Me-
dezin insgesamt erëmpigelen.

Ganz onofhängeg vun dëser De-
batt iwwert d'Alternativmedezin
sinn et an deene vergaangene Jo-
re bekanntlech ëmmer erëm vun
ënnerschiddlechste Säite Kriticke
ginn un enger Rei vun Aspekter
vun der offizieller Medezin, och hei
am Land, an déi offiziell Medezin
muss sech dës Kriticke stellen.

Ëmgekéiert, an dat wëll ech fir déi
Gréng awer och hei ganz kloer
betounen, huet dës klassesch
Schoulmedezin awer noweisbar
immens Mériter, Mériter, op déi
sécher net genuch higewise gétt
bei der Behandlung vun Infekti-
onen, zum Beispill an der Chirurgie
an a vill anere Beräicher. Et kann
een an der Moyenne sécher och
soen, an dat déi meeschten Doktere
versichen hiert Bescht ze ginn am
Intérêt vun hire Patienten, an dat
och ganz vill Patienten eng ganz
gutt Meenung vun hire jeeweiligen
Dokteren hunn. Mä dat ass trotz-
deem nach laang net ëmmer esou,
an et kënn och vir, dat Patiente
sech bekloen, dat se sech net
eescht geholl fillen, dat den Dok-
ter sech keng Zäit géif huelen, oder
dat se sech esouguer un eng
Fließbandoffäerdegung erënnert
fillen. Dat ass jo och dat, wat den
Här Di Bartolomeo hei gesot huet.

Richtig un esou Kloen ass sécher,
datt oui eng seriö Anamnes an
duerno e seriöen Diagnostik, de
kranke Patient net geheelt gétt,
datt seng Krankheet riskéiert chro-
nesch ze ginn, an en dofir vun Dok-
ter zu Dokter a vu Spezialist zu
Spezialist wandert, fir geheelt ze
ginn. Aus dëser Situatioun eraus,
déi fir de Betroffene verzweifelt
ass, kënn dann oft och d'Ofwen-
dung vun der klassescher Medezin
insgesamt an d'Hiwendung zu al-
ternativ tätigen Dokteren hei am
Land, oder ganz oft och op där
anerer Säit vun der Musel oder iw-
wer eis Landesgrenzen eraus.

De Faktor Zäit, fir sech mat engem
Kranken ofzeginn, deen als
Mënsch an net just als Nummer
wëllt considéiert ginn, spillt an
der Medezin insgesamt eng wicht-
teg Roll, an et ass sécher eng vun
deene wichtige Ursachen, fir-
wat net wéineg Leit op d'Alternativ-
medezin zréckgräifen. Eng aner
Ursach ass sécherlech eng
gewësse Méfiance par rapport zu
erwaarten Niewewirkunge vu
klassesche Medikatiounen.

Et wär also, mä dat hunn ech op
dëser Tribün scho méi wéi eng
Kéier gesot, endlech un der Zäit fir
an der Medezin insgesamt, also
och an der klassescher Medezin,
an am Interesse vun enger besse-
rer Medezin iwwer anescht modu-
léiert Tarifikatiounen ze diskutéie-
ren, Tarifikatiounen, déi selbst-
verständlech dem Kritär Qualitéit,
mä awer och dem Faktor Zäit pro
Patient méi missten entsprechen.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, wéi
vill Leit gräifen dann haut iwwer-
haapt op déi verschiddenst Alter-
nativ- oder Komplementarmede-
zinnen zréck? Iwwer Lëtzebuerg
gétt et do keng genau Zuelen, just
e puer Zuelen aus auslänneschen
Ëmfroen.

Laut enger rezenter Ëmfro vum For-
sa-Meenungsfuerschungsinstitut
aus Däitschland hu 35% gesot, si
hätte scho mat Erfolleg Phytothera-
pie ugewant, 43% mat Erfolleg sou
genannte Kneippkuren an 33% mat
Erfolleg Homöopathie an esou vir-
run.

Enger rezenter Ëmfro a Frankräich
no just iwwert d'Homöopathie géife
5% vun de Fransose regelméis-
seg op Homöopathie zréckgräifen
a 35% heiansdo.

Laut der Weltgesundheitsorgani-
satioun sollen an Australien 48%, a
Kanada 70 an den USA 42, an der
Belsch 38 an a Frankräich 75% vun
der Bevölkerung mindestens eng
Kéier schonn op all déi verschid-
den Alternativmedezinnen zréck-
gegraff hunn. D'Alternativmedezin
ass haut keen total marginale Phe-
noméen méi, an et ass sécher op-
grond vun dësen Zuelen, datt
d'OMS gemengt huet, datt de Mo-
ment komm wär, fir „de développer
une stratégie pour aborder les pro-
blèmes de politique, innocuité, effi-
cacité, qualité, accès et usage ra-
tionnel de la médecine tradition-
nelle, complémentaire et parallèle.“
Souwäit d'OMS.

Dir Dammen an Dir Hären, wann
een all - ech betounen all - déi vill
verschidden Alternativmedezinne
kuckt - an et ginn dobäi ganz
komescher an och munch geféier-
lecher wéinst hiren Implikatiounen
mat reliéise Sekten -, da fällt et
engem op, datt eng ganz Partie
vun hinne versicht hunn, hirer The-
rapierichtung e philosopheschen
Ennerbau, e philosophesch
Gerüst ze ginn.

Aus dem Altertum hier zum Beispill
schon déi chinesesch Medezin,
mä awer och d'ayurvedesch Me-
dezin, déi aus Indien kënn, mä och
méi rezent Richtungen, wéi zum
Beispill d'Anthroposophie oder och
eng Rei vu manuellen Therapien.
D'Fro, ëm déi et eis hei muss goen
an déi och de Patient interesséiert,
ass awer net, ob ee mat dem philo-
sopheschen Ennerbau vun esou al-
ternativ Medezinnen d'accord ass
oder net, mä d'Fro ass eenzeg an
eleng ob se hëllef d'Krankheeten
ze heelen oder ze lindere oder
net. Dat ass och an der klasse-
scher Medezin esou, wou et dem
Kranken u sech och egal ass, wat
fir eng biochemesch Zesumme-
setzung vun enger Pëll et ass a vu
wat fir engem Pharmakonzern se
verkaaft gétt. D'Haaptsach ass,
de Kranke kritt gehollef.

D'Fro ass also och net: Médecine
douce oder chemesch Medezin,
d'Fro kann nëmmen heeschen:
wierksam Medezin oder net wier-
sam Medezin, an, ass de Risque
vun Niewewirkungen net méi
grouss wéi den erwaartene Bene-
fiss?

An dësem Kontext gouf an eiser
Santéskommissioun vun de Vertrie-
der vun der offizieller Schoulmede-
zin betount, déi véier analyséiert
Komplementarmedezinnen: Aku-
punktur, Homöopathie, Osteopa-
thie a Chiropraxis hätte keng er-
wisen therapeutesch Effikassitéit,
déi iwwert de Placeboeffekt géif eraus-
goen. Muncher hunn esouguer vu
purem Scharlatanismus geschwat.
Ëmgekéiert hunn déi an d'Kom-
missioun ageluete Vertrieeder vun den
alternativen Disziplinen hir méi

global therapeutesch Approche
duergestallt a verteidegt a si hunn
och higewisen op all déi euro-
päesch Länner an deenen hir Dis-
ziplin schonn unerkannt ass an
zum Deel och vun de Krankeese
rembourséiert gétt. Well dat vum
Rapporteur a vu menge Virriedner
schon ernimmt gouf - déi Länner
sti jo och am Rapport vun eiser
Kommissioun -, wëll ech dat elo hei
net nach eng Kéier widderhuelen,
och wann eis zum Beispill de
belsche Modell relativ seriö er-
schéngt.

D'Meenunge vun den Experten a
Géigenexperté sti sech natierlech
och no dësen Hearingen an eiser
Kommissioun diametral vis-à-vis,
an et ass also un der Politik ze tran-
chéieren, awéiwäit eng Ouverture
zu de genannten Therapierichtun-
ge gemaach gétt a wéi wäit dës
Ouverture geet, virun allem och
wat de Remboursement dovunner
am Intérêt vun Patient ubetrëfft,
well et ass jo och e soziale Pro-
blem, deen domadder verbonnen
ass. Als Gréng hate mir an eisem
Wahlprogramm 1999 an och an
eisem Theesepabeier am Joer
2000 fir eng virsichteg Ouverture
plädéiert, eng Ouverture, déi
engem „pluralisme thérapeutique“
géing entgéintkommen, e „pluralis-
me thérapeutique“, dee vun Deeler
vun der Bevölkerung op jidde Fall
gewünscht gétt, a mir haten eis
och ëmmer agesat fir e sozial
sënnvolle Remboursement vun
dësen Therapien.

A wann haut vu munchen hei gesot
gétt - et ass hei vu munchen gesot
ginn -, et kënn ee grad haut, wou
d'Krankeese scho finanziell
Schwierigkeiten hunn, esou The-
rapien net och nach rembourséie-
ren, esou muss ech allerdéngs
drop hiweisen, datt dës Alternativ-
medezinnen eis Krankeesen
nëmmen extrem wéineg belaa-
schen oder géinge belaa-
schen, an zweetens misst een dann
nach emol méi déif gehend iwwert
déi wirklech Haaptursache vun den
Defiziter schwätzen, an déi leien
net bei der Alternativmedezin.
Dréttens wär da vläicht och emol
eng fundamental Debatt doriwwer
ze féieren, wéi vill eis Gesellschaft
insgesamt fir e performant San-
tëssystem an och fir e pluralis-
tesche Santëssystem bereet wär
auszeginn, wéi vill dat ee bereet
ass sech dat kaschten ze loossen.
De Käschtepunkt vun dëser Alter-
nativmedezin ass fir eis jiddefalls
keen zolidd Argument, a mir tri-
eden op jidde Fall weiderhi fir räs-
onabel a sozialverträglech Rem-
boursement an.

D'Vertrieeder vun der klassescher
Schoulmedezin, déi zum Beispill
d'Homöopathie oder d'akupunktur
oflehen, an dat ass sécher de
Mainstream vun der Schoul vun de
Schoulmedezinner, obschonn et
och aner Schoulmedezinner an
och Unisproffe gétt, déi dat net
maachen, dës Vertrieeder vun der
klassescher Schoulmedezin leh-
nen d'Homöopathie an d'akupunk-
tur of, well se keng Effikassitéit
hätten, déi iwwert de Placeboeffekt
géing erausgoen. An den eenzege
Moyen fir d'Effikassitéit erauszufin-
nen, dat wär am Kontext vun
där schonn hei zitéierter „evidence
based medicine“ e sou genannten
„essai en double-aveugle contre
placebo“, wou zwou Gruppe vu
Patiente selektionéiert ginn, déi
entweder e Medikament oder e
Placebo géinge kréien, a woubäi
weder Dokteren nach Patiente
wësst wat wat kritt. An herno gétt
dann e statistesche Calcul ge-
maach, a wat fir engem Grupp sta-
tistesche déi meeschte Wierkungen
oder Symptomlinderung geschitt
sinn.

Dat ass sécherlech eng interessant
Approche a Richtung Wëssen-
schaflechkeet vun der Kontroll vun
enger Wierkung. Et ass ofgeleet
aus der Pharmacologie an et ass

ouni Zweifel e wäertvoll Instru-
ment. Et ass allerdéngs nëmmen
een Instrument an net dat eenzeg,
an domat wär et an eisen Ae
falsch, dës Instrument zum eleng
séileg maachenden Dogma ze
verklären.

Ganz kuerz a Stéchwierder just
firwat dës Approche eleng net
duergeet an och keng absolut
Wëssenschaflechkeet garantéiert.
Eishtens ass de Mënsch keng
Maschinn, bestehend just aus Or-
ganer, a wou ee just e Medikament
bräicht anzesetze fir dat krankt Or-
gan ze flécken. Esouguer wann e
Medikament op engem Organ eng
Wirkung huet am Sënn vu Sym-
ptomlinderung, dann heescht dat
nach laang net, datt d'Ursachen,
d'Gronderkrankung, déi zu dem
Problem um Organ gefouert hunn,
gläichzäitig och beseitigt wäeren.

Vun Homöopathen, mä zouneh-
mend och vu Schoulmedezinner
gétt dat ëmmer méi esou gesinn,
an et gétt zounehmend geschwat
vu fonctionellen Erkrankungen
oder vu sou genannte Multisystem-
erkrankungen, bei deenen
d'Stéierung vum Immun-, Nerven-
oder hormonelle System gestéiert
ginn. Den Trugschluss vun engem
Medikament, dat sech an engem
„essai en double-aveugle“ géint
Placebo als statistesch wierksam
bei engem gréisseren Deel vu Pa-
tienten erweisen huet, kann zum
Beispill och dorobber berouen,
datt zwar kuerzfristeg eng Linde-
rung vun de Symptomen um be-
traffenen Organ antrëtt, datt d'erno
awer d'Erkrankung erëmkënn
oder ganz einfach op engem ane-
ren Organ zum Ausdrock kënn.

Des Weidere wär en dogmatesch
Sech-Festleeë just op eng Zort vun
Effikassitéitstester och medezin-
nesch gesinn net sënnvoll, well et
an der Medezin och nach aner Er-
kenntnisemethoden gétt, déi och hire
Wäert hunn, nämlech virun allem
eng gutt Weiterbildung vun den
Dokteren, fir mat der Entwécklung
virunzekommen, an eng wichteg
Erkenntnisquell ass sécher och déi
konkret Erfahrung vum Dokter mat
konkreten Erkrankunge vum kon-
kreten individuell Patient, déi alle-
guerte verschidde si mat hire
Krankheeten.

Et solle ronn 30.000 verschidde
Krankheitsbiller a Symptomer do-
vunner ginn, an dës individuell Er-
fahrung vum Dokter, wa se och
nach am Austausch mat aneren
Dokteschkollege geschéien, si
sécher och ganz bedeitend Er-
kenntnisquellen, esou datt d'Er-
kenntnisser, déi aus dem sou ge-
nannten „essai en double-aveugle“
gewonne kënnen ginn, just e relativ
klengen Deel vu Wëssenschaf-
lechkeet kënnen bäidroen, an dat
besonnesch an der konkreter all-
deeglecher Praxis vun den Dokte-
ren, wou noweisbar déi berühmten
„evidence based medicine“ kaum
applicabel ass. An der konkreter
Dokteschpraxis ass d'„evidence
based medicine“ kaum applicabel.
Dat gétt esouguer gesot vu Leit,
déi selwer d'„evidence based me-
dicine“ definéiert hunn.

Doniewent - an dat huet esouguer
näischt mam Sträit ëm d'Alternativ-
medezin hei ze dinn - gétt et esou-
guer annerhalb vun der klasse-
scher Schoulmedezin selwer ge-
wichteg Stëmmen an och wëssen-
schaflech Etüde vu bedeitenden
Universitëten, zum Beispill der
Yale-Universität oder der Universi-
téit vun Hamburg, publizéiert an de
renommierteste medezinwëssen-
schaflechen Zeitungen, wéi zum
Beispill dem „New England Journal
of Medicine“, déi déi eesäitig dog-
matisch Fixéierung eleng op déi
sou genannte randomiséiert
„double-aveugle“-Studië kloer a
Fro stellen an drop hiweisen, datt
gutt Beobachtungsstudien entwe-
der grad esou gutt oder esouguer
besser Erkenntnisser a Resultater
géinge liwweren.

Dir Dammen an Dir Hären, fir déi,
déi dat interesséiert, hunn ech hei
zwou esou Studië matbruecht aus
dem Joer 2000, aus dem „New

England Journal of Medicine“, déi
genau dat hei beleeden, héich offi-
ziell schoulmedezinnesch Etüden,
déi genau dat beleeden, wat ech elo
hei gesot hunn. Fir déi Leit, déi dat
interesséiert, ech stellen deenen se
ganz gär zur Verfügung. Ech wëll
just aus där enger vun den Etüden
een interessant - ech mengen, et
kënn ee vill Zitater bréngen, - Zitat
aus dem Artikel vun der Fue-
schungsgrupp vun der Yale-Uni-
versitéit virlesen.

Et ass op Englesch, dofir well et op
Englesch ass a well main Englesch
net terribel gutt ass, hunn ech hei
awer eng däitsch Iwwersetzung, an
déi heescht folgendermoossen:
„Der volkstümliche Glaube, dass
nur randomisierte, kontrollierte Ver-
suche verlässliche Ergebnisse
bringen und alle Beobachtungs-
studien in die Irre führen, leistet der
Patientenbehandlung, der klini-
schen Forschung und der medizi-
nischen Berufsausbildung einen
Bärendienst.“ Dat ass d'Enn vum
Zitat, an där gétt et der nach eng
ganz Rei an deenen doten Etüden,
mä och a medezinwëssenschaf-
leche Fachbicher, déi ech elo hei
net konnt matbréngen, mä déi ech
awer ganz gär och bereet wär hei
ze zitéieren.

Et gétt also, Dir Dammen an Dir
Hären, och am Beräich vun der
Schoulmedezin selwer ënner-
schiddlech Avisen iwwert de Stel-
lewäert vun esou randomiséierte
Medikamentenetüden. Dës Etüden
hu sécher e gewësse Wäert, mä si
däerfen an eisen Aen awer net zum
absoluten an eenzegem Dogma
ginn, a virun allem och däerfen se
an eisen Aen net zum absoluten
Doudschlagargument fir all aner
Meenunge benotzt ginn, an am
konkrete Fall och fir der Alternativ-
medezin jiddfer Sënn a jiddfer Be-
rechtigung a jiddfer Wierksamkeit
ofzesprechen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass
elo hei net méi Zäit, am Detail déi
véier Alternativtherapierichtungen
duerzustellen an ze erklären. Bei
der Akupunktur, der Osteopathie
an der Chiropraxis ass fir eis, mä
och fir Milliounen Patiente weltwäit,
d'Sachlag ganz kloer: Si hunn an
eisen Aen noweisbar fir eng Partie
vu Krankheitsbiller eng spezifesch
Wierksamkeit, déi onzweifelhaft
ass. Bei der Akupunktur virun allem
an der Schmäerzbekämpfung, bei
der Osteopathie a bei der Chiro-
praxis virun allem bei Problemer
vum Skelett, vu Wirbelen, Muske-
len, Gelenker a Ligamenter, an dat
sinn duerch scho gréisser Indi-
katiounsgebitter.

Bei der Akupunktur a fir hir Wier-
ksamkeit nozeweisen, hunn nach
viru kuerzem zum Beispill däitsch
Wëssenschaflecher Patiente behan-
delt mat Akupunkturrollen. Mä si
haten derniewent awer och speziell
Akupunkturrollatrappen hierge-
stallt an och domadder geschafft,
woubäi déi Krank doriwwer net
Bescheid woussten. Si woussten
net ob se behandelt wäeren mat rich-
tegen Akupunkturrollen oder mat
esou Akupunkturrollatrappen, déi
guer net eragepickt hunn, déi just
gepickt hunn awer net eragaange
sinn. D'Resultat war kloer, datt just
iwwert déi echt Akupunkturrollen
Erfolleger erziilt goufen an der
Schmäerzbekämpfung, zum Bei-
spill bei Zännwéi an zum Beispill
och an der Bekämpfung vu Migrä-
nen. Dat heescht do ware kloer Re-
sultater just bei den echten Aku-
punktrollen an net bei deene
Pseudoatrappen, déi se gemaach
haten.

Dat just ee Beispill fir ze weisen,
datt Akupunktur eng Wierksamkeit
kann hunn, och wann dat vum
Mainstream vun der Schoulmede-
zin haut nach ëmmer bestridde
gétt.

Kuerz och just e puer Remarken
iwwert d'Homöopathie, ier ech zu
de Konklusione kommen.
D'Homöopathie ass sécherlech am
stäerksten ëmstritten, well ab
enger bestëmter Verdünnungs-
stuf vum Medikament bioche-
mesch keng Molekül méi ze moos-

sen ass an dofir no klassischem medezineschem Verständnis och keng Wierkung méi kënnert erziilt ginn.

Dat klängt natierlech logesch an ass et vläicht och, mä allerdéngs nëmme vläicht, well d'Unhänger vun der Homöopathie, oft Dokteren oder Patienten, trotzdeem duerstellen, datt bei enger ganzer Partie vun Erkrankungen, virun allem funktionellen Erkrankungen, iwwert dës Therapie gutt Heelerfolleger ze erziile wieren. Et gëtt doriwwer och Studien, Studien, déi dann natierlech vun der Schoulmedezin kontestéiert ginn, an a Saachen Homöopathie ass haut sécher nach net dat leschte Wuert geschwat, wat d'Erklärung vun de Mechanismen, déi zur Heelung féieren, ubetrëfft. Vun Experte gëtt am Moment zum Beispill op enger Rei vun Universitéite gefuerscht iwwer quantephysikaleschen an aner Erklärungsmechanismen, mä am Moment läit nach keng kloer wëssenschaftlech Erkenntnis doriwwer vir, wat awer net onbedéngt bedeit, datt dës Method just eng Placebowierkung hätt.

An der Wëssenschaft insgesamt, och an den anere wëssenschaftlechen Disziplinen, gëtt et haut nach eng ganz Rutsch vu Faiten, déi stattdessen, ouni datt mer haut schonn eng Erklärung dofir hätten an dofir gëtt ebe weider dorunner gefuerscht. Dat soll an eisen Aen och bei der Homöopathie de Fall sinn. Falsch wär et an eisen Ae jiddfalls eng Therapierichtung, déi weltwäit esou verankert ass, déi laut ganz villen Erfahrungsberichte bei manchen Krankheitsbiller positiv Resultater bréngt an esou gutt wéi keng Niewewierkung mat sech bréngt, net unzëerkennen an ze reglementéieren an ech si frou, datt d'Kommissiounsmehrheit op jidde Fall bereet war mat an d'Richtung vun der Unerkennung a vun der Réglamentatioun ze goen.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Riedezäit, wann ech och hei op d'Auer kucken, erlaabt mer elo net méi déif an den Detail ze goen a mir hu jo och hei hannendrun nach zwee aner Projets de loi haut den Owend ze behandelen. Dofir zu de Konklusiounen.

Eis Grondhaltung: D'Unerkennung vun dese véier Disziplinen a selbstverständlech och e seriöse Remboursement. Et ass fir eis och kloer - fir da méi prezis Stellung ze huelen -, datt och nëmme Medezinner hei am Land solle kënnen Akupunktur an Homöopathie praktizéieren an datt se dann dofir och eng wierklech seriöse festgeluechten Zousausbildung an diesen Disziplinen brauchen.

Wat e seriöse Remboursement vun den homöopatheschen Medikamenter ubetrëfft, esou war dat jo d'lescht Joer opgrond vum Gesetz iwwert d'Positivléschter Réckgängeg gemaach ginn. Ech hat zesumme mam Här Di Bartolomeo an engem offene Bréif dogéint protestéiert. Et leie jo dausende vun Ennerschrëften op Petitiounslëschten hei an der Chamber vir, a mir als Gréng geifen op jidde Fall de Minister dobäi ënnerstëtze bei deem Projet de loi, fir de Remboursement erëm eng Kéier anzeféieren. Wann dat nach virun de Wahlen kënnert geschéien, mir geifen en op jidde Fall kloer doranner ënnerstëtzen, fir datt dat soll gemaach ginn am Interêt vun de Patienten.

Eng offiziell Unerkennung, mä ech mengen och eng Revaloriséierung, verbonne mat engem seriöse Remboursement am Interêt vum Patient, soll et heizou och definitiv fir d'Akupunktur ginn. Amplaz, wéi dat virdu vum Här Schroell hei gesot ginn ass, dass do ganz oft dann de Patient no Convenance personelle perséinlech déif an d'Täsch muss gräifen, fir dat kënnen finanzéiert ze kréien. Mir mengen, datt dat Akte sinn, déi vun de Krankeesen och misste rembour-séiert ginn.

Wat d'Osteopathie an d'Chiropraxis ubetrëfft, esou si mir wéi

gewosst schonn zënter Jore fir d'Reconnaissance dovunner age-trait. Et gëtt an den europäesche Länner ronderëm eis zum Deel ënnerschiddlech Modeller, déi och an eise Kommissiounsbericht ugeschwat gi sinn, woubäi fir eis deen u sech pragmatesche Modell vun eise Nopeschland, der Belsch, eigentlech am sympatheschste wär, do wou Akte vun Osteopathie a vu Chiropraxis fënnemol am Joer mat zéng Euro pro Séance rembour-séiert ginn. Da muss en natierlech déi belsch Verhältnisser mat eise Verhältnisser vergläichen. Bei eis wär dat wahrscheinlech dann eng Iddi méi, well d'Geld-valeur hei jo och eng Iddi méi ass. Mä dat wier e Modell, deen eis am sympatheschste wier an dee mer och wëllte verteidegen.

An der virleiender Motioun gëtt elo geschwat vun der Noutwendeg-keet vu qualitativ héijen Ausbildungskondiitiounen, wat mir selbstverständlech ënnerstëtzen am Interêt vun de Patienten.

Wat elo déi genau Astufung vun diesen zwou Disziplinen, Osteopathie a Chiropraxie ubetrëfft, esou gëtt an der Motioun proposéiert, datt se am Kontext vum Gesetz vun 1992 als Profession de santé sollen aklasséiert ginn, woumadder mer kënnen averstane sinn, wann dat bedeit, datt hir Ausbildungsdauer awer korrekt uerkannt a valori-séiert géif ginn.

D'Verhandlungen iwwert d'Geld-valeure vun dese manuellen Akten, mä och an den anere Beräicher, sollen natierlech am Kader vun der Tarifautonomie geschéien. Mir sinn als Gréng awer der Meenung, datt d'Politik, an zwar d'Politik insgesamt, zumindest positiv Signaler a Richtung vun de Krankeese sollt aussenden.

An der virleiender Motioun gëtt festgehalen, datt déi klassesch Schoulmedezin misst weiderhin d'Hauptgerüst vun eiser Medezin bleiwen an och domadder hu mir kee Problem, och do si mir kloer dofir. Wat awer d'Fro ubetrëfft, datt just de Schoulmedezinner däerf en Diagnostik stellen an dorobberhin eréischt den Osteopath oder de Chiropratiker dierft ageschalt ginn, dat ass fir eis awer net esou evident, a mir mengen, esou wéi am belsche Modell, datt een do no de kommende Wahlen spéitstens nach eng Kéier misst dorobber zréckkommen, an ënner anerem zum Beispill och op d'Fro vun der Psychotherapie, vun där och schonn den Här Di Bartolomeo hei geschwat huet.

Kuerz nach e lescht Wuert zur virleiender Motioun. Mir kënnert haut, awer just als absolut minimale Konsensus, um provisoireschen Of-schluss vun dieser Debatt domadder d'accord sinn, fir déi virleiend Motioun matzestëmme, fir se unzehuelen a mat ze droen, sous condition allerdéngs, datt am leschten Tiert vun de Considéran-ten de Wuertlaut esou ëmgeännert géif ginn, wat och schonn hei vum Här Halsdorf a vum Här Di Bartolomeo virgeschloe ginn ass, datt et géif heeschen am Rapport zu der Fro vum Diagnostik: „En règle générale le corps médical est habilité“ an net „seul le corps médical est habilité“.

Wann dës Ännerung, vun där och schonn den Här Halsdorf an och den Här Di Bartolomeo hei geschwat hunn, géif an deem dote Sënn virgeholl ginn, da géif dat zumindest an eisen Aen eng gewëssen Ouverture méiglech maachen a Richtung vun belsche Modell, mä jiddefalls wär et fir eis héchstens e minimalistesche Kompromëss, dee mer dann awer bereet wär mat ze droen. Mä mir wäerten, wéi gesot, och no den nächste Wahlen ënnerstëtzen nächster Regierung bei deem Sujet viru-maachen.

Mir wäerten dat och virundreiwen, well et nach déi eng oder déi aner Disziplin gëtt, Psychotherapie, eventuell déi eng oder aner Alternativmedezin, iwwert déi een och

emol nach misst diskutéieren, fir ze kucken, ob et net derwäert wier fir och déi nach zur Unerkennung ze bréngen.

Dat gesot, wann déi Motioun an deem Sënn geännert gëtt, si mer bereet dann och definitiv déi Motioun mat ze ënnerstëtzen.

Ech soen lech merci.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Huss. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Marie-Josée Frank (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Rapporteur direkt merci soen, well den Här Bettendorf huet déi Aarbechten an der Kommissioun excellent geleet an och wonnerbar resuméiert.

Och mäi Fraktiounskolleeg, de Jean-Marie Halsdorf, huet de gréissten Deel vun der Problematik hei ugeschwat, esou wéi och mäi Virriedner, jiddereen aus senger Siicht hei geschwat huet.

Ech wëll mech haaptsächlech an der komplementärer Medezin op d'Psychotherapie beschränken. D'Psychotherapie ass net, wéi dacks behaupt gëtt, nëmme eppes fir psychesch schwéier gestéiert Mënschen. Och wann d'Akzeptanz vun der Psychotherapie an der Gesellschaft wiisst, esou fäerten dach nach vill Betreffener offen doriwwer ze schwätzen. Vill Leit verwiesselen haut nach de Psychotherapeut an de Psychiater. Dobäi sinn et zwee komplett verschidde Beruffer. D'Psychiater beschäftege sech haaptsächlech mat schwéiere psychotesche Stéierungen, wéi zum Beispill der Schizophrenie an hu konsequenterweis eng medezinesch Ausbildung a setzen zur Behandlung meeschens Medikamenter an. Mat nach ëmmer falsche Biller am Kapp, zécke vill Betreffener, fir zum Psychotherapeut ze goen, well si wëlle jo net fir verréckt gehale ginn, esou wéi dat nach oft an der Gesellschaft durgestallt gëtt.

Et ass net normal, datt eng erprouften a bewährten Dëngschtleeschung, wéi d'Psychotherapie, net an Usproch geholl gëtt an dofir Betreffener sech iwwer Jore quälen. Eng Ursaach ass mat Sécherheit déi, datt vill Doktere Kommunikatiouns-gesprécher mat esou Patienten net gewuess sinn, well si an hirer Ausbildung net dorobber forméiert gi sinn. Hir Ausbildung ass méi naturwëssenschaftlech orientéiert.

1991 hat déi däitsch Bundesregierung eng Expertise am Kader vum Débat vun der Réglamentatioun zum Psychotherapeutengesetz an Optrag ginn. Et huet sech erausgestallt, datt Generalisten a Spezialisten en héije Prozentsaz vu Patienten hunn, déi séilesch Problemer hunn. Vill vun deene gi falsch behandelt andeems hinnen dacks Medikamenter verschriwwen ginn, déi hinnen net hëllefen an also ineffikass sinn. D'Expertise huet gewisen, datt bei Patientie mat psychesch Stéierung et oft siwe bis zéng Joer dauert, bis datt se beim Psychotherapeut ukommen an dann eréischt eng hëllefräich Therapie kréien. Während deene Jore ginn dës Patientie vun engem Dokter zum aneren. Dass dat mat héije Käschte verbonnen ass, ass gewosst.

Et stellt sech also d'Fro vum Käschtepunkt vun der Psychotherapie. Et gëtt oft gesot, si wär ze deier. Eng psychotherapeutesch Behandlung zur richteger Zäit géif net nëmme de betraffene Patienten hir psychesch Souffrance erspieren, mä géif der ganzer Gesellschaft enorm Käschten an der Krankekeess erspieren. Käschten-Notzen-Analyse fir den Asaz vu

psychotherapeutesche Behandlungsmethoden hunn erginn, dass d'Intensitéit vum Zréckgräifen op medezinesch Dëngschtleeschungen no psychotherapeutesche Behandlunge laangfristeg mander kascht wéi bei Patienten, déi keng Psychotherapie kritt hunn.

Déi laangfristeg duerch eng Psychotherapie agespuerte Suen decke bäi wäitem d'Käschte vun der psychotherapeutescher Behandlung. Ech erënneren och drun, dass d'Sozialpartner an de Krankekeesegremie schonn des Öfteren de Wonsch no engem Finanzéierungsmodus ugeschwat hunn. Am Ablack ass et awer leider nach esou, dass de Stellwäert an d'Situatioun vun der Psychotherapie an eise allgemenge Gesondheetssystem, global gesinn, net zefridde stelle kann.

Wann een iwwert d'Grenze vun eise Land eweckkuckt, dann ass et interessant feststellen, dass a ville Länner de Psychiater vum Gesetz hier keng Psychotherapie duerchféieren däerf ausser wann en eng Zousausbildung um Gebitt vun der Psychotherapie gemaach huet. De Beruff vum Psychotherapeut hei zu Lëtzebuerg schwief also am lofleere Raum. Ech mengen d'Regierung sollt dës onglécklech ablacklech Situatioun änneren.

Här President, am Kader vum Punktführerschäin kommen zum Beispill och hei zu Lëtzebuerg psychotherapeutesch Moosnamen an den Asaz. Et besteet d'Méiglechkeet, wann een en Deel vu senge Punkte verluer huet, fir eng Kéier bannen dräi Joren dräi Punkten erëmzekeréien, andeem een en engem Sensibiliséierungscours vun engem Dag am Centre de formation pour conducteurs zu Kolmar-Bierg deelt. D'Zil vun deem Cours ass et, d'Bewosstsäin fir d'Geforen op der Strooss vun deene Betreffenen ze stärken. Wann ee säi Führerschäin verluer huet, ass ënner anerem de Besuch vun engem Sensibiliséierungscours vu fennef Deeg obligatoresch, fir déi zwielef Punkten erëmzekeréien. Also mir mussen och Weeër fannen, fir dass d'Leit mat bestëmmte psychosomatesche Krankheitsbiller ouni Emweeër zum Psychotherapeut fannen an net zum Beispill zu engem Scharlatan ginn, déi meeschens méi Schlechtes wéi Guddes fir d'Patienten urreden.

Här President, ech wëll elo net nach laang iwwer Placeboeffekter hei schwätzen, dat ass haut de Mëttag am Detail vu menge Virriedner ugeschwat ginn, mä eng kleng Anekdote. Wie vun eis ka sech net erënneren, wéi e kleng war an en ass gefall an d'Mamm huet op de Bobo geblosen an huet gesot: „Oh Kand, dat do dat ass net schlëmm, dat geet erëm schnell ewech“, an och dat war e kleng Placeboeffekt. Emmer méi gewënnert een den Androck, dass déi konventionell Medezin net méi de Wënsch an de Besoine vun der Bevölkerung vun haut entsprécht, well ëmmer méi Kranker sichen Dokteren op, déi eng Komplementarmedezin ubidden.

Eng Ëmfro an Amerika vun der Harvard Medical School huet bei 831 amerikaneschen Erwuessenen e puer ganz interessant Resultater geliwwert: 79% vun deene Befroten hu gesot, dass si eng Kombinatioun vun der konventioneller an der alternativer Medezin am Vergleich mat der konventioneller Medezin eleng fir iwwerleeën halen. Zougläich gi 70% vun deene Befroten eisichter zu hirem Hausdokter wéi bei e Vertrieeder vun der alternativer Medezin. 63 bis 72% vun de Patienten deelen awer hirem Hausdokter net mat, dass si parallel Alternativmedezin an Usproch huelen. Du gouf gefrot: Firwat? An dunn hunn 31% geäntwert, si geifen hiren Dokter als net kompetent am Beräich vun der Alternativmedezin halen. Nëmme 14% waren der Meenung, dass hirem Hausdokter net géif gefalen,

wa si Alternativmedezin an Usproch huelen, an duerfir hu se dat och net matgedeeft.

An dann, op engem Kongress vun den italienseschen Phytotherapeut sinn deelweis erschreckend Zuelen op d'Tapéit komm: 4,5 Milliounen Italiener behandle sech selwer mat komplementärer Medezin, a 85% vun hinne soen hirem Dokter dat herno och net. Dass et dann duerch eng net kontrolléiert Uwendung vu Medikamenter a Kraider zu Vergéftungen oder zu allergesche Reaktiounen ka kommen, ass jo net verwonnerlech. Pro Joer zéie sech an Italien 15.000 Italiener esou eng Vergéftung oder allergesch Reaktiounen zou, wat dann erëm mat Komplikatiounen verbonnen ass.

Leider tendéieren och munch kribbskrank Patienten an hirer Nout dozou, sech an d'Hänn vu gewëssen Scharlatanen oder Sekten ze beginn. Aus menger beruflecher Erfahrung weess ech, dass déi angeblech Wonnerheeler, déi wuel de Leit dat Blot vum Himmel versprechen, leider ganz, ganz oft total ineffikass sinn. Eng schwéier Kränkt kann net op esou eng Aart geheelt ginn.

E weidere wichtegen Asaz vun der Psychotherapie ass déi begleedend psychologesch Ënnerstëtzung bei Schwéierstkranken, wéi zum Beispill bei kribbskranke Patienten. Et ass bewisen, dass parallel zur medezinescher Behandlung, wou Chemotherapie gemaach gëtt, et en effikassen Effekt huet wann een eng optimal psychologesch Ënnerstëtzung kritt. Oft kënnen manner Dose vu Schmäerzmittel ugewannt ginn, well ganz oft gi Medikamenter agesat fir Symptomer ze behandelen, well d'Ursaach vum Schmäerz net bekannt ass. Also Psychotherapie ass oft e Complément zur traditioneller Therapie. Eng psychotherapeutesch Behandlung kann d'Liewensdauer net onbedéngt verlängeren, si kann de Kranken net heelen, mä seng Liewensqualität enorm verbesseren.

Här President, eng net onwichtig Fro am Débat ass, wien dës Alternativmedezin praktizéiert. Nëmme duerch déi sou genannte Professionnels de la santé? A wa jo, nëmme d'Dokteren oder och déi aner Professionnels de la santé? An Däitschland gëtt et de Beruff vun Heilpraktiker. Entstanen ass en am Joer 1869 an zwar iwwert d'Gewerbeordnung vum Norddäitsche Bund. Zwee Joer méi spéit, 1871, gouf doraus e Räichsgesetz. Jiddereen, dee sech zum Heele beruff gefillt huet, huet dës dierfe maachen, mat wat fir Mëttelechen och ëmmer.

Wann ee sech ukuckt, wien dese Beruff vum Heilpraktiker kann ergräifen, da kann een nëmme stauen. Do gëtt et Manager vu grouse Betriber, Affekoten, Baueren, Schauspiller, Hausfraen, Dokteren, Infirmieren an och Masseuren. A Bayern sinn nëmme 5,8% vun deenen zougeloosenen Heilpraktiker geléiert Dokteren. Wie sech zum Heilpraktiker beruff fillt, brauch am Fong nëmme fennef Bedéngungen ze erfüllen: ofgeschlossene Primärschoul, méi al wéi 21 Joer sinn, déi däitsch Nationalitéit hunn, am Besët vun de biergerleche Rechter sinn, keng kierperlech Beschwerden. Den Heilpraktiker brauch nëmme vun engem Amtsdokter confirméiert ze kréien, dass en déi hie betreffend Gesetzer kennt an iwwert d'Infektionskränkten, déi en net behandeln däerf, Bescheid weess. Eng Erlaubsnis zum Ausüben vun deem Beruff däerf also nëmme verbuede ginn, wann eng sou genannte Gefor fir d'Vollekgesondheet besteet. Et ass emol keng Gesellen- an och keng Meescherprüfung néideg. De Laie weess net, ob den Heilpraktiker, bei deen e geet, elo eng gutt Ausbildung huet oder net. An dat ass e grouse Problem.

Firwat, Här President, firwat sichen dann nach ëmmer esou vill Leit den Heilpraktiker op? Déi modern Medezin ass an deene leschte Jorzéngte méi op Apparater spezialiséiert. Den Dokter huet - esou wéi et haut de Mëtteg bal bei all menge Virriedner ugeklongen ass - net méi genuch Zäit fir e längert Gespräch mam Patient ze féieren. Dat awer erwaart de Kranken, an dat ass och sai gutt Recht. Sech ausschwätzen, sech verstanen, sech respektéiert fillen ass schonn e groussen Deel vun Heilungsprozess. Genee wéi fréier d'Beicht beim Paschtouer ville Leit gehollt huet, kann d'Gespräch beim Dokter de Patient vu sengem qualénde Leidensdruck oft befreien. Vill Doktere leeën net genuch Wäert dorop a berücksichtigen an hirer alldieglecher Aarbecht net genuch, dass vill Patienten ënner psychescher Souffrance leiden, déi sech duerch Ausschwätze reduziéieren géif loosse. De séileschen Drock steet dacks dem Heilungsprozess am Wee.

Fréier haten d'Dokteren einfach méi Zäit fir hire Patienten nozelauschteren, well deemools stoungen hinne keng Apparater zur Verfügung, déi haut dacks aus Routin agesat ginn, fir dass eng rentabel Investitioun ka getäteg ginn.

Här President, des parlamentaresch Majoritéit huet sech vill Froe gestallt. Do läit elo e Rapport vir, deen Handlungsrouten opweist. Et ass wichtig, dass net weider Étude gemaach ginn, mä dass endlich eppes geschitt. Ech hoffen, dass den Här Gesondheitsminister eis herno a senger Interventioun konkret Propositionen op der Basis vun deem Rapport op den Dësch leet. D'Regierung muss elo reagéieren an e Cadre réglementaire schafen, esou wéi éineschters mäi Virriedner, den Här Marco Schroell, et zitéiert huet, well et geet elo duer mam diskutéieren, et muss eppes geschéien, an dat sécherlech am Intérêt vu ville Patienten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Wohlfart. Här Wohlfart, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Wohlfart (LSAP).- Här President, Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, ech kann lech berouegen, als leschten Diskussionsriedner wäert ech Är Zäit net ze vill an Usproch huelen, mä ech wollt awer e puer Iwwerleeungen zu deem Rapport maachen, zu deem ech wollt dem aktuelle President a President vun eiser Kommissioun an och Rapporteur Niki Bettendorf félicitéieren, dee sech do zesumme mam Här Bisenius enger Aarbecht ugeholl huet, déi net esou einfach war, fir déi verschidden Iddien an Iwwerleeungen esou duerzeleeën, dass se dat erëmispigelen, wat déi vill Gesprächspartner, déi mir gehéiert hunn an onser Kommissioun, zu deem Thema gesot hunn.

Mir haten de 27. Juni 2001 eng Interpellatioun vum Kolleeg Jean Colombera iwwert d'Preventivmedezin, deemools huet dat nach Alternativmedezin geheescht, an ech hunn deemools am Ufank vu mengen Ausféierunge gesot, dass et sécherlech méi einfach géif gi fir e Konsens ze fannen tëschent deene verschiddene Leit, déi do Stellung geholl hunn, wat d'Preventivmedezin géif ugoen, an et méi schwéier géif ginn, datselwecht ze behaupten, wat dann d'Alternativmedezin ugeet. Ech si frou, dass et haut méiglech ass an enger gemeinsamer Motioun, géif ech soen, e Schratt no vir ze maachen, andeem mir awer dem Stellwäert vu verschiddenen alternative Medezinnen ënner gewëssene Gesichtspunkte Rechnung droen.

Wann ee kuckt, dass mer an der Kommissioun eng ganz Rei Leit gehéiert hunn, esou iwwerrascht et

jo net, dass d'Meenungen do dia-metral opposéiert waren. Ob dat op der enger Säit den iwwerzeegte Generalist an Homöopath, den Dokter Neveu war, op der anerer Säit méi eng kritesch Approche, zum Beispill vum Professer Kopp, oder wat d'Homöopathie ugeet, eng ganz negativ Astellung vum Professer Kahn, dee gesot huet, hei hätte mir et mat Scharlatanismus ze dinn.

Ech wëll eppes soen, als Medezinner virop ass et fir mech wichteg, dass déi Notium vum Schutz vum Patient am Mëttelpunkt steet, dat heescht et muss kloergestallt ginn, dass mir eng Diagnos gestallt hunn, dat heescht, wësse wat de Patient huet, éier mir iwwerhaapt iwwerleeën, wat fir eng Form vun Therapie fir hien a Fro kënn. Ob dat Medikamenter sinn, ob dat e chirurgischen Agréff ass, ob dat d'Homöopathie ass, ob dat d'Chiropraxis ass, ob dat bei anere méi schwéiere Krankheeten eng Chemiotherapie ass oder eng Radiotherapie, an da soll een en âme et conscience seng Entscheidung als Dokter huelen.

Eppes Zweetes wat fir mech ganz wichteg ass, et kann een elo der sou genannter traditioneller Schoulmedezin sécherlech eng Rei vu kriteschen Bemierkungen entgéintsetzen, iwwert dat wat esou an där Medezin passéiert, mä ech mengen et kann een hir zwou Saachen net virwerfen.

Dat éischt ass, dass et net sou ass, dass do eng rigurös wëssenschaftlech Approche an deene leschte Joren zumindest sech ëmmer méi duerchgesat huet. Et ass haut de Mëtteg vill geschwat gi vu Studien, déi sou genannt double-aveugle-Studien, déi beweisen, dass eng Rei vu Medikamenter oder Traitementer am Fong geholl wëssenschaftlech bewisen eppes dem Patient bréngen.

An dat zweet ass, dass doduerch och, géif ech soen, d'Fortschrëter vun der Medezin, an ech mengen et huet och kee vu menge Virriedner dat a Fro gestallt, Här President, an de leschte Jore mat sech bruecht hunn, dass d'Iwwerleeungschancen an och doduerch géif ech soen d'Liewenserwaardung vu ville Leit glécklecherweis duerch Fortschrëter vun der Medezin an de leschte Joren an d'Luucht gaange sinn.

Mä et ass och wouer, dass och hei eng Rei méi kritesch Bemierkungen unzemierke sinn. Ech mengen, wann ee virun 20 Joer d'Anginè behandelt hätt, wéi se haut nom neiste Stand vun der Medezin behandelt ginn, da weess een, dass een an där Zäit e grouse Fortschrëtt gemaach huet. Wa mer virun 20, 25 Joer am Exame geschriwwen hätten, onser Meenung no wär e Bazillus de Grond vun engem Mochwier, dann hätte mer wahrscheinlech am Examen eng Datz krit.

Dat muss een och esou soen, mä ech mengen dat ass awer och drop zréckzeféieren oder grad drop zréckzeféieren, dass d'Schoulmedezin aus Grënn wéi och ëmmer sech ëmmer selwer muss a Fro stellen, an och ëmmer...

(Interruption)

Jo, ma ech hu jo gesot mir hätten deemools den Examen net gepackt, also wonnert et mech och net, dass dee Mann ausgelaacht ginn ass, deen dat dote virbruecht huet. Mä dat, wat ech wëll soen, dat ass, dass de Fortschrëtt vun der Medezin, dat ass och hei de Mëtteg ugeklongen, esou grouss ass, dass onst Wëssen sech all 20 Joer - wéi dat elo natierlech genau gemooss gëtt, dat, Här President, weess ech net -, mä et kann een dovunner ausgoen, dass awer d'Wëssen sech all 20 Joer oder all 15 Joer, jee nodeem, verduebelt - wat dat och ëmmer heescht. An ech sinn honnertprozentig mat menger Virriednerin d'accord, déi seet, dass e Medezinner, deen d'Medezin praktizéiert wéi virun 20

Joer, haut net nëmmen out ass, ech géif souguer soen, dass deen e ganz geféierleche Mënsch ass fir d'Patienten.

Mä mir hunn awer een anere Problem, dee mech als Medezinner och interesséiert. Ech mengen an de leschten 20 Joer huet d'Medezin esou vill Fortschrëter gemaach, net nëmme vum Wëssen hier, mä och vun der Technik hier. Virun 20, 25 Joer hate mir als komplementär Instrumenter eng normal Röntgen, vläicht dann emol nach d'Échographie, den Ultraschall. Duerno koum eng ganz Palett dobäi vun Instrumenter, déi ons et haut erlaben eng gutt Medezin ze maachen, mä wat och mat sech bréngt, dass d'Medezin ëmmer méi spezialiséiert gëtt, dass den eenzelnen Dokter ëmmer manner de gesamten Iwwerbléck huet.

Et huet jo och ee vun deene Leit, déi an d'Kommissioun komm sinn, gesot: De grouse Problem ass deen, dass ech net méi a mengem Spidol dee Medezinner fannen, deen nach eng Synthes ka maache vum gesamte medezinneschen Dossier. Dat ass eng Saach, déi een net soll einfach esou hinhuelen, mä dat doten ass eng Saach, wou mir ons mussen an Zukunft deem Problem widmen.

Eng zweet Saach ass déi, dass och aus deeneselwechte Grënn, déi ech elo zitéiert hunn, de Patient méi Ängscht huet virun deenen Investigatiounen, déi mir musse maachen, fir eng Diagnos ze stellen. An do ass den Zäitpunkt komm, wou mir musse soen: Okay, hu mer nach déi néideg Zäit, fir ons de Problemer vum Patient ze widmen, sengen Ängschten, senge Befierchtungen, virun deem wat op en duerkënn als Therapie? An da brauch ee sech net ze wonneren, dass vill Leit op d'Psychotherapie zréckgräfen, an ech kommen herno nach ganz kuerz dorobber zréck.

Wat fir mech géllt, wa mer elo déi nei Gebitter kucken, wa mer d'Homöopathie kucken, ech mengen hei hu mir et mat enger individueller Approche ze di vun dem Krankheitsbild vum Patient, an et war jo kontrovers diskutéiert ginn an der Kommissioun vun dem Professer, dee gesot huet en hätt eng Rei vu sou genannten double-aveugle-Studien, déi géifen näischt bréngen, den Här Neveu ass anerer Meenung. Mir sinn eis bewosst, dass och wa bei enger Rei vun akute Krankheeten d'Homöopathie sécherlech net alles bréngt, dass awer fir ganz vill funktionell Krankheeten a psychosomatesch Krankheeten - an déi soll een net ënnerschätzen, well et gi vill Leit, déi an onser hektescher Zäit, ënnert deene Problemer leiden -, dass do d'Homöopathie sécherlech eng gutt Alternativ ass zu de Psychopharmaka, déi fir de Patient op laang Zäit sécherlech méi schwéier ze verkrafft sinn.

Just nach ee Wuert. Ech sinn och der Meenung, dass et falsch wär homöopathesch Mëttelen, dat ass jo bewisen, dass dat och Medikamenter sinn, dass een déi einfach soll am Supermarché fréi ginn. Et gëtt Problemer vun Allergien, et ka Problemer gi vun Toxikologie an esou virun, ech ginn net an den Detail, et ass virun alles ernimmt ginn. Also, d'accord mat der Homöopathie fir déi Gebitter wou se muss ugewant ginn.

Datselwecht géllt fir d'Akupunktur, wou ech hei virun zwee an engem hallwe Joer eng Lanz dofir gebrach hunn, well menger Meenung Leit mat chronesch Beschwerde vum Réck oder chronesch Beschwerde vun de Gelenker, wéi Arthros, an ech weess vu wat ech schwätzen, well ech och domat e bësse belascht sinn, do kann ee sech awer d'Fro stellen, ob et net besser ass eng anstänneg Akupunktur ze

kreien, wéi all Dag iergendee Mëtel missten ze huelen, wat Laangzäitwierkungen huet, déi mir all kennen.

Ech sinn also der Meenung, dass fir déi zwee Gebitter vun der Medezin sécherlech eng anstänneg Ausbildung muss do sinn. Dat heescht et muss eng Diagnos gestallt ginn, an da muss een ofweien, wat een elo vu Behandlung gëtt, an do ass et sécherlech net onwichtig, wéi d'Kommissioun et och virschléit, dass en Dokter dat mécht.

E Wuert nach zur Osteopathie a Chiropraxis. Ech ginn och do aus vum Prinzip vun der Précaution. Ech weess, dass et an anere Länner aner Iwwerleeungen dozou gëtt, mä ech mengen nach eng Kéier, wann d'Diagnos fir déi eng ganz wichtig ass, soen ech op där anerer Säit awer, wa mer awer séchergestallt hunn, dass do Leit sinn, déi, genau wéi bei der Kinésithérapie, eng anstänneg, seriö Ausbildung gemaach hunn am Ausland, dass déi op jidde Fall awer mindestens, no Verschreibung vum Dokter, wat hiert Fach ugeet, misste kënnen als Profession de santé am Sënn vum Gesetz vun 1992 anerkannt ginn. Ech mengen, dat ass wichtig; dat wär en éische Schratt. Vläicht an zéng Joer, Här Minister, wa mer eis nach eng Kéier hei erëmgesinn, wa Gott wëllt, schwätze mer och vläicht, wann d'Gesondheet wëllt, do vun enger anerer Approche.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, ech si mat deene Konklusiounen vum Rapport, deen de President vun der Kommissioun, den Här Bettendorf, virgeluecht huet, d'accord. Ech bedauere just eppes, an domat halen ech op. Mir haten ons fënnf Punkte ginn. Mir hu véier Punkte geléist, oder mir wëllen se léisen - mir proposéiere jo der Regierung do aktiv ze ginn -: dat ass dee vun der Homöopathie, vun der Akupunktur, Osteopathie a Chiropraxis. Ënnerwee ass awer de Psychotherapeut oder d'Psychologie verluer gaangen. D'Madame Frank huet hei virudrun eng ganz Rei vun Argumenter déelopéiert, wou ech also net méi brauch drop anzegoen fir d'Wichtigkeet vun deem Beruff ze ënnersträichen. Wa mer higinna a mir proposéieren der Regierung fir déi véier aner Beruffer iergendwéi ze reglementéieren oder och eng Unerkennung fir se erbäzeféieren, mengen ech, solle mer datselwecht awer net verpasse fir de Beruff vum Psycholog, dee fir vill Leit awer net onwichtig ass, an de Psychotherapeut virun allem, dee sech jo vill Zäit hält fir seng Leit, solle mer dann och reglementéieren. Ech mengen, wa mer dee géife reglementéieren, dann hätte mer nach e weidere Schratt no vir gemaach. Mir maachen den Owend sécherlech e kleng Schratt no vir, mä a mengen Aen an an den Ae vun onserer Fraktioun e wichtigen.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene ganz passionanten Debatten hei wëll ech mech ganz kuerz faassen, dat am Wëssen, dass op alle Fall op lech Deputéierten nach e gréisser Programm den Owend waart. Ech wëll net alles widderhuele wat de Mëtteg gesot ginn ass, wëll awer fir d'allérischt emol der Kommissioun globalement, der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, félicitéieren, ganz besonnesch awer dem Rapporteur, dem Niki Bettendorf, deen effectivement excellent Aarbecht gemaach huet, dee sech ganz vill Méi ginn huet. An Dir gesitt, schonn dee voluminöse Rapport vu bal 50 Säiten, dat ass op alle Fall d'Preuve, dass ver-

sicht ginn ass, wéi soll ech soen, näischt ze vergiessen, op där anerer Säit dass alles évacuéiert ginn ass, an dat, géif ech soen, de manière tout à fait objective an deem Sënn, dass d'Argumenter dofir an och d'Argumenter dogéint, déi vun deene verschiddene Spezialisten oder vun deene verschiddene Membere vun der Kommissioun op d'Tapéit komm sinn, effectivement an deem Rapport reflektéiert sinn.

Aus deem Rapport geet och ervir, wéi schwéier, wéi komplex déi ganz Matière ass. Wann ee kuckt, dass mer néierens an Europa eenheetlech Systemer hunn, mä dass all Land aner Virstellungen huet, souwuel wat d'Unerkennung vun Diplome ubelaangt wéi och wat de Remboursement vun der Sécurité sociale ugeet, dat, wéi gesot, dréit nach zousätzlech zur Komplexitéit an där ganzer Problematik bäi. Ech muss soen, dass mer haut e ganz grouse Schrëtt no vir kommen, a mir kommen esouguer och e grouse Schrëtt no vir wat d'Denominatioun ubelaangt. Et ass nach bis viru kuerzem vu Médecine alternative geschwat ginn, e Wuert, dat mir net esou gefält, well dat sech e bësselchen ugesäit wéi eng Medezin géint déi klassesch Medezin oder doniewent. Ech fannen, deen Terme, deen elo gebraucht ginn ass vu „Médecine complémentaire“ reflektéiert ganz genau dat, wat och d'Majoritéit vun der Kommissioun wollt, dat heescht an anere Wieder, dass zwou Medezinne kënnen komplementäresch sinn an also mateneen ausgefouert ginn. Dat schéngt mir op alle Fall ganz wichtig ze sinn.

De Mëtteg ass och selbstverständlech nees eng Kéier ervirkomm, dass een op där enger Säit Adepter vun der Médecine complémentaire huet, op där anerer Säit Skeptiker. Mir wëssen och, dass ënnert deene Leit, déi praktizéieren, zwou Zorte Leit sinn: Déi eng, déi praktesch keng Formatioun hunn, a wou ech soen, wou et effectivement ganz geféierlech ka sinn, ob dat d'Homöopathie ass, ob dat aner Domäne sinn, an op där anerer Säit hu mer da Leit, déi awer effectivement déi néideg seriö Studie gemaach hunn. Et ass de Mëtteg geschwat gi beispillsweis vun den Osteopathen, déi dee Moment de Bac+5 maachen, plus esouguer duerno supplémentaire 1.500 Stonne Formatiounen. Mir hu beispillsweis bei de Chiropraktiker eng Formatioun après bac vu sechs Joer Uni an England, siwe Joer esouguer an Amerika, a wat d'Homöopathie ubelaangt, hu mer a Frankräich dräi Joer Formatioun.

Ech mengen also, dass et effectivement dee Wee ass, dee mer mussen goen, dass mer musse ganz kloer an daitlech tëschent deenen engen an deenen aneren oftrennen, fir dass de Client, de Patient, och weess, wann e bei deen oder deen Dokter geet, ob deen déi néideg Kenntnisser, déi néideg Formatioun huet oder net. Dowéinst och de Besoin de réglementation. Ech mengen dat geet aus der Motioun - praktesch, kann ee soen, eng Motion commune, déi den Här Bettendorf déposéiert huet, mat den Ennerschrëfte vun deene meeschte Fraktiounen, mä wou den Här Huss awer am Numm vun deene Gränge gesot huet, dass e sech hir kéint ralliéieren, wann an de Considéranten am leschten Alinéa géif „de manière générale“ dobäikommen - ervir. Pardon?

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- „...en règle générale“.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- „En règle générale“. Ech ka mech op alle Fall där Propositionen uschlëissen, ech hunn domadder keng Schwierigkeiten.

Ech muss och soen, dass d'Regierung trotzdem, géif ech soen, à l'initiative ass vun där ganzer Aktioun hei, well hätt et net am Koalitionsofkommes gestanen, da géi-

fe mer haut selbstverständlech net driwwer diskutéieren. Gelifft?

■ **Une voix.**- Dann hätte mer vläicht eng Interpellatioun driwwer gemaach.

■ **M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Oh, wéssst Der, an där Legislatiounperiod virdrun ass och vill driwwer geschwat ginn, mä mir hunn awer do keng Resultater opzeweise wéi haut. Zweetens muss ech och soen zu där Debatt, déi mir hei an der Chamber am Juni 2001 haten: Ouni den Appui vun der Majoritéit wär och déi Resolutioun net gestëmmt ginn. Ech hunn d'Éine-scht vun de Mérité geschwat, déi de President vun der Kommissioun hat, an dat konnt en och maache mam vollen Appui vum Minister vun der Santé, deen also elo dee Message honnertprozenteg verstanen huet.

Ech si ganz frou iwwert déi Conclusion-généralen, déi gezu gi sinn, well se largement op dat erauskommen, wat ech och scho bei den Debatten am Juni 2001 als Minister vun der Santé hei zum Ausdrock bruecht hat. Also läit et honnertprozenteg a menger Iwwerzeugung. Ech wäert also schnellstens kucken, fir déi Reglementatioun an d'Wéier ze kréien, dass mer kucke fir esou schnell wéi méiglech déi néideg Formatiounen auszeaarbechten, déi haaptsächlech geduecht si fir d'Acupunktur a fir d'Homéopathie, dass och zwou nei Professions de santé geschaf ginn, an der Osteopathie an an der Chiropraxie, an dass mer och dee Moment kucken effectivement net nëmmen Démarchen ze ënnerhuele bei der UCM, fir dass déi Akte sollen unerkannt ginn, mä fir op alle Fall chaudement ze recommandéieren, dass mer géifen déi doten Akten an d'Nomenclature kréien, an dass dee Moment rembourséiert gëtt. Dat awer selbstverständlech ënner der Reserv, dass ech awer der UCM net ze vill an hir Autonomie wëll erawulle goen. Mä ech si fest iwwerzeegt, dass mer och do wäerten en opent Ouer hunn.

Merci.

Motion 1

■ **M. le Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert eng Motioun, déi den Här Niki Bettendorf als Berichterstatter abruucht huet. Déi Motioun ass verdeelt ginn. Dir hutt den Text all virun lech leien, esou dass ech mengen, dass mer direkt kënne „par main levée“ driwwer ofstëmmen.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Ee Moment, Här President!

■ **M. le Président.**- Jo, den Här Huss freet nach d'Wuert.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech wëll just preziosionshalber, fir datt mer wësse wat genau ofgestëmmt gëtt, Folgendes soen: Beim leschte Considérant hätt ech gär datt do soll stoen - an da wär ech domadder d'accord: „Qu'en règle générale le corps médical fait le diagnostic“; „qu'en règle générale le corps médical“, wann dat akzeptéiert ass, sinn ech derfir. Ass dat esou?

■ **M. le Président.**- Wéi ass dozou Är Meenung, Här Minister? Sidd Der domadder d'accord?

(Assentiment)

Den Här Minister ass domadder d'accord.

Da loosse mer elo „par main levée“ ofstëmmen iwwert déi modifizéiert Motioun 1, déi elo folgende Wuertlaut huet.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés, considérant

- la résolution adoptée le 29 mai 1997 par le Parlement européen

sur le statut des médecines non conventionnelles demandant à l'Union de s'engager dans un processus de reconnaissance des médecines non conventionnelles après élaboration d'études nécessaires;

- la résolution 1206 du 4 novembre 1999 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe invitant les États membres à promouvoir la reconnaissance officielle des médecines non conventionnelles dans les facultés de médecine et à encourager leur pratique dans les hôpitaux, arguant qu'il est préférable de donner un cadre légal aux médecines non conventionnelles, plutôt que de mener une pratique trop libérale en la matière;

- la résolution WHA56.31 du 28 mai 2003 de l'Assemblée Mondiale de la Santé priant les États membres de mettre en oeuvre des politiques et réglementations nationales pour favoriser l'utilisation adéquate de la médecine complémentaire;

- le fait que de nombreux États membres de l'Union européenne réglementent certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles;

- le fait qu'un nombre non négligeable de personnes ont recours à des pratiques médicales non conventionnelles et ce en dehors de toute réglementation;

- que la médecine conventionnelle est et restera la base de notre système de santé;

- qu'en règle générale le corps médical est habilité à poser des actes diagnostiques et de faire des prescriptions thérapeutiques en vue d'une prise en charge par l'UCM;

invite le Gouvernement

- à réglementer en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, notamment en ce qui concerne les formations et les qualifications des prestataires;

- à compléter la liste des professions de santé prévue dans la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé par les professions de chiropraticien et d'ostéopathe;

- à préciser plus particulièrement les formations requises et les qualifications nécessaires aux médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie;

- à entamer les démarches nécessaires en vue du remboursement de ces actes sur base d'une prescription médicale.

(s.) Niki Bettendorf, Simone Beissel, Jean Colombero, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf.

Wie fir déi Motioun hei ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

(Interruptions diverses)

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Ech froen dat, Här President. Ech hätt gär e Vote électronique, fir datt jiddereen dobausse weess wou en drun ass.

■ **Une autre voix.**- Ass dat ofgeschwat mat Ärem Fraktiounspräsident?

■ **M. Alexandre Krieps (DP).**- Dat geet lech näischt un!

(Interruptions diverses)

■ **M. le Président.**- Also, et ass e Vote électronique verlaangt. Mir stëmmen elo of iwwert déi virleied Motion 1 modifiée.

Vote

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

D'Motion 1 modifiée ass ugeholl mat 52 Jo- an 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert

Hauptert (par M. Lucien Clement), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nicolas Strotz), MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel et M. Jean-Paul Rippinger;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Zanussi), Jos Scheuer (par M. Mars Di Bartolomeo) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Jean-Pierre Koepf);

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Alexandre Krieps et Marco Schroell.

Domadder ass also déi Motioun ugeholl, an da fuere mer weider mat eisem Ordre du jour. Esou wéi d'Chamber et gëschter decidéiert hat, komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5276 iwwert d'Bedeelegung vun de Bierger aus deenen neien EU-Staten un den Europawahlen. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Fayot, Graas a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honnertbelen Här Marco Schank.

3. 5276 - Projet de loi concernant la participation aux élections européennes du 13 juin 2004 des ressortissants des États qui deviendront membres de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

■ **M. Marco Schank (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojekt 5276, mat deem mer haut spéit nach befaasst sinn, ass e Projet deen et den Awunner aus Staaten, déi den 1. Mee Member vun der Europäescher Union ginn, erméigleche soll, sech un den Europawahlen den 13. Juni ze bedeelegen. De 15. Januar 2004 huet den Innenminister dese Projet hei an der Chamber déposéiert. Haut hu mer den 29. Januar. An der Réunion vum 28. Januar hu mer déi verschidde Punkte vum Projet an der Kommissioun analyséiert a mir hunn och den Avis vum Statsrot gekuckt, deen net méi spéit wéi de 27. Januar zrëckläit.

Insgesamt dräimol ass d'Europäescher Union an hirer Geschicht vergréissert ginn. Den 1. Mee steet dann déi bis elo gréissten Erweiterung virun der Dier, duerch d'Ophuele vun net manner wéi zéng Memberstaten. Den 1. Mee réckelt Europa nach méi enk op kulturellem, sozialem an och ekonomeschem Plang zesummen. Am Traité vun Nice gouf jo och decidéiert fir d'Organisatioun an och

d'Zesummesetzung vum europäesche Parlament ze änneren. Deemno kënnen den 13. Juni 732 amplaz vu bis elo 626 Deputéiert an dat neit europäescht Parlament gewielt ginn.

D'Haaptzil vun deemem Projet hei ass eng speziell Prozedur an och eng exceptionell Prozedur an der Lëtzebuerger Législatioun virzege-sinn, déi et de Bierger aus Staaten, déi den 1. Mee 2004 der grousser europäescher Famill ugehéiere wäerten, soll erlaben, aktiv an och passiv un den Europawahlen den 13. Juni deelzehuelen. Domadder gëtt deene concernéierte Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeet ginn, sech fir déi nächst Europawahlen anzuschreien. Dat heescht, duerch dëst Gesetz kënne se um Vote vun deene Lëtzebuergeresche Représentanten am europäesche Parlament deelhue-len oder esouguer sech och selwer op eng Lëscht setzen. A well duerch déi kuerz Zäitspan vum 1. Mee bis den 13. Juni 2004 d'Bierger aus deenen neie Memberstaten net vun den Dispositioun vum Lëtzebuerger Wahlrecht kënne profitéieren, ass et eben noutwendeg, eng spezifesch Prozedur an d'Liewen ze ruffen, déi deser exceptioneller Situatioun Rechnung dréit.

Fir dass dës nei europäesch Bierger och wahlberechtigt sinn, muss se verschidde Konditiounen erfëllen; dat ass kloer. Si mussen zum Beispill um Dag vun de Wahlen 18 Joer hunn, déi verschidden Droits civiques erfëllen an am Besëtz vum Lëtzebuerger Wahlrecht respektiv vun deem aus dem jeeweilegen Ursprungsland sinn. Ausserdeem muss se scho virum 1. Abrëll 2003 op d'mannst fénf Joer zu Lëtzebuerg wunnhaft gewiescht sinn. Déi zukünfteg Ressortissanté muss sech och virum 13. März op speziell Wahllëschten aschreien an dat an deene Gemenge wou se ugemellt sinn. Dës Lëschte ginn dann den 20. Mee bei de Gemengen definitiv zouge-maach. Kloe géint d'Décisioun vum Schafferot sinn innerhalb vun zéng Deeg méiglech.

Ech wollt an deem Kontext och op den Avis vum Statsrot agoen. De Statsrot stellt sech d'Fro ob et wierklech noutwendeg ass, dass Lëtzebuerg am Kader vun der europäescher Erweiderung nei Dispositiounen virgesäit, déi et de Bierger aus deenen neie Memberstaten, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, erlaben, fir eben un den Europawahlen deelzehuelen. Hir Wahlbedeelegung an deem Land, wou se wunnhaft sinn, ass jo net entscheidend wat d'Setzverdeelung fir déi nei Memberstaten am zukünftigen Europaparlament ubelaangt. Et sinn en fait den Artikel 19, Paragraph 2 vum Traité iwwert d'Grënnung vun der Europäescher Communautéit an d'Direktiv vum Conseil vum 6. Dezember 1993, déi d'Wahlrecht an d'Wahlberechtigung fir Bierger aus den neie Memberstate fir d'Europawahl regelen. Sous réserve vun dese Bemierkung war de Statsrot dann och d'accord mat där virgesinnener Démarche.

Schlussendlech weist de Statsrot och drop hin, datt d'Zäitspan, déi virgesinn ass, interesséiert Leit iwwer hiert Wahlrecht ze informéieren, natierlech extrem kuerz ass. E verweist an deem Kontext op eng Kommunikatioun vum 8. Abrëll 2003 vun der Europäescher Kommissioun an dem Conseil, déi verschidde Mesurë virgesinn huet, déi all Memberland huele muss fir d'Partizipatioun vun alle Bierger un den Europawahlen ze assuréieren. Mä hei spillt natierlech dann d'Informatioun dee wichtegste Rôle.

Här President, ech wëll dann och op deen een an deen aneren Detail vun deemem Projet agoen. Zum Beispill gesäit den Artikel 2 vir, datt e Bierger aus engem EU-Kandidatstat dat aktiivt Wahlrecht zougesprach kritt an dat zu deeneselwechte Konditiounen wéi eben e Bierger aus engem EU-Members-

tat. Deen neien Text fixéiert fir déi nei EU-Bierger den 1. Abrëll 2003 als Datum wou déi Fënnf-Jores-Residenzklauseel spillt, vun där ech scho Rieds hat, wéi bei den EU-Bierger, déi sech eben op Lëtzebuerg Wahllëschten androe wëlen. De Statsrot bemierkt dann och nach, datt d'Aschreiw vu Bierger aus den EU-Kandidatelänner op Lëschte fir d'Europawahlen net no den Dispositioun vum Artikel 7 vum Wahlgesez ka vollzu ginn, dat ass logesch, mä nëmmen duerch eng sou genannte Komplementarlëscht, déi de gläichen authentesch Charakter huet wéi déi normal Lëscht. Et ass kloer, datt d'Wahlrecht och fir déi nei EU-Bierger géilt wa se op där sou genannter Zousazlëscht ageschriwwen sinn.

D'Demande muss bis den 13. März 2004 agereecht sinn, dat heescht also dräi Méint virun de Wahlen an zu engem Moment wou den neie Memberstat nach net formell an der EU ass, well de Stéchedatum jo bekanntlech den 1. Mee ass. De Gesetzgeber ass also hei opgefuerdert fir eng Léisung erbaizeféieren. De Schafferot ass och kompetent fir iwwer eenzel Demanden ze statuéieren. Bei enger negativer Antwort besteet e Reklamatiounsrecht vun zéng Deeg. De Statsrot huet op dës limitéiert Reklamatiounsméiglechkeeten higewisen, wat zum engen duerch den 1. Mee an eben duerch den Datum vun de Wahle conditionnéiert ass, an zum anere well eben déi Rekursméiglechkeeten, déi am normale Regime bestinn, beispillsweis iwwert d'Fridensgericht, net kënnen ugewannt ginn.

Den Artikel 5 gesäit vir, datt de Schafferot déi provisoresch Komplementarlëschten do arrétéiert a se eben och da public mécht. Den Artikel 7 seet, datt d'Zousazlëscht net därer virum 1. Mee clôturéiert ginn, well jo eréischt da bekannt ass, wien definitiv der EU bäitritt. Dat heescht deemno och, datt déi Demandé vu Bierger aus engem EU-Kandidateland, dat déi lescht formal Hürd net geholl huet, vum Schafferot mussen écartéiert ginn, well se domadder logescherweis sans objet sinn.

Här President, e leschte wichtege Punkt betrëfft dann nach d'passiivt Wahlrecht fir d'Bierger aus engem EU-Kandidateland, dat am Artikel 9 vum virleiede Gesetz, wou d'Kandidaten déiselwecht Konditiounen erfëlle mussen wéi déi Lëtzebuerger Kandidaten respektiv wéi déi aus den aktuellen EU-Memberstaten.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Statsrot verweist och hei op den Artikel 292 aus dem Wahlgesez, dee verlaangt, d'Kandidatelëschte 60 Deeg virum Wahldatum ze déposéieren, dat heescht also de 14. Abrëll 2004. Or, mir stelle fest, datt déi definitiv Länner op deen Datum nach net kënne gewosst sinn.

Här President, deen Text, dee mer haut zur Ofstëmmung bréngen, ass, mengen ech, e wichtegt Signal un all déi, déi hei bei eis wunnen an déi aus engem vun eben deenen zéng Kandidatelänner stame fir den EU-Bäitritt, an déi sech eventuell bis elo éischer aus dem politesche Liewen ausgegrenzt gespiert hunn. Ech denken och, datt d'Europawahl mat der Partizipatioun vu Bierger aus de Kandidatelänner vun der EU e wichtegt Évènement, och eng Chance sinn, e Signal sinn, wou mer konkret gesinn, datt Europa ëmmer méi zesummewiisst, well mer zesummen als Europäer aus 25 Staaten eist gemeinsaamt EU-Parlament kënne wíelen.

Ech wëll dann och meng Interventioun mat engem Appel ofschléisse fir dëst Gesetz ze stëmmen. Ech wollt awer och nach eppes derbäi soen. Ouni datt d'Kommissioun spezifesch duerfir konnt hu mer missen, wéinst deem Délai vum 10. Februar, wou dat Gesetz soll a Kraaft treden, am Hauruck dës

parlamentaresch Hürd huelen. Nächstdestotrotz war et awer aus deene Grënn, déi ech elo grad ernimmt hunn, wichteg, datt dat Ganzt nach konnt iwwert d'Bühn goen, och wann dat kuerzfristeg war. An ech géif och der Opposition merci soen, datt se hei matgespillt hunn an och net géint déi zwee Texter gestëmmt hunn, an an der Kommissioun net géint de Rapport gestëmmt hunn. Mäi besonnesche Merci géllt och eiser Kommissiounssekretärin an de Fraktiounsmataarbechter, ouni déi et nach vill méi difficile gewiescht wär, dat iwwert d'Bühn ze bréngen, an ech wollt dann och ganz zum Schluss, am Numm vu menger Fraktioun, den Accord zu dësem Projet bréngen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, den Här Schank huet grouss Mérité fir ze maache wéi wann hei eppes ganz Normales géif iwwert d'Bühn goen. Hien huet zwar seng Reserv iwwert d'Haueruckverfahre gemaach, mä et muss een trotzdeem hei erënneren, coram publico, dass em d'Joresenn eng ganz grouss Hektik an der Regierung ausgebrach ass, well éischters emol huet d'Regierung den 19. Dezember 2003 e Règlement grand-ducal geholl, wou se festgeluecht huet, dass d'Europawahlen den 13. Juni géife stattfannen. Dee Règlement grand-ducal ass den 20. Januar 2004 am Mémorial publizéiert ginn. D'Regierung huet och dee Projet de loi hei de 15. Januar déposéiert. De Statsrot hat de Projet schonn den 8. Januar fir säin Avis ze ginn, fir also e bësse méi Zäit ze hunn, an d'Mise en vigueur war vu vireran den 10. Februar 2004 festgeluecht. Dofir muss mer dann och haut den Owend zu spéider Stonn dëst ofstëmme, fir dass mer an deem Timing bleiwen.

Eigentlech war déi Hektik net néideg, muss e soen, well dass d'Europawahlen den 13. Juni 2004 géife stattfanne war säit dem 10. Dezember 2001 gewosst - also 2001 -, an dass déi nei Länner den 1. Mee 2004 géifen an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn, ass säit dem Sommet vu Kopenhagen vum Dezember 2002 gewosst. An ech wëll och nach drun erënneren, dass d'Kommissioun, déi Bréisseler Kommissioun, an enger Kommunikatioun vum 8. Abrëll 2003 déi 15 Memberstaten an och déi zéng nei Memberstaten opgefuerdert huet, déi néideg Moosnamen ze huelen - also 2003 am Abrëll -, fir dass all Biergerinnen a Bierger un de Wahlen vum Europaparlament kënnen deelhuelen. Esou huet zum Beispill d'Kommissioun deemools gesot, dass d'Wielerinnen an d'Wieler bäizäiten ze informéieren wäeren iwwer hir Rechter.

Sécher, Här President, stellt d'Aschreiw vum den nei Wieler e Problem duer, well d'Adhésioun eréischt den 1. Mee effektiv gétt an d'Wahlen den 13. Juni stattfannen, an dofir hat d'Kommissioun ebe just recommandéiert fir déi Wieler virum 1. Mee anzuschreiw. Dat war also wierklech och eng Décisioun um europäesche Plang, déi d'Regierungen alleguerte woussen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Et géllt jo elo och nach den duebele Vote ze verhënneren, dat heescht mir muss jo och nach, wa Leit sech aschreiw, mat hire Länner a Kontakt triede fir ze constatieren, dass se net den duebele Vote ausüben, dat heescht dass een zweemol - eng Kéier doheim an eng Kéier am Land wou e wunnt - wiede geet, an dofir waren dann

och schonn d'Memberstaten opgefuerdert gi fir déi Informatiounen ze échangieren andeem och besonnesch déi Länner, dee Memberstat, wou de Wieler seng Résidence huet, dem État membre d'origine Informatiounen iwwert de Wieler soll iwwermittelen. Ech mengen also, dass hei wierklech eppes verschlamm ginn ass, wat bedauerlech ass bei esou enger wichtiger Saach. Et sinn ëmmerhin 8.000 Ressortissanté vum deenen zéng nei Memberlänner, déi hei zu Lëtzebuerg normal als Biergerinnen a Bierger wunnen, an et ass also ganz bestëmmt e schlechten Départ an där Hiisicht fir d'Integratioun vum deene Biergerinnen a Bierger an e Land vum der Europäescher Unioun.

Iwwert de Projet selwer huet den Här Schank déi wesentlech Detailer gesot. Ech brauch also net dorobber zréckzekommen. Ech wollt just awer ee Punkt ervirsträchen oder eng Fro un den Här Minister stellen. Mir maache jo hei eng Spezial Lëscht vum deenen, déi sech géifen aschreiw, also eng komplementar Lëscht, eng véiert Lëscht niewent deenen dräi aneren, déi mer schonn hunn. Déi véiert Lëscht gétt herno fir d'Europawahlen automatesch transcribéiert an déi Lëscht vum den europäesche Bierger, net-Lëtzebuerg Bierger, déi sech fir d'Europawahlen ageschriwwen hunn. Ech hunn allerdéngs eng Fro: Vu dass och d'Bierger vum der Europäescher Unioun un de Gemengerotswahle kënnen deelhuelen, muss se jo, wa se am Oktober 2005 un de Gemengerotswahle wëllen deelhuelen, sech virum 31. Mäerz 2004 aschreiw. An do wär ech frou ze wësse wéi dat geet. Dat géif also heeschen, dass een och deene Leit misst d'Méiglechkeet ginn, sech direkt elo, also ier hir Länner Member si vum der Europäescher Unioun, an déi Wielerlëschten anzuschreiw, à moins dass een dann erëm spéider eng Kéier eng exceptionnelle Mesure misst huelen, fir hinnen déi Méiglechkeet ze ginn. Do wär ech frou ze wësse wat den Här Minister wëlls huet ze maachen. Et ass en echte Problem. Net dass mer erëm eng Kéier och do hannert der Kar hierlafen. Dat wär also déi Fro, déi ech wollt stellen. Soss selbstverständlech ass meng Fraktioun mat dësem Gesetz d'accord, wat mer allerdéngs léiwer éischer gestëmmt hätte wéi elo.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 1. Mee ass ouni Zweifel e ganz wichtige Datum fir Europa. Et kann een elo scho vum engem historeschen Datum schwätzen, well wann ee virun eppes méi wéi 15 Joer gewot - gewot! - hätt ze soen, datt Länner wéi Estland, wéi Litauen, wéi Lettland...

(Hilarité)

Et ginn der nach, et ginn der nach!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Zielt eis se emol alleguerten op.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Net op d'Blat kucken!

M. Gusty Graas (DP).- ...datt déi géingen der Europäescher Unioun bäitrieden, dann hätt ee wahrscheinlech virun eppes méi wéi 15 Joer de Kapp geréssel. Dat ass awer elo eng Tatsaach, an dat ass ouni Zweifel...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Du sinn et se nach net alleguer ginn.

M. Gusty Graas (DP).- Si waren net onofhängeg, déi dräi, déi ech genannt hunn. Et si se ginn,

mä si waren net onofhängeg. Do ass eng kleng Nuance ze maachen. Jiddefalls nom Fale vum Eiserne Rideau huet allerdéngs hei déi Évolutioun ganz schnell agesat an d'Kaart vum Europa ass jo u sech elo och deementspriedend nei gezechent ginn. Et ass och sécher, datt Lëtzebuerg u sech ëmmer eng wichtige Roll an deem Integratiounsprozess gespilt huet. De Vertrag vu Maastricht, dee jo u sech d'Wahlrecht fir d'Ausländer agefouert hat, huet déi Etapp agehaut.

Et muss een awer och soen, datt awer trotzdeem am Ufank do jo gewësse Réticencé waren an haut, Gott sei Dank, stelle mer fest, datt keen dat méi a Fro stellt. Au contraire, ech mengen, dat huet och déi lescht Émännerung vum Wahlgesetz bewisen, datt mir haut awer den Esprit hunn, datt déi auslännesch Matbierger hei sollen esou wäit wéi méiglech mat un de Wahlen bedeelegt ginn, an d'Tatsaach, wéi gesot, datt mer jo bei dem Wahlgesetz elo eng Ausdehnung gemaach hunn op Net-EU-Bierger ass - mengen ech - awer dee beschte Beweis fir déi Astellung.

Här President, ech gi ganz gären zou, datt déi Aart a Weis, wéi mer dëst Gesetz elo hei stëmme, vläicht net onbedéngt...

Une voix.- Dat war net historesch.

M. Gusty Graas (DP).- ...orthodox ass, mä et gétt jo awer och eng Rei vum Excusen, virun allem, wéi gesot, d'Urgence.

(Interruptions diverses)

Dofir mengen ech soll een awer e gewëssent Verständnes opréngen, datt eben elo an deene leschten Deeg huet misse méi schnell geschaff ginn. Dofir ass et awer menges Erachtens ganz wichtig, datt een awer elo eng seriö, eng geziilt Opklärungscampagne mécht an eng Sensibiliséierungscampagne...

(Interruptions diverses)

...besonnesch vis-à-vis vum deene Leit, déi betraff sinn. An ech sinn elo just hei gewuer ginn, datt 8.000 Leit géingen hei zu Lëtzebuerg wunnen aus deenen zéng Länner. D'Fro ass natierlech ze stellen: Wéi vill vum deenen 8.000 kommen dann och elo wierklech a Fro fir kënnen herno op der Wielerlëscht ageschriwwen ze ginn? Mä d'Fuerderung ass ebe ganz däitlech fir esou schnell wéi méiglech an deenen nächsten Deeg eng Campagne ulafen ze loosse.

Op där anerer Säit däréi een och net vergiessen, datt d'Gemenge jo awer och hei erëm e wichtige Rôle ze spillen hunn, an datt och d'Gemenge solle schnellstméiglech informéiert ginn...

(Interruptions diverses)

...iwwert de Wee vum enger Circulaire, datt se elo mussen eng zousätzlech Wielerlëscht...

(Interruptions diverses)

Ech sinn net Innenminister.

(Brouhaha général)

Mengt Der, dat wär zum Nodeel vum Land?

Ech hunn awer trotzdeem och nach eng Fro ze stellen. Ech weess zwar net ob den Här Minister mer elo nolauschtert, mä et sief.

Une voix.- Den Här Weiler kann lech se sécher beäntweren.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géing em e bësse méi Opmierksamkeet bieden. Et geet hei em e wichtige Gesetz, an dann ass et net fir dauernd Zwëschebemierkungen

ze maachen. Loosst de Riedner dach schwätzen!

M. Gusty Graas (DP).- Et geet virun allem em d'Reklamatiounsrecht. Et ass virgesinn am Gesetz, datt - wéi gesot - den Antrag muss dem Schäfferot virgeluecht ginn. Wann do e Refus kënn, da kann u sech eng Reklamatioun virbruecht ginn, awer erëm virum Schäfferot, esou datt de Schäfferot am Fong geholl hei zweemol Juge spillt. Dofir meng Fro, ob een do net awer vläicht eng aner Prozedur hätt kënnen virgesinn? Mä den Här Minister ka mer jo dorobber och eng Äntwert ginn.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, trotz, wéi gesot, der Aart a Weis wéi dat Gesetz elo hei zustane komm ass, si mir awer als Demokratesch Partei der Meinung, datt et e wichtige Gesetz ass, a mir wäerten eis och selbstverständlech deem Vote hei uschléissen, fir datt dat dann esou séier wéi méiglech och émgesat gétt.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, obwuel dass dat Gesetz hei an enger TGV-Prozedur duerchgebaatscht ginn ass - Turbo-Gesetz-Veraarbechtung nennt een dat, iwersat, - schéngt et mer awer, dass et eng Noutwendegkeet ass, fir dat hei nach rechtzäiteg iwwert d'Bühn ze kréien, och wann dat elo hätt kënnen éischer iwwert d'Bühn bruecht ginn an och wann dann, an engems iwwerdeem wou dat dann och méi am Detail duerchducht gi wär, eng Rei vu Lapsue vläicht hätte kënnen korigéiert ginn.

Schon an der leschter Beaarbechtung vum dësem Gesetz hätt kënnen mat rektifizéiert ginn, wou - an ech mengen do huelen ech mer elo keng Blumen - déi gréng Kollegen, besonnesch den Här Gira, drop opmierksam gemaach hunn, dass een zum Beispill och hätt kënnen déi Leit, déi elo nom 31. am Lenz 2004 e puer Konditiounen nach erfille fir sech kënnen op déi Lëscht anzuschreiw, an déi net zu deenen nei Länner gehéieren, dass déi och hätte kënnen an déi Ausnahm hei mat erabruecht ginn, fir dass déi dann och d'nächste Kéier hätte kënnen mat wiede goen. Ech mengen, dat ass eppes wou mir och dem Här Gira seng Proposition ennerstézt hunn, mä wou awer leider vum de Säite vum der Majoritéit kee Wëllen do war fir dat ze maachen.

Dat Wichtigst fir eis schéngt et och, dass elo déi néidegst Informatiounscampagnen effektiv gemaach gi vum de Gemengen, fir dass och déi Leit gewuer ginn, dass se en neit Recht hunn, an ech mengen dat ass elo déi wichtigst Aufgab, déi hei ze erfëllen ass. Dofir sollt dann och net esou vill Zäit vergeut gi wéi dat bei dësem Gesetz geschitt ass. Den ADR wäert et selbstverständlech stëmme.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen ëmmer méi zur Iwwerzeugung, dass, entgéint anescht lautenden Aussoe vum Fraktiounschef, d'CSV déi Partei ass, déi schonn am intensiivsten am Wahlkampf dran ass. Anscheinend ware se déi lescht Wochen a Méint esou beschäftegt mam Zesummesetze vum de Lëschten, mam Organiséieren vu Wahlversammlungen, dass se ganz vergiess haten, dass den 1. Mee zéng nei Länner der EU géinge bäitrieden an dass natierlech och d'Ressortissanté vum deenen zéng Länner, déi hei am Land wun-

nen, missten zu den Europawahlen zougeloooss ginn, wa se da wëllen. Dofir hu mer gëschter eng eemoleg Prozedur iwwer eis missen ergoe loosse.

Ech menge mir haten d'lescht Joer beim Wahlgesetz - an dorop kommen ech nach kuerz bei deem anere Gesetz zréck - scho relativ vill erdroe missen déi lescht Wochen, déi lescht 14 Deeg, wat dat Gesetz ubelaangt. Mä wat mer gëschter erlieft hunn ass an deem Sënn och vläicht historesch, well fir an enger Sitzung zu engem Projet de loi e Rapporteur ze ernennen, den Text ze analyséieren, den Avis vum Conseil d'État a schonn de Projet de rapport ze presentéieren, dat ass wierklech rekordverdächtig; dat ass historesch.

(Interruptions diverses)

A wat da geschitt ass jo evident, nämlech et huet just bis haut gedauert bis mer schonn erëm eng nei Versioun vum Rapport kritt hunn. Dat ass evident, wann een an esou Konditiounen muss schaffen, da bleift dat net aus. Ech hoffe just fir d'Majoritéit a fir eis alleguerten, dass net nach Gaffen, aner Gaffen, dra sinn. Dat Wichtigst bei deem Projet ass, dass déi Leit awer eng Chance solle kréien, mat dat nächst europäesch Parlament ze bestëmme, och wa se hei wunnen a wëllen hei matstëmme. Dofir wäerte mer dese Projet stëmme, och wa mer wierklech awer déi Manéier, déi hei un den Dag geluecht ginn ass, net apprécieieren an och - an dorop hunn ech probéiert an der Kommissioun hinze weisen - wann awer eng gewëssen Onkonsequenz bei der Majoritéit besteet.

Hei hu mer gemierkt, dass, wann de politesche Wëllen do ass, fir gewësse Leit nach un der Demokratie participéieren ze loosse, da fënn sech ëmmer iergendee juristesche Wee fir eens ze ginn. D'lescht Joer si mir an deene Grénge bei engem Deel vum deenen Amendementer, déi mer presentéiert haten, fir eng insgesamt méi wäit gehend Reform vum Wahlgesetz ze stëmme, des Öftere juristesche Argumenter virun d'Nues gehale ginn, Saache gesot gi wéi: Dat ka mat den Délaien net méi duergoen, an esou weider an esou fort. Ech stelle fest, dass, wann de politesche Wëllen do ass, da fanne mer Weeër a Moyene fir zum Zil ze kommen.

Ech wär frou gewiescht, wa mer dat och gemaach hätten, wa mer och Prozedure fonnt hätte fir insgesamt emol vu vireran déi Délaien ze verkierzen. Et muss e sech och d'Fro stellen ob et nach zäitgemäss ass, dass e Mënsch annerhallet Joer virum Wielegoe sech scho muss androen, an ob et am Zäitalter vum der Informatik net machbar ass, dass ee sech nach während deem Joer zumindest, an esouguer nach relativ kuerz ier déi Wahlen sinn, andréit. Glécklecherweis gi jo haut net méi all Dokumenter mat der Postkutsch hin- an hiergefuert, mä et kann e relativ séier an engem Excel-Tableau eng Wielerlëscht aktualiséieren. Am selwechte Moment wou e Mënsch sech andréit, steet e schonn op der Wielerlëscht. Dofir mengen ech, dass mer do d'lescht Joer Geleeënheete verpasst hunn.

Mir hu jo och e juristesche Moyer fonnt fir déi Leit, déi den Dag selwer oder den Dag virun de Wahlen 18 Joer kréien. Ech hunn do och ni verstanen, wéi esou et an der Zäit méiglech war, wéi mer nach zwee Tier haten an de Majorzgemengen, dass e Mënsch, deen téschent dem éischten an dem zweete Wahlgang vum Esch op Biekerech komm ass, konnt den zweete Sonndeg zu Biekerech mat wiede goen. Mä dass haut e portugiseschen oder e belsche Matbierger oder eng Matbiergerin, dee scho fënnf Joer zu Biekerech wunnt, nach ëmmer net däréi mat bei d'Gemengewahle goen, do ass fir mech nach ëmmer eng Diskrepanz an eng Inkonsequenz an der

ganzer Logik. Ech verstinn net fir wat dës Majoritéit nach ëmmer Angscht huet. Aus Angscht dass vläicht een ze vill mat wile geet, maache mer d'Prozeduren esou komplizéiert, dass honnerten an dausenden net kënne mat wile goen. Ech bedauern dat. Ech sinn awer frou, dass dann hei emol erëm en theoretescht Potenzial vun 8.000 Leit soll bestoen.

Ech sinn awer och gespaant an där kuerzer Zäit, déi dës Majoritéit nach bleift, fir iwwerhaapt usazweis eng Informatiounscampagne ze starten, wéi vill vun deene Leit dann Zäit a Loscht fanne fir hei matzestëmme. Dat wäerte mer da gesinn. Da gëtt herno no de Wahlen erëm mat grousser Bedauern festgestallt, dass vun deenen 8.000 Leit der nëmmen e puer mat wile waren.

Wann een natierlech esou kuerzfristeg d'Gesetz eréischt ofstëmmt, dann huet ee sécherlech keng Moyene méi fir méi Leit ze motivéieren, mä trotz allem, wéi gesot, wäerte mer awer den Accord zu dësem Gesetz bréngen. Dat ass da fir dass déi puer, déi vläicht Loscht hunn, eng Chance kréie matzegen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass ofgeschloss an d'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, ech weise mech erfreet doriwwer, dass mer eng grouss Unanimitéit an der Chamber hu fir dee Projet hei ze stëmmen. Ech si mat all deenen d'accord, déi der Meenung sinn, dass dat heite prozedural e bësse komesch gaangen ass. Ech wëll net weider op d'Emstänn agoe fir wat dass dat geschitt ass. Ech wëll just deene soen, déi d'Ambitioun hu fir op déi Plazen ze komme wou mir haut sinn, dass och hinnen dat an Zukunft eventuell passéiere kann, well dat huet net onbedéngt eppes mat deenen ze dinn, déi dëse Ressort hunn.

Par ailleurs ass dat Gesetz awer e Gesetz, wat e gewëssene Symbolwäert huet, well et deene Bierger, déi wellen - ech weess net wéi vill dass dat der sinn -, déi aus deenen zéng Länner kommen, déi den 1. Mee vun dësem Joer an d'Europäesch Unioun bäikommen, d'Méiglechkeet gëtt, un den Europawahlen deelzehuelen. Et ass eng aussergewöhnlech Prozedur. Dat huet eppes domadder ze dinn, dass den 1. Mee vun dësem Joer eben esou fällt wéi e fällt. Wann dat Ganz op den 1. Juli gefall wär vun dësem Joer, dann hätte mer déi Prozedur och inhaltlech net gemaach.

Et ass och net eng Ausnahm par rapport zum Droit de vote generell, well mer d'Konditiounen genau esou gehalen hu wéi déi aner Leit, déi sech fir den 31. Mäerz vum Joer 2003 hu missen aschreiwen. Hei ass dat d'selwecht. Et ass ebe just well d'Kommunikatioun oder d'Prozedur ebe postérieure zu deem 31. Mäerz vum leschte Joer war wou mer hei eng Derogatioun virhuelen.

Zum Schluss wollt ech soen, dass, wéi mer d'Wahlgesetz gestëmmt hu vum leschte Joer, et mä Souci war fir ze probéieren, déi Délaien, déi sech als komplett exagéiert an vereelt duerstellen, wat d'Opstelle vun eise Wahllëschten ubelaangt, ze änneren. Ech hat esouguer extra eng Kommissioun zesummegesat, déi öfters getagt huet, wou Beamte vu mir dra waren, wou Leit vum Syvicol dra waren, wou Leit vun de Gemengen dra waren, wou Leit dra waren, déi déi Wahlen normalerweis organiséieren. A mir konnten eis do mat enger Propose fir d'Délaien ze reduzéieren net duerchsetzen. Mir sinn op all méiglech Obstacles gestouss, wann et drëm gaangen ass fir d'Wielerlëschten, wat am Fong meng initial Léisung oder Proposition war, praktesch bis d'Woch virun de Wahlen opzeloos-

sen. Dobäi si mer op all méiglech Oflehnung gestouss, an heiansdo net, Här Gira, vun där Säit wou Dir mengt, net vun där politescher Säit, mä éischer vun där technokratescher Säit, esou dass mer déi lddi fale gelooss hunn.

Ech bleiwen awer der Meenung, dass mer eist Wahlgesetz op deem Punkt iergendwann eng Kéier an der Zukunft un eng méi modern Zäit mussen adaptéieren, an et muss méiglech sinn, dass Leit och bis kuerz virun de Wahlen an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg sech kënne, wa se d'Konditiounen erfëllen - dat ass jo d'Haaptsaach -, op eng Wahllëscht androen, fir dass se kënne mat wile goen. Ech hoffen, dass mer bei enger nächster Geleeënheet, well dat Wahlgesetz ass jo eppes wat awer vun Zäit zu Zäit och revidéiert gëtt, dann och d'Ausdauer an d'Akzeptanz bei deenen, déi d'Wahle mussen matorganiséieren, fanne fir an déi Richtung ze goen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5276 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 10 si gelies an uegell.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Lecture ass ofgeschloss a mir kommen elo zum Vote iwwert dee gesamte Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme uegell mat 55 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (M. Lucien Clement), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marco Schank), MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nancy Arendt) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par M. Alex Bodry), M. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké (par M. Marc Zanussi), Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jos Scheuer) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussion vum Projet de loi 5214, eng Ofännerung vum Wahlgesetz. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Fayot, Graas, Jaerling a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marco Schank.

4. 5214 - Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, am Koalitionsafkommens vun 1999 war virgesinn, d'Wahlgesetz enger grondleeender Reform ze ënnerwerfen. Dat hu mer gemaach d'lescht Joer. Ech wëll dann och kuerz drun erënneren, dass an deem Gesetz eng ganz Partie wesentlech Ännerunge virgeholl goufen. Just fir lech drun ze erënneren: d'Eropsetze vum obligatoresche Wahlalter beispillsweis, d'Erofsetze vum Alter fir dat aktivt an dat passivt Wahlrecht. Dann hu mer beispillsweis och eng Partie Ännerunge bei der Bréifwahl ënnerholl fir dat méi liicht ze maachen, fir de Leit awer d'Méiglechkeet ze ginn, per Bréifwahl ze wilen. Mir hunn den zweeten Tour bei de Gemengewahlen ofgeschaaft, d'Sektiounen an de Majorzgemengen, a mir hunn och d'Residenzklausele op fennef Joer erofgesat.

Ech wëll och drun erënneren, als Rapporteur an als President vun der Kommissioun deemools, och op Grond vun där Kritik, dass déi inhaltlech, déi essenziell Ännerunge wierklech am Detail gemaach gi sinn, dass mer eis vill Zäit geholl hu fir déi ze diskutéieren, an dat mer dat och am Kader vu ville Kommissiounssätzunge gemaach hunn.

Bei dëser Reform waren eng Partie Detailfreen opbliwven, déi elo mat deem Projet, deen hei virläit, beäntwert ginn. Dës Redressementer - ech kommen elo nach drop ze schwätzen - betreffen an der Haaptsaach zwou Saachen: Dat éischt ass d'Dispositioun iwwert d'Bréifwahl, dat Zweet ass d'Zesummensetzung vun de Wahlbüroen. An ech wollt am Ufank nach kuerz op den Avis vum Statsrot agoen, dee mer den 19. Dezember 2003 kruten. De Statsrot huet haaptsächlech drop opmierksam gemaach, dass, ouni déi Ännerungen, déi mer haut wëlle virhuelen, d'Wahl vum 13. Juni éischer manner reibungslos iwwert d'Bühn géife goen, wéi wann déi Modifikatiounen kommen. Deemo ass et kloer, dass mer et net hei mat engem onwichtige Gesetz ze dinn hunn, mä mat engem Gesetz, dat awer d'Viraussetzung schaaft, dass en uerdnungsgemäissen Oflaf vun de Wahle garantéiert gëtt.

Här President, den Text vum Projet ass de 25. September d'lescht Joer vum Innenminister an der Chamber déposéiert ginn, an an der Sëtzung vum 13. respektiv vum 22. Januar hu mer dann den Text gekuckt, ënner d'Lupp geholl, an an der Sëtzung vun eiser Kommissioun den 28. Januar ass de schréffleche Rapport uegell ginn.

Une voix. - Très bien!

M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, ech wollt lech d'Detailler aus dem Projet erspueren, well mä schréffleche Rapport ausféierlech op dës Froen ageet. Erlaabt mer awer op déi zwee Voleten, Bréifwahl an Zesummensetzung vun de Wahlbüroen, zréckzekommen.

D'Bréifwahl, do ginn et insgesamt siwen oder esouguer aacht Artikelen, de 15, 16, 17, den 22, den 23 bis den 28, déi domat zesummenhänken, a bei de Wahlbüroen sinn et d'Artikelen 5, 6, 7, 8 an 9. D'Gesetz gesäit also vir, dass an Zukunft d'Gemengen d'Operatiounen fir d'Bréifwahl selwer organiséieren, an dat souwuel um Niveau vun de Legislativwahle wéi och de Kommunal- an den Europawahlen. Bis elo war et jo esou, dass an de Gemengen d'Bréifwahl nëmmen

um Niveau vun de Kommunalwahlen organiséiert gouf. Virdu gouf et hei en extrae Büro an e Bureau particulier an all Circonscription fir d'Chamber- an d'EU-Wahlen. Um Niveau vum Wahlgesetz geet et also drëm fir d'Dispositiounen fir d'Bréifwahl, wéi et bis elo scho bei de Kommunalwahlen ass, och op d'Parlaments- an d'Europawahlen ze applizéieren, an nom Artikel 55 vum Wahlgesetz muss all Gemeng am Ufank vun all Joer en fonction vun der Unzuel vun de Wielerinnen a Wieler festleeën, wéivill Wahlbüroen een definitiv muss organiséieren.

Grouss Changementer ginn et do an der Regel net, well tëscht dem 1. Januar vum engem Wahljoer an dem Wahldatum Mëtt Juni d'Zuel vun de Wieler net substanzuell ofhëlt oder wäiss. Normalerweis huet och d'Opdeeling vun deenen, déi op der Plaz wilen an deenen, déi léiwier iwwert d'Bréifwahl hir Stëmm ofginn, wéineg Afloss op d'Zuel vun de Wahlbüroen.

Et muss een awer soen, dass op Grond vun deene Bestëmmungen, déi mer d'lescht an d'Gesetz iwwert d'Bréifwahl gesat hunn, een dovunner kann ausgoen - dat ass jo gutt -, dass d'Zuel vun de Leit, déi per Bréifwahl hir Stëmm ofginn, eropgeet. Dat bedeit natierlech virun allem fir d'Haaptwahlbüroen méi Opwand, wann et herno ëm d'Ausziele vun de Stëmme geet.

Aus dësem Grond hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet, fir weider Büroen ze organiséieren, wann et sech ubitt a wann d'Zuel vun de Wielerinnen a Wieler, wéi et am Artikel 55 virgesinn ass, iwwerschritt gëtt. D'Gemenge bleiwen awer fräi ze entscheeden, ob se zousätzlech Büroen ariichten oder ob se dat net maachen. Dat heescht awer deemo och, dass de Bureau principal sech och ëm d'Bulletin vum de Bréifwahle këmmere kann, och wann d'Zuel vun de Wieler, wéi et am Artikel 55 festgeschriwwen ass, iwwerschritt gëtt.

D'Kommissioun hat de Ministère gebieden, fir Explikatiounen iwwert d'Prozedur vun der Bréifwahl ze ginn. Dës Präzisierungen, déi mer do kruten, hunn och de Kommissionsmembere Satisfaktioun ginn a mir waren dann hei och mam initialen Text vum Projet averstanen.

Här President, den zweete wichtige Volet, wéi scho gesot, ass d'Zesummensetzung vun de Wahlbüroen. An och do huet d'Kommissioun sech, wéi se den Avis vum Statsrot gekuckt hat, éischer erstaunt gewisen. De Statsrot huet nämlech gemengt, dass dës Artikelen géife verhënneren, dass d'Sekretären, déi net Wieler sinn an der Gemeng wou se affektéiert sinn, hirer Biergerpflicht, fir ze wilen, net kënnen nokommen, well se zu gläicher Zäit hir Funktioun um Wahldag an der Gemeng ausüben.

D'Kommissioun huet awer an deem Kontext op d'Méiglechkeet vun der Bréifwahl higewisen, vun där de Sekretär ka profitéieren. Des Weidere beseet den Artikel 62 ausdrécklech: «En cas d'empêchement ou d'absence du secrétaire pendant le cours des opérations et au cas où il n'a pas de secrétaire adjoint, l'un des assesseurs est appelé par le président à le remplacer.» Deemo ass ëmmer eng Permanence assuréiert. Och hei hunn d'Erklärungen aus dem Intérieur iwwert d'Praxis vun deenen Dispositiounen kloer ginn an och hei ass d'Kommissioun sech eens ginn, fir beim initialen Text ze bleiwen.

Déi nei Dispositiounen vereinfachen deemo och d'Sich no Ersatz-Assesseuren, wat wichteg ass fir d'Organisatioun vun de Wahlbüroen. Doriwwer eraus beseet den neien Artikel 4 kloer, dass de President an d'Assesseuren effektiv Membere vum Wahlbüro sinn, déi vun engem Sekretär assistéiert ginn, dee kee Stëmrecht huet an deen deemo keen effektive Member am Wahlbüro ass. Op jidde Fall - an dat ass wesentlech - wäert an Zukunft d'Méiglechkeet bestoen,

datt de Sekretär an de Secrétaire-adjoint net Member vum Büro sinn an - an doréms geet et - si net mussen Wieler an der Gemeng sinn, wou se am Büro hëllef.

Dann zum Schluss, Här President, erlaabt mer nach vläicht zwee e bësse méi relevant Punkten ervirziewen. Een éische Punkt ass den Artikel 2. Hei gëtt den Artikel 55 vum Wahlgesetz ëmgeännert an dat ass net onwesentlech. Hei ginn nämlech d'Viraussetzunge geschafene, dass d'Aarbechtsbeleaschtung vun engem Büro sech tëscht 200 a 400 Wielerinnen a Wieler situéiert an dëst ass noutwendeg gi fir ee gudden Oflaf vun de Wahloperatiounen am Fall wou Simultanwahle stattfannen; wéi zum Beispill wa Chamber- an Europawahle matenee stattfannen. Am alen Text waren hei nach 300, respektiv maximal 600 Wieler fir ee Büro virgesinn.

An dann nach den Artikel 10 an dësem Projet. Do gëtt den Artikel 79 aus dem Wahlgesetz ofgeännert. Dësen Artikel huet virgesinn, dass eng behënnert oder eng blann Person vun engem Guide oder enger Zweetpersoun begleet ka ginn - ganz dacks ass dat eng Infirmière oder eventuell en Enkelkand - an dese ka souguer de Vote amplaz vun där behënnert Persoun formuléieren. Mä d'Modifikatioun déi elo kënn gesäit vir, dass dës zweet Persoun net onbedéngt Wieler muss sinn. De Statsrot huet hei gemengt, dass de Begleeder op d'mannst volljäreg misst sinn a war doriwwer eraus der Meenung, dass de Guide misst Wieler sinn. D'Kommissioun huet awer deem Wonsch net Rechnung gedroen, well se der Meenung ass, dass déi betraffe Persoun solle fräi wile kënnen, wie se an de Wahllokal begleet. Aus dësem Grond huet d'Kommissioun sech dofir ausgeschwä, fir den initialen Text bäizebehalen.

Ech kommen dann elo zum Schluss, Här President. Ech denken, dass mer mat all deene punktuellen Ännerungen enger optimaler Emsetzung vum Gesetz vum 18. Februar 2003 Rechnung droen an dee verleiende Projet huet an der Kommissioun och zu kenge gréiseren oder och ideologeschen Auseensetzungen gefouert. Den Detail iwwert déi eenzel punktuell Emännerungen a Präzisierungen kann een am schréffleche Rapport noliesen. Ech wëllt awer och hei der Sekretärin vun eiser Chamberskommissioun an de Mataarbechter vun der Fraktioun merci soen. Esou vill zum Rapport. Zum Schluss wollt ech dann, als Member vu menger Fraktioun, och den Accord fir dëse Projet bréngen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischen Diskussionsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. D'Wuert huet elo den Här Fayot.

Une voix. - Allez Ben!

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, dëse Projet, bis no deem Gesetz vum Februar 2003, soll eng Partie Ongereimtheeten aus deem Gesetz eraushuelen. Zu dem Inhalt wollt ech am Fong geholl net ganz vill soen. Ech wollt trotzdem bemerken, dass et eigentlech schued ass - an do sinn ech mam Statsrot d'accord -, dass déi Bréifwahl net méi zentraliséiert gëtt an engem Bureau particulier vun der Circonscription, mä dass se elo duerch d'Gemengen iwwerall verstreut gëtt. De Statsrot seet, et wier héchstwahrscheinlech méi effikass, fir déi Bréifwahl auszeziel wéi dat elo virgesinn ass. Ech hunn am Fong geholl och keng richteg Argumentatioun, weder am Rapport vun der Chamber, nach am Exposé des motifs vum Projet gesinn.

Bon, ech wëll mech gäre beléiere loossen, mä ech fannen eigentlech dem Statsrot seng Argumentatioun besser. Hie seet, déi Büroen hunn

Erfahrung an der Manéier, wéi se mat der Bréifwahl émginn a wa mer se elo iwwer all d'Gemenge verspreëen, sinn ech mer net sécher, dass dat méi effikass ass wéi dat, wat elo besteet; d'Effikassitéit ass also net vu virera garantéiert.

Ofgesi vun dësem Projet, wollt ech elo trotzdeem dräi aner Froen hei ervirhiewen. Eng, déi huet den Här Klein mer mat op de Wee ginn, well en net kann hei sinn - den Här Klein ass jo och Buergermeeschter a President vum Syvicol. Hien huet mech drop higewisen, dass am Artikel 54 iwwert d'Formation des collèges, deen elo net hei an dësem Projet zur Fro steet, déi Büroen, déi an enger Gemeng sinn, sief et am Chef-lieu vun der Gemeng, sief et an den anere Lokalitéiten, mussen par délibération vum Conseil communal determinéiert ginn. Hien huet mer gesot, dass viridrun, éier mer dat Gesetz vum Februar 2003 haten, all Kéiers eng Lëscht do war, déi duerch ee Règlement grand-ducal publizéiert ginn ass an et sollt een de Gemenge rappelléieren, dass se déi Délibération misste virun de Wahle vum 13. Juni huelen.

Déi zweet Remarque, déi ech wollt maachen, ass eng Remarque vun allgemenger Natur iwwert dat Wahlgesez hei - an ech huelen och un, dass déi Leit, déi dat Wahlgesez gemaach hunn, Spezialiste waren a sech ganz vill Méi ginn hunn. Mä ech muss lech soen, dat Gesetz ass net ëmmer ganz lisibel. D'Lisibilitéit vun deem Gesetz ass net honnertprozenteg garantéiert. Wann ech zum Beispill kucken, fir e gewéinlech Stierflechen an deem Gesetz erauszefannen, dass ee sech muss virum 1. Abrëll vun deem Joer, éier d'Wahle stattfannen, an d'Wielerlëschten aschreiwen, do muss een dräi Artikel matenee kombinéieren: den Artikel 4, den Artikel 7 an den Artikel 52; ech zitieren lech se elo net, Dir kënnt mer vertrauen, dass ech dat nogesicht hunn. Dat ass natierlech komplizéiert fir en einfache Bierger, deen dat do wëllt am Gesetz nolliesen. Fir dat erauszefannen brauch en e Spezialist, e Jurist, e Buergermeeschter oder wien och ëmmer, deen dat Gesetz praktikéiert huet.

Déi zweet Remarque ass déi vum Datum, an do wollt ech am Sënn vun deem, wat den Här Gira gesot huet abordéieren, dass déi Leit, déi am Oktober 2005 mat an d'Wahle wëlle goen, sech mussen virum 31. März 2004 an d'Wielerlëschten aschreibe loossen. Dat ass menger Ansicht no dépasséiert, an ech bedauere wierklech, dass den Här Minister net mat senger Proposition an der Kommissioun duerchkomm ass. Ech weess, et kann ee géint all Neierung sinn.

■ **M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur***. - Net an der Chamber.

■ **M. Ben Fayot (*LSAP*)**. - Net an der Chamber, mä insgesamt, wéi soll ech soen,...

■ **M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur***. - ...an der Mille vun der Prozedur.

■ **M. Ben Fayot (*LSAP*)**. - Wéi dann och ëmmer.

Ech bedauern dat, well et ass wierklech net ze verstoen, an et ass och fir déi Auslänner, déi mer wëlle motivéieren fir an d'Gemengewahle matzegoen, net verständlech, dass se esou laang viridrun sech mussen aschreibe loossen. Et ass vill méi interessant an deem Joer, wou wierklech d'Wahlcampagne uleef, fir do d'Leit ze motivéieren an ze soen: Elo sollt Der lech aschreiwen.

Ech bedauern et wierklech, dass mer bei deenen zwee Wahlgesezter, déi mer elo gemaach hunn, dat net fäerdegbruecht hunn an hoffen, dass an Zukunft entweder den Här Wolter als Innenminister oder en aneren Innenminister an eng aner Regierung déi Saach do nach eng Kéier virhuelen. Éischters eng besser Lisibilitéit vun deem Gesetz, an zweetens méi eng biergerno Ma-

néier fir un deene Wahle deelzuehuelen.

Énnert dem Benefiss vun deene Remarque wollt ech soen, dass mer selbstverständlech dëse Projet matstëmme.

■ **M. le Président**. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. D'Wuert huet den Här Graas.

■ **M. Gusty Graas (*DP*)**. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Marco Schank, deen an deene leschte Stonnen enorm vill geschafft huet, merci soen.

(*Interruption*)

Däerf ech schwätzen, Här Di Bartolomeo?

Ech wëll zu dësem Projet de loi selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei bréngen, wëll awer eng Remarque nach just maachen.

Gott sei Dank hu mer dem Conseil d'État an engem Punkt net noginn. En hat eis u sech schonn an der éischter Versioun op eng falsch Fahrt dirigéiert, an zwar ass et dréms gaangen, wat fir eng Kompetenzen d'Sekretären an de Wahlbüroer kréichen. En huet jo ëmmer dofir plädéiert, dass d'Sekretären u sech net dierften an engem Wahlbüro siégéieren, wa se net och an där Gemeng d'Wahlrecht kënnen ausüben. Mir hu vun Ufank u gesot, dass dat géing besonnesch fir déi kleng Gemenge Problemer mat sech bréngen.

Frou sinn ech, dass mer dat redresséiert hunn. An d'Gesetz, iert et seng Feierprouf muss bestoen, dat ass jo spéitstens den 13. Juni, misst am Prinzip dann elo esou adaptéiert sinn, dass näischt méi dierft schief goen. An deem Sënn bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président**. - Als nächste Riedner huet den Här Aly Jaerling d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (*ADR*)**. - Här President, ech si frou, dass jiddferree sech hei freet a mer dat do endlech iwwert d'Bühn kréien.

Mir hunn als ADR eis Bedenken an der Kommissioun virbruecht. Den Här Gira faasst déi bestëmmt herno nach eng Kéier zesummen, an dofir maachen ech dat elo net. Mir si bereet dat Gesetz mat ze stëmmen, well et effektiv wichteg ass, trotz...

■ **M. Gast Gibéryen (*ADR*)**. - Eise Bedenken.

■ **M. Aly Jaerling (*ADR*)**. - ...enger Rei vu Kriticken, déi unzëbréng wäeren, trotz där Prozedur, déi ech viridrun ugeschnidden hunn.

■ **M. le Président**. - Als leschten Diskussionsriedner huet den Här Camille Gira d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*)**. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech awer wierklech hidden d'Bedenke vun ADR zesummenzefassen. Ech hale mech do wäit ewech. Dat, wat ech elo hei soen, ass reng d'Meenung vun der grénger Fraktioun, well d'Resultat vum Vote ass och anescht. Här Jaerling, wann Dir Bedenken hutt, dann äussert se. Ech weess net genee wéi eng Der gemengt hutt.

(*Interruption*)

Här President, heiansdo ass ee frou als Oppositionsdeputéierten, wann een emol eng Kéier Recht kritt mat deem, wat een hei op der Tribün seet. Ech hat mer d'lescht Joer, énnert dem Virwurf vu Polemik a wat weess ech, erlaabt ze soen, dass ech - fir hallef ze zitieren - zouversichtlech wier, wann ech dat esou däerf soen, dass bestëmmt Gaffen an deem Gesetz dra wieren, well et net méiglech wier an esou enger Hetz, wéi dat d'lescht Joer de Fall war, e Gesetz mat 346 Artikel valabel zu Enn ze

bréngen. Ech hu misse feststellen, dass ech méi wéi Recht kritt hunn. Et waren nach vill méi Gaffen dran enthalte wéi ugeholl, an déi sollen elo opgehuewe ginn.

Ech wollt nach soen, Här President, dass am Géigesaz zu deenen anere Fraktioun mir eis wäerten enthalte bei dësem Gesetz, net well mer e Problem hu mam Fong vun deenen Artikelen, déi elo géännert ginn - dat wierklech net, well et gi verschidden Annerungen, déi ee begrësse kann -, mä et ass einfach well dëst Gesetz déi grouss Defiziter, déi mir als Gréng bei der Reform vum leschte Joer schonn opgewisen haten, net ophieft. Näischt hätt verhënnert, dass opgrond vun deenen Debatte vum leschte Joer an opgrond vun neien Erkenntnisser een zum Beispill den Délai fir d'Auslänner, fir sech anzuschreiwen, roueg hätt kënnen verkierzen. Domat wier kengem en Zack aus der Kroun gefall.

A wann effektiv de Minister, wat ech bedauern, sech net konnt duerchsetze mat enger méi moderner Method fir sech an d'Wielerlëschten anzuedroen, dann hätt een deem jo kënnen Rechnung droen, andeem een zum Beispill den Délai vu fënnf Joer beim Moment vun der Aschreiwung op dräi reduzéiert hätt. Et hätt ee praktesch beim Termin vun de Wahle dann awer fënnf Joer gehat. Dat wier zum Beispill eng Méiglechkeet gewiescht. Dat hätt ee ganz gutt an dëst Gesetz kënnen eraschreiwen. All dat ass net geschitt. Et ass bei punktuellen technesche Korrekture bliwwen. An deem Sënn géing ech eis Enthaltung motivéieren.

Ech wëllt op där anerer Säit mech deene Leit uschlëssen, déi soen, a souguer Leit, déi Spezialiste sinn a sech intensiv dermat befaasst hunn, soen dat och, dass dat Gesetz ganz komplizéiert ass. Ech froe mech, ob et net sënnavoll wier, wann de Ministère de l'Intérieur géing relativ kuerzfristeg nach eng zweet Circulaire un d'Gemenge schécken. Ech hu ganz vill Vertrauen a meng eege Gemengebeamten a -beamtinnen, och an déi Beamtinnen a Beamten an deenen anere Gemengen, mä dat he ass esou komplex, dass ech mech froen, ob eng Circulaire, zum Beispill mat engem Tableau wou déi eenzel Échéancen, déi bis den 13. Juni an d'nächst Joer den Oktober ufalen, opgewise sinn, net sënnavoll wier.

D'Beamte sinn elo gefuerdert véier parallel Wielerlëschten ze féieren, wou deelweis d'Konditiounen an d'Délaien anescht sinn. Ech froe mech wierklech, ob et net sënnavoll wier, eng flott Circulaire ze maache mat all deenen Échéancen. Dat géing eis évitieren eventuell bei der éischter Oplou vun dësem Wahlgesez Pannen ze erliewen. Et wier gutt, wa mat dësem Gesetz an dësem Vote leschtméiglechst Panne vermiede kënnent ginn. Vlächcht kann eng Motivatioun vum Ministère de l'Intérieur mat enger gudder Circulaire dozou bäidroen!

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président**. - D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

■ **M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur***. - Här President, ech wollt och dem Här Schank merci soe fir de Rapport - ech hat vergiess dat fir den éischten Deel viridrun ze maachen -, wéi ech och de Membren an der Kommissioun merci soen, dass se déi Projete positiv aviséiert hunn. Ech si frou, dass déi zwee Projete beienee gestëmmt ginn, well esou ass am Fong d'Peinlechkeet nëmmen eng Kéier, amplaz dass mer se zweemol hunn.

Ech muss soen, dass ech mech net brillant den Owend spieren, wann et drëm geet dëse Projet de loi zum Vote ze stellen, well en dach awer

d'Résultante ass vun enger ganzer Rei vu Feeler, déi an deene leschte Jore bei der Preparatioun vun diverse Projete geschitt sinn.

Et weist mer awer, och wann ee sech déi beschte Méi gëtt an der Preparatioun, och wann ee probéiert d'Spezialisten alleguere beienee ze hunn, och wann een Aarbechtsgruppen am Virfeld vu Projet de loien organiséiert, dass dat net ëmmer d'Garantie ass, dass dat, wat herno gestëmmt gëtt, d'Strooss hält.

Eng Rei vun de Modifikatiounen, déi mer haut proposéieren, déi si soss näischt wéi d'Konklusiounen, déi gezu gi sinn aus gréisseren Aarbechtsgruppe fir d'Wahlgesez ze moderniséieren an après coup, wéi se bis gestëmmt waren, hunn d'Leit sech d'Saach nach eng Kéier iwwerluecht a sinn zur Konklusioun komm, dass verschiddener vun deene Modifikatiounen awer vlächcht d'Strooss net géifen halen, wann et drëm géif goe fir se ze adaptéieren. Do denken ech haaptsächlech un déi Fro, wéi grouss dann e Wahlbüro muss sinn, also wéivill Wieler an engem Wahlbüro kënnen passéieren, fir dass d'Leit am Wahlbüro et packen.

Dann d'Fro vum Sekretär, ob e Member ass am Büro, ob en aus der Gemeng muss sinn oder net. Notamment och d'Fro vum Vote par correspondance, wou d'lescht Joer gesot ginn ass, et wär iwwerhaupt kee Problem. A wéi dunn déiselwecht Leit sech dräi Méint drop mat der praktescher Ëmsetzung befaasst hunn, hu se op eemol festgestallt, dass mat engem Vote central an der Stad fir d'ganz Land au vu vun der grousser Zuel vu Leit, déi entre-temps de Vote par correspondance huelen, een domadder net méi géif eens ginn. Duerch si mer da gezwonge ginn, fir dat hei ze maachen.

(*Interruption*)

Wat d'Lisibilitéit ubelaangt, Här Fayot, wëll ech lech soen, dass ech der Meenung sinn, dass mir alles gemaach hunn, wat machbar ass, well d'Gesetz, wat hei steet, ass d'Résultante vum intensiven Zesummestrecke vun de Käpp vu menge beschte Juristen aus dem Haus, déi schonn d'lescht Joer eng komplett remaniéiert Versioun vum Wahlgesez op den Instanzeweue bruecht haten, wou mer pro Kapitel gefuer sinn, wou d'Wahlgesez wierklech nogekuckt ginn ass Artikel pro Artikel, fir ze kucken d'Lisibilitéit hierzestellen.

Esou dass ech lech vlächcht muss enttäuschen an där Richtung, dass mer bei mir am Haus déi Leit elo nach fannen, déi et fäerdeg bréngen, dat Gesetz, wat anscheinend dann nach net lisibel genuch ass, nach méi lisibel ze maachen. Ech mengen, dass si nom beschte Wëssen a Gewësse probéiert hunn, de Regroupement vun de Kapitelen a vun den Artikelen ze maachen.

A schlussendlech zu där Geschicht mat de Wielerlëschte wëll ech nach eng Kéier dat soen, wat ech och d'lescht Joer hei gesot hunn - dat ass och vlächcht Usporn fir en Nächsten, dee sech un déi Aarbecht hei gëtt -, dass mer d'lescht Joer eng Reform vum Wahlgesez gemaach hunn, wou ech vun Ufank u gesot hunn: Mir maachen nëmme Saachen dran, déi vu jiddferengem, dee gefrot ginn ass, och kënnen akzeptéiert ginn. Ech si mam Här Gira d'accord: Op ganz ville Punkten hätt ee kënnen méi wäit goen. Mir sinn net méi wäit gaangen, well mer deen Accord net haten, deen ech als noutwendeg ugesinn hat deemools fir d'Wahlgesez kënnen ze änneren. Et ka vlächcht en Nächsten eng Kéier higoen a kucken - mat Majoritéitsverhältnisser, wou en eben dann e Vote mécht téschent Majoritéit an Opposition -, fir esou eng Wahlreform ze maachen.

Et kéint een op enger ganzer Rei Punkte vill méi wäit goen. Mir sinn expressiv verbis net dohinner gaangen, an ech hunn am Virfeld vun der Reform vum leschte Joer

keng Punkten an d'Wahlgesez iwerholl, wou ech net d'Garantie hat, dass mer d'Akzeptanz esouwuel um politesche wéi och um technesche Punkt haten. Dat huet mech och en fin de compte dozou beweegt, fir contrairement zu deem, wat ech wëlles hat, net op de Wee ze goen, fir mordicus wëllen eng Reduktioun vun den Aschreiwungszeiten an d'Wielerlëschten ze maachen. Et ass vlächcht eng schlecht Approche.

Et gëtt mer jo ëmmer an der Politik reprochéiert, dass ech ze vill géif forcéieren. Hei beim Wahlgesez war ech der Meenung, dass ech den Accord brächten vun den Interventionen alleguerten, well dat e fundamentaalt Gesetz ass. Dat war vlächcht net audacieux genuch. Ech mengen da kann ee bei enger nächster Reform kucken ob ee méi wäit kënnent wéi dat, wat mir des Kéier fäerdeg bruecht hunn. En attendant sinn ech frou, dass och dëst Gesetz awer mat grousser Majoritéit gestëmmt gëtt.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président**. - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5214 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 28 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dee virleedende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmme a 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Laurent Mosar), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nicolas Strotz), MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weller (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. John Schummer), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jos Scheuer) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 10., den 11. an den 12. Februar. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss. An domadder wär d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.10 heures)

Ordre du jour

1. Communications
2. Déclaration de recevabilité
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen
5. Heure de questions au Gouvernement:
 - Question N° 359 du 9 février 2004 de Monsieur le Député Marc Zanussi au sujet du non-accord sur la mise en vigueur des nouvelles conditions de travail aux CFL, adressée à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi
 - Question N° 360 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'un exercice de crise transfrontalier simulant un incident à la Centrale électronucléaire de Cattenom, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur
 - Question N° 361 du 9 février 2004 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet de la contamination de légumes dans les jardins de certains quartiers ou rues des localités du sud de notre pays, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
 - Question N° 362 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Marco Schank concernant le renouvellement des autorisations de rejets et de prélèvements d'eau pour le CNPE de Cattenom introduite par l'exploitant du CNPE de Cattenom auprès des autorités françaises, et aux procédures y relatives, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
 - Question N° 363 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Lucien Lux au sujet des aides étatiques prévues à l'article 43 de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, adressée à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi
 - Question N° 364 du 10 février 2004 de Monsieur le Député François Bausch au sujet de l'état des travaux du groupe de travail individualisation, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N° 365 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot sur la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la réglementation du tabagisme dans les lieux publics, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N° 358 du 10 février 2004 de Madame la Députée Marie-Josée Frank concernant la reconnaissance de la profession de santé «psychothérapeute agréé» et les effets de cette reconnaissance, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
6. 5047/5039 - Proposition de révision des articles 63 et 65 de la Constitution
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Lecture du texte de la Proposition de révision de la Constitution - Premier vote constitutionnel)
7. Ordre du jour
8. 5190 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, l'Irlande, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République Slovaque relatif à l'adhésion de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à l'Union européenne, signé à Athènes, le 16 avril 2003
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Motion de M. Robert Mehlen demandant à Madame la Ministre des Travaux publics de présenter dans les plus brefs délais sa démission au Grand-Duc

(Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Michel Wolter, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'État.

Sur invitation de M. le Président, les ambassadeurs des nouveaux États membres de l'Union européenne ont pris place dans les tribunes.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatioune maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La liste des projets de loi et projets de règlement grand-ducal déposés à partir du 29 janvier 2004 est déposée sur le bureau et sera publiée au compte rendu.

Projets de loi et de règlement grand-ducal déposés au Greffe de la Chambre à partir du 29 janvier 2004

1) 5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29.01.2004

2) 5294 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'OSCE des élections présidentielles en Russie (14 mars 2004)

Dépôt, à la demande de Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 03.02.2004

3) 5295 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de l'Environnement, le 04.02.2004

4) 5296 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de l'Environnement, le 04.02.2004

5) 5297 - Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité

des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

Dépôt: M le Ministre des Finances, le 09.02.2004

6) 5298 - Projet de loi autorisant l'adhésion du Luxembourg au Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers signé à Bruxelles le 26 juin 1999

Dépôt: M. le Ministre des Finances, le 09.02.2004

7) 5299 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'OSCE des élections législatives en Géorgie (28 mars 2004)

Dépôt, à la demande de Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09.02.2004

8) 5300 - Projet de règlement grand-ducal abrogeant les sanctions à l'égard de la Libye et à l'égard de l'Irak

Dépôt, à la demande de M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 09.02.2004

3) Par lettre du 9 février 2004 Monsieur Georges Wohlfart a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpellier le Gouvernement au sujet de la politique agricole.

4) En date du 28 janvier 2004 Monsieur le Président s'est vu remettre la pétition N° 260 relative à l'inscription de la protection des animaux dans la Constitution.

5) Par lettre du 3 février 2004 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 15 janvier 2004:

- Position du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée;

- Position du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée;

- Position du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée;

- Résolution du Parlement européen sur le thon: flotte et industrie. Situation et perspectives d'avenir dans l'UE et dans le monde;

- Résolution du Parlement européen sur le Livre vert sur les services d'intérêt général;

- Résolution du Parlement européen sur le développement du secteur des services en vue de la création d'emplois;

- Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil en vue du Conseil européen de Thessalonique sur le développement d'une politique commune en matière d'immigration clandestine, de trafic illicite et de traite des êtres humains, de frontières extérieures et de retour des personnes en séjour irrégulier;

- Résolution du Parlement européen sur la mise en œuvre de la directive 96/71/CE dans les Etats membres.

2. Déclaration de recevabilité

Esou wéi et am Artikel 57 vum Chambersreglement virgesinn ass, huet d'Presidentekonferenz an hiner Réunion vum 5. Februar virgeschloen, dass folgend Propositionen de loi a Propositionen de révisioun de la constitution fir recevable erkläert ginn:

1) D'Proposition de loi 5283 vum Här Jean-Paul Ripinger iwwert déi politesch Parteien;

2) d'Proposition de loi 5285 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Autorité parentale;

3) d'Proposition de révision 5284 vum Här Jean-Paul Ripinger iwwert d'Aféierung vum engem Artikel 26bis an d'Ofännerung vum Artikel 95ter an eiser Verfassung;

4) d'Proposition de révision 5292 vum Här Jean-Paul Ripinger iwwert d'Ofännerung vum Artikel 11 vum der Verfassung.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat eis Sitzunge vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hiner Sitzung Folgendes virgeschloen: D'Chamber siégéiert haut de Mëtteg, muer, de Mëttwoch, um hallwer dräi, an iwwermuer, den Donneschdeg, och um hallwer dräi.

Haut de Mëtteg hu mer eischtes eng Froestonn un d'Regierung, zweetens d'Propositionen de révisioun 5047 a 5039 iwwert d'Artikelen 63 a 65 vum eiser Verfassung. Bei dësem Artikel gëtt den Artikel 114 vum der Verfassung applizéiert. Drëtens de Projet de loi 5190 iwwert de Baitrëtt vun zéng neie Länner an d'Europäesch Unioun.

Muer, de Mëttwoch, hu mer eischtes de Projet de loi 5014 iwwert d'Poséiere vun enger Waasserleitung tësche Groussbus a Jonglënster, zweetens de Projet de loi 4998 iwwert d'Schafe vun enger Administration de la gestion de l'eau, an drëtens d'Naturalisatiounen. Den Donneschdeg hu mer dann eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Immigratiounspolitik.

Fir haut de Mëtteg hu mer dann elo fir unzefänken eng Froestonn un d'Regierung. D'Froee kommen, wéi dat üblech ass, ofwiessend vu Majoritéit an Oppositioun.

Den Här Mehlen freet d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fraktioun huet mech autoriséiert eng Motioun hei ze deponéieren, an där mir d'Demissioun vun der Bauteministesche froen. Dat huet eng ganz Partie Grënn, op déi ech elo net wëll weider agoen, well dat jo och net esou

an eisem Reglement virgesinn ass, mä déi ech awer wëll am Detail virdroen dee Moment, wou d'Motioun zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënn.

Motion

La Chambre des Députés,

- *rappelant les agissements du Ministère des Travaux publics dans l'attribution du marché des pierres de parement pour le musée d'art moderne Grand-Duc Jean, tendant à favoriser un seul fournisseur et à contourner les principes régissant les marchés publics;*

- *rappelant dans ce contexte la lettre d'avertissement de la Commission Européenne au Gouvernement du 25 juillet 2003, stigmatisant le fait que l'origine de la marchandise souhaitée a été mentionnée concrètement dans le cahier des charges;*

- *rappelant encore le récent arrêt de la Cour constitutionnelle, disant que le Ministère des Travaux publics, en prononçant une exclusion de la participation aux marchés publics, a agi en violation de notre Constitution;*

- *constatant que cette décision d'exclusion, étant en vérité une intimidation du secteur du bâtiment, a été prise malgré un avertissement prononcé par les chambres professionnelles compétentes;*

- *condamnant la tentative de la Ministre des Travaux publics de soustraire le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Kirchberg en grande partie au contrôle de la Cour des Comptes;*

- *prenant acte de la déclaration de la Cour des Comptes, réfutant l'insinuation de l'administrateur général du Ministère des Travaux publics que la Cour serait - par certains termes d'un rapport spécial - à l'origine de la restriction envisagée dans le projet de loi;*

- *constatant que la Ministre des Travaux publics continue à se solidariser avec l'administrateur général de son ministère, malgré cet affront envers le Parlement;*

- *stigmatisant l'attitude de la Ministre d'ignorer bon nombre de questions parlementaires gênantes et de ne répondre qu'après plusieurs mois en se moquant même des auteurs de ces questions;*

- *constatant que la Ministre des Travaux publics est apparemment incapable de sanctionner des tentatives manifestes de favoritisme apparues dans certains marchés publics;*

- *concluant que la Ministre des Travaux publics se montre de plus en plus incapable de gérer son ministère d'une manière correcte et efficace;*

demande à Madame la Ministre des Travaux publics de présenter dans les plus brefs délais sa démission au Grand-Duc.

(s.) Robert Mehlen, Jean Colombara, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling.

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vum désen Motioun.

Dann hu mer als éischt Fro d'Nummer 358 vum der Madame Marie-Josée Frank un de Gesondheitsminister iwwert d'Unerkennung vum Beruff Psychothérapeute agréé. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Entschëllegt! Jo, déi éischt Fro ass déi vum Här Marc Zanussi un den Aarbechtsminister iwwert d'Aarbechtsbedingungen op der Eisebunn. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 359 du 9 février 2004 de Monsieur le Député Marc Zanussi au sujet du non-accord sur la mise en vigueur des nouvelles

conditions de travail aux CFL, adressée à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Marc Zanussi (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi ech haut de Mëtteg un den Aarbechtsminister wollt stellen, geet zrëck op dee Sozialkonflikt, dee mir am Laf vum leschte Joer kenne geléiert hunn tëschent den Eisebunner an der Direktioun vum der Eisebunn, deen och mat engem Streik vum 9. Mee 2003 seng Zouspëtzung fonnt huet - en Thema, dee mir och hei an der Chamber a verschiddenen Interpellatiounen schonn ugeschwat hatten.

Um Ursprung vun deem dote Konflikt leien d'Festleer vum neien Aarbechtskonditiounen an Accorde mat der Direktioun an de Gewerkschaften aus dem Joer 2001 mat der Tatsaach, dass am Dezember 2002 de Verwaltungsrot vum der Eisebunn driwwer délibéréiert huet a fonnt huet, dass déi Aarbechtskonditiounen net méi sollte respektéiert ginn. An am Februar 2003 huet dann och schlussendlech d'Direktioun vum der Eisebunn déi Accorden unilateral gekënnegt. Anschliessend gouf vun de Gewerkschaften en Avis juridique verfaasst vum der Étude Becker a Braun. Duerno ass am Juni 2003 nach eng Kéier den Impakt vun deenen dote Moosnamen op d'Finanzen diskutéiert ginn, an et ass am Comité mixte vum 15. September eng leschte Kéier zur Sprooch komm, wou dann och d'Direktioun deklaréiert huet, dass zu deem dote Thema d'Diskussiounen zou wäeren an dass d'Aarbechtskonditiounen erëm sollten zrëckkommen op déi Dispositiounen vum Datum vum Dezember 2001.

Doropshin hunn d'Gewerkschaften vum der Eisebunn ee Bréif geschriwwen un den Aarbechtsminister, wou se sech drop referéiert hunn, dass d'Aarbechtskonditiounen op der Eisebunn laut dem Ordre général 24 geregelt ginn. Se hunn drop higewisen, dass et eng Homologatioun gëtt säit dem Joer 1978 an et festgehalten ass am Artikel 65, dass am Fall vun Konflikter tëschent der Direktioun an de Gewerkschaften déi Konflikter vum Office national de conciliation solle behandelt ginn an och do probéiert soll ginn eng Léisung ze fannen. Dee Bréif datéiert vum 25. September vum leschte Joer. Mir sinn haut véieranenhallwe Mount méi spéit: Et ass weder een Accusé de réception vu Säite vum Aarbechtsminister op déi dote Fro komm nach eng Antwort oder eng Stellungnahme an deem dote Zesammenhang.

Elo ass et jo sécherlech méiglech oder denkbar, dass d'Regierung dovunner ausheet, dass vläicht den Office national de conciliation net zoustänneg ass fir déi dote Konflikter, mä wann et si net sinn, muss et een anere sinn. Ech mengen, dass d'Gewerkschaften vum der Eisebunn mat groussen Erwaardungen op d'Antwort vum Aarbechtsminister waarden, well déi Konflikter, mat deene mir konfrontéiert waren am Laf vum leschte Joer, bestinn och weiderhin. Et ass am Intérêt, mengen ech, vum Land an am Intérêt vum soziale Fridden op der Eisebunn, wann déi dote Fro esou séier wéi méiglech kéint gekläert ginn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro ass interessant a guer net einfach ze beäntweren, well se effektiv de ganze Problem erëm frësch opwërft vum Statut vum Personal bei der Eisebunn, wat keng einfach Fro ass, well et sech ëmmer erëm tëschent zwee Statute beweegt, nämlech engem privat-rechtlechen oder engem statutareschen. Grad dat ass och hei de

Problem. Ech muss dofir e klengen Historique maachen iwwert dat applicabelt Recht.

Wa mer d'Aarbechtsrecht bei der Bunn huelen, musse mer zrëckgoen op d'Gesetz vum 28. Dezember 1920 „autorisant le Gouvernement a édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération, de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché“.

- Do gouf et jo nach méi wéi just d'CFL. - Do ass virgesinn, dass „un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération, de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché sera déterminé par un règlement d'administration publique soumis à l'avis obligatoire du Conseil d'État, les exploitants intéressés préalablement entendu en leurs observations et propositions“.

Doropshi koum et zum Arrêté grand-ducal vum 20. Mee 1930 „portant approbation du text codifié du statut du personnel des chemins de fer“. Un deem ass natierlech ëmmer duerno geschaff ginn. „Actuellement“, seet den Artikel 59 vum deem Statut, „les conditions d'application, les exceptions et dérogations qui seraient reconnues nécessaires pour le bon fonctionnement du service ainsi que les compensations qui seront éventuellement dues aux raisons des prestations supplémentaires ou extraordinaires seront déterminées par un règlement à élaborer par la direction, la délégation centrale du personnel entendue en son avis, soumis à l'approbation du Gouvernement“. Dat ass den Hauptprinzip.

Da kommen dann eng Partie Ordres généraux. Do gëtt et den Ordre général 24, dee vum Conseil d'administration vum der Bunn den 18. Juli 1977 geholl gouf. Dat ass also ee vum Verwaltungsrot vum der Eisebunn. E gouf vum deemolige Statssekretär am Aarbechtsa-Sécurité-sociale-Ministère de 6. Januar 1978 homologéiert. An deem Ordre général ass am Artikel 63 virgesinn: „Les dérogations exigées par des circonstances spéciales devant être autorisées par la délégation centrale du personnel, tandis que les dérogations dépassant les limites fixées par la législation nationale applicable devront être autorisées par le Ministre du Travail et par le Ministre de la Sécurité sociale conformément aux dispositions légales en vigueur.“ Méi seet dat net, awer wat dat soll bedeuten, mat deem si mer elo gehait. Dat wat d'Bunn ubelaangt.

Den Office national de conciliation. Bis mer an deenen nächste Wochen a Méint hoffentlech en neit Gesetz hunn, fuere mer do nach ëmmer nom Arrêté grand-ducal vum 6. Oktober 1945. Am Artikel 6 vum deem Text steet: „L'office national de conciliation a pour objet de prévenir ou d'aplanir les conflits collectifs de travail qui n'ont pas autrement abouti à une conciliation.“ Allerdings gesäit een an deem Agencement net wat fir eng Litiges collectifs de travail.

Wann een deen Artikel awer elo zesummebréngt mat dem ganze 65er Kollektivvertragsgesetz an deem Sënn wéi mer et och wëlle reforméieren, ass et ganz kloer, dass do nëmme gemengt sinn d'Aarbechtskonflikter an deene Betriber, wou iwwer Kollektivvertrag d'Gehälter an esou weider fixéiert ginn. Dat ass awer noweislech, wéi ech viru gesot hunn, bei der Eisebunn net de Fall. Dat ass de grouse Problem, dee mer zurzäit hunn. Bei der Eisebunn gëtt d'Aarbechtsrecht unilatéralement fixéiert

duerch d'Direktioun, an de Pouvoir exécutif homologéiert et.

Et ass och esou, dass mer amgaang sinn zënter enger Zäit schonn iwwert den Droit de grève bei der Eisebunn ze diskutéieren, an esoubal den Avis vum Statsrot iwwert d'Kollektivvertragsgesetz virläit, wäerte mer dat ugoen. An deem Projet de loi ass elo virgesinn, dass fir d'Bunn en extraen Office de conciliation soll kommen. Dat ass e Virschlag, deen do ass, an dat weist lech, dass et net esou einfach ass.

Et muss een eng Kéier décidéieren, ob een am Droit commun ass oder am Droit statutaire, respektiv a wat fir engem Droit statutaire, well wann ech den Ordre général 24 kucken an do den Artikel 65 huelen - dat ass deen Artikel, deen den Här Zanussi elo ervirgehuewen huet -, do steet dran: „Die Schwierigkeiten, die sich aus der Anwendung der Bestimmungen gegenwärtiger Dienstvorschrift ergeben könnten, werden gemeinsam mit dem Zentralpersonalausschuss behoben. Bei Nichteinigung wird die Streitfrage dem nationalen Schlichtungsamt unterbreitet.“ An dat ass elo d'Fro: Kann d'Direktioun vum der Eisebunn unilatéralement den Office national de conciliation kompetent maachen, och wann ee Minister vum der Regierung - dat war deemools den Här Statssekretär Thoss - dat homologéiert huet? Geet dat duer, fir dass den Office national de conciliation do kompetent ass oder net?

Dat erkläert déi dote schwierig Fro, an dat erkläert och, dass ech bis elo net drop geäntwert hunn, well do Leit nach amgaang si Recherchen ze maachen, wou ech eng Partie hei exposéiert hunn. Mir mengen, dass eigentlech den Office national de conciliation net zoustänneg wär. Et kéint ee sech virstellen, dass dat, wat an deem Artikel steet, deen ech elo virgelies hunn, den Artikel 65 vum Ordre général 24, dass dat eng Zort Arbitrage wär, deen dem Office national de conciliation operdroe wär. Mä en Arbitrage kann ee kengem opzwéngen. Da muss dat Organ selwer d'accord sinn a mir wäerten, esoubal den Office national de conciliation dozou kënn - well wéi Der wësst hat deen déi lescht Zäit eng ganz Partie Aarbecht - dorop zrëckkommen. Mir wäerten awer och besonnesch d'Membres permanents vum Office national de conciliation ëm hir Stellungnahme biede wéi si déi heite Fro gesinn, an dee Moment ginn ech weider.

Dat wëllt net soen, dass wann den Office national de conciliation net zoustänneg wär, keng Méiglechkeete wäeren, zum Beispill fir d'Gewerkschaften fir aktiv ze ginn. Där Méiglechkeete gëtt et esouwuel vum Aarbechtsgericht wéi vum Zivilgericht, wann do Problemer wäeren mat der Modifikatioun vum Ordre général.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro Nummer 360 vum Här Gusty Graas un den Här Innenminister iwwert d'Krisenübung bei der Atomzentral zu Cattenom. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

- Question N° 360 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'un exercice de crise transfrontalier simulant un incident à la Centrale électronucléaire de Cattenom, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschten 29. Januar war e grenziwwerschreidenden Exercice, wou eng Katastroph an dem Reakter zu Cattenom simuléiert ginn ass. E puer Deeg duerno konnt een awer an der auslännescher Press liesen, wéi wann et do Problemer, virun allem Kommunikationsproblemer säitens der Préfecture vu Metz gi wäeren. An deem Kontext

wollt ech dräi Froen un den Här Innenminister riichten:

1. Wéi e Bilan zitt hie vun deem simuléierten Exercice?
2. Gouf et effektiv Problemer vu Kommunikatioun mat der Préfecture vu Metz?
3. Wéi eng Punkte musse gegebenfalls elo ugepasst ginn, nodeems éischt Erkenntnisser konnt festgestallt ginn?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Monsieur le Président, le Luxembourg a signé le 11 avril 1983 avec la France un accord relatif à l'échange d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques.

Conformément à cet accord les autorités compétentes luxembourgeoises et françaises ont fixé de façon précise des modalités et procédures pour l'échange mutuel de cette information et qui sont également applicables pour les exercices.

Ces modalités prévoient:

1. Une procédure de notification initiale des autorités luxembourgeoises par l'exploitant de la centrale.
2. L'envoi d'informations actualisées par la centrale de Cattenom.
3. L'envoi des informations par le Préfet de la Moselle.
4. L'échange des communiqués de presse.
5. L'échange de la main courante entre les autorités luxembourgeoises et françaises. Main courante voulant dire: registre de tous les événements significatifs.
6. L'échange de correspondants nationaux dans les postes de commandement français et luxembourgeois.
7. L'envoi d'informations techniques par les autorités de la sûreté nucléaire à Paris.

Le dernier point n'a pas fait l'objet de l'exercice Cattenom du 29 janvier dernier.

Pour répondre aux questions précises de l'honorable député, je voudrais dire qu'à part un problème technique survenu sur le système d'échange d'informations qui utilise des lignes téléphoniques dédiées entre la France et le Luxembourg, l'échange d'informations a été réalisé lors de cet exercice conformément aux procédures en vigueur.

Il est à signaler que l'Allemagne n'a pas d'accord bilatéral avec la France en ce qui concerne l'information mutuelle et il n'existe donc pas de procédure formelle, ce qui a effectivement entraîné un niveau d'information différent entre l'Allemagne et le Luxembourg.

Je vous remercie.

M. le Président.- Mir kommen zur Fro 361 vum Här Jean Huss un den Ëmweltminister iwwert d'Belaaschtung vum Geméis a verschiddene Géigende vum Süde vum Land. D'Wuert huet den Här Huss.

- Question N° 361 du 9 février 2004 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet de la contamination de légumes dans les jardins de certains quartiers ou rues des localités du sud de notre pays, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, den 3. Februar 2004 hunn d'Administration de l'Environnement an d'Direktioun vum der Santé e Communiqué erausginn. An deem Communiqué hu se matgedeelt, wat d'Wärter wäeren vun Dépassementer vu Bläi,

vun Dioxinen a Furaner an eenzelne Géigende vum Süden, beziehungsweise an eenzelne Quartieren an an eenzelne Stroosse vun enger Rei vu betroffenen Uertschaften, virun allem vum Déifferdeng, Esch a Schëffleng. Net insgesamt sinn déi Uertschaften belaascht, mä an eenzelne Stroossen an an eenzelne Quartiere fannen déi Belaaschtung statt.

Schlecht Wäerter vu Bläi an Dioxine sinn an deene leschte Jore jo näischt Seltene gewiescht. Méi wéi eng Kéier sinn esou schlecht Wäerter scho matgedeelt ginn. Et waren awer och Zäiten, wou et geschéngt huet, wéi wann et zu enger Verbesserung géif kommen, wéi wann d'ARBED Efforté gemaach hätt, fir Verbesserungen an deem Beräich ze erzielen. Et huet souguer heiansdo geschéngt, wéi wann et technesch méiglech wär zum Anhale vun de Grenzwäerter ze kommen.

Haauptsächlech dräi Grënn veranlassen mech Froen un den Här Statssekretär Berger ze stellen:

Éischtens stellen d'Leit, haupsächlech déi betrafte Klenggärtner, sech Froen iwwert d'Qualitéit vum hirem Geméis - wat se eventuell scho konsuméiert hënn -, beziehungsweise ob se iwwerhaupt am Fréjoer nach Geméis sollen upflanzen, wann déi Belaaschtung esou héich ass?

En zweete Punkt geet iwwert d'Belaaschtung vum Geméis eraus, well d'Leit am Süden an deene betroffenen Uertsdeeler a Stroosse sech berechtigterweis d'Fro stellen, dass wann déi Belaaschtung esou ass, wat fir een Impact dat op gréisser Projeten huet, déi mer wëlle grad an dem Raum Déifferdeng, Esch a Schëffleng maache wéi Wunnprojeten an och aner Projeten.

Och besteet eng gewëssen Angscht weinst dem Changement vum Aktionariat vun der ARBED, wou Fransousen a Spuenier derbäikomm sinn, esou dass an Zukunft vläicht nach manner géif gekuckt ginn no deenen Ëmwelt- a Gesondheetskritären, well eventuell eng manner gross Sensibilitéit bei deene Leit kéint sinn, fir no deene Saache wierklech ze kucken a vläicht eischer just no Profitkritäre géif gekuckt ginn.

Meng Froen, déi ech an där kuerzer Zäit, déi ech zur Verfügung hunn, stelle wëll:

1. Wouduerch ass et ze erklären, dass op eng Kéier d'Wäerter an enger Rei vu betrafte Stroossen a Quartieren, wat Bläi an Dioxin am Geméis ubelaangt, esou schlecht gi sinn? Huet dat eventuell ze di mat engem Noloosse vun der Vigilance, vun der Attentioun?

2. Huet dat eventuell ze di mat enger schlechter Wartung? Huet et ze dinn, dass vläicht bei de Filtere gefuddelt ginn ass, dass déi net schnell genuch ersat gi sinn? Wat sinn d'Ursaachen, déi zu deene schlechte Resultater gefouert hunn?

3. Wat wëllen déi betrafte Ministereënnerhuelen, fir dass dat do sech net widderhëlt a mir wierklech erëm eng Kéier zu enger besserer Situatioun kommen, wat d'Belaaschtung vum Geméis an de Gäert zu Esch, Déifferdeng a Schëffleng ubelaangt?

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den honorabelen Här Huss et scho gesot huet, hu mer effektiv e Communiqué erausgi fir d'Leit ze informéieren, dass a verschiddene Stroosse ronderëm déi Anlage vun der Sidérurgie Moossunge Schadstoff festgestallt hunn, haupsächlech am Geméis, déi iwwer e gewëssene Seuil erausgaange sinn. Dat si Grenzwäerter, déi sech orientéieren un der WHO, respektiv

u Seuil vun der Industrie alimentaire, Seulen, déi haupsächlech am Ruhrgebitt ugewant ginn.

Eng vun den Haaptfroen: Wou leien d'Ursaache vun deene Wäerter, déi festgestallt gi sinn, well jo an de leschte Joren awer ganz vill Efforté gemaach gi si vun der Sidérurgie, fir dat an de Grëff ze kréien? Et ass, muss ech direkt soen, relativ schwéier, fir dat erauszefannen. Mir hunn effektiv Kommodosoplag, wou ënner anere Moossunge bei de Cheminéeë muss gemaach ginn a regelméisseg Rapporten am Rhythmus vu Méint oder vum all Mount. Do stelle mer fest, dass déi Moossunge an der Rei sinn.

Wou sinn d'Ursaachen? Nodeems mir dës Resultater haten, hu mer nach eng zousätzlech Loftmoossung mat Filtere maache gelooss - ech erspueren lech elo déi technesch Detailler - an engem Rayon vu 500 Meter. D'Techniker vun der Ëmweltverwaltung ginn deelweis dovun aus, dass et diffus Quelle sinn, also Schadstoff, déi net onbedéngt aus dem Produktionsprozess, aus de Gasen aus der Cheminée hierkommen, mä duerch Stébser, déi eventuell duerch Oflagerung an den Halen, duerch Manipulatioun vun deenen engen oder anere Saache ronderëm oder an deem ganzen Areal vun deenen Industrien ze fanne sinn.

Et ass esou, dass d'Wäerter, déi bei där Loftmoossung erauskomm sinn, déi mir nach eng Kéier virgeholl hunn no deene Resultater bei de Geméis, erëm positiv sinn. Dat heescht, bei där Loftmoossung, déi an engem Rayon vum 500 Meter gemaach ginn ass, sinn esouwuel d'Schwéiermetaller wéi och d'Dioxinen an d'Furanen an der Rei. Et muss een déi Saachen elo matenee vergläichen.

Et kann een natierlech d'Hypothesen weider verfollegen a sech froen, firwat déi erhéichte Wäerter sech besonnesch am Geméis bemierkbar maachen. Dat kann deelweis sinn duerch déi Zort vu Geméis, déi extrem, esou soe mer dat d'Spezialisten, sensibel ka sinn. Ganz ënnerschiddlech sinn d'Wäerter. Grünkohl ass hei geholl ginn, deen anscheinend ganz vill assimiléiert. Wann ee Porretten zum Beispill geholl hätt, wäeren aner Wäerter erauskomm. Op alle Fall bleiwe mer um Ball, fir erauszefannen, wou déi eng oder anere Source vun deenen diffuse Quelle ka sinn.

Ech wëll awer eng kuerz Remarque maachen zu deem, wat den Här Huss a sengem Exposé gesot huet iwwer seng Suerg, dass eventuell duerch Verännerungen am Aktionariat eng manner gross Sensibilitéit vis-à-vis vum deem Problem kéint opkommen. Ech wëll awer festhalen, dass d'ARBED an elo d'Arcelor ëmmer eng gross Sensibilitéit fir Ëmweltproblemer haten. Dat ass e positiv Punkt, dee sécherlech fir d'ARBED schwätzt.

Egal wat fir ee Patron do ass, ass et esou, dass mir Kommodosautorisationen a Grenzwäerter hunn, déi vu jiddferengem mussen agehale ginn, egal wien do hannendru steet. Ech mengen, dat ass eppes, wat ganz kloer ass.

Merci.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 362 vum Här Marco Schank un den Ëmweltminister iwwert déi nei Ofwaasserbestimmung fir Cattenom. D'Wuert huet den Här Marco Schank.

- Question N° 362 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Marco Schank concernant le renouvellement des autorisations de rejets et de prélèvements d'eau pour le CNPE de Cattenom introduite par l'exploitant du CNPE de Cattenom auprès des autorités françaises, et aux procédures y relatives, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank (CSV). - Här President, d'Atomzentral vu Cattenom schéngt den Deputéieren um Mo ze leien. Mir hate virdu schonn eng Fro iwwert d'Sécherheet. Ech wollt eng Fro zur Prozedur un de Statssekretär fir d'Ëmwelt stellen.

Dir wësst, dass am Juni dëst Joer déi franséisch Autoritéite wäerten eng nei Autorisation der Atomzentral vu Cattenom ginn, fir den Austausch vum radioaktiven awer och chemesche Substanzen an d'Musel. Et ass bekannt, dass d'EDF wëllt d'Tritiumemissionne vum Killwaasser an d'Musel eropsetzen, fir d'Stroumproduktioun kënnen an d'Luucht ze setzen.

An enger Pressekonferenz vum de Bedreier ass bekannt ginn, dass elo scho Cattenom mat 38 Milliarde Kilowattstonne Stroumproduktioun un der Spézt vum alle franséischen Atomzentrale läit. Mir wëssen och, dass d'Regierung am Oktober d'lescht Joer en negativen Avis op Paräis geschéckt huet am Kontext vum deene Rejeten.

An de Konklusioun vum deem Avis, esouwäit ech informéiert sinn, ass kloer ginn, dass d'Fransousen an hirem Dossier näischt iwwert d'Inzidenzen op d'Musel duerch déi geplangte Rejeten an dee Floss gesot hunn, a virun allem wär eng ganz Rei vum europäeschen Direktiven net agehale ginn.

Meng Fro un de Statssekretär: Huet d'Regierung scho reagiert, wat d'Legalitéit vum deem Dossier ubelaangt, respektiv gëtt dru geduecht, wéi et eben och an de Konklusioun stong, fir d'Europäesch Kommissioun ze saiséieren, wann et net an déi Richtung geet wéi mir eis dat virstellen?

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Statssekretär Eugène Berger.

M. Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement. - Här President, ech mengen d'Chamber ka sech nach gutt un deem Dossier erënnere. D'Lëtzebuurger Regierung hat eng ganz kritesch Position an deem Dossier ugeholl, wéi mir am Oktober eisen Avis un d'franséisch Autoritéite ginn hunn.

Wat de Stand vum de Prozeduren ubelaangt, ass et esou, dass eng Enquêtekommissioun fir d'éischt muss e Rapport maachen zu all deenen Awänn, déi komm sinn. Déi Kommissioun ass ënnert der Obhut vum der Madame Stroebele, déi Presidentin genannt ginn ass.

339 Awänn si komm, deelweis ganz voluminöser. Déi hu missen all analyséiert ginn. Wann déi Awänn analyséiert sinn, gëtt e Rapport gemaach vum där Enquêtekommissioun. Duerno kann de Maître d'ouvrage Stellung huelen zu dem Rapport vum der Enquêtekommissioun. Da mécht d'Enquêtekommissioun en definitiven Avis mat Konklusiounen an eng Autorisation gëtt dann ausgestallt.

Wou si mir elo an der Prozedur drun? De Rapport vum der Enquêtekommissioun ass fäerdeg. Dat war de leschte Freideg. Dee Rapport muss elo op der Préfecture vu Metz zu Cattenom a bei 44 weidere Gemengen ausgeluecht ginn. Dat ass de Moment nach net geschitt, well dee Rapport muss nach fotokopéiert ginn an en huet 225 Säite mat 13 Annexen.

Ech kann awer elo haut an hei soen, an dat ass praktesch eng Avant-première virun allen aneren, datt obwuel mer nach keen Abléck kruten an dee Rapport, mir haut de Moien informéiert gi sinn, dass mer awer kënnen haut de Mëtteg e puer Detailler soen. D'Madame Stroebele, d'Presidentin vum der Enquêtekommissioun, huet esou-

guer extra beim Tribunal administratif a Frankräich nogefrot, ob mer scho kënnend mündlech eng Rei Resultater aus deem Rapport matdeelen. Dee Rapport wäert an den nächsten Deeg dem Publikum zougänglech sinn.

E puer Punkten aus deem Rapport wëllt ech ervirhiewen, engem Rapport wou de Bedreier nach muss dozou Stellung huelen. Ënner anere gëtt défavorabel aviséiert de Rejet vu Tritium. Do ass d'Enquêtekommissioun och der Meinung, dass dat ze vill héich ass. Datselwecht gëllt fir d'Demande vum Bedreier fir de Rejet vum Hydrazin, wat d'Kommissioun och défavorabel aviséiert, respektiv bestätegt se dat, wat Lëtzebuerg do monéiert hat. Datselwecht gëllt fir d'Rejete vu Koffer an Zénk, wéi och vu Chlorure. Och huet d'Enquêtekommissioun d'Augmentatioun vum PH-Wäert iwwer eng Valeur vum 9 défavorabel aviséiert.

Dat si praktesch an Exklusivitéit e puer Punkten aus deem Rapport. Alles schéngt dorobber hincedeiten, dass eng Rei Awänn, déi d'Lëtzebuurger Regierung virbruecht huet, vum der Enquêtekommissioun guttgeheescht gi sinn, mä mir sinn nach net um Enn vum der Prozedur. Mir wëssen, dass d'EDF nach muss Stellung huelen an duerno gëtt dann den definitive Rapport gemaach. Da kéint eréischt eng Autorisation. Dee Moment kann een eventuell nach juristesche Awänn virbréngen. Op alle Fall wäert d'Regierung bei deem Dossier um Ball bleiwen.

Merci.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 363 vum Här Lucien Lux un den Aarbechtsminister iwwert den nationale Beschäftigungsplang. D'Wuert huet den Här Lux.

- Question N° 363 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Lucien Lux au sujet des aides étatiques prévues à l'article 43 de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, adressée à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Lucien Lux (LSAP). - Här President, den Artikel 43 vum PAN-Gesetz gesäit vir, dass de Stat Aarbechtszäitverkierzung ka finanziell ënnerstëtzen, wa se verbonne si mat Neistellungen.

Et gëtt säit enger Zäit, géif ech emol soen, am politesche Raum e gewësse Konsens, dass een den Artikel 43 kéint ausweiden, andeem een och finanziell ënnerstëtzung kéint ginn, wann Aarbechtszäitverkierzung géingen dozou bäidroen, dass Leit net géifen entlooss ginn, oder jiddefalls an engem Plan social manner Leit géifen entlooss ginn. Mir hu fir d'Lescht heiriwwer an der Chamber diskutéiert am Zesammenhang mat den Entloossunge bei Villeroy & Boch. Dat muss am Dezember gewiescht sinn.

Den Aarbechtsminister hat de Choix gemaach fir säit e puer Méint de Sozialpartner opzeerleeën, fir bilateral ze versichen a Verhandlungen zu enger Eenegung ze kommen an där doter Fro. Mir ware wéi vill anerer skeptesch, dass dat villes géing bréngen, ausser vläicht dass et nach vill Zäit géif méi kaschten, bis een da kéint légiférieren, mä trotz allem mengen ech sollt ee jo d'Verhandlung mat de Sozialpartner hei privilegéieren.

Et ass awer esou, dass säit der leschter Woch bekannt ginn ass, dass déi Verhandlungen, déi bis den 31. Dezember d'lescht Joer sollte goen, en Échec sinn an dass d'Gewerkschaften op Grond vum enger leschter Proposition vum de Patronatsorganisatione festgestallt hunn, dass et kee Sënn méi huet weider ze diskutéieren.

Den Aarbechtsminister huet an der Réunion, déi ech schonn ugeschwat hunn am Zesammenhang mat Villeroy & Boch, hei an der Chamber gesot, dass, wann d'Sozialpartner zu enger Eenegung géife kommen, dann d'Regierung decidéiert wär, fir d'gesetzlech Bestëmmungen an déi Richtung ze änneren. Meng Fro ass natierlech dann haut, wat d'Regierung da mécht elo am Moment, wou mir een Échec vum deene Verhandlung feststellen, well ech mir net ka virstellen, dass et alleng vum der Appréciation vum de Patronatsorganisationen ofhängeg ass, ob d'Regierung elo wëll an där Fro hei légiférieren oder net. Dofir wäer mir frou ze wëssen, wat den Aarbechtsminister an natierlech och d'Regierung da gedenken aus deenen Négociationen dann elo vu politescher Konklusioun ze zéien.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten an der Tripartite - am Mee, mengen ech, muss dat gewiescht sinn - ugekënnegt, dass mer wëllten iwwert d'Problematik Maintien à l'emploi diskutéieren, nämlech ze kucken, wat een nach kéint besser maachen och vu staatlecher Begleedung, fir dass manner Leit géifen entlooss ginn, dass, wa Restrukturierung kommen - an där kommen der och nach an der Zukunft -, da manner géif op de Wee vum den Entloossunge gaange ginn, mä op de Wee vum anere Méiglechkeeten.

Do war den Artikel 43. Den Artikel 43, dat ass finanziell Begleedung vum Deelzäituarbecht, elo ënnert der Virausgab, dass dee Betreffende bei der Administration de l'Emploi als Demandeur d'emploi ageschriwwen gëtt - ee vum den Elementer vum Artikel 43 wier da vläicht auszemaachen. Dat war awer nëmme een Element vum deem ganzen Iddiekatalog, deen ech als Aarbechtsminister selwer de Sozialpartner do ënnerbreet hunn.

Et ass du gesot ginn, dass dat net soll an der Tripartite diskutéiert ginn, mä a bilaterale Réunionen tëschent dem Aarbechtsminister an de Sozialpartner. Dat hu mer gemaach zweemol iert d'grous Vakanz koom. Duerno hu mer de Problem erëm eng Kéier frësch opgeworf an der Sitzung vum Comité permanent de l'emploi den 28. Oktober. Et war dunn de Wunsch vum de Sozialpartner dat alleng ze diskutéieren...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...ouni den Aarbechtsminister dobäi, fir eventuell erauszefannen, ob se do kéinte weiderkommen. De 17. Dezember sollten se bei mech kommen, do haten se Rendez-vous bei mir. Si sollte bei mech komme fir mir dann d'Resultat vum hiren Délibération matzedeelen. Si hu mech kuerz virdu gefrot, ob se d'un commun accord den Datum nach kéinten aussetze bis an dat neit Joer eran, ouni dass mer awer en definitiven Datum do gesat haten.

Den Här Lux schéngt ze wëssen - wat ech net direkt wëll verneenen, vu dass ech weess, wéi schwierig déi Verhandlung sinn -, dass et do zu engem Échec komm ass. Vum deem Échec weess ech nawell nach näischt. Ech hunn net d'Habitude eppes ze kommentéieren, vum deem ech net offiziell an d'Bild gesat ginn. Ech ginn dovunner aus - an ech mengen, dass dat och angemessene wär vum de Sozialpartner -, dass se deen, deen hinnen den Optrag ginn huet, nämlech den Aarbechtsminister, emol fir d'éischt géifen, falls esou een Échec wär, iwwert deen Échec an d'Bild setzen, respektiv och iwwert d'Elementer vum Échec, well jo déi Idien, déi ech hinne mat op de Wee

ginn hunn, méi villfältig ware wéi just nach den Artikel 43. A wann ech sollt vun esou engem Échec a Kenntnis gesat ginn, wäert ech och selbstverständlech drop reagéieren.

M. le Président.- Déi nächst Fro kënnt vum Här François Bausch un de Gesondheitsminister iwwert d'Aarbecht vum Groupe de travail iwwert d'Individualisation. Den Här Bausch huet d'Wuert.

- Question N° 364 du 10 février 2004 de Monsieur le Député François Bausch au sujet de l'état des travaux du groupe de travail individualisation, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktion ass zënter längerem der Meenung, dass déi eenzeg Aart a Weis wéi hei zu Lëtzebuerg ee Rentensystem ze kréie wier, deen all Mënsch hei am Land en dezente Liewenswond garantéiert - dat onofhängeg, ob e berufstäteg war oder net -, déi ass fir op de Wee ze goe vun engem Rentensystem, deen op individualiséiert Rechter opbaut vun all eenzelne Mënsch an eiser Gesellschaft. Dofir hate mer als gréng Fraktion dee Punkt och zu engem ganz wichtege Punkt um Rentendesch gemaach. A mir haten och e Pabeier um Rentendesch virgeluecht, wou mir eng Rei Pisten opgewisen hunn, wéi ee kéint eventuell eng Kéier an déi Richtung kommen.

Mir waren eis um Rentendesch dunn och eens ginn um Schluss op Drock vun eis hin, dass an der Déclaration finale festgehale ginn ass, dass de Ministère de la Sécurité sociale soll en Aarbechtsgrupp asetzen, dass deen Aarbechtsgrupp soll kucken, wéi en op deem dote Wee weiderkënn, wat fir eng Méiglechkeet mer kéinte fannen, fir hei zu Lëtzebuerg eise Rentensystem insgesamt lues a lues mat Transitionphasen, déi déi verschiddelechsten Ausrichtungen kéinten hunn, ëmzestellen.

Enner anerem och kéint een Aspekt vun esou enger Ausrichtung dee sinn, deen elo kierzlech vun enger Association Famill 2000 virgestallt ginn ass, déi dat zwar entre-temps anescht nennt, mä dee fir eis awer an d'Richtung geet vum Splitting zum Beispill als Iwwergangsmesure. Ech mengen, d'Ennzil soll awer eng Kéier sinn, fir op en individualiséiert System ze kommen, wou all Mënsch an eiser Gesellschaft, ob Mann oder Fra, ob e geschafft huet oder net geschafft huet, eege Renten sprécht huet. Nëmme dat ass eng Garantie, dass jiddereen onofhängeg vu sengem Liewensverlaf eng Kéier herno am Rentenalter kann iwwer e Revenu verfügen, deen him en dezent Liewen erlaabt.

Dofir, wéi gesot, fir eis ass dat eng ganz wichteg Generatiounereform, déi eigentlech misst endlech an Ugrëff geholl ginn. Deen Aarbechtsgrupp do ass iergendwéi verstoppt. Et gétt en, dat wesse mer als Gréng, mä mer wëssen eigentlech net vill méi vun him, well no bausen hu mer nach net vill vun him héieren. Eis géing awer interesséieren, elo awer ëmmerhi scho méi wéi zwee Joer dono, wou deen Aarbechtsgrupp funktionéiert, wou en drun ass, ob et do en Tëscherappart gétt oder wat och ëmmer.

Mir wëlle wëssen, ob de Gesondheitsminister eis hei de Mëtteg kéint emol zumindest eng Rei Indikatiounen ginn, wat do bis elo schon diskutéiert ginn ass, a wat fir eng Richtung dass déi Piste ginn a wéini hie mengt, dass mer zum Beispill och kéinten hei am Parlament iwwer en Tëscherappart eventuell diskutéieren. Ech mengen hei ass jo eng Generatiounereform, déi soll entaméiert ginn. Dofir ass et gutt, dass d'Parlament och

an Tëschenetappe mat agebonne gétt, géif ech soen. Ech mengen, et wär un der Zäit, dass mer endlech Kloecheit krite doriwwer, a wat fir eng Richtung et do geet.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gesondheits- an Aarbechtsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dat nëmme konfirméieren, wat den honorablen Här Bausch gesot huet: D'Verspriechen vum Rentendesch. Ech muss och soen, dass an der Zwëschenzäit ganz aktiv an deem Groupe de travail, deen en hei opgezielt huet, geschafft ginn ass. Dee Groupe de travail besteet aus Verrieder vun zwee Ministère, engem vun der Sécurité sociale - ech äntweren also als Minister vun der Sécurité sociale, net als Minister vun der Santé - an awer och engem Verrieder vum Ministère vun der Promotion féminine. Nach dozou war geholl ginn de Conseil national des femmes.

Ech muss soen, dass déi Consultatioun ganz, ganz heefeg waren, dass an der Zwëschenzäit och zwou Etüde vum CEPS gemaach si ginn. Déi éischt war déi Etüde iwwert d'Carrière professionnelle vun de Fraen hei zu Lëtzebuerg, déi zweet huet dora bestanen de Bilan ze zéien iwwert d'Pensions dérivées an d'Pensions individuelles, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Déi zwou Etüde sinn Enn leschte Joers fäerdeg ginn, esou dass elo op Grond vun deene Consultatiounen an op Grond vun deenen zwou Etüden de Ministère vun der Sécurité sociale mam Ministère vun der Promotion féminine amgaange sinn de Rapport ze schreiwen. Dee Rapport wäert den nächste Mount, dat heescht am Mäerz, nach eng Kéier an de Groupe de travail pour approbation zrëckgoen. Duerno, Här Bausch, wäert ech - mengen ech op alle Fall - Enn Mäerz, ufanks Abrëll dee Rapport dee Moment an déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber ginn.

Ech mengen, Dir kënnt mir soen an Dir sot mat Recht: Et huet iwwer zwee Joer gedauert - zwee Joer an e puer Méint, wa mer dovunner ausginn, dass nom Rentendesch grouss Vakanz war an dass also am September, Oktober déi Aarbechten ugeholl gi sinn. Dir wësst awer, wéi komplex dass déi dote Matière ass, an d'Komplexitéit an d'Schwieregkeet bestinn eben doranner, dass dee ganze System vun der Sécurité sociale hei zu Lëtzebuerg op der Carrière professionnelle baséiert, an dass een also muss kucken a wéi engem Mooss een och kann de legitimen Ufuerderungen nokomme vun deene Leit, déi ebe keng Carrière professionnelle kënnen opweisen. Mä, wéi gesot, all dat wäert aus deem Rapport erausgoen, an ech mengen Enn Mäerz, ufanks Abrëll géif d'Parlament deen zur Verfügung gestallt kréien.

M. le Président.- Zum Schluss komme mer zur Fro Nummer 365. Déi kënnt vum Här Ben Fayot a riicht sech un den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner iwwert d'Fëmmen an der Öffentlechkeet. D'Wuert huet den Här Fayot.

- Question N° 365 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot sur la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la réglementation du tabagisme dans les lieux publics, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, mir hunn e Gesetz iwwert den Tabagismus a mir hunn och e Règlement grand-ducal. An deem Règlement grand-ducal gétt viles geregelt, mä et gétt net geregelt, wat mam Fëmmen am öffentleche Raum ass, dat heescht, ob

een daerf zum Beispill an engem Restaurant fëmmen, ob et do en Espace fumeur gétt an en Espace non-fumeur. Datselwecht géllt fir alleguer d'öffentlech Plazen, och esouguer d'Stroossen, d'Post, d'Gare, d'Zich an esou weider.

Do wollt ech den Här Gesondheitsminister froen, ob e wëlles hätt, fir dat Gesetz an deem Punkt ze vervollstännegen, respektiv dat Règlement?

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Fayot beriff sech op d'Gesetz vum 24. Mäerz 1989, wou d'Kapitel 2, Artikel 9 ganz genau d'Interdiction de fumer regelt.

Déi Fro, déi en opwerft ass ongeféier déi vun der Definitioun vun engem öffentleche Raum. Wat ass en öffentleche Raum? En öffentleche Raum, soen d'Juriste mir, gétt normalerweise definéiert als e Raum, deen accessibel ass à tout le monde, dat heescht au public.

Wa mer beispillsweis Restauranten huelen, esou sinn d'Restauranten en fait net accessible au grand public an deem Sënn, dass ee muss onbedéngt dohinner goe fir Saachen an d'Rei gemaach ze kréien, zum Beispill Bâtiments publics oder eng Gare, wou ee muss duerch d'Gare goen, fir kënnen den Zuch ze huelen. Restauranten, dat ass éischter Propriété privée. Dofir sinn ech der Meenung, dass een do misst emol och schwätze vläicht mat dem Minister vun de Classes moyennes, a ganz besonnesch mat der Horesca.

Mat Ärer Iddi en général, Här Fayot, sinn ech 100%eg averstane. Et wär begréissenswäert, wann effektiv all Restaurant e Secteur fumeur an e Secteur non fumeur hätt. Mir wëssen awer, dass dat a ganz ville Restauranten net méiglech ass, an dass mer also, wa mer ze vill forcéieren, riskéiere géint d'légitim Intérêt vun deenen Exploitanten ze goen.

Wa mer vum Secteur public schwätzen, vun de Bâtiments publics, do muss ech soen, dass dat am 89er Gesetz kloer an d'itlech geregelt ass. Ech huelen den Artikel 9, Punkt 5, wou d'Interdiction ass „dans les locaux destinés à accueillir ou à héberger des personnes de moins de seize ans“ oder, Här Fayot, méi prezis am Alinéa 9: „dans les halls et salles des bâtiments publics où l'interdiction de fumer est affichée“. Et ass scho ganz largement geregelt.

An deem vun lech méi prezis ugeschwatene Punkt hänkt et effectivement vun der bonne volonté vum Responsable des lieux of. Ech sinn awer mat lech averstane, dass zumindest do géif geregelt ginn, wou et méiglech ass.

Merci.

M. le Président.- Als lescht Fro huele mer déi éischt Fro, déi zrëckgestallt gi war. Se kënnt vun der Madame Marie-Josée Frank an ass un de Gesondheitsminister gerichtet iwwert d'Unerkennung vum Beruf vum Psychothérapeute agréé. D'Wuert huet d'Madame Frank.

- Question N° 358 du 10 février 2004 de Madame la Députée Marie-Josée Frank concernant la reconnaissance de la profession de santé «psychothérapeute agréé» et les effets de cette reconnaissance, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru bal zwou Wochen hate mir hei an der Chamber en Débat iwwert d'Alternativmedizin. E puer Kollegeen hate mat mir d'Psychothérapie thematiséiert. Deen Ablack hat de Gesondheitsminister a senger Interventioun keng Positioun zur Psychothérapie geholl.

Ech erënnere drun, dass d'Psychothérapie eng akademesch Disziplin ass, déi op enger wëssenschaftlech empirischer Approche baséiert, an déi all Behandlungsmethoden vu psychesche Souffranzen ëmfaasst, an heibäi op psychologesche Moyenen zrëckgräift. Si besteet also an enger Relatioun tëschent dem Therapeut an dem Patient. Mat där Relatioun gétt geschafft, fir d'Erliwien an d'Verhale vum Patient kennen ze léieren, ze verbessere. Et ginn Übung gemaach, fir schnell zu Resultater ze kommen. Ech bleiwen iwwerzeegt, dass d'Psychothérapie laangfristeg vill Sue kann aspieren.

Ech wëll dofir haut de Minister nach eng Kéier froen, ob de Beruff vum Psychothérapeute agréé als sou genannt Profession de santé unerkannt gétt?

Mengt den Här Minister net och, dass duerch dës Unerkennung sech de Medikamentemessbrauch kënn reduzéieren, an och verlängert a widderhuelten Absenzen an der Schoul an op der Schaff kënnent verhénnert ginn?

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet de Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am plaz haut eng Fro driwwer ze stellen, wär et en fait méi utile gewiescht, wann d'Madame Frank viru 14 Deeg eng Motioun erabruucht hätt iwwert d'Psychothérapie, dann hätt kenne jiddereen derzou Stellung huelen.

Ech wëll drun erënnere, dass mer e Rapport final hate vum Groupe de travail, deen an der Commission de la Santé geschafft huet, e Groupe de travail, dee kloer an d'itlech Richtlinnen ofginn hat. En huet wuel fënnf verschidden Disziplinen analyséiert, huet awer nëmme fir véier Disziplinen Propositionen gemaach. Et sinn och déi véier Propositionen, wou ech drop agaange sinn, wou ech gare bereet war Stellung derzou ze huelen, souguer positiv Stellung ze huelen.

Mir hunn haut eng Motioun virleien. Ech hu mech engagéiert, fir déi Motioun virun Enn vun dëser Legislaturperiode ze exekutieren. D'Psychothérapie war net derbäi. Et war och keng separat Motioun do, fir d'Psychothérapie anzeféieren. Déi véier Disziplinen, wou elo reglementéiert gétt, dat ass en éischte Schrëtt. Et soll een net ausschléissen, dass an enger zweeter Well nach aner Disziplin kënnen, dont d'Psychothérapie, derbäikommen.

Ech wär awer frou, wann dee Moment d'Kommissioun méi eng kloer an d'itlech Positioun zu där Psychothérapie géif huelen, well dat jo e ganz vasten Domän ass, an net alles, Madame Frank, wat zur d'Psychothérapie gehéiert, ass am Domaine médical sommatique oder Ähnlech. Ech wëll beispillsweis drun erënnere, dass um Domän vun der Goodyear, wou dann déi jonk Chaufferen Tester musse maachen, d'Psychotherapeuten derbäi sinn. Mä gleeft mir, wann ech dem Här Kiefer soen, hie soll dat iwwert d'UCM rembourséieren, da gétt et awer Gelaachs oder Gehauls. Dofir mengen ech, wann ee ganz generell Termé gebrauchen, misst een déi och e bësse méi genau oftrennen a kloer an d'itlech cernéieren an determinéieren, wat am Domaine médical ass a wat net.

M. le Président.- D'Heure de questions ass elo ofgeschloss a mir fuere weider mat der Diskussioun vun der Proposition de révision 5047/5039 iwwert d'Artikelen 63 a 65 vun der Verfassung.

Et sief drun erënnert, dass bei enger Verfassungsrevisioun den Artikel 114 vun der Verfassung applizéiert gétt. Iwwer all Verfassungsännerung muss zweemol ofgestëmmt ginn, an tëschent deenen zwou Ofstëmmungen musse mindestens dräi Méint leien. Op d'mannst mussen zwee Drëttel vun den Deputéierten sech bei der Ofstëmmung fir d'Ofännerung aussprechen. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Bodry, Rippinger, Henckes an d'Madame Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Paul-Henri Meyers.

6. 5047/5039 - Proposition de révision des articles 63 et 65 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen haut d'Artikelen 63 a 65 vun der Verfassung ofänneren. D'Kommissioun vun den Institutionen a vun der Verfassungsännerung huet an hire Sitzung vum 16. Oktober 2002 a vum 13. November 2002 d'Entscheidung unaniment gegraff, fir déi do zwee Artikelen ofzënnere.

Mir hunn déi Propositionen un de Statsrot ginn. Deen huet den 28. Januar vun dësem Joer säin Avis ofginn. D'Kommissioun huet de 4. Februar vun dësem Joer erëm eng Kéier unaniment decidéiert, fir de Rapport unzehuelen a fir lech déi Verfassungsännerung ze proposéieren an där Form wéi se elo virläit.

Den Artikel 65 vun der Verfassung gesäit haut vir, dass d'Chamber nëmme iwwer e ganz Gesetz kann ofstëmme, wa se virdrun iwwert déi eenzel Artikelen een nom aneren ofgestëmmt huet. Dat ass eng Obligiatioun. Dat muss agehale ginn. Dir wësst, dass dat haut heiansdo eng Belaaschtung duerstellt.

Déi Texter, wéi se geschafe si ginn 1848 waren e Recht, an deemools huet d'Chamber missen derfir kämpfe fir Artikel fir Artikel ofzestëmme, fir Ofännerungen ze maachen zu den eenzelnen Artikelen, wat haut eng Selbstverständlechkeet ass. Wat deemools also een erkämpfte Recht war, wat sënnavoll war deemools, ass am Fong geholl eng Belaaschtung an exzessiv ginn an inadaptéiert. Dofir hu mer och d'Dévisioun geholl fir déi Obligiatioun do ofzeschaffen. Mä mir hunn déi Bestëmmung net ganz ofgeschaaft. Mir hu virgesinn, dass och an Zukunft nach iwwert déi eenzel Artikelen kann ofgestëmmt ginn, wa weinstens fënnf Deputéierten dat verlaangen - da muss natierlech iwwert deen eenzelnen Artikel oder iwwer méi Artikelen eenzel ofgestëmmt ginn. Déi Proposition, déi mer gemaach hunn, ass also un de Statsrot gaangen. De Statsrot huet och säin Accord zu där doter Proposition ginn.

Mir hunn dann och decidéiert den Artikel 63 ofzënnere. Den Artikel 63 gesäit elo vir, dass de Vote iwwer ee ganz Gesetz duerch ee Vote nominal muss virgeholl ginn. Vote nominal - dat wëllt soen, dass een och weess, wie fir de Projet, wien dergéint gestëmmt huet a wie sech enthalen huet. Den Numm muss also zum Virschäi kommen, hei an der Chamber an och do bausen. Jiddereen muss an enger Demokratie kënnen novollzéien, wéi deen eenzelnen Deputéierte

sech verhalen huet an engem Vote zu engem Projet de loi. Dofir ass de Vote nominal virgesinn. Et ass also eng wierklech demokratesch Disposition, déi et och de Wieler an de Bierger erlaabt, de Vote bei deem eenzelnen Deputéierten no-zevollzéien.

D'Fro stellt sech, wéi dee Vote ka virgeholl ginn. Dee ka geschéien duerch een Appel nominal. Hie kann awer och geschéie par voix électronique, well och do kann een novollzéien, wéi deen eenzelnen Deputéierte gestëmmt huet. Dat war och an der Vergaangeneheet kee Problem. Et huet sech awer an der Kommissioun een anere Problem gestallt. Dat ass dee vun dem Vote par procuration.

De Vote par procuration, sou wéi e virgesinn ass am Règlement, erlaabt et och do ze kontrolléieren, wéi den Deputéierten, deen net present ass, wou awer en aneren Deputéierten de Vote a sengem Numm virgeholl huet, wéi deem seng Attitud war vis-à-vis vun dem Projet de loi, deen zur Ofstëmmung komm ass. Och do kann een novollzéien, wéi dee gestëmmt huet. Dofir ware mer och der Meenung, an dat war och nach ëmmer de Fall, dass de Vote par procuration méiglech ass. Fir et awer kloer zum Ausdruck ze bréngen, fir och an eiser Verfassung dat anzuschreien, wat an anere Länner scho méi laang drasteet, notamment a Frankräich, hu mer gemengt et wier wichteg, fir de Vote par procuration an d'Verfassung dranzesetzen.

D'Kommissioun huet also an deem Sënn ee Virschlag gemaach. De Conseil d'État war och mat deem dote Virschlag d'accord. De Conseil d'État huet awer a sengem Avis proposéiert, dass ee soll bäifügen, dass all Deputéierten nëmmen eng Procuratioun ka kréien, dass en also ëmmer nëmme fir een Deputéierte Kolleg kann ofstëmmen an net fir méi.

D'Kommissioun huet an hirer Sitzung vum 4. Februar den Avis vum Conseil d'État analyséiert. De Conseil d'État huet och proposéiert fir d'Voten alleguer an engem Artikel zesummenzefaassen. Hien huet, wat de Fong ugeet, just bäifügt, dass een nëmmen eng Procuratioun ka kréien. Wat de Fong ugeet, huet de Conseil d'État keng aner Annerunge proposéiert. Hien huet allerdéngs verschidde Formelen oder, wat d'Form ugeet, Adaptatiounen vum Text virgeschloen, mat deenen och d'Kommissioun unanimement d'accord war.

Ech géif mer wënschen, dass mer haut déi Unanimitéit oder eng large Majoritéit hei am Plenum géifen erëmfanne fir déi doten zwee Artikelen ofzënnen a se an engem eenzegem Artikel 65 zesummenzefaassen. Sou wéi de President virdu gesot huet, ass dat hei een éischte Vote. No deem neien Artikel 114 muss mer en Délai vun dräi Méint ofwaarden a mir kënnen dann een zweete Vote virhuelen. Ech soen lech merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président. - Als éischte Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur, den Här Meyers, dat scho genügend ervirgestrach huet, handelt et sech bei dëser Verfassungsrevisioun ëm zwee Artikelen, déi d'legislativ Prozedur hei zu Lëtzebuerg behandelten, déi also d'Regele betreffen, no deenen d'Gesetzter vum Parlament diskutéiert a besonnesch gestëmmt ginn.

An alle Verfassungen, net nëmmen an der Lëtzebuurger Verfassung, gëtt där doter Fro, der legislativer Prozedur, e gewëssene Raum zugestane. Historesch gesi kennt nämlech d'Aart a Weis, wéi Gesetzter diskutéiert an ofgestëmmt ginn

am Parlament am Zesummenhang och vum Verhältnis vun der Exekutiv zur Legislativ, eng grouss Bedeutung zou. D'Recht vum Parlament op eng eege legislativ Initiative, d'Recht fir d'Gesetzesvirlage kënnen ofzënnen an d'Recht vum Parlament fir d'Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet kënnen opzestéckelen si parlamentaresch Errongenschaften aus dem virlieschte Jorhonnert. All déi dote Regeln, sou banal se haut klengen an engem gutt funktionéierende parlamentaresche System, markéieren eigentlech de gleitenden Iwwergang vun engem autokratesch ausgerichte System hin zu enger parlamentarescher Demokratie.

Zu deenen historeschen Elementer gehéiert och de Vote article par article. Den Här Meyers huet a sengem excellenten Rapport schon dorobber higewisen. Ech wëll e belschen Auteur an deem Zesummenhang zitieren, well eigentlech déi dote Bestëmmung, déi mir zënter 1848 an eiser Verfassung hunn, och schon an der belscher Verfassung vun 1830 war. Deemoos hunn d'Auteuren drop insistéiert fir hinzewisen, dass déi dote Bestëmmung völeg nei war an een totale Broch duergestallt huet mat deem Ofstëmmungssystem, wéi e virdrun ënner hollännescher Herrschaft bestanen huet, also och an där Zäit, wou Lëtzebuerg eng hollännesch Provënz war.

Ech zitieren gären hei ee Jurist, den Här Thonissen, aus sengem Ouvrage „La constitution belge annotée“, dee geschriwwen huet: „Au moyen de ces mesures de précaution“ - do gehéiert dee Vote article par article dozou - „les chambres ne se trouvent désormais jamais placées devant l'alternative d'écarter un projet utile dans son ensemble ou de donner en l'adoptant leurs assentiments à l'une ou l'autre disposition dangereuse qu'il peut renfermer.“

Also, eng Attitud, déi vun der Regierung konnt dra bestoen, fir ganz Texter ze imposéieren, déi ass hei net méi méiglech, well d'Parlament d'Méiglechkeet krit fir iwwert deen dote Wee op eenzelne Punkte Modifikatiounen virzehuele respektiv iwwer Ofstëmmung ze verhénnen, dass eenzel Artikelen, déi him net gefale kënnen, en vigueur gesat ginn, obwuel de ganzen Text u sech seng Zoustëmmung géif fanen.

Dofir ass et och fir eis net a Fro komm, dass déi doten Dispositioun Vote article par article géif ersatzlos gestrach ginn. De Mechanismus vun enger getrennter Ofstëmmung iwwer ee Artikel oder méi Artikelen vun engem Projet de loi oder vun enger Proposition de loi muss weider méiglech sinn, soss drifte mer of an en anere politesche System. Et ass also d'Propos he fir de bestehenden obligatoresche Vote article par article bei alle Gesetzesvirlagen ze ersetzen duerch e Vote au cas par cas, wann effektiv d'Demande virläit vun enger gewëssener Unzuel vun Deputéierten. Et huet eis do logesch geschéngt fir do eigentlech déi geltend Fraktiounsstäerkt ze huelen, also fënnf Deputéierte musen dee Vote article par article oder e Vote iwwer een Artikel oder méi Artikelen froen. Wa se dat froen, dann ass se rechtens. Da muss esou e getrennte Votum stattfanen. Da kann dat net duerch eng Majoritéit vun der Chamber eventuell anescht décidéiert ginn.

Dat schéngt mer eng Modifikatioun ze sinn, déi eigentlech den Acquis démocratique bäibehält, déi awer gläichzäiteg der Praxis vun haut Rechnung dréit, wou et effektiv sech erausgestallt huet, dass esou e Vote article par article iwwer Gesetzesprojeten, wou eigentlech keng Ofännerunge geplangt sinn, wou och nach Eestëmmegkeet an der Chamber herrscht, eigentlech iwwerflësseg ass an am Fong nëmme relativ onnéidegen Zäitverloscht hei bei de parlamentareschen Aarbechte mat sech bréngt.

Mir wäerten also déi dote Modifikatioun stëmmen, sou wéi mir och d'accord sinn, dass mer - wéi dat och vill aner Verfassungen maachen - de Vote par procuration, also de Vote vun engem Deputéierte fir en aneren Deputéierten, sollen an eis Verfassung schreien. Bis elo ass deen dote Cas de figure nëmmen iwwert d'Chambersreglement geregelt. Mä et ass wouer, dass dat kéint eng Rei vu prinzipielle Froen opwerfen: Kann iwwerhaupt en Deputéierte säin Ofstëmmungsrecht un en aneren ofrieden? An dofir ass et, mengen ech, richtig - an och dat maache ganz vill Verfassungen -, fir dat an eisen Text anzuschaffen.

Et ginn allerdéngs och an Europa Verfassungen, déi et ausdrécklech ausschléissen, wéi zum Beispill a Spuenien ass et verbueden, dass en Deputéierte par procuration ofstëmmt. Do ass wierklech verlaangt, dass all Deputéierte selwer ofstëmmt, perséinlech ofstëmmt, an e kann net engem aneren eng Procuratioun ginn. Op dee Wee gi mer net, mir halen hei am Fong déi gängge Praxis fest, mä mir sécheren se doduerjer rechtlich of, dass mer déi Méiglechkeet ausdrécklech an d'Verfassung aschreien a mir behalen déi bestoend Limitatioun mat bäi, dass een natierlech héchstens ka fir een Deputéierten a sengem Numm ofstëmmen. Also och domadder si mer averstanen a mir sinn och d'accord, fir déi zwou Dispositiounen an engem eenzegem Artikel ze binden.

Zum Schluss wëll ech awer an deem doten Zesummenhang eis Praxis vun deene leschte Jorzéngten e bësse méi kritisches kucken, och op Grond vun deenen Texter, déi mir elo hei amgaange sinn ze iwwerkucken an ze iwwerschaffen. Ech stelle mer d'Fro, ob déi Praxis, wéi se elo haut nach hei am Parlament besteet - zënter Jorzéngten ass et déiselwecht -, wéi mir d'Procuratioun hei benotzen, richtig ass, well en fait läit jo keng schrëftlech Procuratioun vun den Deputéierte vir. Hei gëtt eigentlech innerhalb vun de politesche Fraktiounen en tacite Mandat exekutéiert. Dat ass awer esou a kengem Chambersreglement festgehalten. Dofir géif ech bidden, dass ee vläicht an Zukunft do e bëssen oppasst, well déi Aart a Weis wéi mer de Procuratiounsmechanismus hei an der Chamber handele kéint awer - och mat deem kritischeschen A, wat e Verwaltungsgericht och ewell op d'legislativ Prozedur werft - mol eng Kéier zu juristesche Schwieregkeete féieren. Dat war virun etleche Joren e bëssen anescht, do sinn et nach schrëftlech Procuratiounen ginn, dat ass an deene leschte Joren e bësse méi lax gehandhabt ginn, mä dat kann awer eventuell zu Contestatiounen Ulass ginn.

Datselwecht géllt och fir déi Aart a Weis, wéi mer de Vote article par article hei an der Chamber virhuelen, wou zum Schluss d'Lectione vun den Artikelen gemaach gëtt an de President dann all Kéiers bei all Artikel „admis“ seet; souwäit kee sech zu Wuert mell. Or ass déi dote Prozedur an eise Chambersreglement net virgesinn. Eist Chambersreglement leet kloer fest, wéi d'Chamber hire Vote ausdréckt an dat mécht se nëmmen entweder iwwert de Wee vun enger Ofstëmmung iwwer eise mechanesche System oder par main levée, wat déi einfachst Method ass, déi mer kennen an déi gëtt hei an der Chamber net beim Vote article par article applizéiert, sou dass ee sech dierf d'Fro stellen, ob dat doten eigentlech conforme zu eise eegene Chambersreglement ass, dat Gesetzesvaleur huet, a wéi wäit dat dote conforme ass zum Text vun der aktueller Verfassung.

Also wann een dat e bësse méi am Detail kuckt, da gesäit een, dass am Laf vun deene leschte Joren

eng Rei Mängel opgetaucht sinn an dofir mengen ech ass et noutwendeg an néideg, dass mer deen heiten Text stëmmen. Ech hoffen, dass mir et dann och an dräi Méint an engem zweete Vote nach faerdeg bréngen, kuerz virum Oflaf vun dëser Legislaturperiod, definitiv déi Ofännerung vun der Verfassung hei kënnen duerchezéien.

Sou wéi de Kalenner elo ausgesäit - dat muss een och soen - ass dat déi leschten Annerung vun der Verfassung, déi mer ganz kënnen duerchezéien, well vu Métt Mee u soll d'Chamber jo net méi tagen a mir sinn elo Métt Februar, an duerch den Artikel 114 muss mer zwee Vote maache mat engem Interval vun dräi Méint, sou dass een dovunner kann ausgoen, dass dat heiten, net vläicht déi lescht Ofstëmmung iwwer eng Ofännerung vun eiser Verfassung an dëser Legislaturperiod ass, awer déi leschten Annerung, déi och eng Chance huet definitiv ze ginn innerhalb vun dëser Legislaturperiod. Dat gesot, bréngen ech nach eng Kéier ausdrécklech den Accord vu menger Fraktioun hei an.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen, den Här Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch bei dëser Revisioun vun eiser Verfassung net an den Detail ze goen, well de Rapporteur dat schon in extenso gemaach huet. Ech maachen och keen Exkurs an d'Vergaangeneheet an an d'Geschicht.

Ech hale just fest, dass et sech hei ëm eng Verbesserung vun eiser legislativer Aarbecht a vun der Ofstëmmung handelt. Déi sukzessiv Parlamentar hunn an deene vergaangene Jore Verbesserungen erabuecht. Wann ee bedenkt, dass een nach virun 20 oder 25 Joer hei déi eenzel Budgete vun de Ministären eenzel ofgestëmmt huet, dass mer bis an d'Nuecht era getagt hunn, dass de Vote nominal net duerch eng Machinerie oder e mechanesche System war sondern jiddferee säi Vote huet missen eenzel ofginn, da constatéieren ech, dass mer haut dach awer an eiser legislativer Aarbecht a fir d'Revalorisatioun vum Parlament ganz grouss Progrès gemaach hunn. Den Avis vum Statsrot zu dëser Modifikatioun - déi jo explizéiert ginn ass - war positiv, et war e Vote unanime an der Kommissioun, sou dass ech kee weidere Commentaire brauch ze maachen, wéi just lech ze soen, dass eis Fraktioun dës Revisioun vun eiser Verfassung stëmmt.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg, dass mer heiansdo eis Constitutionen engem klengen Toilettege ennerzéien, hei ass eng vun deene Mesuren, déi dorobber hinzile fir eng Prozedur, déi u sech ganz oft als onnëtz emfonnt gëtt, ze suppriméieren a fir op där aner Säit awer nach d'Méiglechkeet ze schafen, dass eng Fraktioun kann a tout moment iwwer en eenzelnen Artikel eng Ofstëmmung verlaangen. Den ADR ka sech mat där Propositioun d'accord erklären, mä ech weess awer och, dass a menger Fraktioun deen een oder deen aneren der Meenung ass, dass dat Recht net soll um Fraktiounsniveau sinn, mä dem eenzelnen Deputéierte reservéiert bleiwen, a si wäerte sech dann deen Ablack hei beim Vote och an deem Sënn enthalten.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass d'Ma-

dame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Här President, ech bewonneren d'Kreativitéit vu menger Virriedner fir bei där doter Propositioun nach esou vill Wieder ze maachen. Mir fällt dozou just an, dass ech frou sinn, dass mer no esou laanger Zäit endlech op de Wee ginn, fir hei eng Réforme administrative virzehuelen, déi scho längst fälleg gewiescht war a mir wäerten déi als Fraktioun natierlech och kënnen matdroen.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Wuert huet elo nach den Här Jaerling gefrot.

(Interruptions et hilarité)

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, no där Euphorie hei schéngt et mer dann och wichteg, dass déi Prozedur, déi hei stattfonnt huet, dass mer ëmmer all Artikel fir Artikel solle virlesen, aus der Welt geschafft gëtt. Domadder sinn ech och d'accord, sou wéi ech och net onbedéngt e Problem mat der Procuratioun hunn, mä ech hunn awer e Problem domat, wa mer an eis Verfassung schreien, dass en Deputéierte muss fënnf Ennerschrëften hunn, fir hei kënnen ze froe fir en Artikel vun engem Gesetz kënnen eenzel ofstëmmen ze loosse.

Domadder hunn ech awer e prinzipielle Problem, well ech einfach soen, dass dat d'Initiativrecht vun dem eenzelnen Deputéierte ganz kloer a Fro stellt. A mir hunn den Artikel 50 - Här Rippinger, Dir kennt elo de Kapp reselen - vun eiser Verfassung dee kloer seet, dass all Deputéierte soll no sengem Gewëssen hei kënnen ofstëmmen, dass e soll vu sengem Initiativrecht kënnen Gebrauch maachen a wann hei en Deputéierten nach muss bei véier Leit extra froe goen, fir dass e ka vu sengem Initiativrecht Gebrauch maachen, mengen ech, dann ass dat eng Diskriminéierung vun deem eenzelnen Deputéierten an domadder kann ech net d'accord sinn.

(Interruption)

Ech kann also net d'accord sinn, dass déi Diskriminéierung an d'Gesetz, an eis Verfassung, ageschriwwen gëtt. An eiser Verfassung steet, dass all Bierger solle gläich sinn, an eise Gesetz steet, all Bierger ass virum Gesetz gläich - just net virum dësem Gesetzgeber. An dofir sinn ech net domadder d'accord a kann dat do och net stëmmen - an ech wäert och mat nee stëmmen. Ech hat och schon an deem Sënn eng Initiativ gemaach, fir dass an der Reglementskommissioun vun der Chamber do soll dat iwwerluecht ginn, ob dat net awer eng Kéier kënn geännert ginn oder verbessert ginn, well ech einfach weess, dass bei deenen nächste Wahlen - an ech wënsche jo kengem dat, mä stellt lech mol dat schrecklech Bild vir, wann déi eng oder déi aner Grupp op eemol nëmme méi zu véier wäeren, dann hätt déi...

Une voix. - Wat seet den Här Gibéryen dann dozou?

M. Aly Jaerling (ADR). - Ech hunn deen net gefrot.

(Hilarité)

Mä well ech jo der Meenung sinn, dass all Deputéierte säin eegent Initiativrecht huet, gesinn ech net an, firwat ech e soll froen, wann ech meng eege Meenung hei soen.

(Interruptions)

Une voix. - Très bien.

M. Aly Jaerling (ADR). - Et ass op jidde Fall esou, dass - an dat war jo schon hei an dësem Parlament, dass mer Groupementer hate vu véier Deputéierten - déi da während fënnf Joer laang keen

Initiativrecht haten. Hutt Dir lech dat schonn iwwerluecht? An dofir schéngt et mir - an ech wär frou, wann ech hei nach véier Leit géif fannen, déi domat d'accord wären -, dass mer dat do sollen erausloossen an all eenzelnem Deputéierte säin Initiativrecht, an net déi Diskriminéierung hei an eis Verfassung asetzen.

■ **Une voix.**- Här Jaerling, Dir verwieselt eppes.

■ **Une autre voix.**- Et ass net fir d'éischt.

(Interruptions diverses)

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Minister François Biltgen.

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Jo, Här President, hei geet et em eng intern Organisatioun vun der Chamber an dofir wäert d'Regierung keng Stellungnahme dozou ofginn, mä d'Chamber do hir Responsabilitéit iwwerhuele loossen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also elo of iwwert d'Ännerung vun deenen zwee virleiende Verfassungsartikelen.

Vote

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 45 Jo- an 3 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagner.

Ont voté non: MM. Jean Colombara et Aly Jaerling;

M. Serge Urbany.

Domadder wär dee Punkt ofgeschloss.

(Interruption)

Den Här Lucien Weiler freet d'Wuert. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

7. Ordre du jour

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, ech wollt eng kleng Modifikatioun vum Ordre du jour proposéieren an deem Sënn wou mer jo haut de Mëtten hei mat enger Motioun vum honorablen Här Mehlen konfrontéiert gi sinn. Ech géing proposéieren, datt mer déi Motioun direkt géingen am Uschloss un déi Debatt vum Traité, déi mer elo hunn, ofstëmmen.

■ **M. le Président.**- Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussion vum Projet de loi 5190 iwwert de Baitrëtt vun zéng neie Länner an d'Europäesch Unioun. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Fayot, Helminger, Henckes, Bausch an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Emile Calmes.

8. 5190 - **Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, l'Irlande, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République Slovaque relatif à l'adhésion de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie à l'Union européenne, signé à Athènes, le 16 avril 2003**

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

■ **M. Emile Calmes (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just, datt ech uganks drun erënneren, datt dee Projet de loi, dee mer hei diskutéieren, den 22. Juli vum leschte Joer déposéiert gouf an datt d'Regierung dem Conseil d'État den 23. Juli dese Projet virgeluecht huet, deen en da sollt aviséieren. Den Avis vum Statsrot koum allerdéngs eréischt de 27. Januar vun deem Joer. Den 30. Januar hu mer an der zoustänneger Kommissioun de Projet an den Avis ënnersicht a schlussendlech ass de 4. Februar de Rapport an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn. Et ass also net esou, datt et de Wëlle vun der Regierung an och net dee vun der Chamber war, datt mir elo bal dat lescht Land sinn, wat deen Traité hei wäert ratifizéieren.

Dat hei ass iwwregens déi fënneft Erweiderung zënter der Grënnung

vun den Europäesche Communautéiten, no der éischter 1973 wéi Irland, England an Dänemark sech zu de sechs Grënnerstate Frankräich, Däitschland, Italien, d'Belsch, Holland a Lëtzebuerg gesellt hunn, 1981 Griichenland bäikomm ass an dunn 1985 Portugal a Spuenien an 1995 Eisträich, Schweden a Finnland.

Et ass och net bevölkerungsméisseg déi gréissten Erweiderung, dat war nämlech déi, wéi England bäikomm ass an et ass och net flächeméisseg déi gréissten, well dat war déi, wéi Eisträich, Schweden a Finnland bäikomm sinn, mä et ass ganz sécher och net déi lescht. Am Kader vun deser Erweiderungsprozedur sinn och Verhandlung mat Bulgarien a Rumänien opgeholl ginn, déi viraussichtlech awer eréischt 2007 prett wäerte sinn, fir an d'Europäesch Unioun kënnen eranzekommen. Mä och dann ass et nach net eriwuer an ech denken, datt virum Enn vun deem Jor zéngt op d'mannst vläicht nach eent vun de Balkanlänner der Europäescher Unioun bäitriede kann. Et bleift dann och nach ëmmer d'Fro vun der Türkei, déi och de Statut vun engem Pays-candidat huet.

Wann d'Populatioun mat deser Erweiderung och em ongeféier 20%, dat heescht 75 Millioun Leit, wissst an dann d'Europäesch Unioun op 450 Milliounen Awunner kënn, ass et awer net esou, datt doduerch de Räichtum vun der Europäescher Unioun an deemselwechten Ausmooss géing eropgoen. Dat wat des Länner zum PIB bäidroen, mécht alles in allem 4,5% aus. Domat gétt den Ennerscheid vun deene sou genanntene räiche Länner zu deene sou genanntene manner räiche Länner méi grouss. En moyenne hunn des Länner 30 bis 40% manner vun deem Räichtum, dee mir an der Moyenne an der Europäescher Unioun vun deene 15 Länner hunn. Allerdéngs ass et esou, dass des Länner sech gutt dru ginn. De Wuesstem bei hinnen ass iwwerduerchschnëttlech méi héich wéi bei eis an et wäert esou sinn, datt grad esou wéi dat beim Baitrëtt vu Spuenien a Portugal de Fall war, de Retard séier wäert opgeholl ginn.

Mä d'Europäesch Unioun ass jo awer net nëmmen e Wirtschaftsraum, si soll jo awer virum allem e Stabilitéits- a Fridensraum sinn. Et war och dat, mengen ech, wat déi Stats- a Regierungschefte vun deene 15 Länner dozou gefouert huet, 1993 zu Kopenhagen am Geescht vum Artikel 49 vum europäeschen Traité ze decidéieren a Konditiounen festzeleeën, fir dass eng Erweiderung vun der Unioun a Richtung Mëttel- an Osteuropa ka virgeholl ginn an och politesch a wirtschaftlech Kritäre festzeleeën, déi doranner bestinn, datt des Länner natierlech demokratesch musse funktionéieren, datt se d'Mensche-rechter respektéieren an och d'Rechter vun de Minoritéiten an datt se virum allem och eng frai Maartwirtschaft kënnen garantéieren.

An deene sukzessive Conseile gouf dunn zum Beispill zu Lëtzebuerg 1997 decidéiert, d'Verhandlung mat deenen éischte sechs Länner opzehuelen. Um Conseil vun Helsinki 1999 gouf dunn decidéiert mat sechs anere Länner Verhandlungen opzehuelen. Enn 2000 goufen um Traité vun Nice Konditiounen festgehalen, wéi datt eng Unioun zu 27 ze funktionéieren huet, deemools sollten zwielf Länner bäikommen. Um Conseil vu Laeken 2001 gouf decidéiert de Konvent an d'Liewen ze ruffen, deen eng europäesch Verfassung ausschaffe sollt an zulescht ass dunn Enn 2002 zu Kopenhagen fonnt ginn, datt opgrond vun deene verschiddeenen Evaluationsrapporten, déi fir all Länner ge-

maach gi sinn, zéng Länner prett wäeren, fir an d'Europäesch Communautéit eranzekommen; an dat si Polen, Ungarn, Tschechei, Slowakei, Slowenien, Lettland, Estland, Litauen, Malta an Zypern.

Et huet also néng Joer u Verhandlung gebraucht et huet 200 vu bilaterale Konferenzen um Niveau vun den Ambassadeure gebraucht an et huet 100 Réuniounen um Niveau vun den Ausseministere gebraucht, fir d'est, mengen ech, bis elo gréisst diplomatesch Verhandlungswierk zu Enn ze féieren. Effektiv handelt et sech hei bei deem Adhésionsvertrag em e Wierk vun zigtausend Säiten, wou ee mam beschte Wellen net kann an den Detail goen, well ee sech einfach géif verléieren.

Den Traité selwer huet zwar nëmmen dräi Artikelen, wou deen éischten einfach seet, datt déi zéng Länner bäikommen, den Artikel 2 seet, datt bis den 31. Abrëll vun deem Joer déi verschidde Länner hir Ratifikationsinstrumenter mussen der italienescher Regierung hannerleeën an dann zulescht steet dann och nach dran, datt an Zukunft an 20 Sproche wäert geschriwwen ginn an datt des 20 Sprochen och all wäerte Gültigkeit hunn. Eleng déi 20 Sproche bréngen et mat sech, datt herno 145 Iwwersetzungskombinatiounen do sinn, datt d'Zuel vun den Interprete selbstverständlech eropgeet an domat och d'Käschten - virausgesat d'Europäesch Unioun léisst sech näischt afalen, fir de Problem vun de Sprochen ze léisen.

Nieft dem Traité gétt et dann awer och den eigentlechen Adhésionsakt, dat ass deen Akt mat iwwer 80 Artikelen a fënnf Kapiteln, deen zustane komm ass opgrond vun de Verhandlung mat deenen zéng Länner an dee festleet, datt, an enner wat fir enge Konditiounen, den Acquis communautaire iwwerholl gétt, dat heescht a welcher Form déi zéng Länner all déi Bestëmmungen iwwerhuelen zu deenen déi aner 15 sech enner sech selwer oder zu Drëtstuten engagéiert haten. Et läit op der Hand, datt et keng Regel ouni Ausnahm gétt; an dat ass och hei de Fall. D'Ausnahme komme gréisstendeels deenen zéng neie Länner zegutt, et ginn der awer och déi deene 15 Länner zegutt kommen, sou zum Beispill d'Bestëmmungen iwwert d'libre circulation vun den Aarbechter, respektiv de System vum Cabotage beim Stroossentransport.

Deenen iwwer 60 Artikele vum Adhésionsakt geselle sech dann nach eemol 18 Annexen zou, vun deenen déi eng reng formell an technesch sinn, déi aner awer eréischt zustane komm sinn opgrond vun zéie Verhandlungen.

Et ginn alles an allem och nach zéng Protokollen hei derbäi, déi alleguer méi speziell Problemer léisen, wéi zum Beispill d'Protokoll 4 an 9, déi festhalen, datt zwee Atomkraaftwierker, eent a Litauen an eent an der Tschechei mussen zougemaach ginn, selbstverständlech mat der Hëllef vun der EU. De Protokoll 5 regelt den Accès an d'russesche Enclave vu Kaliningrad. An da ginn et nach zwee aner Protokollen, déi sech mat Zypern beschäftegen, wou ee Protokoll, den Nummer 10, seet, datt Adhésionskonditiounen fir ganz Zypern gëllen, awer momentan bis d'Reunificatioun stattfont huet fir den nördlechen Deel opgehuewe sinn.

Da gétt et schlussendlech nach den Acte final, deen u sech all déi Texter opléscht vun deenen hei Rieds geet, mat 44 Deklaratiounen säitens deenen eenzelne Länner. Zum Beispill huet Malta drop gehalen, datt festgehalen gétt, datt si sech zu hiren Neutralitéit bekennen, sech awer zu enger gemeinsamer europäescher Sécherheitspolitik bekennen. Et ass och eng Deklaratioun vun de Länner alleguer derbäi, déi „Une seule Europe“ heescht, wou einfach dra festgehalen gétt, datt momentan

Verhandlung mat Bulgarien a Rumänien gefouert ginn en vue vun enger Adhésion am Joer 2007, a wou och festgehalen gétt, datt d'Türkei de Statut vun engem Pays candidat huet.

Zu 15 ass et schonn net einfach mateneen auszekommen, wéi sollt dat Zesummeliwe schlussendlech zu 25 funktionéieren? Do huet dee vum Conseil vu Laeken aberuffene Konvent versicht eng Léisung a Form vun enger europäescher Verfassung ze ginn. Leider konnten des Propositionen vun der Conférence intergouvernementale nach net zu Enn gefouert ginn, an dofir wäerten da bis op weiteres, d'Bestëmmunge gëllen, déi Enn 2000 zu Nice festgehalen goufen. Dofir kënn deem Traité, deem seng Resultater ëmmer als enttäuschend ugesi gi sinn, awer eng historesch Bedeitung zou, well et just desen Traité schlussendlech war, deen et erlaabt huet eng Erweiderung virzehuelen.

Et war virgesinn, datt desen Traité sollt den 1. Januar 2005 a Kraaft treden. Well d'Erweiderung awer elo op den 1. Mee virgezu ginn ass, bedéngt dat, datt mer den 1. Mee net zu 27 Länner an der Europäescher Unioun si mä zu 25, an et hunn eng Partie Adaptatiounen virgeholl musse ginn. Esou wäert d'Kommissioun bis den 1. November zu 30 Kommissäre funktionéieren, well jiddereent vun deenen neie Länner e Kommissär bäikritt, fir dann nom 1. November zu 25 ze funktionéieren, wann déi nei Kommissioun do ass, déi aus de Wahle vum Juni erausgeet, well jo déi grouss Länner op ee Kommissär verzichten hunn. Wéi et duerno virugeet, wäert d'Conférence intergouvernementale festhalen.

D'Bestëmmunge fir d'Europaparlament wäerten no de Wahle vum Juni a Kraaft treden. D'Europaparlament wäert da 732 Deputéierten zielen, vun deene Lëtzebuerg der sechs huet an net méi déi klengsten Zuel huet, well Malta der fënnf huet. Mä och hei bedingt et enger Partie Iwwergangslösungen, well Bulgarien a Rumänien nach net derbäi sinn. Dofir musse fir d'Period 2004 bis 2009 déi 50 Sätz, déi desen zwee Länner zegutt kommen, ënner all déi aner verdeelt ginn, mat Ausnahm vun Lëtzebuerg an Däitschland, deenen hir Zuel net geännert huet an herno och net méi héich ka sinn. Sollt Rumänien a Bulgarien allerdéngs virum 2009 bäikommen, da geselle sech zu deene 732 Deputéierten, déi do sinn, nach déi 50 vu Bulgarien a vu Rumänien.

Dat, wat fir d'Kommissioun an d'Parlament géllt, géllt natierlech och fir de Conseil. Hei géllt och bis den 31. Oktober eng Iwwergangsregelung. Dat géllt och nach nom 1. November, well da jo déi zwee Länner nach net derbäi sinn. Dat géllt souwuel fir d'Pondération vun de Stëmmen, déi an enger éischter Phas 321 wäert sinn, an an enger zweeter Phas 384. Et géllt egal wéi eng Minoritéit de blocage. Et géllt awer och eng Majoritéit qualifizéiert, déi enger Majoritéit vun zwee Drëttel, respektiv der Halschent vun de Länner muss entsprechen, je nodeem et sech em eng Proposition vun der Kommissioun, respektiv dem Conseil handelt. Doriwwer eraus kann dann och nach all Land kontrolléiere loossen, ob déi qualifizéiert Majoritéit och enger Majoritéit vun ongeféier 62% vun der Populatioun entsprécht.

Wat elo all déi aner europäesch Institutiounen ugeet wéi d'Cour de Justice, den Tribunal de première instance oder d'Cour des Comptes, fir nëmmen déi ze nennen, kritt all Land vun deenen zéng Länner e Vertriider bäi. Bis d'Conférence intergouvernementale eppes Besseres fonnt huet, geet d'Rotatioun um Niveau vun der Présidence virum, an esou kënn Lëtzebuerg dann an der éischter Halschent vun 2005 drun. Dat lescht Land, wat no deem System wäert drukommen - esou ass festgehalen ginn - ass Finnland. Duerno

muss eestëmmege um Niveau vum Conseil festgehalte gi wéi et virugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Baitrëtt vun deenen zéng Länner zitt automatesch déi integral Acceptatioun vun de Kandidatelänner mat sech vun alle Rechter an Obligatiounen vum communautaire System a vu sengem institutionelle Kader. Si mussen sech konform setze mat den Traitée selwer, mam gesamte Recht, awer och wat doraus dérivéiert, also mat allen Deklaratiounen, Resolutiounen, Accorden ënnert de Länner an Accorden och mat Drëttlänner.

Fir eng Iddi vun der Komplexitéit vun deem Exercice hei ze ginn, wollt ech drun erënneren, datt eleng den Acquis communautaire 80.000 Säiten ausmécht un Direktiven, Reglementer, Décisiounen, Positiounen a gemeinsamen Aktiounen, esou wéi se am offizielle Journal vun de Communautéite publizéiert gi sinn.

Et gëtt awer keng Regel ouni Ausnahm. Dofir hunn déi zéng Länner an deenen 31 Kapiteln, wou et ëm den Acquis geet, 250 Iwwergangsperioden zougestane kritt, fir hinne Schwierigkeeten ze vermeiden, déi drop zréckzeféiere wieren, datt hir administrativ Kapazitéiten ze schwach sinn, oder well se Investissementer mat sech bruecht hätten, déi hir Kapazitätéite géifen iwwerschreiden oder ganz einfach, well déi sozial, wirtschaftlech a politesch Konsequenzen ze vill brutal sech op si nidderschloe géifen.

Alles an allem leien déi Iwwergangsperioden zwéischent 6 an 13 Joer. D'Moyenne allerdings läit bei 3 Joer. Si behandelen haaptsächlech siwe Kapiteln, wéi dee vun dem fraie Wuerverkéier, der libre prestation des services, awer och vun der libre circulation des capitaux, wou verschidde Länner eng Ausnahm zougestane kritt hunn duerch en Iwwergangsregime, dass Bierger aus der aktueller Unioun net kennen un de Patrimoine foncier vun deene Länner ze schnell erukommen, virun allem u Résidences secondaires, respektiv u Landwirtschaftsflächen oder Bëscher. Et sinn Ausnahmeregelungen dese Länner zougestane ginn a Saache Landwirtschaft, gradesou wéi um Niveau vun der Fiskalitéit, virun allem um Niveau vun den Accisé vun den Zigaretten, respektiv bei der TVA.

En anert Kapitel, wou relativ vill an awer och laang Iwwergangsperiode sinn, ass d'Ëmwelt. Dës haaptsächlech aus Käschtegrënn. D'Unioun huet allerdings drop gehalen, datt bei den neien Installatiounen déi aktuell Gesetzgebung direkt unzewenden ass.

Trotzdem huet sech d'Unioun am Fall vu méi gravé Verstéiss bei der Reprise vum Acquis communautaire dräi Clauses de sauvegarde ausgehalen. Eng Clause de sauvegarde économique générale, déi invoquéiert ka gi souwuel vun den aktuelle wéi och vun den neie Memberen, wann et zu schlimme wirtschaftleche Perturbatiounen an engem Aktivitéitssecteur géif kommen. Zweetens, zwou spezifesch Clauses de sauvegarde, wou eng den europäesche Bannemaart betrëfft virun allem a Saache Lievensmittelsécherheet, an déi aner, déi géigesäitig Unerkennung vu Justizdécisiounen um zivilen an och um pénale Volet.

An deenen Domänen schéngt et mer esou ze sinn, wéi wann eng Partie vun deene Länner do nach Nachholbedarf hätten. Déi Clauses de sauvegarde kennen och nëmmen, laut Deklaratiounen, gëlle fir Obligatiounen, sou wéi se aus der Adhésion erauszeliere sinn. En engere Deklaratioun vu sechs Länner ass och festgehalte ginn, datt déi Länner, déi et betrëfft, virdu mussen gehéiert ginn.

Et ass dann och permanent, opgrond vun Evaluatiounsrapporten, de Suivi vun den Engagementer, wat d'Ëmsetzung vum Accord vum

Acquis communautaire ugeet, gemaach ginn, an zwar fir all Land sonner. Déi lescht Rapport si vum 5. November d'lescht Joer. Fir ze kucke wéi gutt déi zéng Länner bei der Ëmsetzung vum Acquis communautaire virukomm sinn, huet d'Kommissioun dräi Evaluatiounskategorien opgestallt, wat déi 31 Kapiteln an déi 140 Secteuren ugeet, ëm déi et hei geet.

Eng éischt Kategorie, fir ze kucken a wat fir engem Domän déi Länner prett sinn. Dat ass an deenen 140 Secteuren a 70% vun de Fall de Fall. Eng zweet Kategorie, fir ze kucke wou méi intensiv Efforte mussen gemaach ginn, dat ass a 27% vun alle Secteuren de Fall. Net zulescht, an dat ass déi drëtt Kategorie, déi, wou d'Situatioun sech als net esou gutt ugesäit a wou direkt Entscheedunge mussen geholl ginn, fir datt déi Länner um Dag vun der Adhésion prett sinn. Dat sinn der 39 un der Zuel. Haaptsächlech handelt et sech bei deenen ëm Secteuren aus der Landwirtschaft. Méi spezifesch geet et hei ëm Obligatiounen aus dem sanitären, veterinären a phytosanitäre Beräich wéi och ëm d'Asetze vun Agencen, déi d'Hëllefe solle kontrolléieren, déi un déi eenzel Länner do wäerte fléissen.

Et ass haaptsächlech Polen an d'Slowakei, déi déi meeschte Problemer bei der Ëmsetzung vum Acquis communautaire hunn. Et schéngt ze si wéi wa Slowenien dat Land ass, wat do am wäitste virukomm ass. Mä allgemeng gëtt awer ugehall, dass bis den 1. Mee de Gros vun deenen identifizéierte Problemer ka geregelt ginn.

Et ass och esou, dass déi zéng nei Länner vun Ufank un an der europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun deelhuefen an och de Gros vum Schengener Accord mussen unwennen. Si kréien hei net, wéi dat fir England an Dänemark de Fall war vis-à-vis vum Euro respektiv England an Irland vis-à-vis vum Schengener Raum, gestatt, hei net matzemaachen, allerdéngs ënnert der Konditioun, dass se d'Konditiounen mussen respektéieren. Dat heescht och, si mussen d'Kritäre vu Maastricht respektéieren fir an d'Währungsunioun eranzekommen, an och si mussen deenen Dispositiounen, virun allem wat de Contrôle op den externé Grenze vun der Unioun ugeet, nokommen, si mussen och de Schengener Informatiounssystem iwwerhuelen. Bis dohinner gëllen déi aktuell Ausgrenzen, a fir hiren Obligatiounen op den neien EU-Grenzen nozekommen, kréien déi Länner dann och massiv Ënnerstützung.

Den Élargissement ríff awer och bei enger Partie Leit - bei eis och - Ängshten an Onsécherheeten ervir, duerch d'Tatsaach bedéngt, dass den nationale Räichtum an deene Länner, déi bäikommen, méi niddreg ass, an dass d'Lein wesentlech manner héich si wéi dat bei eis de Fall ass. An da gëtt natierlech gefäert, dass den Zoulaaf vun Aarbechter, déi aus deene Länner do kommen, en Drock op den Aarbechtsmarché an deene 15 Länner, déi elo an der Unioun sinn, hei géif ausléisen. Allgemeng gëtt awer de Risiko vun enger wirtschaftlech a sozialer Destabilisatioun fir kleng gehalen, an trotzdeem huet d'Unioun sech awer eng Iwwergangsperiode hei ausgehalen, wat dann awer och misst duergoe fir sech deem Problem, sollt et dann iwwerhaupt ee ginn, ze stellen.

Och wa vum 1. Mee un d'Leit aus deenen zéng neie Länner vum fraie Persounverkéier kënnen profitéieren, gëllt dat net fir déi bezuelten Aarbechter. Hei gëllt eng Iwwergangsperiode vu siwe Joer. Allgemeng gëtt awer ugehall, dass d'Fluxmigratioun sech a Grenze wäerten halen. Zu deene 700.000 Ressortissanten aus deenen zéng neie Länner, déi haut schonn an der Unioun schaffen, sollen ongeféier zwou Milliounen dobäikommen, an et schéngt ze sinn, wéi wa

sech 80% géife wëllen an Éisträich oder an Däitschland ophalen. Et ass och dofir, firwat dass des zwee Länner drop gehalen hunn, dass eng Iwwergangsregelung soll agefouert ginn. Zweek Joer nodeems dass d'Adhésion a Kraaft trëtt, also vum 1. Mee u vun deem Joer gëllt dat nationaal Recht. No deenen zwee Joer kann ee sech eng Iwwergangsperiode vu weideren dräi Joer froen, wann ee mengt et géif nach e Risiko fir säin Aarbechtsmaart bestoen, an no deenen dräi Joer kann een, wann ee Kraaftperturbatiounen um Aarbechtsmaart fäert, dann nach eemol zwee Joer nokréien.

Lëtzebuerg gesäit a sengem Aarbechtsrecht keng Restriktiounen fir d'Aarbechter aus den europäesche Länner vir, dofir mussen mer, wa mer wëllen eppes un deeser Situatioun änneren, reglementéieren respektiv léigféieren. Esouwäit wéi mir d'Regierung héieren hunn, wëll se och dovunner Gebrauch maachen. Wéi dat konkret ausgesäit, wäert jo wuel den Aarbechtsminister eis en Donneschdeg soen, wa mer déi grouss Immi-gratiounsdebat hunn, där hire Rapport deeser Problematik jo e ganz Kapitel reservéiert huet. Wéi vill Leit aus deenen zéng Länner aus Osteuropa hei schaffen, geet aus deem Rapport net ervir, aus Osteuropa allgemeng sinn der 1.542 mat engem Permis A hei, 403 mat engem Permis B, 496 mat engem Permis C. Ech weess net ob dat sech elo op déi zéng Länner beschränkt oder ob dat nach aner Länner begräift.

En zweete Problem mat der Onsécherheet ass bedéngt duerch d'Landwirtschaft. Obschonn nach haut ganz vill Leit an deenen zéng neie Länner an der Landwirtschaft schaffen, ass des Main-d'oeuvre awer oft wéineg qualifizéiert, an dofir leit d'Landwirtschaft och ënnert enger schwaacher Produktivitéit. Alles an allem mécht d'Landwirtschaft 4,3% vum PIB vun deene Länner do aus, bei enger Populatioun, déi awer nach bei 14,4% läit vun deenen, déi an der Landwirtschaft schaffen. D'Agrarfläch vun der Unioun hëlt ëm 29% zou, wat 38 Milliounen Hektar entsprécht. Polen stellt mat 19% vu Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, de Gros vun deeser Populatioun duer. Hei muss een dann och ënnersträichen, dass 80% vun de polnesche Bauere gréisstendeels Familljebetriber sinn, mat en moyenne manner wéi fénnef Hektar.

Et muss een och soen, dass niement der Produktivitéit de Rendement an der Landwirtschaft vun deene Länner do ganz schlecht ass, an dass déi Produkter, déi do erauskommen, ganz oft net vun enger allze héijer Qualitéit sinn a se doduerch och konsequenterweis net schrecklech attraktiv a konkurrenzfähig sinn. Dofir ass et och normal, dass d'Europäesch Unioun zënter 1992 méi Agrarprodukter an déi Länner do exportéiert wéi mir der vun hinnen importéieren. Well bal de Gros vun deenen Exploitatiounen haut nach Selbstverbraucher sinn, an hir Revenuë ganz oft aus sozialen Transferté bestinn, wär et och net gutt, wann déi Revenuen do kënschlech duerch Agrarhëllefen ze vill dotéiert géife ginn. Doduercher, awer och duerch budgetär Ursachen ass déi direkt Hëllefen un d'Bauern aus deenen zéng Länner anescht ze verdeelen, nämlech esou dass si am éischte Joer nëmme 25% kréien vun deenen Hëllefen, déi d'Bauere bei eis hei kréien. Dat geet da progressiv erop bis déi Hëllefen dann 100% kënnen ausmaachen am Joer 2013.

D'Länner, déi eenzel vun deenen zéng Länner, hunn awer d'Recht zougestane kritt, national Complémenten ze bezuelen. Déi sinn dann

awer och no uewe begrenzt, zum Beispill an deem Joer op 55% vun deenen Hëllefen, déi eis Baueren hei kréien. Do doniewent kënnen déi Länner och nach an der Period vun 2004 bis 2006 Hëllefen un d'Landwirtschaft ausbezuelen, déi aus europäesche Strukturfonnen kommen. Alles dat wäert awer och dozou féieren, dass, bedéngt duerch d'Restrukturatioun vun den Exploitatiounen, d'Main-d'oeuvre an der Landwirtschaft ofhëlt. Esou gëtt allgemeng domat gerechent, dass tëschent 800.000 an 1,7 Milliounen landwirtschaftlech Aarbechter dese Secteur bis 2009 verlooosse wäerten an dann eng aner Aarbecht an engem anere Secteur mussen fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alles huet säi Präis, och des Adhésion. Déi budgetär Konsequenze fir d'Europäesch Unioun loosse sech an zwou Perioden opdeelen: Déi éischt Period ass déi vun 1990 bis 2003, wou vun der Europäescher Unioun iwwert dee Programm, deen den Numm „Phare“ huet a wou et éischters ëm d'Rekonstruktioun vun de Länner Polen an Ungarn geet, wat natierlech och herno fir déi aner Länner gëllt, 6,7 Milliarden Euro bezuelt gi sinn.

Zu deem Programm „Phare“ kommen nach zwee aner Programmen, vun deenen d'Hëllefe gréisstendeels un d'Landwirtschaft an un d'Ëmwelt an dese Länner hei gefloss sinn an enger Héicht vun 13,2 Milliarden. Et sinn also an de Joren 1990 bis 2003 ëm déi 20 Milliarden un des Länner iwwerwise ginn. An der Period vun 2004 bis 2006 huet d'Europäesch Gemeinschaft sech engagéiert fir 41 Milliarden Euro un Hëllefen ze engagéieren, ausbezuelen wäerten an deenen nächsten dräi Joer allerdéngs nëmme 27,8 Milliounen ginn. Wann een dann d'Contributioun vun deenen neie Staaten un de communautaire Budgete mat 14,7 Milliarden an der Period elo vum 1. Mee vun deem Joer bis den 31. Dezember 2006 ewechrechent, dann hunn déi zéng Länner en Nettosolde vun 13 Milliarden kritt. An et ass och dofir gesuert ginn, dass keent vun deene Länner do soll manner erauskréie wéi et effektiv an d'Europäesch Unioun erabezuelt.

Wann een alles dat vun Hëllefen zesammenzielt, déi engagéiert gi sinn, kënn een an deene 17 Joer vun deem ganze Prozess, dat heescht vun 1990 bis 2010, op 70 Milliarden Euro. Dat ass wuel en imposanté Chiffer, et ass allerdéngs alles an allem net méi wéi 1% vum Produit national brut vun der Unioun vum Joer 1999 oder et entsprécht enger järelecher Dépense vun en moyenne ongeféier 0,005% vum nationale Räichtum an der EU an all dese Joren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mat deeser Erweiderung Lëtzebuerg bevölkerungsméisseg net méi dat klengste Land wäert sinn, huet Lëtzebuerg ëmmer vun Ufank un den Erweiderungsprozess ënnerstëtzt, huet awer och ëmmer drop gehalen, dass den Acquis communautaire sollt respektéiert ginn.

Esou war et wéi op Lëtzebuurger Initiativ hin 1997 den Erweiderungsprozess a Bewegung komm ass, wéi proposéiert ginn ass, separat mat sechs Länner Adhésionsverhandlungen ze féieren, dass d'Länner och duerno solle separat evaluéiert ginn an datt kee Baitrëtsland muss méi bezuele wéi et eruskritt. Zu Lëtzebuerg war och d'Différenciatioun, d'Flexibilitéit an de Monitoring als Verhandlungsprinzipie festgehalte ginn. Lëtzebuerg huet och gläichzäitig seng bilateral Relatiounen mat dese Länner ausgebaut an esou huet den Handel mat deenen zéng Länner en Zouwuess vun 300% an deene leschten zéng Joer kann. Et ass och dat d'Ursach, firwat Lëtzebuerg zu Prag d'lescht Joer eng Ambassade opgemaach huet. Et ass sécher net déi lescht. Et ass och virgesinn eng zu Warschau

deemnächst oder an nächster Zäit opzemaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Vergaangenheet hunn all Versich, Europa mat Gewalt, also mat Kricher zesammenzeféieren, feelgeschloen, an dofir ass d'Geschicht vun Europa och eng Geschicht vu Kricher. Des kéier fonctionnéiert dat Ganz op eng friddlech an dobäi och nach demokratesch Aart a Weis, a well et dann elo endlech esou wäit ass, datt mer fir d'éischt an eiser laanger europäescher Geschicht d'Gleeenheet hunn aus eisem europäesche Kontinent en eenzege Stabilitéits-, Friddens- a Prosperitéitsraum ze schafen, zu deem sech och 93% an enger Ëmfrage vun engem Eurobarometer bekennen, wat jo och d'Zil vun deem Traité ass, gesinn ech an deem Fall hei och net, wien eppes géint dese Projet am Numm vu wat a mat wat fir engen Argumenter kéint hunn. Dofir géif ech lech och bieden deem Gesetz an domat och deem Traité, mat alle Feeler an allen Onperfektiounen, déi en huet, Är Zoustëmmung ze ginn a soen ech lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng Zäit dofir gebraucht den Accessionsvertrag vun deenen zéng neie Memberstaaten zur Europäescher Unioun hei an de Plenum ze bréngen. Elo kréie mer den Text nach esou gestëmmt, datt um 1. Mee, dem Baitrëtsdatum vun deenen Neien, och zu Lëtzebuerg all legal Viraussetzung fir d'Opnam vun nobäi 100 Milliounen Europäer aus der Mëtt, aus dem Süden an dem Oste vun eisem Kontinent an d'Unioun geschafe sinn.

Ech soen dem Rapporteur merci fir seng schréfflech a mëndlech Duerstellung vun dem Accessionsvertrag, déi keen Detail ausgelooss huet. De Kollege Calmes huet all Technicalities vum Text gradesou belicht wéi seng eigentlech Geschicht zënter dem Ufank vun den 90er Joren an hien huet duergeluecht, wat genee duerch de Vote vun deem Projet geschitt.

Well am Fong ass den Text technesch an niichter juristesck gekuckt e Gesetzesprojet wéi en aneren, dee vun der Regierung deponéiert, vum Statsrot aviséiert a vun der Chamber gestëmmt gëtt. Politesch awer, um Niveau vun den Iddien, der Symbolik an der historischer Bedeitung vu politeschen Entwécklungen ass de Virgank, dee mer haut wëlle gesetzlech begleeden, ouni Beispill an der europäescher Geschicht. En ass eenzegearteg an am eigentleche Sënn vum Wuert epochal.

Zéng nei Memberstaaten trieden der Europäescher Unioun den 1. Mee 2004 bäi. Vun deenen zéng sinn der zwee - Zypern a Malta -, déi déi ekonomesch Viraussetzung fir esou e Baitrëtt scho méi laang erfüllen an déi duerch politesch Partikularitéiten, op déi ech nach zréckkommen, bis haut net de Baitrëtt hatten. Déi aner aacht si Staaten, déi, wann d'Geschicht an Joer 1950 eriwuer gewiescht wär, ni méi an der aler europäescher Kultur- a Wäertgemeinschaft matgespillt hätten. Sechs vun deenen aacht Staaten huet et 1950 iwwerhaupt net ginn. D'Tschechien an d'Slowakei waren déi zwou federéiert Republiken vun der sozialistescher Tschechoslowakei. Slowenien war eng jugoslawesch Deelrepublik an Estland, Lettland a Litauen hatten hir Onofhängegkeet 1940 duerch de sowjeteschen Amarsch verluer a waren zënterhier Sowjetrepubliken, Fënstercher um gigantesche Sowjeträich um baltische Mier, der Ostsee op där hirer anerer Säit d'Mënsche fräi waren.

De Baitrëtt vun deenen aacht mëttel-europäesche Staten, déi den 1. Mee zou eis stoussen, während zumindest Rumänien a Bulgarien méi spéit kënnen nozéien, ass e Virgank, deem am Joer 1950 onvirstellbar war. E puer Joer virdrun, wéi den Zweete Weltkrich eriwuer war, haten dräi grouss Männer vun hirer Zäit op internationale Sigerkonferenzen decidéiert den europäesche Kontinent géif an zwee gedeelt. Dat war an hiren Aen an no hirem Wëlle keen temporären Arrangement, mä en definitiv. Déi östlech Halschent vun eisem Kontinent sollt an déi immédiate Aflosszone vun der Sowjetunion kommen, ouni déi Nazi-Däitschland net geschloe gi wär an ouni där hir enorm menschlech Affer tëschent 1941 a 1945 déi europäesch Geschichte vun deemools anescht verlaaf wär.

Mä well et d'Konferenze vun Teheran, Potsdam, mä virun allem vu Yalta gouf, well d'Naziräich a Schierbele louch an d'Sowjetunion hiren Undeel un der Neuerdung vun Europa agefuert an zougestane krut ass dat passéiert, wat de Winston Churchill 1946 a senger berühmter Züricher Ried beschriwwen huet: En eiserne Rideau ass queesch iwwer Europa erfogelooss gi vu Stettin op Triest, an hannert deem Rideau, vun eis aus gekuckt, hunn d'Auere vun 1945 un anescht getickt. Europa, sou wéi mir an eis Elteren et jorzéngtelaang kann hunn, huet zu Helmstedt, zu Hof, zu Wien an zu Helsinki opgehalen. Hannert dese Stied hunn Europäer gewonnen, déi mer net méi kann hunn a si eis net méi. Hannert der däitscher Zonengrenz, hannert der Grenz vun der Tschechoslowakei an Ungarn louch eng aner Welt, eng Welt vu permanente militäreschen Opmaersch an Amäersch, vun Onrecht, Zensur, Ligen a Qualen.

Dosende vu Milliounen Europäer haten zwar Aarbecht an eng Wunneng, mä keng Rechter a keng Fräiheet. Dosende vu Milliounen Europäer, déi Europäer, déi mer den 1. Mee nees definitiv an eiser Mëtt begrëssen, hate keng Perspektiv am Liewen ouni Participatioun um System, dee se regéiert huet: Ouni Kollaboratioun keng Ausbildung, kee Studium, keng interessant Aarbechtsplaz, ouni politesch Verlässlechkeet, ganz sécher kee Pass, keng Auslandsreisen a keng friem Bicher, Placken oder Kassetten.

Hannert där Grenz, déi dräi mächtig Männer als eng permanent an éiweg agericht haten, goufen et keng Beatles, keng Rolling Stones a keng Doors. Wann 1968 och am Osten eng Revolt lassgong, stoung dohannert net eng Systemwend mat méi biergerleche Fräiheeten an dem Iwwerwonne vum alen Obregkeetsstat wéi bei eis, mä Panzeren, Ennerdréckung an Doud. Nach an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert, viru 15 oder 20 Joer, hätt ee kënnen mengen, dat dat géif fir ëmmer esou bleiwen. Mä et blouf net esou. An datt et net esou bliwwen ass, ass an alleréischer Linn dem menschlechen Drang no Fräiheet, dem Striewen no Selbstbestëmmung ze verdanken. Natierlech hu politesch Décisions am Osten an am Westen eng Roll gespillt, ier 1989 un der éisträichesche-ungarescher Grenz mam paneuropäesche Picknick de Prozess a Gang koom, dee Maueren, Zënk a Grenzen tëschen Osten a Westen ofgerappt an zerstéiert huet an deenen e Kontinent erëm ootme gelooss huet.

Mä a leschter Analys war et de Courage an den net méi ze bezähmende Wëlle vu Milliounen a Milliounen Europäer an der Mëtt an am Oste vun eisem Kontinent, déi si nees fräi gemaach huet. Mir am Weste schëlden hinne fir des historesch Leeschtung, fir desene epochalen Kraaftakt bleiwende Respekt an, ech muss och soen, Unerkennung.

Al europäesch Kulturstied goufen no 1989 erëm fräi. Prag, Budapest,

Bukarest, Sofia, Berlin, Warschau waren net méi nëmme Satellitë vu Moskau, déi de richtige Sowjetsozialismus un d'Bierger vun hire Länner weidergestrahlt hunn, mä frësch opliewend Zentre vu biergerlechem Engagement, vu Konscht, Kultur an ekonomeschen Neufang. Wichtig Plaze vun der europäescher Geschicht konnten hir fréier Bedeitung zrécksiche goen, konnte sech nei aschreien an d'Buch vun den Europäer, vun allen Europäer, an deem d'Mënschen an där Géigend vun der Welt zënter Dausende vu Jore schaffen. Lues a lues hunn eng Véirelsmilliard Leit tëschent Schwerein a Wladiwostok, tëschent Tallinn a Burgas hir Eier an hire menschleche Wäert erëmfonnt, si goufen erëm Acteuren an net méi Objekten vun der Geschicht.

Vum Duerchschnide vum Grenzzone bei Sopron den 19. August 1989 bis zum Anhuele vum sowjetesche Fändel um Kreml Chrëschtdag 1991 hat während gutt zwee Joer de Wand vun der Fräiheet duerch déi östlech Halschent vun eisem Kontinent geblosen. Nei Staten hu sech gegrennt. Staten, déi et entweder fréier scho gouf an déi besat an anektéiert gi waren, a Staten, déi hiren éischten Oprëtt op der Weltbühn gewot hunn. Ëm hire Baitrëtt zur Europäescher Union geet et haut. Et geet ëm den 1. Mee.

Et war vun 1989 u kloer, dass de Befreiungsprozess, deem am europäeschen Osten engagéiert war, mëttel- oder laangfristeg zur Mitgliedschaft an der Europäescher Union, an der Union vun allen Europäer sollt a géif féieren. A gutt zwee Méint gëtt einstweil fir bal honnert Milliounen Europäer aus der Mëtt an dem Oste vun eisem Kontinent d'Europäesch Union eng gräifbar, fillbar, spierbar a liefbar Realitéit.

Här President, et kann een net richtig an net ugemoossen iwwert d'Erweiterung vun der Union den 1. Mee schwätzen, déi fir de Rescht déi gréissten Erweiterungsronn an der europäescher Integrationsgeschichte ass, ouni déi eenzel nei Länner ze belichten, sech mat hinnen ausenander ze setzen a sech a se eranzedenken.

Ech wëll dat evidentereis net mat allen zéng Länner maachen - obwuel ech et awer am Fong am léifste géing maachen, well alleguer déi zéng Länner hu se eng Geschichte, déi sech an den europäesche Kader, an den europäesche Kontext an an d'europäesch Werden a Ginn, wäitgehend an déif eraschreift. Ech maachen et just ganz kuerz. Dräi vun deene Länner si kleng Länner, wat och sennbildhaft dofir steet, dat dat nei Europa, dat ganz Europa vum Joer 2004, eent vu klenge Staten ass, vu klengen Natiounen am wesentlechen, wat no enger gemeinsamer politescher Zukunft sicht, ouni seng national Wuerzelen dobäi wëllen opzeginn.

Just e puer Wieder iwwer Litauen. E Land wat op eng Geschichte vu jorhonnertelaanger Eegestaatlechkeet zréckkuckt, gëtt den 1. Mee Member vun der Union. Déi Litauer, déi zënter 1250 Groussherzog vun hirem Land waren, souzen am Ufank vun der Neizäit op engem litauesch-polneschen Troun an hunn e Räich regéiert wat am europäeschen Nordoste souguer bal d'Wieder bestëmmt huet. D'Union mat Polen huet bis 1795 gedauert an ass eréischt zu napoleonescher Zäit gebrach ginn.

Litauen war 1918, grad wéi déi zwee aner baltesch Staten, Lettland an Estland, och als onofhängeg Republik reconstituéiert ginn, nodeems et laang Zäit zum russeschen Zareräich gehéiert huet. No gutt 22 Joer Staatlechkeet goufen dann déi baltesch Republiken vun der Sowjetunion anektéiert. Litauen ass d'Land vun der Bernsteinküst, e Land wat eng Sprooch huet, där hir Originë sech an der Urzäit vun der indoeuropäescher

Linguistik verléieren; an a Litauen huet sech geographesch den Ufank vum Enn vun der Sowjetunion ugesidelt.

Et war zu Vilnius, wou am Joer 1991 d'Leit massiv op d'Strooss gaange sinn, fir géint d'sowjetesch Oppressioun, d'Zwangsrussescheeet an de wirtschaftlechen Néiergang vun deem stierwenden Imperium ze protestéieren. Um sou genannte Blutsonnendeg zu Vilnius huet de Michail Gorbatschow - trotz all deenen Hoffnungen, déi déi westlech Welt an hie gesat hat - gewisen, dat hien net méi verstanen huet, wat d'Volleken an d'Mënschen um Territoire vu sengem rissege Räich géing bewegen an undreiwen. Hien huet näischt géint den Opmarsch vun de sowjetesche Panzeren zu Vilnius ënnerréiert. Eng gutt dose Leit si bei deser Aktioun vun der Arméi ëmkommen an dat war déi Dréps, déi dat sowjetesch Faass zum definitiven an onwidderrufflechen Iwwerlaffe bruecht huet. An et waren d'Litauer, déi nëmmen zu dräi Milliounen sinn, déi dese Prozess maassgeblech ugedriwwen a gestéiert hunn.

Déi Litauer, déi mir den 1. Mee an eiser europäescher Mëtt begrëssen, hunn dat kommunistesch Sowjeträich op den Tipp vun der Geschichte geschéckt; an zwar ënnert der Opwendung vun hirem eegene Läif a Liewen, fir d'Fräiheet, fir d'Demokratie a fir d'Onofhängegkeet. D'Litauer si grouss Europäer. Mir kënnen houfreg sinn, Litauen als neie Member vun eiser Union ze begrëssen. A mir fannen a Litauen och eis selwer erëm; déi geographesch Mëtt vun eisem Kontinent läit nämlech do, e bëssen iwwert der Hauptstadt Vilnius. Do ass een - och wann hei Leit et komesch kënnen fannen - am eigentleche Sënn vum Wuert matsen an Europa.

Slowenien - just kuerz - e Land vun 20.000 km² mat knapps zwou Milliounen Awunner. Slowenien huet zum éisträich-ungaresche Räich gehéiert, seng Hauptstadt Ljubljana gesäit e bëssen aus wéi Wien am Klengen. Et war dat aalt Kärnten, dat slawesch Kärnten, wat a Vergiess geroden ass, well desene Numm just nach vun dem südlechen éisträichesche Bundesland gefouert gëtt. Obwuel Slowenien als sollecht eigentlech ni eng eege Staatlechkeet besäit huet, déi sech ausserhalb vu gréisserer politeschen Entitéiten ugesidelt huet, waren d'Slowenen 1991 ganz sécher, dat se esou eng Staatlechkeet wëilten a mat den Attributen dovunner géingen eens ginn. D'Arméi vum zerfallende Jugoslawien krut dese Wellen net gebremst; et goung hir am äussersten Norde vun der aler Federatioun och net ëm genuch, fir zu deene grouss Moyenen ze gräifen. De Krich ëm Slowenien war no dräi Deeg eriwun an d'Arméi ass ofgezunn - einfach esou. Slowenien war op eemol fräi.

Et gouf deemools, an nach bis viru kuerzem, vill iwwert dëst klengt Land geschwat - meeschtens net am Positiven. Kaum een hei an der Géigend wouss, dat Slowenien och zu jugoslaweschen Zäiten ni seng eigentlech Orientéierung a Richtung Westeuropa verluer huet a seng Points de repère ëmmer méi zu Wien an zu Roum - an den Hauptstied vu sengen direkten Nopeschlänner - louchen, wéi zu Belgrad. Kaum ee wouss vun der Sidérgang am Norde vu Slowenien, zu Jesenice a ronderëm, déi eng grouss innerjugoslawesch Migratioun ugezunn huet, well se d'Fundament vun Wuelstand, vun der nördlechster Republik vun der Federatioun war. Kaum een, dee mol an Istrien an d'Vakanz gefuer ass, war sech deemools bewosst, dat een enzwousch anescht kéint si wéi just a Jugoslawien. A kaum ee Mënsch wouss, dat och an deem,

wat Jugoslawien genannt gouf, en anere Wand geblosen huet, wéi am Rescht vun deem, wat mer Ostblock déi Zäit genannt hunn.

Slowenien huet an deene leschten dose Jore e bemierkenswäerte Parcours absolviert. Seng wirtschaftlech Dynamik ass nennenswäert méi staark, wéi déi meeschten Ekonomien vun den aktuellen EU-Memberstater. Slowenien huet um Niveau vun der Pro-Kapp-Wirtschaftsleeschtung verschidde Länner schonn iwwerholt. Et ass e Land mat Leit, déi wëlle weiderkommen. Et ass e Land an deem Friemsproochen, wéi bei eis zu Lëtzebuerg, enseignéiert ginn, wou Englesch, Däitsch an Italienesch geschwat gëtt. Slowenien ass vu Lëtzebuerg - wann ee mam Auto firt - net mol 1.000 km wäit ewech. Et ass sech ze wënschen, dat vill Lëtzebuurger dese Wee an deene Jore déi kommen mol op sech huelen, fir hiren neie slowenesche Matbesëtzer vun europäeschen Haus ze begéinen. Et si Leit vun deene mer eppes kënnen léieren.

Mä lescht Beispill ass Zypern. E Land wat net am europäeschen Nord- oder Südoste läit, mä eigentlech zimlech wäit aus de Féiss läit - europäesch betruucht. E Land am Mëttelmier, op engem Breedegrad dee sech östlech vun Istanbul befinnt, also do wou d'Puriste vun enger gewëssener Unionsgeographie schonn Asien vermuten.

Zypern ass e kleng Stat, wéi mir, dee getrennt ass. D'Republik Zypern ass eng floréierend Finanzplaz an zitt dat Wesentlech vu sengen staatleche Revenuen aus der Finanzindustrie an dem Tourismus. Zypern ass déi Plaz, wou den europäeschen Okzident den europäeschen Orient begéint. Den europäeschen Orient, dat ass e Begrëff dee scho bal verluer wäert goen, well kaum nach Upake bestinn, fir e fest ze maachen - ausser op Zypern. A well den europäeschen Orient e wichtige Deel vun der europäescher Geschichte an Identitéit ass, ass déi zypresch Mitgliedschaft an der Union och esou wichtig an esou symbolträchtig. Zypern ass net iergendeen neie Member, deem och manner wéi eng Millioun Awunner zielt, mä et ass eng kontinental Schnëttstell tëschent Aflossphären, wéi se an der Vergaangeneheet, an deels och nach an der Géigewaart, funktionéieren.

Dës Realitéit ass fundamental europäesch, well se ëmmer esou an engem Deel vun Europa gelieft gouf an et ass wichtig, dat se haut bannent der Union eng Reflexioun fënnt, déi et wäert erlaben - wéi de Premier kierzlech an Nordostgriechenland gesot huet - méi e wäite Bléck no Osten ze werfen, wéi een dat vun eiser eegener geographescher a kultureller Perspektiv ka maachen.

Vill Leit stelle sech d'Fro, ob net alles ze schnell geet, ob mer esou eng grouss Erweiterung an engem Coup packen, ob mer net méi Schwieregkeete kréie wéi mer der bewältege kënnen. Mä muss ee sech net och eng Kéier d'Fro stellen, ob des Erweiterung net eng risseg Chance ass. Zéng nei Länner, mat verschidde histoiresche Weeër, oft anere Kulturen, komme bäi an dat ass a mengen Ae sécherlech eng Antwort op e groussen Deel vun den ideologeschen a strategesche Problemer, déi an deene leschte Jorzéngten a Jorhonnerten Europa ëmmer an ëmmer erëm duerchernee gehäit hunn.

Jorelaang war d'EU fir déi Länner e Symbol fir Fräiheet a Gerechtegkeet. Dauernd ass hinne versprochen ginn, dat se eng Kéier fräi an d'Union géingen opgeholl ginn. Dat Versprechen net an hale géing sécherlech bedeuten Hoffnungen ze zertrëppelen an d'Vereenegung vun Kontinent fir Jorzéngten ze verschieben.

D'Kandidatländer, déi säit dem Fall vun der Mauer 1989 fräi vun

sowjetesche Regime sinn, hu säit hier impressionant Efforté gemaach, fir politesch Strukturen nei ze definéieren, fir e parlamentaresche System anzeféieren, fir d'Independenz, d'Transparenz an d'Effektivitéit vun hirer Administratioun ze garantéieren an haaptsächlech fir eng planifiéiert Economie ze enger Maartwirtschaft ëmzefungéieren.

Dat ass sécher nach net alles total ofgeschloss. Mä alles weist drop hin, dat hei vun deenen zéng Länner eng enorm Aarbecht geleescht ginn ass a geleescht gëtt. Déi zéng nei Memberstater erfëllen haut déi wesentlech ekonomesch a politesch Kritären an hunn a kuerzer Zäit en enorme Wee - deem 1989 keen hinnen zougetraut hätt - zréckgeluecht.

Wat kascht dat Ganzt? Och eng Fro, déi ëmmer an ëmmer erëm gestallt gëtt. Déi éischt Antwort op déi Fro, dat ass kloer an däitlech déi, dat Fridde kee Präis huet. D'Solidaritéit, déi hei muss spillen, ass d'Basis vun der Union a wäert och hëllefen déi Ongläichheiten, déi haut sécher bestinn, sou schnell wéi méiglech aus der Welt ze schafen. Dat hëlleft eis zesummenzewuessen a mécht et all Dag méi onméiglech eis erëm ausereen ze driewen.

Den Här Calmes huet iwwert déi prezis Chiffere geschwat; ech ginn net weider drop an. Ech wëll schlussendlech just nach soen, dat ee muss wëssen, dat eng Net-Erweiterung och hire Präis hätt. D'Scheitern vun der Erweiterung géing sécherlech an deene Länner d'wirtschaftlech Emstrukturéierung, d'auslännesch Investissementsen an deene ekonomeschen Opschwonk staark bremsen. Dat kéint zu Onstabilitéit an Onsécherheet féieren. Wichtig Dossier, wéi d'Bekämpfung vun der organisierter Kriminalitéit an der illegaler Immigratioun, géinge riskéiere keng Prioritéit méi ze sinn.

Mir sinn haut an enger globaliséierter Welt an an deem Kontext ass eng erwidert Union sécher eng Chance. Op där enger Säit ass den internen ekonomesche Benefiz enorm, well den interne Marché sech wesentlech vergréissert. D'EU, mat sengen zéng nei Länner, wäert déi drëtgréisst Bevëlkerung vun der Welt hunn; 450 Milliounen Awunner, 3,9 Milliounen km². D'Union wäert wirtschaftlech e Ris ginn, a besetzt och nach déi zweet Reservewährung vun der Welt. Dat ass an deser globaliséierter Welt wichtig, well et gëtt eis d'Méiglechkeet fir eng éischt Plaz an der Weltpolitik ze spillen an domat eis Ideale vu Fräiheet a vu Fridde méi staark ze maachen. Mä dofir muss mer et nach fäerdeg bréngen, eis ege Strukturen definitiv ze festegen an eis déi nei Constitutioun, déi mir onbedéngt brauchen, ze ginn. Och wann dat 2003 net gelongen ass, sinn d'Chancen heivir nach net verspillt.

Als Lëtzebuerg hu mer hei eng wichtige Roll ze spillen. Eis Crédibilitéit a Saachen Europapolitik hängt ouni Zweifel dovunner of, dat et fir jiddereen vun eise Partner dorausse kloer ass, dass dat Bekenntnis zu Europa eent ouni Hannergedanken a vu wierklecher an déiwer Iwwerzeugung ass.

Här President, des Elementer wollt ech an d'Diskussioun erabréngen, well se méi wichtig, méi wiesenshaft fir den Erweiterungsprozess sinn, dee mir erliewen, wéi d'Klausel vum Accessionsvertrag. Den Traité ass Droit, e besteet aus Regelen, ouni déi et zwar net geet, mä déi e gréisseren Zweck ze erfëllen hunn, wéi sech selwer ze dengen. D'Erweiterung ass eppes Lieweges, hei geet et ëm Leit, ëm 100 Milliounen Europäer, ëm Europa an dat, wat mer als kontinental Gemeinschaft haut sinn a muer wëlle ginn.

Et geet awer och ëm den Émgang mat deenen neie Memberen vun europäesche Club. Den Traité gesäit beim fräie Verkéier vun de

Persounen - an et ass schonn ugeschwat ginn - eng maximal Iwwergangszäit vu siwe Joer vir, während där déi aktuell Memberstate kënnen wäitgehend déi Restrictiounen beim fräie Persouneverkéier bäibehalen, déi se och haut applizéieren.

Déi siwe Joer hunn net eng Tranche, mä dräi Tranchen. Eemol zwee Joer fir den Ufank, dann dräi Joer, während deenen op Deklaratioun vun de Memberstate vun haut weider Restrictiounen kënnen applizéiert ginn, an dann nach eng Kéier zwee Joer, déi e Memberstat kann notzen, wann en der Kommissioun kann duerleeën, dass völeg Fräizüegekeet vun deenen neien Uniounseuropäer géif zu schwéier weierende Perturbatiounen op sengem Aarbechtsmaart féieren. Lëtzebuerg wäert déi zwee éischt Joer notzen an dat, mengen ech, haaptsächlech aus zwee Grënn.

Éischtens ginn dës zwee Joer vu villen, bal alle Memberstate genotzt, a wa just mir se net géifen applizéieren, dann hätte mer eventuell mat enger Zort vun Awanderungsdruck ze rechnen; souguer wann dat nëmme e puer dausend Leit wäeren - well Lëtzebuerg ass kleng - kéint dat eis äusserst grouss Schwierigkeete maachen.

An zweetens soll awer och gemeinsam an där ganzer heuteger Unioun dofir gesuergt ginn, dass mer e Message an déi nei Memberstate schécken, dee seet, dass et wichteg ass, do ze bleiwen, do seng Hand unzepakken, do matzehlfele, fir dass et weider no uewe geet. Et soll also queesch duerch d'Unioun eng gréisser Migratiounswelt vermiede ginn, am Intéret vun alle Memberstaten, deenen alen an deenen neien.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mä loosse mer eis näischt virmaachen, kee Mënsch verléisst wierklech gär seng Heemecht. Scho guer net dann, wann et do besser weidergeet, wéi op anere Plazen op déi ee kéint goen. D'Leit a Slowenien waarden net just drop auszewandern, d'Leit an Estland wëlen net just dringend aus hirem Land eraus. Natierlech gétt et ëmmer Migratiounen, och an der aktueller Unioun, an déi wäerten och an der vergréisserter net ofhuelen, mä unzehuelen, Milliounen vu Métel- an Osteuropäer hätten de ganzen Dag soss näischt ze dinn, wéi drop ze waarden endlech kënnen an de Westen ze plënnere, ass falsch. Wien déi Länner kennt, em déi et geet, weess wat fir eng wirtschaftlech Fortschreiter do an deene leschte Jore gemaach goufen an dee weess och, dass d'Leit an dese Länner houfreg op hir Leeschtunge sinn - zu Recht iwwerengs - an dass se wëlle weider um Erfolleg vun hire Länner matschaffen.

E ganz wichtegen Aspekt vum Émgang mat der Erweiterung vun der Unioun, muss d'Vermittlung vun dem Message sinn. Mir mussen bei eis de Bierger vermittelten, dass déi nei Uniounseuropäer eng Beräicherung fir eis politesch Entreprise sinn, a keng Belaaschtung. Jiddferee vun eis ass gefuerdert, dës Botschaft ze transportéieren.

Här President, d'Accessioun vun deenen zéng neie Memberstaten ass - ech hunn et scho gesot - en epochale Virgang, well mat him eng Ära, déi vun der europäescher Trennung, definitiv an onwidderrufflech ophéiert. Europa féint zu sech selwer erëm, d'Europäer begéine sech nees op natierlech Manéier, ouni Barriären, ouni Zonk, ouni Grenzpoten, ouni Visa an ouni Angscht. Mir hunn d'Glück, dese Prozess erliewen a begleeden ze kënnen.

Déi Generatioun vu Politiker, déi d'Erweiterung vun der europäescher Unioun no Osten an d'Wäer geluecht hunn an déi Parlamentarier, déi queesch iwwert de Kontinent den Accessiounstraité stëm-

men, huelen Deel an engem Virgang, wéi en an där Gréisstenernung net all Jorhonnert stattfënt. Loosse mer eis d'äers ganz einfach bewosst sinn, wa mer herno iwwert d'Bäitrettsvertrag ofstëmme. Et ass fir eis all - an dovunner sinn ech iwwerzeegt - an diesem Haus e Vote, wéi mer en duerno an eiser politescher Aarbecht vläicht net méi wäerten erliewen. D'CSV stëmmt selbstverständlech jo zu diesem Projet. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Wiseler. Den nächste Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Merci, Här President.

Här President, no deem flamboyant Plädoyer vum Här Wiseler, gétt et schwéier fir nach e Krack drop ze leeën.

Plusieurs voix. - Oh là là!

M. Ben Fayot (LSAP). - Et ass jo och schonn oft gesot ginn, dass d'Erweiterung vun der europäescher Unioun no Osteuropa an dem Mëttelmier en historesche Moment ass. Mä dee Moment ass e laange Moment, well e wäert trotzdem eng Partie Joren daueren, souguer eng Partie Jorzéngte.

Wéi kann een esou ee geschichtsträchtige Moment ugoen? Ech menge mat Realismus fir d'éischt, wuel och mat Optimismus awer och am Geescht, dass eppes Wichteges geschitt an dass awer nach vill Aarbecht virun eis läit; eigentlech ass de Wee d'Zil.

Här President, d'Etape bis zu deem Moment vum 1. Mee 2004 si bekannt. An den zéng Joer vun europäesche Rot vu Kopenhagen am Juni 1993, bis zum Bäitrettsvertrag vum 16. Abrëll 2003, huet Osteuropa sech rasant verännert; an d'Europäesch Unioun iwwerengs och.

Aus de fréiere Volleksrepublik vum Sowjetimperium, mat hirer verstëbster Wirtschaft an hirem Polizeiregime, sinn dynamesch an demokratesch Länner ginn, déi sech no Westen an iwwert den Atlantik och no den USA opgemaach hunn. Villes un där Entwécklung ass nach ambivalent; zum Beispill deene Länner hiert Verhältnis zu Europa an zu Amerika, wat jee no de Situatiounen hin- an hierschwankt. Feelentwécklung sinn och net auszuschléissen, nationalistesch Reaktiounen goufen et, mä insgesamt ass en Zréckgoen net méi méiglech, weder fir déi Länner, nach fir d'Europäesch Unioun; an och net fir Lëtzebuerg. Souguer wann ons Chamber theotesch d'Méiglechkeet hätt, fir dese Vertrag net ze stëmme, gesäit een effektiv keng Ursaach, fir dat ze maachen.

Mir mussen dobäi wëssen - et ass jo gëschter a virgëschter duerch d'Zeitunge gaangen -, dass d'Bierger zu Lëtzebuerg der Erweiterung ganz virsiichteg vis-à-vis stinn - fir dat emol esou auszedecken. An engem Sondage vum Hierscht 2003 hunn 43% gesot, si wëllten e selektiven Élargissement. Een Drëttel wëllt kee weideren Élargissement méi; dat muss ee wëssen an och probéieren ze verstoen.

Eng Ursaach dofir ass menger Asicht no, dass weder en öffentlechen Débat während dem Erweiterungsprozess stattfonnt huet, nach genuch Informatiounen vermittelt goufen. De ganze Prozess vun der Erweiterung ass leider typesch fir d'Manéier, wéi oft an de vergaange Jorzéngten Europa gemaach ginn ass, nämlech vun uewen no ënnen an net mat de Bierger zesummen.

Här President, mir stëmme fir d'Erweiterung, well se an der Linn vun enger Politik läit, déi säit dem Fall vum eiserne Virhang säit 1990 duerchgezu gouf. Et geet em

d'Stabilisation vun Osteuropa an em d'Verankerung vun deene Länner an Europa. Keng politesch Kraaft huet zu Lëtzebuerg zu iergendengem Zäitpunkt säit 1990 déi Erweiterung a Fro gestallt. Déi dräi gréisser Parteien waren a verschidde Regierungen un der Virbereedung bedeelegt, an och fir déi aner Parteien war d'Erweiterung keen Thema. Dobäi kënn, dass den Erweiterungsprozess elo schonn seng wirtschaftlech a politesch Virdeeler am Westen, wéi am Osten, gewisen huet.

Sécher léist den eigentlechen Akt vun der Erweiterung kee Problem direkt. Alles hänkt vum gudden Wëlle vun de Partner of; zum Beispill, d'Deelung vun Zypern ass net iwwerwonnen mat der Erweiterung. D'Tierkei, déi esou liebed gär an d'Europäesch Unioun kéim, kann hir Vasallen op der Insel net iwwerzeegen de Friddensplang vun der UNO unzehuelen.

Bis zu diesem Abléck hunn d'Bäitrettslänner insgesamt viles fäerdeg bruecht. Villes steet awer nach op. Mir sinn an der Mëtt vum Iwwergang vun engem Ufer zum aneren.

Esou hunn déi Länner wuel alleguer demokratesch Institutiounen, mä an de Berichter vun der europäescher Kommissioun kënn ëmmer erëm de Reproche vun der Korruptioun, dem Klientelismus an dem schlechte Justizapparat. Skandalen bleiwen do net aus.

Och de wirtschaftlechen Zoustand vun den Erweiterungslänner soll een net iwwerbewäerten. Wa Länner wéi Ungarn a Slowenien relativ no bei den heitegen EU-Koheisiounslänner sinn, wat hiert Bruttoinlandsprodukt ugeet, esou gétt et an anere Länner nach ganz grouss Ennerscheeder.

Sécher hunn déi Länner relativ héich Wuesstumsraten an en héicht Entwécklungspotenzial, mä nach geet et drëm e wëlle Kapitalismus ze verhéieren, mä virun allem eng nohalteg Wirtschaftsentwécklung, déi d'Mënschen an d'Émwelt net vergësst, ze förderen.

Dëst alles verlaangt vun den Erweiterungslänner, et ass scho gesot ginn, an och och vum ons selwer, vill Versteesdemech a Gedold, och vill Geld aus den EU-Fongen a vun de Leit aus den Erweiterungslänner vill Ustengungen, vill Sacrificen. A wann dann d'Geld vun de Koheisiounsfonge muss ëmverdeelt ginn, dann hunn dës Länner déi gréisste Besoinen. Déi 40 Milliarden Euro, déi bis 2006 virgesi sinn, wäerte sécher net duergoen, fir déi riseg Émstrukturéierungen ze finanzéieren.

Vergiesse mer och net, dass d'Ustengunge fir e Land, fir an d'Europäesch Unioun anzutrieden, haut méi grouss sinn, wéi bei de viregten Erweiterungen. Den Acquis communautaire ass schonn héich entwéckelt. Zum Beispill sinn déi europäesch Direktiven iwwer Santé et Sécurité au travail mat héije Käschte fir d'Betrieb verbonnen. Datselwecht géllt fir Émweltdirektiven. D'Émwelbilanz vum Kommunismus an Osteuropa ass jo bekanntlech verheerend wat d'Industrie, d'Waasser, d'Offallwirtschaft an d'Sécherheet vun der Atomindustrie ugeet. D'europäesch Bank fir Rekonstruktioun an Entwécklung - BERD - huet de Käschtepunkt vun der Aféierung vun den EU-Émweltnormen op 100 Milliarden Euro geschat. An trotz munchen Ustengunge wäert et nach Joren dauere, bis déi Länner op eiselem Niveau sinn, an deen Niveau ass jo och bei eis nach net ëmmer dat Gielt vum Ee op deem Plang.

Eng ganz besonnesch Erausforderung ass och den duebele Mouvement vun der Öffnung vun de Bannegrenzen an dem Zoumaache vun de Baussegrenzen.

Déi nei Länner mussen d'illegal Awanderung an d'Europäesch Unioun verhéieren. Dat alles verlaangt weider vill Mëttele.

All déi sozial, wirtschaftlech a politesch Émwälzunge sinn e laange Prozess, dee mer zesumme mat den Erweiterungslänner mussen goen. Dee Bierger, deen dat duerstellt, erkläert och firwat d'Erweiterung eigentlech bei eis an a munchen Erweiterungslänner net ëmmer populär ass. Et ass wuel net esou, dass d'Leit dergéint sinn, mä si verstinn net, firwat dat alles esou schnell an esou massiv muss sinn.

Firwat, froen d'Leit, net fir d'éischt mat fënnef Länner ufänken, wéi dat am Ufank virgesi war? Et gétt ons dann erkläert, dass all déi Länner direkt Vollmitglieder wollt ginn, dass se an de Club wollten erakommen, fir matzestëmme, fir voll dovunner ze profitéieren a méiglechst schnell deen Niveau ze errechen, dee mir hunn. Et wollt kee vun hinnen eng labber Confédération, wéi de François Mitterrand dat een Abléck proposéiert hat.

Neen, et sief dann. Mir mussen alerdéngs, mengen ech, eng Lektioen doraus zéien, besonnesch wa mer gesinn, dass d'Verdieuung vun der EU net Schrëtt mat der Erweiterung hält. Wat d'Europäesch Unioun méi grouss gétt, wat et méi dréngend ass, sech Gedanken iwwert d'Verdieuung vun der Unioun ze maachen, grad ewéi iwwert déi endgültig Grenze vun der europäescher Unioun.

Här President, eng ganz aner Fro stellen d'Relatiounen vun der europäescher Unioun mat hiren Noperen am Osten an am Mëttelmier duer. Wann Europa a Friden an a Wuelstand liewe wëllt, muss et sech beméien, dass d'Länner u senger Grenze politesch stabel a wirtschaftlech entwéckelt sinn. Fir ons Stabilitéit ass et noutwendeg, dass Russland sech zu engem demokratesche Land mat héijem Liwensniveau entwéckelt, dass et de Krich an Tschetschenien op en Enn bréngt, dass d'Länner vun der fréierer Sowjetunioun sech selwer bestëmmen kënnen, dass d'Nationalitéitkonflikter do geléist ginn.

Och fir d'Stabilitéit an Europa muss de Konflikt an Zypern a villméi nach deen téschent Israel a Palästina geléist ginn. Et mussen normal a friddelech Bezéiunge mat de Länner ronderëm dat ganzt Mëttelmier entwéckelt an ausgebaut ginn, well soss packt Europa de Problem vun de wirtschaftleche Flüchtlingen aus deene Länner net, déi eng héich Gebuerterat an en niddrege Liwensniveau hunn, well soss normaliséiert sech eis Bezéiung zum Islam net, a soss kënn dës Géigend net zur Rou.

Här President, d'Erweiterung mécht selwer nei a grouss Perspektiven op. Wéi scho gesot, constatéiert een eng gewësse Virsiicht, wann net eng Filiositéit bei de Bierger, neierdéngs och bei deenen, déi d'politescht Soen an onsem Land hunn. Och an anere Länner. Een Ausdrock dovunner ass de Sinneswandel vun der Regierung an der Fro vun der libre circulation des travailleurs, also vum fräie Verkéier vun den Arbeitnehmer.

Lëtzebuerg huet bis viru kuerzem duerch de Mond vun sengem Premierminister itérativement wësse gelooss, dass et keng Iwwergangsperiod fir de fräie Verkéier vun den Arbeitnehmer aféiere wëllt, an dofir en Zitat vun e puer, déi ech kënn bréngen. Den 29. Abrëll 2002 huet den Här Juncker an engem Interview mam „Trierischer Volksfreund“ gesot. Zitat: „Ich weiß nicht, warum die Vorstellung grassiert, dass sich die Osteuropäer jetzt völkerwanderungsartig in Bewegung setzen. Meinem Kabinett und dem Parlament werde ich vorschlagen, dass es in Luxemburg für Ost- und Mitteleuropäer keine Übergangsfristen gibt. Man sollte aufhören den Menschen Angst zu machen.“

(Interruption)

D'Ursaach fir déi liberal Astellung war, Här President, dass Lëtzebuerg, entgéint Däitschland an Éisträich, déi direkt un der Grenz mat Erweiterungslänner leien, keng Invasioun vun Aarbechtskräften ze fäerten huet. D'Kommissioun huet gerechent, dass an de kommenden zéng Joer zwou Milliounen Arbeitnehmer bei déi 700.000 kéimen, déi elo schonn aus deene Länner an d'Europäesch Unioun schaffe kommen. Wéi vill et der genee zu Lëtzebuerg sinn, weess ech net. Den Här Calmes huet vun 2.000 geschwat, déi elo hei wäeren. Ech hunn aner Zuele gelies vun 8.000, mä dat ass jo am Fong geholl fir den Abléck net esou wesentlich. 80% vun deenen zwou Milliounen Leit wëllen an Däitschland an an Éisträich schaffen. D'Erfaahrung mat Spuenien a Portugal gétt och ugefouert fir ze berouegen.

Wéi sot onse Premierminister, an ech muss deen nach eng Kéier zitieren, well déi Denkaart ass interessant, déi sech an deem Interview weist. Nach eng Kéier den „Trierischer Volksfreund“: „Als der Beitritt von Portugal und Spanien sich ankündigte, habe ich als junger Staatssekretär im Arbeitsministerium mit beiden Ländern eine Übergangszeit vereinbart: zehn Jahre. Die waren zerknirscht, haben aber zugestimmt. Nach fünf Jahren habe ich die restriktiven Bestimmungen aufgehoben. Es handelt sich ja eh nur um eine Erfindung der Bürokraten.“

Da sitzen Menschen in Brüssel, Berlin und Wien in ihren geheizten Büroräumen und denken über die Zukunft der Welt nach. Und denken: Wenn ich anderswo das Doppelte verdienen könnte wie in diesem miesen Büro, dann sollte ich sofort dahingehen. Das gilt aber kaum für polnische Bauern (...), da verlässt niemand Haus und Hof, sein Dorf, seine Freundin oder seinen Freund, um nach Deutschland zu gehen. Die Menschen lassen sich nicht von aufgeregten Regierungsbeamten vorschreiben, was sie tun oder lassen sollen. Solche Fantasien bestehen nur in Angstträumen mancher Menschen im Westen.“

Nun huet eis Regierung trotzdem decidéiert, esou eng Iwwergangsperiod anzeféieren. Weder de Berichterstatter vun der Chamber nach d'Regierung hunn eigentlech Erklärungen iwwert dee plötzleche Sinneswandel ginn. D'Madame Ausseminister huet et als Décision vun der Regierung duergeluecht, déi kee Kommentar néideg hätt. Dat ass e bësse wéi „Roma locuta, causa finita“.

(Hilarité)

Dat verhéinert awer net, Här President, dass Wull am Tirang ass. De Conseil d'État huet a sengem Avis dozou bemierkt, dass d'Arbeitnehmer aus den neie Bäitrettslänner ënnert d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 28. März 1972 géife falen, a spezifesch ënnert d'Artikelen 26 an 28 dovunner.

Den Artikel 26 seet jo, dass e Friemen eng Aarbechtsgenehmigung brauch, an den Artikel 28, dass d'Ressortissant-communautairen dee Permis net brauchen. Anscheinend wollt oder wëllt d'Regierung duerch Règlement grand-ducal virgoen. Mä ech mengen, wann een dat hei kuckt, kann ee menger Meinung no kee Gesetz duerch e Règlement, och esouguer net duerch e Règlement grand-ducal änneren. Wa se also de fräie Verkéier vun den Arbeitnehmer aschränke wëllt, muss se dat iwwer e Gesetz maachen. Dëst wäert héchstwahrscheinlech net esou einfach sinn, well jo d'Indépendanten net dovunner concernéiert sinn an d'Definitioun vum Travailleur nom Artikel 25 eng ganz large ass. Och Stagiaire falen drënner. Wéi et mat de Studenten ass, weess ech net. Mä ech mengen hei géif also e ganz dréngenden Opklärungsbedarf vu Säite vun der Regierung bestoen.

Bekanntlech ass d'Regelung wéi se am Vertrag enthalen ass, den Här Calmes huet et jo och gesot, flexibel, well se kann tëschent zwee a siwe Joer bedroen. No zwee, dann no dräi, a weider no zwee Joer kann nëmmer erëm gekuckt ginn ob se wierklech néideg ass. Ech mengen, déi Länner ronderëm ons, dat ass och scho gesot ginn, an déi meescht vun deene Länner an Europa hunn des Regelung ugefrot, obschonn et am Ufank nëmmen duerno ausgesinn huet wéi wann nëmmen Däitschland a Frankräich dofir a Fro kéimen.

Déi Länner, dat muss een awer och soen, déi déi Regelung agefuert hunn, déi also de fräie Verkéier vun den Arbeitnehmer fir zwee Joer oder fir fénnef Joer oder fir siwe Joer net wëllen aféieren, hunn do eng gewisse Flexibilitéit erbruecht. Si hunn extra Bestëmmunge fir d'Bierger aus eenzelne Baitrëttslänner virgesinn. Esou huet zum Beispill Eisträich eng Ausnahm fir gewësse Kontingenter vu Stagiairé gemaach. Ech sinn och der Meenung, dass d'Studenten, d'Professeren aus deene Länner, Stagiairen, Spezialisten an Experte misste mat gréisster Flexibilitéit och bei ons behandelt ginn, an datselwecht gëllt fir Leit, déi elo bei ons sinn a wou ee sech wierklech kann iwwerleeën ob ee se net soll regulariséieren, well et jo awer an dräi Méint oder knapps dräi Méint Bierger vun der Europäescher Unioun sinn. Op ons Uni wäerten och Studenten aus deene Länner kommen, an et stellt d'Fro sech, wéi mer mat deenen ëmginn, wa se zum Beispill schaffe wëlle fir hir Studien ze bezuelen, wat jo ënner Studenten oft de Fall ass.

Wa Lëtzebuerg elo méi restriktiv gëtt, kann een dat duerch déi méi grouss Aarbechtslosigkeit erklären an och nach verstoen. Ech muss lech awer soen, am meeschte steiert mech déi Démarche vun der Regierung an enger europapolitischer Hilsicht. Mir wëlle jo mat deenen neien EU-Länner, déi meeschtens kleng- a mëttelgrouss Länner sinn, gutt Relatiounen opbauen. Onse Statsminister reest vill dohinner an emfängt och vill Leit aus deene Länner hei bei ons. Dëst sinn nei Mäert, nei Opportunitéiten och fir ons Betriber. Mir maachen Ambassaden op. Den Handel mat de Baitrëttslänner huet an zéng Joer 300% zougeholl, an dofir wär et interessant ze wëssen, wéi d'Investissementer vu Lëtzebuerg sech weider do vullen entwéckelen, a wat fir Gebitter sech Lëtzeburger Firmen do nei Mäert opmaache kënnen. Hu mer eng Strategie, esou wéi aner grouss Länner eng entwéckelt hunn? An ech mengen et ass ze bedauern, dass eng Lëtzeburger Perspektiv, eng zusemmenhängend Lëtzeburger Perspektiv vun der Erweiterung, vun deem, wat no dem 1. Mee 2004 kënnt, feelt.

Här President, iwwert den eigentleche Baitrëtt vun zéng neie Länner eraus ass ze ënnersichen, wat mat der Europäescher Unioun insgesamt geschitt. Et ass fir d'éischt d'Trennung tëschent der öffentlecher Meenung an den Acteuren vun europäesche Prozess, déi mer Suerge mécht. An de Baitrëttslänner ass d'öffentlech Meenung net ëmmer beegeschtert iwwert d'europäesch Integratioun. Eng Partie Leit extrapoléieren hir historesch Erfahrung am fréiere Sowjetimperium, am real existéierende Sozialismus, a gesinn an der Europäescher Unioun e streng zentralistesch Regime, dee vu Bréissel - wéi fréier vu Moskau - regéiert gëtt. Et geet Rieds vun engem europäesche Superstat, deen d'Identitéit an d'Onofhängegkeet vun de Memberlänner géif minéieren. Ech brauch jo virun dëser Chamber net ze soen, wat alles dorunner falsch ass. Mä déi Angscht gëtt jo och vun de Souveränisten iwwerall wéi vun der extremer Lénker an Europa geschürt. Deen Euroskeptizismus grad wéi de bornéierten Nationalis-

mus si Geforen, déi net ze ënnerschätze sinn.

Géint des geféierlech Tendenzen ass dat beschte Mëttel, de Bierger kloerzemaachen, wat déi europäesch Integratioun heescht, a fir se weiderzedreiwen, fir se ze verdéieren. D'Bierger verlaangen zum Beispill no méi kloer verständlechen Zilsetzungen, dat heescht no kloer festgeluechte Kompetenzen fir d'Unioun a fir d'Nationalstaaten. De Bierger muss kënnen verstoe firwat d'Europäesch Unioun zoustänneg ass. E muss dat an engem einfachen a verständlechen Text erëmfinden. All Bierger, grad wéi seng politesch Gewielte musen novollzéie kënnen, ob d'Unioun genee dat mécht firwat d'Memberstaaten hir Kompetenzen ofgetratt hunn. Mir hunn dat am Verfassungstext vum Konvent esou gemaach. Et ass offensichtlech, dass d'Europäesch Unioun vun de Länner ëmmer da Kompetenz kritt wann all Land eleng net méi handlungsfäeg ass. Dëst ass de Fall an der Währungspolitik. Et ass de Fall an der Koordinatioun vun der Finanz- a Budgetpolitik, an der Handels- grad wéi an der Ëmweltpolitik. An et ass de Fall an der Sozial- an Aarbechtsrechtspolitik wann d'Grenze verschwannen an d'Mënschen iwwert d'Grenzen eraus schaffe ginn.

Eng Unioun vu 25 verlaangt no verständlechen Institutionen, mat klorer, demokratescher Legitimitatioun. Wann een hei wëllt erklären, wéi d'Unioun dann elo tëschent dem 1. Mee 2004 an dem 1. Oktober 2004 funktionéiert, wat tëschent 2004 an 2009 geschitt, da bréicht een dofir eng hallef Stonn, esou komplizéiert ass dat. Et ass dofir héchstbedauerlech, dass d'Minister an der Regierungskonferenz d'Veereinfachung an d'Veerdeiwung vun der Europäescher Unioun net fäerdeg bruecht hunn. Nach haut besteet däitscher Nuecht iwwert dat, wat dann elo an dem Här Berlusconi senger berühmter Lëscht steet. An ech mengen dëst ass ëmsou méi bedauerlech wéi de Konvent e gudd Kommiss virgeluecht huet un deem jo och déi Regierungen deelgeholl hunn, déi herno an der intergouvernementaler Konferenz näischt méi dovunner wësse wollten.

Dat gëllt souwuel fir déi aus der heiteger Europäescher Unioun wéi déi vun den neie Baitrëttslänner. Et kann een net mat engem stupid Sproch wéi „Nice oder den Doud“ Politik maachen. Baitrëttslänner verdeedegen de Vertrag vu Nice ënnert dem Prétexte, si wieren domat an de Referendum gezunn. Nun hunn déi Referende vum 8. März 2003 bis den 20. September 2003 stattfonnt, zu engem Zäitpunkt also, wou de Konvent amgaange war an et kloer war, dass d'Europäesch Unioun d'EU-Vertrag um Leescht hatt an de Mandat vum Konvent iwwergesot och säit dem Dezember 2001 bekannt war. Et ass kloer, Här President, dass d'Europäesch Unioun op all deene Pläng do muss weiderkommen an dass se sech net ka leeschten, déi Verdeiwung net ze maachen.

Fir ofzeschléissen, Här President, mir Sozialiste stëmme fir d'Erweiterung, déi en Ofschluss an en Ufank ass. Et ass den endgültige Schlusstréch ënnert d'Trennung vun Europa an Zäite vum Kale Krich, an Zäite wou Europa an d'Welt dauernd um Bord vun engem Weltkrich waren. Et ass den Ufank vun engem vereenegten Europa, wat ëmmer erëm op en Neits sai Wuelstand, de Friden, d'Demokratie verdeedegen an ausbaue muss. Mir stëmme fir d'Erweiterung, fir dass ons Kanner hiert Liewen ouni Krich kënnen maachen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Paul Helminger. Dir hutt d'Wuert, Här Helminger.

M. Paul Helminger (DP).- Här President, meng Virriedner hunn elo scho ganz villes gesot an ech géing mech gäre ganz ausdrécklech deene Wierder vum Rapporteur, deem ech iwwergesot merci soen, uschléissen: Sengen ausféierlechen Ausféierungen iwwert den Inhalt vun dem Vertrag, dee mir haut sollen ofstëmmen an deem mir eis Zoustëmmung ginn, de Repercussionen, déi dee Vertrag fir Lëtzebuerg hunn, bis hin zu deem Präis, deen, wéi e gesot huet, all gutt Saach huet an dee mir eigentlech mat enger gewësser Begeeschterung och d'accord solle si fir ze bezuelen, well deen Akt ass effektiv extrem wichteg.

Ech deelen dem Kolleeg Claude Wiseler sai passionéierte Plädoyer fir déi nei Baitrëttslänner. Hien huet eis gewisen, dass et sech hei net ëm abstrakt Entitéiten handelt, mä ëm Mënschen, déi eng oft schicksalsträchtig Geschicht haten, an déi mir solle mat oppenen Aerm ophuelen. Hien huet der nëmmer e puer ernimmt. En hätt och kënnen vun den Tschechen a vun den Ungare schwätzen, mat deenen eis eng ganz ganz laang Geschicht verbënnt, déi bis an d'Mëttelalter zrëckgeet. En hätt kënnen vun de Pole schwätzen, wat e Vollek ass, dat wéi kaum en anert ëmmer erëm an de Konflikter an Europa gebedelt ginn ass, dat wéi kaum en anert an der europäescher Geographie hin- an hiergeschubst ginn ass am Kader vu Konflikter tëschent de Groussmächten, an deem seng Awunner zu den éischten Immigranten hei zu Lëtzebuerg gehéiert hunn, déi eis gehollef hunn eng Industriewirtschaft opzubauen an domat de Grondsteen zu eiser eegener Prosperitéit ze leeën.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech deelen och dem Här Fayot seng Suerg, dass dat Europa, op dat mir higin, dem Bierger soll sou verständlech sinn, dass en net nëmme versteet, wouërëmmer et geet, mä dass en och novollzéie kann, wéi do Décisionen, déi hien all Dag ëmmer méi betreffen, geholl ginn.

Ech géing mech och dofir wëlle relativ kuerz faassen, an en fait just e puer Gedanken dozou ubréngen, fir nach vläicht weider ze ënnersträichen dat Epochaalt, vun deem de Claude Wiseler geschwat huet. Wann ech u meng eege professionell Vergaangenheet denken, da muss ech soen, dass ech 1974, also viru genau 30 Joer, dobai war, wéi zu Helsinki de Schlusssakt ënnerschriwwen ginn ass vun der Konferenz iwwer Sécherheet an Zusemmenarbecht an Europa. Mir ware schon deemools eigentlech beegeschtert vun deem Resultat, woubai déi Ambitioun, déi mir deemools haten, just déi war, dass dat gedeelten Europa, wou kee Mësch deemools nach dru geduecht huet a scho guer net gewot huet, déi Deelung eigentlech fundamental a Fro ze stellen, mä dass déi zwee Deeler vun Europa wa schon net mateneen, dann awer kéinten e bësse méi friddlech an e bësse méi einfach niewentenee kéinte liewen.

Dann ass de Bou séier gespaant, an en ass en fait geschichtlech onheemlech séier gespaant ginn, dat mir elo haut 2004 en fait en Traité ratifizéiere kënnen, deen d'Widdervereenegung vun deem Europa besigelt, wou et méiglech soll ginn, fir net méi nëmmen niewenteneen ze liewen, mä mateneen an enger gemeinsamer europäescher Zukunft ze schaffen an déi opzubauen.

Déi Fro, déi sech effektiv stellt, dat ass: Kann dat zu 25, muer 27, iwwermuer vläicht 28 an nach méi funktionéieren? An ech mengen wierklech, dass dat net nëmmen

eng Fro ass vun der Effikassitéit oder vum Gläichgewicht vun den Institutionen, mä éischer déi Fro, oder d'Antwort vill méi op déi Fro, ob mir alleguerten zesumme genuch deele vun enger gemeinsamer Visioun, vun enger gemeinsamer Ambitioun fir déi Zukunft vun Europa, fir dass mir dat Europa kënnen virubréngen.

Sécherlech deele mer haut e fräiheetlechen, demokrateschen a politesche System, mir deelen déiselwecht Opfaassung vum Respekt fir d'Mënscherechter. Mir deelen och nach de Glawen, dass d'Prosperitéit vun deem Einzelnen, mä och de Fortschritt vun eiser Gesellschaft am beschten duerch d'fräi Maartwirtschaft mat enger gesonder Dosis vu sozialer Solidaritéit garantéiert ass. Mir gleeuwen, dass oppe Grenzen a fräi Bewegung vu Leit, Gidder a Kapital net nëmmen de wirtschaftlechen a soziale Fortschritt förderen, mä och nei a méi déif Solidaritéit tëschent de Mënschen op deem Kontinent schaffen. Mä geet dat duer?

An de 50er Joren, wéi déi éischt europäesch Institutionen jo hei zu Lëtzebuerg ugefaangen hu mat schaffen, do huet eppes ganz Déiwes eis verbonnen, dat war d'Iwwerzeegung, dass mer ni méi géinge Krich wëllen, e Krich, dee just eriwuer war, e Krich, dee ganz oft tëschent eisen zwee groussen Nopere gefuert ginn ass, wou mir gewéinlech mat zu deene Leidtragende gehéiert hunn. Ass déi Ambitioun, ass déi déif Iwwerzeegung, ass déi Motivatioun fir zusemmen-zeschaffen, an net een niewent deem aneren, ass déi Motivatioun haut nach erhalen? A wat kann d'Motivatioun vun engem Europa vu wéi gesot 25, muer nach méi, sinn am Joer 2000 an doriwwer eraus?

Negativ wéi mir deemools gesot hunn, ni méi Krich, kéinte mir héchstwahrscheinlech haut soen, ni méi ee gedeelten Europa, vun deem och nach en Deel ënnerdréckt wär. Positiv mengen ech bal misst een och haut kënnen soen, e géientent Europa, e wierklech géientent Europa, wat sech an der Welt fir déi him eege Wäerter asetzt, mä awer och fir eng Weltuerdung, déi op internationalem Recht, net op Muecht- an Hegemoniedenken, fousst. An do misst mer da vläicht eppes Éisches léieren, fir eisen Émgang ënner eis selwer an der Unioun vun 25, nämlech dass mir an där Unioun selwer erauswuessen iwwer Muecht- an Hegemoniedenken. Dass mer net bei all Geleeënheet erëm an d'Fal falen oder eis afänke loosse an engem Strait tëschent deene Groussen an deene Klengen, deen iwwergesot historesch an där ganzer Zäit, wou d'Unioun besteet, ganz wéineg op Realitéite fousst.

Et ass selten eng Décision net geholl ginn, well déi Kleng net d'acception gewiescht wäeren oder Opposition gemaach ginn ass. Et ass vill méi oft eng Décision net geholl ginn, well déi méi Grouss net ënner sech eens waren, an et ass, wann déi Grouss ënner sech eens waren, och ganz oft zu engem Fortschritt komm, dee fir jiddereen en fait e Fortschritt war.

Ech maachen déi Iwwerleeunge virum Hannergrond - an de Kolleeg Fayot huet virdrun deen Thema och schon ugeschnitten - vun deem, wat sech op der intergouvernementaler Regierungskonferenz ofspillt, net nëmmer op där heiten, mä och schon op der Konferenz vun Nice, déi jo dem Asetze vum Konvent virausgaangen ass, a wou ee gemengt hat, dass d'Regierungen deemools zu 15, haut dann elo zu 25, verstanen hätten, dass dat aalt Denken, déi national Egoismen, dat Feilschen ëm theoretesch Positionen vun Influenz an der Unioun eis net géife virubréngen, mä dass dat, wat ee bräicht en neien Elan zu engem méi wierklech géientent Europa mat enger gedeelten Ambitioun géing féieren.

Elo kann ee verstoen, dass fir vill vun deenen neie Länner, a vläicht och nach fir en Deel vun deene méi ale Länner, dee Konvent mat senger Ambitioun fir déi Europäesche Unioun eng Constitutioun ze schreiwen, verfréit komm ass.

Fir déi nei Länner kann ech dat novollzéien. Si hu knapp hir Onofhängegkeet erreecht gehat. Si hunn e gewaltigen Effort gemaach, dee mir eis jo hei, mengen ech, iwwerhaapt net kënnen virstellen, fir hire ganze politesche System ëmzekermpelen, zum Deel nei ze erfannen, fir eegestänneg nei demokratesch Institutionen opzubauen, fir hir Wirtschaft aus der Planwirtschaft eraus an d'sozial Maartwirtschaft ze féieren - e gewaltigen Effort wéi gesot -, an da gi se invitéiert net nëmmen hir Adhësioun zu der Europäescher Unioun, déi jo op dem Traité vun Nice fousst - loosse mer dat net vergiessen - ze ratifizéieren an zum Deel hirem Vollek an engem Referendum ze explizéieren, de Risiko anzegoen, fir dee vum Vollek bestätegt ze kréien an dann zur gläicher Zäit Diskussionen ze féieren iwwer en Europa wat a wesentlechen Deeler eigentlech soll en anert, en neit, e bessert - géinge mir soen - Europa ginn, mä vläicht awer fir si e bëssen dären Gudden ze vill.

An dach ass op deem Konvent - an et soll eis elo net Leed doen, dat dee Konvent stattfonnt huet, au contraire - déi wesentlech europäesch Fro no enger gemeinsamer europäescher Ambitioun an no vereinfachten, méi transparenten, méi biergnoe Moyenen, fir déi Ambitioun gemeinsam ze realiséieren, wuel gestallt ginn. An ech sinn och nach haut, géing ech mengen, mat deene meeschten, déi um Konvent waren, net nëmmen de Lëtzeburger Verrieder, mä mat deene meeschte Konventionellen iwwerhaapt, der Meenung, dat do duerch d'Bank gutt a flott Antwerte fonnt gi sinn, déi et och haut nach derwäert wäeren, fir zrëckbehalen ze ginn.

An deem Sënn géing ech un déi al Memberen, déi um Dësch vun der Regierungskonferenz setzen, en Appel riichten, fir sech un déi Chancen, déi mer an der Vergaangenheet verpasst hunn, well mer deen europäeschen Elan net haten an ze vill an eisem nationalen Egoismus stieche bliwwen sinn, ze erënneren an dorauser vläicht de Mutt ze schafen, fir resolut no vir ze goen, an en Opruff un déi nei Membere maache fir ze verstoen, dat mer an deem vereenten Europa, zu deem se elo bäigestouss sinn, mat neien Ambitioune fir sech selwer a fir seng Roll an der Welt a fir déi Mënschen, déi op deem Kontinent liewen, och do d'Zukunft an der Gemeinsamkeet am gemeinsamen Effort sichen an net am Gedrängels ëm d'national Interessen.

E kuerzt lescht Wuert, Här President, iwwert dat Thema, dat vläicht awer derzou bäigedroen huet, dat och bei eis an de Sondagen déi Erweiterung net méi esou beegeschtert opgeholl gëtt, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war, an dat ass dach awer an enger wirtschaftlecher Situatioun, déi net méi esou roseg ass, wéi se nach virun e puer Joer war, vläicht dach awer déi Angscht, dat Leit, déi vu baussen era kënnte kommen, well se nach méi hongereg sinn, well se vläicht nach prett sinn, fir méi Efforte fir manner Suen ze maachen, nach géingen zousätzlech Schwierigkeete bei eisen Aarbechtsplazen oder soss wou bedeiten.

Ech si wierklech der Meenung, dat et, esou wéi elo haut d'Geographie vun den Haltungen vun de Memberstaaten ausgesait, och fir Lëtzebuerg iwwerhaapt net méiglech war, fir net vun där Méiglechkeet Gebrauch ze maachen, déi am Traité drasteet, jiddefalls emol déi éischt Iwwergangsphas vun zwee Joer, sou wéi se och an den Traité virgesinn ass; a wann et schon nëmme wär, fir dann den Tourismus vun hei an aner Länner eran ze ver-

hënnere. Ech mengen net, datt mer do hätte kënnen aus der Solidaritéit vum eisen Nopeschlänner erausscheren.

Mä dat gesot, verstinn ech zwar déi Angscht, ech deelen se awer net, well ech wierklech der Meenung sinn, dass éischtens an deenen neie Länner - an dat ass vläicht d'Haaptmotiv - net nëmmen, wéi den Här Fayot gesot huet, e polnesche Bauer, oder wien och ëmmer, ier e sech opreeft an en zwousch fortgeet dach awer e ganze Koup Iwwerleeunge féiert, déi wäit iwwert dat rengt Materiell erausginn. Zweetens awer och, well déi Länner selwer keen Intérêt drun hunn, fir déi beschte vun hire Leit ze verléieren, déi bluttnoutwendeg an hirem eegene Land gebraucht gi fir den Opbau a fir dat nach nozehuele wou se eventuell hannendra wäeren.

Op där anerer Säit awer sinn ech der Meenung, datt wa sech Leit géingen heihinner déplacéieren, an e Land wou nach ëmmer e relativ massive Manktem vun Aarbechtskräften, jiddefalls a verschiddene Sparten, ass, mer se eigentlech sollte mat oppenen Äerm ophuelen, well ech der Meenung sinn, datt mer mat eiser Integrationspolitik an e Problemfeld erasteiere wat bis elo ganz wéineg thematiséiert ginn ass.

Mir si jo de Moment eng Wirtschaft, déi an engem ganz groussen Ausmooss op auslännesch Aarbechtskräften ugewisen ass, mä dat sinn ëmmer méi Aarbechtskräften, déi guer net méi hei an d'Land wunne kommen, déi also déi klassesche Mechanismen vun Integratioun, déi mir haten - d'Schoulen, d'Associatiounen -, iwwerhaupt guer net méi matkréien a wat also Leit sinn, déi eis, wa mer eis net nei Saachen afale loosse, wierklech riskéiere relativ friem ze bleiwen.

Während Leit, déi vu méi wäit kommen - dat huet och eis Vergaangenheet gewisen - eng gewësse Chance hunn, fir net nëmmen heihinner ze komme fir e Moment laang hiert Brout ze verdéngen, mä fir sech och eventuell hei néierze loosse an déi, wéi sech dat an der Vergaangenheet ëmmer erëm mat Erfolleg gewisen huet, wann och net an där éischter, dann an där zweeter oder allerspéitstens an där drëtter Generatioun, och gutt Lëtzebuerg ginn, déi entre-temps eis Gesellschaft beräichert hunn.

Ech wollt dat Thema nëmmen uschneide fir ze soen, datt mer eis vläicht och do sollen op déi Thematik astellen, a wéi gesot, och mat enger gewësser Generosität verfolge wat op deem Terrain do wäert geschéien an eis net eleng do vun Angscht dreie loosse. Dat gesot, Här President, wéll ech natierlech confirméieren, datt och d'Demokratesch Partei des Traitée wäert stëmmen. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, 14 Joer nom Fall vun der Berliner Mauer soll haut an deemem Parlament iwwert de Baitrétt vun zéng neie Länner an d'Europäesch Unioun decidéiert ginn a wou Lëtzebuerg säin Accord dozou soll ginn. Et ass sonner Zweifel e wichtege, wann net esouguer en historeschen Ablack. Dat ass ganz evident, well et bedeit, datt mir als Land sollen eisen Accord dozou ginn, datt d'Europäesch Unioun vu ronn 375 Milliounen Leit op 450 Milliounen Leit eropgeet. Ech mengen, dat ass eng Décisioun, déi importent ass an déi dofir och muss als sollech ervirgestrach ginn.

D'Bierger aus der Europäesch Unioun - aus deene 15, déi mer elo hunn, respektiv och déi aus deenen zéng Länner, déi elo wäerte baistoussen - erwaarde sech villes

vun der Europäesch Unioun. Si erwaarde sech Wirtschaftswuesstem, méi Räichtum an och Vollbeschäftigung oder op jidde Fall sou vill wéi méiglech Beschäftigung, fir kënnen enger Aarbecht nozegoen a fir de Chômage esou niddereg wéi méiglech ze halen. Déi Debatten, déi mer elo féieren iwwert den Élargissement an iwwer verschiddene institutionell Froen, ginn a mengen Aen eng falsch Prioritéit vis-à-vis vun deene Problemer, déi sech soss d'Leit dobausse stellen. An d'Leit hunn duerch deen Élargissement Ängschten iwwer sozialen Dumping, Ängschten iwwer déloyal Konkurrenz an Ängschten iwwert de Käschtepunkt vun deem Élargissement.

An ech bedauern, datt déi Hurra-Europäer, déi et queesch duerch Europa gëtt, ëmmer weider versiche fir Europa hannerun zouenen Dieren evoluéieren ze loosse, statt den Dialog mam Bierger ze siche an ze kucken, fir verschiddene Ängschten ofzebauen, respektiv op verschiddene Ängschten ze reagieren. An dat ass dat, wat ee permanent muss feststellen, beispillsweis huet den europäesche Konvent an der Transparenz siégéiert, jiddereen hat d'Méiglechkeet, fir informéiert ze ginn. Wann een awer gesäit wat um Niveau vun der Regierung gemauschelt a gehandelt gëtt, da gesäit een, datt dat alles wéi net transparent ass.

Mä fir op déi Ängschten a Suerge vun eise Bierger anzegoen, muss een och verschiddene Punkten ervirsträchen. De Käschtepunkt schéngt regléiert ze sinn - weinstens um Pabeier.

Fir d'Joren 2004 bis 2006 hunn ech ausgerechent, datt de Käschtepunkt pro Joer a pro Awunner bei 15 Euro misst leien. Fir 2007 ass d'Stabiliséierung vun den Agrar Ausgabe virgesinn an e Plafonnement vun den Ausgabe fir d'Regionalpolitik op 4% vum PIB. Dat maach u sech berouegen, mä deeslewechten Abléck héiert een awer och, datt eng Debatt an Europa stattfënn um Niveau vun de Finanzministeren, a notament provozéiert vun der Europäesch Kommissioun, déi wëllt, datt déi eenzel Memberlänner an Zukunft net méi nëmmen 1% vun hirem Akommes, vun hirem PIB, an d'europäesch Keess ginn, mä 1,24% vum PIB. Dat wär eng gewaltig Steigerung, an et kann een do op jidde Fall ganz gedeelter Meenung sinn. Mir wëllen als ADR kloer soen, datt mir géint esou eng Evolutioun sinn. Ech mengen, d'Einnahme vun der EU ginn duer: si muss kucken, datt se domadder eens gëtt. Dofir soe mer och ganz kloer, datt déi aner Debatt iwwer eng Eurosteier op Käschte vun den nationale Budgeten och eis Zustimmung net fënn.

Deen Élargissement bréngt vill Ängschte mat sech iwwer sozialen Dumping a Concurrence déloyale vu verschiddene Betriber hei zu Lëtzebuerg, an dofir begrësse mer, Madame Ministerin, datt d'Lëtzebuerg Regierung sech endlich d'accord erkläert huet fir eng Iwwergangsbestëmmung anzegoe vun zwee Joer fir déi Leit, déi aus deenen neie Länner wëllen op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi also an Zukunft dat och nach kënnen maachen, mä op Basis vun engem Permis A, wou een doriwwer diskutéiere kann, ob een hinnen net soll vläicht en Avantage ginn, andeem een net méi de Permis A pro Person virgesäit, mä esou Saache virgesäit pro Secteur. Ech mengen, dat sinn Aménagementer iwwert déi een diskutéiere kann.

Mä wat awer och eis kloer schéngt, dat ass, datt wann ee wëllt esou eng Iwwergangsperiod ofsécheren, da muss dat iwwer e Gesetz goen. An déi Iddi, déi een Abléck an der Commissioun des Affaires étrangères an och vum Ministère des Affaires étrangères komm ass, vun der Regierung respektiv vum Rapporteur komm ass, fir esou eppes iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal ze rege-

len, ass eng total Illusioun, well et gesäit een, datt een domadder keng Base légale schaafft, fir datt de Minister iergendwéi kënn agräfen, an dofir hoffe mer, datt d'Regierung ganz rapid e Gesetz déposéiert.

Dann ergëtt sech, muss een och soen, datt déi ganz Debatt vum sozialen Dumping awer net onnëtz ass. Vläch net an deem Ausmooss wéi mer vläch könnte fäerten, datt elo massiv Leit aus deene Länner géingen hei op Lëtzebuerg komme fir hei ze schaffen. Dat gleewen ech perséinlech net. Mä wat awer och kloer ass, dat ass, datt eng rezent Vergaangenheet scho gewisen huet, datt notament iwwert d'Sous-traitance bei verschiddene Marchés publics verschiddene Entreprises hei op Lëtzebuerg komm sinn, déi manifestement déi bestehend Gesetzgebung a Sozialgesetzgebung net respektéiert hunn, an d'Enquête vun der Inspection du Travail et des Mines ginn an déi Richtung, an dofir ass et scho richtig, datt een awer nach hei am Land eng Kontroll iwwert déi ganz Evolutioun behält fir dem sozialen Dumping an der Concurrence déloyale vu verschiddene Betriber entgéintzewierken. Mä et wäert och verschiddene Annerunge bréngen, well, bien entendu vum 1. Mee un, fir allequerten déi Leit, déi an engem fraie Beruff sinn, de libre établissement awer gëllt.

Dann um institutionelle Punkt gëtt oft hei diskutéiert - an ech hat ee vu menge Virriedner nees héieren an déi Richtung plädéieren -, datt et elo zu 25 géng méi schwéier gi fir Europa virunzedeiwen. An da gëtt ëmmer am Hannerkapp eng Iddi lancéiert, dat ass déi vun dem Europa vun zwou Vitessen oder vum Kerneuropa, wou et een Europa wär, wat géing séier evoluéieren, an alleguer déi aner Länner an Europa, déi géingen dann eben e bësse méi lues deen europäesche Wee goen.

Ech mengen, datt et schlecht ass, iwwerhaupt esou Debatten ze féieren. Zwee verschiddene Europae sinn net tragbar. Dat bedeit, datt ee just nëmmen d'Rad vun der Geschicht zréckdréint statt virunzedeiwen. Wichteg ass et, datt all Länner, déi an Europa sinn, versiche méi no beienaner ze kommen, datt et sozial Konvergenzkritäre gëtt, grad wéi mer dat bei de Mënzen, bei den Devisen, de Fall haten, fir datt een datselwecht och um soziale Plang virgesäit, an ech bedauern, datt iwwerhaupt Debatten opkommen, fir datt déi eng nees erëm méi séier solle virkommen, anstatt ze kucke fir den Acquis ze konsolidéieren.

En drëtten Punkt bei där Debatt ass natierlech och dee vun der weiderer Erweiderung vun Europa. Mir mengen do ganz kloer, datt et besser wär, Europa géing elo emol kucke fir den Acquis ze konsolidéieren. Datt mer d'Diskussioun mat Rumänien a Bulgarien musse weiderféieren, ech mengen, déi sinn elo esou wäit engagéiert, datt dat eis de richtige Wee zwar schéngt ze sinn, mä awer muss ee vläch iwwert d'Iwwergangszäiten diskutéiere wéini se kënnen Member ginn a wat d'Konditiounen sinn.

Ganz reservéiert muss ee sech weiderhi vun der Accélération vun Diskussiounen iwwert d'Adhésioun vun der Türkei weisen, well d'Menscherechtsverletzung ginn nach wie virun, déi geographesch Problematik an déi kulturell Problematik bleiwe bestoen. De Fait, datt d'Türkei nach ëmmer een Deel vun Zypern besat hält iwwer hir Baueeren, déi se aus hire Länner op eng kéier dohinner zwangsimportéiert hu fir kënnen Gewiicht nach an Zypern, an türkeschen Deel vun Zypern duerstellen, ech mengen dat alles beweist, datt et verfréit

wär fir elo mat der Türkei Diskussioun weiderzeféieren. Mir hoffen datt, anstatt datt de Processus accéléréiert gëtt, datt en déceléréiert gëtt, an datt een au contraire versicht fir mat Kooperationsaccorden der Türkei entgéintzekommen a mat hinnen zesummeschaffen, statt op deen anere Wee ze goen, dee bis elo verschiddene Regierungen, op Drängen notament vun Däitschland, sech opdränge gelooss hunn.

Madame Ministerin, Här President, ech wëll soen, datt mer als ADR eng gewëssen Hoffnung hunn an deen Élargissement, mä datt et och verschiddene Ängschte gëtt wou elo d'Regierung um nationale Plang gefuerdert ass, verschiddene Mesuren ze ergreifen, fir datt déi Ängschten net zum Droe kommen. Dat gesot, wëll ech awer den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet ginn.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRENG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wollt och fir d'éischt dem Rapporteur emol merci soe fir säi gudden Rapport, deen hie gemaach huet. Ech wëll och all deene Kollege merci soen, déi, loosst mer soen, scho méi eng pathetesch Beschriewung vun dem historesche Kontext gemaach hunn. Ech wëll dat net nach eng kéier widerhuele wat vun hinnen hei gesot ginn ass. Ech wëll awer haaptsächlech am Ufank, wat den historesche Kontext ubelaangt, op eng, zwou Saachen agoen, wou ech vläch e bësselchen, ech wëll net soen eng aner Aschätzung hu wéi Verschiddener hei virun, mä zumindest vläch eng Rei Elementer an d'Debatt matgeheien, déi e bëssen an där historescher Beschriewung vergiess gi sinn.

Ech mengen, et ass evident, datt besonnesch déi Erweiderung hei, loosst mer emol esou soen, en dueblen historesche Charakter huet. Deen éischten ass natierlech well et en immense Sprong ass am Kader vun der Erweiderung; esou e grouse Sprong op ee Coup huet déi Europäesch Gemeinschaft nom Zweete Weltkrich nach net gemaach, dat ass ganz evident. Deen zweeten ass awer och deen, well de Gros vun deene Länner, déi elo bätrieden, der sinn, déi eigentlech während iwwer 40 Joer duerch den Zweete Weltkrich vun Europa op eng Aart a Weis ofgetrennt gi waren, déi eben deem sou genanntene fréieren Ostblock ugehéiert hunn, der sou genantener fréierer ekonomescher Entitéit Ostblock, déi awer Länner waren, déi vun hirer geographescher an och kultureller Identitéit hier eigentlech ëmmer zu Europa als solches gehéiert hätten, awer eben dofir net konnten.

Mä ech mengen awer, wann een iwwert den historesche Kontext schwätzt, a sécherlech zu Recht - wéi den Här Wiseler dat hei gemaach huet - déi grouse Bedeitung an dee grouse Mérite vun den eenzelne Völker an deene Länner ervirsträcht, och wéi et zum Fall vun den Diktaturen an deene fréieren Ostblockstate komm ass, dann ass dat sécherlech berechtigt, mä da muss een awer och gläichzäitig soen, datt et eng Rei Ursaache gëtt, firwat et an deene Länner zu deem historesche Prozess mat deene Regimer, déi et do gi sinn iwwer 40 Joer, komm ass.

Ech hu gesot virun, den Zweete Weltkrich an d'Konsequenze vum Zweete Weltkrich sinn zu engem groussen Deel schold, mä dat geet awer eleng net duer, well dat hunn anerer och scho gesot. Et muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wou sinn d'Ursaachen, firwat ass et zum Zweete Weltkrich komm, an da si mer bei där grousser weltwäiter ekonomescher Kris Enn den

20er, Ufank den 30er Joren, a bei de reellen Ursaache firwat et iwwerhaupt an eenzelne Länner zu Diktature komm ass, zu Faschismus komm ass an zu deene fierchterlechen Aussenansetzungen tëscht 1940 an 1945.

Firwat ech dat rappeléieren, dat ass, well ech mengen, datt een awer muss oppassen, datt am Kader vun der EU-Erweiterung, déi elo stattfënn, een net dierf aus den A verléieren, wat den eigentlechen Zweck war, firwat d'Europäesch Gemeinschaft iwwerhaupt gegrënnt ginn ass nom Zweete Weltkrich. Fir d'Europäesch Gemeinschaft an déi Länner, déi se gegrënnt hunn an an deene sou genannt sozial Maartwirtschaften existéiert hunn, war dat souzesoen d'Antwort op deen Desaster vu virum Zweete Weltkrich, an och op den Zweete Weltkrich selwer.

Et ass dofir wichtege, vu datt de Gros vun deene Länner, déi elo bätrieden, net nëmmen Länner sinn, déi einfach esou der Europäesch Gemeinschaft bätrieden, mä an engem immensen Emstrukturierungsprozess sinn, engem ekonomeschen, gesellschaftspoliteschen Emstrukturierungsprozess, datt mer grad dann haut de Gedanke vun der Europäesch Unioun weiderentwéckelen, deen eigentlech aus dem Zweete Weltkrich erauskomm ass an aus all deene Léieren, déi mer du gezunn hunn. Dat heescht, mer mussen derfir suergen, datt esou gutt an deene Länner do wéi och an der Gemeinschaft insgesamt déi sozial, an ech géing esouguer haut soen, och nach déi ekologesche Komponent méi eng grouse Bedeitung spillt, wéi dat an der Debatt ronderëm d'Weiderentwécklung vun der Europäesch Unioun an deene leschten zéng, fofzeng Joer de Fall war, wou ganz vill iwwert d'ekonomesch Bedeitung diskutéiert ginn ass, wa mer geschwat hunn iwwert d'Erweiterung, mä ganz wéineg eigentlech iwwert de sozialen an ekologesche Charakter.

A wann ech e bëssen och kucken, an dat ass zumindest eng Kritik, déi ee muss maachen, wat fir eng ekonomesch Dynamik sech entwéckelt an deenen eenzelne Länner an och do gefördert gëtt, da muss ee soen, datt eng gewësse Besuergnis do ass, datt se eigentlech e bësse vun engem Extrem an dat anert falen, dat heescht, datt een deelweis wëll Dereguléierung muss feststellen, déi eigentlech contraire sinn zum Gedanken, deen d'Europäesch Unioun nach ëmmer misst hunn, eiser Meenung no esouguer nach huet, dem Gedanken, deen aus de Léiere vum Zweete Weltkrich sech herausgeschilt hat. Dat als Virbemierkung.

Zu dräi Punkte wëll ech an deemem Kontext Stellung bezéien. Dat eent ass de gesamtekonomeschen Aspekt. Wat ass d'Bedeitung an deem Punkt vun deser Erweiterung? Dann den Aspekt, deen den Här Fayot och schonn ugeschnitten huet, dee vun der libre circulation vun de Salaréien innerhalb vun där neier Unioun. Och nach d'Finanzen, déi angesichts deenen heftegen Diskussiounen, déi ronderëm de Budget an der Europäesch Unioun stattfannen, am Moment eng gréisser Bedeitung hunn.

Den ekonomeschen Aspekt. De Rapporteur huet zueleméissege beluecht, wat den ekonomeschen Aspekt vun der Erweiterung ass. Zéng nei Länner, 75 Milliounen zousätzlech Awunner duerch déi zéng nei Länner, a wa Rumänien a Bulgarien 2007 nach derbäikommen, da wäert d'Europäesch Unioun ëm 105 Milliounen Awunner méi räich sinn. Dat sinn net nëmmen einfach 105 Milliounen Awunner, mä dat bedeit natierlech gläichzäitig, datt d'EU mat 25 Länner insgesamt 450 Milliounen Awunner zielt, dat heescht, datt se e Bannemaart huet mat 450 Milliounen Awunner.

D'Europäesch Unioun gëtt, menger Meinung no, no där Erweiterung vun 2007 oder esouguer schon no där, déi den 1. Mee d'Joer stattfënnt, de gréissten a kaffraaftstärkste Bannemaart wann e anerläicht am Kontext vun de G7. Ech loosse China natierlech op der Säit, an och Indien. Et ass zimlech kloer, datt d'Europäesch Unioun een enorm ekonomesch Potenzial huet wéinst deenen zwee Aspekter, engersäits wéinst der Awunnerzuel, déi ganz héich ass, mä anerersäits och well et kaum een anere Bannemaart op der Welt gëtt, wou d'Kaffraaft als solch an d'Sozialofsécherung insgesamt esou héich si wéi an der Europäescher Unioun. Dat eleng beleet, wat fir eng Chancen a wat fir eng Erausforderunge sech do handnendru verstoppen.

Et ass nun emol awer esou, datt vun deene Länner, déi den 1. Mee bäikommen, ausser Malta an Zypern, et der lauter sinn aus de sou genannte fréieren Ostblockstaaten, déi eigentlech aus engem ekonomesche System erauswuessen, dee Planwirtschaft geheescht huet, wou alles total zentralistesche a staatlech fonctionnéiert huet mat allen negativen Konsequenzen, déi mer haut kennen. Et gëtt awer och, muss ee soen, eng Rei positiv Aspekter, an dat ass ee Punkt, wou ech fannen, datt déi Länner och misste virsiichteg sinn, datt se net alles iwwer Bord geheien, wat se sech virun allem am soziale Beräich opgebaut haten.

Nun ass et awer emol esou, datt et zimlech schwéierfällg ekonomesch Strukture waren, an datt déi lwwergangphasen eng schwéier, eng schmäärzlech fir déi Länner ass, a wann ee sech déi vill Ausnahmestimmungen, déi mer an deem Traité hunn, emol ukuckt, Ausnahmestimmungen, déi vun deene Länner selwer gefrot gi sinn, sinn et der gréisstendeels, déi absolut essenziell sinn, gesi vu wou déi Länner hierkommen, nämlech aus engem absolut staatleche System, deen elo op e private System iwwergeet. A wa mer wëlle verhënnere, datt am Nu vu Privatpersounen, Gruppen, Entreprises oder vu wem och ëmmer aus deenen anere 15 EU-Länner an dese Länner quasi alles opkaaft gëtt, da versteet ee firwat all déi Schutzregelen, déi lwwergangsregele noutwendeg sinn.

Jiddferree weess, datt a Länner wéi Polen oder Ungarn et wéineg Leit gëtt, déi esou finanzkräfteg si wéi Leit an deene 15 aneren EU-Länner. Wann een einfach mordicus alles opmécht, da gëtt dat en eenzegen Debakel, en eenzegen Desaster. Dat ass zimlech kloer, an da wäeren natierlech d'Reaktiounen, déi an deene Länner géint d'Europäesch Unioun géngen entsoen, zimlech hefteg, an aus deem Grond sinn déi festgehale Schutzmesuren duerchaus berechtigt.

Wann een déi Opbauphasen vun deene Länner kuckt, da stellt ee fest, datt eigentlech hir ekonomesch Situatioun entre-temps relativ gutt ginn ass. Si ass esouguer am Moment, wann ee reng de Wuesstum vum PIB kuckt, besser wéi an de meeschte Länner vun der heiteger Europäescher Unioun. Wann ech nëmmen déi lescht Joren, 2000 bis 2003, huelen, do war en Duerchschnittswuesstum vum PIB vu 4,3%. Vill EU-Länner wäeren iwwerglécklech, wa se de Moment e Wuesstum vu 4,3% vum PIB hätten, virun allem vill grouss Länner.

Déi nei Länner hunn de Moment esou eng ähnlech ekonomesch Dynamik, wéi mer eng haten an der Zäit ier Portugal a Spuenien bäikomm sinn. De Rapporteur huet dat och a sengem Rapport beschriwwen. Einzelner, ech huele Slowenien als Beispill, wat e klengt Land ass, dat, géing ech bal mengen, e bësse vläicht méi Chance hat fir méi flexibel ze sinn a wahrscheinlech aus där Ursach méi séier weiderkomm ass, an ech kucke wéi Slowenien sech an engem

kuerzen Zäitraum entwéckelt huet, dann ass dat einfach formidabel.

Ech kommen zu mengem Punkt 2, dee vun der libre circulation vun de Salariéen innerhalb der Europäescher Unioun. Mir als Gréng sinn der Meinung, datt déi libre circulation temporaire vun de Salariéen, déi zwar virgesinn ass am Traité, déi och elo vu Lëtzebuerg, zumindest an iergendenger Form, besprochen gëtt, obschonn, wéi den Här Fayot unhand vun Zitater vum Premierminister hei beluecht huet, mir, wéi do gesot ginn ass, eng iwwerängschlech Haltung haten, et genuch Beispiller gëtt an der vergaangener Geschicht an och an der heiteger Geschicht, déi beleen, datt déi Ängschten net berechtigt sinn.

Den Här Fayot huet zu Recht gesot, datt déi Leit an hirer eegener Heemecht sech schon eng gewäsen Existenz opgebaut hunn, datt souwiso kee fräiwëlleg einfach esou gäre geet, an datt et och sécherlech net wäert esou sinn, datt do elo op eemol laut, wéi de Premierminister selwer zum Beispill an der Zäit unhand vun engem Zitat vum Här Fayot hei gewisen huet, scho viru Jore gesot huet, datt elo honnertausende Leit géngen do auswandere.

An et gëtt eigentlech e ganz krasst Beispill aus der rezenter Geschicht dat beleet, datt dat net de Fall ass, dat ass d'DDR. Ech mengen nom Fall vun der Berliner Mauer huet ee Land een anert Land aus dem fréiere sou genannten Ostblock quasi missen direkt d'office iwwerhuelen. Do sinn d'Grenzen einfach gefall an et ass alles relativ séier vereenheetlech ginn. A wat ass geschitt? Majo, mir stelle fest, wann ech haut Däitschland huelen an den Ostländer, datt sécherlech nach net alles do ass wéi et soll sinn, oder wéi mir mengen, datt et misst sinn, wat d'ekonomesch Situatioun ubelaangt: de Chômage ass och iwwerhältnisméisseg héich, grad an deene Regiounen, mä wat awer net statfont huet, dat ass, datt op eemol zéngtausende Leit aus Ostdäitschland einfach esou immigréiert wäeren a Westdäitschland.

Et si sécherlech där Phenomeener ginn, mä, Här Glesener, dat huet sech awer limitéiert. Kuckt d'statistesch Zuelen an Däitschland: Wann Der d'Zuelen iwwert de Chômage an der Bundesrepublik Däitschland haut analyséiert, da soen ech lech, dann hutt Der an Däitschland natierlech insgesamt e Chômage, deen héich ass, dee bal bei 10% läit, mä Dir hutt awer grad esou gutt Regiounen, wann ech de Groussraum Frankfurt zum Beispill huelen, wou de Chômage ënner 5% läit.

Dat heescht, et gëtt Regiounen a Westdäitschland, déi ekonomesch einfach gutt do stinn, déi sech och gutt an deene leschte Joren entwéckelt hunn an net dorunner gelidden hunn, datt se zum Beispill fusionéiert si mat engem anere Land, mat all deem, wat ee jo dann hätt kënne fäerten. Datt natierlech dat och Anziehungspoler si fir Leit aus Ostdäitschland, ass kloer. Déi wësse jo wou déi Géigenden a Westdäitschland si wou et sech besser eventuell liewe léisst wéi haut an Ostdäitschland aus deene bekanntenen Ursachen; déi sinn awer net zu zéngtausenden dohinner ausgewandert.

Ech mengen, datt dat souwiso eng Situatioun ass, déi sech no an no wäert apendelen an, wéi gesot, och déi vergaange rezente Geschicht vun der Europäescher Unioun huet um Beispill Portugal a Spuenien an och mat Griichenland bewisen, datt dat de Fall ass.

Mir hunn souwiso, dat hu mer un deene leschten Zuele misse feststellen, an atypeschen Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg, an duerch deen atypeschen Aarbechtsmaart gëtt et eng ganz Rei Secteuren, wou mer och an deenen nächste Méint a Jore wahrscheinlech dach musse Leit importéieren, well mer

déi einfach um Lëtzebuerg Aarbechtsmaarché, och wann de Chômage eropgeet, net fannen, well dat einfach Secteure sinn, wou déi meeschte Leit, déi zu Lëtzebuerg haut liewen a schaffen, entweder eng ze héich Qualifikatioun hunn oder net wëllen dohinner schaffen goen. Mä op alle Fall ass et kloer, et gëtt eng Rei Secteure wou mer se net fannen, an ech mengen, wou datt mer dat wëssen, an och de Rapport vun der Spezialkommission „Immigration“ schwätzt ganz kloer dovunner, misst ee sech iwwerleeën ob een net Verträge mat Dréttländer ofschléisst fir zum Beispill deene Secteuren déi Aarbechtskräften zoukommen ze loosse. Dofir mengen ech, datt mer hei zum Deel eng falsch Diskussioun féieren an eis e bësse iwwerängschlech zoumaachen.

Et ass och esou, datt et an der Praxis net einfach wäert ginn, herne e Reglement an iergendenger Form ze fannen, well dat jo och juristesche nach net kloer ass. Den Här Fayot huet zu Recht drop higewisen an d'Fro opgeworf, ob et duergeet e Reglement grand-ducal ze maachen oder ob een net esouguer misst e Gesetz maachen, oder gesetzlech nach eng Kéier nolégiféiere carrément fir an deem heite Fall eppes ze maachen, wann een déi éischt zwee Joer zum Beispill elo beusprocht. Mä zumindest soll een awer dann oppassen, datt dat Gesetz oder dee Reglement grand-ducal oder wéi och ëmmer, datt déi Regeln awer esou flexibel gehale sinn, datt mer hei net ze vill iwwerängschlech virginn an eigentlech de reellen Donnéeë Rechnung droen an eis net ze vill ofschotten.

Ech mengen et ass och wichteg, datt mer och do net falsch Signaler no bausse ginn. Ech mengen wa mer gären hätten, datt mer net Geeschter erbäischwieren, déi eigentlech keng Berechtigung hunn, well wahrscheinlech de Problem sech an deem Mooss net stellt, dann hu mer Intérêt, éischters hei net mat falsche Kaarten ze spillen an zweetens net iwwerängschlech ze sinn, mä offen un déi Fro erunzegoen, näischt ze brückéiere selbstverständlech, mä offen un déi Fro do erunzegoen.

Da kommen ech zum drëtten Punkt, dat ass de Käschtepunkt vun der Erweiterung an deementsprechend och d'Debatt, déi mer am Moment an Europa iwwert den EU-Budget hunn. Ech fannen et flott, datt de Rapporteur déi Zuelen emol ënnertenee gestallt huet am Rapport wat de Käschtepunkt, de Coût net total vun der Erweiterung ass, an hien huet et jo och virdrun zitéiert: Wann een déi ganz Period hält téschent 1990 an 2006, stellt de Käschtepunkt eigentlech e bësse manner duer wéi 1% vum Produit national brut vun der Unioun vun 1999 oder 0,005% vum PNB vun enger längerer Period an der Moyenne gerechent. Dat heescht, wann een déi Zuelen do géigeniwwerstell par rapport zu deem, wat prognostizéiert gëtt, wat et vu Retombéeë bréngt, och ekonomesch gesinn, bréngt et fir déi Länner souwiso ganz vill.

An de Berechnunge ginn d'Experten dovun aus, datt eleng d'Erweiterung téschent 1,3 an 2,1% u Croissance fir d'Länner selwer bréngt wa se bis bäitrieden, mä och fir déi 15 aner bréngt et en Zousaz. Et gëtt gerechent mat 0,7% Croissance supplémentaire vum PIB duerch d'Erweiterung, dat heescht et kann ee mat 100-prozenteger Sécherheet dovun ausgoen, datt eigentlech de Käschtepunkt largement kompenséiert gëtt duerch de Gewënn, deen een ekonomesch op engem aneren Niveau huet.

Dofir mengen ech, datt eigentlech keng Ursach besteet fir déi De-

batt, déi zum Deel de Moment an Europa e bësse och leeft, woubäi da mat engem Niewenzeigefanger op d'Erweiterung gewise gëtt vun eenzelne grouse Länner, leider virun allem wann iwwert d'Kierze vum EU-Budget diskutéiert gëtt; ech fannen dat total onberechtigt. Mir fannen op alle Fall, datt een op kee Fall soll an déi Richtung goe fir den EU-Budget ze kierzen, an esouwäit ech dat matkritt hunn ass d'Lëtzebuerg Regierung um europäeschen Niveau jo och där Meinung. Ech mengen d'Zuele beleen einfach, datt et ekonomesch net vill Sënn géing maachen.

Doriwwer eraus spillt jo och eppes anescht mat: Mir hu jo all Intérêt, datt déi Entwicklung an deene Länner, haaptsächlech déi sozial Entwicklung, relativ séier weidergeet, datt d'Länner sech relativ séier zum Positiv kënne weiderentwéckelen, well dat de Garant ass, datt mer laangfristeg och d'Friichte kënne ernten, insgesamt gesellschaftspolitesch, vun där Erweiterung oder vun der Unioun, nämlech datt mer duerch eng gutt équipéiert Unioun mat engem gudden a qualitativ Sozialstat eigentlech domadder d'Grondsteng leeën, fir datt mer Friden hunn an Europa, och nach iwwert eng länger Zäit eraus, déi nächst Jorzéngten.

Ech kommen dann och do zu menger Konklusioun. Wann iwwert d'Europäesch Unioun an iwwert d'Weiderentwécklung iwwerhaupt haut vun der Europäescher Unioun diskutéiert gëtt - ech denken natierlech och do un déi Debatten, déi elo op eis zoukommen am Kontext vun der Schafung vun enger EU-Verfassung an doriwwer eraus -, da mengen ech, datt souwiso d'Mënschheet insgesamt haut op enger Kräizung steet. Si steet op enger Kräizung wou se sech muss decidéieren ob mer weltwäit en ekonomesche System entwéckelen, dee gewëssen human, sozial an ekologesch kritäre respektéiert, dat heescht, dass mer eng gerecht Weltwirtschaftsuerdnung entwéckelen, oder ob mer wëllen zréckfallen an d'Feeler vu virun 1940 an eigentlech all d'Léieren aus dem leschte Jorhonnert vergiessen, déi zu deem Desaster vun 1940 bis 1945 an och zum Éischte Weltkrich, dee jo schon e Virleifer dovunner war, gefouert hunn, nämlech datt mer zréckfallen an d'Feeler vu virdrun an datt mer eng Gesellschaft opbauen an där déi wirtschaftlech Interesse vun Einzelnen oder eenzelne Gruppen absolute Virrang hunn iwwer all Allgemengwuel, iwwer all Regele vum Allgemengwuel.

Fir eis als Gréng ass et op alle Fall kloer, datt déi éischt Pist déi richtig ass, nämlech datt mer müssen eng Europäesch Unioun kréie wou et en zolidd Regelwierk gëtt, fir datt human, ekologesch a sozial Considérations eng zolidd Plaz doranner fannen, a wann dat eis geléngt an engem erweiderte Kader, ob dat elo 25 Länner sinn, 27 oder vläicht och eng Kéier méi, da sinn ech der Meinung, datt déi erweidert Europäesch Unioun eng enorm Chance ass insgesamt, well da wäert se eng Ausstrahlung hunn op de Rescht vun der Welt. Da ka se als Modell gi fir de Rescht vun der Welt, an dann hu mer e Beitrag geleescht, net nëmme fir de Friden um ale Kontinent, mä fir de Friden insgesamt an der ganzer Welt.

Et ass fir eis als Gréng dofir och selbstverständlech, datt mer deem Traité wäerten zoustëmmen. Ech soen lech merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ouni Zweifel de Wëlle vun enger Majoritéit vun der Bevëlkerung an de Bäl-

trëttslänner fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, trotz Skepsis an Ängschten, déi bei ville Leit awer nach weider bestinn, iwwerengs och an deene westleche Länner. Ech mengen, dass am europäeschen Erweiterungsprozess e Potenzial läit fir eng demokratesch a sozial Entwicklung vum Kontinent. Ech mengen och, dass et keng Alternativ gëtt zur europäescher Eenegung, an ech wäert duerfir dese Projet hei stëmmen.

Här Fayot, ech si weder Souveränist nach Euroskeptiker. Ech mengen awer, nodeem ech dat elo gesot hunn, et muss een awer och derbäi soen, dass dat mënschlech Entwicklungspotenzial an Europa net genuch an deemem Vertrag mobiliséiert gëtt, dass souguer deelweis dese Vertrag kontraproduktiv ass a muncher Hisiicht an deelweis och Gefore beinhalte. Ech mengen, et soll ee keng blauäugeg Visioun hu vun deem, wat do geschitt. Et ass keen onschëllege Projet. Et ass ee Projet mat engem konkrete wirtschaftlechen Inhalt a mat engem konkrete wirtschaftlechen Hannergrond. Et sinn och grouss ekonomesch Interessen, déi domadder verbonne sinn.

Et gëtt allerdéngs och an Europa Géigeniddien, Géigeninteressen, Géigekräfte. Wichteg ass et, dass se kënne an den demokrateschen Institutionen hiren Ausdrock fannen, an dat kënne se de Moment. Wann ee Léieren aus der Geschicht kann zéien, dann ass et virun allem déi, dass ondemokratesch Gesellschaften, ob se vu riets oder vu lénks sinn, ëmmer an zu Recht fale mussen. Ech wëll awer derbäi och soen, och d'Virgeschichte ass net esou onschëlleg wéi et heiansdo duergestallt gëtt. Och an deene Länner ass et eng Virgeschichte, déi net ëmmer demokratesch war. Et sinn och autoritär an esouguer faschistesche Herrschaften och an deene Länner virdrun ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, an engem Diskussionsbeitrag op enger Konferenz zu Budapest am März 2003 huet de Professor Jörg Huffschmid vun der Universitéit vu Bremen, bekannt och als Animateur vun der Memorandumgrupp vun alternativen europäeschen Ekonomisten, d'Resultat vun de Baitrëttsverhandlungen mat den zéng Länner awer grondsätzlech kritiséiert. Hien huet festgestallt, dass déi europäesch Erweiterung an enger Krisensituatioun stattfënnt, an där mer eis befannen, engersäits enger institutioneller Kris, déi duerch e Mangel un Demokratie an den europäeschen Institutionen, beim europäesche Fonctionnement selwer gekennzeechent ass, e Mangel, deen och duerch d'Aarbechte vum europäesche Verfassungskonvent nëmmen onwesentlech konnt behuewe ginn. Dat hu mer hei diskutéiert, wéi mer déi Debatt iwwert dee Projet haten.

Zweetens, dass déi Erweiterung stattfënnt an enger wirtschaftlecher Kris, déi duerch e luese Wuesstum, eng andauernd héich Aarbechtslosigkeit an och der Oflehnung, der prinzipieller, a mengen Aen dogmatischer Oflehnung, vun enger Wirtschaftspolitik vun öffentlechen Ausgaben a Projeten gekennzeechent ass. Deen Ekonomist huet gesot, dass déi radikal Maartideologie, déi sech jo ënnerschiedslos elo grad esou gutt op Westeuropa wéi op Osteuropa applizéiere soll, de falsche Wee wier, a si kéint déi spezifesch Problemer, déi sech an deene Länner an Osteuropa stellen, scho guer net léisen. Hien huet och gesot, et wier zu iwwerstierzte Privatiséierungen an deene Länner komm an et wäeren déi transnational europäesch Firmen, déi déi grouss Gewënnner vun der politescher Wend an deene Länner gewiescht wäeren.

Dat hätt zwar deene Länner den Zougank zu neien Technologie bruecht, awer och d'Ofhängegkeet vun deene Länner als bëllegen Aarbechtsmaart fir zum Deel délo-

calisiéiert Betriber aus anere Länner. An hien huet och gesot, dass do, wou eng staark institutionell öffentlech Politik de Moment erfuerdert wier an deene Länner, zum Beispill bei der Upassung vun deenen ekonomeschen Infrastrukturen, am Transport, bei de Kommunikatiounsmittelen awer och zum Beispill bei der sozialer Sécherheet, bei den Aarbechtsgesetzer, déi jo hätte missen un dat net liberaalt Émfeld ugepasst a gestärkt ginn, grad do a ville Fäll de Contraire geschitt ass. Mir wëssen och zum Beispill, dass öffentlech Pensiounssystemer zum Beispill an deene Länner radikal ofgeschaaft gi sinn oder an der Tendenz radikal ofgeschaaft gi sinn an eventuell souguer riskéieren eng Kéier eis hei als Modellen entgéintgehalen ze ginn.

Allgemeng kritiséiert gëtt och an der öffentlecher Debatt, dass d'Budgetsmittelen fir d'Erweiderung vun Europa kaum erhéicht gi sinn, zum Beispill d'Infrastruktur-fongen, déi jo, wann ech mech net ieren, bei 0,45% vum europäeschen Nationalprodukt festgefruer gi sinn. Ech froe mech, wéi do déi wuessend Ongläichheeten an Europa - vun deenen de Rapport iwwregens ganz kloer schwätzt, Ongläichheeten tëschent de Regiounen an Europa, Ongläichheeten tëschent deene verschiddene Bevölkerungsschichten -, wéi déi Ongläichheete kënne beseitigt ginn, wann esou weineg öffentlech Mittelen dofir agesat ginn. Scho guer net ze schwätze vun deenen Ongläichheeten, déi elo derbäikommen, doduerch dass de Liebensniveau an deene Länner nach méi niddreg ass wéi dee vu verschiddene Géigenden a Länner an Europa, esou wéi et elo besteet. Dobäi kënnt nach, dass déi wichteg Transferte fir Baitrëttslänner, déi Fongen, déi se solle kréien, sech iwwer eng länger Period erstrecken an net direkt zu 100% agefuert ginn. Zum Beispill d'Agrarsubventionoune sollen ënner 25% am Ufank ausmaache vun deem, wat déi westeuropäesch Bauere kréien.

A schliesslech - an dat ass jo och hei zu Recht betount ginn - gëtt d'fräi Zirkulatioun vun den Aarbechtskräften, déi jo awer e wesentlechen europäesche Prinzip ass, op deem Europa ëmmer berout huet, fir déi Länner op eng Partii vu Joren ausser Kraaft gesat aus protektionistesche Grënn, wat ouni Zweifel och an deene Länner de Chômage, dee schon héich ass, nach wäert an d'Luucht dreien. Dobäi kënnt jo bekanntlech op déi osteuropäesch Wirtschaft a besonnesch op hir Landwirtschaft, an där awer nach ganz vill Leit schaffen, besonnesch an esou Länner wéi Polen zum Beispill, nach ganz vill a puncto Restrukturierung zou.

Et muss een also allgemeng feststellen, dass déi europäesch Erweiderung hei net nëmme Virdeeler fir déi Länner bréngt, déi elo solle Member vun der Europäescher Union ginn, an dass déi Nodeeler awer alleguerten an deem heiten Accord definitiv festgeschriwwen solle ginn. Ech fannen, dass et en onéquilibréierten Accord ass, deem dat meescht dem sou genannte fräie Maart iwwerléisst, vun deem mer jo wëssen, dass e guer net esou fräi ass wéi en heescht, well e gëtt virun allem dominéiert vu grouse Wirtschaftsgruppen. Ech fannen, dass alles deem sou genannte fräie Maart iwwerlooss gëtt an dass an där europäescher Konstruktio, esou wéi se elo virgessinn ass, eng Wirtschaftspolitik ausserhalb dovunner virgesi gëtt.

Ech mengen och, dass et en Accord ass, dee riskéiert d'Déséquilibre an Europa tëschent Aarm a Räich an tëschent de Regiounen nach weider ze verdéiwen. An ech bleiwen der Meenung, dass et sech hei net ëm en demokrateschen a sozialen Entwécklungsmodell handelt, esou wéi een e sech hätt kënne virstellen an esou wéi en duerchaus géif Sënn maachen an

esou wéi en duerchaus noutwendeg wier, dass en an Europa géif entstoen. Ech mengen also, dass d'Leit a West- wéi an Osteuropa an Zukunft nach vill musse streiden an och nach vill sech musse wieren, fir dass en anert Europa méiglech gëtt.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, dat huet näischt mat Souveränismus oder Euroskeptizismus ze dinn, au contraire, ech fannen, dass eng blann Zoustëmmung zu deem, wat geschitt oder eng net kritesch genuch Zoustëmmung zu deem, wat geschitt, dee beschte Wee ass fir erëm an Europa verstärkt Skepsis an Nationalismus opkommen ze loosse. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussion ass elo ofgeschloss an d'Wuert huet elo d'Madame Assesminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt allen Intervenanten an deem Débat merci ze soen an natierlech ganz besonnesch dem Rapporteur, deen en excellenten an exhaustivén Rapport iwwert den Traité d'adhésion vun deenen zéng neie Länner virgeluecht huet.

Erlaabt mer awer och ganz éierlech ze soen, wéi frou ech sinn, dat, wann ech dat elo richteg interpretéiert hunn, des Chamber à l'unanimité hiren Accord zu deem Traité d'adhésion gëtt. Ech si ganz frou doriwwer, well Lëtzebuerg als ee vun de Grënnungsmemberen 1952 scho vun der CECA an duerno 1958 vun dem Traité de Rome domat weist, dat et och haut nach där visionärer Virstellung vun Europa, déi vun - mir géingen jo gäre soen - engem bal Lëtzebuurger, dem Robert Schuman virun iwwer 50 Joer verfaasst ginn ass an dat mir och deenen Iddien haut nach trei sinn. Iddien, déi Europa zu deem gréisste Friddensprojet gemaach hunn, deen ons Regioun a laange Jorhonnerte kann huet. Datt déi Visioun vum Robert Schuman visionär war, dat geet nach eng Kéier aus engem Zitat ervir, wat en 1959 gemaach huet, an erlaabt mer lech dee virzeliesen: „Nous ne devons pas construire l'Europe uniquement dans l'intérêt des peuples libres. Nous devons être en mesure d'accueillir les pays de l'Est, le jour où ils nous le demandent.“

Deen Dag ass ufanks den 90er Jore komm, wou déi Länner, déi d'Victime vum Stalinismus waren, déi fir d'éischt d'Victime vum Nazismus an duerno d'Victime vun der Divisioun vun Europa waren, sech an engem exempläre Kampf hir Fräiheet selwer nees erobert hunn. Den Dag ass also komm wou si uegklatpt hunn a Member vun där grousser europäescher Famill wollte ginn. A jiddereen heibannen - an dat ass kloer zum Ausdruck komm, doriwwer freeën ech mech an dat weist wéi grouss de Respekt ass, deen d'est Haus virun deene Länner huet - huet net nëmme déi historesch, mä och déi moralesch Dimensioun vun där Adhésioun ënnerstrach.

Déi Länner hu sech, wéi gesot, mat ganz vill Courage aus enger Situatioun befreit, déi si net esou gewollt hunn, mä déi anerer hinnen operuecht haten. An den Henri Grethen huet mech virdrun nach just un en anere Sproch vun engem grouse Philosoph, dem Perikles, erënnert, dee gesot huet: „D'Geheimnis vum Gléck läit an der Fräiheet an d'Viraussetzung fir d'Fräiheet ass de Courage.“ Dee Courage hunn déi Länner bewisen an et war dofir och nëmme normal, dat déi aner europäesch Länner offiziell um Conseil vu Kopenhagen 1993 déi prinzipiell Décisioun geholl hunn, dat wann eng Rei Kritären erfëllt wieren, dat si Member vun där Europäescher Famill géinge ginn.

An erlaabt mer vläicht och do lech nach eng Kéier un déi Kritären ze

erënnere. Déi Kritären, déi de Fundament vun eisem Zesummeliewen an deene leschte 50 Joer garantéiert hunn, déi eis Fridden, Stabilitéit a Prosperitéit bruecht hunn; Fridden, Stabilitéit a Prosperitéit, déi mer gäre mat anere wëllen deelen.

An déi „critères de Copenhague“, vun deenen ëmmer esou vill geschwat gëtt, soen dat hei - an ech liesen se vir, sou wéi se an de Konklusioun festgehalé gi sinn: „L'adhésion requiert de la part du pays candidat qu'il ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection, l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union.“

Fir deenen do Kritären ze entsprechen, hunn déi zéng Länner an deene leschten zéng Joer vill geschafft, enorm vill geschafft. De Rapporteur huet et rappéléiert. Dat, wou mir heiansdo esou salopp driwwer ewechginn a vum Acquis communautaire schwätzen, sinn iwwer 80.000 Säiten; 80.000 Säiten, déi d'Regele vun deenen dote Kritären ënnermauern. Déi Länner hunn doru geschafft a si sinn elo op deem Punkt, wou se mat e puer Problemfall - mä déi huet all Land an déi hunn och déi Länner, déi zu deene gehéieren, déi scho méi laang dobäi sinn - deene Kritären do kënnen entsprechen - an de Rapporteur huet vun deene verschiddene Problemfall geschwat.

Mir sinn also elo op deem Punkt, wou an e puer Méint déi zéng Länner wäerte voll Member vun der Europäescher Union ginn. An dat ass, wéi gesot, en historesche Moment. En historesche Moment, well Europa nees géengt gëtt, mä awer och well Europa domat an der Welt eng ganz aner Plaz nach kritt. Eng Welt fir d'Stabilitéit, fir d'Prosperitéit a fir de Fridden, wou mir eis Stëmm - d'europäesch Stëmm - mat engem anere Gewicht kënne virdroen.

Mir wäerten nämlech mat deenen zéng Länner, déi elo Member an der Europäescher Union ginn - an dat ass hei och schon ënnerstrach ginn - op eng Populatioun vu 450 Milliounen kommen a wa mer Bulgarien a Rumänien nach derbäihuelen, da kann ee vun enger Augmentatioun vun 30% vun der Populatioun schwätzen. Dat nämlech géllt och grosso modo fir den Territoire, et kommen 3,9 Milliounen km² derbäi an dat ass och do eng 34%eg Augmentatioun vum Territoire. An dach, wat de PIB ubelaangt, sou wäerte mer nëmme eng knapp 5%eg Augmentatioun vum PIB errechen. A just hei leien - an dat waren déi eenzeg Punkten, déi jo am Fong haut de Mëtten och hei zur Diskussiounen Ulass ginn hunn - déi Erausforderunge fir déi nei Länner an och fir eis, fir déi Ennerscheeder, déi et haut gewëss nach ginn, zesummen ze iwwerwannen, an dat zum Beschte vun ons alleguerten.

An et ass vill iwwer Clauses transitoires geschwat ginn, ob se ubruecht wieren oder net, ob se laang genuch wieren oder net genuch. Et sinn - an ech widderhuelen dat, wat de Rapporteur scho gesot huet - am Ganzen 250 Périodes transitoires virgessinn. Dofir sinn déi allermeescht fir déi nei Länner virgessinn - eleng Polen huet der 40, Malta 35, Lettland 30. Firwat? Mä well een ebe mat Behutsamkeet un déi Differenze muss erugeen an et huet kee Wäert an et ass kengem Mënsch gedéngt, wann een iwwert déi Situatioun an déi Realitéiten do ewechgeet. An dat ass vu villen hei ënnerstrach ginn, et muss een d'Saachen zesummen ugoen an offe kënnen

driwwer schwätzen, well wann dat hei och den Ufank ass, ass et jo weess Gott keen Ofschloss, ganz au contraire et ass den Ufank vun engem Zesummeliewen, wat mer och zesumme musse gestalten an déi Périodes transitoires sinn zesummen ausgehandelt gi mat, wéi gesot, just engem Zweck, fir deen Iwwergang vu ganz ënnerschiddleche Situatiounen - an dat ass d'Realitéit - esou reibunglos wéi méiglech ze gestalten a fir d'Reiwereien an d'Differenzen esou weineg wéi méiglech ze exacerbieren.

Erlaabt mer dofir op ee Punkt ze kommen, dee jo vu villen hei ugeschwat ginn ass, dee vun der libre circulation des travailleurs. Ech wëll net op dat agoen, wat den Här Fayot sech e Pleséier mécht ëmmer nees ervirzesträichen. Ech hunn him oft genuch gesot, dat déi Positioun vun der Regierung ëmmer vill méi nuancéiert war.

Ech hunn an deene leschten zwoe Joer iwwerall wou ech war éischer drop higewisen, dat dat hei fir eis eng ganz delikat Situatioun ass. Mir hunn zwar e ganz dynameschen Aarbechtsmaart, awer och e ganz klengen Aarbechtsmaart a souguer mat 290.000 Aarbechtsplazen ass eise Marché du travail ganz kleng an ech hunn dat bei all deene Partner mat deenen ech geschwat hunn - an ech kommen herno nach zrëck wéi eng Relatioun Lëtzebuerg mat deene Länner opgebaut huet - iwwerall ervirgestrach an ech hunn och iwwerall ervirgestrach, dat jiddereen och misst Verständnes hunn, dat mer awer déi verschidden nei Partnerlänner net kënnen op eng verschidden Aart a Weis behandelen.

Ech menge fir eis war et wichtig, dat mer déi nämlech Aart a Weis vum Traitement fir déi eng a fir déi aner virgessinn hunn an ech hunn also an all deene Verhandlungen, an all deene Réuniounen - dat ass nozeliesen - an alle Procès-verbaux, déi doriwwer gemaach gi sinn, ëmmer op déi dote Situatioun higewisen an also do keng falsch Hoffnungen iergendwéi geweckt.

Ech wëll och nach ee Wuert zu Portugal soen. Et gëtt hei ëmmer gemaach, wéi wa mer mat Portugal zwar eng Période de transition ausgehandelt hätten, awer mir hätten se net an Usproch geholl. Dat entsprécht net der Réalitéit. Portugal ass den 1. Januar 1986 Member ginn an de Fait war, dat mir dee Moment Périodes transitoires vun zéng Joer ausgehandelt haten. An de Fait ass och, dat mer no siwe Joer gesot hunn, mir géinge mengen, elo hätt d'Situatioun sech stabiliséiert a se dofir op den 1. Januar 1993 opgehuewen hunn. Dat heescht awer - an ech mengen déi do Rechnung ka jidderee selwer maachen -, dat mer während siwe Joer eng Période transitoire hate mat engem Land, wéi gesot, wou mer eng bilateral Konventioun hatten - ech wollt dat awer nach eng Kéier hei soen.

An deem Fall gleewen ech net, an ech wënschen et net, dass mir esou laang Périodes transitoires iergendwéi missten an Usproch huelen. Ech brauch net drun ze erënnere, den Här Calmes an anerer hunn et hei gesot, wat am Traité virgessinn ass: Zwoe Joer Période transitoire ass de droit, duerno, wann ee mengt den Aarbechtsmaart hätt nach Schwierigkeiten, kann een et bis fénnef Joer verlängere. Mä no fénnef Joer muss ee scho wierklech argumentéiere bei der Kommissioun fir et kënne weiderzeféieren, an am Fong nëmme Däitschland an Eisträich hu bis elo ugemellt, dass se dat wëllte maachen.

Ech gleewen effektiv och net, dass dat iergendwéi misst an Usproch geholl ginn, mä déi heite Situatioun an déi heite Moossname si jo ebe geduecht fir engem den Iwwergang esou reibungslos wéi méiglech ze erlaben, an d'Regierung huet ganz kloer an unanime d'Décisioun geholl, eben déi zwoe Joer

Disposition transitoire elo emol an Usproch ze huelen, wat net heescht - an dat muss ech grad esou kloer ënnersträichen -, dass net Leit aus deene Länner heihinner kënne schaffe kommen. Et ass just, dass se der Prozedur vum Permis nach während deenen zwoe Joer ënnerluecht sinn. Mä wann de Marché du travail géing eng grouss Demande hunn, a wa Leit aus deene Länner déi Demande kënnen erfëllen, dann hënnert näischt ons drun, deene Leit Permissen ze ginn. An an deem Sënn wëllt d'Regierung eben och d'Moossnamen huelen.

Et ass och hei opgeworf ginn, wéi eng legislativ Aart a Weis déi richteg wär. Et kënnt een dovunner ausgoen, dass eng Notifikatioun un d'Kommissioun géif duergoen. Et kann een awer och, an ech hunn dat och der Regierung proposéiert, ganz precis am Artikel 28 vum Gesetz vun 1972 virgessinn, dass een ee Saz bäischreift, an dee wär wéi folgend: „Sans préjudice des mesures prises pour l'application des dispositions transitoires prévues au traité d'adhésion à l'Union européenne et à l'accord sur l'espace économique européen, le permis de travail“, an dann eben esou wéi den Text haut ass.

Dat wär eng Moossnam, déi eis wierklech géif ganz kloer eben all déi Moossnamen erlaben, déi mir wëlle maachen, an och méi flexibler, déi mer envisagéiere kënnen ze maachen, quitte dass se dann duerno an engem Règlement grand-ducal nach méi precis spezifizéiert ginn. Mä der Regierung hir Volonté politique ass an deem Fall ganz kloer an och unanime.

An do stellt ee jo fest, dass effektiv d'Gemiddler sech an deene leschte Wochen a Méint staark geännert hunn. Virun e puer Méint si mer nach dovunner ausgegangen, dass eng Rei Länner géingen hire Marché du travail opmaachen. Or haut muss mer feststellen, dass ausser Irland an England all déi aner Länner Moossname geholl hunn, fir op d'mannst vun deenen zwoe éischte Jore vun den Dispositions transitoires ze profitéieren. Wëssend dass mir am Häerz vun Europa leien, dat heescht wierklech och iwwer Land errechbar sinn, wär et, mengen ech, net ganz responsabel gewiescht, wa mir dann an Zentraleuropa hei déi Eenzeg gewiescht wären, déi net vun deenen Dispositiounen Gebrauch gemaach hätten, an dofir ass déi Haltung, déi ech selwer an all deene Réuniounen an deene leschten zwoe Joer ageholl hunn, an déi och vun der Regierung wéi gesot confirméiert ginn ass, mengen ech eng am beschten Intérêt vun alle Säiten, well et erlaabt souwuel flexibel op den Aarbechtsmaart ze reagiere wéi awer och ze verhënnere, dass mer op eemol mat Situatiounen befaasst wären, déi mer net méi kënne ganz géieren.

D'Fro gëtt oft gestallt: Wat ass d'Plaz vu Lëtzebuerg, vun engem méi klengen Land an där erweidert Union? Ech kann lech nëmme soen, dass mer an deene leschte Joren d'Kontakter zu all deene Länner extrem ausgebaut hunn. Ech selwer hunn, an dat waren déi éischt Schrëtt, déi ech gemaach hunn, an all déi Länner, an déi zéng Länner, souguer an déi zwielef, wann ech Bulgarien a Rumänien dobäirechnen, bilateral Reese gemaach. Mä net nëmme bilateral Reesen um politesche Plang, och um ekonomesche Plang, am Kader vum Commerce extérieur, hate mir Missiounen an deene leschte véier Joer an déi dräi baltesch Länner, a Polen, an Ungarn, an d'Tschechesch Republik, an d'Slowakei, a Rumänien, an, virun net manner wéi virun enger Woch, an Zypern.

Déi Zuele kommen also net vun näischt, déi Zuelen och vun der Augmentatioun vun eisen Échangé mat deene verschiddene Länner. Et sinn der souguer e puer dobäi, wou et extrem an d'Luucht gaangen ass, net nëmme 300%, mä mat Polen a mat der Tscheche-

scher Republik hu mer eis Échangé souguer verzéngfacht. Wéi gesot, dat ass eent vun deene Resultater, dat eben op déi excellent Relatiounen, déi mir mat deene Länner hunn, zréckzeféieren ass, an et ass och net fir näischt, dass mer scho virun zwee Joer an der Tschechescher Republik zu Prag eng Ambassade opgemaach hunn an dass mer och drun denken, an dësem Joer nach eng opzemaachen a Polen, zu Warschau, wou mer schonn en Haus en vue hunn, a wou mer allerdéngs och nach mussen déi néideg Ressourcen humaines kréien, fir dee Posté kënne wierklech esou ze gestalten, wéi e muss sinn, wann e sengen Aufgabe soll gerecht ginn.

Mir hunn also d'Relatiounen op alle Pläng: um politeschen, um diplomateschen an um ekonomesche Plang, wierklech gestärkt, a wann ech déi Kontakter gesinn, déi mer haten, iwwer all déi Méint an och Joren, souwuel wat d'Conférence intergouvernementale wéi wat d'Konventioun ubelaangt, da kann een nëmme soen, dass Lëtzebuerg hei seng Vermittleroll voll iwwerholl huet, an och bei deenen neie Partner besonnesch als e respektéierten an e crédibele Partner ugesi gëtt. Mir si vläicht méi disponibel a méi llicht accessibel wéi aner vun eise grouse Partner, an dat mécht d'Zesummeschaffe mat deene Länner och wierklech net nëmme ganz flott, mä carrément och beräichernd.

Ech mengen den Här Wiseler hat ganz zu Recht op déi enorm Beräicherung higewisen, déi mer hei wierklech um kulturellen, um soziale Plang mat an d'Europäesch Unioun kréien. Déi Länner waren, wéi et net aneschtens ze erwaarde war, net nëmme ekonomesch a politesch vun eis getrennt duerch den Eiserne Vorhang, mä och dee kulturellen Austausch, dee mer haten, ass dobäi ze kuerz komm, an et ass Zäit, dass mer eis alleguete besser kenne léieren, net nëmme déi politesch Responsabel, do ass viles geschitt, mä dass och d'Leit sech kenne léieren, fir dass se sech respektéiere kënne, an eben och zuenee fannen. Dat ass de Grondstee vun deem Europa, wat de Robert Schuman och viru 50 Joer wollt, wat mir zesumme fir d'éischt zu sechs, dann zu néng, zu zéng, zu zwielef an zu fofzég an elo zu 25 weider wëllen opbauen.

Dee gréissten Défi, dee virun eis steet, dat ass deen, dass mer déi Acquisen, déi mer a 50 Joer zesummen opgebaut hunn, Acquisen um sozialen, um ekonomeschen, um politesche Plang, Acquisen um Niveau vun der Solidaritéit an och der Integratioun, dass mer déi net nëmme net ofbauen, mä dass mer déi zesumme mat deenen Neien ausbauen. Dat ass eng grouss Ambitioun, déi mer mussen hunn.

Wat de finanziellen Impakt ausmécht: Et ass vill hei iwwer Zuele geschwat ginn; ech ginn lech just eng fir lech ze weisen, dass de finanziellen Impakt a kenger Mooss a Relatioun steet mat deem formidabelen Défi an där Chance, déi deen Élargissement ka bedeuten. Fir Lëtzebuerg kascht den Élargissement an de Joren 2004 bis 2006 ronn 50 Milliounen Euro. Dat ass émgerechert op eis Populatioun 40 Euro pro Joer. Dat ass émgerechert nees eng kéier, wann een et méi bildlech wëllt duerstellen, ee Pak Zigaretten de Mount. Wann ee gesäit, wat mer hei zesumme kënnen bauen, Fräiraum fir Fridden, Fräiraum fir Stabilitéit a Prosperitéit, da mengen ech ass de Präis a kengem Verhältnis zu deem, wat d'Erweiderung als Positives ka bréngen.

Dass dat net ouni Ustrengunge geet, dass dat net ouni Hëllef een zu deem anere geet, ass kloer, an och do ass ganz gewëss, dass Lëtzebuerg och do scho Pionéieraarbecht geleesch huet. Mir hunn net gewaart op haut a mir hunn net gewaart op den 1. Mee 2004, fir Pro-

grammer mat deene Länner opzebauen, wou mer hinnen hëlfelefen, sech och déi verwaltungstechnesch Kapassitéiten ze ginn, déi ee brauch fir esou e groussen Apparat wéi deen, deen d'Europäesch Unioun mat all deene Regele ass, fir déi ëmzesetzen.

Mir hunn iwwer 30 Milliounen Euro an deene leschte Joren ausginn, fir hir Leit a Programmer hei mam Institut vu Maastricht auszebilden, fir hinnen um administrativen awer och um juridictionellen, um judiciaire Plang ze hëlfelefen, dat alles am Sënn vun eben, dass mer zesummen eng Communauté de destin sinn, dass endlech Europa wierklech kann d'Blat vu Jalta ëmdeinen, an dass Europa zesummen eng Zukunft huet, déi net nëmme fir Europa wichteg ass, mä wou et säin Apport zu der Stabilitéit um internationale Plang kann a muss bréngen. Dat ass eng grouss Aufgab, eng grouss Aufgab, déi mir awer wéi gesot net géintenee maachen, mä mat eise Partner net nëmme an Europa, mä doriwwer eraus.

Ech si wéi gesot ganz frou, och wann et e bësse spéit ginn ass. De Rapporteur huet frëndlecherweis drun erënnert awer, dass d'Regierung schonn am Juli d'lescht Joer de Projet déposéiert hat. Mä en ass net hei am Haus hänke bliwwen, well d'ëst Haus huet och ganz schnell geschafft - an nach eng kéier meng Félicitatiounen -, awer op enger anerer Plaz war en e bësse hänke bliwwen. Mä wann ech dat Resultat gesinn, dass mir dat à l'unanimité elo kënne stëmme, ech mengen, da war et den Asaz wäert.

Ech soen lech alleguete merci.

M. le Président. - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5190 a stëmme driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass en historesche Vote, dee mir elo iwwer dee Gesetzesprojet 5190 virhuelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jean-not Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Jean-not Krecké), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jean-not Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen),

Jacques-Yves Henckes (par M. Jen-Pierre Koepf), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

(Applaudissements de l'assistance)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Une voix. - Sot dem Premierminister, et wier net fir hie gewiescht!

M. le Président. - Mir si frou, dass de Premierminister och age-traff ass.

Dir Dammen an Dir Hären, also domadder war dee Punkt ofgeschloss. Mir hätten dann elo eng Motioun, déi den Här Mehlen abruecht huet, se ass ausgedeeft ginn, Dir hutt se am Text virleien. Ech meng mir kéinten direkt ofstëmme.

(Interruption)

Neen? Et ass an der Rei. Et hätt jo awer kéinte sinn. Et huet jo jiddferen se viru sech leien. Den Här Mehlen freet d'Wuert.

9. Motion de M. Robert Mehlen demandant à Madame la Ministre des Travaux publics de présenter dans les plus brefs délais sa démission au Grand-Duc

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war natierlech eng komesch Prozedur, wa mer hei iwwer d'Zukunft vun engem Minister vun der groussherzoglecher Regierung géingen ofstëmme, ouni dass mer eis virdrun driwwer ënnerhalen hätten.

Mir hunn dës Motioun erabruecht, nodeem dass d'Dysfonctionnement am Bauteministère sech déi lescht Zäit an engem Mooss gehéift hunn, dass een dat net méi esou kann hinuelen. Et gëtt eng ganz Partie Saachen, déi sech am Laf vun de Joren ugeheeft hunn. Ech zielen se ganz kuerz hei op: Et ass d'Affär, déi lescht elo, wou probéiert ginn ass, op eng e bësslechen douteux Aart a Weis, d'Gesetz iwwer de Fonds de Kierchbiere an deem Mooss ze änneren, dass de Fonds de Kierchbiere der Kontroll vun der Cour des Comptes entzu gi war, wat jo ganz héich Welle geschloen huet. Et gëtt scho ganz laang en Hin an Hier, wat de Bau vum Pei-Musée ubelaangt, wou sech ganz bedenklech Tendenze weisen, et gëtt an deem Zusammenhang eng ganz speziell Fro iwwer d'Honorairé vun dem Architekt, et gëtt Tendenze fir Entrepreneuren permanent ze favoriséieren, déi een dann, wann een d'Reaktioun vun der Ministesch dorop kuckt, och esou net kann hinuelen.

Ech huelen déi éischt, dat ass d'Affär vun der Ännerung vum Gesetz iwwer de Fond vum Kierchbiere. Ech si sécher, dass eenzel Kolleegen am Detail dorobber aginn. Déi Aart a Weis ass esou ofgelaf, dass ee ganz kloer kann d'Konklusioun zéien, dass hei probéiert gi war, d'Chamber ze iwwerfueren. Wéi gesot, Kolleegen, déi nach besser Zäit hunn, wäerte méi op dee Punkt do agoen.

Et ass awer ganz kloer, dass den Administrateur général am Bauteministère, deen nach wie vor de

vollen Appui vun der Ministesch huet, probéiert huet, och nodeem dass d'Affär opgeflu war, d'Öffentlechkeet an och d'Politiker ze täuschen. Hien huet, an ech fannen dat ganz bedenklech, öffentlech iwwer de Radio gesot, dass eigentlech d'Cour des Comptes à l'origine vun där Aktioun gewiescht war. En huet dann dat zitéiert, wat d'Cour des Comptes do émettéiert hätt: „Le texte portant création d'établissements publics, qui existe déjà depuis longtemps, reste le plus souvent muet à ces égards“, an da behaupt hie vu sech aus „iwwer d'Kontroll“ an d'rophiin hätt d'Bauteministesch gesot: „Dann ännere mir dat.“

D'Cour des Comptes huet an engem Bréif un lech, Här President, dorop reagéiert a gesot, si hätt ënner kengen Ernst am Zusammenhang mat der Kontroll déi Ausso do gemaach. A vu dass den Administrateur général behaupt huet, et hätt sech op d'Kontroll bezunn, an do schlechte Wëlle, deen en do gewisen huet, an d'Aart a Weis wéi e probéiert huet d'Chamber an d'Öffentlechkeet ze täuschen, manifest ginn.

Et war jo ee Moment Opreegung. Och den Här Weiler als Fraktiounschef vun der CSV war der Meinung, dass een dat net esou kéint duerchgoe loosse. Herno huet en awer gemaach, wéi wann dat just e Stueram Waasserglas gewiescht war. En anere Member vun der Majoritéit, den honorabelen Här Krieps, huet awer méi däitlech geschwat a gesot, hie war der Meinung, dat dote war e regelrechte Coup d'État.

Här President, mir deelen déi Approche och, well wann ee kuckt, wéi dat Ganz ofgelaf ass, wéi, ob schonn dat ganz onüblech ass, fir d'éischt den Avis vum Conseil d'État gefrot gi war, fir ze kucken, ob et da géing duerchgoen, an et da ganz séier gaangen ass. Ech muss soen, ech hat de Projet de loi den 13. Januar am Courrier électronique, a keng 14 Deeg duerno sollt de Rapport scho gestëmmt ginn, wou een, deen net esou genau gekuckt hätt, sech gesot huet, elo kënnt jo emol den Avis vum Conseil d'État.

Hei war ganz kloer d'Intentioun, fir déi ganz Prozedur ze court-circuléieren an dat doten duerchzekréien. - Souwäit zu deem Dossier, wou wéi gesot aner Kollege sécher nach wäerte Stellung dozou bezéien.

Déi zweet Geschicht, déi vun de Steng vum Pei-Musée: Ech ginn net hei an d'Detailer...

(Interruptions)

Här President, wat ass dat e Gejëimers hei am Sall.

(Interruptions)

Ech ginn net an d'Detailer hei, mä wann dës Deeg, Dir Dammen an Dir Hären, d'Cour constitutionnelle feststellt, dass an deem Dossier do d'Constitutioun violéiert gi war, an dat, an ech wëll dat awer hei an aller Däitlechkeet soen, nodeem dass en Avis juridique virloong, wou e renomméierten Affekot aus enger Etüd, an där souguer een Affekot aus der CSV-Fraktioun dran tätég ass,...

(Interruptions)

Dat ass eng Referenz!

...an aller Däitlechkeet gesot huet, dass et ganz bedenklech war an dass hei de Risque vun enger Violatioun vun der Constitutioun géing bestoen, dass dann trotzdeem eng Sanktioun géint eng Lëtzebuenger Entreprise ausgesprach gëtt, déi näischt aneschtens gesicht huet, wéi hiert Recht fir kënnen an deem Marché do matzemaachen, wat eng Intimidatioun war vun deem ganze Secteur a vis-à-vis vun all deenen, déi net bereet waren, déi Agissementer hinzehuelen, déi do amgaange ware fir nëmme engem eenzelne Fournisseur de Marché zougestoen. An ech erënnere an deem Zusammenhang,

dass en Avertissement komm ass, vun der Europäescher Kommissioun...

(Interruptions)

...- ech weess, dat interesséiert verschidder heibannen net - de 25. Juli 2003, wou d'Europäesch Kommissioun d'Lëtzebuenger Regierung gewarnt huet, an ech zitéieren: „...wurde im Lastenheft auf Steine eines bestimmten Ursprungs aus einem bestimmten Steinbruch Bezug genommen, was jedoch nicht erforderlich gewesen sein dürfte.“ D'EU-Kommissioun seet, dat geet net, et kann een e Produkt ausschreiwene, et kann een awer net soen, d'Produkt muss vun deem Fournisseur oder aus där Carrière kommen. Doréms geet et hei, dass permanent probéiert gëtt, eenzelnen Entrepreneuren d'Marchéen zouzeschousteren an dass näischt geschitt. Datselwech ass op der Place de l'Étoile passéiert, ...

(Interruption)

Den Auteur huet fénnef Minutten an d'Fraktioun der nach eng kéier geféiert, Här Mars Di Bartolomeo, fir de Fall wou et lech interesséiert.

...wou e grouse Marché ausgeschriwwen ginn ass a wou am Lastenheft gesot ginn ass, et misst een op d'mannst 300 Leit beschäftegen fir kenne matzemaachen. Fachleit soen, dass ee fir dee Marché auszeféieren 30 bis 40 Leit brauch. Ech hunn déi Questionioun gestallt - an och an där anerer Saach -, dräi Méint op eng Äntwert gewaart, zwee Méint laang si Rappelen erausgaangen, keng Reaktioun, bis dass mer virun 14 Deeg hei den Héichstand gemaach hunn a gesot hunn, wa keng Äntwert kënnt, dann insistéiere mer, dass d'Ministesch heihinner kënnt a Ried an Äntwert steet. A kengem Land vun der Welt kéint eng Regierung esou mat engem Parlament ëmspringen.

(Interruption)

Här Statsminister, ech fannen et traureg, wéi Dir d'Aart a Weis jugéiert, wéi Är Ministere sech behuelen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech hunn awer näischt gesot!

M. Robert Mehlen (ADR). - Oh, ech hat awer eppes héieren.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech hat lech jugéiert, mä Dir sidd net Minister an Dir gitt et och ni!

Une voix. - Très bien.

M. Robert Mehlen (ADR). - Ennert lech wëllt ech jiddefalls ni Minister spillen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Abee ech och net, dat wier e Grund, fir eppes aneschtens am Liewen ze maachen, wann Dir do géift optauchen.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen (ADR). - Jo, Dir hat schonn eng kéier gesot, Dir géift léiwer beim Hellege Stull Botschafter ginn, do huet de Kollege Gibéryen gemengt, Dir kënnt lech jo och eventuell verbessere.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Da passt op, dass Dir net Poopst gitt!

(Interruptions et hilarité)

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, ech wollt soen, dass hei Kritären ausgeschriwwen gi sinn, déi de gréissten Deel vun de Lëtzebuenger Entrepreneuren écartéiert hunn, an zwar zu Onrecht. Wéi ech d'Questionioun gestallt hunn, hunn ech keng Äntwert kritt. Wéi déi dräi Méint ofgelaf waren, huet d'Madame Kulturminister, déi fälschlecherweis - et war awer net meng Schold - d'Questionioun kritt hat, dem

Här Biltgen d'Questioun zréckgeschéckt an en opgefuerdert, e sollt wann ech gelift der Bauteminitesch, wat si an darselwechter Persoun ass, d'Questioun zréckgeschécken.

Sou gëtt de Geck hei mat der Chamber gemaach. Wéi dunn Damp an der Kiche war, huet se dann awer geäntwert. A se äntwert, dass déi minimal Konditiounen, déi do drasténgen, déi géingen dem CRTIB absolut net entsprechen; dat ass awer net de Fall, an dat ass och dat, wat een hei op de Bam dreift, dass een Äntwerte kritt um lafende Band, déi net stëmmen. Well de CRTIB seet, dass een als Entreprise als minimal Konditioun dat duebelt vu Leit misst hunn, wéi déi, déi um Chantier misste schaffen: dat wäeren der an dësem Fall 60 bis 80 gewiescht, a keng 300.

Ech soen dëst, well hei permanent probéiert gëtt, sou Saachen ze maachen. Eng aner Affär wor mam Centre Pierre Werner - an déi ass op der Televisioun iwwert d'ganzt Land diffuséiert ginn. Do war ganz kloer Favoritismus: Et ass e Produkt ausgeschriwwen ginn, dat war millimetergenau beschriwwen an de Journalist huet et och bewisen. An da kréien ech als Äntwert, jo ma do hätten nëmmen zwee Leit reklaméiert, folglech wär et kee Favoritismus an dofir géing och keng Enquête gemaach ginn, an dofir géingen och keng Sanktiounen ergraff ginn. Wann esou an Ausschreiwunge ka verfuert ginn, ouni dass eppes geschitt, an de Minister net bereet ass, seng Verantwortung ze iwwerhuelen, an do anzeschreiden, Här President, da si mer wäit fort.

An ech kéint elo och nach eng aner Affär nennen, mä meng Zäit ass esou wäit ofgelaf...

(Interruption)

..., mä ech wäert d'Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire mat där Geschicht befaassen, well eendeiteg ee Widder-sproch ass tëschent deem, wat den Direkter vu Ponts et Chaussées seet an deem, wat de Ministère seet, wat den Emploi vum de Fonge vum Fonds des routes ubelaangt.

Ech wëll awer hei zum...

(Interruption)

Jo, ech maachen och elo Schluss, Här President, well et brauch en eigentlech eng hallef Stonn fir dat alles am Detail...

M. le Président. - Dann haalt Der lech dat fir eng aner Kéier.

M. Robert Mehlen (ADR). - Et ass zwar traureg wann esou eeschtt Saache virkommen an et kritt een emol keng Zäit fir driwwer ze schwätzen.

M. le Président. - Dir sollt lech kuerz faassen.

M. Robert Mehlen (ADR). - Mir zéien als Konklusioun, dass d'Ministesch hire Ministère net méi am Gréff huet. D'Alternativ dozou ass, dass si dat gutt fént, wat sech alles do um Käschte vum Steierzueler ofspillt; mä dat wär nach vill schlimmer. Dobäi kënnt, dass se regelrecht de Geck mat den Deputéierten a mat der Chamber mécht, wat sech an enger ganzer Rei vu Questions parlementaires bewisen huet. Mir sinn der Meenung, dass si an alle Fall ontragbar ginn ass an d'politesch Konsequenzen zéie soll.

Här President am Santéministère waren d'Dysfonctionnementer bäi wäitem net esou grouss, wéi se de Moment am Bauteminitère sinn. Deemools huet de Minister déi politesch Gréisst bewisen an d'Responsabilitéit iwwerholl fir déi Faillen, déi deemools kritiséiert gi sinn. Mir erwaarde vum der Madame Hennicot dësselwechtt politesch Gréisst, an enger Situatioun, déi vill méi schlëm ass, wéi dat deemools de Fall war.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot, an dann den Här Weiler.

(Interruption)

Jo, mir fuereen also der Rei no. Loosse mer dann de Fraktiounen no fuereen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Motioun, déi den ADR hei abruucht huet, net nëmmen, dass se voller Franséischfeeler ass...

Plusieurs voix. - Oh! Här Weiler!

(Interruptions)

M. Lucien Weiler (CSV). - PISA léisst gréissen! Mä dat ass, wat all d'Fraktiounen, a wahrscheinlech och d'Leit dobaussen, ganz kloer duerchkucken, en duerchsichtege Wahlkampfmanöver.

An zweetens ass dës Motioun nees eng Kéier e weidere Beweis vum de Methoden, mat deenen den ADR virgeet. Ech wëll soen, dass an deem ganze Kontext, deen den Här Mehlen hei elo duergeluecht huet, hien an deene leschte Méint ganz oft an enger Kommissioun, déi vum Här Krecké presidéiert gëtt, iwwert déi Problematik geschwat huet.

A wann ech alles novollzéien, wat hei vu Säite vum ADR a Besuch op de Bauteminitère gesot ginn ass, wat formuléiert ass wéi follegt, et gëtt gesot, mir hunn héieren, et schéngt wéi wann, et gi Leit, déi behaupten, da muss ech lech soen, Här President - an dat soen ech un d'Adress vum ADR -, dass een dës Zort vu Gerüchtemacherei net anescht als nidderrächteg ka considéréieren. Gerüchter lancéiere géint egal wien, ob eng Verwaltung, ee Minister, e Privatmensch, dat ass dat Minabelst an et ass dat Verwerflechst, wat ee sech ka virstellen, well géint Gerüchter ka kee Mensch sech wieren.

(Interruptions)

An an dëser Motioun geet et weider mat de Gerüchter a mat den Hallefwouerechten; an ech wäert lech der emol e puer opzielen. Den Här Mehlen kënnt hei op d'Tribün a seet, Tentative manifeste de favoritisme, an en zitéiert eng Partie vun Dossieren.

Här President, wann hei iergendwann iergendwou an enger Ausschreiwung e Problem ass, da soll deen op den Dësch kommen, mä et gëtt awer Instanzen, déi d'Saachen hei am Land kontrolléieren; et gëtt Instanzen an der Verwaltung, an et gëtt Instanzen um Geriicht. Déi Leit - an déi den Här Mehlen hei viséiert - sollen op d'Gerichter goen a bei déi Verwaltungsinstanzen goen, do wou déi Saache kënne gekläert ginn. Mä ech hätt gär, dass se géife gekläert ginn, an dass net ëmmer erëm nëmme Gerüchter iwwer all déi Saache lancéiert ginn, Behauptungen an d'Welt gesat ginn, déi ni brauche bewisen ze ginn.

Da kommen ech zréck bei déi ominéis Questiou vum de Pei-Steng; doriwier ass jo u sech alles a viles an deene leschte Méint gesot ginn. Ech kann nëmmen eppes ënnert dem Stréch feststellen an dat ass, dass déi Firma, déi fir d'Pei-Steng responsabel war, déi den Zouschlag fir déi Steng krut, déi déi Steng net konnt liwweren an déi duerno Prozesser ugestiwwelt huet, een iwwert deen aneren a wou den Här Mehlen gesot huet, dat géif de Stat wahrscheinlech Milliounen a Milliounen Schuedenersaz kaschten, déi Firma huet all, awer och alleguerten hir Prozesser zréckgezunn. Et gëtt keen eenzege Produkt...

(Interruption)

Ma dach, also wann Dir dat contestéiert, da leeë mir d'Piëcen hei beim President...

(Interruption)

Jo, jo, mä natierlech kënnt Dir eng Affär, déi am Délibéré ass, net zréckzéien, all déi aner Prozesser sinn zréckgezu ginn. Firwat seet den Här Mehlen net, dass déi Firma all hir Prozesser zréckgezunn huet, dass näischt méi um Lafen ass?

(Interruption)

An da kommen ech zu deem Prozess an deem d'lescht Woch en Arrêt geschwat ginn ass. Da gëtt hei an der Motioun duergestallt, wéi wann d'Ministesch hei eng flagrant Violatioun vun der Verfassung gemaach huet. D'Ministesch huet hei e Gesetz applizéiert, nämlech d'Gesetz iwwert d'Comptabilité de l'État, den Artikel 36.5, deen Artikel an dat Gesetz ass vun dëser Chamber gestëmmt ginn, dës Chamber, an dat huet d'Cour constitutionnelle festgestallt, huet en anticonstitutionnell Gesetz gestëmmt. A wann d'Ministesch ee Gesetz applizéiert, wat dës Chamber gestëmmt huet, dann huet d'Cour d'Chamber condamnéiert, mä en fin de compte net de Ministère.

An dat ass dat wat ech soen, Här President, déi Affär vun den Hallefwouerechten. Et geet net hei ëm Avis juridiques, et geet hei ëm dat wat d'Cour constitutionnelle seet, an et geet ëm dat wat d'Parlament gestëmmt huet. An dat ass jo dat Verwerflech an Ärer Method ëmmer mat den Hallefwouerechten ze operéieren, d'Saachen esou dohinner ze stellen, wéi se an der Realitéit iwwerhaapt net sinn.

An da kommen ech zu där ominöser Fro vun deene leschte 14 Deeg, d'Affär vum Contrôle vum der Cour des Comptes um Kierchbiere. Wat den Administrateur général aus dem Ministère zu där Fro seet interesséiert mech iwwerhaapt net, kee Millimeter. Responsabel fir dee Projet ass d'Bauteminitesch, a wéi de Problem opgefall ass, deen net nëmmen dem Här Krecké opgefall war, deen och aneren opgefall war, dat do eng Interpretatiounsfro kënnt kommen, huet d'Madame Minister zwee Deeg drop op der Televisioun an am Radio kloer an daitlech gesot, wat si dorënner versteet, dat déi Kontroll soll esou bestoe bleiwen, wéi se besteet.

D'Kesseldreiw gong 14 Deeg laang weiter. De leschte Freideg kum d'Ministesch an d'Chamberskommissioun, déi éischte Kéier wou d'Deputéierte sech mat hir ënnerhalen hunn. An Zäit vun dräi Minuten hate mer de Problem geléist, war d'Diskussioun ofgeschlossen. Dat wat d'Regierung seet ass dat wat d'Chamber wëllt, a wat d'Chamber seet ass dat wat d'Regierung wëllt. Dir fuert weiter hei, an de Witz bei där ganzer Affär war, nodeems dat Der während 14 Deeg Demissioune gefrot hutt, sidd Der e Freideg, wéi d'Saache gekläert gi sinn, net an der Chamberskommissioun opgetaucht. Kee vum ADR war do!

(Interruptions diverses)

D'Explikatiounen vun der Madame Minister hunn lech net interesséiert. Dir hat Äre Coup montéiert während 14 Deeg, Dir hutt während 14 Deeg Demissioune gefrot, a wéi d'Saache sollte kloergestallt ginn - Dir wusst emol net, dat eng Sitzung wär, et ass awer...

(Interruptions diverses)

M. Robert Mehlen (ADR). - Den Här Koepp sollt dohinner goen, mä e war verhënnert!

M. Lucien Weiler (CSV). - Also den Här Koepp sollt dohinner goen, mä den Här Koepp war verhënnert, an hunn ass dat an der ADR-Fraktioun net duerchkomm, an dunn huet d'Madame Minister Explikatiounen ginn, mä Dir waart net interesséiert, Dir sidd net komm, Dir hat Äre Coup lancéiert während 14 Deeg, Dir hat Äre Publicitéit no der Method, et bleift schon ëmmer eppes hänken. Dat ass jo d'Method mat där Der virgitt.

An ech hätt jo nach Villes verzielt, wann Der komm wäert dee Moment, wou d'Explikatiounen op den Dësch geluecht gi sinn, an dat kënnen d'Memberen alleguer heibanne bezeien, dat mer bannen zéng Minutten de Problem gekläert hatten.

Et steet weiderhin an Ärer Motioun, et wäeren Tentativé gewiescht, fir dat do ze maachen. D'Ministesch huet no dräi Deeg ganz kloer gesot, a si huet et e Freideg nach eng Kéier gesot; mä hei an deem Land kann ee soe wat ee wëllt, et gëtt einfach gesot, Dir hutt dat net gesot. A wann een et dräimol gesot huet, gëtt nach ëmmer gesot, Dir hutt dat net gesot, an d'Saach ass esou wéi mir dat soen.

Also, Här President, ech wëll lech soen, dat sinn einfach Methoden, déi minabel sinn, déi engem Parlament an Deputéierten net würdeg sinn, wéi hei an enger Rei vun Dossieren virgaange gëtt, an ech muss lech soen, et ass den Uz mat der Demokratie gemaach, fir ouni iergendeng seriö Grondlag virun dëst Parlament ze kommen, an hei Demissioune vu Ministeren ze froen. Ech soen lech, d'Leit dobaussen duerchkucken déi Methoden do a wäerten lech deementspreechend sanktionéieren.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de President vum ADR war a senger Interventioun visiblement schlecht préparéiert. En ass mal à l'aise fir dat wat en hei virgedroen huet, an dat läit och op der Hand, well en huet hei en Dossier plädéiert, deen archimaigre ass, an en huet der Politik am Land mat senger Interventioun a mat senger Motioun e ganz schlechten Dëngscht geleesch.

Déi Insinuationen - a mäi Virriedner huet dat gesot -, et ass probéiert ginn, et war eng Intentioun, et gi Leit, déi behaupten, dass genau dat wat den ADR dobausse vertritt, genau dat ass wat och hire Fraktiounschef an der leschter Radiosémissioun, wou et iwwert d'Partei gaangen ass, och insinuéiert huet, wéi e gesot huet: „Wer gut schmiert, der gut fährt.“ Et ass genau deeselwechte System, an dat geet genau an dësselwechtt Richtung.

Ech muss soen, dat sinn Insinuationen, dat si falsch Behauptungen, dat sinn Demi-verités an Demi-mensongen, mä en ass eis schëlleg bliwwen awer och nëmmen de geréngsten Début de commencement d'une preuve ze weise vum deem wat en hei behaupt huet, an ech muss soen, dat ass eng minabel, wéi den Här Weiler dat genannt huet, eng verwerflech Method, fir Politik hei am Land ze maachen.

(Interruptions diverses)

Déi Geschicht vun de Steng am Pei-Musée, do muss een dach awer och soen, dass déi ganz Orchestration vun där Affär vun engem Mann komm ass, deen an där Gesellschaft ass, deen am Gemengert vum der Stad Lëtzebuerg setzt. Dat muss ee sech emol virstellen. En huet eréischt viru kuerzem an där Gesellschaft demissinéiert. Wann Dir deenen anere Leit dat virwerft, da muss Der emol fir d'éischt virun Ärer eegener Dier kieren. Dat ass emol dat wat wich-

teg ass, a wann eppes ass, wat net klappt, hu mer Gerichter. Ech krut och zougedroen, dass déi Firma sämtlech Prozesser, déi déi Firma ugestrengt hat, zréckgezunn huet. Da misst een emol esou clever sinn an esou éierlech sinn, dëst Parlament an dëst Land opzeklären, firwat dann déi Prozesser zréckgezu gi sinn.

Mir hunn net nëmme Gerichter, mir hunn och Organes de contrôle an dëser Chamber. Dat ass d'Cour des Comptes an et ass d'Commission du Contrôle budgétaire, déi net vun engem President vun der Majoritéit presidéiert gëtt, sondern déi op eng ganz sachlech Aart a Weis vum Här Krecké presidéiert gëtt, deen dat ganz gutt mécht, a wann Der eppes ze soen hutt, dann hätt Der dat kënnen do virbriengen, well do hu mer och d'Méiglechkeet net nëmmen de Minister, mä och d'Fonctionnaires an d'Leit vun der Cour des Comptes ze héieren.

Ech kann nëmmen dat heite soen, fir mech ass do keng seriö Grondlag vum deem wat hei behaupt gëtt, et ass kee Beweis do, et ass net emol den Ufank vun engem Beweis do, et ass e schlecht orchestréierte Wahlmanöver, deen den ADR hei versicht dem Land wäiss ze maachen, an ech muss soen, ech kann dat doten net novollzéien, a meng Fraktioun och net.

Ech hunn an deem Interview, dee mer virdu ginn hunn, datselwechtt op der Televisioun gesot, dass dat hei monumentale Quatsch ass, an ech halen et och fir dat, wat Dir hei erabréngt. Esou mécht een hei am Land net Politik, an dofir wäert meng Fraktioun geschlossen dës Motioun net stëmmen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn u sech véier Punkten, déi hei, wann ee se wëllt gruppéieren, opgezielt sinn, déi sollten zur Demissiou vum der Ministesch féieren.

Iwwert d'Steng do uewe beim Musée hu mer des längeren an des breederen an der Kommissioun diskutéiert. D'Budgetscontrollkommissioun ass net zum Schluss komm, déi kënnten dozou féieren, dass een doraus misst eng Demissiou vum engem Minister froen. Et deet mer Leed, Här Mehlen, deen een oder deen anere vum eis huet vläicht Zweifel wat eenzel Prozeduren ubelaangt, mä et huet net triftig an offensichtlech Grënn ginn, déi mat sech bruecht hätten, dass mir an eiser Prozedur an an eiser Aarbecht weidergefuert wieren. An dofir hu mir do och kee Blâme a guer näischt ausgeschwat. Mir hunn einfach gesot, d'Gerichter sollen hir Aarbecht maachen, mir géingen am Moment kee Grond gesinn, fir als Parlament sech dozou ze äusseren.

Dir sot dann, dass d'Ministesch de Geck mécht iwwert d'Aart a Weis wéi se d'Froen net beäntwert oder schlecht beäntwert. Ech muss soen, där Ministere ginn et der nach e ganze Koup, a mir hunn eis des Öfteren driwwer beklot. Och fir mech ass dat eppes wat ech bedauern, mä wat ech awer éierlech muss soen, net fir de Moment gesinn, dass dat kënnt dozou féieren, dass mer hei d'Demissiou froen.

Bleift d'Saach vun de Marchés publics, eng Fro, déi eng Sachfro ass, mengen ech, déi notament wat de Fonds vum Kierchbiere ubelaangt, ganz oft zu Interpretatiounsschwierigkeete féiert, déi menger Meenung no enger Präzisioun nach bedarf, och vun eiser Säit, d'Aart a Weis wéi mir dat maachen, wou d'Chamber ëmmer, och an deene Regierungsperiode virduen, bedauert huet, dass bei de Marchés de gré à gré - loosse mer d'Saachen nenne wéi se sinn - ëmmer eng Ausenanersetzung ass të-

schent deenen, déi de Wee ginn an de Marché public, wat dee méi einfachen ass, an tëschent deenen, déi gär eng Prozedur hätten, déi méi laang ass, mä vläicht méi transparent. Mä och dat hu mer säit et d'Chambre des Comptes gëtt quasi all Kéiers monéiert kritt vun där, ouni dass dat elo zu grouse Konkusioune gefouert hätt.

Et bleift e leschte Punkt, de Gesetzesprojet iwwert de Fonds d'urbanisation de Kirchberg, iwwert deen ech awer net frou sinn. Dat ass dat mannt wat ech ka soen, an ech bleiwen och dobäi. Mä dat gëllt jo net nëmme fir mech hei, well d'Chambre en bloc, inklusiv d'Majoritéitsdeputierten, et war jo net nëmme d'Oppositoun, déi net frou driwwer war - et je pèse mes mots - iwwert d'Virgoe vum Administrateur général, well d'Ministesch huet sech virun e gestallt an huet gesot, si wär bereet direkt dat do ze änneren.

Ech muss soen, et sinn eng Rei erstaunlech Zoufäll bei där ganzer Prozedur gewiescht, wéssst Dir, wéini den Dépôt gemaach ginn ass, direkt mam Conseil d'État. Et ass net, dass mir dat nach net haten, mä bei esou engem Gesetz wéi deem do ass et awer zimlech erstaunlech, dass gesot gëtt mir haten deem Rechnung gedroen, wat an der Budgetkontrollkommissioun gesot ginn ass, or d'Budgetkontrollkommissioun huet hiren Avis eréischt den 12. Dezember erausgeschéckt. Et kann also kee Projet de loi deem Rechnung gedroen hu wat mir gemengt hunn, well mir hunn dat den 11. erausgeschéckt an den 12. war et wahrscheinlech eréischt beim Ministère a beim zoustännege Minister fir d'Relatioun mam Parlament ukomm.

D'Vitesse mat där dat Ganzt gelaf ass, wou de Rapport scho fäerdeg war, no enger Sitzung, wou schon e Rapport do louch, wou de Rapporteur och net frou driwwer war, wou en zum Deel Rapporteur ginn ass, ouni dass en do war, dat sinn alles Geschichten, wou ech soen: Dat ass net propper gelaf, dat si vill Zoufäll, déi mech mal à l'aise maachen an där doter Geschicht. Wann ech och d'Interpretatioun kennen, déi den Administrateur général am Moment dauernd gëtt vu senger Démarche, a wann ee weess, wat e während engem Joer vertrueden huet an der Kommission, dat just heiansdo de Contraire war vun deem wat en elo behaupt, wou déi Argumenter, déi en haut entgéintféiert fir dat ze enermueren, wat en eierlechkeets-hallwer do hätt wëlle maachen, wou en elo just e Joer laang de Contraire an der Kommission gesot huet, dat kënnen déi Leit jugéieren, déi an där Kommission waren. Doriwwer sinn ech net frou.

Mä doriwwer féieren ech eng Auseanersetzung op där Plaz wou et sech gehéiert. Eis Partei wäert um Niveau vun der Budgetkontrollkommissioun eisen Avis dozou ginn, eis Amendementer dozou ginn. Wann et do natierlech net zu engem Alenke kënn, um Fong, da kréie mir riseg Problemer, dat hu mer ugekënnegt, well mer net wëllen, dass hei iwwer eng Hannerdier eng Kontroll ewechfält, déi elo bestanen huet, déi vläicht d'Regierung genervt huet, mä déi awer noutwendeg ass. Déi wëlle mer beste loossen, net méi an net manner.

Wann een hei géif mat Jo stëmmen, da muss ech soen, dann entsprécht dat absolut net der Gravitéit vun deem wat bis elo wierklech bis op d'Allerlescht bewisen ass. Dat kënnen mir net droen, dass mer hei d'Demission mat géinge

stëmmen. Ech tendéieren tëschent der Abstentioun an Neen.

Firwat? Nee misst ee soe well et läit keen tréftege Grond vir, Neen huet ee Schwierigkeeten ze soe well een awer der Ministesch net domadder wëllt d'Vehauen ausdrécken, que ça soit clair. Domadder drécke mir hir net en neit Verhauen aus, mä wa mer mat Nee stëmmen, dann ass et well mer der Meenung sinn, dass nu wierklech net Grënn genuch do sinn. Am léifste géife mer eis enthalen, well wann et hei Saache géinge ginn, déi esou gravéierend wäeren, véier Méint virun de Wahlen, fir d'Demission vun engem Minister ze froen, dat ass eng komesch Démarche, déi menger Meenung no dozou féiert, dass de Wieler Zweifel kritt un deenen, déi dat froen, un deenen, déi dat stëmmen.

Ech fannen, wann et esou ass, da kritt de Wieler a véier Méint d'Geleeënheet sech ze expriméieren op Grond vun der Auseanersetzung, an dofir, nodeem wat Dir gesot hutt, Här Mehlen, nodeem wat meng zwee Virriedner gesot hunn, si mir zur Konkusioun komm, dass mir mat Nee stëmmen, obscho mer am Ufank eng Abstentioun envisagéiert haten. Mir stëmmen Neen. Bei där Demonstratioun, déi Dir bruecht hutt, deet et mer Leed, do feelen tréftege Grënn. Och wa mir Kriticken unzibréngen hunn, och wa mir Problemer mat der Démarche vum Administrateur an doriwwer eraus vum Minister hunn, gesi mer net Grënn genuch fir dat ze maachen, an dofir wäerte mir bei deser Fro mat Nee stëmmen.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech muss als Virbemerker soen, dass ech et eigentlech e bésse schued fannen, dass menger Meenung no an där Debatt hei vu verschidde Leit eigentlech en eeschte politesche Problem mat engem - wie weess, dat kann ech net jugéieren, dofir sinn aner Instanzen am Stat zoustännege - och vläicht eeschte private Problem verméscht gëtt. An ech hu meng Schwierigkeeten domat wéi déi Diskussiounen an der leschter Zäit gefouert ginn.

Ech hunn och dem Här Mehlen dat schon oft an der Kommission gesot. Wann hei eng Affär wéi zum Beispill déi vun deene Steng ass, wat eng Geschicht vun enger Privatpersoun ass, déi an engem Litige ass mam Stat, woufir et menger Meenung no juristesche Instanzen gëtt fir dat ze klären - ech mengen den Här Krecké huet et schon eng Kéier rappéléiert, dass mer all relativ séier an der Budgetkontrollkommission zu der Konkusioun komm sinn, dass déi Affären ëmmer erëm verméscht gi mat eigentlech awer wichtige politesche Froen. An dat fannen ech schued, dat dréit net dozou bäi, mengen ech, dass no bausse fir d'Leit méi kloer gëtt wat et heescht engem Stat méi Transparenz, Gestionsstrukturen zum Beispill ze gi vun engem Établissement public.

Mäin Uleies a menge ganzen Asätz an deene leschte Joren, an och dee politeschen Drock, deen ech versicht hunn, oder meng Fraktioun versicht huet ze maachen, dee war net fir ze soen: Komm mir decke méiglechst vill Skandalen op hei am Land, mä dee war fir ze soen: Komm mir kucken, dass mir eis Établissements publics esou équipéiert kréien, dass keng Skandalen entstinn, dass eis Établissements publics Gestionsstrukturen hunn, déi hieb- a stichfest sinn, fir dass

keng Saache kënn geschéien, déi eigentlech an engem normal funktionéierende Rechtsstat net kënn geschéien.

An dat fannen ech einfach schued, well awer ëmmer erëm Verméschung gemaach ginn tëschent privaten Affären, wou jee weils natierlech dann noutgedroen och vill mat Ennerstellung gefuer gëtt, mat, wéi scho gesot ginn ass, Saache wou ee Beweiser wahrscheinlich schëlleg bleift. Ech mengen, dass dat net am Intérêt vum politeschen Débat ass, fir dat ze kréie wat mir all hoffentlech wëllen, nämlech en uerdentlechen, effikass funktionéierende Stat.

(Interruption)

Här Mehlen, et deet mer Leed, Dir kennt hei Är Meenung soe wéi Dir se wëllt, meng Approche ass déi doten, fir un esou Theme wéi dat doten erunzegoen.

Ech muss soen, ech hat an deem leschte Joer d'Chance oder de Pech, wéi een et wëllt huelen, fir Rapporteur ze sinn an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire zum Fonds d'urbanisation du plateau de Kirchberg. A wat mech rose mécht - an dat fannen ech schued, an den Här Krecké huet et och schon ugedeit -, dat ass, dass elo hei erëm Saache matenee verméscht ginn.

Och denken ech un déi vill Energie, déi mer an deenen onzielege Sätzungen an där Kommission do dragepompelt hunn, mat all méigleche Leit, virun allem natierlech vill mat engem, deen an deem Fong d'Haaptresponsabilitéit huet, fir deem Établissement public aner Gestionsstrukturen ze ginn, Gestionsstrukturen, déi menger Meenung no dem 21. Jonhonnert an engem neie moderné Kontabilitéitsgesetz entsprechen, dat mer entre-temps zu Lëtzebuerg hunn, well d'Schwierigkeet läit jo och dran, an dat muss een einfach feststellen, dass et nach ëmmer vill Leit gëtt, och bei den héije Beamten an der Administration publique, déi einfach Schwierigkeeten hu mat deem neie Kontabilitéitsgesetz, mat deenen neie Gestionsstrukturen, déi de Stat sech do ginn huet. Et ass d'Aufgab vun der Chamber a vun där Kommission ze hëllefen, dass déi Administration op Vordermann oder Vorderfrau bruecht gëtt, dass dat neit Kontabilitéitsgesetz, dat mir eis ginn hunn, a souguer unanime gestëmmt hunn, och agehale gëtt.

An do muss ech soen, sinn ech natierlech onwahrscheinlech rosen iwwert dat wat den Administrateur général am Bauteministère gemaach huet andeem en higaangen ass an e Gesetzesprojet wéi deen heiten, dee jo eigentlech d'Resultat ass vun den Diskussiounen, déi mir zesummen an der Kommission haten, ausschafft, am Hannergrond vun Diskussiounen, déi nach an der Kommission lafen, ennen am Conseil de Gouvernement schon am September virleet, wéi mir dann elo gewuer gi sinn de leschte Freideg an där Kommissionssätz, wou ech do war, Här Mehlen, mä wou vun lech effektiv keen do war, well et mir drëms geet fir d'Saach hei ze léisen, fir de Problem ze léisen, dofir war ech do. An do si mer du gewuer ginn, dass dee Projet de loi schon am Conseil de Gouvernement relativ fréi diskutéiert ginn ass, zu engem Zeitpunkt, wou mer an der Kommission nach net ofgeschloss hate mat dem Rapport, dee jo eigentlech d'Resultat sollt sinn, firwat dass dat Gesetz iwwerhaapt kënn.

An dat hunn ech och an der Kommission der Ministesch gesot: Ech kann net novollzéien, firwat d'Regierung, an an deem heite Fall déi betreffend Ministesch net op de Wee gaangen ass, fir d'office vu vireran eng intensiv Kollaboratioun mam Parlament an de Wee ze leeden, fir déi dote Problemer all ze léisen. Vu dass se jo wosst, dass déi dote Saachen am Virfeld des Laangen an des Breden an der Öffentlechkeet am Parlament diskutéiert gi sinn, mengen ech wär dat dee Wee gewiescht, deen eischtens zu kenge Malentendue gefouert hätt, zweetens verschidde komesch Prozedure wäeren da wahrscheinlich net passéiert - an ech ginn dem Jeannot Krecké do viru Fait-accomplé gesat ginn, well ech hunn och meng gréissten Zweifel doriwwer, wéi dat genau ofgelaf ass, déi Prozedur ronderëm dat Gesetz.

Ech mengen, dass et einfach duergeet, den 22. Februar soll den Ad-

ministrateur général vun deem Ministère gesamt a Pensioun goen an hie soll de Wee fräimaachen, fir dat mat deem neie Gesetz, dat mer jo dann an der Chamber hoffentlech nach virun de Wahlen hei wäerte stëmmen, och en neien Ufank geholl gëtt fir deen Établissement public. Ech hoffen dann, dass mer endlech aus de Schlagzeilen an deenen negativen Diskussiounen ronderëm deen Établissement public do erauskommen.

Ech soen lech merci!

Natierlech ass et och fir eis kloer, Här President, mir wäerten d'Motioun net stëmmen: Mir hunn och laang, wéi de Fraktiounspräsident vun der LSAP gesot huet, geschwankt, ob mer eis sollen enthalen, well verschidde Considéranten dra sinn, déi ech eigentlech deelen, zemoos am zweeten Deel, mä well mer awer op kee Fall kënnen d'accord si fir hei eng Demission ze verlaangen, well mer fannen, dass dat einfach démesuré ass par rapport zu deem, wat wierklech virzwerfen ass, wäerte mer géint déi Motioun stëmmen.

M. le Président.

Dir Damen an Dir Hären, da kéime mer elo zum Vote vun där Motioun. D'Parteien hu geschwat an Dir hutt den Text virleien. Et ass och e Vote électronique verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 51 Nee- géint 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombara), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Agny Durdu), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Marco Schroell), MM. Jean-Paul Rippling, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Eir (par M. Jean Asselborn), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg (par M. François Bausch) et Renée Wagener.

Kolleeginnen a Kolleegen, domat wäere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer a fänt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.35 heures)

Ordre du jour

- 5014 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau
(Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)
- Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Michel Wolter et Henri Grethen, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo gläich zur Diskussioun um Projet de loi 5014 iwer eng nei Waasserleitung tëschent Groussbus a Jonglënster. Et si bis elo ageschriwwen déi Häre Klein, Graas, Jaerling a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Nico Loes.

1. 5014 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'État à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Nico Loes (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Waasser ass dat wichtegst Grondnahrungsmittel wat mer hunn, an a ville Länner op eiser Äerd ass d'Drénkwaasser knapp a wäit méi wéi 1,5 Milliarde Mënschen hunn an den Entwicklungslänner keen Zougang zu guddem a propperem Drénkwaasser.

Weltwäit stierwe pro Dag 6.000 Kanner un de Krankheeten, déi duerch schlecht Drénkwaasser iwerdroe ginn, an all Joer stierwen 2,2 Millioune Leit aus Mangel un Drénkwaasser. Drénkwaasser ass haut villfach ee vun de gréissten Enjeue fir déi global Kohesioung ze garantéieren. A bei villen zweisestaatleche Konflikter a Kricher, ech denken hei un den Noost-Konflikt an un d'Krichssituatioun an Afrika, spillt d'Waasser als vital Ressource am Iwwerliewe vun enger Natioun eng wichteg Roll. Dëst sinn e puer Gedanken zum Liewensmittel Waasser am Kader vun der Diskussioun vun dem Gesetzesprojet iwwert de Bau vun der SEBES-Leitung Groussbus iwwer Miersch op Jonglënster.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4485, dee mir den 10. Dezember 1998 hei am Haus diskutéiert hunn, huet virginn, eng Drénkwaasserleitung vu Groussbus iwwer Miersch op Jonglënster ze leeën, an dat mat enger Bedeelegung vum Stat vu 50% bis zu engem Plaffong vun 250 Millioune Frang. De Projet de loi 5014, dee mir haut diskutéieren, huet ongeféier déiselwecht Objeten ënnert anere finanzielle Konsideratiounen, well et geet nach wie vor drëm fir d'Drénkwaasserversuergung am

Lëtzebuurger Land ze verstärken, an dat duerch de SEBES vum Barrage vun Esch-Sauer aus. Och deemools hunn ech op deser Plaz gesot, dass d'Drénkwaasser eng wichteg Roll spillt, engersäits fir eis Gesondheet an awer och fir eis wirtschaftlech Entwécklung, an dass mir et ganz dacks als Selbstverständlechkeet emfannen, dass mir zu jidder Zäit genügend Drénkwaasser zur Verfügung hunn, an dat och nach an einwandfräier Qualitéit.

D'Roll, d'Opbereedung an d'Verdeelung vum Drénkwaasser iwwerhëlt de Gemengesyndikat SEBES, deen duerch d'Gesetz vum 31. Juli 1992 gegrennt ginn ass. Dese Syndikat, deen d'Uewerflächewaasser aus dem Stausee vun Esch-Sauer opbereet a verdeelt, huet eng national Vokatioun, am Géigesaz zu anere Waassersyndikater, déi eng regional Aufgab hunn an déi d'Quellwaasser verdeelen.

De SEBES verdeelt d'Waasser u seng Clienten, wéi d'DEA am Norden, den SES am Süden, d'Stad Lëtzebuerg an eng Rei Gemengen, wéi zum Beispill Walfer, Steesel, Stroossen, Hesper, Nidderaanwen, fir nëmmen déi ze nennen, an awer och nach un d'Fabrik vun Dupont de Nemours. De SEBES, deen zënter 1969 a Betrib ass, beliwwert ronn 80% vun eiser Populatioun mat Drénkwaasser a ronn 70% vun eise Territoire. Dat si méi wéi 30% vum Drénkwaasserverbrauch hei zu Lëtzebuerg. Dës Zuelen ënnersträiche wat fir eng wichteg Roll de SEBES an der Drénkwaasserversuergung vu Lëtzebuerg spillt.

Ee weidere ganz wichtige Punkt am Fonctionnement vum SEBES ass deen, dass dese Syndikat d'Spëtze muss ofdecken, wat d'Liwierung vum Waasser betrëfft, dat heescht, wann d'Gemengen oder d'Syndikater net Waasser genuch hunn, da spréngt de SEBES an, a well hien deem dat leschte Glidd an der Kette vun der Drénkwaasserverdeelung ass, mussen all Ustrengungen ënnerholl ginn, fir d'Zouverlässigkeet an d'Sécherheet vum SEBES ze verstärken. Dat ass dann och de Sënn an den Zweck vum Bau vun deser Drénkwaasserleitung.

(Interruption)

Jo, Här Klein, dat ass esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi ass vum Innenminister Michel Wolter den 20. August 2002 déposiert ginn. De 16. August 2003 sinn ech als Rapporteur bestëmmt ginn, an de schréffleche Rapport ass vun der zoustänneger Chamberkommission den 29. Januar eestëmmege uegholl ginn, nodeems mir de 6. Januar 2004 an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert hunn.

(Interruption)

Gelifft?

Une voix.- De 16. August sidd Dir Rapporteur ginn?

Une autre voix.- An der Vakanz?

M. Nico Loes (CSV), rapporteur.- Jo. Den Text, mat deem mir haut befaasst sinn, huet als Optrag den éischten Alinea vum Gesetz vum 24. Februar 1999 iwwert déi staatlech Participatioun vun den Ausgabe vum SEBES fir d'Bauarbechte vun der Drénkwaasserleitung Groussbus, Miersch, Jonglënster ofzënnere.

Bei deem éischte Projet soll d'Ënnerstützung vum Stat bei 33% leien, well de Subsid op 250 Millioune Frang plafonnéiert war. De Bau vun deser Leitung, déi iwwert d'Envergure vun enger interkommunaler Leitung erausgeet, huet d'Wichtigkeet vun engem nationalen Investissement, dee sech am Artikel 13 vum dem SEBES-Gesetz vum 31. Juli 1962 areit an dee seet: „Les dépenses résultant de l'exécution des travaux projetés sont à charge du syndicat, l'État en supportera la moitié.“ Duerch de Bau vun deser Leitung ënnersträicht de SEBES nach eng Kéier seng national Bedeitung. D'Verleeë vun deser 700er Leitung ass de Garant, dass den Zentrum an den Oste vun eise Land mat genügend einwandfräiem Drénkwaasser beliwwert kënnen ginn, an dat an der Optik vun enger ekonomescher Weiderentwécklung a fir dem Zouwuess vun der Bevölkerung Rechnung ze droen.

Dës Leitung ass awer och den Hauptstrang vun enger Weiderentwécklung vun anere Regionnen aus eise Land, an ech denken hei un déi weider Urbaniséierung vum Kierchbierg an un d'Erschleisse vun den Industriebroochen am Süden. Beim Bau vun deser Leitung, wou déi Gemenge kënnen uegeschloss ginn, déi um Tracé leien an déi Problemer mat der Waasserversuergung hunn, wéi Miersch oder Béiwen un der Attert, besteet och d'Méiglechkeet, herno aner Gemenge wéi Fëschbech, Lëntgen, Noumer, déi nach eng autonom Waasserversuergung hunn, unzeschleissen, grad wéi den Agrozenter vu Miersch, deen en direkten Uschloss ka kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de finanzielle Volet vun deemem Projet ubelaangt, an ech hunn et scho virdru gesot, esou huet de Käschtepunkt sech uganks op 500 Millioune Frang belaf, bei engem Duerchmiesser vu 500 Millimeter, bei enger Participatioun vu 50% a bei engem Plaffong vun 250 Millioune. De Projet ass dunn awer weider evoluéiert an d'Décsioun ass geholl ginn, fir eng 700er Leitung ze leeën, wat du bedeit huet, dass de Käschtepunkt op 738,100 Millioune Frang geklommen ass, nach ëmmer bei enger Participatioun vu 50% an nach ëmmer bei engem Maximum vun 250 Millioune.

De Projet ass dunn nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn an iwwerschafft ginn, den Tracé ass geännert ginn, fir den Impakt op d'Ëmwelt ze reduzéieren, wat awer bedeit, dass d'Längt vun der Leitung vun 30 km op 31,5 km eropgaangen ass. Beim Bau vun der Leitung muss mer och nach grouss Infrastrukturprojete wéi d'Nordstrooss, wéi d'Eisebunn zu Miersch kräizen, an och huet de SEBES virgeschriwwen kritt, fir zwee Archäologe während der ganzer Dauer vum Chantier anzestellen.

Des Weidere muss och ënnerstrach ginn, dass während der Ausschaffung vum Projet den Index vu 548,67 Punkten op 576,43 Punkten am Joer 2001 eropgaangen ass, wat enger Augmentatioun

vu 5% entsprécht. D'Gesamtkäschte vun der Leitung belafe sech elo op 26.558.529 Euro, a well de Projet scho virun der Aféierung vum Euro a Frange gerechent ginn ass, kascht dee Projet dann elo 1.071.368.000 Frang, an dat bedeit bei deemem Chiffer eng staatlech Participatioun vun 13.279.265 Euro. Well de Stat awer scho säin Undeel am Gesetz vum 24. Februar 1999 festgeluecht huet, an deen dote bei ronn 6,1 Millioune Euro läit, beleeft sech deen zousätzleche finanziellen Impakt bei deemem Gesetz op 7.081.927 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot huet a sengem Avis d'Wichtigkeet vun der Waasserversuergung hei am Land ënnerstrach an huet och säin Accord zu deemem Gesetzesprojet ginn. En ass awer op zwee Punkten agaan, déi ech hei och wollt ernimmen. Éischtens huet en drop higewisen, dass am Kader vum Artikel 79 vum Kontabilitéitsgesetz eng Fiche financière misst presentéiert ginn; wat den Innenminister dann och den 19. Januar 2004 gemaach huet. Zweetens huet en op de Fait higewisen, dass déi finanziell Interventioun vum Stat sech méi wéi verduebelt huet. Laut dem Statsrot müssen an Zukunft méi realistesch Etüden an Devier opgestallt ginn, fir esou eng massiv Iwwerschreidung ze évitéieren.

Wat d'Arbechte vun der Kommissioun ubelaangt, esou gouf et keng gréisser Problemer. D'Kommissioun huet sech dem Statsrot uegeschloss, wat seng Iwwerleeungen zu méi enger realistischer Opstellung vum Käschtepunkt betrëfft.

Ech wollt nach just ernimmen, dass de Minister an der Kommissioun preziséiert hat, dass no der definitiver Transposition vum der EU-Waasserdirektiv an der konkreter Uwendung vum Gesetz iwwert d'Waasserwirtschaftsamt, déi staatlech subventionéiert Investitiounen iwwert de Waasserpräis müssen amortiséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet vum Bau vun der SEBES-Leitung Groussbus-Miersch-Jonglënster ass eestëmmege an der Kommissioun uegeholl ginn. Zum Schluss vu mengem Ausféierung bidden ech d'Chamber dese Projet unzehuelen a ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur fir seng Bericht. Hien ass aus verschiddene Grënn beschteens placéiert, fir iwwert des Problematik ze schwätzen.

De Projet de loi weist wéi bestriefft de SEBES ass, fir eist Land anständig mat Drénkwaasser ze versuergen. Duerch d'Gesetz vum 1999 war schonn e weideren Ulaf geholl gi fir dat ze realiséieren. Den Ausbau vum SEBES-Netz hat deemools en interkommunale Charakter. De SEBES huet emgeduecht an d'Noutwendegkeet agesinn, fir vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir dem ursprüngeleche Projet eng national Dimensioun ze ginn.

Et war scho wichteg, fir de Gemengen aus dem Zentrum an dem Oste vum Land eng optimal Drénkwaasserversuergung ze garantéieren. De Projet ass elo ausgedehnt ginn, fir och d'Stad Lëtzebuerg an de Süde vun eise Land mat ze erfaassen. Duerch déi Grënn an aner ass de Projet vill méi deier ginn, an esou ass d'Participatioun vum Stat wéi d'Subventionnement wesentlech an d'Luucht gaangen.

E groussen Deel vun der Populatioun ka vun deser zousätzlecher Infrastruktur profitéieren. Vill Gemenge kënnen berouegt sinn, well se domat hir Alimentatioun un Drénkwaasser an de Grëff kënnen kréien, ëmsou méi den Drénkwaasserverbrauch staark uwiisst, an dat besonnesch duerch d'Zouhuele vun der Awunnerzuel a sämtleche Gemengen.

Eng optimal Drénkwaasserversuergung schéngt fir jiddereen evident. Dat ass awer net ëmmer esou einfach gewiescht. Dat huet geännert. Am Beschte gesi mer wéi wichteg et ass, wann emol eng Kéier eng Pann ass an och nach derbäi e ganz dréchene Summer, dass dann Drénkwaasser do ass fir d'Alimentatioun ze garantéieren. De Krupp doheem opzedréien ass esou e banale Geste, dat mer liicht Tendenz hunn ze vergiessen, wat alles derhannert stécht bis d'Waasser an eiser Leitung ukomm ass. Et kënn net méi vir, dat mer kee Waasser kréien, mä wann emol eng Pann ass, wéi ech et schonn ernimmt hunn, da spiere mer wierklech wat d'Dosinn vum Drénkwaasser eis bedeit. Mir brauchen deemno gutt Infrastrukturen an eng gutt hygienesch Qualitéit vum Drénkwaasser. De Stat an d'Gemenge si staark gefuerdert an dorun interesséiert.

De SEBES ass haut eng Institutioun, déi de gréissten Deel vun eise Land mat Drénkwaasser alimentéiert. Mat deemem Projet kréie mer méi Sécherheet an där Alimentatioun. Do dernieft muss mer eis awer och Gedanke maachen iwwert déi verschidde Solutions de rechange, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen, wann de SEBES mol duerch technesch oder sanitär Problemer net kéint liwweren.

Eis regional a kommunal Quelle bleiwen dofir och nach haut e ganz wichteg Standbeen. Dës Quelle müssen esou ënnerhalen a protegéiert ginn, fir performant ze bleiwen, fir am Noutfall kënnen anzesprangen. Op laang Siicht muss ee sech Gedanke maachen iwwert de Volume Waasser, dee mer brauchen, wann eis Populatioun nach weider zouhëlt a mer duerch eis Liewensgewunnechten ëmmer méi Waasser verbrauchen.

Packen déi heiteg Installatiounen vum SEBES dat? Muss de SEBES ausgebaut ginn? Oder soll e mat Buerungen operéieren? Huet d'Regierung zesumme mam SEBES Virstellungen op deem Plang? Kann den Innenminister eis elo schonn an deem Sënn oplären?

Dese Projet de loi ass e weideren entscheidende Schrëtt a Richtung Drénkwaasserversuergung, ëmsou méi ass en iwwert de Cofinanzement vum Stat berechtigt, an dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet de loi.

M. le Président.- Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, d'Drénkwaasserversuergung ass ouni Zweifel eng vun deene wichtigsten Dëngschtleeschungen, déi d'Politik ze organiséieren huet. Op deem Gebitt kënnen mer eis Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg net bloen. Dat ass jo awer op ville Plazen op der Welt ganz aneschteren.

Mir sinn haut mat engem spezielle Projet befaasst aus deem Grond, well mer dee schonn eng Kéier den 10. Dezember 1998 u sech gestëmmt haten, awer weinst enger Rei vun Ursaachen, déi de Rapporteur, den Nico Loes, hei opgeléicht huet an op déi ech net wéi weider agoen, muss mer haut erëm eng Kéier zu deemem Projet Position bezéien. Positiv ass awer, dat soll een direkt hei ënnersträichen, dass d'Participatioun vum Stat elo 50% bedréit an net méi 33%, wéi dat an deem éischte Projet virgesi war.

Am Hibleck op en effektive Wuess-tum vun der Populatioun ass et scho gerechtfertegt, datt den Dia-meter vun der Leitung tëschent Groussbus a Jonglënster vergréis-ert gëtt, wat virun allem erlaabt den Zentrum an de Süden an Zu-kunft nach verstärkt mat Drénk-waasser ze versuergen.

Ech wëll virun allem op d'Entwéck-lungspotenzial vum Süden hiwei-sen, a méi spezifesch op d'Friches industrielles, wou an deenen nächste Jore wäert massiv inves-téiert ginn an et dann och wichteg ass, datt mer eng garantéiert Drénkwaasserversuergung hunn.

An där ganzer Diskussioun muss een natierlech déi Fro stellen, déi och de Minister opgeworf huet, an zwar ob et opportuun nach ass, datt bei esou engem Investissement de Stat u sech e Subsid un de Syndi-kat gëtt, oder ob et net soll esou sinn, datt de Stat direkt déi Inves-tissementer géng iwwerhuelen, well d'Drénkwaasserversuergung ass jo mat Sécherheet eng national Aufgab.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Transpositioun vun der EU-Direktiv iwwert d'Gestioun vum Waasser wäert dann och d'Diskussioun ëm den eenheet-leche Waasserpräis nei lancéiert ginn. Spéitstens dann, an den Nico Loes huet dat als Rapporteur schonn ënnerstrach, mussen déi staatlech Subventiounen op de Waasserpräis amortiséiert ginn. Et läit an der Logik, datt Déngsch-tleeschungen sollen esou wäit wéi méiglech käschtedeckend uge-buede ginn, mä mir wëssen awer och, datt dat an der Praxis net ëm-mer ze realiséieren ass. Do sinn nach aner Iwwerleeungen, déi ee muss mat berücksichtegen, ënner anerem zum Beispill sozial Kompo-nenten. Mir sollen eis allerdings kengen Illusiounen hign, de Waasserpräis wäert mat Sécher-heet an deenen nächste Joren an d'Luucht goen.

Op dëser Plaz kënn een natierlech och net derlaanscht, fir e Wuert iwwert de Schutz vum Drénkwaasser ze verléieren. Ronn eng Drëttel vum Drénkwaasser kënn aus dem Stausee. Datt mer ronderëm de Stausee och nach eng Rei vun öko-logesche Problemer hunn, ass näischt Neits. 1986 huet esouguer missen d'Exploitatioun vum Drénk-waasser während dräi Deeg ge-stoppt gi wéinst der Algebléi, an dat war natierlech d'Konsequenz vun enger staarker Eutrophéie-rung. D'Uewersauer huet, wéi och leider eng Rei aner Gewässerleef hei zu Lëtzebuerg, nach ëmmer Problemer mat der Eutrophéie-rung. Besonnesch an de Summer-méint gëtt virun allem d'Misärs-bréck e relativt trist Bild of. Et gesäit een och, datt d'Versandung vun dem Waasserlaf ëmmer méi grouss gëtt. Op ville Plaze ron-derëm déi Bréck ass u sech scho feststellen, datt et do ëmmer méi zouwiisst.

Schonn 1990 ass an enger Etüd vum CRP-Centre Universitaire fest-gestallt ginn, datt ënnerhalb vun enger Déift vun 1,5 m fir de Fësch-bestand extrem geféierlech kleng Sauerstoffkonzentratiounen vun nëmme 4 mg/l entstinn. Déi héich Nährstoffräich Schlamm-schicht ass natierlech eng vun den Haapt-ursachen. D'Léisung war vläicht d'Ausbaggeren ënner dem Pont Misère, obwuel dat nëmmer eng Symptombekämpfung war, an op där anerer Säit géng sech dann de Problem vun der Öflagerung vun deem Schlamm stellen. An dem Béiwener Aarm ass d'Situatioun och net vill besser, well hei trëtt déi kritesch Grenz schonn ënnerhalb vu véier Meter déif op.

De ganze Phenomeen mécht sech natierlech dann och bei der Drénk-waasseropberedung bemierkbar, an no der Vidange am Joer 1991 vum Stausee ass jo och deement-sprechend sou e mobilen Aarm aménagéiert ginn, fir dann eben d'Waasser aus deene verschidde-nen Déifte kënnen erauszehuelen.

Dat huet natierlech als Konse-quenz, wéi gesot, dass déi héich Algeproduktioun nun eben awer am Stausee ëmmer erëm festze-stellen ass, an déi kënn dohier, well leider nach ëmmer eng relativ grouss Mass vun ongeklaerten Ofwässer an de Stausee kommen.

(Interruption)

Mam Bau vun der Kläranlag vum Heischtergronn, déi mir jo den 9. Juli d'lescht Joer hei gestëmmt hunn, misst a wäert och mat Sé-cherheet d'Situatioun sech jo elo verbessern. Da bleift natierlech nach ëmmer de punktuelle Pro-blem vun der Landwirtschaft. Do misste menger Meenung no och prophylaktesch Moosname getraff ginn.

Ech wëll an deem Kontext op eng Gesetzespropositioun vu mengem Fraktiounskolleeg Emile Calmes hiweisen - déi datéiert vum 22. Fe-bruar 1994. Deemools hat den Här Calmes jo proposéiert, dass u sech de Stat dem SEBES d'Waasser net méi soll fir näischt ginn, mä dass se sollen een, zwee oder dräi Frang - haut muss mer an Cent schwätzen - pro m³ froen. A mat deenen zousätzleche Sue sollten dann och Moosname getraff ginn, fir ebe wéi gesot de Schutz vum Stausee nach ze verbessern. Ech wëll och drop hiweisen, dass deemools den Ëmweltministère e positiven Avis ginn huet an och de Statsrot hat 1996 déi Proposition de loi positiv aviséiert.

Zwee Drëttel vun dem Drénkwaas-ser komme jo dann awer nach iwwer eege Quellen, déi mer nötzen. Och do bestinn natierlech Proble-men an ech wëll drop hiweisen, dass et e Gesetz vun 1906 gëtt iwwert déi öffentlech Hygiène, do ass scho virgesinn, dass d'Gemengen hätte misse Schutzzone ronderëm d'Quellen aménagéieren, mir wë-sen awer aus der Praxis, dass dat bis op ganz weéng Ausnahmen ni de Fall war. 1993 koum dann d'Waasserschutzgesetz an do ass da gesot ginn, dann iwwerhëlt de Stat eben elo déi Kompetenz; och mat deem Resultat, wat mir ken-nen. Jiddefalls war et och vläicht ubruucht an Zukunft verstärkt nach Drénkwaasser iwwert de Wee vun Iwwerflächewaasser ze ge-wannen.

Ofschléissend muss ech awer be-tounen, dass dat heiten e wichtige Projet, e Projet fir d'Drénkwaasser-versuergung allgemeng, hei zu Lëtzebuerg ass, sou dass et selbstverständlech ass, dass meng Fraktioun deem Projet wäert zoustëmmen. Ech wëll awer dem Nico Loes och nach ofschléissend merci soe fir seng zwee Berichter. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Robert Meh-len agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn zwar net an där Kommissioun gewiescht, mä vu dass de Kolleeg Jaerling haut net kann hei sinn, probéieren ech hien dann ze ersetzen.

(Interruption)

Ech wëll dem Rapporteur fir un-zefänke merci soe fir säin ausféier-leche Rapport. Ech menge mir wëssen hei alleguerten ëm wat et geet, dofir vun eiser Säit och nëm-men e puer Remarken. Déi Leitung hei féiert, wann een dat esou duerch d'Bezierker kuckt, vum Norden duerch den Zentrum an den Osten, an als een, deen den Osten hei dierf representéieren, si mir natierlech frou, dass am Oste vum Land, deen net iwwer grouss eege Waasserressourcé verfügt, wann een emol vun de Grenzflëss of-gesäit, den Approvisionnement mat deem Investissement nach méi sécher gëtt.

Mir stëmmen hei eigentlech nëm-men d'Augmentatioun vun engem

Projet, dee scho beschloss war. An ech wëll och hei ënnersträchen, dass mir grondsätzlech mat esou Investissementer kënnen d'accord sinn. Hei ass ënner anerem ee Punkt ugesprach ginn, dee betrëfft zwar elo d'Regioun vum Zentrum, dat ass den Agrocenter, deen de Moment grouss an der Diskussioun ass a wou et sécher zu deem Mo-ment schwéier ass, fir déi zukünf-teg Bedierfnisser ofzeschätzen, well een net weess, wéi déi enzel Installatiounen do an Zukunft wei-der funktionéiere wäerten.

Et muss een awer drop hiweisen, dass d'Genossenschaftsmolkerei Luxlait eng Optioun geholl huet fir déi Regioun. Et gëtt ëmmer nach geschwat, ob et net awer besser war, dass d'Luxlait sech géng um Site vum Agrocenter nidderloosen. Dat schénge, sou wäit wéi meng Informatiounen sinn, de Mo-ment éischter onwahrscheinlech, mä dofir huet se awer fir e Site do-téiert, deen net wäit vu Miersch ewech läit. Eng Molkerei brauch onwahrscheinlech vill Waasser, dat bedéngt dann allerdéngs och gläichzäiteg Klärkapazitéiten, déi hannendru mussen stoen. Dofir ass et och sécher positiv ze bewäer-ten, dass déi Regioun do och eng zousätzlech Augmentatioun vun der Waasserversuergungscapaci-téit erfiert.

Meng Virriedner hu scho gesot - an ech wëll dat just hei ënnersträchen - wat fir eng Bedéitung, dass de Séi do uewe fir den Approvisionnement vum Waasser vun eiser Popu-latioun huet. Et muss een déi félici-téieren, déi deemools vun Ufank un déi Iddi haten, fir do esou eng Re-serv ze schafen. Mä et ass awer och richtig, dass mer op deem Punkt do extrem vulnérabel sinn an et kënn jo och vun Zäit zu Zäit vir, dass do Accidenter passéieren. Ech mengen et misst ee sech och iwwerleeën, ob do net zousätzlech Installatiounen solle geschafte ginn, déi et méiglech maachen, wann dann iwwer Zouflëss Substanze géinge riskéieren do eranzelafen, déi schiedlech a geféierlech wä-ren, fir déi am Virfeld méi sécher kënnen zrëckzhalen, éier se an dee Beräich komme wou effektiv d'Waasser captéiert gëtt.

Ech wëll, wat de Käschtepunkt ubelaangt, just soen, dass mir be-dauern, dass regelméisseg - an dat ass jo net nëmmer an deem Projet hei, mä an enger ganzer Par-tie Bauprojeten, wou mer et ëmmer erëm erliewen - d'Investitiouns-käschten ënnerschätzt ginn. Wann een am Projet kuckt, da gesäit een, dass dès le début zwee Posten do stinn, wat Sous-estimatiounen vu Käschte waren, dat maachen on-geféier 700.000 Euro am Ganzen aus. Et géng ee sech wënschen - an ech mengen de Statsrot huet sech och an där Richtung geäus-sert -, dass dat an Zukunft e bësse méi genau géng gerechent ginn.

Mä et ännert näischt un der Saach. Mir sinn der Meenung, dass et e gudder Projet ass, dass en nout-wendeg ass, dass en d'Waasser-versuergungssécherheet vun eiser Populatioun a verschiddeenen De-eler vum Land weider méi sécher mécht an dofir wäerte mer deem Projet zoustëmmen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, déi Gréng hunn den initiale Projet gestëmmt a mir wäerte selbst-verständlech och des finanziell Rallonge stëmmen. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Diskus-sioun ass elo ofgeschloss.

(Interruption)

Ah, entschëllegt, den Här Jos Scheuer huet nach d'Wuert gefrot.

■ **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hä-ren, ech wollt mech am Fong dem Här Graas usschléissen, un de Pro-blem, deen hien opgeworf huet, an dem Här Mehlen direkt soen, dass ee vun de gréisste Waasserreser-voiren am Oste vum Land läit, an zwar am Mëllerdall. De Mëllerdall huet ganz vill Waasserreserven. Waasserreserven, déi deelweis als Drénkwaasser genotzt ginn an zum aneren Deel awer natierlech och dozou déngen, fir déi sëllege Baachen ze speisen.

Ech wollt elo net an do ass, an ech wëllt him just un d'Häerz leeën, fir an där Diskussioun, déi fir de Mo-ment uleef, iwwert de Waasser-präis an iwwer eng Nationalisier-ung vum Drénkwaasserproblem hei zu Lëtzebuerg, och den Inven-taire ze maache vun de Problemer vun der Drénkwaasserversuergung duerch d'Quellen.

Dat ass e Problem, deen deelweis historesch gewuess ass. D'Waas-serreserve waren an de Gemengen ëmmer eng Noutwendegkeet, fir hir Leit domadder ze versuergen, an der Waasserversuergung, déi eleng duerch d'Gemengen ofgesé-cheré gëtt.

Iwwert d'Qualitéit léisst sech disku-téieren. Fait ass, dass ganz vill Ge-mengen, déi sech selwer mat Waasser versuergen, vill Geld an déi Versuergung stiechen. Wann ech elo kucken - an dat huet mech dozou beweegt, fir hei unzetrieden -, dass de Stat an deem Fall 50% bäigëtt, dass een da vun de Ge-mengen hier net weess, wat ee bäi-kritt, ob een iwwerhaupt eppes bäi-kritt, wann ee seng eege Quellen nach ëmmer unzaapt, an dass een dann als Konditioun gesat kritt, dass de Waasserpräis muss dem reelle Gestehungspräis entspre-chen. Ech hunn do Formulé ge-sinn, wou dee reelle Waasserpräis ausgerechent ginn ass. Abee jo, déi Leit, déi déi Formulen opge-stallt hunn, mussen se emol selwer eng Kéier verstoen, respektiv de Leit explizéieren, déi se uwendemüssen. Dozou léisst sech munches soen.

Ech wollt just dem Minister un d'Häerz leeën, fir an där Diskus-sioun deen dote Problem net ze vergiessen, éischens wat d'Quan-titéit ugeet, déi do zur Verfügung steet; zweetens gëllt et Prozeduren ze fannen, fir déi Gemengen, déi nach selbststänneg sinn, déi auto-nom sinn, mat eranzebannen an e regionale System, respektiv an e nationale System, an en nationaal Konzept; drëtens dann och ze kucke wéi d'Subsidiéierung vun deene Gemengen eben ofleef, déi fir de Moment nach quasi op sech selwer gestallt sinn, wa se Investi-tiounen am Déngscht vun hire Bier-ger virhuelen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Mi-chel Wolter.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mer am Ufank mengem Kolleeg, dem Nico Loes, merci soe fir säin aus-féierlechen, mëndlechen a schrëft-leche Rapport, dee mech dispen-séiert en fin de compte nach eng Kéier d'Widderhuelung ze maache vun deem wat e gesot huet iwwert de Projet de loi. Wat den Inhalt vum Projet de loi ubelaangt ass prak-tesch alles gesot ginn.

Et ass déi zweete Kéier, datt mer iwwert déi Leitung schwätzen. Am Joer 1999 war schonn eng Kéier e Gesetz doriwier geholl ginn, wou de Stat deemools eng Participatioun vu 50%, déi plafonéiert war op 500 Milliounen, geholl huet. An dat ass den éischte Punkt vu men-ger Interventioun, wou ech wëll soen, datt och beim Stat d'Iwwer-leeunge wat d'Noutwendegkeet

vun engem national orientéierte Réseau am Fong evoluéiert hunn an déi Richtung, datt gesot ginn ass an deene leschte Joren, datt et wichteg ass, datt de Stat net nëm-me par rapport zu engem gewë-sene Montant, mä par rapport zu de reelle Käschten, déi entstinn, säi Subventionnement mécht. Et ass och déi éischt grouss Anne-rung, déi mer an deem Projet haut par rapport zu deem viregten hunn, nämlech datt mer net gesot hunn, mir limitéieren dat op e gewëssene Montant, mä mir limi-téieren déi 50% op de reelle Käschtepunkt, deen déi Leitung entre-temps kritt huet, eng Aug-mentatioun vum Käschtepunkt, déi, wéi den Här Loes et gesot huet, duerch eng Rei vu Phenomeener ze erklären ass, an do kommen ech dann direkt op den zweete Punkt vu menger Interventioun.

Dat ass deen, datt mer aus enger Rei vun Ursachen den Tracé vun 30 op 31,5 Kilometer vun dëser Leitung hu missen erhéijen, ouni datt ech awer haut kann d'Garantie ginn, datt mer déi Leitung an de-nen nächste Wochen a Méint ufän-ken, well mer bei där heiter Leitung e Phenomeen gesinn, dee mer bei ganz ville Statsinvestissementer an der leschter Zäit gesinn, dass de wuel kanns kucken déi beschte Weeër ze fannen, déi minimalsten Impakter ze hunn op d'Land-schaft an op den Environnement, ze ku-cken, dass de laanscht d'Hinder-nisser kënn, mä datt mer nach ee Phenomeen hei zu Lëtzebuerg hunn, dat ass de Propriétaire. Wann deen net bereet ass der en Droit de passage ze ginn, fir datt déi Leitung och duerch säin Terrain geet, da komme mer a Situatiounen wou mer während Joren a Jore ris-kéiere mat Leit ze diskutéieren, ier mer eens ginn.

Et ass an deem Projet wéi a villen anere Projeten esou, à tel point datt ech wierklech ëmmer méi der Mee-nung ginn, datt mer eis seriö mis-sen driwwer Gedanke maachen, wéi een dann iwwerhaupt nach als öffentlech Hand Investissementer kann an Zukunft duerchféieren, déi am nationalen Intérêt sinn. A wann et Investissementer ginn, déi am nationalen Intérêt sinn, dann ass et fir ze garantéieren, datt méiglechst vill Leit mat Drénkwaasser ver-suert ginn. A wann een d'Finalitéit vun där heiter Leitung kennt, déi zum engen eng grouss Ouverture Richtung Oste vum Land mécht, den nördlechen Deel vum Oste vum Land, zum aneren d'Garantie gëtt, datt mer am südlechen Deel vum Osten, am Zentrum vum Land an am Süde vum Land praktesch elo iwwer eng Ringleitung eng due-bel Ofsécherung vun eisem Drénk-waasser hunn, dann ass et fir mech keng Fro, datt déi heite Leitung eng vun deene wichtigste Leitun-gen ass, déi mer an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg geluecht hunn.

Dat bréngt mech zu menger drët-ter Remarque, déi ech wollt ma-chen, nämlech déi, datt ech der Meenung sinn, datt mer am Kader vun der Redefinitioun vun der Waasserpolitik, déi an deenen nächste Méint a Jore sécher wäert kommen - ech ginn net dovun aus, datt mer dat virum 13. Juni nach hi-kreien, mä déi Diskussioun wäerte mer awer spéitstens duerno ganz intensiv mussen opheulen -, mis-sen eng Redefinitioun vun den In-vestissementer maachen an der Aart a Weis wie wat fir eng Investis-semester mécht. Ech mengen, datt een eise Waassernéseau misst an dräi Kategorien andeelen. En na-tionale Réseau, deen am Fong d'Épine dorsale géng duerstellen, dat wat de Stat der Meenung ass, datt am Intérêt vun der Kollektivitéit als Réseau misst do leien duerch d'ganzt Land an duerch déi mer och eng theoretesch Ubannung vun deenen 118 Gemengen un de Réseau kënn kreien, an ech men-ge wierklech, datt de Stat den In-vestissement vun deene Leitunge misst droen.

Dann de regionalen Deel, deen iwwert déi bestehend Syndikater ofgedeckt gëtt an dann de lokalen Deel, wéi mer e kennen an der Gemeng. Ech fannen et en fin de compte trotzdeem net ganz normal, datt hei iwwert de SEBES - dee 50% vum Investissement dréit, haut 61 Gemengen direkt oder indirekt mat participéieren un engem Investissement, deen en fin de compte awer, wann ech deen a senger Gesamtheit kucken, 118 Gemengen zegutt kënnt, och wann déi eng oder aner Gemeng am Land nach autonom ass, woubäi ech soen, datt d'Zuel vun deene Gemengen, déi nach an der Virstellung sinn, datt si esou terribel autonom sinn, vu Joer zu Joer ofhélt.

Et sinn ëmmer méi Gemengen, déi am Summer Schwieregkeeten hunn, fir hir Autonomie dann och ze gewahren an déi nawell ganz frou si wann de SEBES hinnen iwwert de Summer hir Autonomie dann duerch Waasser vum Stauséi - ech hunn elo just héieren dat wär net grad esou gutt wéi verschidden aneres -, mä am Summer si mer dann awer frou wa mer dat Waasser hunn, wann déi Quellen, déi mir op eisen Territorien hunn, net méi esou disponibel sinn.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Dofir muss een eng SEBES-Leitung hunn. Wann een déi net huet, dann ass ee gezwongen autonom ze sinn.

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur. - Dofir si mer jo amgang déi Leitung hei...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Dir Hären, lauscht dach no. Et gëtt dach iwwer wichteg Saache geschwat, an Dir diskutéiert do, wéi ech weess net wat.

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur. - Dofir si mer jo amgaangen ze probéieren deen nationale Réseau, Här Scheuer, ze definéieren, deen eis et soll erlaben an all Regioun vum Land an notament och am Oste vum Land hincommen, wat eis duerch déi hei Leitung och fir den nördlechen Deel vum Oste wäert garantéieren.

Besounesch frou sinn ech, wann ech gesinn, datt déi Solutioun SEBES, déi jo eng Solutioun d'appoint ass, déi awer e gewëssene Käschtpunkt huet, dat muss mer wëssen, well fir datt mer während deenen zwee, dräi Méint, wou mer et brauchen, verschidener brauchen et d'ganz Joer, anerer brauchen et relativ wéineg, muss mer eng Struktur hunn, déi d'ganz Joer dréint.

Besounesch frou doriwwer sinn ech, wann ech elo gesinn, datt lues a lues d'Gemengen och bereet sinn an de SEBES eranzekommen. Mir hunn um Datum vum haut 61 Gemengen, déi am SEBES sinn an ech si ganz frou kënnen ze annonciéieren, datt mer an deenen nächste Woche wäerten net manner wéi 21 nei Gemengen direkt oder indirekt an de SEBES erakriegen, esou datt sech am Laf vun deem Joer d'Zuel vun de Gemengen, déi dann direkt oder iwwert de Syndikat am SEBES sinn, op 82 wäert erhéien. Dat geet an déi Richtung. Ech vergläichen dat mam Syvicol, ech vergläichen dat och mat eisem Syndikat iwwert d'Informatik, iwwert de SIGI, datt een trotzdeem gesäit, datt och an deem heiten Domän mer awer lues a lues an eng Richtung wäerte kommen, datt mer iergendwann eng Kéier an der Zukunft déi 118 Gemengen an dem Syndikat SEBES hoffentlech wäerten hunn, wat eis dann op där anerer Säit déi Politik, déi mir perséinlech och virschwief, fir eng kombinéiert national, lokal Politik aus der Waasserpolitik ze maachen, wäert wesentlech erliichteren.

Wa mer an eng Richtung wëlle goen, datt mer op eng richteg Part-

nerschaft wëllen hikommen tëschent Stat a Gemengen, wat d'Aart a Weis wéi mer mat der Waasserversuergung hikommen, dann ass et och wichteg, datt mer fir déi Solutiounen, déi mer alleguer fréier oder spéider an ëmmer méi brauchen, nämlech déi, datt mer de SEBES als Solutioun d'appoint hunn, och an eng Gemeinschaft vun 118, plus de Stat, bereet sinn opzekommen an och bereet sinn driwwer ze diskutéieren wéi déi Politik soll gestallt ginn.

An deem Sënn ass dee Projet hei, an der Hoffnung, datt en net ze vill blockéiert gëtt duerch Propriétéitsproblemer, eng ganz wichteg Etapp um Wee zu engem nationale Waasserséau, deen eis, dat heescht de Bierger, deene 450.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, d'Garantie gëtt à tout moment, ech mengen et huet ee vun de Virriedner et gesot, et ass ëmmer esou einfach, de Krunn gëtt opgemaach an da gëtt gemengt d'Waasser muss kommen, et ass eng ganz Gestuon, déi hannendru steet, fir datt dat erlaabt gëtt, mä dat hei ass e klengen Deel an engem groussen Netz vun Initiativen, déi geholl ginn, fir dass dee Mechanismus, fir de Krunn ze dréinen, och an Zukunft nach garantéiert bleift.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5014 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleien de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5014 ass eestëmmegeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par Mme Agny Durdu), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Wohlfart), Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4998 iwwert d'Schafung vun enger Administration de la gestion de l'eau. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeloucht. Et si schon agedroen déi Hären Halsdorf, Bodry, Graas, Henckes a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marco Schank.

2. 4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Projet de loi 4998, dee mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn, bréngt mer et, mengen ech, fäerdig, aus engem ganz laangen Débat eng konkret Konklusioun ze zéien. Et ass een Débat, dee ronn 15 Joer gedauert huet mat der Fuerderung no enger zentraler Instanz, déi sech ausschliesselech zu Lëtzebuerg ëm d'Gestiuon vun eise Waasserressourcë bekëmmert. Dat geet effektiv bis an déi 80er Joren zrëck. Et war 1990 wou déi deemoleg Ëmweltkommissioun ënnert dem Rapporteur, dem Kollege Jeannot Krecké, eng Debatt an der Chamber preparéiert huet, déi déi éischte Kéier am Fong de Prinzip vun esou enger Administratioun an enger Motioun Enn Oktober 1990 festgehalten huet.

Erlaabt mer an deem Kontext kuerz op de Wuertlaut vun där Motioun anzugeen, déi deemools vun deenen zwou Majoritéitsparteiën CSV an LSAP ënnerschrifwe gouf. Do waren dräi Phasé virgesinn: „invite le Gouvernement à instituer dans une première phase une cellule de coordination entre les diverses administrations compétentes permettant une collaboration plus efficace en matière de gestion et de protection des eaux“, an dann an enger zweeter Phas: „à regrouper certains services ou parties de services dont le regrouperement s'avère simple, rapide et efficace“, an eng drëtt Phas: „à participer activement à l'établissement d'une étude d'opportunité pour définir les autres services qui devront être ajoutés à la structure des gestions des eaux existantes à ce moment-là“.

Effektiv eng éischt Phas konnt et emgesat ginn, an zwar d'Asetze vun engem Comité interministériel a vun engem Conseil technique fir d'Koordinéieren vun der Waassergestiuon, wéi et am Gesetz dunn den 29. Juli 1993 och emgesat ginn ass. Et huet sech awer séier erausgestallt, datt d'Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt alles aneschtens wéi einfach wär, an dëst virun allem wéinst Blocagen an eenzelne Servicer. Do ass einfach d'Angscht gewiescht, datt Kompetenzbeschneidunge kënnent kommen. Den Text, dee mer haut de Mëtteg virleien hunn, versteet sech deemno als eng ganz wichteg Etapp fir e Mateneen tëschent de Servicer an Administratiounen, déi sech an der Vergaangeneit vläicht éischter mat Virsiicht oder esouguer vläicht mat Mësstraue begéint sinn, an engem ganz sensiblen Beräich.

Eng entscheidend Etapp ass dunn, mengen ech, viru bal fënnf Joer am Koalitionsaccord vum August 1999 tëschent den heitege Regierungsparteie geholl ginn, an ech kann dat nach eng Kéier zitéieren, déi Dispositiounen an deem Text: „Les différentes administrations et divisions de service qui à

l'heure actuelle ont des compétences en matière de protection et de gestion de l'eau seront fusionnées dans une même entité afin de créer l'instrument nécessaire à une véritable gestion intégrée de l'eau, instrument qui relèvera de la compétence du Ministre de l'Intérieur.“ Domat gouf also e weidere Grondstee geluecht an där Debatt, déi ech virdru schon ernimmt hunn. 13 Joer méi spéit nom Oktober 1990 wäerte mer dann haut en Text adoptéieren.

De Projet definéiert dann natierlech och ganz genee den Objet vun deem neie Waasserwirtschaftsamt. Mir hu sechs Objektiv. Éischtens, de Projet kreéiert dat neit Waasserwirtschaftsamt, da fixéiert en d'Attributiounen vun där neier Administratioun, hie kreéiert am Kader vum Waasserwirtschaftsamt eng Partie Divisiounen, déi all hir Kompetenze kriegen andeems se hir Roll an enger integréierter Waasserwirtschaft spillen, da kreéiert en de Kader vum Personal an hie regelt d'Carrière vun de Beamten, a last but not least bestätegt den Text och d'Kompetenze vum Waasserwirtschaftsamt andeems en déi betreffend Gesetzestexter eben och de Virgabe vun deem Arrêté grand-ducal vum 11. August 1999 iwwert déi verschidde Ministären upasst.

D'Organisatioun vun där neier Administratioun versicht deemno och verschidde Funktiounen mateneen ze verbannen: Engersäits d'Gestiuon qualitative, dat heescht de Schutz géint d'Waasserverschmutzung, an anersäits d'Gestiuon quantitative, dat heescht d'Verbannen vun ekologeschen a sozioökonomesche Funktiounen vum Waasser an d'Roll vun dese Funktiounen, dat alles am Kontext vun enger nohalteger Entwécklung.

E wesentlech Argument fir d'Servicer ze regrupéieren, déi am Beräich vun der Gestion de l'eau schaffen, war de Wonsch vun Ufank un, datt et e Matenee géif ginn an net en Niefteenen, e Matenee fir effektiv och méi effikass kënnen an Zukunft ze schaffen. Dat neit Waasserwirtschaftsamt ëmfaasst folgend Ennerdivisiounen, déi fir eng global Gestiuon vum Waasser onerlässelech sinn:

1. d'Direktioun,
2. d'Divisioun vun der Hydrologie,
3. d'Divisioun vum Waasserschutz,
4. déi vum Grondwaasser a vum Drénkwaasser a
5. de Laboratoire.

Wat elo d'Opdeelung vun deenen eenzelne Kompetenzen an der neier Administratioun ubelaangt, esou ass vläicht ze soen, datt déi sech an der Haaptsaach no de verschidde Etapp vum Waasserzyklus selwer ausrichten. Do hu mer éischtens d'Divisioun vun der Hydrologie, déi aus der ASTA ervirgeet an déi sech ëm de Regime vum Uewerflächewaasser këmmert, ënner anerem also dem Héichwaasser, awer och ëm d'Renaturéierung vun de Waasserleef an der Fëscherei.

Zweetens, d'Divisioun vum Waasserschutz, déi aus der Ëmweltverwaltung ervirgeet an déi sech an der Haaptsaach ëm d'Qualitéit vum Uewerflächewaasser këmmert, ëm de Stausee, awer och ëm d'Sanéierungsprojeten. Drëttens, eng nei Divisioun, déi vun dem Grondwaasser an dem Drénkwaasser, déi am Fong Spezialist regrupéiert aus der Administratioun vun de Ponts et Chaussées. A véiertens, d'Divisioun vum Laboratoire huet jo schon ëmmer an der Ëmweltverwaltung bestanen a wäert als Kontrollorgan an Zukunft eng erweidert Autonomie kriegen.

Här President, erlaabt mer vläicht am Ufank kuerz op d'Antécédenté vun deem Projet anzugeen. De 25. Juli 2002 gouf en an der Chamber déposéiert. Den 10. Dezember huet de Minister dese Projet der Kommissioun virgestallt. Duerno koumen d'Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés

publics, vum Statsrot de 25. November 2003, a mir hunn eigentlech mat den Aarbechten an der Kommissioun de 6. Januar vun deem Joer ugefaangen, a mir hunn zwou oder dräi Sëtzunge méi spéit, den 29. Januar 2004, dann och de Projet mat aacht géint dräi Stëmmen ugeholl.

Vläicht ee Wuert zum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi och generell d'Iddi vum Waasserwirtschaftsamt begréisst. Si ass iwwerengs der Meinung, dass d'Effikasitéit vun där neier Administratioun net a Fro gestallt wär, wann d'Kompetenzopdeelung tëschent dem Ministère eng Kéier eng aner wär. Zu gudder Lescht ass et och fir d'Statsbeamtechamber kloer, datt d'Beamten duerch en Transfert an déi nei Verwaltung hir Carrièreperspektive muss behalen.

Här President, den Avis vum Statsrot vum leschte Joer huet eng Partie Froen opgeworf, déi och an der Press diskutéiert goufen. Et sief virausgeschéckt, datt d'Schafung vum Waasserwirtschaftsamt awer net nëmmen eng Revendicatioun vun der Chamber war, wéi gesot scho viru 15 Joer, mä och vum Statsrot selwer. Erlaabt mer an deem Kontext de Statsrot aus sengem Avis vum 8. November 1990 ze zitieren, wéi d'Gesetz votéiert gouf vum 1993: „Ceci dit, force est de constater que sur le plan de l'administration le pays manque d'un organisme central“, an dann: „Ceux qui proposent la création d'une administration des eaux ayant compétence pour mener une campagne sur tous les fronts où la qualité de l'eau est menacée n'ont certes pas tort.“ De Statsrot werft eng Partie Froen op, op déi ech elo wëll kuerz agoen.

Fir d'éischt mengt en, datt d'Usiidlung vun neie Waasserwirtschaftsamt am Ëmweltministère eng ganz Partie Virdeeler géif mat sech bréngen. E seet virun allem um Niveau vun der Forstverwaltung wier et zu Kompetenzbeschneidungen am Domän vun der Fëscherei an dem Naturschutz komm.

E Volet, vläicht dee wichtigste Volet an deem Avis, betrëfft d'Kaderdirektiv 2000/60 vum Oktober 2000 iwwer eng gemeinschaftlech Politik am Kontext Waasser, wou de Statsrot seet, datt een hätt kënnen am Kader vun deem virleien Geset déi Direktiv mat transposéieren. De Statsrot huet eng Opposition formelle ausgeschat a proposéiert de Projet nei op de Leescht ze huelen. De Statsrot huet deemno kee Problem mam Prinzip vum Waasserwirtschaftsamt - dat hunn ech scho gesot -, an eigentlech och kee Problem mat engem Kadergesetz, wou et ëm d'Personalstruktur geet, mä éischter e grondleeënde Problem, well e seet: Maacht e Gesetz an transposéiert gläichzäitig déi Directive-cadre.

Just dat ass net evident an dat wollt ech hei daillech maachen. De Minister huet an der Kommissioun op d'Problematik vun der Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv higewisen ënner anerem duerch d'Tatsaach, datt den Text eng ganz komplex Matière ass, déi an de verschidde EU-Memberlänner op verschidde Opfaassungen an Interpretatiounen stéisst.

An enger éischter Phas gouf e Guide ausgeschafft, deen Instruktiounen beinhalt fir eng op EU-Niveau kohärent Applicatioun vun all den Dispositiounen, déi an där Direktiv enthalen sinn. Ënnert der italienscher Présidence gouf nach un där Direktiv gefeilt, sou datt elo eréischt all Elementer vun där Direktiv komplett sinn.

D'Gestiuon vum Grondwaasser ass selbstverständlech e wichtige Bestanddeel. Or, wéi d'Direktiv ausgeschafft ginn ass, konnte sech de Rot an d'Parlament net zu engem politesche Konsens duerchringen. Eng sou genannt Directive-fille ass eréischt am zweete Semester 2003 presentéiert ginn, déi all d'Facetté vun enger globa-

ler Gestüon ëmfaasst, an déi och nach sécherlech wäert fir Diskussiounen während der aktueller iredescher Présidence suergen.

D'Europäesch Kommissioun huet doriwuer eraus 2003 nach e Paabeier ausgeschafft, deen zur Problematik vum Héichwaasser Stellung hält an och zu den Iwwerschwemmungen, een Aspekt, deen net an där Directive fille enthalten ass, mä wou d'Grondprinzipien hiren Nidderschlag awer an eis national Législatioun musse fannen.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus war et effektiv richteg nach ofzewearden bis all d'Elementer en rapport mat der Waasserdirektiv géife virleien, fir e kompletten a kohärenten Text ze maachen. Dobäi muss ee soen, dass déi aktuell Législatioun duerchschon Elementer vum enger globaler Waassergestioun a sech dréit, déi au vu vum där Waasserdirektiv awer net komplett ass, mä de Wee dohinner scho fräi mécht.

Dobäi kënnt, dass d'Europäesch Kommissioun réischt just elo dee leschte Volet vum enger Serie vum Documents-guides fäerdeg gestallt huet, déi hëllef sollen eng méiglechst koordinéiert Transposition vum där Direktiv ze erliichteren an et ze erlaben, dass déi Direktiv gemeinsam an allen EU-Memberlänner kennt ëmgesat ginn. Dat setzt awer viraus, dass all politesch, administrativ an operationell Démarchen an den Texter an de Beräicher vum der Gestüon qualitative an och der Gestüon quantitative respektéiert ginn.

Um politesche Plang ass d'Koordinatioun duerch den Innenminister séchergestallt. Um techneschen Niveau sinn elo net manner wéi 95 Beamten an enger Unité centrale, dem Service de la gestion de l'eau, mä si brauchen nach eng Base légale fir mat där néideger Serenitéit kennen ze schaffen.

Zousätzlech zum virleien Text ass elo schon eng integréiert Gestüon vum eise Waasserressourcë séchergestallt, och wann d'Kaderdirektiv nach net direkt an eis Législatioun transposéiert konnt ginn. Ech komme ganz zum Schluss nach dorop zréck.

De Statsrot huet op déi eng oder déi aner Imperfektion vum dem Projet higewisen. Dat hu mer och an der Kommissioun diskutéiert, zum Beispill am Kontext vu Gesetz iwwert d'Fëscherei, d'Gesetz vum 1976, an dat vum 1986 iwwert d'Afféierung vu Wäsch- a Botzmëttelen. Doriwuer eraus war de Statsrot der Meenung, dass de Projet zum Deel d'Prozeduren net méi einfach géif maachen, besonnesch um Niveau vum den Autorisatiounen, déi vum elo u souwuel den Innen- wéi och den Ëmweltminister misst ginn.

Här President, opgrond vum deene Froen, déi de Conseil d'État opgeworf huet, wollt ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass e breede Konsens an der Kommissioun bestanen huet iwwert de Prinzip vum Waasserwirtschaftsamt. Dese Prinzip gétt nach eng Kéier am Avis vum Statsrot an am Avis vum der Beamtchamber confirméiert.

Verschiede Memberen aus der Kommissioun hunn natierlech d'Kompetenz vum Innenminister fir d'Waasserwirtschaftsamt ugeschnidden, e Waasserwirtschaftsamt, dat hirer Meenung no am Ëmweltministère éischer soll ugesidelt ginn, well d'Waasser u sech eng natierlech Ressource géif duerstellen. Den Innenminister huet an deem Kontext d'Meenung vertrat, dass d'Gestioun vum Waasser net nëmmen ekologesch an emweltspezifesch Aspekter ëmfaasst, mä dass et drëm geet, fir d'Waasser als eng wichteg an indispensable Ressource unzege-sinn, déi och am sozioökonomesche Beräich vum eise Land wichteg wier.

En plus, dat kënnt derbäi, wieren d'Gemengen, déi eng Haaptres-

ponsabilitéit hu bei der Waasser-versuergung a bekanntlech dem Innenministère ënnerstinn, e ganz wichtige Partner an deem Beräich. D'Kommissioun ass majoritaire zum Schluss komm, fir deesen Débat net am Kader vum deem Gesetz ze féieren.

(Interruption)

Et ass kee SEBES-Waasser, soss géif ech mech net esou verschlécken.

Als Rapporteur wëll ech nach eng Kéier daitlech maachen, dass mam Projet de loi déi nei Administratioun weder ënner d'Autoritéit vum Innenminister nach ënner d'Autoritéit vum Ëmweltminister gestallt gétt, mä am Text - Dir wësst dat - vum Regierungsmember Rieds geet, deen a sengen Attributiounen d'Politique générale vum Waasser huet.

Här President, och iwwert d'Struktur vum Text kënnt een nach eng Rei Remarque maachen, zum Beispill wat d'Attributiounen vum där neier Verwaltung ubelaangt. De Projet inspiréiert sech un enger Partie vu Kadergesetz, wéi dem Kadergesetz iwwert d'Ëmweltverwaltung, dem Kadergesetz iwwert d'ASTA. Och d'Dispositiounen iwwert d'Fëscherei; déi sinn aus dem Kadergesetz vum der Forstverwaltung iwwerhol ginn.

Ech denken och un d'Lutte géint d'Héichwaasser, d'Ëmsetzung vum enger gemeinsamer Politik op deem Gebitt - ech hunn et virdu scho gesot - op europäeschem Niveau, Informatioun an Öffentlechkeetsaarbecht fir dem Public d'Problematik méi no ze bréngen, an dann och déi ekonomesch a juristesche Aspekter am Beräich vum der Waasserwirtschaft.

D'Kommissioun huet kloergestallt, dass d'Administratioun net d'Integralitéit vum de Missiounen iwwerdree kritt, mä dass beispillsweis d'Gemengen hir Responsabilitéiten an deem Kontext behalen, also wat d'Drénkwaasser ugeet, d'Ofwaassersanéeierung wéi och den Héichwaasserschutz.

Ech wëll an deem Kontext un d'Konklusiounen erënneren, déi mer gezunn hunn am Kader vum dem Débat iwwert d'Kompetenze Stat-Gemengen, wou mer iwwer eng regional, eng interkommunal Approche geschwat hunn.

Des Weidere gesäit de Projet net vir, fir Matière an déi nei Verwaltung ze iwwerdreen, déi nëmme begrenzt mat der Gestüon vum Waasser ze dinn hunn. Zum Beispill d'Exploitatioun vu Waasserkraaftwierker, Schleisen oder och Barragen.

Wat déi eigentlech Organisatioun vum der Administratioun betrëfft, esou kann ee soen, dass de Statsrot an d'Statsbeamtchamber keng gréisser Observatiounen dozou formuléiert hunn.

Wat d'Carrière betrëfft, déi elo schon am zukünftige Waasserwirtschaftsamt bestinn, esou huet sech de Statsrot dofir ausgeschwat fir kloer Regeln ze definéieren bei der Opstellung vum engem sou genannten Tableau d'avancement. Dat fannst Du am Artikel 24, Paragraph 3. D'Kommissioun huet sech un anere vergläichbaren Texter orientéiert an ass zum Schluss komm, dass esou Regeln net onbedéngt noutwendeg sinn, well de virleien Text explizit genuch wär.

Da kritiséiert de Statsrot nach just den Artikel 7, dee virgesäit, dass de Comité interministériel fir d'Koordinéierung vum der Gestüon vum Waasser bäibehale soll ginn. Hie mengt dat hält keng Berechtigung méi. D'Kommissioun vum net där Meenung, d'Kommissioun huet dat daitlech gesot, dass eng interministeriell Koordinatioun weiderhin noutwendeg wär an zwar well verschidden Aspekter, déi ënner d'Responsabilitéit vum aneren Departementer falen - ech denken un d'Gestioun vum Offäll, ech denken un d'Gestioun vu fiichte Wissen, un

de Kommodo-Inkommodo oder och d'Définéiere vum Iwwerschwemmungszonen -, duerchschon een Impakt op eis Waasserressourcen hunn.

Iwwregens war d'Kommissioun och net d'accord mam Statsrot, deen Angscht huet, dass d'Autorisatiounsprozeduren, déi am Naturschutzgesetz virgesi sinn, méi komplizéiert géife ginn, well se souwuel vum Ëmweltminister wéi och vum Innenminister ausgoe mussen. D'Majoritéit vum der Kommissioun huet sech do den Explikatioun vum Innenminister ugeschloss, dee preziséiert hat, dass et sech ëm eng Autorisatioun mat zwou Ënnerschrëften handelt, déi ebe verhënnere soll, dass verschidenaarteg Konditiounen um Niveau vum zwou Autorisatiounen gi ginn, wéi dat an der Vergaangene heet alt emol de Fall war.

Här President, ech hu probéiert mä mëndleche Rapport esou explizit ewéi méiglech an där Zäit ze maachen, déi mer zur Verfügung steet. Erlaabt mer ganz zum Schluss awer nach daitlech ze maachen, dass mer endlech haut de Mëtteg zu enger Konklusioun wäerte kommen, eng Konklusioun aus engem ganz laangen Débat - 15 Joer, hunn ech virdu gesot.

An ech wëll och nach eng Kéier daitlech soen, dass dat Gesetz, dat mer haut diskutéieren, e Kadergesetz ass, net méi an net manner, dat d'Strukture vum enger neier Administratioun fixéiert a virun allem och d'Kompetenze bündelt, fir an Zukunft eng effikass an nohaltig Politik a Gestüon vum deem liebenswichtige Liewensmittelwaasser ze garantéieren.

Här President, no mengem Rapport wollt ech dann och als Vertrieber vu menger Fraktioun nach eng Motioun déposéieren. An deem Kontext géif d'Chamber d'Regierung invitéiere méiglechst séier mat den Aarbechte fir d'Ëmsetzung vum der EU-Kaderdirektiv an eis Législatioun unzefänken.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la directive européenne 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau („Directive-cadre“);

- considérant que d'après l'article 1^{er} de ladite directive, il s'agit notamment de prévenir toute dégradation supplémentaire et d'améliorer l'état des écosystèmes aquatiques, de promouvoir une utilisation durable de l'eau, de renforcer et améliorer la protection de l'environnement aquatique et d'assurer la réduction progressive de la pollution des eaux souterraines;

- considérant que sur base de l'article 17 de la directive-cadre, la Commission européenne a élaboré un texte pour une directive-fille précisant les mesures visant à prévenir et contrôler la pollution des eaux souterraines, dont une proposition de texte a été présentée à la Commission européenne au cours du deuxième semestre de 2003;

- considérant que la Commission européenne a présenté, également en 2003, un papier stratégique sur la maîtrise des crues et la protection contre les inondations;

- estimant qu'une législation permettant une politique de l'eau intégrée devrait être construite tant sur les aspects de protection des eaux que sur ceux concernant leur régime et plus particulièrement la prévention des crues;

- constatant que la Commission européenne vient de terminer le dernier volet d'une série de documents-guides destinés à faciliter une transposition plus coordonnée

de la „Directive-cadre“ et d'en permettre une mise en œuvre commune dans tous les pays membres de l'Union européenne;

invite le Gouvernement

- à entamer dans les meilleurs délais les travaux de transposition en droit national de la „Directive-cadre“ tout en y intégrant

- les points forts des mesures permettant une prévention efficace de la pollution des eaux souterraines et

- les principes directeurs visant la maîtrise des crues,

tels qu'ils ressortent déjà maintenant des travaux préparatoires y relatifs de la Commission européenne.

(s.) Marco Schank, Jeannot Belling, Gusty Graas, Nico Loes, Nicolas Strotz.

Ech hu virdu erklärt, firwat dass et net éischer méiglech war. Ech hu gesot, dass d'Europäesch Kommissioun eréischt just elo dee leschte Volet vum enger Serie vum Documents-guides fäerdeggestallt huet, déi soll hëllef enger méiglechst koordinéiert Transposition vum där Directive-cadre an all de Länner gemeinsam méiglech ze maachen. Bei der Ëmsetzung sollen déi Punkten, déi elo schon och an de Virbereedungsarbechte vum der Kommissioun daitlech gi sinn, mat erageholl ginn. Dat sinn der zwee. Éischtens d'Moossnamen am Zesammenhang mat enger wierksamer Preventioun am Kontext mat der Pollutioun vu Grondwaasser. An zweetens d'Preventioun an d'Bekämpfung vum Héichwaasser.

Här President, nom Motto „ayant le courage de nos idées“ géif ech d'Chamber bidden dee wichtege Text de Mëtteg ze stëmmen. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischen Diskussionsrieder ass den Här Jean-Marie Halsdorf age-droen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mengem Fraktiounskolleeg Marco Schank wëll ech fir d'éischt am Numm vu menger Fraktioun e grouse Merci fir seng kompetent Aarbecht ausschwatzen. Wéi ëmmer huet hien et verstanen, deenen eenzelne Fraktiounen d'Wichtegkeet vum deem Projet kloer ze maachen. E Projet, dee fir eist Land scho bal en historisches Moment duerstellt - op deesen Aspekt wollt ech d'ailleurs her-no nach zréckkommen.

Ech wëll a mengen Aféierung fir d'éischt mat e puer generellen Iwwerleeungen ufänken, fir dann op den Historique vum der Iddi vum engem Waasserwirtschaftsamt iwwerzegoen a fir dann zum Schluss mat e puer Haaptkriticken zu deem Projet ofzeschleissen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen d'Element vum Waasser ass e verkannt Element, well mer eis der Tragwäit, der Dimension vum deesen Liewensnoutwendegkeet net an deem Mooss bewosst sinn, wéi et eigentlech sollt sinn. Et gétt näischt méi Selbstverständlech, wéi Waasser hunn. Drénkwaasser, Drénkwaasserschutz, Ofwaasser a Kläranlage gehéieren zum Alldag. Dass an eise Gewässer Fëschaarten zréckgaangen sinn, dass Düngung a Piff, also Nitrate, Problemer a Flëss a Baache bréngen, schéngt relativ wéineg opzereegen; et ass dat wahrscheinlech eng Konsequenz vum eiser Wuelstandsgesellschaft.

Een ähnleche Reflex, dee grad esou wéineg Emotiounen fräi mécht, ass dee wa mer Biller aus der Drëtter Welt gesinn. An dofir mengen

ech och, war et sécher net vu Muttwëll, wéi d'UNO am Joer 2003 dat Joer als d'Joer vum Waasser deklaréiert huet, mä virun allem och an der industrieller Welt - also an eise Länner - hei en neit Bewosstsäin iwwert de Wäert vum Waasser geschaf huet. Ech géif soen, d'Waasser ass wierklech de Begrëff fir Nohaltegkeet an all sengen Dimensionen.

Eis Aerd ass bekanntlech de bloe Planéit, well d'Waasser dat Element ass, wat mer am meeschten zur Verfügung hunn. D'Ärdoberfläch ass zu 70% vu Waasser couvréiert, mä nëmmen 2,5% vum deem Waasser ass Séisswaasser an 0,3% vum Séisswaasser staamt aus Flëss, Séien a Waasserreservoirs. 30% sinn ënnerierdesch gelagert an de Rescht ass stockéiert a Glacieren an Aisschichten op eisen héchste Bierger, déi schwéier zougängelech sinn. Wann ee weess, dass et kee Liewen ouni Waasser op dem Ärdbuedem gétt, dass de Mënsch ouni Waasser am Fong geholl nëmme véier Deeg kann iwwerliewen, well eleng den Erhalungsbedarf bei engem Erweessene bei 2,5 Liter Waasser pro Dag läit, da muss ee sech och an eise Breedegraden op een anert Bewosstsäin iwwert dat wäertvollt Gutt vum Waasser astellen.

D'UNESCO huet 2002 an enger „Observation générale sur le droit à l'eau“ Folgendes festgehalten: „Le droit à l'eau garantit à chaque être humain de disposer pour son usage personnel et domestique d'une eau abordable en quantité suffisante de qualité acceptable et à laquelle il peut facilement accéder.“ Den Zougank zum Waasser ass deemno quasi e Mënscherecht, wat all Stat derzou verflücht, fir am Fong geholl Strategien auszeschaffe fir bei sech déi Konditiounen ze erfëllen, déi onerlässlech sinn, fir den Zougank vum alle Bierger zu qualitativ héichwärtigem Waasser ze garantéieren.

Um Nohaltegkeetssommet zu Johannesburg am Joer 2002 huet d'UNO sech dozou verflücht, fir bis 2015 d'Zuel vum de Leit déi op eiser Aerd keen Zougank zu proppe-rem Drénkwaasser hunn an d'Zuel vum deenen, déi iwwert keen adäquate Klärsystem fir dat uséiert Waasser verfügen, ëm d'Halschent - also ëm 50% - ze reduzéieren. D'UNO geet haut dervun aus, dass 1,1 Milliarden a méi wéi 80 Länner op der Welt ënner engem absoluten a chronische Manktum u properem Waasser leiden. 1,9 Milliarden hu keen appropriéierte Klärsystem a fënnf Milliounen Mënsche stierwen all Joer well se kee propert Waasser hunn. Lëtzebuerg ass an etleche Projete fir propert Drénkwaasser bedeelegt an dat am Kader vu senger Entwécklungshëllef an de Pays-cibles, déi Nicaragua, El Salvador, Laos, Senegal, Mali a Cap-Vert heeschen.

Här President, firwat deesen Exkurs an déi Drëtt Welt? Ech wollt einfach domadder kloer maachen, dass mer d'Waasser als dat sollen ugesinn, wat et am Endeffekt ass, eng vital an onerlässlech Ressource vum Liewen op eiser Aerd, dass kruziaalt Element vum der Entwécklung an der Drëtter Welt; also en Element dat mer schützen a schätze léiere mussen. Zu Lëtzebuerg kenne mer gewëss net déi Problemer wéi an der Drëtter Welt. Émsou méi si mer dozou verflücht, fir verantwortungsvoll mat deem Element ëmzegoen, fir mam gudde Beispill virzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, och zu Lëtzebuerg ass d'Waasserpolitik nach ëmmer een Enjeu gewiescht. Sou ass an de 50er Joren eist Land op de Wee gaangen, fir d'Drénkwaasserversuergung iwwert de Wee vum Stauséi op der Uewersauer ofzedekken an ze garantéieren. Een anere wichtige Volet ass d'Héichwaasserproblematik, déi duerch d'Zersiedelung vum eise Land an eng intensiv Landwirtschaft an de leschte Joren ëmmer méi akut ginn

zur Kloeerheet vum Text bäigedroen hunn.

M. Alex Bodry (LSAP).- Et ass eng Ännerung...

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- En plus muss een och nach erwähnen...

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech gelift, ech bieden lech!

M. Alex Bodry (LSAP).- Elo sot awer keng Onwouerechten heil Dir kennt jo den Dossier guer net!

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- En plus muss een och erwähnen, datt d'Opposition formelle vum Statsrot sech ausschliesslech op d'Net-Transposition vum der Kaderdirektiv 2060/CE bezitt, wou all d'Elementer bis elo nach net gewosst waren, a wou déi iresch EU-Présidence amgangen ass, déi allerlescht Elementer ze finaliséieren.

Ech a meng Fraktioun sinn d'accord mat der Iddi, datt eréischt d'Emsetzung vum der Waasserdirektiv an eis Législatioun eng integréiert Waasserpolitik kompletéiert. De Rapporteur an de Ministère hunn de Membren aus der Commission de l'Intérieur awer och kloer gemaach, datt et sech em eng komplex Matière handelt, déi eréischt no räifer Viraarbecht an eis Législatioun kann emgesat ginn. Ech denken, datt déi virleiend Motioun, déi vun der Majoritéit ennerschriwwen ass, een Incitant fir d'Regierung ass fir d'Aarbechten an den zoustännegen europäeschen Institutiounen virunzedriewen an zu engem Enn ze bréngen, fir duerno mat der legislativer Aarbecht fir eng schnell Emsetzung an eis Lëtzebuerger Législatioun unzekommen.

Schliesslech soll een och folgenden Aspekt nach net vergiessen: Fir elo mam Gesetz iwwert d'Waasserwirtschaftsamt ze waarden, bis mer eis können un d'EU-Direktiv maachen, géif och dat implizéiert Personal an der Schwief halen. Ech ginn hei ze bedenken, datt trotzdem am Moment 95 Leit an dem sem Domän beschäftegt sinn, an et géllt mat dem virleiende Gesetz dese Leit och eng gesetzlech Sécherheet ze ginn iwwert hir Carrière an hir Missiounen an de betreffende Servicer an Divisionen. Dëst ass e weidere wichtige Grond, wéi ech elo grad gesot hunn, firwat d'CSV-Fraktioun dese Projet och wäert stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och nach d'Diskussioun iwwert d'Tutelle vum Innenministère respektiv dem Umweltministère nach eng kéier abordéieren, fir dann de Standpunkt vun der CSV-Fraktioun och an deser Fro duerzeleeën. Ech wëllt och nach eng kéier ervirsträichen, datt d'Kommissioun majoritairement zum Schluss komm ass, datt des Grondsatzdiskussioun iwwert d'Tutelle net am Kader vun demsem Projet gefouert soll ginn.

Da wëll ech och preziséieren, datt de virleiende Projet net expressis verbis festhält, datt d'Waasserwirtschaftsamt beim Innenministère ugesidelt muss sinn, mä datt am éischten Artikel Folgendes steet, also am Artikel 1: „Il est créé une administration de la gestion de l'eau, ci-après appelée administration placée sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau.“

Ech a meng Fraktioun, mir sinn der Meinung, datt dem Minister seng Argumenter, fir déi nei Verwaltung am Innenministère unzesidelen, duerchaus stéckhalteg Argumenter sinn, déi mer och können novollzéien. Fir d'éischt wëll ech och nach eng kéier ennerschriichen, datt de Choix vum Innenministère 1999 e Kompromëss war, well et u sech een neutrale Ministère sollt sinn, dee sech em d'Waasserpolitik sollt këmmern.

Ech ginn ze bedenken, datt et haut Gemenge ginn, déi bekanntlech ënner der Tutelle vum Innenminister stinn an déi fir d'Waasserwirtschaftsamt verantwortabel sinn. Dëst ass, mengen ech, e ganz wichteg Element vum enger integréierter Waassergestioun, déi een iwwerengs haut net ausschliesslech duerch den ekologesche Brëll ka kucken, mä déi e wichtige Bausteen an enger nohalteger, sozio-ekonomescher Entwécklung vun eisem Land duerstellt. Fir elo d'Waasser entweder der Ökonomie oder der Umwelt zouzegestoen, wier eng eesäiteg Décisioun, déi de reellen Enjeu vun enger nohalteger Waasserpolitik verkennt. Et kéint ee jo déi Iwwerleeunge maachen, datt ee kéint dat eent oder dat aner maachen.

(Interruption)

Dir kënnt dat och maachen. Wann Dir Loscht hutt, kënnt Der dat maachen, Här Krecké.

(Interruptions diverses)

Ma wann Dir dat wëllt maachen, da maacht Dir dat och. Da kréie mer eng flott Diskussioun. Mir können allzäit, mir als CSV-Fraktioun, mat der Léisung vum Innenministère gutt liewen a mengen...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Den Här Minister seet lech herno déi wirtschaftlech Komponenten. Da gesitt Der, datt dat net esou dernieft war fir dat ze soen. Ech mengen, datt et eng rasonnabel Entscheedung...

(Interruption)

Also nach eng kéier: Mir kënne mat der Léisung vum Innenminister gutt liewen a mengen, datt et eng rasonnabel Entscheedung duerstellt fir d'Waasserpolitik méttelfristeg do ze koordinéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wollt ech nach eng kéier d'Grënn kloer maache firwat d'CSV-Fraktioun demsem Projet seng Zoustëmmung gétt. Mir stëmmen dëst Gesetz wou mer deene Leit, déi an dem Secteur beschäftegt sinn, an dat sinn der ëmmerhi 95, déi notwendeg Berufssécherheet an hire respektive Carrière mat op de weidere Berufswee wëlle ginn.

Zweetens, mir menge weider, datt d'Diskussiounen iwwert d'Waasserwirtschaftsamt müssen an Enn huelen an datt den Débat, deen an der Mëtt vun den 80er Joren, dat sinn also scho bal 20 Joer, entaméiert ginn ass, zu engem glécklechen Ofschluss am Kader vun demsem Gesetz komme soll. D'LSAP ass an demsem Dossier net iwwert d'Absichtserklärungen erauskomm an huet sech nëmmen duerch Attentismus, also ofwaardend Haltung ervirgedoen. Mat dem Text vun der jëtzegeger CSV-DP-Regierung ginn endlech, an dat muss ee soen, Neel mat Käpp gemaach.

Dreittens, mir stëmmen dat Gesetz well mer e Waasserwirtschaftsamt brauchen. Och eist Land muss d'Waasserpolitik als enger integréierter Politikfeld gesinn, déi nëmmen an den Zesammenhang mat aner Aspekter ka betruucht ginn. Duerfir brauche mer och un administrativ Plang eng Institutioun, déi sech den Erausforderunge vun enger integréierter Waassergestioun unhëlt.

A véiertens: Mir stellen eis och hanert dëst Gesetz, well mer domadder der Kaderdirektiv virgräifen, déi sech als Objektiv eng integréiert an emfaassend Waasserpolitik setzt. Mir leeën domat d'Jaloné fir eng erfollegräich Emsetzung vun deser Direktiv, wou mer d'Integralitéit vun den Donnéeën nach net hunn, mä déi mer awer esou schnell wéi méiglech an eis Législatioun iwwerdroe müssen.

Ech denken domat wier villes iwwert dëst Gesetz gesot. Ech bréngen och nach eng kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Halsdorf. Den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, elo hutt Dir d'Wuert.

M. Alex Bodry (LSAP).- An ech ginn dat Wuert och net méi of, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt merci dem Rapporteur fir säi sachleche Bericht, och wann ech inhaltlech net alles dat deele wat drasteet.

Ech bedauern déi polemisch Ennertéin, déi onbegrennt vum CSV-Spriecher, dem Här Halsdorf, hei erabruucht si ginn, dee manifestement déi lescht 13 Joer deen Dossier net verfollegt huet an och esouguer déi lescht puer Wochen en net verfollegt huet, soss hätt hien net können hei behaupten, d'Chamber hätt allen Awann vum Statsrot Rechnung gedroen. Et ass net een Amendement vun der Chamber gemaach ginn. Et ass grad dat wat mir kritiséieren, déi Onzoulanglecheeten, déi de Statsrot opgeworf huet, d'Opposition vum Statsrot um ganzen Text. Do mécht dës Koalitioun, des Majoritéit wéi wa se net géif bestoen, wéi wann dat bal eppes Gängeges wär iwwert dat ee sech ka ganz einfach mat engem risege Schrëtt ewechsetzen. An et ass grad dat wat mir net akzeptéieren, wéi ech och net akzeptéieren, dass hei Geschichtsfälschung gemaach gëtt vun engem deen noliese léisst an net derbäi war.

Well firwat ass et effektiv net zu méi Zesummeleung vun deem Ganze komm? Well natierlech déi zoustänneg Verwaltungen net wollt mat op deen dote Wee goen. Des Regierung huet se einfach net gefrot, si huet einfach vu vireran décidéiert. Ma da war dat dann esou. A well effektiv an notamant d'CSV-Landwirtschaftsministeren, egal wien dat war, sech an all Regierung opposéiert hunn.

Une voix.- Dat ass net wouer!

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- Et ass grad esou wouer, wéi dass d'CSV-Landwirtschaftsminister dergéint gewiescht wieren. Genau esou wouer a genau esou falsch.

M. Alex Bodry (LSAP).- Här Wolter, zu där Zäit wou déi doten Diskussiounen am Regierungsrat gefouert si ginn, waart Dir net Member vun der Regierung. Et deet mer Leed, Dir kënnt also net vun där Zäit schwätzen.

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- Den Här Krecké awer sécher och net!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech weess awer méi dovu wéi Dir!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech schwätzen hei vun der Zäit vun 1990 an 1994 wéi et deemools em de Koalitionsaccord gaangen ass. Ech akzeptéieren net, dass an deem heiten Dossier, wéi a villen Dossieren, d'CSV mécht wéi wa se während deene leschte 15 Joer näischt mat der Regierung ze di gehat hätt. Just de Contraire ass de Fall. Si sinn elo gläich 25 Joer dran, et ass vläicht ze laang, dass se dra sinn, datt se rappéléiert kréien, dass dat keen Automatismus ass.

Mä loosse mer no där Kloeerstellung hei zum Projet de loi zrëckkommen. Mat demsem Gesetzesprojekt gétt also d'Schafung vun enger neier Verwaltung proposéiert, e sou genannt Waasserwirtschaftsamt oder eng Administration de gestion de l'eau.

Et ass eng Iddi, déi hire Wee gebraucht huet, déi nach laang net

ëmmer, an ech géif lech bieden emol d'Wahlprogramm, net nème vum 1999, nozeliesen, mä gitt emol an Är Wahlprogrammer vum 1989 a vun 1994 kucken, wat do zu deem Thema bei deenen eenzelne Parteien drasteet, anstatt datt een hei hardi drop lass ried, dann ass et kloer, dass mer et hei mat enger Iddi ze dinn hunn, déi hire Wee huet misse maachen an dee se gemaach huet. Well an de Wahlprogrammer, awer nème bei deenen leschte Wahlen, 1999, war praktesch bei sämtleche Parteien, ech hunn déi nogelies vun deenen dräi grouse Parteien, d'Iddi vum Waasserwirtschaftsamt dran erëmzefannen an am Parteiprogramm vun der LSAP 1999 war ze liesen, ech zitieren: „Im Sinne einer integrierten Wasserschutz- und Wasserwirtschaftspolitik befürworten die Sozialisten die Schaffung eines nationalen Wirtschaftsamt welches dem Umweltministerium untersteht.“ Voilà, dat ass och haut nach eis Positioun. Mir änneren déi net, eng Positioun, déi sech em zentral Begrëffer dréint.

1. Eng integréiert Waasserschutz a Waasserwirtschaftspolitik, déi awer emol muss definéiert ginn.

2. D'Schafe vun engem nationale Waasserwirtschaftsamt, dat dem Umweltminister sollt ennerstoen. Dat si genau déi Punkten, déi ech och haut vertrieeden an déi mer zënter Joren an deem doten Dossier vertrat hunn, wat eise Wahlprogramm bei deene leschte Wahle beweist.

Wat mer bemängelen, dat ass net déi Iddi, déi emgesat gëtt, mä wat mer bemängelen ass déi Aart a Weis wéi den Dossier ugepaakt ginn ass, d'Feele vun inhaltlechen a politeschen Zilsetzungen an deem heiten Zesammenhang an och déi ungenügend Preparatioun an elo zum Schluss déi onnéideg Hektik bei der Endphas vun der legislativer Prozedur. Doduerch gétt eng u sech positiv Iddi, d'Zesummeleung vun de Kompetenzen am Waasserberäich an d'Schafe vun enger grousser technescher Waasserwirtschaftsamt, vermurkst, denaturéiert an esou och praktesch a politesch contestabel gemaach.

Anstatt an engem breeden Dialog an Virfeld mat virbereetenen Texter a Konzepter esou eng Verwaltungsreform unzegoen ass emol an Zäit vu kuerzen Diskussiounen bei de Koalitionsverhandlungen am Summer 1999 décidéiert ginn, mir maachen dat a mir maachen dat ënner der Responsabilitéit vum Innenminister, dee bis elo an deem doten Dossier ni am Spill war. Zoufälligerweis gehéiert den Innenminister der CSV un, mä dat war wahrscheinlech de Präis, deen ze bezuele war, fir d'CSV dozou ze bréngen déi Iddi do ze akzeptéieren, déi se virdu refuséiert huet.

Et ass bedauerlech.

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der, datt den Här Minister Grethen eng Fro stellt?

M. Alex Bodry (LSAP).- Selbstverständlech.

M. Henri Grethen, Ministère de l'Économie.- Här President, ech wollt als ee vun deenen, déi bei deene Koalitionsverhandlungen derbäi waren, soen, dass fir d'éischt d'Diskussiounen iwwert d'Kreatioun vun engem Waasserwirtschaftsamt gefouert gi sinn, duerno ass gesot ginn, si kommen an den Intérieur an eréischt ganz zum Schluss ass diskutéiert gi wéi géif den Intérieur kréien. Wier et mir nogaangen, Här President, därerf ech dat och nach soen, hätt d'Demokratesch Partei den Intérieur kritt, mä do waren aner Ursaache schold.

M. Alex Bodry (LSAP).- Här Grethen, ech hätt awer schon deemools bei lech, zum Ufank vun de Koalitionsverhandlungen, all Wette ofgeschloss, dass Dir den Innenministère net géift kréien,

dass dee géif bei der CSV bleiwen. Déi hei hätt ech gewonnen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Bodry, wann ech gelift, fuert weider.

M. Alex Bodry (LSAP).- Wat bedauerlech ass bei deem heite Virgoen, ass och, dass eigentlech et hei jo net nëmmen em d'Schafung vun enger neier Verwaltung geet. Dat ass dat eent, mä et ass verbonne mat engem massiven Transfert vu Kompetenzen, déi bis elo haaptsächlech am Umweltministère ugesidelt waren, deen de gréissten Deel vun de Kompetenzen am Waasserberäich hat an de ganze Waasserschutz praktesch enner senge Fittichen hat zënter der Kreatioun vun deem Ministère a wou elo duerch déi Diskussioun iwwert d'Schafung vun enger Verwaltung am selwechten Otemzuch praktesch déi ganz Waasserkompetenze vum Umweltministère transferéiert gi si bei den Innenminister. Hei geet et net em Persounen.

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- Dat ass carrément falsch.

M. Alex Bodry (LSAP).- Wat soll déi topeg Bemierkung?

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- Dat ass iwwerhaapt keng topeg Bemierkung. Et ass transferéiert gi bei dee Minister, deen d'Waasser a sengen Attributiounen huet an net bei den Innenminister. Ce qui est une extrême nuance.

M. Alex Bodry (LSAP).- Zoufällig seet awer den Arrêté grand-ducal, deen d'Kompetenze festleet an der Regierung, dass den Innenminister zoustänneg ass fir d'Waasserpolitik. Elo kënne mer hei spillen, mä et ass evidenteweis, dass déi Kompetenzen ënner deser Regierung fortgaange si vum Umweltminister a si si bei den Innenminister gaangen. Dat ass richtig.

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- Si si bei dee Minister gaangen, deen d'Waasser a senger Kompetenz huet.

M. Alex Bodry (LSAP).- Den Arrêté grand-ducal vun 1999 kennt nëmmen den Innenminister, e kennt kee Minister deen d'Waasser a senger Kompetenz huet. Et deet mer Leed.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- D'Gesetz kennt awer de Minister deen d'Waasser a senger Kompetenz huet.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech mengen, den Här Minister kann am Moment d'Waasser net halen.

M. Alex Bodry (LSAP).- D'Gesetz gétt et nach net, Här Minister. D'Gesetz gétt et vläicht an dräi Méint, wann et eng kéier an der Chamber sollt gestëmmt ginn.

M. Michel Wolter, Ministère de l'Intérieur.- Da muss Dir gutt Konnexiounen am Statsrot hunn.

M. le Président.- Ech géif lech bieden erëm alleguerten e besse roueg ze sinn, wann ech gelift. Den Här Minister kritt herno d'Wuert, wou e kann drop äntwerthen.

M. Alex Bodry (LSAP).- Also ech verstinn eigentlech déi Nervositéit net, déi hei herrscht. Wann dat hei esou e formidabelen Text ass, da verstinn ech déi Onrou net. Da misst jo jidderou roueg an zefridde sinn an därerf sech eigentlech keng Gedanke maachen iwwer iergendwellech Kriticken, déi e klengen Deputéierten hei äussert am Parlament. Dir misst eigentlech iwwert deene Saachen do stoen. Mä dat schéngt mer also Recht ze

ginn an et schéngt och dem Statsrot Recht ze ginn, dass alles net esou gelaf ass wéi et eigentlech hätt kënne lafen an deem heiten Dossier.

Lëtzebuerg gëtt duerch déi Kompetenzopdeeling, déi des Regierung wäsentlech virgeholl huet, dat eenzegt Land an Europa, vläicht esouguer op der Welt, wou de Waasserschutz net an der alleineriger Kompetenz vum Umweltminister ass.

Mir hu jo nach déi ganz geckeg Situatioun, dass déi dote Froen eigentlech dann zu Bréssel och vun den Umweltministern diskutéiert ginn, zu Lëtzebuerg awer den Innenminister zoustänneg ass fir d'Emsetzung vun deem wat zu Bréssel diskutéiert ginn ass. Beispill: d'Direktiv-Kader iwwert d'Waasser ass am Umweltconseil diskutéiert a verabschied ginn an zu Lëtzebuerg ass et den Innenminister, deen d'Emsetzung soll maachen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Dat ass keng gutt Léisung. Et ass net normal, dass dem Umweltminister eigentlech e Piliere vun sengen Zoustännegkeeten ewechgeholl gëtt. De Waasserschutz, géif ech soen, mécht ongeféier en Drëttel vun senger Kompetenzen aus. Wann een d'Fonge kuckt dann hunn esouguer d'Suen, déi an d'Waasser gestach gi sinn, ongeféier d'Halschent vun den Ausgabe vum Umweltfong ausgemaach. Deen Umweltfong ass opgespléckt ginn. E besteet elo nach mat Rescht-kompetenzen ausserhalb dem Waasser an déi ganz Wasserinvestissementer ginn elo ënnert d'Responsabilitéit vum Innenminister a lafen dann iwwer en neie Waasserfong of.

Vun deenen eelef Kompetenzfelder, déi elo an dem Arrêté grand-ducal vum August 1999 ënnert dem Innenminister stinn an am Wasserberäich sinn, sinn et der sechs, déi an der leschter Regierung nach beim Umweltminister louchen. Et ass also en Transfert vu sechs Kompetenzfelder vun eelef, deen elo am Ufank vun deser Legislaturperiod stattfint huet, ouni dass dat an iergendengem Wahlprogramm och nimmeng ugekënnegt gi war. Well währenddem meng Partei gesot huet, dass mir der Meinung sinn, dass eng nei Waasserverwaltung sollt ënnert d'Kompetenz vum Umweltminister falen, hunn déi zwou aner grouss Parteien näischt zu där doter Fro gesot. Si hunn einfach gesot, mir si fir d'Zesummleeë vun de Kompetenzen. Ech hunn déi Texter hei, wa Leit mer dat net wëlle gleewen. Do ass an hirem Wahlprogramm keng Ausso dran, wien da soll zoustänneg gi fir dat Waasser. An dat erkläert och, firwat dass d'Koalitionsverhandlungen op deem dote Punkt esou ausgaange si wéi se nun eben ausgaange sinn.

Et ass an eisen Aen net normal, dass eigentlech e Ministère, dee bis elo keng technesch Kompetenzen am Wasserberäich hat, hien hat sécherlech administrativ Kompetenzen, mä keng technesch, elo eigentlech dee Ministère gëtt, em dee sech alles dréint, deen d'Konnexioun vun deem Ganzen mécht an deen och déi grouss nei Waasserverwaltung ënnert seng Fitticher kritt.

Dat ass fir eis keng logesch Léisung, dat ass eng irrationell Léisung, déi sech bal nimmeng aus parteipoliteschen Iwwerleeungen erkläert léisst: ech hu soss keng logesch Erklärung fonnt. Well wann een dat eent Argument weiderspénnt, wat ëmmer gebraucht gëtt a wou gesot gëtt: Oh jo d'Waasser, d'Dränkwaasser, dat sinn d'Gemengen an d'Gemengen, dat ass den Innenminister. Da kënnt mer esou weiderfuere: Offall dat sinn d'Gemengen, d'Gemengen ass den Innenminister, vläicht ass dann an der nächster CSV-DP-Regierung den Offallberäich och nach fort vum Umwelt-

minister a gëtt dann och dem Innenminister oder dem Minister, deen den Offall a senge Kompetenzen huet, zougeuerdnet - wat hei net de Fall war, mä et kënnt awer op datselwecht eraus.

(Interruption)

■ Une voix.- Dir kommt der Wourecht ëmmer méi no.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Et ass also esou, dass mer dat nach weiderhi kritiséieren. Mir sinn och net midd ginn, dat ze kritiséieren zënter dass des Koalitioun hei uge-tratt ass a mir stinn net eleng do mat deene Kriticken, déi mer op deem dote Punkt äusseren. Dat géllt fir sämtlech Umweltorganisationen, wou keen dat doten eng gutt Saach fonnt huet, fir d'Kompetenzopdeeling sou ze maachen, wéi des Regierung dat am Summer 1999 hannert verschlossenen Dieren diskutéiert a festgehalten huet.

D'DP - tja dat ass e bësse verwonnerlech -, duerch de Mond vun eenzelne Spriecher, schéngt och net dermaat averstanen ze sinn. Si waren awer nach - wéi mer nach grad vum Här Grethen bestäetgt kritt hunn - vun Ufank u bei den Diskussiounen mat derbäi a sinn nach houfreg op dat, wat erauskomm ass. Et kann ee sech also nimmeng wonnere wat an a wéi vill Männer an deem dote Punkt hei geschwat gëtt. Op jidde Fall si se matgaangen a si wäerten och matgehaange ginn.

(Interruptions et hilarité)

■ Plusieurs voix.- Hoho!

■ M. Alex Bodry (LSAP).- D'Kritik op deem dote Punkt kënnt och vun eenzelne Beruffschamberen, notamment och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi dat doten eigentlech och keng gutt Iddi fënnt, fir dat esou virzehuelen an natierlech - an dat muss ee besonnesch ervirhiewen, dass dat nimmeng e feste Bestanddeel vun eise legislative Prozeduren ass - och vum Statsrot, deen eigentlech doduerjer säin éischte Kritikpunkt gemaach huet.

Wat nach méi cocasse ass, dat ass eigentlech, dass d'Regierung selwer Lige gestrooft gëtt duerch Etüden, déi se finanzéiert huet. Den Umweltministère huet an de Joren 1999/2000 eng Etüd iwwer e spezialiséierte Büro an Optrag ginn, iwwert d'Restrukturéierung vun den Eaux et Forêts an haaptsächlech och iwwert d'Fro vum Naturschutz. An do kënnt déi Etüd op deem heite Punkt, zu der Kompetenz vum Waasser, zu enger kloer Konklusioun, si seet: Et ass falsch de Waasserberäich aus den Eaux et Forêts erauszubriechen.

A genau dat, wat d'Etüd am Optrag vun der Regierung seet, eng Etüd déi nach bal waarm ass, obwohl se an engem Tirang verschwonnen ass, dat gëtt hei elo duerch dese Gesetzesprojekt gemaach, dee mam Accord da wäert gestëmmt gi vun deenen, déi d'Etüd an Optrag ginn hunn. Do gëtt dat doten ëmgeännert an de Waasserberäich gëtt ganz aus den Eaux et Forêts erausgeholl. Et ass just vergiess ginn den Numm vun der Verwaltung ze änneren, well mat Eaux huet se an Zukunft näischt méi ze dinn; do war d'Regierung sech inkonsequent an hirer Haltung.

Et sinn also ganz vill Kriticken, déi geäussert ginn, an d'Regierung mécht, wéi wann dat näischt war a wéi wa si awer richtig géng leie géint all déi aner, déi enger anerer Meinung sinn. Well et wäert net einfach sinn, déi dote Kompetenzen nun eemol aneschtens ze maachen. Da gëtt elo mol llicht gesot: Et ass jo net schlëm. No den nächste Wahlen da geet alles aneschtens. Firwat gëtt et net einfach? Ma et muss ee jo Realist sinn, et muss ee jo wëssen, wéi déi Saache lafen, well et ganz einfach politesch schwéier duerchsetzbar ass, well een ëmmer mat Koalitiou-

nen ze dinn huet wou ee vun de Partner, déi un den Décisiounen mat bedeelegt waren, nach weider dra sëtzt an dee muss sech also dann op de Kënn späitzen - dat ass jo alt emol an deser Koalitioun virkomm -, mä dat muss net onbedéngt bei der nächster Koalitioun d'selwecht sinn. A virun allem awer och well, entgéint deem wat behaupt ginn ass, gesetzlech hei d'Jalone mat spezifische Gesetzer schon esou gesat ginn, dass et eigentlech keng Logik méi ass, dass deeselwechte Minister nach zoustänneg ass fir den Naturschutz a fir de Waasserschutz.

Ech explizéieren a géif do ee Beispill eraushuelen an dat ass d'Ofännerung vum Naturschutzgesetz, wat och iwwert deen heiten Text soll virgeholl ginn. Et ass den Artikel 14 vun deem Text mat besonnesch sengen Artikelen 2 a 5 vum Naturschutzgesetz, déi ëmgeschriwwen solle ginn, fir do déi nei Zoustännegkeet vun deem neie Minister dann anzeschreiwen. Do kommen also Elementer vu Waassergestioun an Naturschutzgesetz eran, mat där duebeler Autorisatioun an Zukunft vum Umwelt- a vum Wasserminister, déi d'Aar-bechte bei de Wasserleef betreffen.

Wat fir ee Sënn gëtt eng duebel Autorisatioun wann et deeselwechte Minister ass? Déi heiten Ofännerung vum Text vum Naturschutzgesetz - an ech géif all deene Leit, déi e bësse kritischesch zu deem Text stinn, och an der Majoritéit, dat ze bedenke ginn - ass an der alleineriger Logik, dass an Zukunft den Umweltminister net méi wäert gläichzäitig fir Naturschutz a fir Waasserschutz zoustänneg sinn, well soss kënnt een net eng duebel Autorisatioun vun zwee Ministeren hei virgesinn.

Dofir ass besonnesch deen dote Punkt, déi Ofännerung vum Naturschutzgesetz, an eisen Ae vum Béisen. Dat dierf net stattfannen, dofir froe mer och herno e Vote séparé iwwert den Artikel 14 vum Gesetz, wou et drëm geet de Wasserminister mat an d'Naturschutzgesetz eranzekréien, mat alle Komplikatiounen déi drun hängen, wann een zwee Ministeren eng Kompetenz gëtt, fir opgrond vun deemselwechten Text eng Autorisatioun ze erdeelen. Déi mussen also no deeneselwechte Kritäre fueren. Wa se no deeneselwechte Kritäre fueren, da mussen se déiselwecht Décisioun huelen. A wa si déiselwecht Décisioun huelen, firwat mussen dann zwee Ministeren d'Décisioun huelen? Da ka jo ee se huelen.

Et ass einfach onlogesch, irrationell, wat op deem heite Punkt gemaach ginn ass. Et ass net vun ongeféier, firwat sech och grad besonnesch d'Veereenigung vun de Fierschteren, d'Veereenigung vun de Forstingenieuren a Brandpräiver un déi politesch Responsabel gewannt hunn a sech gewiert hunn, dass esou eng Modifikatioun am Naturschutzgesetz sollt kënnen duerchgezu ginn. Et ass op deem dote Punkt, wou och de Statsrot ganz pertinent Iwwerleeunge mécht an déi enner anerem och sécherlech seng Opposition formelle um ganzen Text mat erklären.

Nieft där gewielter Prozedur, der Kompetenzfro, ass en drëtte grouse Kritikpunkt deen ee muss uféieren an dat ass, dass et bei deem Gesetz eigentlech bei engem renge Kadergesetz bliwwen ass vun enger Verwaltung. Dat brauche mer, dat ass kloer, all Verwaltung brauch e Kadergesetz, dat ass net a Fro gestallt an ech verstinn och, dass Beamten, déi elo op eng bessen onkoscher Aart a Weis an e Ministère detachéiert gi sinn, fir e Service doraus ze maachen, Drock maachen a gären hir Situatioun definitiv gekläert hätten. Dat ass ganz

richteg, mä mir sollen eis awer net doduerjer enner Drock setze loos-sen, well deen Drock do huet d'Regierung selwer doduerjer erzeugt andeem dass se, ouni dass en Text vun enger Verwaltung gestëmmt war, scho praktesch gemaach huet, wéi wann den Text do war. Dat ass fir mech och relativ eemoleg als Virgoensweis bei enger Verwaltungsreform, wéi där heiten.

Wat mer der Regierung och virwerfen dat ass, dass se eigentlech bei der Ausaarbechtung vun deem heiten Text, wat eng reng Kaderreform ass vun enger Verwaltung, ze vill eng bürokratesch, ze vill eng verwaltungstechnesch Approche zu där doter Reform hat. D'Schaffung vun der Verwaltung hätt onbedéngt misse gekoppelt gi mat politeschen Zilsetzungen, mat Regeln, mat Prioritéiten, wéi d'Waasserpolitik konkret soll fonctionnéieren. De Regierungstext beschränkt sech hei drop bestoend Verwaltungsstrukturen aus Verwaltungen erauszerappen an dann niefteneen oder ënnerteneen an enger neier Verwaltung ze positionéieren.

Dat kann een hei um Beispill kucken: Et hält een eng bestoend Divisioun aus der Umweltverwaltung, déi gëtt eng nei Divisioun an der neier Verwaltung; et hält een eng Divisioun aus der Ponts et Chaussées, déi gëtt eng nei Divisioun an der neier Verwaltung; et hält een de Labo aus dem Environnement, dee gëtt dann de Labo vun där neier Verwaltung; et hält een eng Divisioun aus der ASTA, dat gëtt dann eng Divisioun an där neier Verwaltung an dann hu mer d'Vewaltung do stoen. Ech weess net ob déi Baustëng do halen, ob dat net ëmkippt?

Well mir dierfe jo hei eppes net vergiessen - an elo geet et awer wierklech em de Fong vun der Saach - dat ass, dass esou eng Reform jo net e Selbstzweck ass. Mir wëlle jo net eng Fusioun maache vu Verwaltungen, Verwaltungen zesummeleeën, well dat esou flott ass, fir dat ze maachen. Domadder eleng hu mer jo nach näischt ronn bruecht. Wa mer dat net mat engem Gesamtkonzept verbannen, wéi déi Verwaltung soll schaffen, wéi sech an Zukunft ofgeschwat gëtt, da riskéiere mer net mat där doter Virgoensweis déi Reiwereien, déi jo awer um Terrain net ëmmer, mä awer dach an eenzelne Fäll bestanen hunn, dass mer déi mat eriwuerhuelen an déi nei Verwaltung, ouni dass gekläert gëtt no wat fir enge Richtlinnen eigentlech soll déi Aarbecht an där Verwaltung lafen.

Dozou liesen ech näischt am Text. Et ass eng Opléschung vun eenzelne Missiounen, ouni Hierarchie an der Missioun, ouni ze soe wéi dat praktesch soll lafen. An eis grouss Angscht ass, dass mer mat där neier Verwaltung hei déi al Schwieregkeeten, déi bestanen hunn, déi sécherlech méi kleng si gi mat der Zäit, mä déi awer nach ëmmer erëm oploderen, mat iwwerdroen an déi nei Verwaltung, ouni dass eng Mediation statt-fonnt huet, ouni dass versicht ginn ass déi Konflikter ze berengegen.

A mir riskéieren esouguer elo neit Kompetenzgerangel, wat mat deene Verwaltungen wäert entstoën, déi bis elo net dra waren, déi ausserhalb vun där neier Waasserverwaltung stinn, déi awer mengen, dass se am Wasserberäich nach eppes ze soen an ze doen hätten, wéi d'Eaux et Forêts, déi hei erausgeholl si ginn, mä déi awer op Grond vum Naturschutzgesetz natierlech, besonnesch och nom Artikel 5 Kompetenzen an deem Beräich glécklecherweis nach mat eriwuer gerett kritt hunn.

Do sinn nei Schnëttstellen, nei Reiwungspunkten, déi entstinn, déi mer virdrun an deem Mooss net haten, esou dass ech mengen, dass e Makel, deen deen heiten Text huet, an dat soll een esou objektiv och kënnen vun anere Säiten agestoen, dass et eben nimmeng eng Kaderreform ass. Et kann ee

soen, et ass alt dat, mä dass et net wierklech verbonne ginn ass mat enger politescher Ausrichtung a mat dem Versuch net eng reng technokratesch Approche ze hunn, mä och eng nei Verwaltung ze schafen, mat neie Strukturen, déi méi wäer wéi en Zesammenheefen, en Niewentenee vun deenen ale bestehende Strukturen aus ale Verwaltungen.

Dat ass, mengen ech, eng fundamental Fro, déi och am Statsrotavis ugeschwat gëtt an déi mir méi daitlech wollten zum Ausdrock bréngen an där heiter Diskussioun, well vun där doter Fro och schlussendlech wäert de Succès vun där ganzer Operatioun ofhänken.

Bedenklech ass deen heite Projet och, haaptsächlech elo, an dat ass net der Regierung hir Schold an éischer Linn, mä et ass awer der Chamber hir Schold oder der Chambermajoritéit hir Schold, wéinst dem Emgank, deen des Majoritéit hat mat enger Opposition formelle vum Statsrot. Mir si jo hei an enger ganz aussergewéinlecher Situatioun. Dat ass vläicht bis elo an enger hallwer dose Projekte virkomm. Do waren der och emol vum Innenminister derbäi. Déi viereg Reform vum Gesetz vu 37 huet och missen zrëckgezu ginn, well de Statsrot gesot huet, dat dote bréngt et net, schreift en neien Text. Hei hu mer eppes Ahnlech, woubäi ech net onbedéngt an alle Punkten d'Kriticke vum Statsrot deelen.

Ech wëll dat zitieren, well et ass zwar geschwat gi vun deene punktuellen Awänn vum Statsrot, mä et ass vergiess ginn daitlech ze maachen, leider och vum Rapporteur, dass op deem ganzen Text eng Opposition formelle ass.

(Interruptions diverses)

Ech liesen dat vir, fir dass et kloer ass, firwat dass et ass. Ech liesen hei d'Konklusioun vum Statsrot vir, fir dass mer wëssen iwwer wat mer diskutéieren, fir dass dat net ënnert an der ganzer Debatt haut de Mëtteg.

„En guise de conclusion et par référence aux nombreuses incohérences, que présente le projet sous avis, le Conseil d'État ne peut marquer son accord avec celui-ci. Il recommande sous peine d'opposition formelle de reprendre le projet sur le métier en tenant compte de la directive-cadre dans le domaine de l'eau, qui doit de toute façon être transposée au plus tard au cours du premier semestre de l'année 2004.“ Ech mengen, dat wier nach des Legislaturperiod. „Le projet amendé devrait permettre de définir à la fois une politique intégrée de l'eau et les structures administratives nécessaires à la mise en œuvre de cette politique. Une loi-cadre devant logiquement être la suite d'une loi sur le contenu et non l'inverse.“

Also hei ass dee relativ schwerwiegende Virgank en Zesummespill vun den Institutionen, dass de Conseil d'État seet, eng Opposition formelle um ganzen Text. Wat seet d'Regierungsmajoritéit? Keen Amendement, mir zéien et duerch. Éische Vote, an drai Méint drop den zweete Vote. Ech froe mech, ob dat doten deen neie politesche Stil ass, och am Emgank vun der Institution Chamber mat der Institution Conseil d'État an ëmgekiert?

Sécherlech sinn et scho Fäll ginn, wou enger Opposition formelle net Rechnung gedroe ginn ass. Mä dat war meeschtens op engem Artikel wou dat gespillt huet. Hei hu mer dee ganz raré Fall, exceptionnel, dass de Conseil d'État, wat jo net en Hort vun Oppositionellen ass, vun Extremisten, mä de Conseil d'État, deen eis hëllef hei uerdentlech Texter ze maachen, geet hin, wou ee kann daitlech soen, et ass och eng konservativ liberal Majoritéit an deem Gremium, an e mécht eng Opposition formelle op deem ganzen Text.

Et ass nach ni virkomm, dass deem net Rechnung gedroe ginn ass.

Wann dat de Fall war, dann ass entweder de Projet zrëckgezu ginn oder awer et si Verhandlungen gefouert ginn, et sinn Diskussiounen gefouert gi mam Statsrot, fir senger Bemerkungen a Kritikken kënnen entgéintzekommen. Et ass probéiert ginn den Text ze verbesseren op deene Punkte wou e wirklech schlecht war, a fir de Rescht ze kucken iwwer d'Opposition formelle ewechzekommen.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Et geet net drëm, dass de Conseil d'État eng Proposition gemaach huet fir den Text ze verbesseren. Et geet drëm, dass mer fundamental op deem Punkt, wou d'Opposition formelle komm ass, net mam Conseil d'État d'accord sinn. Dat ass e ganz anere Point de vue.

De Conseil d'État seet, mir maachen eng Opposition formelle, well Dir d'Schaffung vum Wasserwirtschaftsamt net lieiert mam Gesetz iwwer d'Emsetzung vum der Direktiv. An do si mir der Meinung, dass et kee Lien fonctionnel gëtt. An ech mengen, dat Recht mussen d'Majoritéit an d'Chamber hunn, fir der Meinung ze sinn, dass de Conseil d'État enger Meinung ass an dass d'Majoritéit an d'Chamber enger anerer Meinung ass. Mir gesi kee Lien fonctionnel tëschent dem Wasserwirtschaftsamt, der Kreatioun vun deem Amt an dem Gesetz. Mir hu Gesetzer, déi haut d'Waasser regléieren. Mir wäerten an enger nächster Etapp d'Direktiv iwwer d'Waasserwirtschaft emsetzen.

En attendant hu mer e Wasserwirtschaftsamt, wat ka funktionnéieren op Basis vum bestehende Gesetzer. Et geet also net em dat wat Dir sot. Et geet net em eng Fro vun Text. Et geet em d'Fro, ob een oder ob een net e Lien fonctionnel mécht tëschent zwee Gesetzer, an do hu mer eng fundamental aner Meinung wéi de Conseil d'État.

M. Alex Bodry (LSAP). - Et geet och hei em Texter. Et geet och em Texter. Liest den Avis am Detail duerch. Mir hunn an der Kommission probéiert driwwer ze diskutéieren an et ass jo erauskomm, dass Feeler an den Texter sinn, Här Minister. Et ass an där Diskussioun erauskomm, dass op eenzelne Punkte manifestement Oublié waren, dass een hätt kënnen besser Texter maachen. Mä firwat gëtt hei wessentlech en Text, deen an eenzelne Punkten net gutt ass,...

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Firwat dauert et annerhalft Joer bis mer en Avis vum Conseil d'État kréien? Firwat?

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech schwätzen hei als Chamber an ech kann als Deputéierten net akzeptéieren, dass gesot gëtt, hei an deem Artikel si Feeler dran, an deem doten Artikel hu mer eppes vergiess, mä mir änneren elo näischt, well soss kënnen mer den Text net méi stëmmen. Mir mussen duerch, och mat allen Imperfektionen.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Mir kënnen ganz gutt mat deem Text liewe wéi en do ass, mat deene soi-disant Feeler, déi dra sinn, déi ganz weineg wäerten änneren. Dat wäert Der gesinn. An et wäert keng Majoritéit, egal wéi se zesummesat ass, ech soen lech et nach eng Kéier, dat Gesetz hei a Fro stellen nom 13. Juni. Mir sinn hei am Wahlkampf an a soss guer näischt!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry (LSAP). - Här Minister, mir schéngt et selbstverständlech ze sinn, dass deen heiten Text wäert nogebessert ginn, wéi aner Texter och vun lech notament nogebessert gi sinn, wéi d'Wahlgesetz, dat Dir erabreuecht hat, dat huet missen ee Joer drop nogebessert ginn duerch déi Feeler, déi dra waren.

An ech soen lech et hei, wa mer elo scho wëssen, dass Feeler dra sinn, an et ass fir mech héchstens onbefridgend, dass e Minister hei seet, mir wëssen, dass déi Texter net an der Rei sinn, mä mir stëmmen se awer. Dat spillt keng Roll.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Ech hunn d'Impressioun, dass Dir guer net nolauschert wann een eppes seet.

M. Alex Bodry (LSAP). - Dofir kann ech déi dote Philosophie net akzeptéieren. Dat dierf net déi si vun engem Minister. Dat dierf scho guer net déi si vun der ganzer Chamber.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Dir sidd e bësse gefrust, Här Bodry. Ech muss wirklech soen, Dir hutt scho besser Rieden hei gehalten.

M. Alex Bodry (LSAP). - Ech loosse de Wieler jugéiere wéi gutt meng Aarbecht ass an Dir sidd net de Wieler.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - De Wieler wäert dat jugéieren op deem heite Punkt.

M. Alex Bodry (LSAP). - Mir wäerten et och jugéieren. Do ass mer net Angscht.

Mir sinn der Meinung, dass hei mat där néideger Flexibilitéit, mat deem néidege Fangerspéizegefill a mat der Opriichtegkeet eng Rei vu Feeler, déi an deem Text dra waren, ze korrigéieren a sech op d'Kriticken zouzebewegen, een net hätt missen déi Konfrontatioun mam Statsrot siche goen. Dat hei ass a mengen Aen eng Provokatioun vun der Chambersmajoritéit par rapport zum Conseil d'État. Et ass fir d'éischt an der Geschicht, dass eng Opposition formelle op engem ganzen Text ass, d'Regierung opgefuerdert gëtt den Text ze iwwerschaffen an dass d'Majoritéit ouni ee Komma an deem Text ze änneren...

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Dat ass net wouer. Dat hu mer net gesot. D'Opposition formelle ass eenzeg an eleng e Lien fonctionnel, deen de Statsrot mécht tëschent der Direktiv, der Emsetzung vun der Direktiv an der Kreatioun vun der Wasserwirtschaft. Haalt op eppes aneschtens ze soen!

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, ech wollt froen: Wien huet d'Wuert? Den Här Wolter oder ech?

M. le Président. - Dir hutt et elo. Déi aner sollen nolauschteren.

M. Alex Bodry (LSAP). - Mir bleiwen derbäi, dass dat kee korrekte politeschen Émgang, weder mam Conseil d'État nach mat der legislativer Aarbecht ass, déi mer hei solle maachen. Et soll eis gemeinsam Ustrengung sinn Texter ouni Feeler ze maachen, déi ee gutt an der Praxis kann uwenden, an net de Contraire.

Ech verstinn d'Suerg fir d'Leit, mä ech hunn den Androck, dass déi e bësse virgeschubbt gëtt vu Leit vun der Majoritéit, well hei ass e Konsens um Prinzip, an et wëllt och keen déi Détachementer, déi elo schonn zënter dräi Joer lafen, an déi och nach fennef Méint méi laang kéinte lafen, a Fro stellen. Firwat hu mer eis net d'Zäit geholl als zoustänneg Kommissioun a versicht den Text ze verbesseren, eis eens ze setzen op eenzelne Punkte wou Divergenze sinn, anstatt op stur ze schalten an egal wéi dat doten duerchzedrücken? Deen Text wär och no deenen nächste Wahlen am Oktober mat enger Majoritéit an der Chamber gestëmmt ginn. Do sinn ech sécher, well keen de Prinzip a Fro stellt. Nëmme am Detail gëtt eng ganz Rétsch vu Remarken ze maachen.

Ech hu mer déi Directive-cadre ugekuckt, Här Minister. Do sinn ech

mer sécher, dass de Gros vun der Directive-cadre wäert iwwer technesch Elementer emgesat ginn an nëmme ee klengen Deel, deen elo scho bekannt ass - well do streide sech jo net d'Experten drëm, wat dat soll heeschen -, wäert emgesat ginn iwwer e Gesetz. Deen Deel ass bekannt zënter 2000. Et wär parfaitement méiglech gewiescht déi puer grouss Prinzipien, déi an der Directive-cadre dra sinn, an dese Gesetzestext ze iwwerhuelen an dann e Ganzt ze maachen, anstatt reng eng Kaderreform ze maachen, an dann an deser Legislaturperiod näischt méi wëllen ze maachen, obwuel d'Direktiv hätt scho missen deelweis Enn 2003 emgesat ginn.

Mir sinn der Meinung, dass dat do keng gutt Aart a Weis ass, fir Politik ze maachen.

(Interruptions)

Mir maachen no de Wahlen e Bilan vun deem, wat nach emzesetze bleift. Kee Problem.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - ...wann ee selwer am Boot souz a wann ee weess wéi et ass!

M. le Président. - Loosst den Här Bodry schwätzen. Dir hutt all d'Méiglechkeet herno nach d'Wuert ze froen.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - E war scho méi objektiv, den Här Bodry!

M. Alex Bodry (LSAP). - Er laabt mer trotzdeem, Här President, wann den Här Minister dat zouléisst - ech weess net wéi wäit een als Deputéierten nach dierf hei an der Chamber fräi schwätzen ouni ennerbrach ze gi vun engem opgereegte Regierungsmitglied -, op den Detail ze kommen.

Nodeem ech op d'Naturschutzgesetz higewisen hunn, wëll ech och e Wuert iwwer de Kommodo soen. Ech wär fro wann de Minister am Detail vläicht kënn op déi Froen äntwerten. Dat wär nützlich, well da wësst den d'Leit, wat se herno sollte mat deem Gesetz ufänken.

Wat opfalend ass, dat ass, dass u sech sämtlech Kompetenze vum Wasserbereich en Transfert matmaache bei den Innenminister, deen d'Waasser ennerter deser Regierung a sengen Zoustännegkeeten huet mat der Ausnahme vum Kommodoereich. Do bleift de Wasserdeel an der Kompetenz vum Umweltminister.

Mä ech muss soen, deen aarmen Umweltminister, egal wien et ass, oder och säi Statssekretär, hu keng Verwaltung méi fir Texter ze maachen, well, Här Statssekretär, d'Waasserabteilung vun der Umweltverwaltung, déi verschwennt mat deem heiten Text. Wann d'Deputéierten deen heiten Text stëmmen, da gëtt et keng Waasserabteilung méi an der Umweltverwaltung. Den Umweltminister an d'Umweltverwaltung bleiwen awer opgrond vum Kommodotext zoustänneg fir de Wasserbereich. Wéi soll dat goen?

(Interruption)

Op jidde Fall net no dem Gesetzestext. Do gëtt sech arrangéiert. Do gëtt niewendrun administrativ probéiert duerch de Bësch ze kommen, mä dat ass net conforme zu den Texter. D'Kommodotext kennt nëmme d'Umweltverwaltung. Et kennt keng aner Verwaltung. A mat deem heiten Text kënn och keng aner Verwaltung an d'Gesetz iwwer d'Établissements classés an d'Prozedure mat dran. Et ass also eng Inkohärenz par rapport zu der allgemenger Linn, déi mat grousser Rigueur duerchgezu ginn ass, jusqu'à l'excès an aneren Domänen, fir all klengen Dibbelche vu Waasserkompetenz ewechze-

huelen, awer am Kommodotextbereich do brauch nëmme d'Wirtschaft ze reklaméieren, da geet dat op eemol net an da loosse mer et do bestoen, obwuel d'Verwaltungsstruktur guer net méi an dee System materapass.

Dat ass och eng vun deenen Inkohärenzen op déi de Conseil d'État hiweist, Inkohärenze vun Texter, déi enner anerem och seng Opposition formelle um ganzen Text begrënnen an eis dozou bréngen deen heiten Text net ze stëmmen. Onzoulängelechkeeten, Oubliën, och wat d'Gesetz vum 29. Juli 1993 iwwer de Waasserschutz ugeet, respektiv d'Gesetz vum 28. Juni 1976 iwwer d'Fëscherei an de Bannegewässer. Och do huet sech näischt geännert.

(Interruption)

Dat schéngt mer wichteg ze sinn, well ech jo dovun ausginn, dass des Majoritéit wäert géint all gesonde Mënscheverstand desen net amendéierten Text stëmmen.

Mer mussen eis bewosst sinn, dass et elo eréischt richtig lasset, well wéi bei alle Verwaltungsreformen, bei allen Zesummeleunge vu Kompetenzen hu mer näischt ronn bruecht, wa mer dat eleng ronn bruecht hunn a sech soss näischt ännert, alles d'selwecht bleift.

Et ass also wichteg, dass déi Verwaltung, déi do schafft, politesch Zilsetzung kritt, Programmer kritt, Richtlinne kritt, Prioritéite festgueluecht kritt, no deenen se muss un d'Dossieren erugeen, well soss hu mer näischt geschafft. Et ka souguer e Réckschritt par rapport zu der Situatioun vu virun e puer Joer antrieden. Et schéngt mer schrecklech wichteg ze sinn, dass dat do kennt, an et ass eng Aufgab vun der Politik, fir dat do ze maachen. Bis elo huet d'Politik déi doten Aufgab net gemaach. Dat muss ee ganz kloer soen.

Et ass menger Ansicht no elo e schwierege Moment fir ze starten, well déi nei Verwaltung, wa se all déi Kompetenze wëllt wahrhuelen, brauch se méi Leit. Si kënn elo an eng Phas eran, wou d'Regierung gesot huet, mir stelle weider keen zousätzlech Personal a mat Ausnahme vun e puer Domänen, an do ass de Waasserdoman net dran.

Dat ass net gutt. Hei gëtt eng nei Verwaltung geschaffen a si kritt eigentlech vu virer an net d'Méiglechkeeten, fir kënnen e qualitative Sprong an der Aarbecht ze maachen, e Sprong, dee mer alleguer wëllen an drop waarden, dass e kéim mat esou enger neier Struktur, soudass ech mengen, dass mer et hei net mat enger Konkusioun vun enger Debatt ze dinn hunn, mä dass d'Debatt net ofgeschloss ass, souwuel iwwer d'Waasserpolitik zu Lëtzebuerg wéi besonnesch awer och iwwer d'Strukture vun der Waasserpolitik hei am Land, mä dass mer et beschtefalls mat enger Tëschenapp ze dinn hunn. D'Diskussioun geet weider a mir hoffen, dass se am Sënn vun enger nohaltiger Gestiou vum Waasser och hei zu Lëtzebuerg weidergeet.

Merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Waasser ass d'Viraussetzung vun alle biologeschen Elementer an ouni Zweifel eist bedeihtest Grondnahrungsmittel, wat och duerch näischt kann ersat ginn. De Mënsch brauch all Dag bis zu 3 Liter Waasser. An der Moyenne besteet eise Kierper zu 60 bis 65% aus Waasser. Ouni Waasser kee Liewen, ass also keen eidele Sproch. En entsprécht der Realitéit.

De Gewässerschutz huet hei zu Lëtzebuerg eng ganz laang Tradition, an haut sinn nach legislativ Texter a Kraaft, déi bis op d'Joer

1669 zrëckginn, also der Zäit vum Sonnekinnek. Et handelt sech hei em eng Ordonnance sur les Eaux et Forêts. Trotz ville Gesetzestexten huet d'Qualitéit vun eise Baachen a Flëss an deene leschte Jorzéngte sech mat Sécherheet net verbessert. Ganz au contraire. Dat ass natierlech un éischer Linn d'Resultat vun der demographescher Entwécklung an och vun der industrieller Expansioun an deene leschten 120 Joer.

An engem Reesguide vun 1893 gëtt zum Beispill de Fëschräichum vun eise Gewässer gelueft, virun allem wat d'Frellen ubelaangt. Souguer an der Uelzecht, déi jo entremps op verschiddene Plazen zu enger, kann ee scho bal soen, nationaler Kloak mutéiert huet, goufen et nach iwwerall Fësch. Symptomatesch fir déi kontinuéierlech Verschlechterung vun der Waasserqualitéit vun eise Baachen a Flëss kann een ouni Zweifel d'Verschwanne vum Salem, besser bekannt enner dem Numm Saumon, nennen.

Ech wëll drop hiweisen, dass zum Beispill 1885 den Dikrecher Fëscherkclub an engem Moien 300 Kilo Saumon gefaangen hat. No 1945 goufen nëmme nach eenzel Exemplare gefaangen. Dee leschte Saumon, esou gouf statistesch nogewisen, gouf 1954 bei Waasserbëlleg aus dem Waasser gezunn.

(Interruption)

Här Strotz, ech versichen elo ganz fein mat lech ze sinn, well ech kënn lech eppes aneschtens soen, enner anerem wat kéint d'Ursach sinn, firwat de Saumon net méi duerch d'Musel kënn.

(Interruptions)

Ech denke mer et an den Här Strotz huet mer sécher ofgesinn, wat ech denken a wat ech schonn e puermol hei gesot hunn.

Schon 1964 huet den deemolege Waasserschutzkommissär, de spéideren éischen Umweltminister hei zu Lëtzebuerg, den Här Josy Barthel, Folgendes geschriwwen: „Die Alzette stinkt zum Himmel. Von Esch/Alzette bis nach Eitelbrück ist unser Nationalfluss zum Sammelkollektor der Abwässer von rund 200.000 Luxemburger geworden, die Industrien nicht mit eingerechnet. Die Wiltz fließt milchig mit Öl und Fett geladen.“ Leider ass d'Uelzecht, mir hunn dat virdu scho gesot, virun allem natierlech am Süden, nach ëmmer an engem katastrophalen Zoustand.

Sécher muss een hei ganz objektiv sinn. Et gouf an all deene Joren eng Rei vun Ustrengunge gemaach, virun allem fir nei Kläranlagen ze bauen, an et sinn och vill Milliounen Euro dohinner investéiert ginn. Global allerdéngs muss ee soen, dass d'Politik um Niveau vum Gewässerschutz hei zu Lëtzebuerg an all deene Jorzéngte mat Sécherheet net onbedéngt gegläntz huet, fir net méi ze soen. Als ee vun de Schwaachpunkte sinn natierlech ëmmer déi wäit verspreete Kompetenze wat de Gewässerschutz ubelaangt dohinnergestallt ginn. Effektiv konnt ee jo bis haut sech nach net drop eenige fir eng eenheetlech Waasserpolitik ze maachen, well ebe bis zu sechs Ministère kompetent ware fir Waasserschutzfroen. Virun allem den Aspekt Renaturéierung, géing ech soen, huet dat am meeschten ze spiere krut, a méi spezifesch d'Gewässer vun der zweeter Kategorie, dat sinn also déi net schéffbar a flossbar. Do war et un éischer Linn natierlech ëmmer de Landwirtschaftsministère, deen do éischer als Bremser opgetrueden ass an éischer no reng hydraulische Kritären operéiert huet.

Op där anerer Säit hate mer awer ëmmer d'Fuerderung vun de Leit vum Naturschutz aus der Administration des Eaux et Forêts, déi natierlech wollten, och zu Recht, den Akzent op d'Erhalte vun der Aarteveelfalt an op de Schutz vum aquatesche Milieu setzen. Dat huet na-

tierlech onweigerlech och an deene leschte Jorzéngten zu enger Rei vu Konflikter gefouert. Vill Baache goufen och sénnlos an e Bétons-corseli gezwängt oder déi natierlech Ufer sinn duerch Palplanchen oder déck Steng ersat ginn, wat natierlech dozou gefouert huet, datt virun allem d'Autoépuration vum deenen eenzelne Gewässer ofgehall huet. Nach haut muss mer leider feststellen, datt dat op ville Plaze sichtbar ass, an déi natierlech Reguléierungen hu ganz vill Schued um gesamte Gewässersystem hei zu Lëtzebuerg hannerlooss.

Jiddefalls kann een awer zumindest frou sinn, datt dee Geescht vu fréier elo net méi esou omnipresent ass, och wann et nach heiansdo esou eenzel Leit ginn, déi mengen e Gewässerlaf misst un eischer Kéier Linn nach ëmmer esou aménagéiert gi wéi de Mensch sech dat virstellt.

D'Politik huet sech ouni Zweifel schwéier gedoe fir d'Kompetenzen ze bündelen, a virun ass hei behaupt ginn, datt den Discours scho virun zwanzeg Joer gefouert gi wär. Dat ass scho vill méi laang hier. Ech wëll emol drop hiweisen, datt 1983 e Waissbuch iwwert d'Ëmwelt hei zu Lëtzebuerg erauskomm ass, an do stoung ënnert anerem dran: „En priorité il y a lieu de créer une législation globale sur le régime de la répartition et la protection des eaux coordonnant tous les textes existants dans une forme cohérente, adaptant et complétant les aspects insuffisamment développés.“ Dunn hate mer jo de 25. a 26. Abrëll 1990 den Hearing hei, an ech hat d'Chance deemools selwer och drun deelzuehuelen als President vum Fëscherverband, an heiansdo mécht et engem jo Freed sech selwer ze zitieren, dofir maachen ech dat och.

(Interruptions diverses)

Deemools hunn ech am Numm vun där Organisatioun Folgendes gesot: „All Froen, déi am direkten Zusammenhang mam Waasser stinn, sollen an engem eenzege Ministère zentraliséiert ginn, dat heescht am Ëmweltministère. Mir fuerderen also d'Kreatioun vun engem Waasserwirtschaftsamt.“ Dat waren also kloer an daitlech Wieder. Mä si hu leider net vill genotzt, well wéi mer 1993 op dëser Platz dat neit Waasserrechtsgesetz gestëmmt hunn, konnt déi deemoleg politesch Majoritéit, sech net dozou duerchréngen fir e Waasserrechtsgesetz ze schafen, an an deem Kontext där ech och emol vläicht eng Kéier hei den Här Jeannot Krecké zitieren, dee Rapporteur war vum Gesetz 3401, dat war den 8. Juni 1993. Den Här Krecké huet deemools Folgendes hei gesot...

(Interruption)

Neen, neen, mat Sécherheet net. Ech soen dat hei och elo guer net mat iergendengem schlechten Hannergedanken. Dat ass einfach eng Tatsaach.

(Interruptions diverses)

Neen, neen! Au contraire soen ech dat ganz offen hei, datt zumindest den Här Krecké de Courage hat, deemools awer munches ze kritisieren an net onbedéngt alles esou ze schlécke wéi en et virgesat krut. Mä loosse mer dann nach eng Kéier noliere wat den Här Krecké gesot huet, ech zitieren: „Mir hunn e längert Gespräch gefouert - dat wäert Dir e bëssen am Rapport gesinn - iwwert d'Kompetenzen. Dat ass vläicht dee schwaachen a schwaachste Punkt, well mir do net déi Eenegung fonnt hunn, déi mir eis erwaart hunn.“ A weider: „Ech muss soen, dat ass en Échec, deen ech perséinlech als ganz batter ëmfannen.“

Also huet déi fréier Majoritéit, Här Bodry, bei allem Respekt, déi deemools jo awer och mat um Hiewel souzen an der Regierung, vläicht awer haut net onbedéngt d'Recht, da pauschal ze behaupten wéi wann déi Efforten, déi awer ënnert dëser Regierung elo gemaach

goufen, trotz allem net awer e wichtige an e richtige Schrëtt an déi richtige Richtung wieren, well - an ech soen dat beileiwen elo net hei mat enger polemischer Iwwerleeung - et ass eng Tatsaach, datt déi fréier Regierungen et jo awer net emol fäerdeg bruecht haten an Embryo vun engem Waasserschutzamt ze schafen, an Are Fraktiounskolleeg huet jo awer och deemools dat regrettéiert. Dat ass eng Tatsaach, dat soll elo hei guer net den Débat an eng aner Richtung féieren, ech mengen, dat soll objektiv esou gesi ginn an dat soll een dann awer och nach eng Kéier hei rappelieren.

Dir hutt och virdu verschidde Saache gesot, déi guer net falsch sinn, déi ech esouguer ka mat ënnerstëtzen. Dir hutt och op de Rôle higewisen, dee virun allem de Landwirtschaftsministère ëmmer gespillt huet. Dat ass och richtig. Mir wëssen dat alleguer heibanen, déi sech de loin oder de près mat där ganzer Problematik zënter Jorzéngten ofginn, datt virun allem den Haaptbremser ëmmer um Niveau vum Landwirtschaftsministère louch. Dat ass iwwerregens och e Fakt, deen een net kann aus der Geschicht einfach esou ausradieren, an ech zitieren hei emol nach eng Kéier aus dem Rapport vun 1993 iwwert d'Waasserschutzgesetz: „Selon le Ministère“ - et geet ëm de Landwirtschaftsminister - „l'idée d'un ‚Wasserwirtschaftsamt‘ n'est pas acceptable.“ Dat war 1993, wat den deemolege Landwirtschaftsminister gesot huet. E Fakt, deen een emol erëm heiansdo muss an Erënnerung ruffen.

Gott sei Dank, muss ech allerdéngs soen, huet sech awer am Laf vun de Joren do och en anert Bewusstsin agesat, et koom en anert Denke mat dem Resultat wat mer, wéi gesot, haut kennen. Als Kompromëss ass jo deemools dunn e sou genannten Dräistufepung zréckbehalte ginn. Ënner anerem ass eng Cellule de coordination virgeholl ginn, an och eng stufeweis Regruppierung vu Services war ugestriift ginn. Mä d'Resultat kenne mer alleguer: Wéineg, fir net ze soe guer näischt ass ënnert deene fréiere Regierungen an deem doten Domän geschitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat natierlech elo d'Gesetz u sech ubelaangt, wat mer haut hei virleien hunn, muss een fir d'eischer emol direkt ënnersträchen, datt d'Zesummeleeë vun de Kompetenzen an d'Schafung vu verschiddeenen Divisiounen awer ouni Zweifel ze begréisse sinn. Wichtig fir de gudden Fonctionnement vun dëser Verwaltung, an do, Här Bodry, sinn ech ganz Är Meinung, dat ass de Geescht, deen herno an där neier Verwaltung herrsche soll. Dir hutt zu Recht gesot, et muss Richtlinnen ausgeschafft ginn, an dorobber baséiert effektiv de Succès vun där neier Verwaltung, déi kloer muss op en Objektiv hischafen.

■ Une voix.- Oproend vu wat hu se dann elo fënnel Joer geschafft?

■ M. Gusty Graas (DP).- Jo, ech mengen, d'Situatioun ass jo awer ganz kloer. Mir hunn en Arrêté grand-ducal vun 1999, deen...

■ Une voix.- Vun der Politik!

■ M. Gusty Graas (DP).- Dir kënnt jo awer elo net soen, datt um Niveau vum Waasserschutz guer näischt geschitt wär hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, esou objektiv muss een awer trotzdeem elo hei sinn.

(Interruptions diverses)

Mä wat richtig ass, dat ass effektiv, datt déi Zilsetzung ganz kloer definéiert muss ginn, an et ass op där wou u sech an Zukunft déi Verwaltung do och muss schaffen. Ech perséinlech si jiddefalls der Meinung, datt den Akzent ganz kloer muss op den ekologeschen Aspekt geluecht gi bei enger globaler Waasserschutzpolitik, well

et kann net méi sinn, datt mer nach ëmmer weiderfueren, datt Baachen a Flëss dobausse verstëmmt ginn, dat aus renger Partikularinteressen, wat jo awer an deene verschiddeenen Zäiten alt munchmol hei zu Lëtzebuerg de Fall war.

Ech muss och soen, datt ech e bëssen awer verwonnert sinn, datt zum Beispill de Volet Renaturéierung, deen a mengen Aen ee vun deene wichtigste Aspekte vun enger globaler Waasserschutzpolitik ass, datt deen awer emol soll an d'Divisioun vun der Hydrologie kommen. Ech mengen, do misst een awer eischer drun denke vläicht fir déi Aarbechten an d'Divisioun vun der Protection des eaux ze transferieren, well renaturéieren heescht jo awer un eischer Linn eng zerstéiert Morphologie erëm hierzestelle fir d'Autoépuration vun engem Gewässerlaf ze verbessern.

Zënter dem Arrêté grand-ducal vum 11. August 1999 iwwert d'Zesummesetzung vun der Regierung ware mer jo bis haut - an hei referieren ech mech och op den Avis vum Conseil d'État - vläicht net ëmmer an enger honnertprozenteg klorer juristescher Situatioun. Duerch de Vote jiddefalls vun dësem Gesetz, an dat muss een awer esou gesinn, kënnt vill méi eng kloer Transparenz an déi ganz Domänen eran, besonnesch wat d'Aarbechten un de Gewässerleef ubelaangt, obwuel et do natierlech nach ëmmer den Nodeel, den Handicap, de Problem gëtt vun der duebeler Autorisatioun, wa mer dat am Kontext mam Naturschutzgesetz gesinn.

Kontradiktorech diskutéiert ass jo och ginn a gëtt och nach ëmmer de Fait, datt d'Forstverwaltung elo net méi kompetent ass fir d'Fëscherei an datt d'Fëscherei an d'Juedg administrativ de Moment getrennt sinn. An engem Brëif un dräi Membere vun der Regierung de 4. Juni 2002 haten d'Association des universitaires au service de l'Administration des Eaux et Forêts an d'Association des Forestiers luxembourgeois hir Bedenken an deem Kontext geäussert, ech zitieren: „L'extraction du service de la pêche de l'Administration des Eaux et Forêts en tant que gestionnaire de l'environnement naturel risque d'annuler les avantages des acquis du passé et d'engendrer au Luxembourg les mêmes confrontations entre la pêche et la protection de la nature que connaissent beaucoup de pays étrangers.“

Ech muss eierlech soen, ech huele mer d'Recht eraus an där Saach e bëssen eppes dovun ze kennen, mä ech mengen, esou pessimistesoll een zwar schlussendlech d'Saach net gesinn. Richtig ass allerdéngs, datt d'Fëscherei implizit awer och eppes mat ekologescher Gestiou vu Gewässerleef ze dinn huet, an dat virun allem wat de Repoplement ubelaangt.

Dernieft wär et awer och a mengen Ae längst iwwerfällig - a mir haten déi Diskussioun jo och kuerz ugeschnitten an der Kommissioun -, datt misst eng Adaptatioun vum Fëschereigesetz vun 1976 kommen, well dat Gesetz erlaabt virun allem och nach méi eng naturno Bewirtschaftung vun de Gewässerleef ze errechen. Ech referieren hei och kuerz op meng Proposition de loi, déi ech an deem Sënn déposéiert hunn, wou ënner anerem och proposéiert gëtt fir zum Beispill Uferschutzsträifeprogrammer anzeféieren. Dat wär e gudden, e wichtige Moyen fir och en zousätzleche Schutz vun eise Gewässerleef unzeetriewen, fir datt manner Pestiziden, datt manner Dünger, manner Gülle an eis Gewässer kéimen. Ech wëll dat elo net am Detail hei oplëschen, mä et sinn awer déi Iddien, déi mussen an Zukunft hei nach vill méi déeloppeiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot huet a sengem kriteschen Avis, selbstverständlech muss een dat esou gesinn, awer virun allem monéiert, mir hätte jo d'Directive-cadre 2000/60/CE iwwert d'Gestioun an de Schutz vum Waasser misse gläichzäitig mat dësem Gesetz ëmsetzen. Effektiv hu mer do e gewëssene Retard elo kritt, do ass eng gewëssen Urgence ugesot, an de Marco Schank huet jo eng Motioun och an deem Sënn déposéiert, an et ass och selbstverständlech, datt mir als Demokratesch Partei déi och wäerte mat ënnerstëtzen, well des Direktiv ass awer ouni Zweifel noutwendig fir kennen nach méi eng geziilt a virun allem méi eng integréiert Waasserpolitik maachen ze kënnen. Et ass also eng vun deene virdränglechsten Aufgaben, déi eng nächst Regierung sech muss op de Leescht huele fir deen entspreichenden Text auszuschaffen an dann och der Chamber hei ze ënnerbreeden, obwuel jo och am Gesetz vun 1993 virgesi war, e sou genannte Plan national de la gestion de l'eau auszuschaffen.

Do stellen ech mer awer och munch Froen. Här Bodry, déi Kritik, déi gëllt jo awer dann och fir Leit, déi emol fréier d'Kompetenz an deene Froen haten. Ech vermësse bis haut nach ëmmer en zesummenhängenden, effikasse Plang an deem Sënn, mat all deenen negativen Konsequenzen wat dat mat sech bruecht huet. Wa mer also wierkelech wëlle vun enger geziilter, integréierter Waasserschutzpolitik schwätzen, da kann dat och nëmmen op Basis vun engem wierkelech ausgeräiften a breet iwwergräifende Waasserschutzplang geschéien. Dofir och do, mengen ech, hu mer nach eng grouss Aufgabe ze maachen.

Natierlech muss ee sech haut och iwwert d'Opportunitéit vun dësem Gesetz ausschätzen. Ech muss awer hei ganz kloer ënnersträchen, datt d'Demokratesch Partei de Courage vun dëser Regierung wëllt ënnersträchen, datt se zumindest un déi Problematik erugaangen ass an datt se et och zu Enn bruecht huet. Zu Enn bruecht an deem Sënn, datt jo awer eng Bündelung vun de Kompetenzen komm ass. Här Bodry, Dir misst dat jo awer nach vill besser wësse wéi aner Leit heibanen, wéi schwéier datt et ass fir eenzel Verwaltungen, déi vun der Traditioun hier ganz aner Esprit hunn, herno an e Ganz zesummenzeschmelzen.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Esou wäit si mer nach net. Dat huet nach net stattfont.

■ M. Gusty Graas (DP).- Mä ech mengen, bei aller Imperfektion, déi an dësem Text ass, wëll ech awer ganz daitlech hei ënnersträchen, datt dat awer e wierkelech grouse Mérite ass, deen hei geschitt ass. Deen doten Exercice duerchzeziehen an och ze schaffen ass awer, an dat muss Der awer bei aller Objektivitéit zouginn, net esou einfach gewiescht, an trotzdeem, mengen ech, datt hei villes erreicht ginn ass. Mir hunn d'Endzil nach net definitiv erreicht - ech kommen herno nach kuerz drop zréck -, mä et ass e wichtige Grondsteen an deem Sënn ouni Zweifel geluecht ginn. Ech wëll och dofir ausdrécklech de Verantwortlechen aus dem Innenministère félicitéieren, well déi Aufgab mécht ee jo net vun engem Dag op deen aneren.

Dann därff een awer och net vergiessen, datt jo hei vill Froen d'Personal betreffen, wat jo awer jorelang aus engem anere Bléckwénkel huet missen eng Aarbecht maachen an elo op eemol an eng nei Verwaltung erakënn, wou se dann mussen aner Point-de-vue entwéckelen. Mä wichtig, an do kommen ech nach eng Kéier op dat zréck wat mer virdu schon ugeschnitten hunn, sinn effektiv déi kloer Objektivten, déi mussen opgeluecht ginn, déi zwar zum Deel am Gesetz mat dra sinn, mä

et geet virun allem herno ëm d'Ëmsetzen. Fir eis jiddefalls ass et ganz kloer, datt dës nei Verwaltung muss zum zentrale Punkt vun alle Froen ginn, déi de loin oder de près mat Gewässerschutz eppes ze dinn hunn.

Ech wëll op ee Beispill hiweisen: Et gëtt jo gemengt, wéi wann dann awer eng Rei vun Aarbechten, vun Exploitatiounen, net méi direkt eppes mat Waasserschutz ze dinn hätten, zum Beispill d'Bedriewe vu Kraaftwierker. Dat ass a mengen Aen eng falsch Iwwerleeung. Och do ass an Zukunft d'Kompetenz vun engem Waasserwirtschaftsamt gefuerdert. Ech wëll op ee Beispill méi konkret do hiweisen. Virun allem wat d'Fluctuatioun an och den Niveaueënnerschied vun engem Gewässerlaf ubelaangt, duerch eben d'Gestioun vun engem Kraaftwierker. Do hânt ganz vill ekologesche Iwwerleeung mat hannendrun. An et ass fir mech evident jiddefalls, datt och herno e Waasserwirtschaftsamt muss e Bléck op d'Gestioun vun esou Installatiounen hunn. Ech wëll, wéi gesot, unhand virun allem vun deem Beispill nach eng Kéier ënnersträchen, datt d'Waasserwirtschaftsamt einfach muss de Patron vun alle Gewässerleef ginn an och vun alle Froen, déi mat der Waasserwirtschaft ze dinn hunn.

Gemäss dem Artikel 2 huet déi nei Verwaltung jo och Kompetenzen am Héichwaasserschutz. Och dat ass richtig, well Héichwaasserschutz därff een och net isoléiert gesinn, well Héichwaasserschutz huet och direkt eng Inzidenz op d'ekologesche Gestiou vun de Gewässerleef. Bei der Diskussioun iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen hu mer dat och ënnerstrach.

Dat bréngt mech och nach zu engem anere Punkt, dee mer deemools hei ugeschwat hunn, dat ass de Kläranlagebau. Do gi jo d'Meenungen zum Deel auserene, ob d'Gemenge sollen an Zukunft kompetent bleiwen oder net.

■ Une voix.- Et gëtt Gemengen, déi ganz kompetent sinn.

■ M. Gusty Graas (DP).- Ech perséinlech tendieren eischer an déi Richtung, datt ee soll zumindest gemëschte Syndikater, wann net esouguer déi ganz...

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wat soll da besser ginn?

■ M. Gusty Graas (DP).- Här Gira, Dir sot: Wat soll besser ginn? Ech wëll jo elo kengem hei ze no trieden, mä et gëtt esou vill Regionen am Land, déi et net fäerdeg bréngen eppes Elementares ze maachen, nämlech d'Baue vun enger Kläranlag. Fannt Dir dat normal?

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat huet awer näischt domadder ze dinn.

■ M. Gusty Graas (DP).- Dach, datt huet och domat ze dinn, datt d'Gemengen oft do iwwerfuert sinn...

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Well se déi falsch Prioritéite gesat hunn.

■ M. Gusty Graas (DP).- Neen, net onbedéngt. Ech gesinn dat e bëssen anescht, dofir mengen ech, soll een déi Iwwerleeung weiderféieren, awéifern datt de Stat respektiv dann herno dat Waasserwirtschaftsamt hei soll vill méi Kompetenz kréie wat de Bau vu Kläranlagen ubelaangt, virun allem awer och aus enger Iwwerleeung hier: Gewässerschutz besteet net aus punktuellen Mesuren, mä Gewässerschutz ass eppes Globales. Et geet also net nëmmen, datt Der eng Gemeng hutt, wou vläicht de politesche Wëllen do ass fir esou eppes ze realisieren an d'Nopeschgemeng këmmert sech en alen Dreck drëm. Da bréngt dat jo

awer mat sech, datt mer keng Kohärenz an dat Ganzt kréien.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Kann ech dem Här Graas eng Fro stellen, wann ech gelift?

M. le Président.- Här Graas, den Här Gira wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gusty Graas (DP).- Jo, hie ka mir roueg eng Fro stellen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wann Är Logik géng stëmme, da misste mer elo an der Tëschenzäit sämtlech Quelle mat enger Schutzzon fäerdeg bruecht hunn, well Dir wësst jo esou gutt wéi ech, dass 1993 mat Ärem Argument, dat Der elo virbruecht hutt, gesot gëtt, mir däerfen net méi de Quellschutz bei de Gemenge loosse, mir ginn dem Stat deen, well och ze vill Partikularinteressen do sinn. Wësst Der wéi vill Quellschutz zonen zënter 1993 ausgewise gi sinn?

M. Gusty Graas (DP).- Net genuch.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Net eng, Här Graas, net eng! Also läit d'Ursach net do, wie grad kompetent ass, mä se läit bei de politesche Prioritéiten. A wann déi beim Stat net besser leie wéi bei de Gemengen, da komme mer guer net séier weider. A wann op der Musel keng Kläranlag ass, dann huet dat näischt domat ze dinn, dass dat de Gemengen hir Kompetenz ass oder dem Stat seng, dann huet dat mat falsche politesche Prioritéite vu Leit ze dinn, déi do responsabel sinn.

M. Gusty Graas (DP).- Fir op Ären Aworf zrëckzekomme wat d'Quellschutz zonen ubelaangt, gesinn ech awer den Haaptproblem ebe bei der wäider Verbredung vun de Kompetenzen. Dat ass d'Ursach gewiescht. Ech mengen trotzdem mir sollen déi Diskussioun awer hei nach eng kéier op de Leescht huelen.

Dann den Artikel 2.5 seet ënner anerem, datt d'Verwaltung chargéiert ass, ech zitieren: „d'entreprendre toute action pouvant prévenir la pollution ou la détérioration“. Dat heescht am Kloertext, datt jo awer hei schonn och eng gutt Basis geluecht ginn ass fir heru dar neier Verwaltung méi Kompetenzen an dem Beräich vun dem Kläranlagebau ze ginn.

Den Artikel 4A.5 gesäit dann d'Divisioun vun dem Laboratoire vir. Do geet souguer Rieds - am Absatz d) -, datt des Divisioun och kéint Aarbechte fir d'Émweltverwaltung maachen. Ech mengen awer och hei soll ee sech dann awer eescht haaft Gedanke maachen, ob mir net och vläicht sollen an deem neie Laboratoire zu Diddeleng, dee mer jo elo viru kuerzem hei gestëmmt hunn, sämtlech Forme vun Analysen usidelen. Dat wier och vläicht méi rationell an och méi effikass. Mä selbstverständlech wier awer dann an deem Szenario d'Waasserwirtschaftsamt kompetent, wéi eng Analysen u sech missten a Waasserschutzfroe gemaach ginn. Ech wëll och drop hiweisen, datt jo virgesinn ass fir elo schonn de Veterinär-Laboratoire zu Diddeleng unzesidelen.

Positiv am Gesetz ass dann ouni Zweifel awer och d'Schafe vu Regionalbüroen, wat jo an der Praxis elo scho fonctionnéiert. Hei muss een och viru allem erëm eng kéier op den Énnerhalt vun de Gewässerleef hiweisen. Dat si jo Aarbechten, déi un éischer Linn ausgefouert ginn, fir fir Propriétéit laanscht d'Uferen ze suergen; an de Moment hu mer jo do munchmol ganz gelunge Situatiounen. Ech hu mer soe gelooss, do kéimen alt Aarbechter vun Dikrech erof, fir op d'Musel botzen ze kommen. Dat ass natierlech eng Situatioun, déi awer ze denke gëtt. Dofir ass et an deem Sënn awer och wichteg, datt

méi eng rational Iwwerleeung kënn, fir datt déi Regionalbüroen dee Moment och kloer Kompetenze kréien an datt si och sollen an hirem direkte Raum schaffen.

An där ganzer Diskussioun muss een dann awer natierlech och d'Fro stellen, wat ass d'Zukunft vum Gesetz vum 16. Mee 1929 iwwert de Curage, den Entretien an d'Verbesse- rung vun de Cours d'eau. Solle mer dat Gesetz nach a senger Integralitéit bestoe loosse oder soll dat Gesetz gegebenfalls, wa mer herno d'Directive-cadre eng kéier émsetzen, vläicht ganz suppriméiert ginn - och eng Diskussioun, déi derwärt ass gefouert ze ginn?

Am Artikel 13 Punkt A steet dann, datt d'Ponts et Chaussées zoustänneg si fir den Entretien vun der Musel an hiren Dépendancen. Mä och hei ginn och ze bedenken, datt mer awer och erëm ganz séier am Beräich vun der Kompetenz vum Waasserwirtschaftsamt sinn; zum Beispill Aarbechten u Schleisen, och déi mussen no ekologesche Gesichtsunkte gegebenfalls ausgefouert ginn. Ech denke viru allem un den Aménagement vu Fëschtrapeen. Ech weess, dass dat vill Leit absolut net interesséiert, mä wann een awer e bësselchen ekologesche Sënn matbréngt, dann huet een och de Reflex fir esou Aarbechten, sou datt een hei erëm eng kéier muss kloer betounen, dass d'Waasserwirtschaftsamt muss eng breet gefächert Kompetenz fir all Waasserschutzarbechte kréien.

Zefridde weise mer eis als Demokratesch Partei dann awer och iwwert d'Disposition transitoire, wat d'Personal ubetrëfft. Jiddefalls sou kann u sech kee vun de Beamten, respektiv Aarbechter, déi elo transferéiert gi sinn oder wäerten transferéiert ginn, un Acquisse verléieren; an dat ass och richteg sou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann u sech dëst Gesetz jo „nëmmen“ e Kadergesetz ass fir eng nei administrativ Struktur ze schafen, sou kënn een awer allerdéngs net derlaanscht, fir hei nach eng kéier d'Fro vun de Kompetenze kuerz unzeschneiden. Et kann ee sech dréinen a kéieren wéi ee wëllt, mä dat ass nun eben awer déi kruzial Fro an hei ginn d'Meenung ganz auserneen.

(Brouhaha général)

Dat ass net ze leugnen. Hei ginn d'Meenungen an der Koalitioun auserneen, hei ginn d'Meenungen esouguer an de Parteien auserneen. Et gëtt ebe Leit, déi mengen d'Gemenge missten zoustänneg si fir sämtlech Aspekter vum Gewässerschutz. Implicite géif dat also heeschen, datt den Innenminister och misst den definitive Patron vun engem Waasserwirtschaftsamt sinn. Da gëtt et Leit, déi eng aner Approche hunn, déi éischer méi den ekologesche Volet considéieren, déi also dovunner ofleeden, dass den Émweltminister de Patron vun dem Waasserwirtschaftsamt soll ginn.

Jiddefalls eppes - an ech mengen dat ass awer e bëssen aus mengen Ausféierungen hei ervirgaangen - wëll ech besonnesch vläicht deene mat op de Wee ginn, déi éischer dohinner tendéieren, datt et definitiv misst am Innenministère ugesidelt ginn an datt jo awer viru allem de quantitativen Aspekt oft ënnert dem qualitativen Aspekt steet. Zum Beispill d'Gewënnung vum Dréinkwaasser - mir hunn dat de Mëtte schonn hei diskutéiert - ass un éischer Linn jo awer och ganz kloer émweltschützeresche Kritären ënnerworfen.

Zwee Drëttel vun eisem Dréinkwaasser ginn iwwert de Wee vu Quelle gewonnen. An ech hat dat viru drun och scho gesot, schonns 1906 hate mer jo e Gesetz geschafen dat virgesinn hat, datt eben esou Quellschutzzone géingen aménagéiert ginn. Zu Recht ass hei gesot ginn, d'Gemenge konnten deen Exercice net realisieren;

de Stat huet et entre-temps och nach net richteg fäerdeg bruecht. Mä just dat Beispill beleet jo eemol méi, datt jo awer de quantitativen Aspekt ëmmer Fonctioun och vum qualitativen Aspekt ass. Also e Grond méi, fir sech wierklech seriö Gedanken ze maachen, datt esou e Waasserwirtschaftsamt éischer am Émweltministère unzesidelen wier, wéi dat am Innenministère de Fall wier.

Op där anerer Säit, deen aneren Drëttel vum Dréinkwaasser kënn vum Stauséi vun Esch/Sauer. Och do hu mer viru drun schonn op déi Problematik higewisen, déi eben duerch déi vill Anträge vu Gülle, vu Sprézmëttelen a sou weider, besteet. Natierlech och vun ongeklaarten Ofwässer, wat mat sech bréngt, datt nach Problemer besti bei der Opbereedung vum Dréinkwaasser. Also si mer erëm direkt an der Diskussioun vun émwelt- an naturschützereschen Iwwerleeungen. Et beweist also ëmmer erëm, datt eng enk Relatioun tëscht Waasserschutz an Naturschutz besteet.

An dann awer och d'Tatsaach, datt am Artikel 5A Punkt 3.1 d'Carrière vum Fierscher virgesinn ass beweist - jiddefalls fir mech - wéi enk d'Relatioun tëscht deser neier Verwaltung an dem Naturschutz ass. Et gëtt also valabel Argumenter, déi kloer beleeden, datt des Administratioun soll dem Émweltministère ennergegliddert ginn. Mä ech ginn awer ganz gären zou, datt ass eng Diskussioun, déi an enger zweeter Etapp soll gefouert ginn an déi dann och déi nächst Regierung wäert beschäftegen.

Ech wëll an deem Kontext awer och un de Positiounspabeier vu menger Partei erënneren, vum 25. November 1997, wou mer deemools...

M. Alex Bodry (LSAP).- Dat do steet do net dran!

M. Gusty Graas (DP).- Et steet awer dran: „Die DP fordert eine ökologisch orientierte Wasserwirtschaft. Um dieses Ziel zu erreichen, müssen allerdings administrative Strukturen neu geordnet werden, die eine höhere Effizienz erreichen können.“ Mir haten awer deemools och gesot, Här Bodry, dat kann ech Iech nowiesen, datt mir éischer der Meinung wieren - ech hunn den Text hei - ...

M. Alex Bodry (LSAP).- Ech hunn den Text och hei.

M. Gusty Graas (DP).- Dir hutt vu Positiounspabeier geschwat.

M. Alex Bodry (LSAP).- Dir hutt dee selwer zitéiert!

M. Gusty Graas (DP).- Ma jo, do steet et dran, datt mir éischer der Meinung sinn, datt, wéi gesot, den Émweltministère soll kompetent gi fir déi nei Administratioun. Mä wéi gesot, da scheiden sich die Geister.

M. Alex Bodry (LSAP).- Dir hutt Iech net duerchgesat.

M. Gusty Graas (DP).- De 27. März 1990 hat zum Beispill de Wirtschafts- a Sozialrot och schonn a sengem Avis festgehalten „la raison majeure semble résider dans l'embrouillamini, qui existe en matière de compétence pour tout ce qui touche à l'économie de l'eau. Aussi le CES est-il d'avis qu'il importe d'accorder l'entièreté des compétences dans la matière à une seule instance nationale, à l'instance du 'Wasserwirtschaftsamt' allemand.“

Dëst Gesetz - an ech widderhuele mech nach eng kéier hei - huet trotz deenen eenzelnen Onzou- länglecheeten awer de Mérite,

datt ee wichtige Grondstee ge- luecht gouf fir d'Zukunft a fir eng effizient Waassergestioun unzestrie- wen. Mir als Demokratesch Partei hu jiddefalls gehollef dese Grond- steen ze leeën. Et ass also evident, datt mer och hannert deemem Text stinn. Mir wäerten en och stëmme an ech wëll nach ofschléissend dem Marco Schank merci soe fir seng gutt Aarbecht, déi en an dee- ne leschte Méint geleescht huet.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll de Kolleg Jaerling entschëllegen, deen eigentlech haut hätt sollen hei schwätzen an ech probéieren hien dann erëm eng kéier sou gutt ze ersetze wéi et geet.

(Interruption)

Et ass natierlech net ganz einfach, wann ee bei deene villen a leiden- schaftlechen Diskussiounen net derbäi war - ech gi mol dovunner aus, datt se an der Kommissioun gradesou leidenschaftlech ge- fouert gi sinn, wéi se elo hei am Plenum gefouert ginn. Mä ech hu mech e bëssen doduerch gelies an hei och gutt nogelauschert an ech sinn eigentlech och zur Konklusi- on komm, datt et sech hei an éischer Linn ëm eng gréisser Ré- forme administrative handelt. Et liest een dann och, datt eigentlech sechs Ministère an fënnf Adminis- tratioune vun där Problematik vum Waasser direkt oder vläicht e bëse- me méi indirekt betraff sinn. An et kann ee sech dach virstellen, wann ee weess, wéi schwéier datt et war, fir zwou Administratiounen, wéi déi vun der Gendarmerie an der Po- lice, zesammenzekeréien, datt dat hei natierlech och um administrati- ven an um politesche Plang engem grouse Kraftakt bedéngt.

Mä trotzdem a bei aller Skepsis, déi bei eis ëmmer duerchgeklon- gen ass - an ech soen dem Här Halsdorf merci, datt e mech zitéiert huet, dat kënn net dacks hei vir -, muss ee soen, datt mer grondsätz- lech mat der Zesummeleueung vun de Kompetenzen an enger zentral- er Direktioun kënnen averstane sinn.

Ech wollt d'Problemer beim Waas- serschutz ganz kuerz opzielen. Dat eent ass d'Gestaltung vun eisen Oberflächewaasserleef. Mir wësen, datt an der Vergaangenheet vill doriwwer gestridde ginn ass. Haut vläicht e bëssleche manner, obschonn déi Diskussiounen och nach net ganz ofgelaacht sinn, be- sonnesch am Zesummenhank mat deenen Aarbechten, déi zurzäit plazeweis amgaange sinn.

Ech muss awer och drop hiweisen, datt déi Problematik net nei ass. Ee mir ganz bekannten Industriellen, deen an eiser Géigend gewunnt huet, an do Waasserkraaftwierker bedriwwen huet, den Här Lamort, dee sengerzäit eng grouss Pa- beierfabrik hat, an och eng Holz- millen, fir Pabeier ze produzieren, an d'Waasserkraaft do exploitéiert huet, deen huet sech batter driw- wer beklot an enger ganz bemier- kenswäerter Broschür, déi 1885 erauskomm ass, datt een an der Landwirtschaft amgaange wär d'Wisen ze drainéieren an d'Baache méi riicht ze maachen, fir d'Qualitéit vun de Biedem ze ver- besseren, an datt dat deemools - dat muss ee sech virstellen - viru praktesch 120 Joer dozou gefouert huet, datt d'Sir ëmmer méi Héich- waasser gefouert huet, oder d'Waasser méi séier komm ass, an him esouguer eng kéier seng Waasserkraaftanlagen zerstéiert huet, wat en obligéiert huet dat Ganz nei an erëm méi grouss a méi staark opzebauen.

Ech wollt dat just rappeléieren, fir drop hinzeweisen, datt déi Proble- matik net vun haut a gëschter ass.

Dat Zweet betrëfft eis Grondwaas- serreserven. Dat huet och mat der Sécherheet vum Approvisionnement mat Dréinkwaasser ze doen, wéi dat scho beim Projet viru drun ugeklongen ass, well mir eis jo zim- lech extrem an d'Ofhängegkeet vum Stauséi beginn hunn an deemno wat virkënn, dach awer drop ugewise sinn, datt mer kë- nen op déi Grondwaasserreserven zrëckgräifen, woufir et noutwendeg ass, datt dat Grondwaasser, wat do zur Verfügung steet, och vun der néideger gudder Qualitéit ass a bleift.

Dann d'Dréinkwaasserqualitéit ge- nerell. Dat betrëfft esouwuel de Stauséi wéi d'Quellen, déi de Mo- ment nach, an hoffentlech och an Zukunft nach, a relativ grousem Mooss profitéiert ginn. Do steet d'Landwirtschaft regelméisseg um Pranger. Ech wëll mech elo net hei als Lobbyist vun der Landwirt- schaft dohinner stellen. Mir wësen, datt et scho laang Problemer gëtt, zënter datt de synthetesch Stickstoff erfonnt ginn ass, an erausfonnt ginn ass, datt deen eng segensräich Wierkung op d'Ertrag huet, gëtt d'äers Geschir natierlech an der Landwirtschaft agesat. An et ass eng Zäit ginn, wou e bëssel- chen d'Norm gegollene huet, wat méi wat léiwer, bis datt een agessin huet, datt dat et och net onbedéngt bruecht huet.

Haut gëtt et Techniken, mä déi sinn deier, déi bedéngen héije perso- nellen Opwand, och en héije Mate- rialopwand. Et gëtt Techniken, déi sinn esou héich sophistikéiert, datt iwwer Satellitesteuerung ganz pre- zis op all Ar praktesch ka gedüngt ginn, wat de Bedarf ass, nodeem datt een natierlech viru drun huet misse feststellen, wat de reelle Be- darf ass. Da kann een dat doséieren.

Déi neist Maschin ginn drop aus, fir de Stickstoff direkt an de Bue- dem ze injizéieren, wou, wat déi lescht Erkenntnisser sinn, d'Aus- nutzung duerch d'Planzen och vill méi grouss ass, an d'Auswä- schung vill méi kleng ass. An deem Secteur ass ganz sécher nach villes ze verbessern, mä do gesäit ee schonn, datt een dee ganze Vo- let och net ka bewällegen, ouni datt eng Zesummenaarbecht kënn tëscht deene Leit, déi elo d'zent- ral Kompetenz fir d'Waasserwirt- schaft hunn, an deenen, déi wei- derhin - ech denke jo net, datt een d'ganzen Landwirtschaft och nach an d'Waasserwirtschaftsamt wäert in- tegréieren - am Secteur vun der Landwirtschaft - Kompetenzen hunn, esouwuel wat d'Ausbildung vun deene jonke Leit ubelaangt, wéi och wat d'Weiderformatioun vun deenen Erwuessenen ubelaangt, a wéi dat wat Equipementer ubelaangt, déi noutwendeg sinn, oder de Subventionnement vun deenen Equipementer, déi nout- wendig si fir kënnen déi Technik do anzusetzen.

Dann d'Waasserqualitéit vun de Waasserleef. Mir wëssen, datt do nach villes nozehuele bleift. Dat kënn regelméisseg hei op d'Ta- péit. Ech wëll dat net weider ver- déiwen, mä et ass bedauerlech, datt mer Waasserleef hunn, déi re- gelméisseg mussen fir den touris- tesche Gebrauch verbuede ginn, zougemaach ginn, well d'Waasser- qualitéit esou miserabel ass, datt ee muss fir d'Gesondheet vun de Leit fäerten, déi do Vakanz ma- chen oder vun deene Kanner, déi da vläicht wëllen do am Waasser puddelen. Dat ass engem Land wéi Lëtzebuerg, dat esou eng laang Period vu Prosperitéit a vun iwwerquellende Statsfinanzen huet, net würdeg, an et ass och noutwendeg, datt an deem Beräich kontinuéierlech a konsequent wei- dergeschafft gëtt.

D'Fro, déi sech stellt: Hätt een dee Problem och kënnen léisen duerch eng besser Koordination? Et ass probéiert ginn elo an der Iwwer- gankszäit, oder ass et besser eng nei Administratioun ze schafen? Ech hu jo scho gesot, mir kënnen dat absolut mat droen, datt een

eng nei Administratioun schaaft, déi zentral Kompetenzen huet. Et muss een awer wëssen, datt et keen einfachen Exercice ass, well déi Administratiounen, déi dat bis elo haten, hunn hir Traditionen. Et si Mënschen do, déi hir Virstellungen hunn, och wat hir perséinlech Carrière ubelaangt, déi Ambitiounen hunn, an ech ka mir virstellen, ouni elo am Detail doran ze kucken, datt dat net ëmmer einfach ass, well do verschidden Interéte géintenee stoussen, an datt déi Leit, déi do d'Direktioun hunn an dofir ze suergen hunn, oder ze kucken hunn, wéi verschidden Avancementer viruginn an esou weider, et ganz sécher net einfach kréien.

Zentraliséierung d'accord, mä wéi ech elo grad gesot hunn, et bleiwen ëmmer nach, egal wéi ee sech do uleet an egal wéi een dat opbaut, d'Kompetenzwäerschnedung mat anere Ministären. Esou kloer kritt een dee Beräich net vun anere Ministären ofgegrenzt.

Déi spannend Fro, déi permanent diskutéiert gëtt, ass déi, ass dann elo de Ministère de l'Intérieur oder de Ministère de l'Environnement deejéinegen, deen dat do soll ënner seng Fitticher kréien? D'Waasser, géing ech mengen, kucke mer alleguer, egal vu wat fir engem Bord, datt mer kommen, als eng Ressource naturelle, als en Element vun der Natur, an als Solcht géing ee mengen, et misst dach par définition ënnert d'Kompetenz vum Environnement gehéieren. D'Waasser ass awer och, wësse mer alleguer, en Naturelement, wat ka ganz geféierlech gi bei Iwwerschwemmungen oder ähnelche Katastrophen. Waasser, esouwäit wéi et muss gekläert ginn, ier et an d'Baache leeft, fällt weiderhin ënnert d'Zoustännegkeet vun de Gemengen, an ass och dofir par définition dem Ministère de l'Intérieur ënnerstellt. Vun doher, wann ech elo keng dogmatisch Approche hunn, ob et soll den Environnement oder den Intérieur sinn, muss ech awer soen, ech hätt éischer eng Faveur fir den Environnement, an zwar aus Iwwerleeungen, déi meng Virriedner och schonn ugefouert hunn.

Och de Statsrot weist drop hin, datt zum Beispill bei Aarbechten u Waasserleef déi duebel Kompetenz sech weist. Ech däerf, Här President, mat Ärer Erlaabnis kuerz zitieren: „Plus grave selon le projet de loi sous avis, tous travaux de dérivations directes ou indirectes, de consolidation de rives et de redressement des lits des cours d'eau exigent non seulement l'autorisation du Ministre ayant l'environnement naturel dans ses compétences, mais également une autorisation du Ministre ayant dans ses attributions la gestion de l'Eau, de sorte que l'autorisation de deux ministres est requise pour une seule loi, autorisation basée sur les mêmes objectifs de cette loi.“

Dat ass eng vun de relativ fundamentale Kriticke vum Statsrot. De Statsrot seet hannendrun, an et ass eng Haltung, déi mir och als Fraktioun adoptéieren, datt een d'Geleeënheet verpasst huet, fir am Kader vun der Reform vun der Administration des Eaux et des Forêts, e Regruppement ze maachen. Ech zitieren och do nach eng Kéier: „Cette proposition permettrait également d'éviter autant que possible l'amputation de l'Administration des Eaux et Forêts de ses attributions en matière de la pêche et d'une partie importante de ses compétences en matière de conservation de la nature. Par là, le Gouvernement se rapprocherait de la conclusion retenue par l'audit relatif à cette administration, commandé par le Gouvernement lui-même, à savoir faire de l'Administration des Eaux et Forêts l'administration centrale de la gestion de l'environnement naturel.“ Dat wär eiser Meinung no och aus der Tradition vun där Administratioun eraus eng Approche gewiescht, wou een d'Zoustännegkeeten hätt

kënne regruppéieren, ouni ënner Emstänn eng ganz nei Administratioun ze schafen.

Wann een awer, Här President, den Text vum Projet de loi kuckt, ëmmer an der Problematik Environnement oder Intérieur, a wann een den Artikel 1 liest, deen Text, deen d'Kommissioun proposéiert: „Article 1^{er}. - Il est créé une Administration de la gestion de l'eau, ci-après appelée administration, placée sous l'autorité du membre du gouvernement ayant dans ses attributions la coordination de la politique générale de l'eau et ci-après appelé ministre“, do kann ee soen, et ass jo net vill geschitt, den 13. Juni hu mer Wahlen an déi nächst Regierung decidéiert da wien dee Minister ass. Ech hunn net am Text fonnt, dass direkt gesot gëtt, dat ass elo an Zukunft den Innenminister. Dofir kéint ee sech elo berouegt zrëckleeën a soen, dat ass jo da leschten Enns egal, et ass all Kéiers op en Neits an der Kompetenz vun deenen, déi d'Regierung forméieren, fir dann ze decidéieren wien déi Verantwortung iwwerhëlt.

Mä nach eng Kéier aus der Approche eraus, dass d'Waasser eng natierlech Ressource ass, dass een elo en Démontage consécutif mécht vun enger traditionsräicher Administratioun, déi d'Eaux et Forêts ass, hätte mir et scho léiwer gesinn, wann et effektiv ganz daitlech ënnert d'Kompetenz vum Umweltminister komm wär.

Här President, de Statsrot seet och eppes, an dat ass eppes, wat een nëmme kann ënnersträichen a wat mir och mat droen, e bedauert, dass bei deene villen Texter, déi sech mat Waasser an an engem méi entfernte Mooss am Ëmwelt befaassen, hei d'Geleeënheet verpasst ginn ass, fir eng deifgräifend Reform vun all deenen Texter ze maachen, waméiglech en Texte unique, dee kohärent wär, och wat d'Reglementatioun ubelaangt vun all deem, wat an der Waasserpolitik besteet. Och dat ass net geschitt.

An den Här Bodry huet et scho gesot, an ech droen dat voll mat, déi Aart a Weis wéi sech hei iwwer all dat, wat de Statsrot seet, an en huet jo méi gesot wéi just déi eng Remarque oder déi eng Approche, wou en net dermat d'accord ass, déi Brückierung, déi hei vum Statsrot virgeholl ginn ass, déi kënnen mir och net deelen.

Wann een den Avis kuckt, an et liest een dat, wat de Statsrot zum Schluss seet: „...en guise de conclusion et par référence aux nombreuses incohérences que présente le projet sous avis...“, do, Här Minister, war Är Remarque, mengen ech, wann een dat esou kuckt, net ganz ubruecht, wann Dir sot, et wär jo just quasi op engem fundamentale Punkt, wou Dir lech net eens wäert, an dofir wär et einfach fir eng Attitud ze adoptéieren, entweder déi eng oder déi aner, an Dir hätt eben déi eng adoptéiert.

Wann ech kucken, wat de Statsrot hei alles monéiert huet, besonnesch dat, wat en a senger Remarque finale zum Ausdrock bréngt, an da kënn nach dobäi, dass eigentlech ënnerlooss ginn ass fir déi Kaderdirektiv, wou zwar gesot gëtt, se ass jo awer nach net ganz faerdeg, fir déi mat ëmzesetzen, esou féiert alles dat derzou, dass mir deem Projet de loi, esou wéi en elo virläit, eis Zoustëmmung net kënnen ginn.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, Waasser huet näischt mat der Sécurité intérieure a mat der Police ze dinn, Waasser huet ganz wéineg mat Urbanismus an Aménagement communal ze dinn an huet nëmme minimal mat Gemengefinanzen ze dinn. Dofir

liicht et engem mat e bësse gesondem Mënscheverstand och an, dass wann een d'Téléfonbuch vun der Regierung duerchliest an et kënn een op d'Säite vum Ministère de l'Intérieur, dass eigentlech e Waasserwirtschaftsamt net bei de Ministère de l'Intérieur gehéiert, well et freet ee sech wéi niewent deene Kompetenzen, déi ech elo opgezielt hunn, dat Waasser op eemol hierkënn. A wann een op d'Säit vum Ministère de l'Environnement kënn, dann erstaunt et ee scho bësse, wann do wierklech eng Administration des Eaux et Forêts derbäi steet, déi dach anscheinend näischt méi mat Waasser ze dinn huet. Dat fir op eng ganz plakativ Aart a Weis eis Argumenter duerzeleeën.

Et war eiser Meinung no e Feeler 1990 bei der Kompetenzopdeeling d'Waasser eriwuer an dese Ministère ze huelen. Wat méi Zäit vergangen ass, wat de Feeler méi offensichtlech ginn ass, mä anscheinend hunn déi Responsabel an der Regierung an an der Majoritéit gemengt, et géing hinnen en Zack aus der Kroun falen, wa se eng Décisioun, déi se vläicht am Féiwer vu Juli an August 1999 an der Hëtzt geholl hunn, géingen zrëckhuelen. Wa se dat bei klore Kapp vläicht nach eng Kéier roueg iwwerduecht hätten, esou wär kengem en Zack aus der Kroun gefall, wa se da gesot hätten, elo hu mer déi Leit beieneen, kommt mir maachen direkt dat Richteg a schreien e Gesetz wat kohärent ass.

Dat war awer net ze maache mat deser Majoritéit mam Resultat, dass no fënnf Joer, wat awer eng laang Zäit ass, e lückenhaft Gesetz géint eng Opposition formelle vum Statsrot hei duerchgeboxt gëtt. Ech liesen des Opposition formelle och net esou, dass se nëmme domat ze dinn huet, dass d'Direktiv net ëmgesat ginn ass. Mä gutt, et bréngt eis elo net weider doriwwer ze diskutieren.

Ech hunn am Laf vun deene fënnf Joer, wou mir méi wéi eng Kéier an deem Haus iwwert déi Problematik diskutéiert hunn - schonn direkt bei der Regierungserklärung, bei der Kompetenzopdeeling war dat e Sujet an en ass e puermol duerno erëmkomme -, ëmmer all eis Kriticken aus grénger Siicht duergeluecht, an dofir wäert ech dat net nach eng Kéier alles widerhuelen, wat ech an deene fënnf Joer hei gesot hunn.

Et kënn derbäi, dass mir als Gréng, an ech perséinlech och, déi Analys, déi den Alex Bodry hei gemaach huet zu deem ganze Projet voll a ganz deelen, esou dass ech mech wäert hidden dat nach eng Kéier alles ze widerhuelen, wat hie richtegerweis a mengen Ae gesot huet.

Ech hat grad wéi hien eigentlech dat spontaant Gefill, wéi mir an deene leschte Sitzungen an der Intérieurskommissioun diskutéiert hunn, wéi wann d'Schafung vun deem Waasserwirtschaftsamt wierklech just nach e Selbstzweck wär. Et ass nëmme nach drëm gaangen: Wéi komme mer hei duerch de Bësch? Wéi packe mir dat do vum 13. Juni? An et war eigentlech, weder zum Schluss nach virdrun, eng Diskussioun iwwert dat, wat misst eist prioritäert Zil sinn, nämlech d'Ziler, déi mir mat dem Zesummeleeën vun deene Verwaltunge wëllen errechen.

Et ass an et soll jo kee Selbstzweck sinn. Et geet jo net drëm, wann ech richtig verstanen hunn, hei Leit anzuspieren, Gelder ze spieren, mä mir wëlle méi eng effikass Gestion intégrée vun deem wichtege Gutt Waasser maachen. Mä wann ee wëllt eng Réforme administrative maachen, wär et fir mech jiddéfalls logesch, dass een en Audit mécht vun deem, wat ass. Et fënnf een eraus, wat net gutt funktionéiert. Da seet een, mir leeë Saachen zesammen, mä fir d'éischt muss een awer d'Ziler definéieren, wat ee mat der Reform wëllt hunn. Inhaltlech Ziler: Wat soll besser ginn, wat erwaarde mer eis, wa mer elo de gréissten Deal vun deene Kompetenzen an enger Verwaltung zesummeleeën? Wat erwaarde mir eis als Plusvalue, wat de Fong vum Sujet ubelaangt?

Déi Diskussioun huet a fënnf Joer net stattfonnt, weder bei der Diskussioun zu deem Projet nach bei anere Geleeënheeten, a fir eis als Gréng ass dat wierklech de springende Punkt. An den Här Graas huet et d'éinescht opgeworf. Wann ee Buergermeeschter ass, erlieft een et jo och an der Praxis bei Dossieren, wou all déi Kompetenzen zesummekommen. An ech muss lech soen, ech erliewen dat actuellement um Terrain. Déi Leit, déi dohinner kommen aus deenen ënnerschiddlechste Verwaltungen, wëssen net, wat d'iewescht Zil vun deser Majoritéit ass, wann et em Waasser geet. Dat ass net kloer definéiert. Wann een e konkrete Fall huet, da kommen déi Beamten a Beamtinnen dohinner a maachen hir gutt Iwwerleeungen. Am beschte Wëssen a Gewëssen soen se hiren Apport, mä et si keng kloer Richtlinnen do. Wat si wierklech d'Prioritéiten? Ass eng Prioritéit d'Qualitéit vum Uewerflächewaasser? Ass d'Prioritéit de Schutz vum Grundwaasser?

Den Innenminister huet bei deem Projet hei virdrun e bësse seng Vuë gesot, wou et soll higoen a Richtung Drénkwaasserversuergung. Ech muss lech ganz éierlech soen, ech perséinlech sinn net ganz frou mat där Vue. Ech weess net, ob dat de richtige Wee ass, sech esou an eng Ofhängegkeet vun engem zentralen Instrument ze beginn, dat net nëmme wou mer a menger Gemeng d'Chance hunn, e Mineralwaasser am Krunn ze hunn, mä ech weess net ob et richteg ass, sech op eng zentral Quell ze reduzéieren, wann et em esou eng wichtig Distributioun geet. All Regele vun der Ekologie soen ëmmer: Wat en Organismus méi op engem Punkt konzentréiert ass, vun engem Punkt ofhängeg ass, wat e méi ufällig ass. Wie weess ob net awer nach eng Kéier en Tankerongléck ka geschéien do uewen um Stauséi, da si mer awer, wa mer geschwënn zu 80 bis 90% vum Stauséi ofhängeg sinn, schlecht drun.

Ech hunn och dat Gefill, wann net méi am Beräich Quelleschutz an deene leschten zéng, fofzéng Joer geschitt ass, da ganz oft well eng Solution de facilité gesicht ginn ass, well souwuel d'Gemenge selwer, ech wëll dat net leegnen, wéi awer och vläicht vun uewen erof vu gewësser Säit gesot ginn ass: Major, da schléisst lech un de SEBES un, da kritt Der Waasser vun do uewen an da brauch Der lech net méi mat Äre Baueren ze ploen, wann Der 75 mg Nitraten an Äre Quellen hutt. Ech weess och, dass et ganz ustrengend ass, Quelleschutzzonen auszeweisen. Et ass nach méi ustrengend, mat Baueren en Accord ze fannen, fir dass déi och Efforté maachen, fir dass mer d'Nitratwäerter erofkréien.

Ech wëll awer just och drop opmierksam maachen, dass, wa meng lescht Informatioun richteg sinn, mir awer amgaunge sinn, en ähnelche Phenomeen um Stauséi ze erliewen. Wa meng Informatioun richteg sinn, si mer an der Tëschenzäit bei iwwer 20 mg Nitraten am Waasser vum Stauséi. Et gëtt zumindest eng Richtlinn vun der

Weltgesundheetsorganisatioun, déi seet, et soll een op d'mannst de Bébeë keng Fläsche méi maache mat Waasser wat iwwer 25 mg Nitrat huet. Ass dat dann d'Zukunft, ass dat eng Visioun, dass mir deemnächst mussen dem ganze Land matdeelen: Jiddfereen, deen iergendwéi SEBES-Waasser kritt, deen daerf keng Fläsche méi hierstelle mat deem Waasser? Ech weess net, ob dat eng gutt Linn ass. Dat sinn alles Saachen, wou et sécherlech ënnerschiddlech...

(Interruption)

■ **M. Nico Loes (CSV).** - Et ass jo och net gesot, dass een nëmme ausschléisslech elo op dat dote Waasser zrëckgeet, parallel ass et jo net verbueden déi aner Quellen ze schützen, fir dass een dat Waasser och nach oprecht erhält.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ech hunn awer dat Gefühl, dass an der leschter Zäit souwuel um lokale Plang wéi um nationale Plang d'Prioritéit op déi Zentralléisung gesat ginn ass, dass d'Gemengen awer net esou ënnerstëtzt gi sinn, déi wëllten Efforté maachen, fir hir Quellen ze schützen. Ech liesen x Rapporte vu Gemengen, déi einfach Quellen abandonnéieren, well se relativ héich Nitratwäerter hunn, eng Solution de facilité huelen a sech un de SEBES uschlüssen. Ech kann déi Leit verstoen, ech wëll elo hei keng bonne Noten ausdeelen, ech stellen dat just fest. Ech perséinlech wëll just soen, dass een och eng aner Vue kann hunn a virdru warnen, dass mer sollen oppassen, dass mer eis net ze vill op zentral Léisunge maachen.

Mir hunn d'lescht gesinn, wann e Rouerbroch kënn zu Eschduerf, da si mer awer schlecht drun, gellt? Wa mer dezentral Léisungen hunn, da gëtt et vläicht eng Gemeng, déi schlecht drun ass, mä wa mer zentral Léisungen hunn, dann ass ëmmer de Problem, dass da vill Leit e Problem hunn. Mir hunn dat mam Stroum erlieft, vläicht erliewe mer et och eng Kéier mam Waasser.

(Interruption)

■ **M. Nico Loes (CSV).** - ...den Här Innenminister gesot huet fir ausschléisslech dat anert Waasser net méi ze huelen, mä et huet ee jo gesinn, duerch dee waarme Summer, dee mer haten, datt ëmmer méi Gemengen de Problem hate fir op Waasser zrëckzegräifen, an do duerch komme se och op de SEBES, fir do eng zousätzlech Sécherheet ze hunn.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dat ass een Aspekt, mä nach eng Kéier, ech liesen a ville Gemengerotsberichter, dass Problemer si mat dem Nitratwäert a gewëssene Quellen, an da gëtt och do ganz séier gesot: Allez hépp, komm mir maachen déi zou an da schléisst mer eis un de SEBES un. Dat ass eng Feststellung, déi ech maachen. Ech mengen also do kéint een d'Saachen diskutieren. Wat ass d'Prioritéit op eise Terrain? Ass et de Schutz vum Iwwerschwemmungen? A wa mer Renaturéierung vu Baache maachen, renaturéiere mer fir de Liewensraum Baach a Floss ze verbessern, oder renaturéiere mer primär fir erëm Réckhalteflächen, natierlech Becken ze maachen am Beräich Héichwaasserschutz? Mir ass dat net kloer, wou de Moment d'Prioritéite vun deser Regierung leien.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech hunn och dat Gefill, an och u konkrete Beispiller um Terrain, dass d'Leit an der neier Verwaltung, an och parallel an der Forstverwaltung, déi dann awer nach matschwäit bei deene Projeten do, och net kloer wëssen, wat dann elo d'Richtlinn sinn. E Beispill wou ëmmer erëm Konflikter opkommen, dat ass dat, dat och de Gusty

Graas genannt huet: Laanscht Baachen, hunn do den Naturschutz an de Schutz virun der Eutrophéierung Prioritéit, oder huet d'Landwirtschaft Prioritéit? Och do stellen ech nach ëmmer erëm Konflikter fest, an et geet elo net duer, dass ee Leit, déi virun an enger ASTA geschaff hunn, eriwwehelt an hinnen eng aner Kap undeet, fir dass déi ganz Problemer do sech vum selwe léisen. Wann déi Leit net vun uewen, vun de politesch Verantwortleche kloer an daitlech Richtlinn kréien, wou dann elo dobaussen um Terrain soll geschéien, ech mengen dann hu mer déi Konflikter just beieneebruecht, an da si se vläicht souguer nach méi intensiv wéi virun.

Ech fannen awer och, dass um strukturelle Plang net kloer ass, wéi et soll weidergoen. Wat ass d'Roll vun de Gemengen an Zukunft? Ech hu gespuert, bei enger Rei Leit aus der Majoritéit am Kontext vum Débat État/communes, dass jo anscheinend Leit mengen, wa mer muer de Stat géingen iwwerall mat eranhuelen, da kéime mer besser weider. Ech sinn do zumindest skeptesch.

Ech hunn lech elo éinescht d'Beispill vun de Quellschutzzoné gesot: Do ass an eelef Joer net eng ausgewise ginn. Ech mengen, ech kann dat nach eng kéier betounen, et kann een net soen, dass de Problem bei de Kläranlage bei de Gemenge läit. Wann awer an engem groussen Deel vum Land viles geschitt ass, an nach viles amgaangen ass ze geschéien, vläicht an engem Deel net, da muss ee kucke wat do déi Ursaache sinn, mä et huet näischt domat ze dinn, dass d'Gemengen net wellen.

Ech fäerten zum Beispill eng aner Analys, ech hunn zum Beispill dat Gefill, dass déi Ofdeeling vun der Umweltverwaltung nach ni Leit genuch hat, fir déi vill Projeten, déi dobaussen am Land um Niveau vun de Kläranlage lafen, ze begleeden. Mir sinn eis eens, dass et eng gemeinsam Aufgab vun de Gemengen an dem Stat ass, fir dass mer e flächendeckend Netz vun Kläranlage kréien. Wann an där Verwaltung nëmmen zwee, dräi Leit schaffen, da kënnen déi net déi dosende Projeten iwwer Land, déi komplex sinn, déi komplizéiert sinn, begleeden. Dat wär éischer meng Analys, dass mer do handendra sinn, wéi dass et elo de Problem ass, dass dat eng Gemeindegewalt ass.

Ech fannen et schued, an do sinn ech awer vill méi optimistes wéi Dir, Här Graas, dass mer net iwwer d'Roll vun den Ofwaassersyndikater schwätzen. Déi hu mer geschwé flächendeckend; ech weess déi lescht Zuelen net, mä ech mengen, dass geschwénn och déi meescht Gemengen an engem vun deenen Ofwaassersyndikater dra sinn, an ech hunn awer aus eegener Erfahrung festgestallt, dass do awer eng vill méi kompetent, eng vill méi systematesch Aarbecht ka gemaach ginn, wéi wann all Gemenge selwer hir Kläranlage géreiert.

Ech mengen, wa mer eng kéier flächendeckend déi Ofwaassersyndikater hunn, gesinn ech zum Beispill keng Ursaach, dass mer do de Stat nach sollen an déi Syndikater mat eranhuelen. Dat géif just d'Décisionsfannung erschwéieren, menger Meenung no, dat bréngt fir mech guer keng Plus-valuen. Op där aner Säit hätt ech mer kënnen virstellen, dass een deenen Ofwaassersyndikater, vläicht kombinéiert mat gewëssenen Dréngwaassersyndikater, eng ganz aner Roll hätt kënnen an där ganzer Diskussioun ginn. Dat si Leit, déi um Terrain implantiert sinn, déi sinn am direkte Kontakt mat de Gemengen, déi kënnen ganz schnell reagieren, och wa Problemer sinn, vläicht éischer wéi eng staatlech Verwaltung.

Dann ass och hei schon d'Fro opgeworf ginn, Här President, vun der Roll vun der Forstverwaltung,

den Numm ass schon erwähnt ginn. Mir hunn zwee Audite gemaach iwwer Naturschutz an iwwer d'Forstverwaltung, do ass op jidde Fall ni dat erauskomm, wat elo hei praktikéiert gëtt. Ech mengen och, dass mer net ganz richtig leien, wa mer an Zukunft net no Bassins versants fueren. Ech mengen déi regional Stellen, wann ech gutt am Bild sinn, sinn net no Bassins versants opgedeelt ginn, mä no iergendwelchen aneren traditionellen Regionen, wéi d'Verwaltungen opgedeelt gi sinn. Wann ech gutt am Bild sinn, ass dat schon net konform zur europäescher Waasserschutzdirektiv. Iwwerall setzt sech d'Erkenntnis duerch, dass ee Waasser a Flëss nëmme ka schützen, wann een an hiert ganz Anzugsgebiet mat era gesäit. Dofir also och als Beweis, Här President, dass um Niveau vun de Strukturen eigentlech nach vill Diskussionsbedarf gewiescht wär, deen eiser Meenung no och hätt misse virun oder zumindest parallel gefouert ginn zu der Auserbechtung vun dësem Gesetz.

Ech huelen déi Excuse, dass nach net dee leschten Detail vun der EU-Direktiv fäerdeg ass, net u fir ze soen, et hätt ee keng inhaltlech Diskussioun kënnen féieren. Mir hate fénnef Joer Zäit fir inhaltlech Diskussiounen ze féieren, parallel zum Ausschaffe vun dësem Gesetz, an dann hätt een zum Schluss kënnen déi zwou Diskussiounen anenee féieren. Ech weess, dass dat eng ganz Rei Leit net schrecklech interesséiert, weder an deene leschte fénnef Joer nach haut, mä ech soe meng Argumenter a meng Vuen zu där Saach awer riicht weider, an och wa monter do weider diskutéiert gëtt, dat ass net dramatesch, Här President.

■ M. Jean Asselborn (LSAP). - Mir hunn lech am Ouer.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Et ass gutt, Här Asselborn, et war net fir lech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bleiwen der Iwwerzeugung, dass esou laang wéi déi politesch Prioritéiten net festgesat sinn an esou laang d'Kompetenze vun deenen enzelnen Acteuren net kloer festgeluecht sinn, dass esou laang d'Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt net ausreichend ass, fir déi bestoend Problemer a Konflikter ze léisen; scho guer net kann ee se léisen, wann dann awer nach eng Rei Kompetenzen auserneen an opgespléckt bleiwen.

Ech mengen schon, dass ganz oft Konflikter waren téschent der Ökonomie an der Form vun der Landwirtschaft, an der Ökologie an der Form vun Naturschutz, an esou vill wéi ech dat elo gesinn, sinn déi Konflikter net geléist, well mir elo eng duebel Kompetenz an deem Beräich hunn an awer nach déiselwecht Leit aus deenen zwou verschiddene Verwaltungen zu deene jeeeweiligen Aspekter hir Meenung soen, och hir Texter schreiwen an hir Iddie wëlle bäidroen. Ech mengen net, dass mer dee gréisste Konfliktpotenzial, deen dobaussen um Terrain besteet, geléist hunn, well mer deen een Aspekt nach op där enger Säit gelooss hunn. Dofir mengen ech, ass et dann awer schued, dass mir no fénnef Joer net einfachen Tractatiounen - wat ech gären unerkennen, well ech mir och ka virstellen, wéi schwéier esou eng Verwaltungsreform ass - dat Haaptkonfliktfeld, dat Minnefeld wat deelweis nach dobaussen existéiert huet, nach ëmmer net geléist hunn an dat wäert och net besser gi bis d'Politik e kloert Konzept virgeluecht huet, wat si ënnert enger Gestion intégrée de l'eau versteet a bis och all Kompetenzen, wierklech all Kompetenzen am Beräich Waasser an deem Ministère regruppéiert si wou se higeheieren, nämlech am Umweltministère.

Här President, ech mengen Dir hutt et eraht, déi Gréng wäerten dëse

Projet net stëmmen, well hei ass d'Päerd net nëmme vun hannen opgesuedelt ginn, mä hei ass de Suedel och nach hannevir montéiert ginn. A mir sinn iwwerzeugt, dass esou eng Montur net effikass ka funktionéieren, also steet enger nächster Regierung am Beräich Waasser nach ganz vill Aarbecht bevir. Si muss d'EU-Direktiv nach ëmsetzen, si muss Kompetenze festleeën, si muss weider regruppéieren a si muss kloer Strukturen schafen. Dëst Gesetz huet vläicht e kleng Mérite, dass déi nächst Regierung net grad bei null brauch unzefänken.

Ech soen lech merci.

■ Plusieurs voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Gira. D'Regierung huet elo d'Wuert. Här Minister Wolter, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass en extrem wichteg Gesetz, wat mer de Mëtteg hei an der Chamber verabschieden, et ass eng regelrecht Verwaltungsreform, déi duerchgefouert gëtt, et ass eng Reform, déi während iwwer 20 Joer an der politescher Diskussioun hei zu Lëtzebuerg bestanen huet, ouni dass se zu engem Succès gefouert ginn ass an et ass, no der Ëmsetzung vun der Reform iwwer d'Polizei, déi zweet wesentlech Verwaltungsreform, déi an dëser Legislatur um Niveau vun Ministère de l'Intérieur ëmgesat gëtt.

Et ass eng ganz schwierig Reform gewiescht fir et ze maachen - dat huet een och gesinn unhand vun den Diskussiounen, déi de Mëtteg gefouert gi sinn -, well et sech ëm e Sujet handelt, dee ganz kontrovers diskutéiert gëtt a wou contrairement zu deem wat verschidde Riedner hei wollte gleewen dinn, sech net op der Technicité vum Projet, mä op der philosophescher Ausriichtung vun der Aart a Weis, wéi een d'Politik an deem Domän gesäit, d'Geeschter scheeden. Wat et och ganz schwierig gemaach huet, fir nach eng weider Ronn an der Diskussioun ze dréinen, eng Ronn fir déi den Inneminister säit fénnef Joer der Chamber zur Verfügung gestanen huet fir et ze maachen, och nom Dépôt vun dësem Projet, deen ëmmerhin de 25. Juli am Joer 2002, dat heescht wäit iwwer annerhalft Joer hier, gestallt ginn ass, hätt näischt dru gehënnert un enger Rei vu wesentleche weidere Punkten ze diskutéieren; an dat ass net geschitt.

Elo awer ze behaupten, dass kuerz virun de Wahlen an der Hektik vum Wahlstress dee Projet hei nach misst duerchgeboxt ginn, dat ass eng total Verkennung vun der Realitéit, mir sinn eben an deene Prozeduren - an dat hunn och fréier Membere vun der Regierung zu där Zäit, wou si an der Regierung waren, muss matkréien - net ganz libre driwwer ze decidéieren, wéini wat fir ee Projet op den Instanze- wee, op den Instanzeweie schon, mä an d'Chamber, kënn. Mä am Kader vun der Prozedur ass een un eng ganz Rei vun Avise gebonnen, déi een zu engem Projet ka kréien. A wann een e Projet, deen een am Juli vum Joer 2002 déposiert huet, eréischt am November vum Joer 2003, also mat engem Délai vu 16 Méint, aviséiert kritt, dann ass et engem beim beschte Wëssen a Gewëssen net méiglech, fir dat schon am Oktober 2003 zur Ofstëmmung an der Chamber ze bréngen. De Februar vum Joer 2004 ass einfach nom November vum Joer 2003 an dorausser erkläert sech, firwat dass dee Projet elo an net een anere Moment zum Vote an der Chamber komm ass.

Et ass, wéi ech gesot hunn, e ganz wichtege Projet, well en eng legal Basis schafft fir dat nei Waasserwirtschaftsamt, e setzt domat e wesentleche Punkt vum Koalitionsvertrag a vum Regierungsprogramm ëm, deen d'Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt virgesäit an deen och d'Kompetenz vun Minister vun Intérieur fir déi integréiert Waasserwirtschaft virgesäit. Dee Regierungsprogramm gesäit net vir, dass am selwechte Moment oder an deemselwechte Gesetz, wou d'Waasserwirtschaftsamt geschaf gëtt, och d'Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv ëmgesat gëtt. Et besteet och d'ailleurs iwwerhaapt keng Relatioun, och keng funktionell Relatioun téschent deenen zwee Gesetzer.

Mir hunn haut eng Gesetzgebung, déi am wäiteste Sënn haut schon den Direktiv vun der europäesche Waasserpolitik entsprécht. Déi muss selbsterständlech op Grond vun den Direktiven a vun enger ganzer Rei vu Prezisionen vun europäescher Säit, déi eréischt an deene leschte Méint op eisen Dësch geflattert sinn, prezisiéiert ginn. Dofir ass et net ganz komplett, wat mir haut maachen, mä mir maachen dat Kadergesetz, wat mer hei schafen, net nëmmen en vue vun der bestoender Gesetzgebung, mä et ass schon op dat ausgeriicht, wat da méiglecherweis vu Kompetenz bei d'Waasserwirtschaft bäikënn.

Et ass schon e puermol gesot ginn an eng laangjäreg Fuerderung vun alle politesche Parteien hei gewiescht, fir dat Waasserwirtschaftsamt ze schafen. Säit 1990 si sech allerdéngs d'Zänn dorunner ausgebass ginn, aus enger ganzer Rei vun Ursaachen, déi ech perséinlech net an de parteipolitesche Beräich ersetzen, well do quéesch duerch d'Parteien argumentéiert ginn ass, fir net zur Schafung vun deem Waasserwirtschaftsamt ze kommen. An esou laang mir an der Situatioun bliwwe wären, dass mer gesot hunn, fir d'éischt muss mer alles regele wat um Niveau vum Inhalt ass, eier mer d'Waasserwirtschaftsamt änneren, da wäere mer haut am Joer 2004 an der Situatioun, wou mer am Joer 1999 waren, wou mer an der Situatioun ware vum Joer 1994, wou mer an der Situatioun ware vum Joer 1990, jee, dann hätte mer haut och nach kee Waasserwirtschaftsamt geschaf.

Dofir huet dës Regierung gesot, nodeem et - wéi den Här Bodry et richtig gesot huet - an alle Parteiprogrammer drastong, dass d'Waasserwirtschaftsamt soll geschafe ginn. Dat kann een da mat deem Ausdrock resüméieren andeem ee seet, d'Päerd wär dee falsche Wee opgezäimt ginn, mä dat Päerd ass dee Wee opgezäimt ginn, well déi 15 Joer viru gewisen hunn, dass et iwwerhaapt net machbar war fir et deen anere Wee opzezaime. Dunn hu mer an de Koalitionsverhandlungen decidéiert, dass mer d'Waasserwirtschaftsamt schafen, dass mer déi koordinéiert Kompetenz schafen an dass mer, soubal mer déi europäesch Direktiv, net nëmmen als Direktiv, mä och mat sengen Ausféierungsbestëmmungen, do leien hunn, dann och zur inhaltlecher Neidefinitioun vun eiser Waasserpolitik géife kommen.

Wat - dat wëll ech dem Här Gira soen - net heescht, dass mer haut keng Waasserpolitik hätten an dass keng Vuen do wäere wéi se géif bestoen, déi besti ganz kloer an déi ginn definéiert duerch déi Gesetzer, déi haut applicabel sinn.

De Prinzip vum Schafe vun där neier Verwaltung gëtt d'ailleurs weder vum Conseil d'État - dee jo esou vill haut zitéiert ginn ass - nach vun der Chambre des Fonctionnaires an hiren Avise kritiséiert. D'Schafung vun dëser Verwaltung ass, an dat ass fir mech e wesentlechen Aspekt, och als Minister, dee responsabel ass fir seng Fonctionnaires, dass mer d'Situatioun

vum Personal - dat sinn ongeféier 100 Leit - régulariséieren.

Déi Fonctionnaires, déi bis elo vun hirer Verwaltung an de Service de la gestion de l'eau détachéiert gi sinn, kommen elo definitiv an déi nei Verwaltung, wou sech dann hir Carrière wäert normal entwéckelen. Dës Régularisation betrëfft souwuel d'Stagiaires, déi elo haut nach anere Verwaltungen affectéiert ginn, mat alle Problemer, déi dat mat sech bréngt, wéi och eng Rei vun Aarbechter - dat ass de Mëtteg net hei gesot ginn -, déi elo an de Regime vun Staatsarbechter kommen an doduerch aus hirer prekärer an onsécherer Aarbechtssituatioun eraus an eng kloer Situatioun erakommen.

An deem Zesammenhang wëll ech och deen ongewéinlech positiven Avis vun der Chambre des Fonctionnaires ervirhiewen, déi absolut keng Kritik un den Dispositionen vum Projet iwwer d'Personal unzemenellen huet. Ech wëll och drop hiweisen, dass de Conseil d'État, dee sech wuel am Recht ganz kritesch mat enger Rei vun Dispositionen ausenanersetzt - ech kommen an enger Minutt domadder hin - séier wéineg eppes um Volet Fonction publique vum Projet aussetzen huet.

Zweetens, de Projet zielt d'Attributiounen an d'Missionen vun där neier Verwaltung op. Niewent deene Kompetenzen, déi déi nei Verwaltung vun deene Servicer iwwerhëlt, déi sech bis elo ëm d'Waasser bekëmmert hunn - an dat ass fir mech och ganz wichtig - kommen eng Rei nei Missionen dobäi: den Héichwaasserschutz, déi europäesch Waasserpolitik an d'Informatioun an d'Sensibilisation vun der Populatioun a Saachen nohaltig Gestiou vum eisem Waasser.

De Projet huet och net d'Ambitioun, all d'Kompetenzen, déi de près oder de loin mam Waasser ze dinn hunn, där neier Verwaltung ze iwwerdroen. Ech mengen och net, dass dat méiglech wär. De Betrib zum Beispill vun der Staumauer vun Esch-Sauer oder vun de Schleisen an der Musel bleift och an Zukunft deene Servicer, déi dofir zoustänneg sinn, iwwerlooss, wéi zum Beispill der Division des ouvrages vu Ponts et Chaussées. Dëst huet näischt direkt mat der Gestiou vun eisem Waasser ze dinn, mä d'Waasserverwaltung bekëmmert sech ëm d'Waassermengewirtschaft vun deenen Installatiounen a mécht an deem Sënn Virschreffe fir d'Exploitatioun.

Des Weidere wäerten och an Zukunft verschidden Attributiounen nach vun zwou oder méi Verwaltungen ausgeübt ginn, egal an onofhängeg dovunner, wou d'Waasserwirtschaft elo um Niveau fonctionnel ugehaangen ass. Ech denken hei zum Beispill un d'Renaturéierung vun eise Waasserleef, wou nach wie vor d'Forstverwaltung an hire Service vum Naturschutz eng wichteg Roll ze spillen hunn, haaptsächlech wat d'Fiichtzone laanscht d'Baachen ugeet. Ech weisen an deem Zesammenhang gären drop hin, dass och wann zwee Ministären an engem Dossier zoustänneg sinn an engem Bierger oder enger Entreprise eng Autorisation müssen ausstellen, de Projet de loi keng zwou verschidden Autorisationen virgesäit, mä eng eenzeg Autorisation, déi vun deenen zwee verschiddene Ministären ausgestallt gëtt. Et kënn also net hei, wéi heiansdo behaupt gëtt, zu enger Komplikatoun vun der Prozedur fir de Bierger.

Drëtens, d'Organisation vun der Verwaltung - och e wesentleche Bestanddeel vun dësem Kadergesetz - gëtt net kritiséiert, weder vun der Chambre professionnelle, nach vum Conseil d'État. Datselwecht kann ee soen iwwer en anere Punkt vum Projet, nämlech d'Fixatioun vum Kader vum Personal. Ausser enger eenzeger Remarque vum Conseil d'État, déi d'Attributioun vu verschidde Carrière vun enger Pri-

me betrëfft, wou et eis just drëm gaangen ass deene Leit, déi elo dës Prime an hirem aktueller Verwaltung hunn, ze garantéieren, gëtt dësen Aspekt absolut net kritisiert.

Och zu den Iwwergangsbestimmungen, déi och hei, wéi an anere Gesetzer vu Kadergesetzer, traditionell zum Contenu gehéieren, huet d'Chamber des fonctionnaires, déi jo duerch hir Missionen e besonnesch kritescht A op den Aspekt vun der Rechter vun hire Membere wërft, absolut näischt Negatives ze soen. Et kann een also dovunner ausgoen, dass och op dësem Punkt de Projet de loi an der Rei ass.

Eng ganz Rei vun Artikelen vum Projet hunn als Zil déi nei Attributiounen, déi d'Administration de la gestion de l'eau elo kritt, an deene verschidde Gesetzentexte ze verankeren. An deem Zusammenhang behaupt de Conseil d'État, d'Ännerungen, déi de Projet de loi virgesäit, wäeren net komplett, an zielt da véier Beispiller op, déi senger Meenung no beweisen, dass den Text inkohärent ass. Mir hunn an der Chamberskommission dës Remarque genee analyséiert fir feststellen, dass heiansdo de Conseil d'État sech an der Aart a Weis, wéi hie gemengt huet den Text missen ze interpretéieren, géiert huet.

Ech kommen dann zu enger zweeter Fro, déi en fin de compte hei déi wesentlech Fro ass, well ech d'Impressioun hat, bei deem engen oder deem aneren, dass et guer net em d'Waasserwirtschaft gaangen ass en tant que tel, mä dass et éischter drëm gaangen ass, bei wat fir engem Ministère et soll ugesidelt sinn; woubäi ech der Meenung sinn, dass e Kadergesetz an d'Aart a Weis wou et ugesidelt ass net onbedéngt datselwecht ass.

Éischtens ass et den Artikel 76 vun der Verfassung, dee seet, dass et de Grand-Duc ass, deen d'Organisation vu senger Regierung organiséiert. Dës Prerogativ vum Grand-Duc, dat heescht vun der Aart a Weis wéi d'Regierungscoalitionsparteie mateneen eens gi fir d'Kompetenzopdeeling ze maachen, ass also a mengem Ae keng Kompetenz vum Conseil d'État. Ech hunn op jidde Fall néierens e Gesetz gelies wou de Conseil d'État sech an d'Organisation vun der Regierung anzemeschen huet. Dofir muss ech mech liicht verwonnert driwwer weisen, dass de Conseil d'État op dësem Punkt an en dehors du sujet mengt, e misst sech an déi Diskussioun améschen.

Ech kann domadder d'accord sinn, den Här Bodry huet eng aner Meenung, den Här Gira huet eng aner Meenung, aner Leit hunn et gesot, dass een der Meenung ass, dass dat Waasserwirtschaftsamt op enger anerer Plaz kann ugesidelt sinn, mä fir dann aus deem dote Punkt an nach zwee, dräi anere Punkten, déi grad esou konstruéiert an opgebaut sinn, en Text ze refuséieren, dat ass a mengem Aen net déi Aart a Weis wou mir mengen, dass ee soll verfuehren.

Dat explizéiert och, firwat dass der Opposition formelle an der Remarque vum Conseil d'État en fin de compte et en dernier instant net Rechnung gedroe ginn ass, well contrairement zu deem wat hei mat ganz vill Akribie probéiert ginn ass de ganze Mëtteg ze soen, ass et net drëm gaange fir den Text ze änneren, mä et ass drëm gaangen den Text, dans son ensemble an haaptsächlech d'Fro vun der Attributioun vun deem Waasserwirtschaftsamt un de Ministère de l'Intérieur, ze kritiséieren. Ech mengen net, dass et dem Conseil d'État seng Missioun wär, d'Attributioun vun enger Verwaltung un e gewëssene Ministère, iwwerhaapt ze kommentéieren. A wann e mengt, et wär seng Roll et ze kommentéieren, menge mir, dass mir am Recht si fir de Conseil d'État drop hinze-

weisen, dass op Grond vum Artikel 76 vun der Verfassung et net seng Kompetenz ass, fir sech doriwwer auszeloossen.

■ **Une voix.** - De Conseil d'État huet e Saz aus dem Exposé des motifs erausgeholl an deen als Ulass geholl, fir sech dann doriwwer seng Meenung ze maachen.

■ **M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Et ass d'ailleurs och fir mech eng falsch Kritik an deem Sënn, dass mer hei an deem ganze Kadergesetz, an dat expressis verbis, net gesot hunn, dass dee Minister dee responsabel wär iwwer d'Waasserwirtschaftsamt, den Innenminister wär. Den Innenminister ass responsabel, well op Grond vun der Andeelung vum Ministère gesot ginn ass, d'intégréiert Waassergestioun ass an der Kompetenz vum Innenminister. Mä mir hu ganz kloer an deem Projet de loi hei gesot, dass et dee Minister - Membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la coordination et la politique générale de l'eau - ass, deen zoustänneg ass fir d'Waasserwirtschaftsamt. Dat heescht, dass et absolut méiglech ass, dass dann an enger nächster Legislatur de Ministère de l'Environnement oder de Ministère de l'Agriculture oder iergendeen anere Minister aus Grënn, déi dann am Kader vun der Regierungsverhandlungen erauskommen an op Grond vun inhaltlecher Meenung, firwat dass ee mengt, dass eng Administratioun éischter bei een oder een anere Ressort kann oder soll kommen, decidéiert, ob déi Verwaltung hei beim Innenminister bleift oder net.

Mir hunn dat expressis verbis gemaach, fir einfach de prime abord aus der Diskussioun erauszekommen, déi eng allengge Fokalisierung war op d'Fro - wat zwar de Mëtteg largement geschitt ass -, ob dann elo oder net den Innenministère déi richteg Plaz wär, fir dat Waasserwirtschaftsamt unzesetzen.

Doriwwer eraus an onofhängeg dovunner, a fir all deenen emol eng Kéier ze widderprieche - well et an der Politik jo awer och nach méiglech ass, dass een eng aner Meenung huet -, déi der Meenung sinn, dass d'Waasserwirtschaftsamt onbedéngt misst bei de Ministère de l'Environnement kommen, wéll ech soen, dass ech ni där Meenung war, net där Meenung sinn an och héchstwahrscheinlech net där Meenung wäert ginn, well fir mech d'Waasserkompetenz net eng reng sektoriell Kompetenz ass. Wuel ass den Naturschutz an den Émweltschutz e wesentlechen Aspekt vun der Fro vum Waasser a vun der Fro vun der Waasserpolitik, mä et gëtt nach ganz vill aner Aspekter, déi och hir Wichtigkeet hunn: déi sanitär Aspekter wat d'Waasserqualitéit ubelaangt, déi ekologesch an déi ökonomesch Aspekter.

Et ass de Mëtteg hei e bëssen esou gelaacht ginn, wat den ökonomeschen Deel ubelaangt, mä de Waasserpräis, de Prinzip vum Pollueur-payeur, wat wesentlech ökonomesch Facteur sinn, d'Fro ënner wat fir enge Konditiounen d'Betriber notament och den Zougang zum Waasser kréien, d'Fro no wat fir enge Kritären d'Bauere kënnen den Zougang zum Waasser kréien, si wesentlech och wirtschaftlech Considératiounen, déi do eraspillen, jo ech soen esouguer, dass et sozial Aspekter ginn, déi am Kader vun der Waasserpolitik hir Noutwendegkeet hunn. Dofir war ech der Meenung a bleiwen der Meenung, dass et besser ass, et hëlt een e sou genannten neutrale Minister, deen eben net domadder befaasst ass, dass en eng Politik an engem Ressort exklusiv aus enge vun deene véier oder fënnf verschiddeenen Aspekter kuckt, mä dass et een ass, deen d'Méiglechkeet huet d'Synthèse ze maache vun all deenen Aspekter, déi sech dorëms dréinen.

Ech wéll awer net vergiessen ze soen, dass bal 3/4 vun deem wat mam Waasser de prés et de loin ze dinn huet, iwwer d'Gemengen awer souwiso eppes mam Intérieur ze dinn huet; ob et d'Waasser-versuergung ass, ob et d'Ofwaasserversuergung ass, alles dat gëtt de prés et de loin an de Gemengen, also mat der direkter Mathëlef vum Innenminister, hei zu Lëtzebuerg regléiert.

Dofir war et guer net esou abwegig, wéi verschidde Leit dat hei wollte maachen, notament den Här Gira, deen esouguer d'Téléfonbuch vum Ministère de l'Intérieur huet missen zu Rot huelen, fir sech d'Fro ze stellen, wat dat Waasserwirtschaftsamt dann do am Intérieur verluer hätt. Wäit iwwer d'Téléfonbuch vum Intérieur eraus ginn et ganz kloer Regeln a ganz kloer Argumenter, firwat dass een dat Waasserwirtschaftsamt och mat ganz guddem Grond an den Intérieur setzt an net an de Ministère de l'Environnement, woubäi, wann eng nächst Regierung kënnt a si ass der Meenung, dass eng aner Attributioun déi besser ass, ech dann absolut domadder lieve kann. Dat ass fir mech vill manner en dogmatische Punkt wéi ech d'Impressioun hat, dass et ee fir deen een oder deen aneren heibanne war.

E leschte Punkt, deen ech nach wollt uschwätzen, ass dee vun der Emsetzung vun der Kaderdirektiv, well et dee Punkt och ass, niewent deem vun der Améschung vum Statsrot um Niveau vum Artikel 76 vun eiser Verfassung, dee mech am Avis vum Statsrot am meeschten am Fong géiergert huet, an dat ass deen, dass de funktionelle Lien gemaach gëtt am Avis vum Statsrot, tëscht der Schafung vun enger Verwaltung an der Emsetzung vun enger Direktiv, gradesou wéi wa mir déi Verwaltung do géife schafen, wéi wann déi mat kenger Gesetzgebung eppes ze dinn hätt, wéi wann déi am absolut loftleere Raum do géif funktionéieren, wéi wa während deene leschten 10, 20, 30, 40 a 50 Joer keng Waasserpolitik gemaach gi wär.

Et ass ëmmer Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Si ass vläicht net esou koordinéiert gemaach gi wéi se hätt kënnen gemaach ginn. Et gi sécher och nach Punkten, déi een an Zukunft ka verbesseren, Ech war frou, dass notament den Här Mehlen awer och een Aspekt hei zitéiert huet, deen ech bei villen anere Leit net héieren hunn, nämlech dass mer et hei och mat Mënschen ze dinn hunn, déi aus enger verschiddeenaarteger Vergaangenheet kommen, an de Fait fir eng Verwaltung ze schafen, wou Leit mat engem Background kommen, dee während 20, 30 a 40 Joer en anere wär, an déi beieneen ze kréien, déi dozou ze bréngen, dass se eng eenheetlech Positioun ergräifen, dass se zesummekommen an dass se kucken eng gemeinsam Optik ze kréien, dat eleng ass schonn e Kraaftakt, wou ech déi Leit am Waasserwirtschaftsamt, déi déi lescht fënnf Joer dat Waasserwirtschaftsamt op d'Bee gesat hunn, muss félicitéieren, dass se et fäerdeg bruecht hunn, an dat wäert sech dann am Laf vun der Zäit nach verbessern, wann et och nach Schwierigkeete punktueller Natur op där enger oder anerer Plaz gëtt, och emol eng Kéier an deene leschte fënnf Joer eng Unité de vue an déi haaptsächlechste Aspekter eranzekréien, wat d'Waasserwirtschaftsamt ubelaangt.

D'Emsetze vun der Direktiv, wéi se am Joer 2000 adoptéiert ginn ass, wier onméiglech gewiescht. Dat huet d'europäesch Communautéit selwer gesinn, andeem se direkt no deem se déi Direktiv op den Instanzewege ginn hat, d'Memberstaaten driwwer informéiert huet, dass

nach eng ganz Rei vu Guidelines missten ausgeschafft ginn, fir dass déi Direktiv iwwerhaapt emsetzbar wär.

Et ass eréischt ënner italienescher Présidence, dat heescht am November/Dezember vum leschte Joer, wou déi lescht vun deene Guidelines iwwerhaapt ausgeschafft gi sinn, déi eis elo emol lues a lues iwwerhaapt zougestallt ginn. D'Verlaangen, dass een also an engem Moment, wou een nach net ganz genau weess a wat fir eng Richtung, dass et geet, schonn e Projet de loi géif op den Instanze-wege ginn, deen definitiv d'Fro léist, hätt eis dem berechtigten Reproche hei an der Chamber ausgesat, dass mer virun de Won gelaf wäeren, dass mer emol net ofgeewart hätten, wat dann definitiv vun europäescher Säit an där Direktiv an an hire Guidelines géif stoen, ier me da géifen an d'Richtung goen, dass mer déi Waasserdirektiv géif emsetzen.

D'Gestioun vum Grondwaasser ass e wichtige Piliere an der Kaderdirektiv, mä et ass awer am Europäesche Conseil kee Kompromiss fonnt ginn, speziell wat d'Mesures de dépollution vum Grondwaasser ubelaangt. Et ass eréischt Enn vum Joer 2002 wou eng Zousatzdirektiv iwwer dës Aspekter soll presentéiert ginn, déi en fin de compte awer net am Hierscht 2002 presentéiert ginn ass, mä déi eréischt am Wanter vum Joer 2003 presentéiert ginn ass. Dat heescht mir sinn elo eréischt säit engem Mount iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg definitiv um Niveau vum Grondwaasser a Possessioun vun de Vuen, no deene mer am Fong déi Direktiv sollen emsetzen.

De Voleit Héichwaasser gehéiert eiser Meenung no och an d'Gesetz iwwer eng integrativ Waasserbewirtschaftung. Or ass dëst Thema net an der Waasserrahmrichtlinn abordéiert ginn. D'Kommissioun hat dofir virun anerhallwem Joer e sou genannte Strategiepabeier zum Héichwaasser an Aussicht gestallt, an och dësen ass eréischt an dësem spéiden Hierscht eis zougestallt ginn.

Wann ech also dat alles zesumme kucken, an et wäert jo kee mengen, dass eis Verwaltung net scho säit iwwer zwee Joer un där Direktiv do schafft, fir ze kucken dee Projet de loi do emsetzen, mä wann ech awer d'Zomm maache vun deem wat mer nach am Summer vum leschte Joer net woussten, an eis dann an eng Situatioun ze bréngen wéi de Statsrot et wéllt maachen, a wéi och mengen ech den Här Bodry et wéllt maachen, fir ze soen, elo musst Der waarde mat der Emsetzung vum Kadergesetz, bis dass Der déi Direktiv definitiv a Lëtzebuerg Gesetz emgesat hutt, muss ech lech bei aller Frëndlechkeet soen, dass ech domadder net d'accord konnt sinn.

Dat géif nämlech mat sech bréngen, dass mer Beamten - dofir kënnen déi net -, déi säit 4 1/2 Joer op eng definitiv Nominatioun an hirem Ministère an enger Administratioun waarden, déi nach elo während zwee Joer oder zwee an engem hallwe Joer, well ech soen lech virun, egal wien hei Innenminister oder Waasserminister an der nächster Regierung ass, et dauert nach zwee bis zwee an en halleft Joer bis mer d'un point de vue procédural déi Waasserrahmrichtlinien an d'national Gesetzgebung emgesat hunn, mä d'Beamte während siwen, siwen an engem hallwe Joer waarden ze loossen, bis mer hinnen e Kader ginn hunn, dat ass eppes mat deem ech perséinlech net ka liewen.

A wann ech dat alles zesumme kucken, déi Fro vum Artikel 76, déi funktionell Ubannung vun deem heite Projet un déi inhaltlech Politik, wou et nach zwee bis dräi Joer dauert ier mer déi emgesat hunn, si mer zur Konklusioun komm, dass mer der Chamber dësse Projet zum Vote wëlle virleeden.

Domadder hunn ech eng Rei Saachen erreecht, fir déi d'Regierung sech viru fënnf Joer engagéiert huet, nämlech d'Waasserwirtschaftsamt schafen, de Leit e klere Kader ze ginn, wat hir Carriären ubelaangt. Et ass un enger nächster Regierung fir driwwer ze diskutéieren, ob dësen oder dee Ministère responsabel dofir ass, mä egal wat fir ee Ministère et ass, dee kënnt dann an de Genoss vun engem geschafene Waasserwirtschaftsamt, an net an de Genoss vun eppes wat nach net fäerdeg ass.

Et huet dem Här Bodry d'Méiglechkeet ginn ze soen, d'Politik vun der Regierung wär net kohärent, si wär net duerchduecht, si wär net ausgeräift. Esou huet jiddereen d'Méiglechkeet gehat Säit ze soen, inklusiv ze soen, et wär an engem leschte Sursaut vun dëser Legislatur, dass et géif kommen.

Ech muss lech soen, fënnf Joer, fir e Projet de loi auszuschaffen, ass e laangen Dag. Ech si frou, dass mer dee Vote haut kënnen huelen, an och wa mer nach eng zweet Etapp missten huelen, ech hoffen, dass de Statsrot au vu vun deenen dach pertinenten Argumenter, déi mer ginn hunn, vu senger Opposition formelle zrëckkënn. Wann en net dorobber zrëckkënn, dann hoffen ech, dass d'Chamber och an engem zweete Vote hir Zoustëmmung zum Projet gëtt, fir dass mer virum Enn vun dëser Legislatur eis Engagementer agehalen hunn an engem zukünftege Minister d'Méiglechkeet ginn, en Outil ginn, e Moyer ginn, fir déi inhaltlech Waasserpolitik - do huet den Här Gira Recht -, déi an där nächster Legislatur wäert haaptsächlech um Instanzewege an um Gedankewege vun der Politik bestoen, dass e propper kann domat schaffen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4998 a stëmmen driwwer of. Den Text steet am Document parlementaire 4998³.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 13 si gelies an ugeholl.

Den Artikel 14 ass gelies.

Fir den Artikel 14 ass e Vote séparé gefrot. Mir stëmmen also elo of iwwer den Artikel 14.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

Den Artikel 14 ass mat 33 Jo- a 24 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Marco Schank), Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Théo Stendebach), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Agny Durdu (par M. John Schummer), MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripplinger, Marco Schroell et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Jos

Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. François Bausch).

D'Artikele 15 bis 24 si gelies an ugeholl.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Text vum Projet de loi 4998.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi 4998 ass ugeholl mat 33 Jo-Stëmme géint 24 Neestëmme.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco

Schank, Jean Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Théo Stendebach) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Op kee Fall.

■ Une voix.- Mir kënn jo net!

■ M. le Président.- D'Majoritéit gëtt d'Dispens, deemno ass et esou décidéiert. Et ass elo um Conseil d'État fir ze soen, ob mer nach eng Kéier mussen erëmkommen.

Motion 1

Mir hunn nach eng Motioun virleien, déi vum Här Schank abruecht ginn ass. Wëllt nach een eppes zur Motioun soen? Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, zwou Remarken.

Et ass schonn awer e bëssen erstaunlech, de Mëtteg ass vun der Majoritéit x-mol betount ginn, et géing kee Lien ginn tëschent dem Kadergesetz vun haut an der europäescher Waasserdirektiv, an da bréngt d'Majoritéit an dësem Kontext dës Motioun! Dat déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque: Wa mir elo all Kéiers, wann d'Majoritéit eng Direktiv net emgesat huet, hei Motioun mussen stëmme, da fäerten ech, maache mer bis d'Wahle soss näischt méi. Et gëtt nach esou vill europäesch Direktiven, déi net em-

gesat sinn. Do verstinn ech net esou richteg wat dat soll, an dofir enthalte mir eis beim Vote vun dëser Motioun.

■ M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert gefrot.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, eng zousätzlech Remarque zu deem Ganzen hei. Den Här Weiler, wann en hei wär, géif soen, dat hei wär eng Motioun, déi superfétatoire wär. D'Regierung opzefuerderen, eng Direktiv emsetzen, déi eigentlech schon hätt missen am Dezember 2003 emgesat sinn, ass eigentlech liicht gewot, géif ech soen.

■ Une voix.- Ass superfétatoire!

■ M. Alex Bodry (LSAP).- D'neiwent wëll ech rappeliieren, dass wann ech de Minister richteg verstanen hunn, hie souwisou der Meenung ass, wann een dat wëllt propper maachen an alles berücksichtigen, da géif et nach zwee bis dräi Joer daueren. E widdersprecht eigentlech dem Text vun der Motioun, wou „dans les meilleurs délais“ d'Regierung opgefuerdert gëtt, dat ze maachen. Dat bestärkt eis an der Meenung, dass mir dat do net acceptéieren. Mir wäerten eis beim Vote enthalen.

■ M. le Président.- Här Minister.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, zum leschte Punkt vum Här Bodry wëll ech soen, dass wann hei steet „à entamer dans les meilleurs délais les travaux de transposition“, mer dat selbstverständlech maachen, mä dass ech jo gesinn hu bei dësem Projet, dass wann een annerhaleft Joer op den Avis vum Statsrot waart, souguer wann een „dans les meilleurs délais“ dat déposiert, also nach vläicht virun de Wahle géif déposéieren, een duerno annerhaleft Joer oder méi muss waarde bis een en Avis huet. Da si mir op deenen zwee Joer, wéi ech virdu gesot hunn, déi et sécher wäert daueren, bis dee Projet de loi den Instanzewee gepackt hätt.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Minister, maacht et wéi d'Bauteministes, do huet de Conseil d'État schonn déi Woch duerno direkt ofgeliewert.

■ M. le Président.- Mir maachen de Vote iwwert d'Motioun 1, déi vum Här Schank abruecht ginn ass.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

•
An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

•
An der Gemeng Péiteng
um Kanal S33 / 399.25 Mhz

•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 33 Jo-Stëmmen a 24 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes (par M. Lucien Clement), Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Théo Stendebach) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jeannot Belling), Mme Agny Durdu (par M. Claude Meisch), MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell et John Schummer.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).

3. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdung, dat sinn d'Naturalisatiounen. An dofir muss ech de Huis clos ausschwätzen.

De Huis clos ass ausgesprach.

* * *

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 51 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat véier Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 11 février 2004

1. BALKAN Fatima, née le 18 septembre 1968 à Novi Pazar (Yougoslavie), demeurant à Bastendorf

2. CABRERA MONTES Devora, née le 27 avril 1967 à Tapirillo/Loreto (Pérou), demeurant à Luxembourg

3. D'EUFEMIA Giuseppe, né le 16 novembre 1953 à Matera (Italie), demeurant à Luxembourg

4. HEYNEN Guy Yves Louis, né le 17 mars 1944 à Tshikapa (République démocratique du Congo), demeurant à Capellen

5. GHILNEUX Yvonne Marie José, née le 9 janvier 1948 à Ixelles (Belgique), demeurant à Capellen

6. HIÉRONIMUS Eric Bernard, né le 12 décembre 1959 à Arlon (Belgique), demeurant à Hagen

7. PIERRARD Diane Marie Marceline, née le 23 avril 1960 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à Hagen

8. HORSKA Markéta, née le 12 septembre 1973 à Boskovice (République tchèque), demeurant à Itzig

9. JAHANGARD PATAVANI Behnaz, née le 24 mars 1966 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

10. JOLIET Patrick René Mathieu, né le 7 mars 1964 à Mechelen (Belgique), demeurant à Sandweiler

11. KIANPOUR Gholamreza, né le 22 novembre 1983 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

12. KRASTEV Boris, né le 26 septembre 1945 à Stambolovo (Bulgarie), demeurant à Frisange

13. NEUMANN Wolfgang, né le 30 juin 1955 à Dortmund (Allemagne), demeurant à Fischbach/Mersch

14. KOPPERSCHLÄGER Monika Emilie, née le 4 mai 1957 à Dortmund (Allemagne), demeurant à Fischbach/Mersch

15. PANETTA Vincenzo, né le 11 octobre 1957 à Mammola (Italie), demeurant à Differdange

16. MAFRICA Pietronilla, née le 14 février 1962 à Melito di Porto Salvo (Italie), demeurant à Differdange

17. PECOV Slobodan, né le 14 décembre 1954 à Zvegor (République de Macédoine), demeurant à Luxembourg

18. PENA NUNEZ Joel Isaias, né le 20 juin 1952 à Lanco (Chili), demeurant à Luxembourg

19. REBOLLEDO MORA Sonia Angelica, née le 13 juillet 1955 à Carahue (Chili), demeurant à Luxembourg

20. QOUDAD Marhnia, née le 13 janvier à Touissit (Maroc), demeurant à Leudelange

21. REYES Cathy, née le 16 novembre 1967 à Taytay (Philippines), demeurant à Luxembourg

22. RISTOVSKI Velinçe, né le 25 mars 1974 à Junglinster, demeurant à Luxembourg

23. ZLATANOVSKA Danielka, née le 9 avril 1979 à Kamenica (Macédoine), demeurant à Luxembourg

24. RODRIGUES DE CARVALHO Antonio, né le 26 février 1947 à Vila de Punhe/Viana do Castelo (Portugal), demeurant à Bascharage

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DE CARVALHO Antonio.

25. SALGUEIRO DE MATOS Paulo Jorge, né le 16 septembre 1967 à

Pardilho/Estarreja (Portugal), demeurant à Consdorf

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DE MATOS Paul.

26. FERNANDES LOPES Susana Margarida, née le 3 décembre 1963 à Mortagua (Portugal), demeurant à Consdorf

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LOPES Susy.

27. SHEN Mo, née le 10 décembre 1983 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

28. SILVA DUARTE José Eduardo, né le 18 août 1966 à Ovar (Portugal), demeurant à Bascharage

29. SILVESTRUCCI Ersilio, né le 28 février 1956 à Foligno (Italie), demeurant à Fennange

30. ALBANESE Maria Isolina, née le 9 novembre 1958 à Mammola (Italie), demeurant à Fennange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de ALBANESE Isolina Maria.

31. SLUJITORU Cristian, né le 10 août 1961 à Filiasi (Roumanie), demeurant à Luxembourg

32. SOUILMI Hayet, née le 16 décembre 1972 à Kasserine (Tunisie), demeurant à Luxembourg

33. STANCIU Paul, né le 28 septembre 1957 à Barcanesti (Roumanie), demeurant à Differdange

34. GHEORGHE Vasilica, née le 18 mars 1967 à Crasani (Roumanie), demeurant à Differdange

35. STANCIU Vali Cristian, né le 8 janvier 1980 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Differdange

36. SZOMBATHY Gyözö Gabor, né le 5 août 1955 à Budapest (Hongrie), demeurant à Luxembourg

37. SARKÖZI Györgyi, née le 13 juin 1955 à Ajka (Hongrie), demeurant à Luxembourg

38. SZOMBATHY Viktoria, née le 5 avril 1982 à Budapest (Hongrie), demeurant à Luxembourg

39. TUBIC Nedžad, né le 12 janvier 1970 à Prnjavor/Kalesija (Bosnie-Herzégovine) demeurant à Luxembourg

40. VALENZUELA ROSAS Lidia Esperanza, née le 3 août 1962 à Arequipa (Pérou), demeurant à Luxembourg

41. VARELA FURTADO Julio, né le 3 juin 1968 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

42. PAGNON Patricia Corinne Valérie, née le 4 janvier 1974 à Reims (France), demeurant à Luxembourg

43. WAGNON Charles Henry Joseph Marie Ghislain, né le 17 mars 1945 à Mouscron (Belgique), demeurant à Ettelbruck

44. VAN MELCKEBEKE VAN DEN NIEUWENHUYSEN Marie Christine Ghislaine Reine Casimir, née le 13 avril 1947 à Beloeil (Belgique), demeurant à Ettelbruck

45. WILMES Roger Walter, né le 24 janvier 1959 à St. Vith (Belgique), demeurant à Huldange

46. HERBRAND Renate Elisabeth, née le 9 mars 1965 à St. Vith (Belgique), demeurant à Huldange

47. WOLNICKI Zygmunt Jan, né le 21 juillet 1946 à Zloczew (Pologne), demeurant à Mertzig

48. CESARZ Teresa Wanda, née le 26 janvier 1950 à Sosnowiec (Pologne), demeurant à Mertzig

49. ZHANG Xiao Ming, né le 1^{er} décembre 1959 à Hai Nan (Chine), demeurant à Luxembourg

50. LIU Jing, née le 8 novembre 1959 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

51. ZHU Yuan, née le 11 septembre 1965 à Zhejiang (Chine), demeurant à Differdange

* * *

Domadder si mer um Enn vun eisem Débat vun haut. Et geet muer weider um hallwer dräi mam Débat iwwert d'Immigratioun.

(Fin de la séance publique à 18.23 heures)

Sommaire des séances publiques

Débat d'orientation sur la 5^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC - Cancún, du 10 au 14 septembre 2003 pages 349-355

5131 - Débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles pages 355-367

5276 - Projet de loi concernant la participation aux élections européennes du 13 juin 2004 des ressortissants des États qui deviendront membres de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 pages 367-369

5214 - Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale du 18 février 2003 pages 369-370

Communications page 371

Déclaration de recevabilité page 371

Ordre du jour page 371

Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen pages 371-372

Heure de questions au Gouvernement:

- Question N° 359 du 9 février 2004 de Monsieur le Député Marc Zanussi au sujet du non-accord sur la mise en vigueur des nouvelles conditions de travail aux CFL, adressée à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi page 372

- Question N° 360 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet d'un exercice de crise transfrontalier simulant un incident à la Centrale électronucléaire de Cattenom, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur page 372

- Question N° 361 du 9 février 2004 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet de la contamination de légumes dans les jardins de certains quartiers ou rues des localités du sud de notre pays, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement pages 372-373

- Question N° 362 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Marco Schank concernant le renouvellement des autorisations de rejets et de prélèvements d'eau pour le CNPE de Cattenom introduite par l'exploitant du CNPE de Cattenom auprès des autorités françaises, et aux procédures y relatives, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement page 373

- Question N° 363 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Lucien Lux au sujet des aides étatiques prévues à l'article 43 de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, adressée à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi pages 373-374

- Question N° 364 du 10 février 2004 de Monsieur le Député François Bausch au sujet de l'état des travaux du groupe de travail individualisation, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 374

- Question N° 365 du 10 février 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot sur la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la réglementation du tabagisme dans les lieux publics, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 374

- Question N° 358 du 10 février 2004 de Madame la Députée Marie-Josée Frank concernant la reconnaissance de la profession de santé "psychothérapeute agréé" et les effets de cette reconnaissance, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 374

5047/5039 - Proposition de révision des articles 63 et 65 de la Constitution pages 374-376

Ordre du jour page 376

5190 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, l'Irlande, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République Slovaque relatif à l'adhésion de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à l'Union européenne, signé à Athènes, le 16 avril 2003 pages 376-384

Motion de M. Robert Mehlen demandant à Madame la Ministre des Travaux publics de présenter dans les plus brefs délais sa démission au Grand-Duc pages 384-386

5014 - Projet de loi portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster pages 387-389

4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau pages 389-401

Demandes en naturalisation page 401

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 9 / 2003-2004

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2285	Renée Wagener	Fonds de rénovation de la Vieille Ville: locations des logements
2497	Aly Jaerling	Liaison ferroviaire Luxembourg-Longwy
2499	Mars Di Bartolomeo	Contestations des résultats d'un examen d'ajournement au Lycée de Garçons à Esch/Alzette
2500	Serge Urbany	Initiatives en faveur des "high net worth families"
2504	Mars Di Bartolomeo	Concept intégré des transports et du développement spatial pour le Luxembourg
2506	Mars Di Bartolomeo	Allocation de chauffage
2508	Claude Meisch	Titrisation des risques assurantiels via l'émission de Cat-Bonds
2510	Mars Di Bartolomeo	Revitalisation du commerce de détail de proximité
2512	Jean Colombero	Service de nuit des médecins généralistes
2516 cf. 2545	Mars Di Bartolomeo	Conséquences de l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes sur la vente des médicaments vendus par correspondance
2545 cf. 2516	Marc Zanussi	Médicaments vendus par correspondance
2546	Claude Meisch	Contribution financière au niveau des Communautés européennes
2548 cf. 2563	Laurent Mosar	Projet du Gouvernement belge de voir taxer les organismes de placement collectifs (OPC) étrangers
2563 cf. 2548	Jeannot Krecké	Taxation des OPC étrangers

Question 2285 (21.7.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG) concernant le Fonds de rénovation de la Vieille Ville: locations des logements:

Suite au peu d'intérêt qu'a rencontré la récente vente publique de plusieurs appartements dans le centre de la Vieille Ville, le Président du Fonds de rénovation de la Vieille Ville a annoncé que les logements en question seraient loués.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces logements réalisés doivent être loués aux termes de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement?

Réponse (6.2.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire N°2285 de l'honorable Madame Renée Wagener, j'ai l'honneur de préciser que la location des logements réalisés par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville est une possibilité évoquée par le Président de cet établissement public pour le cas où le Fonds n'arrive pas à les vendre.

Dans cette hypothèse il reste à trancher avec le Ministère du Logement la question de savoir si cette location tombe sous les dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Question 2497 (4.12.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la liaison ferroviaire Luxembourg-Longwy:

Op der Zuchstreck Lëtzebuerg-Longwy kënn et regelméisseg zu méi oder wéineger laange Verspéidungen. Gëschter Owend, den 2. am Chrëschtmount 2003, koom et op dëser Streck ongewinnt laange Verspéidungen - en Zuch war „en panne“ gefall. Dëst huet zu enger verständlecher Roserei vun den zuelenden Notzer a Steierzueler gefouert.

Zënter Jore gëtt elo schonns den zweegleisegen Ausbau vun der genannter Streck gefuert. Dës Fuerderung huet och Agang an d'„mobilitéit.lu“-Konzept fonnt (Modul P). Esou en duebelgleisegen Ausbau géng déi heefeg Retarden op dëser Streck staark reduzéieren an d'Zich kënten - am uewegenannte Fall - iwwert dat zweet Gleis emgeleet ginn. Ausserdeem kéint dTaktfre-

quenz verdicht ginn. D'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport op dëser Verkéiersachs aus dem belsch-franséische Grenzgebitt a Richtung Hauptstadt géng massiv verbessert ginn.

An deem Kontext stelle sech folgend Froen:

1. Wat fir en Zuch (Modell a Joergang) ass gëschter Owend op der genannter Streck duerch en techneschen Defekt ausgefall?
2. Wéi wäit sinn d'Ausbauarbeiten vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng schonns fortgeschratt?
3. Fir wéini rechent de Minister, datt dat zweet Gleis a Bëtrieb geholl ka ginn?
4. Zäit ass Geld. Wier et net nëmme korrekt, wann d'CFL, wéi deelweis déi däitsch Bunn, bei annormal laange Verspéidungen de betraffene Passagéier en Deel vun de Käschte vun hirem Ticket, a wéi enger Form och ëmmer, géng zrëckerstatten?

Réponse (16.1.2004) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

L'honorable député souhaite être informé sur l'incident survenu le 2 décembre 2003 à un train de voyageurs sur la ligne de Pétange à Luxembourg et sur l'évolution des travaux de la mise à double voie de ladite ligne.

Le 2 décembre 2003 la locomotive électrique 3608, construite en 1958, en charge du train 7868 Luxembourg-Longwy (départ à Luxembourg: 18.09 heures), est tombée en panne entre Leudelage et Dippach-Reckange. Le train a ensuite dû être remorqué par une locomotive de secours venue de Pétange. Enfin, le train est arrivé avec un retard de 44 minutes en gare de Rodange. Suite à ce retard le train a été supprimé entre Rodange et Longwy et cinq autres trains ont reçu par effet de cascade un retard variant entre 13 et 33 minutes.

Au cours des derniers mois les CFL ont entamé les démarches utiles pour remplacer le matériel vétuste et pour mettre en place un parc de moyens de transport nouveau comportant une capacité de 23.228 places et représentant un coût d'investissement de 472,5 millions d'euros, sans compter le prix d'acquisition des locomotives destinées à tracter le matériel remorqué. Le tableau ci-après en fournit le détail:

type	nombre	places assises	places debout	places totales	investissement
TER 2Nng (livraison de 2004 à 2006)	12	4.080	540	4.620	100,8 mio €
Voitures RIC	15	1.096	/	1.096	15 mio €
Voitures 2 Niveaux (livraison à partir de 2004)	85	11.000	/	11.000	132 mio €
Locomotives polytension série 185 (livraison 2004-2005)	20	/	/	/	61,9 mio €
Train-Tram (évaluation des offres)	44	4.752	1.760	6.512	162,8 mio €
Total places		20.928	2.300	23.228	472,5 mio €

L'avant-projet sommaire de la mise à double voie de la ligne ferroviaire Pétange-Luxembourg a été finalisé en juillet 2002. La loi du 24 juillet 2000 qui a modifié la loi modifiée du 10 mai 1995 et qui a e.a. approuvé la mise à double voie partielle des lignes de Pétange à Luxembourg et de Pétange à Rodange/frontière et le renouvellement et la modernisation des installations fixes de ces lignes, en particulier dans les secteurs des gares de Pétange et Rodange a été amendée par celle du 3 juin 2003 qui prévoit la mise à double voie intégrale de la ligne de Pétange à Luxembourg. La mission d'ingénierie subséquente couvrant l'avant-projet détaillé, le projet d'exécution et le contrôle des travaux a été adjugée après mise en concurrence selon la directive 98/38/CE en date du 25 juillet 2003. L'élaboration des études détaillées est en cours à un rythme intensif de sorte que les travaux pourront être entamés vers le milieu de l'année 2004 et ce par tronçons successifs à partir de Pétange.

La mise à double voie du tronçon de ligne de Pétange à Dippach-Reckange est prévue pour 2007.

Actuellement les CFL ne disposent pas de réglementation visant à indemniser les voyageurs en cas d'un retard important de leur train. Il est vrai qu'à l'étranger certaines entreprises ferroviaires indemnisent leurs clients mais seulement en cas de retard important d'un train intérieur. L'Union internationale des Chemins de Fer (UIC) est en train de rédiger une Charte Passagers visant à indemniser également les voyageurs des trains internationaux retardés. Il me semble indiqué d'attendre

l'aboutissement de ce projet en vue d'examiner dans quelles conditions il pourra, le cas échéant, trouver application au Luxembourg.

Question 2499 (4.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les contestations des résultats d'un examen d'ajournement au Lycée de Garçons à Esch/Alzette:

Les contestations et plaintes en relation avec les résultats d'un examen d'ajournement en géographie au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette ont été largement relayées et commentées dans la presse.

Entre-temps, le tribunal administratif en est saisi. Le dernier épisode dans ce dossier a été écrit par un journal d'étudiants et a suscité une nouvelle plainte pour calomnies et une enquête de la part de la police.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre:

- Madame la Ministre a-t-elle été saisie du dossier?
- Quels sont exactement les faits contestés?
- Quels sont les mécanismes prévus en relation avec de telles contestations, quels sont les moyens de recours?
- Comme il s'agit d'une question de promotion ou d'échec, quels sont les délais pour ces procédures?

Réponse (8.1.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

1. J'ai été saisie du dossier.
2. Les requérants, en se basant sur l'avis d'un expert de leur choix, contestent la décision du refus de promotion d'une élève prise sur la base d'une épreuve d'ajournement en géographie jugée insuffisante par une commission de trois examinateurs désignée conformément à l'article 9, paragraphe 1er, du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la promotion des élèves de l'enseignement secondaire.
3. Le règlement grand-ducal précité prévoit à l'article 1er, paragraphe 1er: «Les décisions de promotion prises conformément aux dispositions du présent règlement sont sans recours, à l'exception du recours prévu par la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif».
4. Les délais pour ces procédures dépendent du temps dont ont besoin les instances judiciaires pour traiter ce dossier.

Question 2500 (5.12.2003) de M. Serge Urbany (déli Lénk) concernant les initiatives en faveur des „high net worth families“:

Dans son édition du 4 décembre 2003, Le Quotidien traite d'un communiqué de presse attribué à la banque privée Edmond de Rothschild Europe soutenant «les initiatives des autorités luxembourgeoises visant à inciter des „high net worth families“ à s'installer au Grand-Duché de Luxembourg.»

Comme l'indique toutefois Le Quotidien, le communiqué de presse en question ne donne aucune indication supplémentaire quant aux prétendues „initiatives“ entreprises par les autorités luxembourgeoises pour attirer ces «très riches familles.»

Dans ce sens, j'aimerais obtenir de votre part des éclaircissements aux questions suivantes:

- Qu'entend-on exactement par «high net worth families»? Dans quelle catégorie fiscale peut-on classer ces familles?
- Le Gouvernement a-t-il pris des initiatives en vue d'inciter les familles susmentionnées à s'installer au Luxembourg? Si oui, pouvez-vous me communiquer la nature exacte de ces initiatives?

Réponse (16.1.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

Le Gouvernement n'a pas pris d'initiatives comme celles indiquées dans la question parlementaire.

Question 2504 (9.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le concept intégré des transports et du développement spatial pour le Luxembourg:

Depuis mars 2002 les travaux en vue de l'élaboration du concept IVL (concept intégré des transports et du développement spatial pour le Luxembourg) ont été entamés.

L'étude devait être disponible dès le mois d'octobre 2003.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si le rapport des experts est disponible entre-temps et s'il est à la disposition et de la Chambre des Députés et des communes concernées?

Quelles sont les principales recommandations d'actions pour des mesures urgentes et la concrétisation des plans sectoriels?

Quelles sont les prochaines étapes en la matière?

Réponse (16.1.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

1. Les rapports élaborés dans le cadre de l'IVL seront mis à disposition de toutes les institutions concernées et intéressées et diffusés ensemble dès leur finalisation. Il s'agit notamment du rapport final de l'IVL élaboré par les bureaux d'études AS&P, R+T et LAUB ainsi que des recommandations formulées par les experts internationaux ayant participé aux divers workshops organisés dans le contexte de l'élaboration de l'IVL. Le planning actuel prévoit la finalisation du rapport final en janvier 2004.
2. Les principales recommandations de l'IVL ne peuvent être décrites de manière isolée. Elles doivent être vues dans le contexte des scénarios de développement alternatifs dans le rapport de l'IVL.

3. Le comité de pilotage politique de l'IVL s'est fixé comme objectif la démarche suivante:

- présentation du rapport final et des recommandations des experts internationaux au Conseil de Gouvernement
- réunion(s) d'information au sein des ministères / administrations concernés / intéressés
- plusieurs forums de discussion régionaux avec les élus locaux et les députés au sujet de l'IVL
- nouvelle saisine du Conseil de Gouvernement
- définition par le Conseil de Gouvernement des suites à donner au rapport.

Question 2506 (9.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'allocation de chauffage:

L'allocation de chauffage, introduite en 1983, est destinée à aider les ménages à revenu modeste dans le financement des frais de chauffage.

Le cercle des bénéficiaires de cette allocation a été élargi pour l'année 2000.

Comme cette allocation est prolongée d'année en année et comme le projet de budget pour l'année 2004 ne prévoit qu'un crédit symbolique de 100 (cent) euros, j'aimerais savoir de Madame la Ministre quels sont les projets du Gouvernement dans ce domaine?

Est-ce que le Gouvernement entend accorder une allocation de chauffage pour l'année 2004 ou est-ce que cette allocation sera abolie comme le laisse supposer l'insuffisance du crédit prévu?

Quel a été le nombre des bénéficiaires en 2003 et quel est le montant total du crédit budgétaire nécessaire pour les années 2002 et 2003?

Réponse (21.1.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Comme le Gouvernement dans sa décision du 1^{er} septembre 2001 a décidé d'élargir le champ d'application de la prestation «allocation de chauffage», ainsi que d'adapter le montant de l'allocation en fonction du revenu et de la composition des ménages des bénéficiaires, le Fonds national de Solidarité, gestionnaire de ladite prestation, a pu enregistrer pour l'année 2003 un total de 6.902 demandes représentant un coût total de 2.789.232 €.

Le nombre total des bénéficiaires pour l'année 2002 s'élève à 5.569 représentant un coût total de 5.534.119 €. Ce doublement du montant payé en 2002 s'explique alors que l'allocation de chauffage relative à l'exercice 2001 a été payée ensemble avec celle de l'exercice 2002.

Pour l'année 2004, le Fonds national de Solidarité peut accorder sur demande une allocation suivant les conditions et modalités fixées par un règlement à arrêter prochainement par le Conseil de Gouvernement.

Question 2508 (10.12.2003) de M. Claude Meisch (DP) concernant la titrisation des risques assurantiels via l'émission de Cat-Bonds:

Après les tremblements de terre en Californie, les ouragans en Floride, les tempêtes dans le nord de l'Europe pour ne nommer que quelques exemples, beaucoup d'assureurs et de réassureurs se sont rendus compte que le marché

de l'assurance n'avait pas le capital nécessaire pour offrir des assurances grands risques. Vu qu'il faudrait au secteur de l'assurance plusieurs dizaines de milliards de dollars de fonds propres supplémentaires pour offrir une couverture totale de ces risques, le secteur d'assurance s'est tourné vers le secteur financier.

Avec la titrisation de ces risques le secteur d'assurance a introduit une méthode alternative d'assurer ces grands risques. Cette titrisation des risques assurantiels a été faite via l'émission de Cat-Bonds. Ces «obligations catastrophe» sont des obligations indexées sur des catastrophes naturelles. Ces Cat-Bonds représentaient dans un premier lieu une source intéressante de diversification pour des investisseurs institutionnels. Cependant l'introduction ces derniers temps de fonds qui investissent exclusivement en Cat-Bonds ont ouvert ce marché aux investisseurs privés. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que des Cat-Bonds ont été émis au Luxembourg jusqu'à ce jour?
- Quelles sont les répercussions de ces Cat-Bonds pour le secteur financier (assurances et banques) au Luxembourg?
- Quels sont les risques pour les investisseurs privés?
- Le cadre législatif au Luxembourg répond-il suffisamment à ce développement?

Réponse (22.1.2004) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

La question de l'honorable Député a trait aux «obligations catastrophe» ou «Cat-Bonds», à leurs répercussions sur la place financière et au cadre légal régissant ces titres.

1 et 2. L'émergence du marché des obligations catastrophe Cat-Bonds remonte au début des années 1990. À l'époque les capacités de réassurance concernant les catastrophes naturelles étaient limitées et coûteuses. Une solution partielle a été trouvée à ce problème sous la forme de l'émission d'obligations catastrophe. Dans une structure classique d'obligations catastrophe, un assureur émet une obligation liée à un taux variable sur les marchés de capitaux. Les fonds reçus sont conservés par une société spécialisée qui établit une police de réassurance conventionnelle à l'intention de l'assureur. De manière générale, les fonds détenus par cette société spécialisée sont versés à l'assureur en cas de survenance de l'événement prédéfini dans l'obligation et le paiement des intérêts cesse habituellement à ce stade.

Selon certaines statistiques, au cours des années 2000 à 2002 des obligations catastrophe ont été émises annuellement pour un montant de un milliard d'euros. Fin 2002, l'encours des Cat-Bonds émis s'élevait à 2,8 milliards d'euros. En comparant ces montants avec les capacités de financement mis à disposition par les marchés d'assurances et de réassurances classiques en vue de couvrir les dommages résultant de catastrophes naturelles, force est donc de constater que les Cat-Bonds ne constituent qu'une part extrêmement limitée des capacités financières traditionnellement destinées à la couverture de ces risques. Un développement substantiel des obligations catastrophe se heurte principalement aux coûts importants générés par ces structures de financement de risques.

À la connaissance des autorités luxembourgeoises, aucune émission de Cat-Bonds n'a été réalisée au Luxembourg à ce jour. Aucune société spécialisée émettant des obligations catastrophe n'existe actuellement au Luxembourg.

Les émissions de Cat-Bonds ont en général obtenu une notation dite «non investment grade», c'est-à-dire inférieure à BBB-, des agences de notation externe. En conséquence, ce genre d'investissement n'est que très peu recherché par les banques. Sans disposer de chiffres précis dans ce domaine, on peut affirmer que les banques luxembourgeoises ont jusqu'à présent très peu investi dans ces instruments. De même, la souscription par les compagnies d'assurances et les compagnies de réassurances luxembourgeoises de Cat-Bonds est marginale, voire inexistante.

Compte tenu de la difficulté pour les investisseurs d'évaluer les risques inhérents aux Cat-Bonds, on ne peut pas s'attendre à ce que les montants investis par le secteur financier luxembourgeois dans ces instruments s'accroissent de façon substantielle à l'avenir. En conséquence, les répercussions d'une croissance du marché des Cat-Bonds sur le secteur financier luxembourgeois devraient être marginales.

3. Les risques inhérents à ce type d'investissement dépendent de la structure des Cat-Bonds et des conséquences en cas de survenance de la catastrophe naturelle assurée. Dans certains cas l'investisseur se voit verser un intérêt moindre qu'initialement prévu; dans d'autres cas il perd même une partie du capital investi. Il reste toujours pour l'investisseur le risque de contrepartie à l'égard des sociétés spécialisées émettrices de telles obligations. Dans ce contexte il est à signaler que plus de 90% des obligations catastrophe qui étaient en cours en 2002 disposaient d'un «rating» inférieur à «A», donc proche d'une notation pour laquelle l'investissement n'est pas recommandé par les agences de notation.

Étant donné la complexité de l'évaluation des risques inhérents à ces instruments, ceux-ci sont par nature inadaptés à être commercialisés auprès des investisseurs privés. À l'heure actuelle, ces obligations ne sont d'ailleurs généralement pas cotées en bourse, mais traitées sur des marchés de gré à gré. Deux organismes de placement collectif investissant exclusivement en obligations catastrophe sont actuellement enregistrés au Luxembourg, à savoir ART Fund (compartiment Eolia Fund) et CDC SP S.A. (compartiment Eolia Fund). Il est important de noter que ces deux fonds s'adressent à une clientèle institutionnelle et non à des investisseurs privés.

Sur le plan mondial, le nombre d'investisseurs ayant investi dans de telles obligations catastrophe reste limité.

4. Comme des obligations catastrophe ne peuvent être émises que par des sociétés qui acceptent le risque spécifique par émission d'un contrat de réassurance, ces sociétés tomberaient au Luxembourg sous les dispositions du titre III de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et seraient qualifiées de ce fait comme société de réassurances.

Par ailleurs, le projet de loi N°5199 relative à la titrisation ouvrira la possibilité aux organismes de titrisation de prendre en charge des risques extrêmement variés. Ces risques peuvent également résulter d'engagements souscrits par des tiers. Par conséquent, des émissions de Cat-Bonds utilisant des véhicules de titrisation luxembourgeois pourront être réalisées après l'adoption de cette loi, de sorte que le cadre législatif au Luxembourg répondra suffisamment au développement de ce marché pourtant encore marginal.

Question 2510 (10.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la revitalisation du commerce de détail de proximité:

Dans le cadre de l'étude sur la compétitivité du commerce de détail luxembourgeois et du commerce urbain, réalisée en 1998, le consultant a proposé plusieurs recommandations ayant pour objet l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité et une augmentation de l'attractivité de ce type de commerce. Afin d'encourager la mise en œuvre de ces recommandations et de financer des projets locaux destinés à la revitalisation du commerce de détail de proximité, des crédits budgétaires sont prévus à l'article 21.0.41.004.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les mesures concrètes qui ont été réalisées entre-temps et quels sont les projets tendant à revitaliser et sauvegarder des centres ville attractifs dans le domaine du commerce de détail qui sont encouragés financièrement par les crédits dont dispose le Ministère.

Réponse (21.1.2004) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a immédiatement après la publication des résultats de l'étude à laquelle l'honorable Député se réfère prévu un crédit budgétaire libellé de la façon suivante: «Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels».

En effet, dans le cadre de l'étude sur la compétitivité du commerce de détail luxembourgeois et du commerce urbain, réalisée en 1998, le consultant a proposé plusieurs recommandations ayant pour objet l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité et une augmentation de l'attractivité de ce type de commerce. Afin de pouvoir réaliser ces recommandations, le Ministère des Classes moyennes et certaines communes et organisations commerciales concernées se sont dotés de moyens financiers adéquats.

Le rôle du Ministère des Classes moyennes est d'inciter les unions commerciales à des actions ciblées et de mettre à la disposition des acteurs locaux des moyens financiers pour réaliser ces dernières. Une partie importante du financement doit cependant être assurée par un apport venant des administrations communales et des acteurs privés.

Est notamment considérée comme action pouvant bénéficier d'une participation financière de la part du Ministère des Classes moyennes: études, actions de promotion, campagnes publicitaires, animations des commerçants au centre ville, concours entre commerçants, expositions attirant des consommateurs, initiatives en rapport avec le city-management, etc.

En ce qui concerne les mesures concrètes qui ont été réalisées entre-temps, il y a lieu de citer l'organisation des conférences qui se sont surtout adressées aux commerçants et artisans des localités en question, la réalisation d'études visant à détecter les forces et faiblesses du tissu commercial et à proposer un city-management, l'animation du centre ville en vue d'attirer des consommateurs, l'information ciblée des consommateurs sur l'offre existante et la mise en place d'un transport public répondant plus particulièrement

aux attentes des consommateurs des centres villes.

Question 2512 (11.12.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le service de nuit des médecins généralistes:

Depuis le 1^{er} avril 2002 de nouvelles modalités règlent le service de nuit des médecins généralistes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Quel est le nombre d'appels que les médecins en service de nuit reçoivent en moyenne depuis le 1er avril 2002?
2. Quel est le degré d'urgence des appels enregistrés? Dans combien de cas les appels nocturnes n'étaient pas justifiés?
3. Est-ce que Monsieur le Ministre de la Santé peut m'indiquer à quelles tranches d'âge appartiennent les personnes faisant un appel nocturne?
4. Quelle est la proportion des mineurs qui nécessitent des soins nocturnes?
5. Quelles pathologies sont le plus fréquemment à l'origine des visites de nuit?

Réponse (16.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le service de remplacement de nuit des médecins généralistes a débuté le 8 avril 2002. Pour des raisons de cohérence les statistiques ci-dessous vont du 1^{er} mai 2002 au 30 septembre 2003 pour un total de 9.398 interventions. Tous ces chiffres ainsi que bien d'autres peuvent être consultés sur la page web correspondante de la Direction de la Santé:

http://www.etat.lu/MS/DIV_MECU/ServNuitMedGI.html

Le nombre moyen d'appels par nuit se répartit comme suit:

Région Centre:	7,56
Région Nord:	4,71
Région Sud:	5,96

Pour le pays: 18,23

Quant à l'urgence, les codes suivants sont appliqués pour en définir le degré:

- 1: Urgence vitale
- 2: Détresse nécessitant des soins médicaux la nuit, à domicile
- 3: Détresse ne nécessitant pas des soins médicaux, la nuit, à domicile

Urgence	Nombre
1	554
2	6.729
3	1.521

Pour les tranches d'âge, les chiffres ci-après contiennent un certain degré d'imprécision, alors que pour des raisons de protection des données seule l'année de naissance est enregistrée.



www.avenir-europe.lu

de Lëtzebuurger Site
iwwert den EU-Konvent

Tranche d'âge	Nombre	Pourcentage
100 ans et plus	6	0,06
90 à 100 ans	156	1,66
80 à 90 ans	577	6,14
70 à 80 ans	896	9,53
60 à 70 ans	728	7,75
50 à 60 ans	904	9,62
40 à 50 ans	1.379	14,67
30 à 40 ans	1.580	16,81
20 à 30 ans	1.120	11,92
10 à 20 ans	673	7,16
jusqu'à 10 ans	1.160	12,34
pas de données (inconnues)	219	2,33
Total	9.398	
Total sans les inconnues	9.179	

Pour la période considérée le nombre des patients mineurs s'est situé à 1.682, soit 17,9% du total des 9.179 cas avec données connues et enregistrées.

Enfin le tableau ci-après reprend les principaux diagnostics rencontrés.

Les codes pour les diagnostics sont ceux employés dans le cadre du constat d'incapacité de travail. Sur 9.398 interventions, les codes suivants sont retrouvés en ordre de fréquence décroissante (20 plus importants):

Code	Diagnostic	Nombre	%
25	Gastro-entérite aiguë	1.316	14,0
20	Syndrome grippal	718	7,6
99	Autre pathologie	653	6,9
RJ	Réquisition judiciaire	482	5,1
38	Autre affection non cancéreuse du tube digestif	446	4,7
22	Broncho-pneumopathie bactérienne	411	4,4
29	Autre maladie infectieuse ou parasitaire	364	3,9
69	Autre affection cardio-vasculaire	336	3,6
35	Ulcère gastro-duodénal, gastrite, oesophagite	320	3,4
78	Dépression	320	3,4
47	Affection inflammatoire des gaines, des tendons et des bourses	242	2,6
06	Contusion, élongation, foulure, commotion	225	2,4
23	Otite	209	2,2
56	Autre affection non cancéreuse de la sphère ORL	193	2,1
71	Insuffisance respiratoire chronique	187	2,0
15	Autre affection neurologique ou musculaire	166	1,8
11	Céphalées	156	1,7
10	Vertiges	149	1,6
52	Insuffisance rénale chronique	149	1,6
66	Trouble du rythme cardiaque	146	1,6

Question 2516 (15.12.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les conséquences de l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes sur la vente des médicaments vendus par correspondance:

Dans l'affaire préjudicielle C-322/01, l'arrêt rendu en date du 11 décembre 2003 par la Cour de Justice des Communautés européennes dispose qu'une interdiction nationale frappant des médicaments vendus par correspondance, ayant une autorisation de mise sur le marché et non soumis à prescription médicale est contraire au droit communautaire. Par contre, une telle interdiction est conforme au droit communautaire s'il s'agit de médicaments non autorisés dans un État membre.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si la problématique s'est déjà posée au Luxembourg. Est-ce que les pharmaciens exerçant au Luxembourg ont soulevé des arguments pareils à ceux du «Deutscher Apothekerverband»? Est-ce que cet arrêt aura des conséquences sur la situation au Luxembourg?

Question 2545 (19.12.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) con-

cernant les médicaments vendus par correspondance:

Dans son arrêt du 11 décembre 2003 au sujet d'un litige qui opposait le „Deutsche Apothekerverband“ à une pharmacie néerlandaise en ligne, la Cour européenne de Justice estime qu'une interdiction nationale frappant des médicaments vendus par correspondance, également transfrontalière par exemple via Internet, et ayant une autorisation de mise sur le marché allemand et non soumis à prescription médicale est

contraire au droit communautaire. Une telle interdiction n'est conforme au droit communautaire que s'il s'agit de médicaments non autorisés dans un État membre.

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser quel est l'impact de cet arrêt important pour le Luxembourg?
- Quelle est notre législation en la matière?
- Cette législation est-elle conforme au droit communautaire et en ligne avec cet arrêt?

Réponse (16.1.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La législation luxembourgeoise réserve la délivrance au public de médicaments à la pharmacie. Cette disposition légale devra donc dorénavant s'interpréter à la lumière de l'arrêt du 11 décembre 2003 rendu par la Cour de Justice des Communautés européennes entre le „Deutscher Apothekerverband“ et la société Doc. Morris N.V.

Pour que le principe de la libre circulation s'applique, il faut cependant que le médicament à commercialiser au-delà de la frontière soit muni dans l'État membre de destination d'une autorisation de mise sur le marché. Cette condition soulève la question de l'identité du médicament enregistré dans l'État membre de provenance avec celui

autorisé dans l'État membre de destination. Il n'y a identité que si notamment le principe actif, le dosage, la posologie et le mode d'administration sont les mêmes. Se pose aussi la question de la notice qu'il est cependant prévu d'harmoniser au niveau de l'Union européenne.

Comme le relève l'honorable Parlementaire, les médicaments soumis à prescription médicale échappent à l'ouverture faite par la Cour en faveur de la vente de médicaments par correspondance. S'agissant de ces médicaments, généralement plus invasifs et requérant pour le consommateur une protection plus élevée dans le sens d'un conseil médical et pharmaceutique, la Cour a été d'avis que l'article 30 du Traité, protégeant la santé et la vie des personnes, autorise une dérogation au principe de la libre circulation des marchandises.

Je n'ai pas connaissance d'un cas de vente par correspondance d'un médicament présenté en tant que tel au Luxembourg.

Les pharmaciens luxembourgeois n'étaient pas partie au litige tranché par la Cour de Justice des Communautés.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le montant que les instances communautaires vont reverser aux autorités luxembourgeoises?

- Étant donné que le montant reversé par les Communautés européennes sera enregistré du côté des recettes provenant de la TVA, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le montant qui sera alloué aux communes?

Réponse (23.1.2004) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

1. Il est exact que le Luxembourg a été crédité par la Commission européenne d'un montant de 10.642.701 € au titre des budgets rectificatifs N°6/2003 et 7/2003.

2. Comme ce montant a été compensé lors du versement de l'avance de janvier 2004 à la Commission européenne, son effet pour les communes se fera ressentir seulement au moment de l'établissement du décompte de l'année 2004.

Question 2548 (24.12.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le projet du gouvernement belge de voir taxer les organismes de placement collectifs (OPC) étrangers:

Le Gouvernement belge vient d'annoncer son intention de soumettre les OPC étrangers à une taxe de 0,06% par an sur le montant de leurs parts et actions placées en Belgique. Si une telle mesure venait à être adoptée définitivement cela signifierait que tout OPC étranger, dont les parts peuvent être placées en Belgique, serait soumis à cette taxe du seul fait qu'il a des actionnaires ou des porteurs de parts résidant en Belgique, et ce sans qu'il soit nécessaire que l'OPC exerce la moindre activité en Belgique. Cette mesure aura nécessairement des conséquences sur le marché des fonds d'investissement luxembourgeois.

L'Association luxembourgeoise des Fonds d'Investissement (ALFI) a par ailleurs introduit une réclamation auprès de la Commission des Communautés européennes afin de protester contre ce projet du Gouvernement belge considéré comme une violation du principe de libre circulation des capitaux.

Dans ce contexte, j'aurais aimé connaître de Monsieur le Ministre des Finances la position du Gouvernement dans ce dossier et savoir qu'elles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre en l'occurrence.

Question 2563 (8.1.2004) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant la taxation des OPC étrangers:

L'Association luxembourgeoise des Fonds d'Investissement vient d'introduire une réclamation auprès de la Commission européenne contre le projet de taxe belge sur les fonds d'investissement. Contrairement aux régimes fiscaux

qui n'imposent une collectivité que lorsque l'activité est exercée dans le pays, ce projet de loi se propose en effet de soumettre les organismes de placement collectif (OPC) étrangers à une taxe de 0,06% par an sur le montant de leurs parts et actions placées en Belgique, en raison du seul fait que l'OPC a des actionnaires ou porteurs de parts résidant en Belgique, sans qu'il ne soit requis que cet organisme exerce une activité en Belgique.

D'après la presse, des fonctionnaires du Ministère des Finances belge auraient justifié l'introduction d'une telle taxe par l'existence de mesures équivalentes au Grand-Duché. Alors que la législation luxembourgeoise en vigueur sur les organismes de placement collectif ne me semble pas contenir de telles dispositions, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que les OPC établis dans d'autres pays de l'Union européenne et commercialisant leurs parts au Grand-Duché sont soumis à notre taxe d'abonnement ou à tout autre type de taxation?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer la base légale de cette taxation?

3. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'essence même d'une telle taxe serait contraire à la législation européenne, en ce qu'elle défavorise les fonds étrangers soumis à une double imposition - une fois dans leur pays d'établissement et une fois dans le pays de distribution - par rapport aux fonds nationaux?

Réponse (23.1.2004) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

Je peux confirmer que les OPC établis dans d'autres États membres de l'Union européenne et commercialisant leurs parts au Grand-Duché de Luxembourg ne sont pas redevables de la taxe d'abonnement luxembourgeoise prévue par l'article 108 de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux OPC et par l'article 129 de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les OPC.

Aux termes du règlement grand-ducal du 10 novembre 2003 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF, tous les OPC (luxembourgeois, communautaires et non communautaires) doivent payer un forfait unique de 2.650 euros (5.000 euros pour les OPC à compartiments multiples) pour l'instruction de leur demande d'agrément ainsi qu'un forfait annuel de 2.650 euros (5.000 euros pour les OPC à compartiments multiples) pour leur commercialisation au Luxembourg.

Tout en faisant confiance à la Commission européenne qui est saisie du dossier pour assurer le respect du droit communautaire en la matière, le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué et ne manquera pas tant au niveau communautaire qu'au niveau bilatéral d'intervenir pour qu'il n'y ait pas de discrimination contraire aux règles de fonctionnement du marché unique.

Chamber TV

*weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un*